Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

Commission Doctorale du Domaine POLS

La guerre perpétuelle dans le nord-est de la Syrie : Faire politique au-delà de la terreur

INDIA LEDEGANCK

THÈSE PRÉSENTÉE EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR EN ANTHROPOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Membres du Jury

Président : Prof. Pierre-Joseph Laurent
Promoteur : Prof. Jacinthe Mazzocchetti

Autres Membres du Jury :

Prof. Camille Boutron
Prof. Hamit Bozarslan
Prof. Marlies Casier
Prof. Christophe Wasinski

ANNÉE ACADÉMIQUE 2024-2025

UCLouvain

À la mémoire de Mohammed Mesko



1998-2021

Remerciements

Je souhaite exprimer ma gratitude à toutes les personnes qui ont contribué à l'éclosion de cette thèse. Chaque rencontre, conseil et moment partagé a permis l'aboutissement de ce travail.

Je remercie tout d'abord Jacinthe, ma promotrice, qui m'a accordé sa confiance dès les prémices de ce projet. Je la remercie pour sa patience, son écoute et ses réflexions ; mais surtout, je la remercie de m'avoir transmis sa passion pour l'anthropologie.

Je remercie mon comité de thèse pour leur implication dans cette étape importante de mon parcours. C'est un honneur pour moi de recevoir leurs observations et suggestions.

Je souhaite exprimer ma reconnaissance profonde à Sulayman, qui fût à mes côtés malgré les checkpoints qui ont entravé notre route. Je le remercie pour les rires aux éclats, le réconfort durant les moments d'angoisse, les réponses à mes questions inlassables lors de nos nuits blanches et l'aide précieuse qu'il m'a offerte pendant toutes ces années.

Je remercie Tîrej, mon *partner in crime*, avec qui j'ai réalisé toutes mes déboires. Je mesure la chance de l'avoir rencontré, lui et ses blagues lancées capables de défier la guerre elle-même. Il m'a donné le courage d'avancer et j'ai été heureux d'affronter les épreuves du terrain à ses côtés.

Je remercie Nat, Jam, Luca et Denis, pour les flots de déca coulés en rebâtissant le monde. Les raisonnements partagés, les conseils prodigués et les débats réalisés ont énormément nourri les analyses au sein de cette thèse. Ils·elles auront de plus apporté beaucoup de douceur à ce retour de terrain pourtant si redouté.

Je souhaite souligner l'importance du soutien qui m'a été offert par toutes les personnes qui m'ont accompagné sur le terrain et durant la rédaction de ce travail. Je tiens à partager ma gratitude particulièrement envers mes familles d'accueil, qui m'ont tendu la main alors que j'avais tout à apprendre. Je remercie également Ahîn, Khabat, Paşa et sheikh Qadîrî de m'avoir pris sous leurs ailes.

Enfin, je remercie ma famille, mes ami·e·s et exprime ma reconnaissance au Laboratoire d'Anthropologie Prospective ainsi qu'à l'Université du Rojava qui m'ont offert avec bienveillance les outils pour réaliser ce projet.

Table des matières

Remerciements 3
Conventions graphiques et phonétiques 9
Alphabet kurde 9
Translittération arabe 10
Cartes 11
Glossaire 15
Introduction 19
1. Méthodologie 25
1.1. La construction du terrain 25
1.2. Histoire orale et mémoire 33
1.3. Les mots-clés du terrain 41
1.4. Les gaffes ethnographiques 49
1.5. L'intime 51
2. Développement historique du nord-est de la Syrie 57
2.1. « Nous pouvions enfin tout créer » : histoires à l'aube des révolutions 57
2.2. La lutte contre l'État Islamique 69
2.3. Opération « Bouclier de l'Euphrate » 75
2.4. Opération « Rameau d'olivier » 81
2.5. Opération « Source de paix » 87
2.6. Période des enquêtes ethnographiques (2019-2023) 91
2.7. Vers la paix ? 95
2.7.1. La chute du régime Assad 95
2.7.2 Les menaces de l'État d'Israël et le massacre des alaouites 100
2.7.3. L'invasion de Manbij et Tal Rifaat 104
2.7.4. Bâtir une nouvelle Syrie 112
3. « Em çi bikin ? » 119
3.1. Zilm 121
3.2. La géopolitique et l'allégorie du jeu d'échec 133
3.3. Tel Rifaat et les checkpoints 149
3.4. Qamişlo et le parallélisme politique 161
3.5. Zirgan et la ligne de front 169
3.6. « Les martyr·e·s ne meurent pas » 177
3.7. Sur la notion de guerre 193
3.8. « Peut-être demain » : l'attente dans une enclave 199
4. « Tout ce que je veux c'est qu'il revienne » 227

4.1. Préambule 229
4.2. Afrîn et Serê Kaniyê 231
4.2.1. Hayat Tahrir al-Sham 231
4.2.2. Structures politiques de territoires occupés 242
4.2.3. Stratégies de mise en place de la terreur 244
4.3. Défier les snipers pour revenir 255
4.4. Les fantômes de l'Empire : analyse historique des *çete* 273
5. « Je partirai quand tu seras endormi » 281
5.1. Préambule 283
5.2. Terrorisme d'État 285
5.3. La création d'un mythe national 303
5.4. Perspective historique 315
5.4.1. Le drone armé (UAV) 315
5.4.2. L'industrie de l'armement turc 317
5.5. Le technonationalisme turc 321
5.5.1. Le Bayraktar TB2 321
5.5.2. Démocratisation du développement technologique et aéronautique 325
5.5.3. Stratégie médiatique et relations internationales 327
5.5.4. Un laboratoire 330
5.6. Sous la coupe du terrorisme 333
6. « De l'annihilation, l'existence s'est réalisée » 345
6.1. Les assemblées des Sages 347
6.1.1. La *aşîra* 347
6.1.2. Le travail de la paix 350
6.2. Se distancer des politiques de guerre 357
6.2.1. *Le* politique et *la* politique 357
6.2.2. Le don à l'épreuve de la guerre 365
6.2.3. « Chacun a eu ses manières d'occuper » 370
6.2.4. « Farq tasūd » 379
6.2.5. Vies et géographies malléables 389
6.3. Tûnebûnê 397
6.3.1. Entre les solidarités mémorielles 397
6.3.2. Désertification humaine, intellectuelle et climatique 410
La *jiyanê hevbeş* 421
7. *Post-Scriptum* : un dernier détour épistémologique 437
Conclusion 445
Bibliographie 455

Conventions graphiques et phonétiques

Alphabet kurde

A a	/a/	M m	/m/
B b	/b/	N n	/n/
C c	/d͡ʒ/	O o	/o/
Ç ç	/t͡ʃ/	P p	/p/
D d	/d/	Q q	/q/
E e	/ɛ/	R r	/ɾ/
Ê ê	/e/	RR rr	/ɾː/
F f	/f/	S s	/s/
G g	/g/	Ş ş	/ʃ/
H h	/h/	T t	/t/
I ı	/ɪ/	U u	/u/
Î î	/i/	Û û	/ʊ/
J j	/ʒ/	W w	/w/
K k	/k/	X x	/x/
L l	/l/	Y y	/j/
M m	/m/	Z z	/z/

Translittération arabe

ʿ	ع	ā	ا
ġ	غ	b	ب
f	ف	t	ت
q	ق	ṯ	ث
k	ك	ǧ	ج
l	ل	ḥ	ح
m	م	ḫ	خ
n	ن	d	د
h	ه	ḏ	ذ
w	و	r	ر
y	ي	z	ز
ā	ى	s	س
ʾ	ء	š	ش
a / at	ة	ṣ	ص
		ḍ	ض
		ṭ	ط
		ẓ	ظ

Translittération des voyelles :

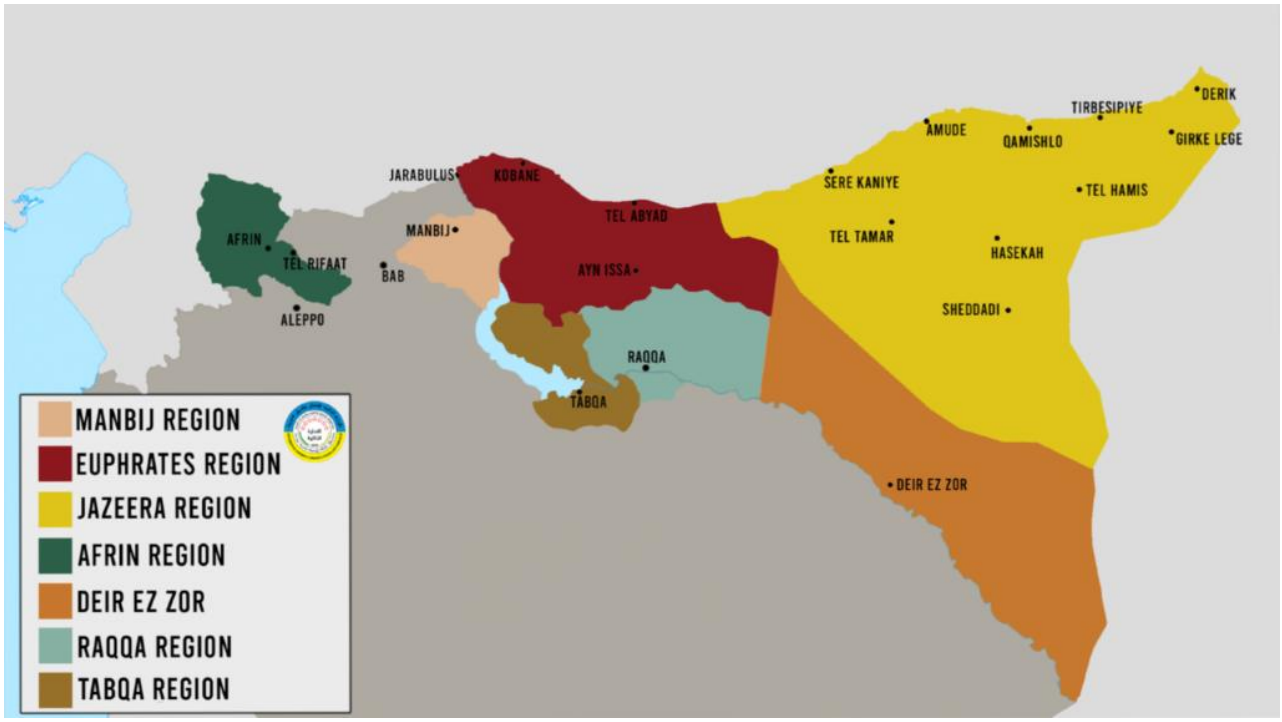
Longues :	ا	ā	ي	ī	و	ū
Brèves :	ـَ	a	ـِ	i	ـُ	u
Diphtongues	ـَيْ	ay	ـَوْ	aw		
Tanwīn	ـً	an	ـٍ	in	ـٌ	un (en exposant)

V. Van Renterghem – Inalco – 2019-2020

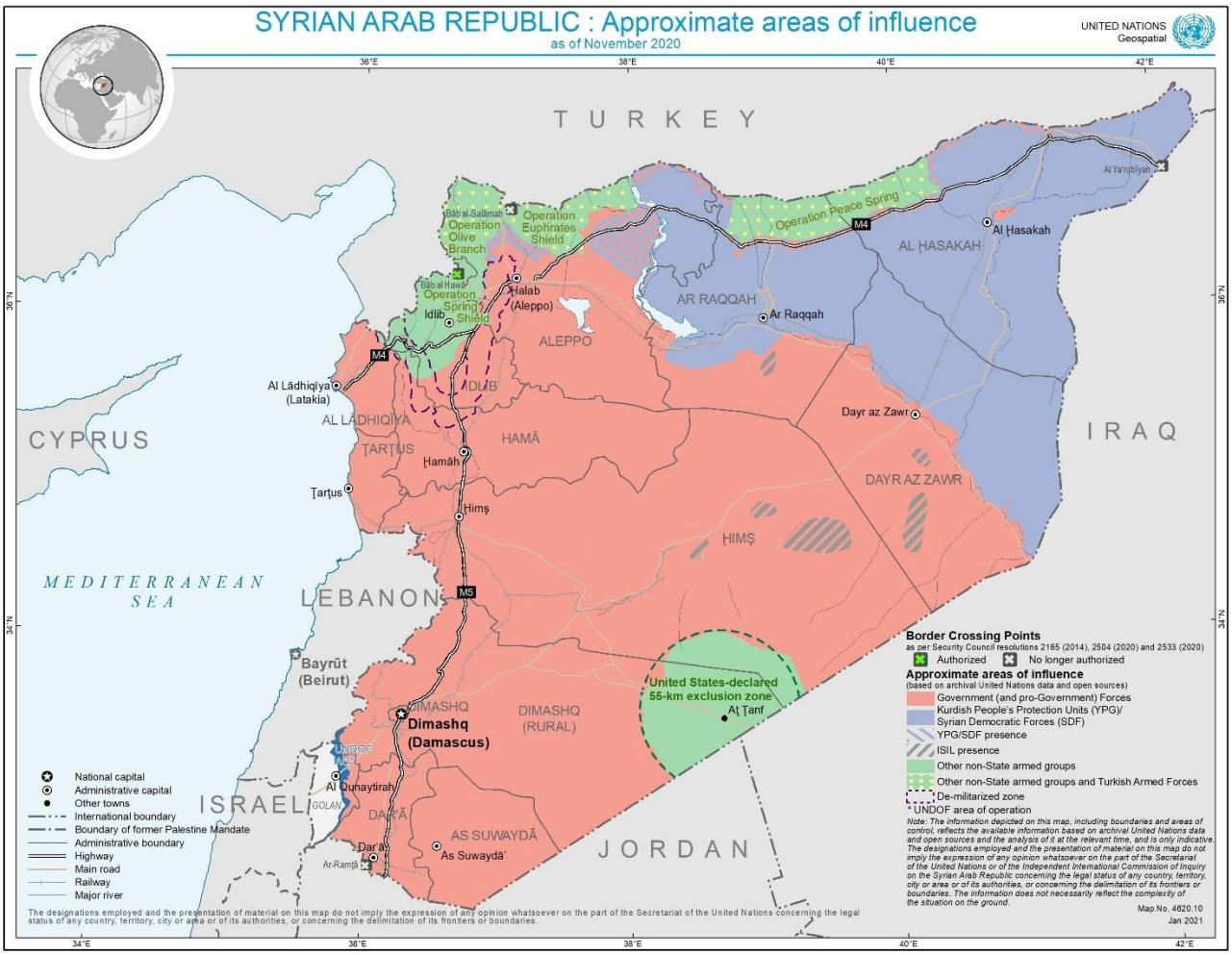
Cartes



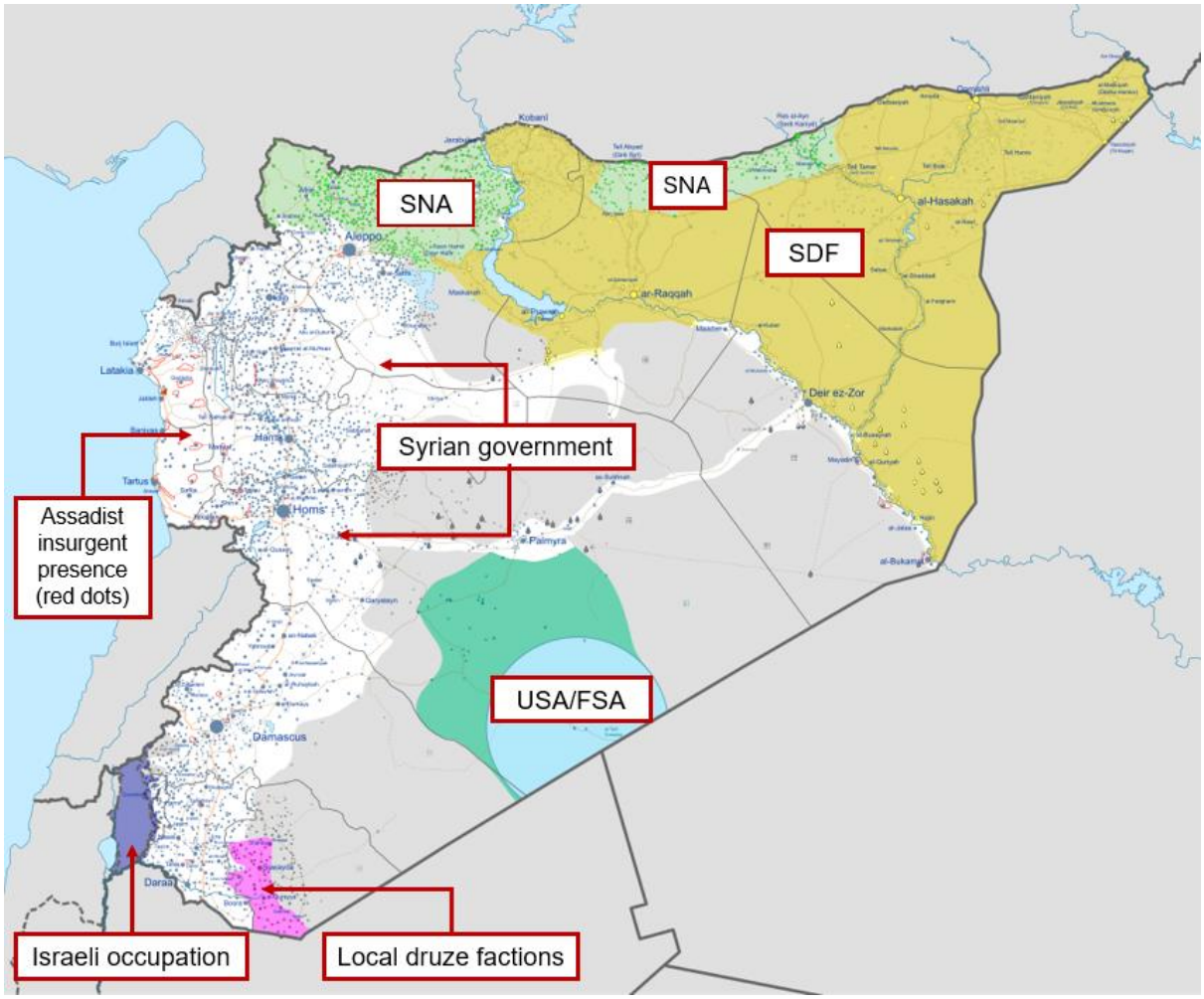
1. Division administrative reconnue par Assad.



2. Régions de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie. Situation antérieure aux opérations turques de janvier 2018 et octobre 2019. Source : Rojava Information Center.



3. Situation durant les années de terrains ethnographiques (2019-2023).



4. Situation de la Syrie en 2025.
Carte produite par The Institute for the Study of War et AEI's Critical Threats Project: George Barros, Tom Thacker, Noel Mikkelsen, Mitchell Belcher, Daniel Mealie, Harrison Hurwitz, Derik Durbin, Johanna Moore, Brian Carter, Andie Parry, Kelly Campa, Annika Ganzeveld, Kitaneh Fitzpatrick, Alexandra Braverman, Katherine Wells, Siddhant Kishore, Carolyn Moorman, Ria Reddy, et Ben Rezaei. Retouches par Ermanarich et modifications personnelles.

Glossaire

Administration autonome du nord-est de la Syrie (AANES)

Structure politique du nord-est de la Syrie. Elle chapeaute les sept régions autonomes *de facto* au régime de Bachar al-Assad (Cezîre, Euphrate (Kobanê), Afrîn, Deir al-Zor, Tabqa, Raqqa, Manbij). L'Administration ne revendique pas son indépendance face à Damas mais souhaite conserver son autonomie politique et militaire face à celui-ci. La structure de l'Administration et les préceptes politiques sur lesquelles elle se fonde proviennent du confédéralisme démocratique, idéologie théorisée par Abdullah Öcalan et puisant ses racines dans le marxisme-léninisme. L'AANES se base sur un modèle fédéraliste dont le plus petit niveau de pouvoir réside dans la commune. Cette dernière prodigue une partie des services administratifs de base mais offre aussi la possibilité d'échanger des compétences et de susciter la réflexion au travers de *perwerde* (des « éducations »). Elle permet de plus de remonter certaines demandes qui concernent la gestion de la vie du quartier.

Armée Syrienne Libre (ASL) ou Armée Nationale Syrienne

Rassemblement de groupes armés apparus au fil de la révolution et de la guerre syrienne. L'Armée Syrienne Libre est très fragmentée et sujette à des rivalités entre factions. Elle ne possède d'ailleurs pas de ligne idéologique unie. Durant les premières années du conflit, les priorités au sein des objectifs politiques pouvaient varier entre le changement de régime syrien à la lutte contre Daesh. L'Armée Syrienne Libre a cependant fortement évolué au cours de la guerre. En effet, l'influence des groupes salafistes en son sein fût, au fil des années, de plus en plus prépondérante. Plusieurs restructurations au sein de l'ASL ont eu lieu, notamment en 2013 et 2017 ; et, dès 2013, la principale coalition composant l'ASL était constituée de groupes armés salafistes. En 2017, l'ASL fût réorganisée au sein de différents corps armés qui permirent à la Turquie d'obtenir une meilleure mainmise sur ceux-ci. Cette même année, l'Armée Syrienne Libre fût rebaptisée Armée Nationale Syrienne. Elle est à l'heure actuelle divisée entre plusieurs légions. Avec plus d'une trentaine de factions en son sein, elle comporte des cellules fortement dépendantes de l'aide logistique et stratégique du gouvernement turc jusqu'à certaines plus autonomes et alignées sur l'agenda d'Hayat Tahrir al-Sham. Malgré ce nom, elle ne doit pas être confondue avec l'armée de l'État syrien.

Coalition internationale en Irak et en Syrie

Coalition de 86 États créée en août 2014. Elles forment ensemble le « Combined Joint Task Force Operation Inherent Resolve », une force militaire opérationnelle conjointe ayant pour objectif la lutte contre l'État Islamique.

Forces Démocratiques Syriennes (FDS)

Forces armées de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie. Créées en 2015, elles prennent la forme d'une coalition de plusieurs bataillons et unités militaires regroupées sous un conseil militaire commun. Le général Mazlûm Abdî siège à la tête de la chaine de commandement.

Forces Démocratiques du Nord

Une des composantes des Forces Démocratiques Syriennes, constituée principalement de combattants originaires de la région d'Idleb. Le commandant est Isa al-Taha, de son nom de guerre Abu Omar. Il était au début de la guerre impliqué dans l'Armée Syrienne Libre.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS)

Groupe armé salafiste, il constituait les forces armées du Gouvernement de la Salvation basé à Idleb. Hayat Tahrir al-Sham fût une des principales forces d'opposition au régime de Bashar al-Assad durant mes années de terrain. Le commandant al-Jawlani, plus connu depuis décembre 2024 sous son nom de naissance Ahmed al-Sharaa, était leader de Jabhat al-Nosra, branche syrienne d'al-Qaïda entre 2013 et 2016. Il possède des liens étroits avec le régime Erdogan, surtout depuis 2020. Hayat Tahrir al-Sham a renversé le régime Assad le 8 décembre 2024 et a placé al-Jawlani comme président intérimaire de la République arabe syrienne.

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

Groupe révolutionnaire originellement marxiste-léniniste, il fut fondé en 1978. Le parti prône la libération du peuple kurde opprimé et débute la lutte armée contre l'État turc en 1984. Le leader Abdullah Öcalan est depuis 1999 enfermé en isolement sur l'île-prison d'Imralı en Turquie. La guérilla du PKK est principalement située dans les montagnes du Başûr (région du Kurdistan en Irak). Suite à l'évolution de la pensée d'Öcalan et la publication de ses écrits, le PKK effectue un changement de paradigme dans les années 2000. Le groupe se distancie, au moins de manière théorique, du

nationalisme kurde ainsi que du socialisme d'État propre au marxisme-léninisme. Abdullah Öcalan émet une vive critique du positivisme et de son rôle dans la création d'une forme de métaphysique qui a divinisé l'État-Nation. L'État-Nation amène indéniablement, selon lui, au fascisme. La pensée du confédéralisme démocratique admet cependant la possibilité de formes de coexistence avec des appareils étatiques (comme en Syrie par exemple, où l'Administration autonome ne revendique pas une indépendance face au régime syrien). Un pilier important de l'idéologie réside notamment dans le rôle des femmes au sein de l'avant-garde révolutionnaire : selon Öcalan, la révolution ne peut se réaliser sans la libération des femmes – elle n'est donc plus considérée comme un phénomène sociologique qui découlerait de la lutte des classes, mais bien comme sa condition déterminante.

Quatrième division

Unité d'élite de l'armée syrienne créée en 1984. Elle fût durant mes années de terrain sous l'égide de Maher al-Assad, le cadet de Bachar al-Assad. Elle était à l'origine conçue pour protéger le régime syrien des menaces internes et externes et restait, dans cet objectif, cantonnée à Damas et ses alentours. Elle possédait, comparé à l'armée régulière, certains privilèges en matière de financements et armes utilisées. La 4ème division avait de plus la capacité de requérir du matériel militaire des autres unités sous ordre direct de Maher al-Assad et possédait son propre mécanisme de recrutement indépendant du ministère de la défense. La guerre civile syrienne avait cependant profondément changé la division, en termes de rôle assigné, de structure et de composition. Effectivement, la division fût par la suite présente dans plusieurs régions de la Syrie, dont Tel Rifaat. Elle avait notamment incorporé en son sein des milices iraniennes - Maher étant proche du pouvoir iranien, à tel point que sur le terrain, la population la présentait simplement comme une milice iranienne.

Unités anti-terreur (YAT)

Yêkitiyên Anti-teror (YAT) en kurde. Forces spéciales des Forces Démocratiques Syriennes entrainées par les États-Unis. Durant mes années de terrain, les unités anti-terreur ont effectué beaucoup de raids contre l'État Islamique.

Unités de protection du peuple (YPG)

Yêkitiyên Parastina Gel (YPG) en kurde. Composante principale des Forces Démocratiques Syriennes. Les unités de protection du peuple se sont formées en 2012

lors de la révolution du Rojava et furent ensuite intégrées au sein des Forces Démocratiques Syriennes lors de leur création en 2015.

Unités de protection de la femme (YPJ)

Yêkitiyên Parastina Jinên (YPJ) en kurde. Unités créées en 2013 composées exclusivement de femmes – avec une chaine de commande elle aussi exclusivement féminine. Les unités de protection de la femme furent intégrées au sein des Forces Démocratiques Syriennes lors de leur création en 2015.

Introduction

Cahier de terrain, décembre 2022, Erbil.

Je suis épuisé. Je viens de poser mes affaires dans le salon de mon ami Adil qui habite dans une maison en colocation à Erbil, une ville de la région du Kurdistan en Irak. J'ai passé les dernières dizaines d'heures dans des trains et avions. La prochaine étape est le nord-est de la Syrie. Adil me tend un verre d'eau et commence à réchauffer le souper.

La Turquie vient de réaliser une campagne aérienne sur plusieurs régions du nord-est de la Syrie. Plusieurs infrastructures, dont des centrales électriques et des silos à grains, ont été détruits et des dizaines de civils ont été tués. Je sais avec presque certitude qu'une opération militaire de grande ampleur va être déclenchée sur les territoires contrôlés par l'Administration autonome. J'étais en Belgique au moment des premiers bombardements et il était impossible pour moi d'y rester face à ces évènements. Mon objectif est de tenter de couvrir médiatiquement l'évolution du conflit : rien n'est pire que de se sentir inutile dans un moment pareil. Me voilà donc une énième fois dans cette ville au carrefour entre mon terrain et la Belgique.

Un des colocataires d'Adil, un *ejnebî*[1] comme moi, arrive dans le salon et entame directement la conversation. Avec mes épaules voûtées par l'angoisse, mon sweat shirt encore humide de tâches de transpiration et mes yeux à moitié fermés et encroûtés, j'aurais espéré qu'il comprenne que je n'étais pas enclin à entamer un débat géopolitique sur le nord-est de la Syrie maintenant. Il clame avec une froideur qui me glace le sang qu'une partie de cette région allait être envahie. Je ne suis pas, en soi, en désaccord avec ses propos, mais peut-être est-ce le ton mécanique qui porte cette hypothèse qui me brise le cœur. Je décide d'aller dans la chambre qu'Adil m'a préparé pour mettre mes bagages.

Une fois installé, il passe sa tête et me demande si je vais bien. J'hoche machinalement la tête et essaye de lui cacher que mes yeux sont embués de larmes. Adil s'assied sur le lit. Je sais qu'il a compris que je suis choqué de la manière dont les faits ont été exposés par cette personne *ejnebî*. Adil, originaire de Bagdad, a eu son enfance rythmée par l'embargo américain. Il a dû fuir une première fois sa ville suite aux bombardements étatsuniens en 2003. Il a dû partir définitivement en 2006, lorsqu'il fut arrêté à cause

[1] Āğnabī (ar.) : étranger.

de son obédience sunnite par des milices chiites pendant 1 mois à l'âge de 14 ans. Cet épisode l'a profondément marqué. Un jour, assis dans la cour d'un jardin, il m'avait raconté comment il avait entendu les hurlements provenant des salles de torture à côté de sa cellule. Comment les prisonniers, empaquetés comme des animaux, tentaient de se suicider à côté de lui en s'ouvrant les veines. Aujourd'hui, sa situation n'est pas bonne. Il a été emprisonné deux semaines à Erbil à cause de papiers invalides[2] et en est ressorti traumatisé suite aux tortures et humiliations subies.

J'ai toujours admiré Adil. Il est d'un calme à tout épreuve et dispose d'un humour redoutable. Il me sort à ce moment-là une blague et je me mets à rire comme d'habitude. *« Voilà c'est mieux ainsi »* dit-il en souriant. Il se lève et m'invite à le suivre pour aller manger, le souper est prêt. *« Viens, la route est encore longue »* me lance-t-il par-dessus son épaule.

Cette thèse fût pour moi un cheminement sinueux. Je me suis intéressé à la révolution éclose dans le nord-est de la Syrie avec sa médiatisation accrue dans le cadre de la bataille de Kobanê en 2014. À cette époque, je n'y prêtai cependant pas une attention considérable et ce n'est qu'en 2019 que je décidai de préparer mon sac et de tenter le tout pour le tout. J'ai réalisé, en totalité, presque trois ans de terrain accompli sur trois périodes distinctes - de 3 mois à 1 an - entre la région du Kurdistan en Irak et le nord-est de la Syrie. L'arrivée sur le terrain me fit l'effet d'un saut dans le vide en ne disposant d'aucune sûreté d'être correctement attaché. Je dû ensuite revenir, essayer de mettre en mots ces expériences, que j'aurais parfois préféré ne pas ressortir. Mais j'espère que par cela, j'aurais réussi à offrir au lecteur et à la lectrice une perspective nouvelle sur les enjeux locaux ; tout comme j'espère avoir donné une place à la sensibilité dans cette étude anthropologique.

Cette recherche se fonde sur une monographie du nord-est de la Syrie, qui comprend les régions à majorité kurde appelées Rojava. La révolution du Rojava en 2012, imbriquée dans la révolution syrienne, a enclenché l'autonomisation *de facto* des régions du nord-est de la Syrie et a instauré un système politique basé sur l'idéologie apoïste théorisée par Abdullah Öcalan, leader du PKK. Les Forces Démocratiques Syriennes, forces armées présentes dans le nord-est de la Syrie, ont joué un rôle majeur dans la lutte contre l'État Islamique en Syrie. En parallèle, ces régions ont subi plusieurs incursions terrestres de la part de la Turquie et se

[2] Les personnes de nationalité irakienne séjournant dans la région du Kurdistan doivent posséder un titre de séjour.

retrouvent au milieu de différentes sphères d'influence de grandes puissances, comme les États-Unis, la Russie et l'Iran.

Cette étude se fonde sur trois terrains ethnographiques effectués entre 2019 et 2023. J'ai réalisé un premier terrain entre juillet 2019 et juillet 2020 avec quelques allers-retours entre le nord-est de la Syrie et le Başûr[3]. Mon deuxième terrain s'est déroulé un an plus tard, de juillet 2021 à juillet 2022. Quant au troisième, il a été effectué entre décembre 2022 et février 2023. J'ai en outre passer quelques mois au Başûr en 2020-2021. Ces terrains m'ont permis d'adopter une perspective sur la guerre qui sévit dans la région par le quotidien, au travers de ces discussions nonchalantes, de ces rêves partagés et des hésitations qui transparaissent dans les interrogations. Je m'axe ainsi sur l'étude des manières d'être au monde face à la guerre dans le nord-est de la Syrie et souhaite comprendre comment, malgré les jeux d'influence géopolitiques, la mise en place de la terreur par la Turquie et les mémoires cristallisées autour de l'annihilation, les acteur·trice·s du terrain construisent un politique qui fait sens. Je m'oriente donc dans une ethnographique du quotidien dans la guerre.

Le cœur de la thèse se divise en 4 chapitres. Ceux-ci seront précédés d'un chapitre sur la méthodologie utilisée ainsi que d'un chapitre en rapport avec le développement historique de la région du nord-est de la Syrie. Dans la partie qui concerne la méthodologie, je souhaite montrer au·à la lecteur·trice la construction du terrain, les difficultés rencontrées et leur résolution. J'aborderai notamment le rôle de l'histoire orale et de la mémoire au sein des récits récoltés, pour ensuite m'atteler aux « mots-clés », ces intraduisibles qui m'ont accompagné le long du terrain. J'amènerai ensuite quelques réflexions sur les déboires et malentendus rencontrés lors de la recherche ethnographique, car ceux-ci m'ont aidé à prendre conscience que ce qui m'était évident en Belgique ne l'était désormais plus dans le nord-est de la Syrie. Ceux-ci m'ont forcé à me rendre compte des inquiétudes qui berçaient le quotidien. J'aborderai ensuite la place de l'intime et des émotions dans la recherche ethnographique.

Quant au cœur de la thèse, je m'axe en premier lieu sur le rapport aux espoirs et déceptions qui entourent la quête de justice dans la région. Je m'attèle ici à penser les politiques impériales au détour de la mise en place de l'état d'exception. J'analyse ensuite l'établissement de formes de sécurité par les acteur·trice·s du terrain, comment ceux·celles-ci anticipent les invasions terrestres et comment ils·elles tentent de négocier l'incertitude. Je montre les désillusions, le goût amer des accords stratégiques obligés d'être réalisés et la conscience aigüe d'être des vies sacrifiables. Je m'oriente ensuite vers l'étude du rapport à l'espace, à la sensation d'enclavement

[3] Région du Kurdistan en Irak.

et à la restriction de la mobilité, et comment ceci s'insère dans les rapports de pouvoirs entre différentes entités politiques, nationales et étrangères. Je me penche par la suite sur les découpes territoriales entre le régime et l'Administration autonome, sur ces zones de démarcations qui rappellent la frontière poreuse entre *de facto* et *de jure*. J'utilise de plus le cas d'étude de la ville de Zirgan pour appréhender l'instabilité constante de l'espace.

Une section du chapitre sera dédiée à la notion de martyr et à la création de la mémoire collective autour de celle-ci. Ensuite, j'entame, au travers de l'ethnographie, des réflexions quant à la notion de guerre, à sa dimension temporelle et à sa façon de forger de nouvelles manières d'être au monde. J'étudie dans une nouvelle section le pan économique du quotidien sous la guerre, comment celle-ci est synonyme d'attente et de manque. Je m'attache par cela à comprendre les liens tissés avec l'international, sa matérialité au travers de l'armement et comment ceci contribue à une sensation d'enclavement.

Dans le chapitre 4, je m'oriente vers l'étude de la mise en place de la terreur par la Turquie au travers des milices. Je me concentre sur le changement démographique réalisé sur les territoires occupés et comment ces politiques de terreur réutilisent des symboles ottomans dans l'objectif de se calquer sur un récit national. En parallèle, sur base rencontres et témoignages, se cristallise le désir et la volonté du retour des acteur·trice·s du terrain vers les territoires occupés.

Le chapitre suivant sera dédié aux drones armés turcs et à leur utilisation comme vecteur de terreur. De la vie sous les drones, se dresse des questionnements quant à la surveillance, l'invisibilisation, la prise en chasse, les protocoles de ciblage et la sensation d'une vie et d'une mort hasardeuse. Je me pencherai en outre sur les imaginaires autour du drone et les liens qu'ils tissent avec le nationalisme turc ; ensuite, comment le succès technologique s'enlise dans le mythe national. L'influence du drone armé sur le paradigme du terrorisme sera ensuite examinée.

Le dernier chapitre sera consacré au rôle de la mémoire, et comment celle-ci forge la recherche d'un politique qui fait sens et, à l'inverse, façonne une conception de la politique en tant que politique de guerre et d'annihilation. Je m'axe ici sur la construction d'une souveraineté malgré l'apprentissage de la peur sous le régime, malgré la détérioration des conditions de vie, la brutalisation des croyances et la fragmentation du tissu social. Je montre en parallèle les formes de solidarités, les choix opérés pour se dresser face à l'impunité et au sentiment d'abjection. Il s'agit de cette mise en débat quotidienne de ce que la guerre est capable de créer, et quelles sont les aspirations et espoirs qui permettent de la contrer.

1. Méthodologie

1.1. La construction du terrain

L'élaboration de cette thèse se base sur des enquêtes ethnographiques réalisées sur plusieurs années. Mon premier séjour ethnographique s'est déroulé de juillet 2019 à juillet 2020. J'ai passé, durant cette période, 3 mois au Başûr[4] et 9 mois dans le nord-est de la Syrie. J'ai par la suite demeuré à Erbil, capitale du Kurdistan en Irak, durant quelques mois isolés, soit en octobre et avril 2021. Mon deuxième séjour dans le nord-est de la Syrie fût réalisé entre juillet 2021 et juillet 2022 ; je n'ai durant cette période passé qu'un bref mois au Başûr pour des raisons administratives. J'ai ensuite effectué un dernier terrain dans le nord-est de la Syrie entre décembre 2022 et février 2023.

Les prémices de mon séjour ethnographique s'avérèrent quelque peu complexes vis-à-vis de la confiance accordée par les acteur·trice·s du terrain. En effet, celle-ci nécessitait de se construire sur un temps long car, aux yeux de mes interlocuteur·trice·s, mon profil correspondait en tous points à celui de l'espion. Le fait d'être seul, de ne connaitre au départ personne sur le terrain et de souhaiter entamer une étude rattachée à une université étrangère rendaient mes motivations difficilement vérifiables et suscitaient par conséquent la suspicion. Il n'est d'ailleurs pas rare que les anthropologues ou sociologues, à leur arrivée sur le terrain ou au sein d'espaces où ils·elles ne sont pas connu·e·s, sont associé·e·s à la figure de l'espion[5]. Dans mon cas, le contexte de guerre ne faisait qu'accroitre un tel phénomène. Mon étude pouvait facilement être une excuse pour des intérêts autres et rien, dans cette situation, ne pouvait leur permettre de vérifier les soupçons à mon encontre. Les attaques de drones par la Turquie sur des personnalités-clés du secteur civil et militaire du nord-est de la Syrie, les attentats fomentés par les cellules dormantes de l'État Islamique, les dissensions entre le gouvernement régional du Kurdistan[6] et l'Administration autonome, ainsi que les pressions exercées par l'Iran et le régime Assad sur l'Administration autonome et les combats qui surgissaient entre eux sporadiquement avaient créé un climat dans lequel la confiance était surtout accordée par le

[4] Région du Kurdistan en Irak.
[5] Je pense par exemple à Clara Barrelet, qui a été perçue comme « l'oeil de Moscou » par les professionel·le·s du secteur hospitalier, ou encore Issa Haman qui avait connu de vives méfiances quant à la véritable nature de sa présence sur son terrain au Cameroun. Barrelet S. (2017), « Sentiments de rater sur un terrain ethnographique : de la « prise » à la « reprise » », SociologieS [en ligne], La recherche en actes, https://journals.openedition.org/sociologies/6135 ; Haman S. (2020), « *Madrasa* et réislamisation au Cameroun septentrional », *Anthropologie politique d'une instance de changement social*, Thèse de doctorat, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
[6] Gouvernement du Başûr, une région du Kurdistan en Irak.

réseautage. Comme dit préalablement, au départ, personne ne pouvait attester de mon identité et de la raison de mon arrivée. En conséquence, seul le temps long put défaire les méfiances à mon encontre. Ma première année de terrain fût ainsi axée sur la compréhension du contexte géopolitique, l'apprentissage des langues et la construction de la confiance avec mes interlocuteur·trice·s.

Celle-ci s'est principalement élaborée à travers mes familles d'accueil. Je rencontrai ma première famille grâce à un sheikh de la confédération soufie Qadiri[7] avec qui j'avais abondamment échangé sur la gestion des affaires religieuses dans le nord-est de la Syrie. Au départ méfiant·e·s, avec de plus des difficultés de communication suite à la barrière de la langue, cette famille de la région de Cezîre me prit rapidement sous son aile. Ce sont principalement eux·elles qui m'hébergèrent durant mon premier séjour. Je passais la plupart de mes soirées dans leur maison, à bredouiller mes premiers mots en kurde et à essayer de déchiffrer nos conversations, à regarder le journal télévisé et à recevoir les multiples invité·e·s qui allaient et venaient. Le père de ma famille d'accueil était calme et, fumant sa cigarette en sirotant son café, me donnait de son temps pour m'expliquer les conditions de vie avant la révolution de 2012. Il avait été emprisonné plusieurs fois pour ses activités au sein du mouvement de libération kurde[8]. Issu de la classe moyenne, il organisait sous la dictature des cours d'alphabétisation de la langue kurde en clandestinité. Cette famille fut pour moi le premier tremplin vers le nord-est de la Syrie.

Je rencontrai ma deuxième famille d'accueil un peu par hasard, via un de leurs fils. Ce dernier était le collègue d'un ami qui travaillait sur Erbil, au Kurdistan irakien. Tandis que nous prenions un café ensemble, il m'invita à rencontrer sa famille une fois que je serai arrivé dans le nord-est de la Syrie. Il s'agissait d'une famille de réfugié·e·s de Serê Kaniyê qui vivait très humblement dans un village à la lisière de la frontière avec le Bakur[9]. Une troisième famille qui m'apporta une aide précieuse fût celle de Mûnir, que nous rencontrerons dans ce travail. Habitant à Qamîşlo, il m'offrit la possibilité d'avoir mon propre appartement à côté de sa famille ; et, lors de mon dernier séjour, lui et sa femme m'invitèrent à rester chez eux·elles.

[7] Une des plus importantes confédérations soufies au Kurdistan.
[8] J'entends par « mouvement de libération kurde », le mouvement politique qui adhère aux théories d'Abdullah Öcalan. Cette expression, utilisée dans la diaspora kurde, est assez vague et permet ainsi de ne pas se cantonner au PKK ou d'autres organisations politiques et offre ainsi l'opportunité de penser les affinités politiques en termes idéologiques et moins au travers de liens concrets avec le parti. Pour rappel, le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) est un groupe révolutionnaire originellement marxiste-léniniste fondé en 1978. Le parti prône la libération du peuple kurde opprimé et débute la lutte armée contre l'État turc en 1984. Le leader Abdullah Öcalan est depuis 1999 enfermé en isolement sur l'île-prison d'Imralı en Turquie. La guérilla du PKK est principalement située dans les montagnes du Başûr (région du Kurdistan en Irak).
[9] Région du Kurdistan en Turquie.

Avec le temps long et les rencontres, j'ai séjourné au sein de nombreuses familles d'accueil, que ce soit à Qamîşlo, Derbesiyê, Hasakê, Dêrîk ou Amûda. Je restais principalement dans des familles kurdes installées dans la région de la Cezîre ; cependant, j'ai aussi effectué plusieurs visites et séjours dans des familles kurdes et arabes à Raqqa, Kobanê, Deir al-Zor, Tabqa, Manbij ainsi que Tel Rifaat.

Ainsi, le temps long fût extrêmement important pour le déroulement de cette étude. Une fois mes motivations clarifiées et une forme de sérénité établie, tout devint plus aisé. Il m'arrivait souvent de rendre visite à des ami·e·s et de rester au sein de leur famille plusieurs jours sans que cela ne pose problème. Chez certaines, il était d'ailleurs mal vu que je ne reste pas au moins une nuit pour dormir. Je pouvais ainsi flâner pour le *ṣubiḥiya*, ce moment de la matinée où la mère de la maisonnée reçoit les voisines autour d'un café afin de se fumer quelques cigarettes ensemble, discuter des affaires locales et présager l'avenir dans le marc de café. Je participais ainsi aux discussions qui m'amenaient à comprendre les inquiétudes du quotidien. Le soir était un autre moment privilégié car il était synonyme de visites des connaissances et du voisinage.



5. Piles de matelas et bataní (ar. baṭāniya), de grosses couvertures en laine ou polyester, Cezîre, 2022.

Lorsque les raisons de ma venue m'étaient demandées, j'expliquais patiemment mes objectifs qui étaient généralement reçus avec enthousiasme. Comme expliqué auparavant, j'éprouvais des difficultés au début du terrain suite aux méfiances articulées autour du contexte de guerre. Une fois installé dans des familles d'accueil, une forme de curiosité mais aussi de tranquillité accompagnait leurs interrogations quant à ma venue. En fait, les liens d'amitié tissés au fil du terrain avaient surtout permis à mon entourage de prendre connaissance de mon travail quotidien et de mes intérêts, via les questions que je posais et les personnes que je côtoyais. Au final, lorsque je me présentais, il arrivait souvent que mes interlocuteur·trice·s rient et me déclarent que j'étais certainement fou d'habiter dans une telle région alors que la plupart de la population souhaitait migrer vers l'Europe. De plus, lors de mon deuxième séjour, j'eu l'opportunité de donner quelques cours à une classe de première master au sein du département des sciences sociales de l'Université du Rojava. Ceci ne fit que confirmer les certitudes déjà construites vis-à-vis de ma personne.

Ainsi, je pus aisément échanger au travers des discussions informelles : avec mes familles d'accueil, le voisinage ainsi que les personnes impliquées au sein des *majlis ayan*[10], des communes et des *mala jin*[11] du quartier. Je me suis ainsi forgé un large réseau de connaissances après presque trois ans de terrain. Je pus en parallèle observer des situations sociales particulières, comme des *ṣulh*, soit des processus de réconciliation issus de la justice coutumière, mais aussi des mariages, des enterrements ainsi que des festivités – religieuses ou non. Il était, en outre, assez commun que je rende visite à une amie, à la commune du quartier, à la *majlis ayan* ou à la *mala jin* pour prendre le thé. Une fois la confiance instaurée, il est effectivement commun de venir saluer et de discuter du quotidien. À la *majlis ayan* et à la *mala jin*, il arrivait que des affaires privées doivent être discutées ; il me suffisait alors de prendre congé et de repasser plus tard.

Je reçu l'accès à des moments et espaces plus réservés aux femmes, comme le *ṣubiḥiya* ou les *mala jin*. Certaines familles pouvaient marquer plus fortement les catégories de genre dans leur quotidien et je pouvais donc plus facilement être confiné à des espaces particuliers et limité dans mes rencontres. Mais ceci fût rare, et je ne rencontrai cette restriction que dans une seule famille. La raison première fût surtout qu'il s'agissait de l'entourage d'une amie proche – j'avais

[10] (ar.) « Conseil des sages ». Conseil réunissant les aînés pour l'écoute des problématiques sociales ; ils travaillent pour la résolution des conflits au travers de la justice coutumière. Nous reviendrons de manière plus étayée sur ceux-ci dans le chapitre 6.
[11] (kur.) « Maison des femmes ». Comme les conseils des sages, il s'agit d'un lieu d'écoute et de résolution des conflits. Cependant, le travail de la paix est ici exercé uniquement par des femmes.

donc tendance à l'accompagner dans ses activités et donc à rester avec des femmes. De manière générale, je pus fréquenter des espaces habituellement réservés aux hommes – par exemple, les *majlis ayan* ou les *dîwan*[12] de villages – et échanger, durant mes entretiens ou discussions informelles, avec des groupes exclusivement masculins. D'une part, mes interlocuteur·trice·s conscientisaient que j'étais *ejnebî*[13] et que donc mes codes culturels étaient différents ; d'autre part, il me fût explicité que l'objectif de ma venue suscitait la modification de certaines règles sociales – *« cette personne est venue jusqu'ici collecter des récits, et ce, malgré la dangerosité - il faut donc l'aider »*.

Enfin, pour me déplacer, j'utilisais le *fokis*, le bus populaire ; ou alors, j'étais accompagné d'un·e ami·e qui possédait une voiture. Il arrivait aussi que, dans certaines régions, je fasse du stop à un des checkpoints avec l'aval des *asayîş*[14] qui y sont stationné·e·s afin que ceux·celles-ci me permettent de rentrer dans la voiture d'une de leurs connaissances qui passerait par là.

Mon principal outil dans l'enquête ethnographique fût mon cahier de terrain, mais je me suis notamment aidé de photographies ethnographiques. Je ne dispose d'aucune formation relative à la photographie ; cependant, j'ai surtout tenté de capter des moments, lieux, situations et objets qui me semblaient significatifs pour la compréhension du terrain. Ces photographies racontent en elles-mêmes des brides de l'enquête et tentent de matérialiser ce qui est difficilement mis en écriture. La photographie se présente effectivement comme une fenêtre sur le terrain au travers du regard du chercheur. Elle communique de plus des émotions en redonnant *« vie à la diversité et à la complexité des acteurs et des situations »*[15], tout en arborant une fonction de document, en ce qu'elle informe et instruit[16].

Mes allers-retours entre le nord-est de la Syrie et la Belgique, sur une période de plusieurs années, se présentent comme une force dans ce travail. Ils m'ont effectivement permis de me rendre compte de la volatilité des territorialités et de l'incertitude qu'elle occasionne quant au futur (cf. chapitre 3). En effet, des avenues auparavant sous le contrôle du régime Assad pouvaient être prises d'assaut et passer sous l'égide des *asayîş*[17], tandis que des régions entières pouvaient être envahies en quelques semaines. Mes différents séjours ethnographiques m'ont

[12] Salle de réception des invités et lieu d'échanges quant aux affaires politiques et sociales.
[13] Āğnabī (ar.) : étranger.
[14] Sécurité interne.
[15] Pezeril C. (2008), « Place et intérêt de la photographie dans une étude anthropologique sur l'islam au Sénégal », ethnographiques.org, n°16, https://www.ethnographiques.org/2008/Pezeril
[16] Tornay S. (1991), « Photographie et traitement d'autrui : réflexions d'un ethnographe », L'ethnographie, n°109, vol. 87, n°1, p. 97-104 *in* Pezeril C., *op. cit.*
[17] Sécurité interne liée à l'Administration autonome.

ainsi amené à me rendre compte du changement radical qui pouvait survenir au gré de la conjoncture géopolitique.

> *Cahier de terrain, Amûda, décembre 2019.*
>
> Le bruit sourd des hélices des forces aériennes russes bat dans les rues de la petite ville d'Amûda. Je suis chez une connaissance et nous sortons, curieux, regarder les hélicoptères fendre le ciel. Les voisin·e·s sont aussi sorti·e·s, les pales de l'engin devenant bien trop assourdissantes pour ne pas y porter son attention.
>
> Les cartes ont été rebattues. Depuis l'invasion de Serê Kaniyê par la Turquie en octobre 2019, les Russes ont renforcé leur position dans la région et une nouvelle base a été implantée près d'Amûda. Ont-ils besoin de montrer qu'ils sont là ? Dans tous les cas, nous savons dorénavant que leur base est opérationnelle.
>
> Les hélicoptères décrivent plusieurs cercles et volent à très basse altitude, au point que nous distinguons qu'un des soldats nous salue d'un signe de main. L'un des voisins grommèle et demande à la personne à mes côtés d'arrêter de prendre en photos les soldats car cela pourrait nous attirer des problèmes. Ils virevoltent encore quelques minutes au-dessus du quartier pour finalement s'éloigner.

Markowitz aborde, sur son terrain en Bosnie-Herzégovine, la difficulté de rendre compte de ces « transitions incertaines »[18] vécue par la population en une vingtaine d'années. Selon elle, *« le défi consiste à représenter à la fois la marche du temps et l'histoire vécue en tant que conscience morale dans un texte imprimé »*[19]. Ces *« facteurs fluides externes à l'action individuelle »*[20], comme elle décrit, *« je les vivais, je les ressentais, mais je n'étais pas certaine que je pouvais les écrire »*[21]. Pour ma part, je ne rencontrai pas de réel obstacle à les mettre par écrit : cette sensation de souffle coupé m'avait accompagné dès le début de terrain et je n'avais pas eu besoin d'une dizaine d'années sur place pour comprendre à quel point les vies sont en suspens dans le nord-est de la Syrie. Les changements sont bien trop radicaux, bien trop rapides, pour ne pas devoir les prendre en compte dès son arrivée.

---

[18] Burawoy M. & Verdery K. (1999), « Introduction », *in* Burawoy M. & Verdery K. (éd.), « Uncertain Transitions: Ethnographies of Change in the Post-socialist World », Lanham, MD: Rowman and Littlefield, p. 1-17, *in* Markowitz F. (2011), « Tense and Tension in Long-Term Fieldwork: How Postwar Is Postwar Sarajevo ? », Anthropology and Humanism, vol. 36, n°1, p. 66-77, AntroSource, https://anthrosource.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1548-1409.2011.01080.x

[19] Markowitz F., *op. cit.*, p.69.

[20] Markowitz F., *op. cit.*, p.66.

[21] Markowitz F., *op. cit.*, p.72.

Des personnes rencontrées sur le terrain, je retrouverai certain·e·s plus tard en Europe, celles-ci ayant fait le (non-)choix de l'exil. Celles avec qui j'avais intensément échangé durant mon séjour à Manbij, une ville à la lisière des territoires occupés par la Turquie, ont quant à elles finalement dû fuir durant l'invasion turque de 2024. Ceci vaut également pour la région de Tal Rifaat : j'avais été hébergé par une famille qui était elle-même réfugiée d'Afrin, territoire envahi par la Turquie en 2018 ; cette même famille dû, une nouvelle fois, s'évader lors de l'offensive turque de décembre 2024[22]. La situation sécuritaire de manière générale, les drones armés (cf. chapitre 5) de façon plus particulière, n'amenaient qu'à renforcer cette sensation de non-contrôle ainsi que la sensation de perte et de changement que celle-ci impose.

Capter la vie quotidienne au sein de cette situation politico-militaire fluctuante amène à penser la conjoncture actuelle en tant qu'échos de ce qui est décrit et analysé dans cette thèse. La destitution d'Assad se montre un élément parmi d'autres – certes important - dans le déroulement d'une série d'évènements qui ont cristallisé les peurs et les espoirs présents dans ce travail. Je ne pense donc pas mes années de terrain et la situation politico-militaire post-Assad en tant que rupture, mais bien en tant que continuité, acheminé au travers du rapport quotidien à la guerre. Dans cette perspective, j'utilise le présent ethnographique au sein de mes extraits de cahier de terrain ainsi que dans les descriptions ethnographiques qui composent cette thèse ; ceci afin de situer ma position de chercheur au sein de l'expérience. L'objectif réside dans la compréhension de ladite expérience sans pour autant l'ancrer dans l'atemporalité ; l'enquête ethnographique, associée aux explications du contexte géopolitique instable ainsi que le recours à l'histoire orale et la mémoire sont en ce sens cruciales.

[22] Les détails quant aux invasions territoriales seront explicités au sein de la partie propre au développement historique du nord-est de la Syrie. Je souhaite ici surtout souligner les effets de l'instabilité politico-militaire.

1.2. Histoire orale et mémoire

J'ai réalisé, pour l'élaboration de cette thèse, différents types d'entretiens. En premier lieu, j'ai effectué des entretiens semi-directifs axés sur la compréhension de la situation politico-militaire du nord-est de la Syrie. Ceci me permit d'obtenir une meilleure compréhension de mon environnement général et de la situation géopolitique de la région. Comme il sera développé ultérieurement (cf. chapitre 3), les analyses géopolitiques sont incrustées dans le quotidien du nord-est de la Syrie ; en conséquence, détenir des connaissances quant à celles-ci se montre indispensable. Ces entretiens s'orientaient notamment vers des thématiques plus spécifiques, telles que le fonctionnement d'une structure politique particulière. Ceci me permit d'obtenir une meilleure compréhension du système politique, économique et social local. J'eu, pour ce faire, la possibilité de rencontrer des personnalités militaires impliquées au sein des Forces Démocratiques Syriennes[23], telles que des commandant·e·s des YPG[24] et YPJ[25], du conseil militaire syriaque[26], des Forces de Protection des Femmes de Bethnahrin[27], des Forces Sanadid[28], des Forces Démocratiques du Nord[29] ainsi que du conseil militaire de Deir al-Zor[30]. J'eu de plus l'opportunité d'échanger avec des personnalités impliquées dans les structures administratives du nord-est de la Syrie, telles que l'Administration autonome[31], le TEV-DEM[32]

[23] Forces armées de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie. Créées en 2015, elles prennent la forme d'une coalition de plusieurs bataillons et unités militaires regroupées sous un conseil militaire commun. Le général Mazlûm Abdî siège à la tête de la chaine de commandement.
[24] Composante principale des Forces Démocratiques Syriennes. Les YPG se sont formés en 2012 lors de la révolution du Rojava et furent ensuite intégrés au sein des Forces Démocratiques Syriennes lorsque celles-ci furent créées en 2015.
[25] Unités créées en 2013 composées exclusivement de femmes – avec une chaine de commande elle aussi exclusivement féminine. Les YPJ font partie des Forces Démocratiques Syriennes depuis 2015.
[26] Selon Aram Hanna, porte-parole du Conseil Militaire Syriaque en 2020, le Conseil Militaire Syriaque est une organisation militaire assyrienne créée en 2012. Le Conseil Militaire Syriaque fait partie des Forces Démocratiques Syriennes.
[27] Les Forces de Protection des Femmes de Bethnahrin sont une organisation militaire assyrienne exclusivement composée de femmes. Les Forces de Protection des Femmes de Bethnahrin ont été créées en 2015 et font partie des Forces Démocratiques Syriennes.
[28] Les Forces Sanadid sont constituées principalement de personnes issues de la *aşîra* Shammar. Nous reviendrons de manière plus étayée sur le concept d'*aşîra* ; retenons pour l'instant qu'une traduction du terme proposée par mes interlocuteurs est *tribe*. La *aşîra* se présente sur le terrain comme une *reng* (« couleur ») parmi d'autres, soit une particularité d'un individu : celle-ci peut être idéologique, sociale, culturelle, linguistique ou religieuse.
[29] Une des composantes des Forces Démocratiques Syriennes, constituée principalement de combattants originaires de la région d'Idleb.
[30] Organisation militaire située dans la région de Deir al-Zor intégrée au sein des Forces Démocratiques Syriennes.
[31] L'Administration autonome détient pour fonction l'administration du système confédéral et l'aménagement des services publics au sein des sept régions du nord-est de la Syrie. Chacune des régions est divisée en cantons, qui comptent eux-mêmes plusieurs niveaux (districts, sous-districts, quartiers). Chacun de ces niveaux est géré par un conseil qui rassemble les différents bureaux (bureau des femmes, de l'écologie, de l'économie, …). Les membres des conseils sont des individus élus, issus de « syndicats » ou d'organisations correspondants à la fonction du comité.
[32] Le TEV-DEM se présente comme une structure organisant la coopération entre les groupes de travailleur·se·s. Ces dernier·ère·s font partie du processus décisionnel s'ils·elles sont impacté·e·s par une décision politique.

ou le Conseil Démocratique Syrien[33]. Plusieurs ami·e·s, journalistes eux·elles-mêmes ou *fixer*[34], m'offrirent la possibilité de prendre contact avec ces personnes.

En deuxième lieu, j'ai collecté des matériaux biographiques sous forme de récits de vie afin d'appréhender la *« complexité multidimensionnelle des données qui structurent l'expérience »*[35]. J'ai ainsi réalisé des entretiens avec une panoplie d'acteur·trice·s différent·e·s : des personnes issues de milieux de vie (urbain/rural) et classes socio-économiques (propriétaires terriens, employé·e·s – d'ONG ou de l'Administration, marchand·e·s, agriculteur·trice·s, …) diverses ; des personnes déplacées internes, originaires d'Afrîn, Idleb, Serê Kaniyê, ainsi que d'autres régions de Syrie ; des hommes et des femmes issues de classes d'âge variées – le chapitre 6 met cependant l'accent sur les entretiens réalisés avec des hommes plus âgés ; et, enfin, des individus avec différentes *reng*. Sur le terrain, le terme – « couleur » en français – est usité pour désigner les spécificités d'un individu, qu'elles soient religieuses, sociales, linguistiques ou culturelles.

Les acteur·trice·s du terrain me partagèrent aisément leur histoire personnelle. D'ailleurs, aucun·e d'entre eux·elles refusa d'être enregistré·e. Généralement, je débutais l'entretien avec des questions sur leur enfance ou leur village d'origine pour aider mon interlocuteur·trice à prendre la parole, pour très rapidement m'effacer dans l'entretien. Ce dernier durait généralement plusieurs heures. Ces entretiens étaient dans la majorité des cas réalisés dans leur salon, souvent avec une ou deux personnes qui pouvaient être accompagnées ou non de membres de leur famille qui allaient et venaient. Parfois mes interlocuteur·trice·s me recevaient dans la salle de réception d'une assemblée, comme la *majlis ayan*[36] ou le Conseil Vert d'Idleb[37]. Je ne connais pas avec certitude les motivations qui ont poussé ces personnes à me donner ces récits. Il suffisait généralement que je me présente et que j'explique l'objet de ma venue pour que les mots se mettent à couler. Peu de silences composaient ces entretiens ; et, au contraire, il n'était pas non plus question d'en combler un à tout prix. Mes interlocuteur·trice·s me

[33] Créé en 2015, le Conseil Démocratique Syrien est l'organe diplomatique du nord-est de la Syrie. Il est chargé des affaires relatives aux relations internationales de l'Administration autonome, mais aussi des négociations avec le gouvernement syrien. Le Conseil Démocratique Syrien est constitué de partis politiques, de personnes indépendantes et d'organisations, comme le Kongra Star, le Conseil Syriaque ou le Syndicat Yézidi.

[34] Les *fixer* aident les journalistes et ONG qui arrivent dans le nord-est de la Syrie à organiser leur séjour. Les *fixer* disposent d'un carnet d'adresse qui permet d'orienter les journalistes et ONG vers les personnes aptes à répondre à leurs questions. Ce sont eux·elles qui organisent les interviews, les voyages pour s'y rendre et les lieux de séjour. Ils·elles sont généralement aussi interprètes.

[35] Mohia N. (2014), « Le récit de vie : une approche anthropologique heuristique ? », L'autre, vol.1, n°2, p. 260, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-l-autre-2000-2-page-259?lang=fr&tab=texte-integral

[36] Conseil des sages.

[37] (ar.) Maǧlis ʾIdlib al-āḥḍar (Conseil Vert d'Idleb), un conseil civil situé à Raqqa composé de réfugié·e·s originaires d'Idleb et dont l'objectif est la gestion des besoins et de la vie politique des populations réfugié·e·s.

donnaient des détails, me décrivaient les évènements, les sensations et les sentiments qui les accompagnaient, comme s'ils·elles souhaitaient s'assurer que je me rende compte de ce qui avait été enduré. Je pense que c'est, à leurs yeux, ce qui était important dans ce partage : que je sois capable de m'imaginer leur perte. Je suppose que cette volonté de parler était alimentée par l'espoir que « cela serve à quelque chose », et que, du moins, la transmission de l'expérience de la souffrance puisse peut-être amener, à terme, à une reconnaissance politique de celle-ci.

En dernier lieu, il est arrivé que j'axe mes entretiens sur des évènements historiques pour finalement réaliser que mes interlocuteur·trice·s souhaitaient me partager les souffrances vécues ou transmises par la mémoire collective. Je rencontrai surtout ce phénomène lorsque je discutais avec des personnes impliquées au sein des *majlis ayan*[38]. Le discours débordait souvent afin d'essayer de me raconter l'horreur. Seul une minorité de mes interlocuteurs répondaient patiemment à mes questions mais ne s'aventuraient pas plus loin que leur implication dans ledit conseil ou la narration d'évènements ayant marqué la Syrie. Mais, de manière générale, que ce soit l'un ou l'autre, l'histoire se présentait sur le terrain comme un échappatoire pour aborder des thématiques politiques sans directement les qualifier de sujets politiques. Ici, le travail de l'anthropologue ne consiste pas à *« utiliser ce que les gens disent explicitement, [mais] à retrouver le système de contraintes et de conditions dans lequel sont pris les enquêtés, aussi dans leur relation à l'enquêteur, et pourquoi ils disent cela à un moment donné et pas autre chose »*[39]. Ainsi, énormément de références historiques furent donc utilisées au sein des discours, mais celles-ci ne peuvent être appréhendées en dehors du contexte spécifique dans lequel celles-ci sont amenées. L'enquête ethnographique s'avère ici cruciale pour comprendre comment ces références s'imbriquent au sein de l'univers social des acteur·trice·s du terrain. L'histoire orale s'apparente de ce fait à une histoire du temps présent, en ce que *« produire des « sources orales » ou collecter des « archives orales » ne constituent pas seulement un exercice de connaissance du passé, mais également une forme d'expérience du présent »*[40].

Ceci pose indéniablement la question de la mémoire. Sullivan, Baussant, Dodd, Otele et Dos Santos émettent la différence entre histoire orale et mémoire en tant que disparité entre la perspective historique et anthropologique : *« l'histoire orale peut différer de la mémoire dans la mesure*

[38] Conseil des Sages.
[39] Müller B. (2006), « Archives orales et entretiens ethnographiques », *Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller*, Genèses, n°62, p. 100, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-geneses-2006-1-page-93?lang=fr
[40] Duclert V. (2002), « Archives orales et recherches contemporaines », *Une histoire en cours*, Sociétés et Représentations, vol.1, n°13, p. 84, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-societes-et-representations-2002-1-page-69?lang=fr

où l'historien travaille avec des sources orales et des témoignages, tandis que le sociologue ou l'anthropologue travaille sur la mémoire, analysant les différentes manières dont le passé est mobilisé dans le présent par des acteurs dans des contextes spécifiques »[41]. Si nous tenons compte de cette distinction, une partie de ce travail se centre autour de la notion de mémoire ; néanmoins, la frontière semble, concrètement, poreuse. Par exemple, même si je mobilise des récits biographiques relatifs à un évènement historique particulier, comme le printemps arabe (cf. chapitre 2), ceci afin de mieux cerner son déroulement, elles ne furent pas de simples évocations du passé mais de réelles plus-values dans la compréhension de la situation actuelle, par exemple vis-à-vis du sentiment de défaitisme quant à la révolution parfois présent sur le terrain. Encore une fois, l'enquête devient ici centrale : il s'avère impossible de véritablement isoler celle-ci des entretiens, même si ceux-ci peuvent être tournés vers la narration de l'histoire.

Il est important de préciser que je n'évoque pas cette thématique au travers d'une compétition de la mémoire, comme si une concurrence entre différents groupes vis-à-vis d'évènements historiques était prégnante sur ce terrain. Il est cependant vrai que les mémoires étaient portées par des évènements emblématiques propres à l'histoire de la région et que mes interlocuteur·trice·s pouvaient présenter des versions relativement différentes des faits. Il arrivait effectivement que des personnes affaiblissent les rapports de pouvoir passés, ou essayent de dédouaner leurs ancêtres ; je ne nie aucunement ce phénomène. Comme le note Hilgers, *« les producteurs de récits historiques font sans cesse preuve d'une imagination créatrice, d'une remémoration constructive pour se rappeler de l'histoire, la raconter tout en respectant ce que leurs ancêtres leur ont transmis, et l'adapter aux intérêts du groupe »*[42]. Tandis qu'il étudie les récits historiques propres aux quartiers de Koudougou, Hilgers montre que ceux-ci se basent sur des différences de l'ordre du factuel et moins dans la dimension interprétative des évènements qui composent lesdits récits. Sur mon terrain, ces récits pouvaient eux-aussi sembler disparates vis-à-vis des faits. Biner rend d'ailleurs compte de la difficulté, sur son terrain qui touche à la mémoire du génocide de 1915, d'avancer au travers des vérités et illusions au fur et à mesure des histoires qui se confondent et se contredisent[43].

---

[41] Sullivan S. & Baussant M. & Dodd L. & Otele O. & Dos Santos I., « Introducing « Disrupted Histories, Recovered Pasts » », *A Cross-Disciplinary Analysis and Cross-Case Synthesis of Oral Histories and History in Post-conflict and Postcolonial Contexts*, *in* Sullivan S. & Baussant M. & Dodd L. & Otele O. & Dos Santos I. (2022), « Disrupted Histories, Recovered Pasts », Conserveries mémorielles, n°25, [en ligne] Cairn.Info, https://journals.openedition.org/cm/5642

[42] Hilgers M. (2007), « Les conflits autour de l'histoire de Koudougou (Burkina Faso) », Cahiers d'études africaines, vol.1, n°186, p. 318, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2007-2-page-313?lang=fr

[43] Biner Z. Ö. (2020), « States of dispossession », Violence and precarious Coexistence in Southeast Turkey, University of Pennsylvania Press,

Candau émet une différence entre conflits *autour de* la mémoire et conflits *de* mémoire, la première renvoyant à des individus ou groupes qui *« s'affrontent en regard d'une mémoire qui n'est pas réellement contestée, pour en privilégier tel ou tel éclairage ou tel aspect particulier, c'est-à-dire un faciès mémoriel »*[44]. Quant à la deuxième, elle se réfère à une confrontation qui vise à anéantir les mémoires alternatives. Pour le nord-est de la Syrie, je ne pense même pas que des termes relatifs à la confrontation aident à comprendre comment les différents registres de discours s'enchevêtrent. Outre quelques récits épiques, je ne rencontrai pas de lutte *« où chacun vise à maximiser son influence et à imposer son point de vue comme l'authentique et légitime expression de l'histoire »*[45]. En fait, malgré la différence factorielle entre les récits, celle-ci ne se révélait pas importante. Il arrivait que des accrochages apparaissent au détour de conversations, que certaines formes de dénis soient formulées ; cependant, au sein des récits récoltés, j'avais bien plus l'impression de me retrouver face à des mémoires fluides qui négociaient ce qu'elles pouvaient nous apprendre par rapport au présent. Pour Fujii, il s'agit moins de se calquer sur une adhérence des faits que de s'en éloigner par l'imagination, la symbolique et le désir[46] ; et ce, au point où j'avais parfois l'impression que les auteurs des faits de violence qui m'étaient présentés au sein des discours prennent une forme abstraite, tels des êtres *« sans singularité et sans identité »*[47].

J'ai ainsi surtout rencontré des personnes qui partageaient une reconnaissance de la souffrance de l'autre – par exemple, par la reconnaissance du génocide arménien et de l'implication de groupes armés kurdes dans celui-ci ou par la reconnaissance des violences perpétrées sur ces derniers au nom du nationalisme arabe syrien. Dans cette perspective, la mémoire se montre comme un cadre d'entendement qui donne sens à l'expérience personnelle[48]. Je m'attache ici à comprendre la dimension « collective » de la mémoire autour des solidarités mémorielles, soit des manières de créer solidarité au travers de la mémoire. La mémoire collective se présente surtout comme une métaphore, car, selon Candau, *« le partage mémoriel est avant tout un discours sur le partage, une métamémoire, qui travaille à entretenir sa croyance dans la réalité. La confusion entre discours et représentations [mémorielles] a une fonction sociale : elle renforce le sentiment de mémoire commune.*

---

[44] Candau J. (2005), « Anthropologie de la mémoire », Armand Colin, p. 46.
[45] Hilgers M., *op. cit.*
[46] Fujii L. A., « Interpreting truth and lies in stories of conflict and violence », p. 147-162, *in* Sriram C. L. & King J. C. & Mertus J. A. & Martin-Ortega O. & Herman J. (éd.) (2009), « Surviving Field Research », *Working in violent and difficult situations*, Routledge.
[47] Pandolfi M. (2008), « Théâtre de guerres », *Passions politiques et violences*, Anthropologie et Sociétés, vol.32, n°3, p. 105, Érudit, https://www.erudit.org/fr/revues/as/2008-v32-n3-as2914/029718ar/
[48] Stern S. J. (2010), « Reckoning with Pinochet », *The Memory Question in Democratic Chile, 1989–2006*, Duke University Press.

Ce que nous partageons souvent, c'est la croyance dans le partage. Croire à être semblable et du coup, à le devenir. »[49]

Mon objectif ne réside donc pas dans la compréhension de toutes les versions d'un évènement historique ; plutôt, le but vise à appréhender comment les mémoires collectives et les expériences présentes servent à modeler les aspirations politiques et tentent de trouver des réponses à la question : comment vivre avec les craintes et confiances qui se sont forgées au fil du temps ? Il semble notamment important de ne pas détenir une conception du politique qui enfermerait les individus dans des catégories sociales, culturelles ou identitaires, même si cela semble tentant puisque mes interlocuteurs les mobilisent énormément. Mais, en réalité, mes interlocuteurs ne disposaient pas de discours unifiés en fonction de ces catégories. La narration de l'histoire ne disposait donc pas de versions unifiées relatives à des groupes d'appartenance qui seraient en compétition entre elles. Cela n'équivaut pas à dire que des craintes et méfiances n'existent pas : pour mes interlocuteurs, la reconnaissance de la violence qui a été perpétrée ne veut pas dire que celle-ci ne sera pas reproduite. Von Bieberstein, dans ses travaux en rapport avec les chasseurs de trésor d'une ville kurde, montre comment la reconnaissance du génocide arménien s'estompe dès qu'ils partent à la recherche de richesses provenant des familles arméniennes déplacées par celui-ci[50]. Encore une fois, il s'agit d'un rapport à l'autre en constante négociation.

Un des cas les plus surprenants mais qui me permit tout de même d'aborder des thématiques similaires aux autres entretiens fût lorsque je réalisai, sans en avoir conscience initialement, que je venai d'effectuer un entretien avec un sheikh qui supportait l'organisation de l'État Islamique. Notre discussion s'était produite un peu par mégarde : j'exprimai déjà des doutes quant à ses affiliations politiques durant l'entretien et celles-ci furent confirmées durant le diner. Il avait effectivement exprimé une forme de soutien à Daesh[51] en faisant part à un ami et à moi-même de leur efficacité dans la reconstruction des infrastructures détruites et en banalisant la vie sous leur autorité. J'avais avalé de travers mon *çaî*[52] lorsque mon ami me traduisit ses mots en kurde. Les membres de la famille de mon compagnon de fortune étaient

[49] Candau J. (2011), « La métamémoire ou la mise en récit d'une mémoire partagée », Conférence à l'Université Catholique de Louvain, https://www.uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iacchos/laap/joel-candau-la-metamemoire

[50] Von Bieberstein A. (2017), « Treasure/Fetish/Gift: Hunting for 'Armenian Gold' in Post-Genocide Turkish Kurdistan », Subjectivity, vol. 10, n°2, p. 170–189.

[51] Je me permets d'utiliser ce terme car il s'agit d'un mot du terrain, contraction d'« État Islamique en Irak et au Levant » en arabe et utilisé sur le terrain de manière péjorative. Plusieurs des personnes rencontrées préféraient ce terme à celui d'État Islamique, cette dernière expression préfigurant selon elles·eux une reconnaissance de la souveraineté du groupe en tant qu'État. J'utiliserai dans ce travail les deux termes.

[52] Thé.

tous de fervents *apojî*[53] et avaient combattu l'organisation de l'État Islamique. Je tentai plus ou moins discrètement de croiser son regard et nous nous souvînmes que nous avions un rendez-vous urgent afin de prendre congé. Fait intéressant, le sheikh avait durant l'entretien rebondit sur des sujets historiques pour aborder les divisions familiales semées par la guerre ainsi que sa sensation de vivre dans une guerre sans fin. Il ne s'était cependant pas exprimé sur d'autres thématiques récurrentes telles que la reconnaissance de la souffrance de groupes spécifiques, notamment les minorités, assez commun dans les autres récits récoltés.

[53] *Apojî* désigne en *kurmancî* une personne liée au mouvement de libération kurde et à l'idéologie d'Abdullah Öcalan. Le terme provient d'*ap*, oncle paternel en kurde. Abdullah Öcalan est souvent désigné par le diminutif d'*apo*, ou *serok apo* (« le chef apo »).

1.3. Les mots-clés du terrain

Le long de ce travail, il peut être remarqué que beaucoup de mots ne sont pas traduits vers le français. Il s'agit d'un choix qui s'est imposé de lui-même lors de la rédaction. Évidemment, il n'existe pas de mots qui seraient spécifiquement traduisibles et d'autres qui ne le seraient pas. Dans tous les cas, la traduction amène indéniablement à une forme de perte[54]. Mais il était impossible pour moi de remettre en français des termes qui me paraissaient si spécifiques à l'expérience du terrain. En fait, ces mots sont intrinsèquement liés avec la manière de concevoir le terrain et doivent être pensé au travers de mon apprentissage des langues locales.

Lorsque je suis arrivé dans le nord-est de la Syrie, je ne parlais ni le *kurmancî*, le dialecte kurde utilisé au Rojava, ni l'arabe. D'un autre côté, très peu de personnes parlaient l'anglais. Je dû donc apprendre sur le tas, si je souhaitais un minimum échanger avec les personnes qui m'entouraient - d'autant plus que je logeais dans des familles d'accueil. Je pus en quelques mois développer une base de connaissances en *kurmancî* qui me permit d'une part d'échanger aisément avec mon entourage, d'autre part d'effectuer des entretiens seul. Je fus cependant confronté à de plus grandes difficultés avec la langue arabe ; je peinais à comprendre toutes les subtilités de la langue et, même si à la fin de mon dernier terrain j'étais capable d'entretenir une conversation basique, je n'avais aucunement les compétences linguistiques pour accomplir des entretiens sans une aide extérieure. Ainsi, avec les personnes uniquement arabophones, je fus accompagné d'un ami qui eut la gentillesse d'interpréter en direct les propos de mes interlocuteur·trice·s de l'arabe au *kurmancî*. Fort heureusement, il était extrêmement rare qu'une personne ne souhaite pas être enregistrée : ceci me facilita énormément la tâche car j'étais ainsi apte à traduire *a posteriori* de manière précise les entretiens. En outre, le fait que je sois capable de bredouiller la langue et comprendre de manière générale les propos de mes interlocuteur·trice·s amenait à développer plus aisément une proximité avec ceux·celles-ci.

Je m'attelai en premier lieu à l'apprentissage du *kurmancî* et entamai celui de l'arabe levantin une fois que je me senti plus à mon aise dans la première langue. L'acquisition de compétences dans les deux langues fût très pratique puisque je pouvais utiliser le *code-switching*[55] – soit l'utilisation de plus d'une langue dans une conversation - à mon avantage : si je ne connaissais pas un mot en *kurmancî*, il suffisait que je l'énonce en arabe. Ceci était extrêmement intéressant

[54] Maginot C. (2015), « Untranslatable Text : Myth, Reality, or Something else ? », The ATA Chronicle, https://www.ata-chronicle.online/wp-content/uploads/4405_19_maginot.pdf

[55] Deumert A., « Multilingualism », p. 261-282, *in* Mesthrie R. (éd.) (2011), « The Cambridge Handbook of Sociolinguistics », Cambridge University Press, https://www.cambridge.org/core/books/cambridge-handbook-of-sociolinguistics/multilingualism/5B42AF38BD6783235862316638FBC7F8

dans des régions comme la Cezîre où existe un multilinguisme sociétal – plusieurs langues sont utilisées sur le territoire – ainsi qu'un multilinguisme individuel – les individus sont souvent bilingues, trilingues, voire dans certains cas polyglottes. Bien entendu, les populations kurdes et chrétiennes avaient plus tendance à être au moins bilingue, l'arabe ayant été pendant des décennies la langue administrative officielle du pays et le *kurmancî* ayant été réprimé. Je ne souhaite cependant pas amener un regard univoque sur ces interactions : j'ai connu des personnes arabes qui parlaient l'arabe et le kurde ; tout comme j'ai rencontré des personnes kurdes qui, suite aux politiques d'assimilation du Ba'ath, ne parlaient pas le kurde.

L'utilisation de termes et expressions arabes, tout comme l'alternance de phrases en arabe et kurde est assez conventionnel. D'ailleurs, l'utilisation exclusive du *kurmancî* pour communiquer pouvait me donner un air pédant et élitiste. En guise d'illustration, je fus un jour un peu rabroué car j'apprenais le *kurmancî* dit standardisé. Je vivais à cette époque au sein d'une famille d'accueil à Derbesiyê. Je me souviens qu'un jour, en attendant que les températures descendent en ce début d'été 2021, je griffonnais dans mon cahier aux côtés d'une amie. J'apprenais le *kurmancî* dans un livre édité par l'Institut Kurde d'Istanbul et demandai à ma camarade assise à mes côtés la signification d'un mot. La jeune fille scrutait le mot mais n'avait aucune idée de ce qu'il signifiait. Son père, qui passait à proximité à ce moment-là, me lâcha sèchement qu'il ne s'agissait pas du kurde qu'ils·elles parlaient. Par ses mots, il était évident que l'apprentissage d'un kurde standardisé possédait une valeur symbolique en lien avec un rapport de domination. Comme l'analyse Scalbert-Yücel alors qu'elle aborde le Bakur, *« le kurde a donc été partiellement standardisé (sélection de la norme, codification de la forme). La très faible diffusion de cette variété standard a créé un écart relativement important entre cette variété et les variétés locales et orales du kurde […]. […] L'écart entre une variété locale et la variété standard, véhiculée par l'imprimé, a, en Turquie où le kurde a longtemps été interdit, une autre signification : c'est un écart social, culturel, politique. Celui qui parle la langue standard l'a appris par lui-même, en autodidacte, par engagement. Son engagement est facilement reconnaissable à sa maîtrise de l'écrit ou simplement à sa façon de parler (termes, accent, etc.). L'utilisation de la langue kurde standard est toujours un acte politique ce que n'est pas toujours l'utilisation de la variété locale et non normée. »*[56] En outre, comme le rappelle Akin, la diaspora kurde exilée en Europe a joué un rôle historique important dans la standardisation de la langue dès les années 30[57]. Le *kurmancî* standardisé se

[56] Scalbert-Yücel C. (2006), « Les langues des Kurdes de Turquie : la nécessité de repenser l'expression « langue kurde » », Langage et société, n°117, p. 129, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-langage-et-societe-2006-3-page-117?lang=fr

[57] Akin S. (2022), « Glottopolitique et autogestion langagière en situation de minoration linguistique : le cas des locuteurs du berbère et du kurde », Glottopol, n°36, OpenEdition Journals, https://journals.openedition.org/glottopol/724

réfère ainsi, pour les Kurdes au Kurdistan, comme une langue extérieure et véhiculée dans les médias et le monde de l'édition, contrairement *« au kurde du Kurdistan, local et souvent lié à l'oralité »*[58]. Je pense de plus que dans cet exemple précité, le fait que j'apprenne le *kurmancî* dit standard se mêlait avec ma casquette de doctorant et d'européen, ayant donc accès à des ressources et privilèges (passeport belge, accès à l'éducation supérieure, situation socio-économique aisée, résidence principale dans un pays qui ne connait pas d'état de guerre, …) bien plus importants que la majorité de la population dans le nord-est de la Syrie. L'apprentissage des langues et la manière de les utiliser et avec qui, possède donc des implications politiques.

Contrairement à l'exemple précédent, le fait que j'utilise des mots et expressions arabes lorsque je parlais en *kurmancî* pouvait parfois être mal perçu dans un contexte d'institutionnalisation et de promotion de cette langue dans le nord-est de la Syrie. Par exemple, un ami me fit la remarque d'utiliser le terme kurde *reng* (« couleur ») au lieu de son équivalant arabe *lawn* que je venais de dire. Pour lui, il était important que je lui parle uniquement dans un *kurmancî* dit standardisé. Je pense qu'à ses yeux, utiliser une forme plus standardisée de langage était une forme d'action glottopolitique qui vise à la reconnaissance du *kurmancî*[59].

Au fur et à mesure que mon vocabulaire s'élargissait, au mieux j'appréhendais le terrain au travers de ceux-ci. Ainsi, une meilleure compréhension des langues m'amenait – de manière assez évidente – à pouvoir échanger plus facilement avec mon entourage et ainsi, petit à petit, à construire mon objet de thèse. Ces mots furent des repères au sein des conversations entretenues et devenaient des marqueurs de signification de mon terrain. Ainsi, lors de la rédaction de cette thèse, les thématiques que je souhaitais développer se présentaient presque sous une forme de grille de mots-clés appris sur le terrain.

Tous cependant n'ont pas exactement les mêmes raisons d'être des « intraduisibles ». Un mot tel que *aşîra* (kur.)[60]/ *ʿašīra* (ar.), que mes interlocuteurs, lorsque je leur demandais quel serait la meilleure traduction de ce terme, me répondaient *tribe*, restera sous sa forme originelle. Effectivement, sa traduction renvoie à une notion extrêmement lourde au sein de la discipline anthropologique qui ne s'accorde pas avec le mot utilisé par mes interlocuteurs dans le cadre de ce travail. Comme il sera abordé dans le chapitre 6, la *aşîra* renvoie à une technique de narration qui permet à mes interlocuteurs de se mettre en récit vis-à-vis de leur rapport à la

[58] Scalbert-Yücel C., *op. cit.*
[59] Akin S., *op. cit.*
[60] Le terme d'origine arabe « aşîra » est bien plus utilisé sur le terrain que le terme kurde « êl ».

guerre et à la volonté de créer du lien malgré celle-ci. La *aşîra* renvoie donc à un concept sociologique qui, au sein des récits récoltés, est facilement interchangeable avec d'autres catégories sociologiques. La *aşîra* dispose ici d'une fonction de support d'un discours sur la gestion du vivre-ensemble dans un contexte de guerre. Bien entendu, il n'est pas question ici de dire que la *aşîra* ne possède aucune valeur aux yeux de mes interlocuteurs. Seulement, au travers des récits récoltés sur ce terrain spécifique, la *aşîra* est un dispositif de mise en récit pour appréhender la guerre et le vivre-ensemble sous celle-ci. L'organisation politique et sociale auxquelles elle se réfère n'est pas un sujet de cette thèse, tout simplement parce que le terrain ne m'y a pas amené : mes interlocuteurs développaient ce que signifiait pour eux la *aşîra* au travers des valeurs qui s'y rattachent et souhaitaient me montrer l'importance de ces dernières dans la création du lien social et dans la manière de concevoir le politique dans le nord-est de la Syrie.

En parallèle, le terme *çete* (cf. chapitre 4) et les noms des drones armés (cf. chapitre 5) seront analysés au travers leur évolution historique car ils se rapportent directement à une stratégie turque qui exploite les imaginaires liés à l'Empire ottoman.

Accompagner le·la lecteur·trice de ce travail avec ces différents mots-clés se présente comme une méthode qui permet de rendre compte au mieux des expériences du terrain. Outre le terme *aşîra*, *çete* et les appellations des drones, il s'agit ici d'un choix méthodologique plutôt que d'une nécessité : la perte qui s'effectue au sein d'une traduction ne la rend ni complètement impossible, ni complètement caduque. Néanmoins, une des faiblesses de cette méthode réside dans l'alourdissement du texte. Mon objectif sera donc de balancer découverte des mots et fluidité du texte.

Certains mots sont plus spécifiques au mouvement de libération kurde – par exemple, *hevserok* - ; ils peuvent aussi se rattacher à des dénominations de faits historiques – *sayfo* pour le génocide arménien – ou à des phénomènes politico-sociologiques en rapport avec le contexte de guerre dans le nord-est de la Syrie – par exemple *al-ẓulm* qui décrit l'oppression et l'injustice qui y est vécue. D'autres termes renvoient à des éléments ayant acquis un caractère spécifique au contexte du terrain par son intrication dans la vie ordinaire du nord-est de la Syrie : *Çaî*/*šāī* signifie « thé » en *kurmancî* et en arabe, pourtant, si j'écris « thé », ce n'est pas du tout l'image de celui bu sur le terrain qui me vient à l'esprit. Le terme *çaî*, quant à lui, renvoie à cet ami qui enfourne ses bagages de kilos de *çaî* Mahmood avant de quitter son pays, au bruit des grosses tasses utilisées par les *heval* ou du cliquetis des petits verres sans anses qui se posent sur leur sous-tasse incolore. C'est la manière de le réaliser, de demander si l'invité·e le préfère plus clair

ou plus foncé, c'est aussi choisir la manière de le servir en fonction des situations sociales – préparer une théière ou deux séparément, avec l'eau chaude d'un côté et le concentré des feuilles de l'autre. C'est aussi – et surtout ! - les regards amusés ou apeurés quand celui-ci est raté. J'espère, par l'ethnographie, rendre compte de la représentation mentale rattachée au mot utilisé, avec les valeurs et affects qui lui sont assignés[61].

Afin d'appréhender la réalité que mes interlocuteur·trice·s souhaitaient me rendre compte au travers de leurs mots, j'ai établi une analyse linguistique de concepts utilisés sur le terrain. En effet, dans la foulée des études en anthropologie linguistique, le langage est un médium non-neutre qui conceptualise et catégorise le monde[62]. Néanmoins, je souhaite préciser qu'outre le terme *ẓulm*[63] et *çete*, je n'analyse pas l'étymologie du mot et son développement historique. Je me penche plutôt sur la signification du terme et des éléments lexicaux qui le constituent. Ainsi, il est important de comprendre que, pour la majorité de ces termes, mes interlocuteur·trice·s avaient conscience de la combinaison d'éléments lexicaux qui permettait au terme de signifier un phénomène – comme *tunebûnê*, l'annihilation - ou un statut social – par exemple, *ruspî*. Mes interlocuteur·trice·s savaient d'ailleurs parfaitement me formuler certaines relations linguistiques entre différents mots utilisés - *aʿyān* avec « œil » par exemple. En d'autres termes, je ne cherche pas à dévoiler au travers de ces mots des processus dont les acteur·trice·s du terrain ne seraient pas conscient·e·s. Bien entendu, le langage se forme sur une part d'allant-de-soi suite à l'habitude. Cependant, je pu constater que ces mots choisis étaient révélateurs de pratiques et phénomènes que mes interlocuteur·trice·s souhaitaient souligner, ou parce qu'ils·elles m'explicitaient la complexité du terme, ou parce que l'analyse sémantique des entretiens, combiné à la pratique ethnographique, amenait à ce que ces mots réclament leur importance. Comme le souligne Costa, *« la description lexico-sémantique ne remplace pas l'ethnographie, mais entraîne le lecteur dans la praxis sociale […] en révélant l'idiome dans lequel les relations et les pratiques sociales sont évoquées »*[64]. Ainsi, l'analyse sémantique est indissociable de l'ethnographie.

Quant au terme *ẓulm*, analysé dans la première partie de cette thèse, j'ai souhaité poser un regard sur son développement historique dans l'objectif d'éviter de le culturaliser. En effet,

[61] Godelier M. (2015), « L'imaginé, l'imaginaire et le symbolique », Paris, Éditions CNRS.
[62] Duranti A., « Linguistic anthropology : the study of language as a non-neutral medium », p. 29-46, *in* Mesthrie R. (éd.) (2011), *op. cit.*
[63] (ar.) Oppression/injustice.
[64] Costa L. (2019), « Language and ethnography : a reply to Allard », Journal de la Société des américanistes, vol. 105, n°1, p. 144, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/26709924

disposant de spécificités par rapport au nord-est de la Syrie, je souhaite tout de même l'imbriquer dans un contexte plus large, lié au printemps arabe et à sa tradition islamique.

1.4. Les gaffes ethnographiques

Comme dit précédemment, les débuts de mon terrain furent constitués d'une succession de bourdes plus ou moins significatives. Constituantes de la démarche scientifique propre à l'ethnographie, les bourdes commises peuvent être productrices de sens. Elles ne font pas partie du processus méthodologique en soi, mais résident plutôt *« aux marges de l'enquête »*[65], puisqu'effectivement, elles exigent de ne pas être répétées. En effet, elles peuvent non seulement entacher la confiance que les acteur·trice·s accordent à l'ethnographe, mais aussi perdre leur caractère heuristique à travers leur répétition. Elles peuvent, de plus, engranger des situations dangereuses, ou a contrario, se révéler être une simple perte de temps et d'énergie, sans grande valeur analytique.

Par exemple, une gaffe qui me rendit extrêmement honteux fut lorsque je demandai à une connaissance où était-il possible que je me procure une bonbonne de gaz. J'étais nouveau sur le terrain et je n'avais simplement pas encore compris que les ressources premières étaient rationnées (cf. chapitre 3). Je logeais à cette époque à côté de ma famille d'accueil et j'éprouvais énormément de difficultés à comprendre leurs explications suite à la barrière de la langue. Après deux semaines d'attente, je décidai de demander à un ami de plus amples informations sur la manière de m'en fournir une. Il me répondit qu'il m'en amènerait une le lendemain, sans plus d'explications. Le jour suivant, il arriva comme promis avec une bonbonne. Tandis qu'il descendait de la voiture avec celle-ci, le père de ma famille d'accueil revenait des courses. Il me surprit grand sourire avec une bonbonne de gaz dans les mains. Les deux hommes s'échangèrent quelques mots tandis que le père de ma famille d'accueil me scrutait du coin de l'œil. Je compris que je venais de commettre une faute mais je n'en avais pas encore saisi la raison. Quelques jours plus tard, il me fit une remarque cinglante, ricanant que j'étais *« impatient comme un bébé »*.

Il ne fallut pas longtemps avant que je me rende compte de ma bêtise. À cette époque, je n'avais pas encore compris que l'économie dans le nord-est de la Syrie se basait sur l'attente et le manque. L'obtention d'une bonbonne de gaz est effectivement limitée et requiert d'être sur une liste d'attente. Lorsque ma famille d'accueil me demandait d'attendre, c'était tout simplement parce qu'il n'y avait pas de gaz. Mon ami à qui j'avais demandé de l'aide se doutait que, venant d'arriver, je ne comprenais pas les rouages locaux ; il avait donc décidé de m'en

[65] Vuillement A. M. (2020), « La raison analytique des gaffes ethnographiques », ethnographiques.org, n°39, p. 12, https://www.ethnographiques.org/2020/Vuillemenot

donner une, ou en se tournant vers le marché noir et ses prix exorbitants, ou en s'en procurant une d'une manière qui m'est inconnue - mais qui veut indéniablement dire que je prenais la place de quelqu'un. Pour le père de ma famille d'accueil, le fait que je sollicite l'aide de cet ami équivalait à ce que je fasse fi des règles. À ses yeux, j'avais pensé avant tout à mon bien-être quitte à potentiellement prendre la place de quelqu'un. Il se peut notamment que le fait que mon ami ait directement répondu à mon besoin et que le père de ma famille d'accueil ait souhaité suivre la règle – attendre l'arrivage des bonbonnes – mette celui-ci dans une position inconfortable. L'hospitalité, très importante dans le nord-est de la Syrie, d'autant plus qu'elle est liée au concept d'honneur, venait d'être entachée : mon ami avait directement répondu à ma demande et non celui qui était censé m'accueillir.

Mais toute entorse n'est pas irrémédiable. Ma famille d'accueil comprit vite qu'il s'agissait d'un malentendu et j'entretins par la suite une excellente relation avec le père de ma famille d'accueil. C'est ici toute l'importance du caractère exceptionnel des gaffes ethnographiques. La gaffe a un coût, et sa répétition la transformerait en une faute qui tâcherait la confiance des acteur·trice·s de terrain envers ma personne. Une fleur venait ainsi de m'être accordée : faire table rase du passé, mais ne pas reproduire une telle affaire. *« Dans le processus de la gaffe, il ne s'agit pas tant d'un décalage de rôle attribué et d'image de soi, que d'un décalage de sens, une déconnexion temporaire de l'ethnographe vis-à-vis de son terrain »*[66].

Malgré mon désarroi, cette bavure ethnographique a été source de données inédites. Cette entorse de terrain, qui participe à la relation ethnographique, a donc sa place dans l'analyse anthropologique. Revenir sur ses déboires - qui, comme je rappelle, ne sont pas préméditées - m'a amené à prendre en compte de nouvelles données ethnographiques riches de sens, mais aussi les limites propres à mon terrain. *« […] les surprises survenues sur le terrain orientent l'analyse des matériaux ethnographiques et leur rapport à la théorie »*[67] : de ce fait, il me semble important de se pencher sur ses expériences afin de comprendre comment le terrain s'est construit, petit à petit, et, par cela, considérer avec honnêteté intellectuelle la part de hasard relative à la démarche empirique -tout comme sa part d'ingéniosité d'ailleurs.

[66] *Idem*, p. 9.
[67] Delage P. (2017), « De l'obstacle méthodologique au levier analytique. Retour sur une comparaison asymétrique », SociologieS [en ligne], La recherche en actes, Penser les ratés de terrain, https://journals.openedition.org/sociologies/6083

1.5. L'intime

Le contexte de guerre cristallise des questionnements épistémologiques et méthodologiques en rapport avec la place de l'intime dans une enquête de terrain[68]. Pour Laplantine, l'intime est un engagement, susceptible d'articuler politique et éthique. En ce sens, la distinction entre ce qui relève du domaine « public » et « privé » devenait de plus en plus poreuse. Ces émotions, indéniablement intriquées à l'intime, rendent *« difficile la distinction entre le vécu biographique et le vécu ethnographique »*[69]. En d'autres mots, éprouver les dilemmes quotidiens des acteur·trice·s du terrain[70] associe épistémologie et éthique en questionnant les dichotomies public-privé[71].

Ceci amène à considérer ce qui fait frontière, au sens épistémique du terme, entre le·la chercheur·e et ses interlocuteur·trice·s. Partager ce temps commun en tant que chercheur·e a ses limites : suite à la circonscription du terrain à une période donnée tout d'abord, au statut d'étranger européen ensuite. Néanmoins, la tension constante et la peur ressentie lors de mes expériences de terrain m'ont amené à appréhender d'une nouvelle manière les violences qui enflamment la région. Devenu des dangers concrets, l'aménagement de ma vie quotidienne en fonction de celles-ci reflétait les relations de pouvoir de la région[72]. En d'autres termes, ce sont les émotions découlant de l'exercice de la violence – réelle ou supposée – qui ont mis en lumière les expériences concrètes des acteur·trice·s du terrain. Collecter des données auprès d'acteur·trice·s qui restent dans une situation de violence m'amenait à *« revoir depuis qui et dans quelles circonstances nous proposons des propositions générales et particulières sur le monde »*[73].

J'ai donc choisi, au sein de cette thèse, de me référer aussi à mes propres peurs car je ne fus pas juste un observateur – en tous cas, pas tout le temps[74]. Comme je tenterai de montrer, la guerre s'insère dans chaque pan de la vie et ne peut être réduite à – par exemple - la mémoire

---

[68] Pour Laplantine F., l'intime se rapporte à l'existence dans la relation, ou, selon les mots de Martin S., une « activité relationnelle ». Laplantine F. (2020), « Penser l'intime », Paris, Éditions CNRS ; Martin S. (2021), « François Laplantine, Penser l'intime », Lectures [en ligne], Les compte rendus, https://doi.org/10.4000/lectures.44742

[69] Mazzocchetti J. & Piccoli E. (2016), « Défis méthodologiques, éthiques et émotionnels d'une ethnographie de l'intime, des silences et des situations de violence », Parcours anthropologiques, vol. 11, http://pa.revues.org/471

[70] Mwambari D. (2019), « Local Positionality in the Production of Knowledge in Northern Uganda », International Journal of Qualitative Methods, vol. 18, p. 1-12.

[71] Laplantine F., *op. cit.*

[72] Simon S. (2016), « Co-temporalité et perception de la violence », Parcours anthropologiques, vol. 16, http://journals.openedition.org/pa/503

[73] Saillant F. (2012), « Enjeux et perspectives d'une anthropologie non-hégémonique », *Table ronde tenue à l'UCL (Université Catholique de Louvain, Belgique) à l'invitation du Laboratoire d'Anthropologie Prospective (LAAP), autour du Manifeste de Lausanne,* Louvain-la-Neuve, [Vimeo] https://vimeo.com/38840224

[74] Green L., « Living in a State of Fear », p. 105-127, *in* Nordstrom C. & Robben A. C. G. M. (éd.) (1996), « Fieldwork under Fire », *Contemporary Studies of Violence and Survival*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London.

de massacres. Si nous suivons cet exemple, nous verrons que les cadres narratifs utilisés pour décrire la stratégie politique turque utilisée au travers des drones se réfèrent au génocide arménien. Ainsi, la mise en place de la terreur se perçoit au travers de la transmission de la mémoire des massacres passés. La guerre rend ainsi poreuse le temps et le génocide d'antan ne peut être séparé de la situation actuelle. En outre, la guerre est disséminée dans le quotidien au travers des inquiétudes, des rumeurs, de l'enclavement des territoires, de la conscience d'une potentielle surveillance par un drone, mais aussi par le hasard de la mort qui rend la vie extrêmement fragile. La guerre se distingue aussi au travers des cauchemars, de l'angoisse d'une invasion et du spectre de l'État Islamique. Nous reviendrons plus amplement sur le concept de guerre de manière ultérieure (cf. chapitre 3) ; dans tous les cas, je pense que toute personne qui réside dans le nord-est de la Syrie vit au travers d'une part de macabre, et être chercheur ou non ne change strictement rien à cette situation. Bien entendu, comme précédemment cité, ma situation n'équivaut pas à celle des autres, soit les personnes résidant dans le nord-est de la Syrie. En effet, le fait, par exemple, que je dispose d'un passeport belge me permettait de prendre la poudre d'escampette si je le souhaitais : ceci influence clairement le sentiment de sécurité, quel que soit mon utilisation de ce privilège.

Prendre de tels risques dans une enquête ethnographique pose indéniablement la question de l'engagement. Peut-être que dans certains travaux, *« il n'y a pas de place pour un observateur non engagé »*[75], comme le remarque Favret-Saada. Dans cet ordre d'idées, Becker déclarait en 1967 : *« il faudrait supposer, comme certains le font apparemment, qu'il est effectivement possible de mener des recherches non contaminées par des sympathies personnelles et politiques. Je propose d'argumenter que cela n'est pas possible et que, par conséquent, la question n'est pas de savoir si nous devons prendre parti, puisque nous le ferons inévitablement, mais plutôt de quel côté nous sommes. »*[76] Robben, dans l'ouvrage « Iraq at a distance », rédigé en réaction à l'occupation américaine de l'Irak, en appelle à prendre en compte l'empathie au sein de l'approche épistémologique afin de comprendre les subjectivités[77]. Selon lui, l'œuvre s'axe en continuité d'une anthropologie qui revendique un engagement politique et moral, ainsi que d'une anthropologie de la souffrance sociale et de la violence quotidienne. Il conclut : *« en tant qu'auteur·e·s, nous avons des points de vue politiques et notre intérêt pour la guerre en Irak a pour certains d'entre nous été suscité par l'indignation, mais notre préoccupation*

[75] Favret Saada J. (1977), « Les mots, la mort, les sorts », *La Sorcellerie dans le bocage*, Gallimard, p. 27
[76] Becker H. (1967), « Whose side are we on ? », Social Problems, vol. 14, n°3, p. 239, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/799147
[77] Robben A. C. G. M., « Ethnographic Imagination at a Distance », *An Introduction to the Anthropological Study of the Iraq War,* p. 1-23, *in* Robben A. C. G. M. (2010), « Iraq at a distance », *What Anthropologists Can Teach Us About the War*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia.

commune est la compassion à l'égard des expériences quotidiennes, des réalités, des difficultés et des luttes du peuple irakien. »[78] Il est à préciser que faire place aux subjectivités ne revient pas à se refuser d'émettre un regard critique sur les pratiques.

Il semble manifeste que la description ethnographique de la guerre amène indéniablement à la percevoir au travers d'un positionnement politique. La guerre ne se présente pas comme une chappe de plomb insaisissable au-dessus de mes interlocuteur·trice·s. Pour les personnes rencontrées sur le terrain, elle est imprimée dans le quotidien et provient des intérêts et influences des acteurs nationaux et internationaux. Pour elles·eux, il ne s'agit pas d'une souffrance *ex-nihilo*, mais bien d'une injustice produite par le développement de stratégies politico-militaires spécifiques. Le politique est donc inhérent à mon terrain.

Les émotions même y sont indéniablement politiques. Je pense, qu'outre les innombrables horreurs de la guerre, le moment qui cristallisera le plus la souffrance vécue mais aussi la résistance et le courage que cette dernière demande fût une discussion entre un ami kurde et une commandante YPJ. Nous discutions de la situation dramatique d'Afrîn quand mon ami, épuisé, éclata en sanglots. Il se reprit et s'excusa, gêné. J'étais pour ma part paralysé car nous étions devant une commandante. Elle le rassura et nous continuâmes la conversation. Plus tard, mon ami lui demanda d'où était-elle originaire. Elle lui adressa un faible sourire en le regardant droit dans les yeux et répondit : *« Afrîn »*. J'eu l'impression que le temps s'arrêta pendant quelques secondes. Le mot avait apporté avec lui les expériences auxquelles il renvoyait. Mon ami lui adressa en retour un sourire et dit, presque en murmurant : *« je m'en doutais »*. Je restai silencieux. J'étais presque pétrifié face à ces bagages historiques qui venaient de s'abattre sur nous au travers de quelques phrases échangées.

C'était la première et dernière fois que je le vis pleurer. Il s'en voulut par la suite, même si j'essayai de le rassurer. Pour lui, il était indécent de pleurer devant une commandante, d'autant plus exilée d'Afrîn. Ce moment fût pour moi une image qui représentait les personnes du terrain et leur lutte. Chacun·e autour de cette table savait ce que l'autre avait vécu. Pas besoin de le dire. Chacun·e participait à sa manière à la révolution (kur. *şoreş*, ar. *ṯawura*). Pour l'autre, il fallait sécher ses larmes.

Un autre exemple se retrouve lors de ma visite à la famille de *şehîd* Issam[79] :

[78] *Idem*, p. 5.
[79] Journaliste kurde tombé martyr à Taqil Baqil après avoir été visé par une frappe aérienne turque en novembre 2022.

Cahier de terrain, décembre 2022 :

> Je suis assis dans le salon en attendant les parents de *şehîd* Issam qui sont interviewés dans la pièce d'à côté. Un moment de calme arrive entre les allées et venues des personnes souhaitant présenter leurs condoléances. La sœur de *şehîd* Issam pleure énormément. Assise sur le tapis, elle tente de retenir ses sanglots pendant que son aînée lui tient fermement les épaules. Une de ses amies, assise en face, lui demande de se reprendre. Elle comprend ce qu'elle vit : elle aussi a perdu sa sœur dit-elle. D'une voix douce mais ferme, elle lui rappelle que sa mère a besoin d'elle dans cette période difficile. Elle essuie ses larmes et commence à se calmer. Sa mère va bientôt revenir de l'interview.

En fait, *« la théorie émerge de l'expérience »*[80], et cette dernière s'est forgée, dans ce travail, au travers de l'intime. Comme Swedenburg l'indique au sujet de la Palestine, *« parfois, j'ai l'impression que l'engagement sur ce terrain m'a également obligé à passer par-dessus des cadavres, avec toute la douleur et les privilèges associés à l'*outsider *qui survit inévitablement à la lutte et se sent obligé d'en témoigner »*[81]. S'engager, par l'intime, par le partage d'un quotidien et de son monde, amène indéniablement à adopter une position politique.

Les émotions qui m'accompagnèrent à mon retour de terrain furent, elles aussi, politiques. Ce fût indéniablement la phase la plus douloureuse pour moi. Car, comme le décrit Swedenburg lorsqu'il détaille son retour aux USA de Palestine : *« Le plus difficile est peut-être de constater à quel point il est impossible de transmettre la normalité quotidienne de la violence à quiconque vit dans nos enclaves américaines sécurisées de la classe moyenne. Il est extrêmement difficile de convaincre qui que ce soit de la perspicacité de Walter Benjamin, selon laquelle un tel « état d'urgence » … n'est pas l'exception mais la règle. On évite donc généralement de parler de l'horreur, car la plupart des gens réagissent avec des regards choqués, incrédules et une compassion exagérée (à la fois pour vous et pour les Palestiniens), mais rarement en réalisant que « l'État en cas d'urgence » est lié à leur propre vie. »*

---

[80] Feldman A. (1991), « Formation of Violence : The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland », Univerisity of Chicago Press, Chicago, *cité par* Nordstrom C. & Robben A. C. G. M., « The Anthropology and Ethnography of Violence and Sociopolitical Conflict », p. 4, *in* Nordstrom C. & Robben A. C. G. M. (éd.) (1996), *op. cit.*

[81] Swedenburg T., « With Genet in the Palestinian Field », p. 33-34, *in* Nordstrom C., Robben A. C. G. M. (éd.), *op. cit.*

2. Développement historique du nord-est de la Syrie

2.1. « Nous pouvions enfin tout créer » : histoires à l'aube des révolutions

En 2011, la Syrie fût ébranlée par des soulèvements populaires de masse. Ceux-ci s'imbriquaient dans le contexte du printemps arabe débuté fin 2010. Même si la révolution syrienne prendra son essor le 15 mars 2011 avec les premiers mouvements de protestations lors de ce « jour de rage » - selon les mots des manifestant·e·s-, des actions significatives avaient déjà eu lieu dès le début de l'année. Fin janvier 2011, Hasan Ali Akleh, un résident d'Hasakê, ville située au nord de la Syrie, s'immola en signe de contestation au régime. Mohammed Bouazizi avait réalisé une action similaire à Tunis le 17 décembre 2010, évènement qui signera les débuts du printemps arabe.

Par la suite, des manifestations pacifiques principalement à Damas sont effectuées ; celles-ci sont fortement réprimées et n'arrivent pas à déclencher un mouvement de masse contre le régime. Une manifestation sauvage est cependant réalisée le 17 février dans le Souq Hamidiye, un quartier historique très réputé de Damas, après qu'un commerçant fût battu par la police. À Deraa, ville au sud du pays, des adolescents sont torturés début mars suite à des slogans anti-Assad. Le « jour de rage » du 15 mars 2011 amènera à ce que le mouvement populaire naissant embrase des villes telles que Deraa, Damas, Hama, Deir al-Zor, Alep et Hasake. Le meurtre du jeune Hamza Ali Al-Khatib fait basculer la population syrienne vers un point de non-retour. Le 29 avril 2011, Hamza Ali Al-Khatib, 13 ans, est capturé par les autorités à Seida, une ville à proximité de Deraa. Son corps n'est rendu à sa famille que le 21 mai et expose des traces de tortures effroyables : la dépouille de l'enfant présente de multiples balles dans les bras, des mutilations, notamment génitales, et de nombreuses traces de brûlures de cigarettes[82]. *Şehîd*[83] Hamza Ali Al-Khatib deviendra l'icône de la révolution syrienne et de la volonté populaire de mettre fin à un régime sanglant. Face à la violence de la répression, les groupes de contestations commencent à se coordonner et à organiser la lutte armée.

J'eu l'opportunité d'obtenir le témoignage vis-à-vis de cette période par Isa al-Taha, plus connu sous son nom de guerre Abu Omar, commandant des Forces Démocratiques du Nord pour la

[82] Muir J. (2011), « Syria unrest: Hamza al-Khatib a symbol of uprising », BBC News, https://www.bbc.com/news/world-middle-east-13621449

[83] (ar.) šahīd, (kur.) şehîd : martyr. Nous reviendrons plus amplement sur ce terme dans le chapitre 3.

région de Raqqa. Cette brigade, composée de combattants originaires d'Idleb et des régions environnantes, fait actuellement partie des Forces Démocratiques Syriennes mais était originellement affiliée à l'Armée Syrienne Libre sous le nom de la Brigade al-Qa'qa' lors de sa création en 2013.

Cahier de terrain, janvier 2023.

Cela fait deux jours que nous sommes à Raqqa. Nous avons pu rencontrer des personnes réfugiées d'Idleb et discuter de la manière dont elles s'organisent. J'avais notamment souhaité rencontrer le commandant des Forces Démocratiques du Nord afin de discuter d'une part de la potentielle invasion turque vers Tel Rifaat[84], d'autre part de la situation militaire d'Idleb.

Le groupe réalisa plusieurs batailles contre des factions armées salafistes[85], telles que Jabhat al-Nosra, avant d'intégrer les Forces Démocratiques Syriennes en 2015. Les Forces Démocratiques du Nord ont dans ce cadre participé à de nombreuses offensives au côté des autres unités composant les FDS, notamment celle qui visait la capture de Raqqa des mains de Daesh en 2017. En outre, les Forces Démocratiques du Nord défendirent Afrîn, Tal Abyad/Girê Spî[86] et Ras al-Ayn/Serê Kaniyê[87] contre la Turquie respectivement en 2018 et 2019.

Entretien avec Abu Omar, commandant des Forces Démocratiques du Nord, janvier 2023.

Mon nom est Isa al-Taha. Je viens du gouvernorat d'Idleb. Je travaillais dans le secteur de la construction. J'aimais bien l'ingénieurerie, le secteur de la construction était à cette époque en plein développement. En 2011, les manifestations ont commencé. Je me suis retrouvé un peu par hasard dans une manifestation à Damas. Elle avait éclaté près de la grande mosquée des Omeyyades et j'étais juste là en tant que visiteur ; j'étais en séjour professionnel à Damas durant cette période. J'ai été frappé par la sécurité. À vrai

[84] Région située entre Afrîn et Alep, contrôlée par les YPG/YPJ et ensuite les Forces Démocratiques Syriennes entre 2012 et 2024. Nous aborderons cette région dans le chapitre 3.

[85] Mouvement religieux de l'islam sunnite. Le salafisme est une forme d'islam qui vise à la préservation ou au rétablissement de conceptions de la religion qui sont pensées comme ayant été pratiquées par le prophète. Le salafisme met un point d'honneur au comportement social de l'individu. Tous les groupes salafistes n'emploient cependant pas la violence comme stratégie de diffusion des enseignements religieux. Comme le notent Woodward, Umar, Rohmaniyah et Yahya, le salafisme a historiquement légitimé des actions politiques violentes tout comme des pacifiques. Woodward M. & Umar M. S. & Rohmaniyah I & Yahya M. (2013), « Salafi Violence and Sufi Tolerance ? Rethinking Conventional Wisdom », Perspectives on Terrorism, vol. 7, n°6, p. 58-78, Jstor, https://www.jstor.org/stable/26297065

[86] Tal Abyad (ar.), Girê Spî (kur.)

[87] Ras al-Ayn (ar.), Serê Kaniyê (kur.)

dire je ne participais pas à cette manifestation, j'avais même tendance, au départ, à rigoler de ces protestations. La manifestation avait éclaté car la police avait frappé un commerçant du Souq al-Hamidiye. Plusieurs personnes, dont moi, nous sommes réfugiées à l'intérieur de la mosquée et j'ai su m'échapper de la police. Ma voiture n'était pas très loin et ceci me permit de repartir à Idleb. Les manifestations sont survenues à Deraa et ils ont arrêté Hamza al-Khatib. Il est devenu *şehîd* et des soulèvements ont commencé à apparaitre partout en Syrie. La situation à Idleb a changé à partir de ce moment-là. […]

Nous avons commencé à nous organiser dès février-mars 2011, nous discutions beaucoup dans nos villages et nous voulions obtenir le droit de manifester. Nous nous sommes organisés en tant que jeunes et nous participions à des manifestations. Personnellement, je souffrais beaucoup de la corruption. Rien n'allait si tu ne payais pas de *rašuwa*[88]. Dès que tu avais un projet, tu devais payer pour espérer que cela puisse avancer. […]

J'écrivais des slogans tels que : *« non au gouvernement Assad »* ou *« non au sectarisme »*. En juillet l'armée est arrivée [dans son village] avec des *dabābāt*[89]. Nous avons dû fuir.

Le feu crépitait dans la cheminée tandis qu'Abu Omar m'expliquait les débuts de la révolution qui sera par la suite écartelée entre les multiples guerres qui séviront dans le pays pendant plus d'une décennie. *Heval*[90] Dijwar et moi-même étions installés dans des fauteuils moelleux en face du commandant en cette soirée d'hiver. Un combattant ouvrit timidement la porte et nous apporta des assiettes de fruits. Il sortit ensuite son paquet de cigarettes et nous le tendit. Tandis que le commandant nous invitait à manger, je lui demandai comment la lutte avait évoluée. Il répondit :

Entretien avec Abu Omar, commandant des Forces Démocratiques du Nord, janvier 2023.

88 (ar.) Pot-de-vin.
89 (ar.) Tanks.
90 (kur.) Camarade. Dans le nord-est de la Syrie, il est assez commun de s'appeler *heval* suivi du prénom. Le terme provient évidemment de la tradition marxiste-léniniste du mouvement de libération kurde mais n'est cependant pas réduit à celui-ci. Au Rojava, il peut ainsi simplement se référer au terme « ami » - d'autres termes en *kurmancî* peuvent désigner « ami » mais c'est généralement celui-ci qui est le plus usité. Pour rappel, j'entends par « mouvement de libération kurde », le mouvement politique qui adhère aux théories d'Abdullah Öcalan. Cette expression, utilisée dans la diaspora kurde, est assez vague et permet ainsi de ne pas se cantonner au PKK ou d'autres organisations politiques et offre ainsi l'opportunité de penser les affinités politiques en termes idéologiques et moins au travers de liens concrets avec le parti.

> Notre objectif était différent. Il ne s'agissait pas de détruire Bachar et son gouvernement, nous souhaitions du changement. Nous demandions de meilleurs salaires et des lois impartiales. […] Ce furent des jours difficiles. Même mon père m'a demandé : *« mon fils, tu as assez d'argent, pourquoi pars-tu manifester ? »* Je lui ai répondu : *« j'ai choisi ma voie et tu ne pourras rien y changer »*. […] Je vais vous montrer une vidéo du *maǧzara*[91] qui fût réalisée dans mon village [par le régime]. Tous étaient mes cousins. 42 personnes sont mortes en un jour. […] Le régime les a tués. […] Ils [les soldats] se cachaient derrière les oliviers. Après cela, beaucoup de soldats ont déserté l'armée du régime. Nous ne faisions que soulever des pancartes pour demander une démocratie, mais ils ne savent pas ce qu'est la démocratie. Alors nous avons dû nous armer. Le but n'était pas de les tuer, mais nous ne pouvions nous protéger autrement.

Le commandant me montra une vidéo YouTube intitulée « Idleb, le massacre de Mastoumah »[92]. Il s'agit d'une vidéo filmée par un personne participant à la manifestation du 20 mai 2011 dans la région d'Idleb. Une colonne de personnes à pied ou en motos peut être aperçue défilant sur une route rectiligne traversant un champ d'oliviers. Soudain, le crépitement reconnaissable des mitraillettes éclate et des cris fusent tandis que les manifestants se mettent à courir. Sur la vidéo saccadée, des corps peuvent être distingués pendant que des rescapés se réfugient dans les fourrages au bord de la route.

Durant la révolution syrienne, au fil des mois, les lignes politiques au sein des mouvements de protestations commencent à diverger. Même si les mouvements de contestation étaient majoritairement localisés en périphérie des villes et dans des régions à majorité sunnite[93], les références religieuses utilisées au sein de celles-ci étaient selon Pinto relativement inclusives[94]. Cependant, le régime réussit à attiser les discordes en *« exploitant les tensions religieuses et en mobilisant le support des minorités religieuses, tout en présentant les protestataires comme des fanatiques*

---

[91] (ar.) Massacre.

[92] « Benedleb » - compte Youtube, « Idleb, le massacre de Mastoumah », vidéo YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=dPOfSIzyBAw

[93] Balanche F. (2011), « Géographie de la révolte syrienne », Outre-Terre, vol. 3, n°29, p. 437-458, https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-3-page-437?lang=fr

[94] Hilu Pinto P., « The Shattered Nation. The Sectarianization of the Syrian Conflict », p. 123–142, *in* Hashemi N. & Postel D. (2017), « Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East », Oxford University Press.

violents »[95]. Ainsi, les références religieuses présentes dans lesdits mouvements commencèrent à détenir une connotation exclusivement sunnite[96].

Tandis que le pays s'engloutissait dans la guerre civile, différents groupes salafistes prônant la violence comme stratégie de diffusion de la doctrine religieuse firent leur apparition, notamment l'État Islamique en Irak, abordant à partir de 2013 le nom d'État Islamique en Irak et en Syrie. Ce dernier avait émergé en Irak en 2004 et était à cette époque affilié à la branche d'al-Qaïda en Irak. Le commandant al-Taha décrit cette période comme suit :

> *Entretien avec Abu Omar, commandant des Forces Démocratiques du Nord, janvier 2023.*
>
> La période 2011-2014 fût une des plus terribles pour nous. Nous survivions du régime. Nous avions pris les armes pour nous protéger de celui-ci mais aussi de tous les autres groupes armés. […] Des détenus ont été libérés des prisons du régime[97] et ont rejoint des milices. […] Ils portaient le drapeau noir [le drapeau de Daesh]. Ils avaient des armes mais au début ne nous attaquaient pas. Nous n'étions pas avec eux, parfois nous les voyions dans la rue et ils disaient qu'ils nous protégeaient. Ils attaquaient parfois le régime. Ils disposaient d'un important soutien depuis l'extérieur. La Turquie les supportait [en faisant passer du personnel et matériel] via les postes-frontières. Des personnes du monde entier arrivaient les aider. Et ils venaient avec beaucoup d'argent et le distribuait aux civils. Nous, nous n'avions pas d'argent, nous étions des révolutionnaires. Nous ne recevions aucun support de la Turquie. Nous étions dans nos villes près de nos familles. Nous étions peu mais nous étions forts. Même les avions n'ont pas pu nous contrôler. Les avions ne visaient pas les factions islamistes[98]. Ces dernières sont devenues de plus en plus fortes et ont tourné leur tête vers nous. Ils disaient que nos pancartes étaient *kāfir*[99]. […] Ils ont commencé à nous attaquer sur base de la religion, et nous répliquâmes. Ils nous envoyaient des voitures piégées et je

[95] *Idem*, p. 131.
[96] Courant majoritaire de l'islam. Le sunnisme suit la sunnah, l'ensemble des enseignements, paroles et actions du prophète Mahomet. Celle-ci est rapportée dans les hadiths, des récits vérifiés des dires et actes du prophète. Le Coran et la sunnah sont les principales sources de la loi islamique. En outre, les sunnites considèrent les quatre califes comme les successeurs légitimes du prophète, tandis que les chiites accordent une importance particulière aux imams et membres de la famille du prophète.
[97] La libération d'anciens membres d'al-Qaïda par le régime syrien au début de la guerre est un fait assez connu sur le terrain. Pour de plus amples explications, voir par exemple Levitt M. (2021), « The Role of the Islamic State in the Assad Regime's Strategy for Regime Survival : How and Why the Assad Regime Supported the Islamic State », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/role-islamic-state-assad-regimes-strategy-survival
[98] Levitt M., *op. cit.*
[99] Ce terme coranique est polysémique. Dans ce contexte, il peut se traduire par « infidèle ».

fus blessé d'une. J'ai beaucoup de *rafiqāt*[100] qui sont tombés *şehîd*[101] dans cette ville, à Derkusha.

Entre temps, outre quelques manifestations en soutien aux manifestants de Deraa, les villes du Rojava restèrent en 2011 relativement calmes. Bachar al-Assad s'empressa d'ailleurs de donner la citoyenneté syrienne à des kurdes apatrides, déchus de leur nationalité syrienne suite au recensement de 1962. Bachar espérait par ce geste que les populations kurdes ne se joignent pas aux différents mouvements de contestation qui éclataient partout dans le pays. Néanmoins, le 29 avril, 15 000 personnes sortirent dans la rue à Qamîşlo en soutien à la population de Deraa. Un ami journaliste résidant d'un *bajarok*[102] à la lisière de Qamîşlo m'expliqua cette période particulière :

Entretien avec un journaliste du Rojava, décembre 2024.

Les *serhildan*[103] ont commencé à Deraa après que des enfants aient été torturés. Ça a été l'étincelle qui a percuté toute la Syrie. Avant, des manifestations avaient été réalisées, mais je pense que c'est cet évènement qui a réellement changé la donne. Personne n'acceptait ce qui s'était passé. Et si *al-niẓām*[104] avait été capable de commettre une telle chose à Deraa, cela pouvait tout à fait se reproduire dans les autres régions. Alors nous sommes sorti·e·s chaque vendredi après la prière. Les habitant·e·s de la ville sortaient devant les bâtiments du *niẓām* et disaient : *« em ev ẕilma kabûl nakin »* [Nous n'acceptons pas cette oppression].

Il faut que tu comprennes que ma famille avait connu directement la violence du régime. Mon beau-frère a passé une longue période en prison à Damas. Il était accusé d'être un séparatiste.

Je lui demande alors s'il avait spécifiquement été accusé d'être un membre du PKK[105]. Il me répondit en levant les épaules :

---

[100] Camarades.
[101] (ar.) šahīd. Martyr.
[102] (kur.) Bourg.
[103] (kur.) Soulèvement.
[104] En arabe, *al-niẓām* détient un sens polysémique et s'apparente à « système » mais aussi à « régime » en tant qu'organisation du pouvoir étatique. Sur le terrain, *al-niẓām* se réfère donc à ce dernier sens et plus spécifiquement à l'administration étatique syrienne liée à Bachar al-Assad.
[105] Groupe révolutionnaire originellement marxiste-léniniste, il fut fondé en 1978. Le parti prône la libération du peuple kurde opprimé et débute la lutte armée contre l'État turc en 1984. La guérilla du PKK est principalement située dans les montagnes du Başûr (région du Kurdistan en Irak). Pour de plus amples explications, voir le glossaire.

Entretien avec un journaliste du Rojava, décembre 2024.

Pour le régime ça revenait au même, quoi que tu fasses qui ait un lien quel qu'il soit avec les Kurdes, tu étais accusé de faire partie du PKK. Un autre de mes cousins a été arrêté et accusé de faire partie des Frères Musulmans[106]. Il est resté en prison pendant plusieurs années jusqu'à ce qu'il soit aux portes de la mort. Il était gravement malade et a juste pu sortir quelques jours avant qu'il ne parte. Mon cousin quant à lui est mort suite à un « accident » durant son service militaire. Les explications relatives à sa mort furent extrêmement vagues et nous savons qu'il ne s'agissait pas d'un accident. Tu sais très bien que beaucoup de Kurdes partit faire leur service militaire ne revinrent jamais.

Il raconta alors les émois qui germèrent de ces nouveaux soulèvements :

Entretien avec un journaliste du Rojava, décembre 2024.

Nous avons vu cela comme une opportunité. Si à Deraa ils faisaient des *serhildan*[107], nous pouvions aussi le faire. Les discussions quant à l'apprentissage de notre langue ont foisonné[108]. Nous avons commencé à contacter des personnes qui savaient écrire le kurde pour qu'ils puissent diffuser leurs connaissances. Aussi, nous nous sommes dit que nous devions nous préparer à une possible guerre : le spectre de Jabhat al-Nosra[109] commençait à apparaitre. Nous avons commencé à faire des tours de garde. Ceux·celles qui n'avaient pas d'armes portaient des bâtons pour se protéger.

---

[106] Les Frères Musulmans sont une organisation islamique sunnite fondée en 1928 en Égypte. Elle fut présente dans plusieurs pays, dont la Syrie. Le relatif sécularisme du Baath et l'obédience alaouite d'Hafez amène les Frères Musulmans à entamer la lutte armée contre le pouvoir Baathiste en 1979. Les confrontations s'amplifient et, en février 1982, l'armée syrienne encercle la ville d'Hama où se trouvent des bataillons de l'organisation. S'en suivra le massacre d'Hama qui traumatisera la population syrienne : le régime s'en prend à la population et tue plusieurs milliers de personnes.

[107] Soulèvements.

[108] En 1958, toute publication en kurde fût interdite et l'apprentissage de la langue kurde fût également interdite, et ce même dans les écoles privées. À partir de 1967, toute référence aux Kurdes de Syrie furent éliminées des livres scolaires. De plus, même si aucune loi ne formalisait cette procédure, les parents ne pouvaient pas enregistrer leur enfant au département du registre civil sous un nom kurde. Par conséquent, de nombreuses personnes rencontrées sur le terrain nées avant la révolution de 2012 portaient un nom kurde utilisé dans la vie quotidienne qui ne correspondait pas avec le nom inscrit sur leur carte d'identité. Dans les années 80, une série de lois furent élaborées pour interdire la langue kurde sur le lieu de travail et la diffusion de musique non-arabe dans les mariages. Selon les témoignages récoltés, l'utilisation de la langue kurde dans l'espace public était sévèrement réprimée et pouvait amener à des arrestations arbitraires et à des actes de tortures. OHCHR, « Persecution and Discrimination against Kurdish Citizens in Syria », *accès via* https://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/session12/SY/KIS-KurdsinSyria-eng.pdf ; Rubin M. (2003), « Are Kurds a Pariah Minority ? », Social Research, vol. 70, n°1, p. 295–330.

[109] Groupe armé salafiste lié à al-Qaïda.

Le 19 juillet, la révolution du Rojava vit le jour. La ville de Kobanê fût prise par les YPG[110] sans résistance de l'armée syrienne. En effet, les YPG s'occupèrent dans la nuit du 18 juillet de contrôler les axes amenant vers la ville tandis que des civils capturaient les institutions gouvernementales[111]. En seulement quelques jours, le régime perdit le contrôle des deux autres régions du Rojava, à savoir Afrîn et Cezîre.

Entretien avec un journaliste du Rojava, décembre 2024.

À vrai dire, nous avions peur. Nous étions heureux·ses de cette révolution, mais au fond, nous étions effrayé·e·s. Mais nous avions la foi. La situation politique a très vite changé et nous avons pu vivre ce changement spectaculaire. Quand les YPG ont été créées, nous avons enfin compris que nous pouvions dorénavant dire « non » en tant que personnes. Cette croyance était impossible sous le régime. Alors, nous n'avions plus peur. Le régime, certes, nous donnait de l'eau et de la nourriture, mais je ne veux ni de cette eau ni de cette nourriture si cet État nous tue, viole nos femmes, interdit notre langue et nous torture.

Je ne suis pas un animal, j'ai une vie, une histoire.

Avec la révolution, mon objectif premier fût de créer un sens à ma vie : j'ai commencé à participer à des pièces de théâtre en kurde, syriaque et arabe. Nous avons organisé des conférences sur les langues locales. Puis nous avons créé les communes[112]. Toute personne qui le souhaitait pouvait venir à la commune et disait quel talent et compétence elle possédait. Un comité avait été mis en place pour organiser des *perwerde*[113] selon ce que les résident·e·s de la région proposaient. [...] Cette révolution a offert un sens à nos vies : nous pouvions désormais tout créer.

---

[110] Unités de Protection du Peuple, Yêkitiyên Parastina Gêl (kur.). Composante principale des Forces Démocratiques Syriennes. Les unités de protection du peuple se sont formées en 2012 lors de la révolution du Rojava et furent ensuite intégrées au sein des Forces Démocratiques Syriennes lors de leur création en 2015.

[111] Rojava Information Center (2022), « The Rojava Revolution – A Decade On », https://rojavainformationcenter.org/2022/07/10-years-of-the-rojava-revolution-much-achieved-still-much-to-come/

[112] Unité de base du système politique du Rojava et ensuite de l'administration autonome du nord-est de la Syrie. La commune est une structure locale administrative et politique : elle prodigue une partie des services administratifs de base mais offre aussi la possibilité d'échanger des compétences et de susciter la réflexion au travers de *perwerde*. Elle permet de plus de faire remonter certaines demandes qui concernent la gestion de la vie du quartier. Sur différentes structures politiques du nord-est de la Syrie, voir le rapport du Rojava Information Center : Rojava Information Center (2019), « Beyond the Frontlines », *The building of the democratic system in North and East Syria*, https://rojavainformationcenter.org/2019/12/report-beyond-the-frontlines/

[113] *Perwerde* signifie « éducation » en *kurmancî*. De manière générale le terme s'apparente au développement des compétences et des capacités intellectuelles, cadré ou non par un système scolaire. Cependant, le terme se rapporte

Entretien avec un apojî[114] *d'Afrîn, décembre 2022.*

> Au début de la guerre en 2011, il n'y avait pas grand-chose chez nous. Nous avons créé les *asayîş*[115]. Chaque personne utilisait ses propres armes, nous n'avions pas toute une organisation par rapport à celles-ci. Pendant un an nous sommes resté·e·s ainsi. Les *asayîş* vivaient chez moi. […] Puis, nous avons commencé à apprendre, nous avons reçu du matériel comme les costumes et les armes. Nous avons créé un conseil principal, j'ai été membre du conseil des *asayîş* pendant deux ans. Puis je suis redevenu *asayîş*. Puis je suis parti à la commune. Nous avons développé le système des communes à Afrin, j'y ai travaillé pendant 6 mois.

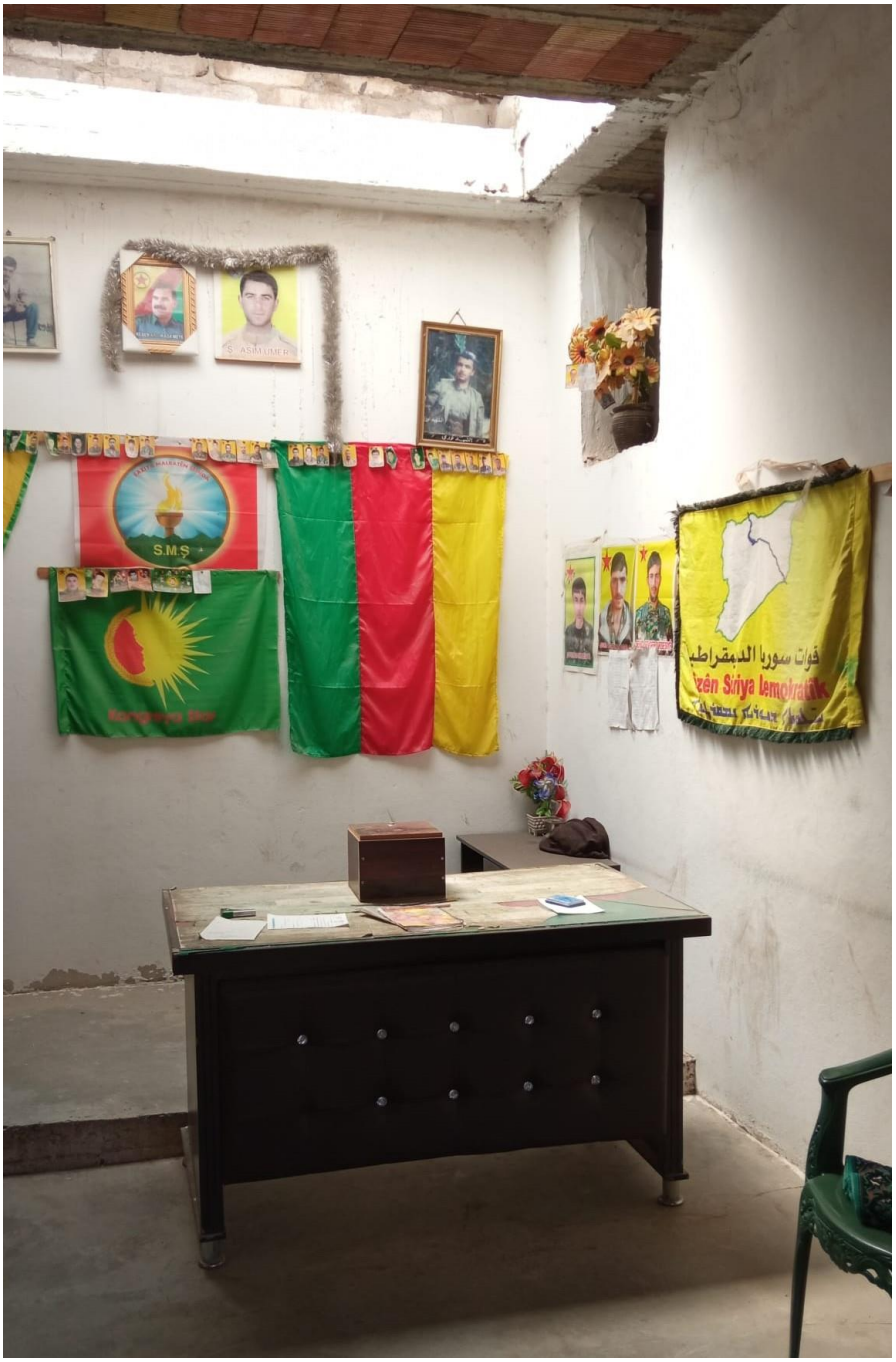
Tandis que le Rojava est en pleine ébullition révolutionnaire, les YPG renforcent leurs positions en 2012 et 2013. Les unités de protection des femmes (YPJ), des unités militaires composées exclusivement de femmes et reliées à une chaine de commande exclusivement féminine, sont établies. Sur le plan international, des sanctions à l'égard de la Syrie sont proposées au conseil de sécurité de l'ONU ; celles-ci sont rejetées à la suite du veto émis par la Chine et la Russie.

---

de manière plus spécifique au transfert de connaissances dans l'objectif d'attiser la réflexion critique dans le cadre de la pratique révolutionnaire développée par le mouvement de libération kurde. Ces formations sont dispensées au travers des communes ou de structures spécifiques et sont de nature très diverse : il peut ainsi s'agir d'une formation idéologique ou militaire, ou se référer à l'apprentissage de la langue kurde ou d'un sujet et d'une pratique particulière.

[114] *Apojî* désigne en *kurmancî* une personne liée au mouvement de libération kurde et à l'idéologie d'Abdullah Öcalan. Le terme provient d'*ap*, oncle paternel en kurde. Abdullah Öcalan est souvent désigné par le diminutif d'*apo*, ou *serok apo* (« le chef apo »).

[115] Sécurité interne.



6. Esthétique typique d'une commune, 2020.

2.2. La lutte contre l'État Islamique

En juillet 2013, les YPG et YPJ capturent Serê Kaniyê après une série d'affrontements avec Jabhat al-Nosra et des brigades de l'Armée Syrienne Libre[116]. Cette année est en outre marquée par l'implication croissante de forces extérieures au sein du conflit. L'Iran, le Hezbollah et la Russie soutiennent le régime Assad tandis que les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Jordanie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et la Turquie s'alignent sur l'opposition. La CIA gère la coordination entre des commandants de l'opposition et des donateurs dès 2012 ; elle sera notamment impliquée dans le transfert d'armes vers ceux-ci depuis le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie[117].

En janvier 2014, une opération conjointe entre des groupes issus de l'Armée Syrienne Libre et Jabhat al-Nosra repoussera l'État Islamique de la région d'Idleb, Latakkié et Alep vers Raqqa. En mai, Deir al-Zor fut aussi le théâtre d'affrontements entre l'ASL et Jabhat al-Nosra d'une part, l'État Islamique de l'autre[118]. L'organisation annonce, le 29 juin 2014, le rétablissement du califat.

En août 2014, l'organisation de l'État Islamique s'avance vers Kobanê, ville à la lisière de la frontière syro-turque. Dès septembre 2014, en préparation de la défense de la ville, une chambre d'opération appelée Volcan de l'Euphrate est créée entre les YPG/YPJ, des brigades de l'Armée Syrienne Libre et d'autres groupes armés[119]. Leur objectif commun réside dans la libération des territoires occupés par l'État Islamique.

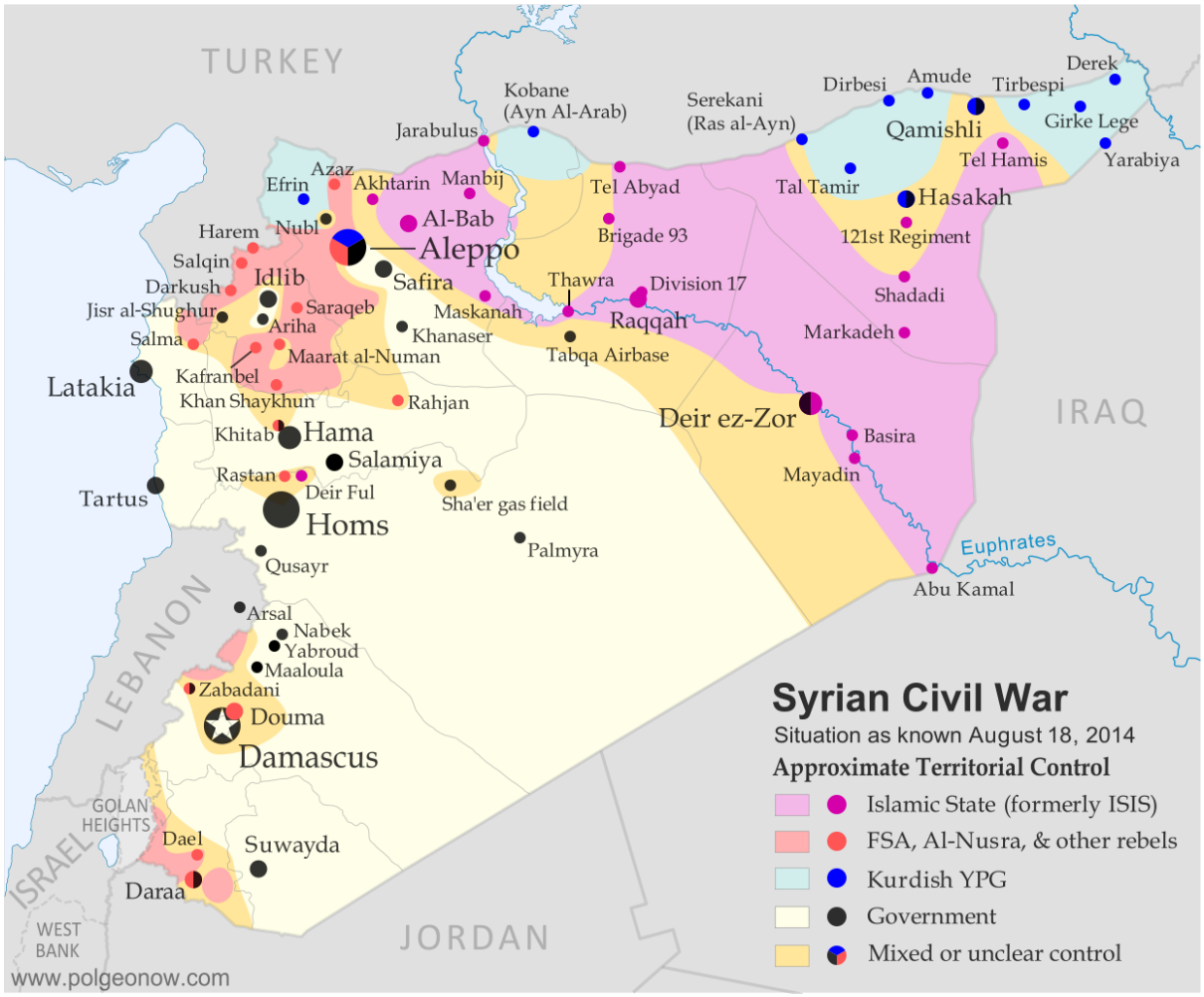
---

[116] L'Armée Syrienne Libre, à l'aube de la guerre, était fragmentée et sujette à des rivalités entre factions. L'Armée Syrienne Libre ne possède d'ailleurs pas de ligne idéologique unie. Les priorités au sein des objectifs politiques pouvaient aussi varier entre le changement de régime syrien à la lutte contre Daesh. L'influence des groupes salafistes au sein de l'ASL fût au fil des années de plus en plus prépondérante. Plusieurs restructurations au sein de l'ASL eurent lieu, notamment en 2013 et 2017 ; et, dès 2013, la principale coalition composant l'ASL était constituée de groupes armés salafistes. En 2017, l'ASL fût réorganisée au sein de différents corps armés qui permirent à la Turquie d'obtenir une meilleure mainmise sur ceux-ci. Ce sujet sera développé dans le chapitre 4. Yüksel E. (2019), « Strategies of Turkish proxy warfare in northern Syria », *Back with a vengeance*, Clingendael Institute, https://www.clingendael.org/pub/2019/strategies-of-turkish-proxy-warfare-in-northern-syria/ ; Rolandsen Ø. H. & Kjetil Selvik (2023), « Disposable rebels: US military assistance to insurgents in the Syrian war », Mediterranean Politics, vol. 29, n°4, p. 528 – 549, https://doi.org/10.1080/13629395.2023.2183664

[117] Chivers C. J. & Schmitt E. (2013), « Arms airlift to Syria Rebels Expands, with Aid from C.I.A », The New York Times, https://www.nytimes.com/2013/03/25/world/middleeast/arms-airlift-to-syrian-rebels-expands-with-cia-aid.html *cité par* Rolandsen Ø. H. & Kjetil Selvik, *op. cit.* ; Schmitt E. (2012), « C.I.A. Said to Aid in Steering Arms to Syrian Opposition », The New York Times, https://www.nytimes.com/2012/06/21/world/middleeast/cia-said-to-aid-in-steering-arms-to-syrian-rebels.html *cité par* Rolandsen Ø. H., Kjetil Selvik, *op. cit.*

[118] Pierret T. (2014), « Evolution and Outlook of the Syrian Crisis », Institut Europeu de la Mediterrània, https://www.iemed.org/publication/evolution-and-outlook-of-the-syrian-crisis/?lang=ca

[119] En plus des YPG et YPG, la chambre d'opération Volcan de l'Euphrate consiste en : la Brigade al-Tawhid (East branch), la Brigade al-Siwar al-Raka, les bataillons Shams al-Shamal (Brigade Fajir Al Huriye), Seraya Jarablus, la Brigade Jabhat Al-Akrad, Siwar Umunaa al-Raka, l'Armée al-Kasas et la Brigade al-Jihad Fi Sebilillah.



7. Map de Evan Centanni, depuis la carte de NordNordWest.

Cette période sera extrêmement douloureuse pour les populations locales, car elle est marquée par le génocide des yézidi·e·s perpétré par Daesh au Şengal. L'organisation avait encerclé le mont Şengal en Irak pour attaquer la région sur plusieurs flancs. Les troupes des peshmergas, l'armée kurde du Başûr[120], prirent la fuite et laissèrent la population sans défense. Selon le rapport des Nations-Unies, supporté par plusieurs témoignages récoltés sur le terrain, *« la décision de se retirer n'a pas été efficacement communiquée à la population locale. Aucun ordre d'évacuation n'a été publié et la plupart des villages n'étaient au départ pas au courant de l'effondrement de la situation sécuritaire »*[121]. Pendant que Daesh procédait au meurtre systématique des hommes et au rapt des femmes et enfants, les milliers de yézidi·e·s ayant réussi à fuir les villages furent encerclé par l'État Islamique en plein désert. Plusieurs centaines de personnes y trouveront la mort

ANF (2014), « YPG and FSA set up « joint action center » », https://anfenglishmobile.com/news/ypg-and-fsa-set-up-joint-action-centre-9159

[120] Région du Kurdistan située en Irak.

[121] Human Rights Council (2016), « « They came to destroy » : ISIS Crimes Against the Yazidis », A/HRC/32/CRP.2, p. 6-7, https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A_HRC_32_CRP.2_en.pdf

faute d'eau et de nourriture. Les YPG, YPJ et le PKK réussirent cependant à ouvrir un corridor humanitaire, permettant à des dizaines de milliers de personnes de trouver refuge au Rojava[122].

Dès septembre 2014, l'organisation de l'État Islamique domine les régions environnantes de la ville de Kobanê, lui assurant le contrôle des ponts à l'est de l'Euphrate et des villes stratégiques de Tal Abyad et Jarablus[123]. Le 13 septembre, Daesh enclenche une opération militaire sur Kobanê. 10 jours plus tard, les États-Unis lancent leurs premières frappes aériennes contre l'État Islamique sur différentes villes en Syrie – plusieurs avaient préalablement été réalisées en Irak. Malgré le support aérien fournit par les États-Unis et l'aide matérielle envoyée par le gouvernement régional du Kurdistan et d'autres pays de la coalition[124], Daesh continue à prendre du terrain[125]. Du renfort militaire de la part de l'Armée Syrienne Libre et des Peshmergas arrive depuis la Turquie. Un nouveau convoi de 150 peshmergas lourdement armés atteint Kobanê en novembre alors que la situation est critique[126]. Finalement, la résistance acharnée du Volcan de l'Euphrate et de leurs alliés permit de repousser Daesh. Kobanê fut libérée le 26 janvier 2015 et marque un tournant historique de la guerre en Syrie, car cette bataille signa la première défaite majeure de Daesh.

---

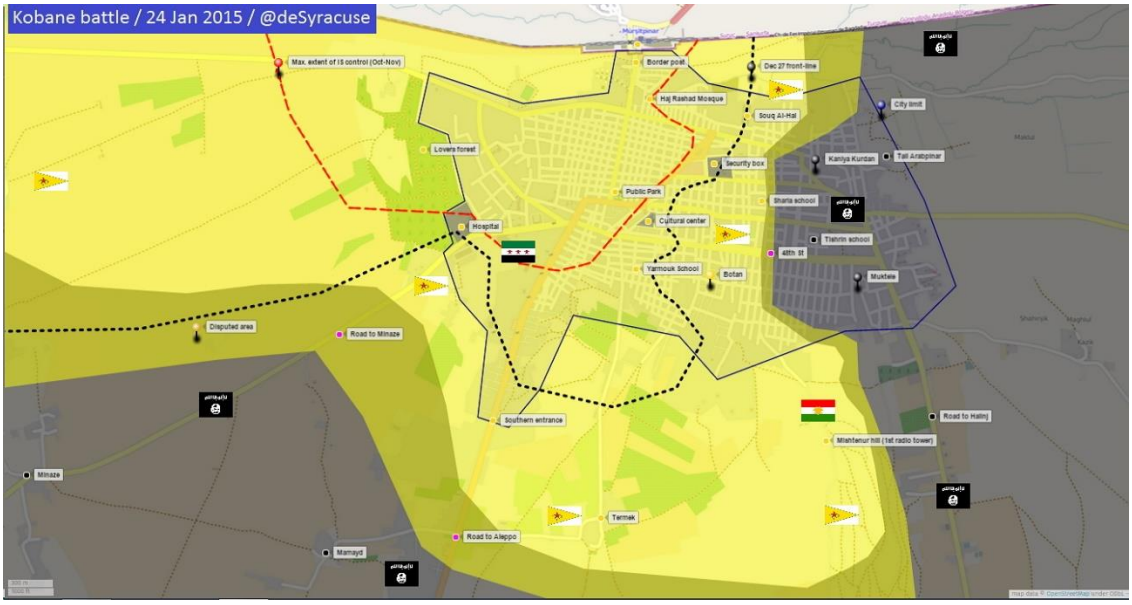
122 *Idem* ; Reuter C. (2014), « Escaping the Islamic State in Iraq », Der Spiegel, https://www.spiegel.de/international/world/pkk-assistance-for-yazidis-escaping-the-jihadists-of-the-islamic-state-a-986648.html

123 Rey M. (2014), « Ce que révèle la bataille de Kobané », OrientXXI, https://orientxxi.info/magazine/ce-que-revele-la-bataille-de-kobane,0746

124 La Coalition Internationale en Irak et en Syrie est une coalition de 86 États créée en août 2014. Elles forment ensemble le « Combined Joint Task Force Operation Inherent Resolve », une force militaire opérationnelle conjointe ayant pour objectif la lutte contre l'État Islamique.

125 Yildiz G. (2014), « Kobane : US drops arms and aid to Kurds battling IS », BBC, https://www.bbc.com/news/world-middle-east-29684761

126 Rey M., *op. cit.*



8. La ligne rouge représente la ligne de front début novembre 2014. La ligne noire représente la ligne de front fin décembre. Source : @deSyracuse

Cependant, la ville connaitra un nouveau traumatisme quelques mois plus tard, alors que les YPG reprennent les villes de Tal Abyad et Tal Tamr des mains de l'organisation. En effet, dans la nuit du 25 juin, des membres de l'État Islamique réussissent à se faufiler dans la ville de Kobanê vêtus des costumes militaires YPG et tirent à l'aveugle sur des civils. 146 personnes y perdront la vie[127].

Le 10 octobre 2015, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) furent créées. Les FDS consistent en une alliance de différentes organisations militaires regroupées sous un conseil militaire commun. Le général Mazlûm Abdî, vétéran du PKK, siège à la tête de la chaine de commandement. Au départ formées par 13 groupes[128], elles sont aujourd'hui constituées d'une multitude de brigades et bataillons. Les Forces Démocratiques Syriennes forment à l'heure actuelle l'armée de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie.

[127] France 24 (2004), « Kobané, l'EI massacre plus d'une centaine de civils », https://www.france24.com/fr/20150626-syrie-kobane-offensive-ei-organisation-etat-islamique-massacre-civils

[128] Initialement, les Forces Démocratiques Syriennes furent composées des YPG, YPJ, des Forces Al-Sanadid, du Conseil Militaire Syriaque, de la chambre d'opération conjointe Volcan de l'Euphrate, de la Brigade des Révolutionnaires de Raqqa, du Bataillon du Soleil du Nord, de la Brigade Al-Saljuki, de la Brigade des groupes d'al-Jazeera, du Front Kurde, de la Brigade de la Libération ainsi que de l'Armée des Rebelles. ANF (2015), « Declaration of establishement by democratic syrian forces », *publication de l'ANF republiée par le site KurdishQuestion et archivé sur web.archive.org*, https://web.archive.org/web/20160224085811/http://kurdishquestion.com/index.php/kurdistan/west-kurdistan/declaration-of-establishment-by-democratic-syria-forces/1179-declaration-of-establishment-by-democratic-syria-forces.html



Le 31 mai 2016, les Forces Démocratiques Syriennes entamèrent une opération militaire sur la région et ville de Manbij, située à l'ouest de Kobanê. Selon Rodier[129], l'objectif de cette attaque est double. Premièrement, les FDS souhaitent couper les liens entre l'État Islamique et la Turquie : cette dernière a en effet fourni de l'aide à l'organisation sous différentes formes. Par exemple, le laxisme quant au contrôle des frontières a amené à ce qu'*« à partir de fin 2013 et début 2014, les villes frontalières turques devinrent les principaux centres logistiques pour les combattants étrangers cherchant à entrer en Syrie et en Irak pour rejoindre l'État islamique et d'autres groupes [armés] »*[130]. En plus de ces facilités de mouvement, les membres de l'État Islamique *« bénéficiaient de structures de soins et de réseaux d'entraide financière efficaces côté turc »*[131]. Ainsi, des combattants de l'organisation furent transférés en Turquie pour y recevoir un traitement au sein d'hôpitaux privés[132]. En parallèle, selon le Conflict Armament Research, *« la Turquie fût le carrefour le plus important pour les composants utilisés dans la fabrication d'engins explosifs improvisés par les forces de l'EI »*[133]. Enfin, des

[129] Rodier A. (2016), « Syrie : Que se cache t'il derrière l'offensive sur Manbij ? », Centre Français de Recherche sur le Renseignement, https://cf2r.org/actualite/syrie-que-se-cache-til-derriere-loffensive-sur-manbij/

[130] Yayla A. S. & Clarke C. (2018), « Turkey's Double Standard: How Ankara's Actions Contradict Its Claims of Opposing the Islamic State », RAND, https://www.rand.org/pubs/commentary/2018/04/turkeys-double-standard-how-ankaras-actions-contradict.html

[131] Roussel C. (2014), « Kobané, victime du grand jeu turc », OrientXXI, https://orientxxi.info/magazine/kobane-victime-du-grand-jeu-turc,0719

[132] Hürriyet Daily News (2014), « Turkey opposition accuses govt of protecting ISIS militants », *publié en français par* France 24, https://www.france24.com/en/20140617-hurriyet-turkey-government-protecting-isis-militants-photo

[133] Conflict Armament Research (2016), « Tracing the supply of components used in islamic state IEDs », *Evidence from a 20-month investigation in Iraq and Syria*, p.11, https://www.conflictarm.com/wp-content/uploads/2016/02/Tracing_The_Supply_of_Components_Used_in_Islamic_State_IEDs.pdf

membres de la famille d'Erdogan furent accusés d'avoir entretenus des liens indirects avec le commerce du pétrole de l'État Islamique[134].

Par cette offensive, puisque la région de Manbij longe la frontière syro-turque, les FDS espèrent mettre en difficulté l'État Islamique à Raqqa en coupant ses lignes de ravitaillements qui partaient de la frontière. Enfin, la seconde raison de la capture de Manbij par les FDS fût qu'en plus de repousser l'État Islamique, ceci leur permet d'avancer vers Afrîn et de relier à terme - après la libération de Manbij et d'Azaz - les différents cantons composants le Rojava.

L'offensive débute le 31 mai 2016 et fût supportée par la coalition internationale. La ville de Manbij fût encerclée le 10 juin et sa libération fût proclamée le 12 août. Des témoignages reçus par des combattant·e·s tout le long du terrain, cette bataille me sera décrite comme *« une des plus noires »* de leurs expériences au front.

« Mon ventre était complètement ouvert. Des camarades m'ont déplacé pour me mettre en sécurité sur le toit d'un bâtiment. Je me suis dit que c'était mon heure. Finalement j'ai survécu. » me dira un jour un combattant.

[134] Bozkurt A. (2021), « Erdoğan's family venture brought back the man who set up illicit Kurdish, ISIS oil scheme », Nordic Monitor, https://nordicmonitor.com/2021/03/erdogans-family-venture-brought-back-the-man-who-allegedly-set-up-kurdish-isis-oil-scheme/ ; Gramer R. (2016), « Latest Wikileaks Dump Sheds New Light on Erdogan's Power In Turkey », Foreign Policy, https://foreignpolicy.com/2016/12/07/latest-wikileaks-dump-sheds-light-erdogan-turkey-berat-albayrak-redhack-hackers-oil/

2.3. Opération « Bouclier de l'Euphrate »

La Turquie ne perçoit pas d'un bon œil l'expansion territoriale des Forces Démocratiques Syriennes[135], car elle considère les YPG et YPJ comme des organisations terroristes à la suite de leurs liens politiques et idéologiques avec le PKK. Le 24 août 2016, la Turquie enclencha l'opération « Bouclier de l'Euphrate » et envahit la région d'al-Bab. Elle légitime son intrusion sur le territoire syrien par l'article 51 de la Charte des Nations-Unies qui stipule le droit à la légitime défense[136]. Les objectifs, déclarés lors de la conférence de presse du Conseil de Sécurité Nationale de Turquie, visent à renforcer la sécurité de leur frontière en éliminant l'État Islamique et en bloquant toute possibilité aux FDS de créer un corridor le long de celle-ci[137]. L'opération est rendue possible suite à l'élimination, dans le cadre des purges qui suivirent la tentative de coup d'état de 2016[138], des officiers opposés à une incursion territoriale en Syrie[139].

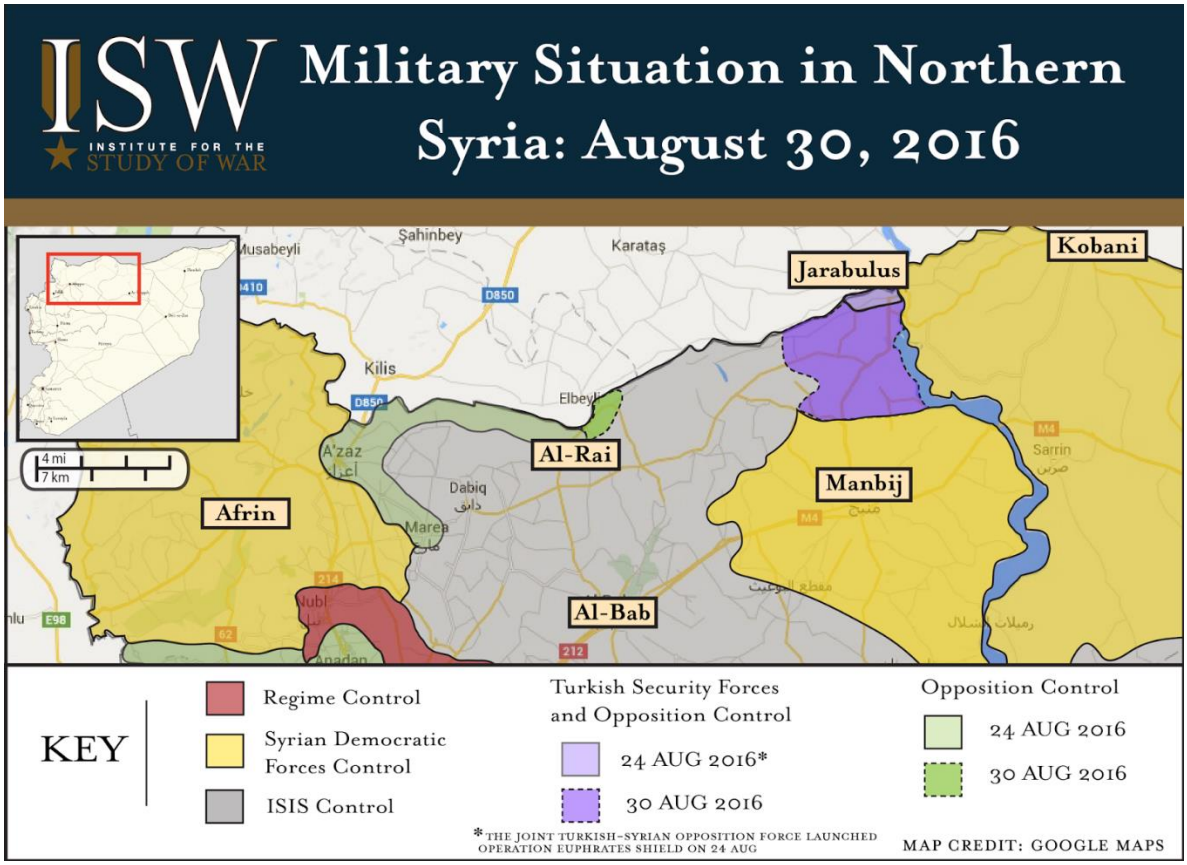
[135] Forces armées de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie. Créées en 2015, elles prennent la forme d'une coalition de plusieurs bataillons et unités militaires regroupées sous un conseil militaire commun. Le général Mazlûm Abdî siège à la tête de la chaine de commandement.

[136] Ministère des Affaires Étrangères - République de Turquie, « Relations between Türkiye–Syria », https://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkiye%E2%80%93syria.en.mfa ; Ulgen S., Kasapoğlu C. (2017), « Operation Euphrates Shield : Aims and Gains », Anadolu Agency, https://www.aa.com.tr/en/analysis-news/operation-euphrates-shield-aims-and-gains/730531

[137] Secrétariat Général du Conseil de Sécurité Nationale, « 30 Kasım 2016 Tarihli Toplantı », https://www.mgk.gov.tr/index.php/30-kasim-2016-tarihli-toplanti

[138] En juillet 2016, un coup d'État échoue en Turquie. Le gouvernement turc accuse le mouvement Fethullah Gülen d'en être l'organisateur.

[139] Kabalan M. (2019), « How Turkey's 'Peace Spring' changed the dynamics of Syria's war », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/opinions/2019/10/14/how-turkeys-peace-spring-changed-the-dynamics-of-syrias-war ; Pusane O. K. (2020), « Turkish public diplomacy and operation peace spring », War on the Rocks, https://warontherocks.com/2020/01/turkish-public-diplomacy-and-operation-peace-spring/



9. Source : Cafarella J. et Danson L./ISW.

Fait intéressant, la Turquie utilisera lors de cette opération des drones de combat TB-2 récemment incorporés au sein de leur armée. Ainsi, comme le notent Ulgen et Kasapoğlu, *« une campagne aussi critique n'est pas seulement significative pour le résultat des opérations, mais aussi pour le futur de l'industrie de la défense turque »*[140]. Même si, en raison de leur nombre limité, ces drones furent surtout utilisés dans la collecte d'informations, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » signe les prémisses de la montée fulgurante de l'emploi des drones de combats dans la stratégie militaire turque[141] (cf. chapitre 5).

L'invasion d'al-Bab par la Turquie dans le cadre de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » représente un moment majeur dans le conflit d'une part, dans les relations entre la Turquie et le nord-est de la Syrie d'autre part. En effet, *« les opérations de la Turquie en Syrie ont fourni au gouvernement turc le modèle d'une politique étrangère plus perturbatrice. Depuis 2016, Ankara a déployé ses troupes en Libye et a activement poursuivi ses intérêts en Méditerranée orientale, déclenchant une réorientation*

[140] Ulgen S. & Kasapoğlu C., *op. cit.*
[141] Sünnetci I. (2020), « Transformation of UAVS from a Reconnaissance Surveillance Platform to a Force Multiplier in Turkey », Defence Turkey, vol. 15, n°101, https://www.defenceturkey.com/en/content/transformation-of-uavs-from-a-reconnaissance-surveillance-platform-to-a-force-multiplier-in-turkey-4231

stratégique de la politique étrangère de la Turquie. »[142] En parallèle, les opérations militaires qui seront effectuées par la Turquie en Syrie ainsi que dans le nord-est de la Syrie – la première étant « Bouclier de l'Euphrate » - sont intrinsèquement liées aux affaires internes de la Turquie. En effet, un ravivement du nationalisme turc qualifiera cette période ; dans ce cadre, les opérations en Syrie servent surtout à affaiblir l'opposition politique de l'AKP. Même si les élections de novembre 2015 permirent à ce dernier d'obtenir la majorité parlementaire, cela n'était pas suffisant pour appeler à une réforme constitutionnelle qui permettrait de passer d'un régime parlementaire à un système présidentiel. Cette même année, les processus de paix entre le gouvernement turc et le PKK venaient de prendre fin et le HDP, parti politique qui soutient le mouvement de libération kurde, s'était opposé à ce changement de régime politique.

En 2015 et 2016, Erdogan alimente une politique anti-kurde agressive basée sur une rhétorique anti-terroriste. Celle-ci atteindra son paroxysme au travers de violations des droits humains[143] commis au Bakur[144] durant les révoltes qui surviennent avec la fin du processus de paix. En effet, des violences sexuelles systématiques contre les femmes kurdes sont utilisées par les soldats turcs[145], des civils ne prenant clairement pas part au conflit sont fusillés par l'armée[146] tandis que plus d'une centaine de civils sont brûlés vifs par les forces de sécurité turques dans des sous-sols de la région[147]. Ainsi, selon Siccardi, l'opération militaire « Bouclier de l'Euphrate » ne peut être analysée indépendamment de ce contexte. Il rappelle d'ailleurs qu'*« au cours de l'opération* [Bouclier de l'Euphrate]*, les Turcs ont également approuvé une législation permettant à l'État de prendre le contrôle des municipalités turques soupçonnées de soutenir le terrorisme. Cette décision*

---

[142] Siccardi F. (2021), « How Syria Changed Turkey's Foreign Policy », Carnegie Endowment for International Peace, p. 4, https://carnegieendowment.org/research/2021/09/how-syria-changed-turkeys-foreign-policy?lang=en

[143] Gaveriaux L. M. (2016), « La silencieuse destruction des villes kurdes en Turquie », Orient XXI, https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/la-silencieuse-destruction-des-villes-kurdes-en-turquie,1277 ; Nazish K. (2016), « Cizre in ruins as Turkey lifts curfew on Kurdish towns », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2016/3/13/cizre-in-ruins-as-turkey-lifts-curfew-on-kurdish-towns

[144] Région du Kurdistan en Turquie.

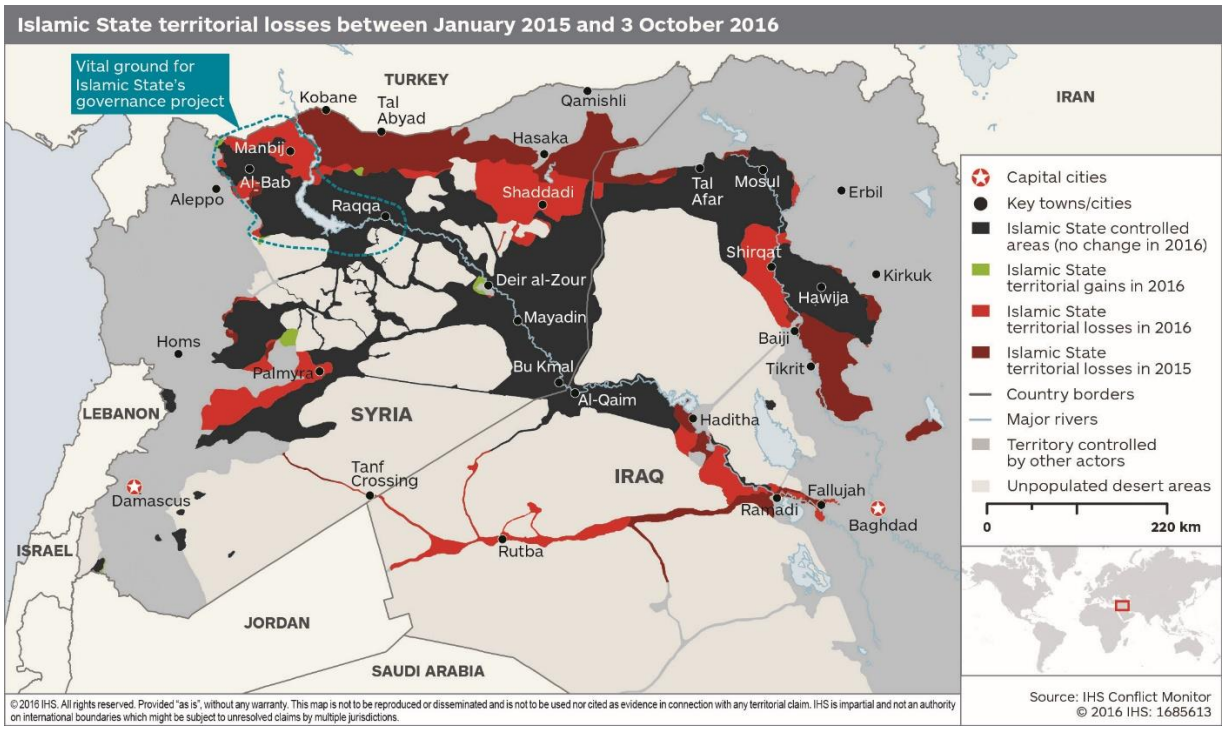
[145] Alkan H. (2018), « The Sexual Politics of War: Reading the Kurdish Conflict Through Images of Women », Les cahiers du CEDREF [en ligne], n°22, https://doi.org/10.4000/cedref.1111

[146] Refik Tekin (2016) *(vidéo filmée par)*, « Turkish Security Forces Open Fire on Kurds », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/video/2016/apr/28/turkish-security-forces-open-fire-on-kurds-video

[147] Cumhuriyet, « Cizre'de bodrumda mahsur kalan Derya Koç : Yaralıları benzin döküp yaktılar », https://www.cumhuriyet.com.tr/video/cizrede-bodrumda-mahsur-kalan-derya-koc-yaralilari-benzin-dokup-yaktilar-478893 ; Mazlumder Conflict Investigation and Resolution Group (2016), « Cizre investigation and monitoring report on developments during the round-the-clock curfew imposed on the town between december 14, 2015 and march 2, 2016 », https://www.mazlumder.org/fotograf/yayinresimleri/dokuman/MAZLUMDER_CIZRE_REPORT_20162.pdf

était une réponse au fait que le gouvernement local est une source traditionnelle de pouvoir politique pour les Kurdes. »[148]

En fait, les incursions turques sur le sol syrien sont sur le terrain largement appréhendées au travers de cette analyse : la proximité avec des périodes électorales turques signifie pour les personnes rencontrées dans le nord-est de la Syrie une plus grande possibilité de subir une invasion. J'analyserai de manière plus détaillée le rapport entre quotidienneté et géopolitique dans ce travail (cf. chapitre 5). Pour l'instant, il est important de retenir que la volonté d'expansion territoriale de la Turquie et la propagande anti-terroriste qui lui est liée ne peut être appréhendée en dehors de ses priorités domestiques. Pour exemple, l'opération « Rameau d'Olivier » effectuée en 2018 contre les FDS à Afrîn fût directement suivie par l'avancement des élections parlementaires, prévues pour novembre 2019 et déplacées à juin 2018. Ceci permit à Erdogan de stimuler les votes nationalistes à l'aube des élections[149].



Pendant que l'opération turque bat son plein, les Forces Démocratiques Syriennes entament une offensive sur Raqqa, capitale de l'État Islamique, en novembre 2016. Ceci permit de couper toute possibilité à la Turquie de continuer son avancée plus au sud. De plus, même si l'administration et l'état-major de l'organisation se retranchent à Deir al-Zor avant le début de

[148] Siccardi F., *op. cit.*, p. 10.
[149] Drwish S. M. (2018), « Turkey's Operation Olive Branch Treathens to Worsen Arab-Kurdish Relations », Atlantic Council, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/turkey-s-operation-olive-branch-threatens-to-worsen-arab-kurdish-relations/ ; Sabr S. F. (2018), « Turkey's snap elections : a level playing field ? », Open Democracy, https://www.opendemocracy.net/en/turkey-s-snap-elections-level-playing-field/

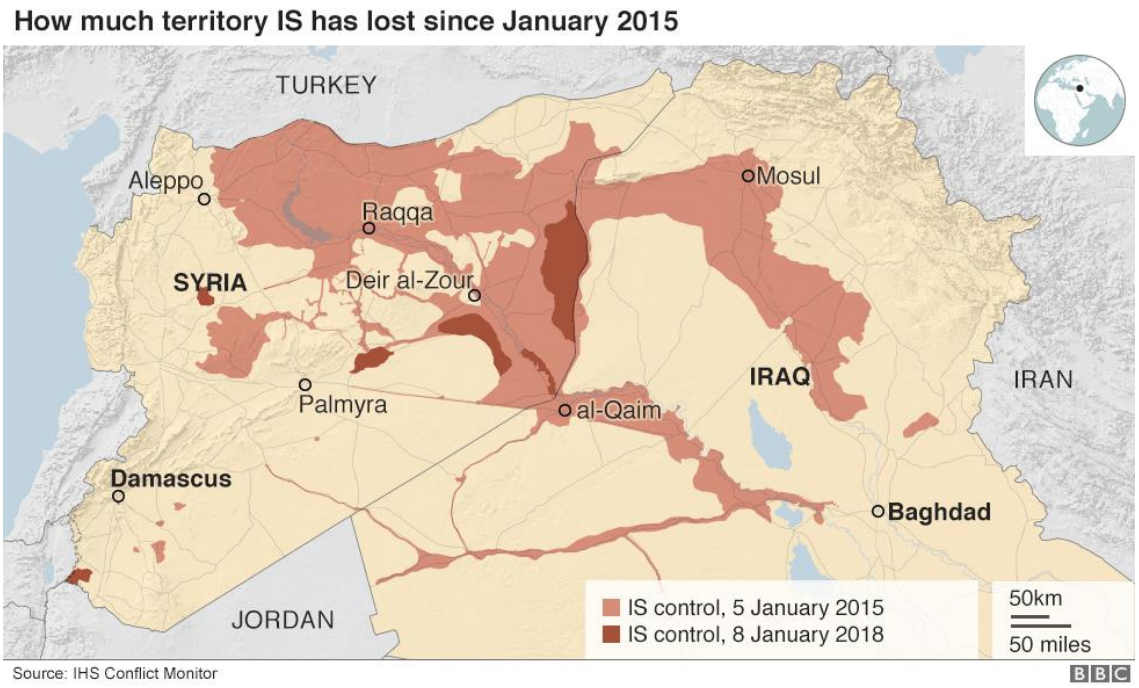
l'offensive[150], la prise de Raqqa se montre comme une avancée manifeste vers la fin de l'État Islamique en Syrie. L'opération se déroule en 5 phases ; les premières détenant l'objectif d'isoler la ville de Raqqa et de sécuriser les régions au nord, à l'est et l'ouest de la ville[151]. Après 7 mois de combats, la dernière phase est enclenchée le 6 juin 2017 et consiste à la prise de la ville. La bataille s'achève le 17 octobre 2017. La ville de Raqqa est cependant réduite en poussière avec les frappes de la coalition et de nombreuses pertes civiles sont dues suite à celle-ci[152].

En parallèle de l'offensive de Raqqa, les FDS débutent en mars 2017 une opération sur la ville adjacente de Tabqa. La région est libérée en mai 2017 et permet aux FDS de prendre le contrôle du barrage stratégique de Tabqa. Une seconde offensive débute alors, tandis que la bataille de Raqqa n'est pas encore terminée : cette-fois, les FDS visent la région de Deir al-Zor, dernier fief de l'État Islamique. Tout comme pour les précédentes offensives, l'opération à Deir al-Zor fût supportée par les forces aériennes des USA, de l'Angleterre et de la France. L'opération débuta quelques jours après que le régime syrien entame le siège de la ville de Deir al-Zor située sur les rives de l'Euphrate. Le régime fût appuyé par les forces aériennes russes et les milices pro-iraniennes au sol. La prise de Deir al-Zor fût effectuée seulement deux mois après le début de l'opération. À l'inverse, la campagne réalisée par les FDS pour la libération de la région de Deir al-Zor située à l'est de l'Euphrate fût extrêmement longue : elle s'étendit de septembre 2017 à mars 2019. Pour Hasan, une raison qui peut expliquer ce phénomène est que la région à l'est de l'Euphrate fût le dernier bastion de l'organisation[153]. En effet, les membres de l'État Islamique, autrefois dans les autres régions de Syrie ou d'Irak, s'y étaient réfugiés. Ne disposant plus d'échappatoire, les membres de l'organisation ne pouvaient que se rendre ou résister. En outre, les caractéristiques environnementales de la région complexifient le contrôle des frontières. En effet, Deir al-Zor se caractérise par un climat essentiellement désertique et longe la frontière irako-syrienne. Cette dernière est donc poreuse et la sécuriser requiert énormément de personnel. De plus, la ville d'Al-bo Kamal, à proximité de la frontière syro-irakienne, longe le fleuve de l'Euphrate qui sert de ligne de démarcation entre les Forces Démocratiques

[150] International Crisis Group (2017), « Fighting ISIS : The Road to and beyond Raqqa », Crisis Group Middle East Briefing N°5, https://www.refworld.org/reference/countryrep/icg/2017/en/116540
[151] Hassan H. (2017), « The Battle for Raqqa and the Challenges after Liberation », Combating Terrorism Center, vol. 10, n°6, https://ctc.westpoint.edu/the-battle-for-raqqa-and-the-challenges-after-liberation/
[152] Amnesty International (2019), « Syrie. Une enquête sans précédent révèle que la coalition dirigée par les États-Unis a tué plus de 1 600 civils pris au piège dans Raqqa », https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2019/04/syria-unprecedented-investigation-reveals-us-led-coalition-killed-more-than-1600-civilians-in-raqqa-death-trap/
[153] Hasan H. (2019), « A Hollow Victory over the Islamic State in Syria ? The High Risk of Jihadi Revival in Deir ez-Zor's Euphrates River Valley », vol. 12, n°2, https://ctc.westpoint.edu/hollow-victory-islamic-state-syria-high-risk-jihadi-revival-deir-ez-zors-euphrates-river-valley/

Syriennes et les milices pro-iraniennes. Al-bo Kamal étant un *« nexus du territoire de l'État Islamique »*[154], la coordination entre les différentes forces en présence aurait facilité l'opération de reprise de contrôle de la région, ce qui ne fût pas le cas.

Finalement, la campagne prit fin le 23 mars 2019 et permit aux Forces Démocratiques Syriennes d'accéder aux champs pétrolifères de Syrie (cf. chapitre 3).



[154] International Crisis Group, *op. cit.*, p. 7.

2.4. Opération « Rameau d'olivier »

Entre 2014 et 2019, *« les États-Unis avaient réorienté leurs efforts vers les YPG/FDS après que les tentatives précédentes de former et d'équiper d'autres groupes armés syriens aient été jugées infructueuses – en partie parce que certains de ces groupes avaient des liens avec des factions extrémistes ou étaient plus intéressés à combattre Assad que l'EI. Dès lors, les FDS sont devenues la principale force partenaire des États-Unis sur le terrain en Syrie. »*[155] Bien entendu, ce rapprochement entre les États-Unis et les Forces Démocratiques Syriennes fait grincer des dents la Turquie. Cette dernière presse les États-Unis pour que l'opération sur Raqqa contre l'État Islamique soit effectuée via ses milices et non les Forces Démocratiques Syriennes ; mais la coordination entre les États-Unis et les FDS était déjà implantée. En outre, les FDS se montrent bien plus capables et mieux positionnés pour contrer l'État Islamique que les groupes armés soutenus par la Turquie[156].

Cette même période fût caractérisée par un rapprochement de la Turquie avec la Russie. En effet, la Turquie réussit, depuis l'été 2016, à tempérer ses relations avec Moscou. Ces dernières avaient connu des tumultes après qu'un Sukhoi russe en route vers Idleb avait été détruit en plein vol par un F-16 turc en 2015[157]. La Russie a d'ailleurs, avec les États-Unis, donné son feu vert pour l'opération « Bouclier de l'Euphrate ». Même si l'objectif premier de la Russie était durant cette période le maintien du régime syrien, améliorer ses relations avec la Turquie, un membre de l'OTAN, pouvait amener à déstabiliser les intérêts américains. La vente du système russe de défense anti-aérien S-400 à la Turquie[158] et le projet du gazoduc Turkstream financé par la compagnie russe Gazprom[159] s'axe dans cette visée. En outre, l'animosité de la Turquie envers les FDS se montre avantageuse pour la Russie : une pression turque sur les territoires contrôlés par les FDS affaiblirait un allié précieux des USA[160].

Début 2017, le processus d'Astana est mis en place sous initiative de la Russie. Il regroupe au Kazakhstan – pays considéré comme neutre par les parties – l'Iran, la Turquie, différentes

---

[155] Holmes A. A. (2020), « Arabs Across Syria Join the Kurdish-Led Syrian Democratic Forces », Middle East Research and Information Project, n°295, https://merip.org/2020/07/arabs-across-syria-join-the-kurdish-led-syrian-democratic-forces/
[156] International Crisis Group, *op. cit.*
[157] Pusane O. K., *op. cit.*
[158] L'administration Trump éjecta la Turquie du programme « F-35 Joint Strike Fighter ». Une réinsertion de la Turquie dans le programme est toujours possible.
[159] Le projet Turkish Stream se compose de deux pipelines, une alimentant la Turquie en gaz russe, l'autre arrivant en Turquie pour ensuite être déporté vers les Balkans. Argano M. E. (2018), « The Turkish operation in Afrin and the possible impact on relations with the European Union (Part II) », Instituto Mediterraneo Studi Internazionali, http://www.imesi.org/2018/04/19/the-turkish-operation-afrin-and-the-possible-impact-relations-with-the-european-union-part-ii/
[160] Siccardi F., *op. cit.*

milices pro-turques ainsi que la Russie. Aucune représentation politique et militaire du nord-est de la Syrie n'est invitée. L'objectif du processus évoluera au fil des années : de la mise en place d'un cessez-le-feu et de *buffer zones*, il devient un canal pour organiser des négociations quant au futur du pays. Plusieurs tentatives d'entamer des processus de paix avait été préalablement initiées, d'abord par la Ligue Arabe puis par les Nations-Unies, mais toutes avaient échouées. De toute manière, comme Cengiz le rappelle, aucune des parties ne souhaitait, durant les premières années de la guerre, entamer des négociations. Erdogan avait d'ailleurs maintes fois appelé à la destitution d'Assad[161]. Ainsi, *« peu à peu, la priorité de la Turquie est passée de l'éviction d'Assad à la prévention des aspirations des Kurdes à un État indépendant. Les relations de la Turquie avec la Russie et l'Iran, la détérioration de ses relations avec les États-Unis et l'évolution des équations de pouvoir sur le champ de bataille ont joué un rôle important dans le changement de priorité »*[162]. Quant à la Russie, le processus d'Astana lui permet de changer la balance des pouvoirs notamment avec les États-Unis et les institutions internationales dont ils font partie.

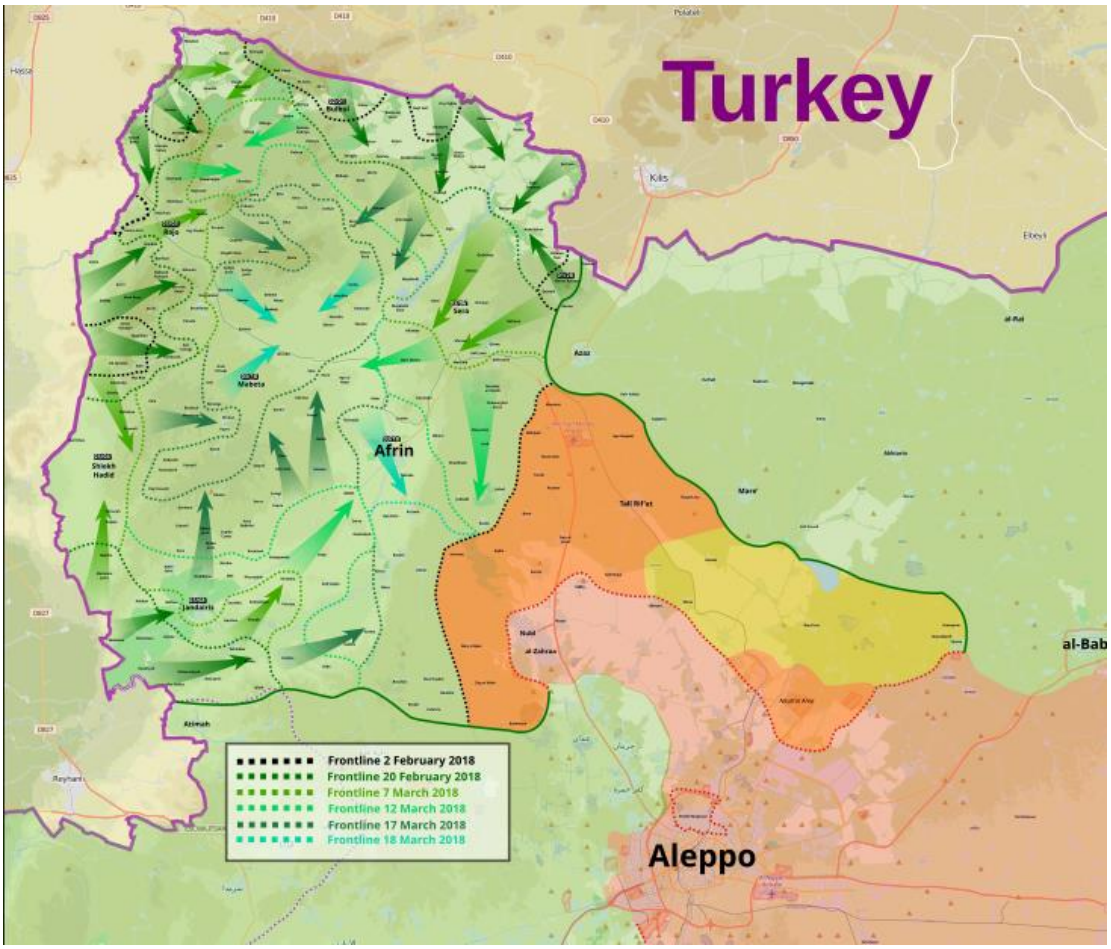
Le 20 janvier 2018, la Turquie entame l'opération « Rameau d'olivier » et commence l'invasion de la région d'Afrin. Les combats dureront jusqu'au 24 mars 2018. La défaite des FDS et la perte d'Afrîn marquera fortement mon terrain et sera une cicatrice qui transparaitra dans énormément de récits de vie.

L'efficacité de l'armée turque sur le terrain s'est fortement développée depuis l'opération « Bouclier de l'Euphrate ». En effet, *« à cette époque, l'armée avait amplement démontré son retour à un haut niveau d'efficacité opérationnelle, soutenu par des avancées technologiques substantielles. L'expérience sur le terrain des systèmes d'armes fabriqués en Turquie – depuis les systèmes de lance-roquettes multi-canons jusqu'aux drones et aux munitions air-sol à guidage de précision– a prouvé la valeur de l'industrie de défense turque, en particulier auprès des acheteurs étrangers. »*[163] J'analyserai ultérieurement la mise en place de la terreur par la Turquie au travers de ses drones ainsi que son aspect mercantile (cf. chapitre 5).

L'invasion se base sur plusieurs incursions terrestres via différents flancs de la région. Cette dernière se montre très mal positionnée car enclavée entre la Turquie au nord et à l'ouest, Hayat Tahrir al-Sham – un autre ennemi des FDS et allié de la Turquie – au sud, et les régions occupées par la Turquie depuis 2016 à l'est. La région est de plus coupée des autres parties du territoires de l'Administration autonome. Les routes de ravitaillements sont donc complexes à

[161] Cengiz S. (2020), « Assessing the Astana Peace Process for Syria : Actors, Approaches, and Differences », Contemporary Review of the Middle East, vol. 7, n°2, p. 200-214.
[162] Cengiz S., *op. cit.*, p. 209.
[163] Siccardi F., *op. cit.*, p. 14.

gérer pour les FDS et dépendent du gouvernement Assad car celles-ci traversent son territoire. Damas accepta que les troupes transitent par les zones sous son contrôle ; cependant, les milices pro-iraniennes liées à Damas profitèrent de la détresse des civils fuyant la guerre pour effectuer des pillages de masse (cf. chapitre 3).



10. Évolution de la Bataille d'Afrîn. Source : Wikipédia.

Même si les mauvaises conditions climatiques et la géographie vallonée d'Afrîn ralentissent l'artillerie lourde turque[164], elle est aidée par plusieurs milliers d'hommes provenant de ses milices et soutenus par des forces aériennes. De l'autre côté, les FDS ne disposent que d'un armement rudimentaire et le peu d'artillerie lourde qu'elles détiennent fût essentiellement prise des mains de l'État Islamique. Surtout, les Forces Démocratiques Syriennes ne possèdent ni drones, ni appareils de défense anti-aérien.

Avec l'opération « Rameau d'olivier » à Afrin, le spectre du drone Bayraktar TB2 commença à poindre. Cette-fois, le drone ne fût plus utilisé en tant qu'appui pour des frappes de jets mais

[164] Barfi B. (2018), « Containing the Afrin Crisis: Turkey's Goals and Military Challenges », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/containing-afrin-crisis-turkeys-goals-and-military-challenges

bien pour effectuer des frappes directes sur les cibles. Ainsi, le drone armé Bayraktar TB2 aurait exécuté 339 frappes directes et aurait fournis les renseignements nécessaires pour réaliser 680 frappes de jets[165].

L'invasion se montre un succès pour la Turquie qui booste le support de sa population pour l'armée[166]. Elle lui permet notamment, par la mise en place d'un changement démographique dans la région, d'élaborer un discours sur le retour des réfugié·e·s syrien·ne·s, thématique fortement débattue en Turquie.

Pareille offensive ne put être réalisée qu'avec l'accord de la Russie, puisque celle-ci contrôlait l'espace aérien de la région. En outre, la Russie disposait d'une base militaire dans la ville d'Afrîn - les YPG y suivaient des entrainements. Celle-ci fût vidée dès les premiers instants de l'invasion[167]. Selon le Center for Eastern Studies, *« l'approbation tacite de la Russie de l'opération turque à Afrin a coïncidé avec l'octroi par la Turquie (19 janvier) du permis officiel tant attendu permettant à Gazprom de construire une deuxième branche du gazoduc Turkish Stream dans la zone économique turque de la mer Noire. La conclusion de cet accord revêt une grande importance stratégique pour la Russie, car elle offrira au gaz russe une nouvelle voie d'exportation vers les marchés européens, alternative au transit via l'Ukraine. »*[168] En outre, l'opération coïncide avec le retrait des troupes de l'Armée Syrienne Libre d'un aéroport militaire situé à Idleb. Le régime Assad put ainsi reprendre cette base aérienne sans résistance[169].

Bachar al-Assad et l'Iran s'opposèrent à l'incursion turque, mais aucune réponse militaire officielle ne fût mise en exercice. Des rapports indiquent cependant que des milices pro-

[165] Deutscher Bundestag - Wissenschaftliche Dienste (2021), « Zum Drohneneinsatz im Krieg um Bergkarabach im Jahre 2020 », WD 2 - 3000 - 113/20, https://www.bundestag.de/resource/blob/825428/5b868defc837911f17628d716e7e1e1d/WD-2-113-20-pdf-data.pdf

[166] Siccardi F., *op. cit.*

[167]The New Arab (2018), « Russian forces withdrawn from Afrin, as Turkey begins ground operations », https://www.newarab.com/news/russian-forces-withdrawn-afrin-turkish-forces-attack

[168] Marszewski M., Chudziak M. (2018), « The Turkish military operation in Afrin, northern Syria », Center for Eastern Studies, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-01-24/turkish-military-operation-afrin-northern-syria

[169] Razek S. A., Wahed T. A. (2018), « Airstrikes Pound Syria's Afrin As Turkey Launches « Operation Olive Branch » », Asharq Al-Awsat, https://english.aawsat.com/home/article/1150136/airstrikes-pound-syrias-afrin-turkey-launches-operation-olive-branch

iraniennes auraient été déployées pour contrer l'offensive turque[170] et que du matériel militaire aurait été prodigué aux YPG/YPJ via celles-ci[171].

[170] Majidyar A. (2018), « Report claims Iran deploys military personnel to Afrin to counter Turkish offensive », Middle East Institute, https://www.mei.edu/publications/report-claims-iran-deploys-military-personnel-afrin-counter-turkish-offensive

[171] Illingworth A. (2018) , « Assad, Iran support Kurdish forces against Turkey in Syria's Afrin with key weapon systems – reports », Al-Masdar News, *archivé en 2020*, https://web.archive.org/web/20200811140124/https://www.almasdarnews.com/article/assad-iran-support-kurdish-forces-turkey-syrias-afrin-key-weapon-systems-reports/

2.5. Opération « Source de paix »

Dès l'été 2018, la Turquie presse les États-Unis pour obtenir son accord afin d'effectuer une nouvelle incursion. Dans l'optique d'apaiser les craintes d'Ankara, un arrangement entre les deux pays permit d'organiser des patrouilles communes dans le nord-est de la Syrie. Malgré cela, le feu-vert pour une invasion est tacitement accordé par Donald Trump le 6 octobre 2019 après un appel téléphonique entre celui-ci et Erdogan. Un communiqué de la Maison-Blanche informant de l'imminente offensive turque est publié et le retrait des troupes américaines le long de la frontière est immédiat. Durant l'offensive, Trump enverra une lettre à Erdogan qui lui conseille de ne pas jouer le « dur à cuire » et que la voie diplomatique devrait être privilégiée[172].

Pour les Forces Démocratiques Syriennes, mais aussi pour de nombreuses personnes rencontrées sur le terrain, il s'agit d'un véritable coup de poignard dans le dos. Les FDS furent les principales forces qui luttèrent contre l'État Islamique et détiennent, encore à l'heure actuelle, la responsabilité sur plusieurs milliers de prisonniers anciens membres de l'État Islamique[173]. Comme me le rappela un ami journaliste lors d'un appel téléphonique :

> *Entretien avec un journaliste kurde du Rojava, décembre 2024.*
>
> Si aujourd'hui nous pouvons vivre normalement, c'est grâce aux *şehîd*[174]. Nous avons donné 15 000 *şehîd*[175]. Nous avons 20 000 *birîndar*[176], avec des traumatismes qui changent une vie : certain·e·s n'ont plus de jambes, ont perdu la vue, d'autres sont dans le coma … Tous·tes ces *şehîd*, ces *birîndar*, ce n'est pas juste pour les Kurdes, ou les Chrétiens, ou les Arabes. C'est pour le monde entier.
> Ils·elles sont parti·e·s au front et ont résisté·e·s pour défendre ce monde contre celui que Daesh voulait construire. C'est la force des FDS qui les ont arrêtés. J'espère que chaque personne sur cette planète pourra un jour venir visiter nos cimetières, afin de se rendre compte, de connaitre ces personnes tombées et d'apprendre leur histoire.

---

[172] Uras U. (2019), « Turkey, Russia reach deal for YPG move out of Syria border area », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2019/10/23/turkey-russia-reach-deal-for-ypg-move-out-of-syria-border-area/

[173] Selon le CENTCOM, environs 9 000 membres de l'État Islamique sont incarcérés dans les 20 centres de détentions du nord-est de la Syrie en 2024. US Central Command (CENTCOM), « CENTCOM Forces Partner with Syrian Democratic Forces to Capture ISIS Leader and Assist in Operation to Recapture Escaped ISIS Fighters », Communiqué de presse, https://www.centcom.mil/MEDIA/PRESS-RELEASES/Press-Release-View/Article/3891985/centcom-forces-partner-with-syrian-democratic-forces-to-capture-isis-leader-and/

[174] Pour rappel, *şehîd* signifie « martyr·e ».

[175] La structure des martyr·e·s a pu recenser 12 554 martyr·e·s pour le nord-est de la syrie.

[176] (kur.) Blessé·e·s.

Comprendre que pour eux et elles, leurs rêves se sont arrêtés dès qu'ils·elles sont parti·e·s sur le front.

Pour moi, pour toi, et pour le monde.

Le 8 octobre, le ministre syrien des Affaires étrangères, percevant la situation de détresse dans laquelle se retrouvait le nord-est de la Syrie, proposa aux Forces Démocratiques Syriennes de rejoindre le gouvernement syrien sans concessions[177] - les Forces Démocratiques Syriennes refusèrent. L'opération turque, dénommée « Source de paix », fût légitimé par la Turquie par l'article 51 de la Charte des Nations-Unies qui en appelle au droit à la légitime défense individuelle et collective. Ankara demande notamment l'établissement d'une « zone de sécurité » de 30 km de profondeur le long de la frontière syro-turque. Toujours est-il que la plupart des villes disposant d'une population dont une large partie - voire la majorité - est kurde se situent justement le long de ladite frontière.

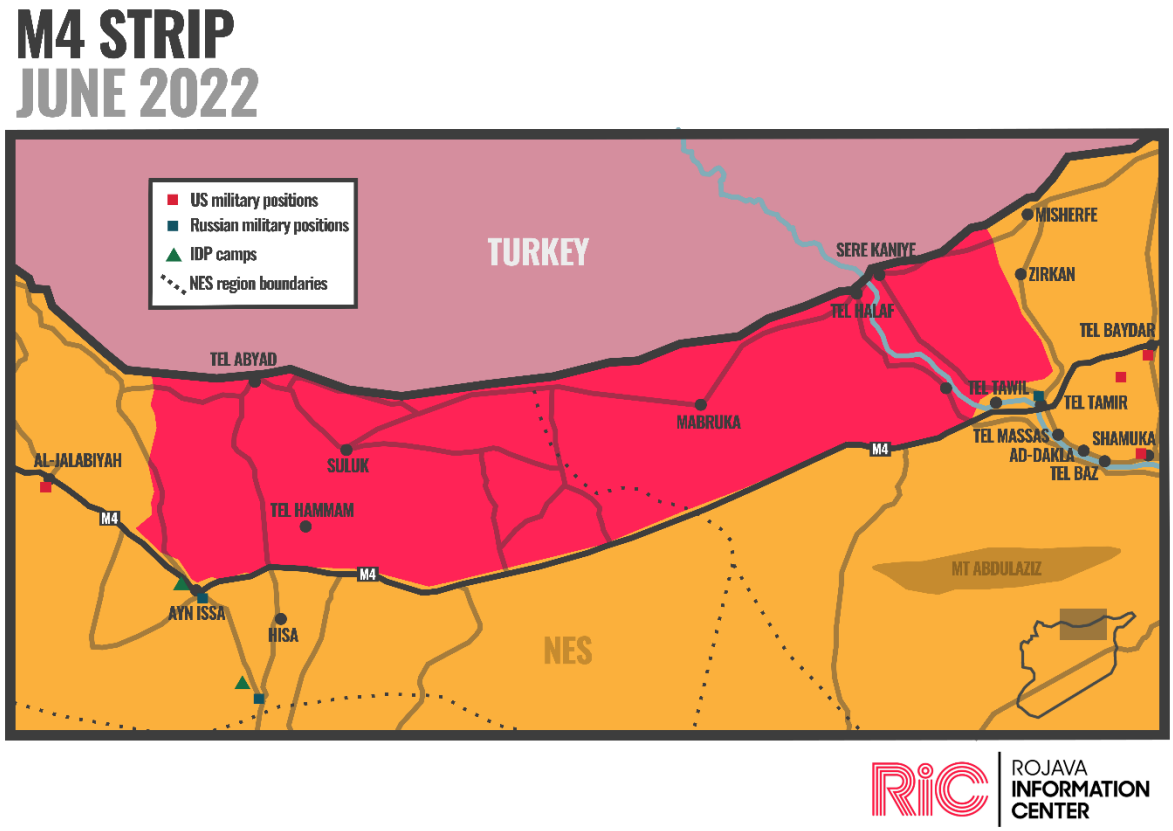
Le 9 octobre, l'offensive fût lancée. Il s'agit d'une date symbolique pour le mouvement de libération kurde car elle se réfère à la date où Abdullah Öcalan fût exilé de Syrie par Hafez al-Assad 21 ans plus tôt. Le 13 octobre, suite à la capture de Tal Abyad par les forces turques et ses milices, un accord entre le régime syrien et les Forces Démocratiques Syriennes est mis en place sous médiation russe. Il amène au déploiement de l'armée syrienne dans certaines zones contrôlées par les FDS, notamment Manbij et Kobanê, afin de sécuriser ces villes. Des troupes de l'armée syrienne seront notamment placées le long de la frontière syro-turque. Le 17 octobre, la ville de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn est encerclée et presque entièrement capturée.

Le 18 octobre, suite à des négociations entre Ankara et le vice-président de l'époque Mike Pence, un cessez-le-feu de 5 jours est annoncé en échange du retrait des Forces Démocratiques Syriennes de la « zone de sécurité » définie par la Turquie, soit 30 km de profondeur le long de la frontière. En attendant, les États-Unis continuent à vider leurs bases dans le nord-est de la Syrie, sauf près des champs pétrolifères de Deir al-Zor. Le 20 octobre, la ville de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn fût totalement perdue.

Le 23 octobre, un nouvel accord est conclu entre la Russie et la Turquie. Il stipule la cessation des hostilités en échange du retrait des Forces Démocratiques Syriennes le long de la frontière ainsi que de la mise en place de patrouilles communes entre la Turquie et la Russie sur les 10 km à l'ouest de Tal Abyad et à l'est de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn. Surtout, il donne le contrôle à

[177] Borger J. & McKernan B. (2019), « Trump's shock Syria retreat reverberates as Turkish troops mass », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2019/oct/07/us-withdrawal-from-syria-leaves-fate-of-isis-fighters-and-families-in-detention-uncertain

Ankara de la ville de Tal Abyad et de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn, et d'une large bande de 32 km entre ces deux centres urbains.



11. En orange, les zones contrôlées par les FDS. En rouge, les régions occupées par la Turquie.

Le gouvernement syrien réitéra sa demande d'intégrer les Forces Démocratiques Syriennes au sein de l'armée syrienne et proposa une amnistie aux combattants. Ceci fit grincer des dents les Forces Démocratiques Syriennes qui remercièrent le gouvernement syrien mais conclurent qu'une telle incorporation ne pourrait être réalisée sans une feuille de route politique claire qui défend une chaine de commande autonome aux Forces Démocratiques Syriennes. En outre, comme l'indique un communiqué de presse des Forces Démocratiques Syriennes, *« les membres des Forces démocratiques syriennes, sous toutes leurs formes et devant le monde, ont été les meilleur·e·s combattant·e·s syrien·ne·s qui ont affronté l'État islamique et détruit son prétendu califat, pour défendre la Syrie et le monde dans son ensemble. […] Par conséquent, ces héro·ïne·s méritent des éloges et des honneurs et non la fixation de statuts et de décrets d'amnistie comme ceux qui émis contre les criminels et les terroristes. »*

Cette situation est présentée par Sergey Markov, ancien membre du parlement russe, comme une réussite pour Ankara et Damas. Cité par Aljazeera, il déclare que *« la Russie est contente de traiter avec la Turquie et heureuse que les USA et l'Union Européenne soient hors du* « jeu syrien ». […] *En raison de la situation actuelle, Damas contrôle désormais bien plus de territoire et les Kurdes sont désormais*

fidèles au gouvernement syrien, effrayés par Ankara. »[178] En effet, le retrait des troupes américaines dans ce « jeu syrien » amène les Forces Démocratiques Syriennes à bien plus dépendre de la Russie et du régime syrien qu'au préalable. L'allégorie du jeu sera d'ailleurs une image récurrente dans l'analyse de la situation géopolitique par les personnes rencontrées sur le terrain (cf. chapitre 3).

[178] Uras U., *op. cit.*

2.6. Période des enquêtes ethnographiques (2019-2023)

La majorité des enquêtes ethnographiques réalisées entre 2019 et 2023 furent effectuées après la chute de Tal Abyad et Serê Kaniyê. Ces années furent rythmées par la possibilité d'une nouvelle invasion turque, phénomène que nous examinerons dans ce travail (cf. chapitre 3). Erdogan visait essentiellement la région de Tel Rifaat ainsi que Manbij ; celles-ci seront presque totalement envahies en décembre 2024.

Avant la chute du régime Assad, la Turquie lorgnait sur ces régions car elles étaient, selon des commandant·e·s rencontré·e·s sur place, une porte vers Alep, carrefour économique de la Syrie. En effet, Alep dispose d'énormément d'artères qui rejoignent Hama et les côtes de Lattaquié. *« Créer un lien entre Marae, Tel Rifaat, Azaz et Idleb est un objectif de la Turquie »* me dira un commandant. La Russie, le régime syrien ainsi que l'Iran utilisèrent la menace turque pour obtenir des concessions de la part de l'Administration autonome et des FDS. Les différentes régions occupées par la Turquie durant l'enquête ethnographique (Afrin, Tal Abyad/Girê Spî, Ras al-Ayn/Serê Kaniyê et de manière indirecte Idleb) deviendront des éléments centraux des jeux d'influence qui séviront entre les différents acteurs impliqués dans le conflit. Nous reviendrons spécifiquement sur les liens entre la Turquie et les territoires occupés dans une partie ultérieure (cf. chapitre 4). La Russie n'émit cependant pas de feu-vert pour une nouvelle invasion, que ce soit en novembre 2021, en été 2022 ou en novembre 2022[179].

Il semble important de comprendre que la guerre a profondément modifié les réseaux tissés autour du pouvoir central depuis Hafez al-Assad, et la dépendance du régime vis-à-vis de la Russie et de l'Iran s'est considérablement accrue depuis 2011. Hafez al-Assad assurait le maintien de son autorité par la mise en place d'un *shadow state*, caractérisé par la présence de leviers de pouvoir officieux, du népotisme et l'infiltration de loyalistes au sein de cercles économiques, religieux et sociaux. Khatib et Sinjab parlent d'une évolution vers un *transactional state* depuis 2011, où la dépendance à des forces extérieures amène à ce que l'appareil étatique ne se présente plus comme l'organisation souveraine du pays[180]. Les réseaux de *businessmen* sont, après 2011, pourvus de nouveaux acteurs n'appartenant pas aux institutions étatiques et deviennent, en parallèle, de plus en plus influents. Ces personnalités ne poursuivent aucunement les intérêts de l'État syrien alors même que ce dernier s'est montré de plus en plus

[179] Reuters (2022), « Russia asks Turkey to refrain from full-scale Syria offensive », https://www.reuters.com/world/russia-asks-turkey-refrain-full-scale-syria-offensive-2022-11-23/

[180] Khatib L. & Sinjab L. (2018), « Syria's Transactional State », *How the Conflict Changed the Syrian State's Exercise of Power*, Chatham House.

dépendant envers ceux-ci suite aux sanctions économiques émises contre les businessmen proches du pouvoir. De plus, de nombreuses institutions se sont effondrées avec la guerre et ne sont plus en capacité d'assurer leur fonction préalable ; les services de base sont donc en large partie gérés par des acteurs non étatiques. Au niveau militaire, même si les relations entre la Russie et la Syrie sont historiques et qu'un renforcement des liens avec l'Iran date de l'époque d'Hafez al-Assad, les processus décisionnels restaient confinés aux mains de Bachar al-Assad. Ceci n'est plus le cas après 2011. Même si Bachar al-Assad ne suit pas aveuglément les ordres russes – il s'est par exemple opposé à un rapprochement avec la Turquie, contrairement aux intérêts russes -, la Russie a réussi à modeler l'armée selon ses propres intérêts et il semble difficile pour Assad de ne pas s'aligner avec l'agenda russe. Aussi, la Russie et l'Iran ne forment pas un bloc monolithique et sont eux-mêmes en compétition, la présence iranienne étant surtout située au sud-est du pays.

Durant mes années de terrain, la Russie insistait pour un rapprochement entre Assad et Erdogan. Le processus d'Astana fût une composante essentielle de la situation géopolitique de cette période, car une réconciliation entre la Turquie et Assad sous coupelle russe signifiait une plausibilité plus accrue d'une troisième invasion sur les territoires du nord-est de la Syrie. Vladimir Poutine poussait à une normalisation des relations entre les deux pays en se basant sur l'accord d'Adana signé entre ceux-ci en 1998. Cet accord prévoyait la dissolution du PKK en Syrie, à l'époque où Abdullah Öcalan y résidait et y avait établi des camps d'entrainements. Selon une membre du Conseil Démocratique Syrien, un organisme lié à l'Administration autonome et s'occupant de ses affaires diplomatiques, *« la Turquie avait besoin de ses discussions avec la Russie et la Syrie parce qu'elle a vu que nous avons entamé des discussions avec Assad. Et le cauchemar d'Erdogan serait que les frontières syriennes soient renforcées par le régime et les Forces Démocratiques Syriennes »*. Les relations entre la Russie et la Turquie fluctuèrent néanmoins durant ces années, et dépendaient entre autres de la situation politico-militaire à Idleb.

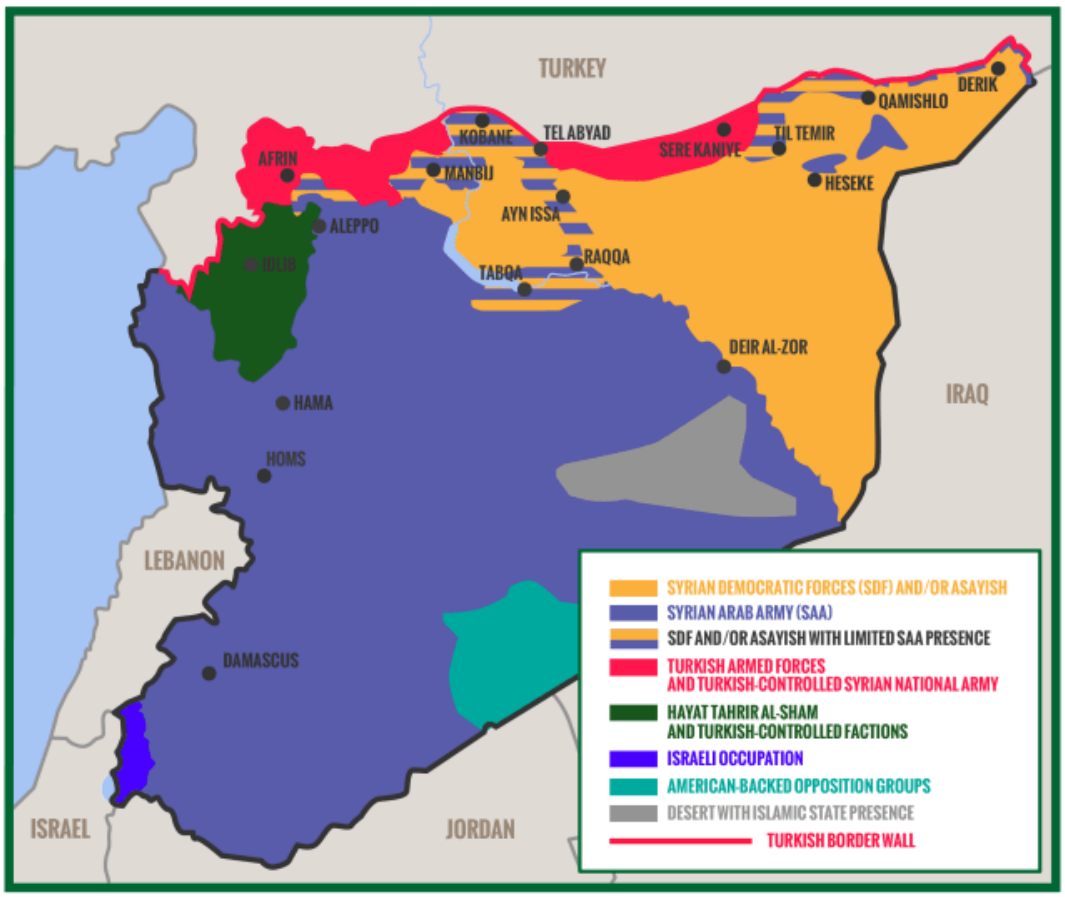
En février 2023, quelques mois avant les élections présidentielles turques, et après une campagne aérienne dévastatrice sur le nord-est de la Syrie, Mazlum Abdi, Général des Forces Démocratiques Syriennes, déclara qu'une invasion turque était imminente. Sur le terrain à cette époque, tout le monde était sur le qui-vive, comme si la population entière s'était arrêtée de respirer. Les plans d'Erdogan furent cependant retardés par un événement tragique, soit le tremblement de terre qui sévit dans le sud de la Turquie et qui coutera la vie à plus de 50 000 personnes.

Enfin, durant l'année 2023, le Contrat social - la constitution du nord-est de la Syrie - fut modifié. La première version avait été rédigée en 2014 puis réformée en 2016 alors que la région de Raqqa, Tabqa et Deir al-Zor n'étaient pas encore sous contrôle des FDS. Les structures politico-administratives gérant le nord-est de la Syrie, appelées durant mes années de terrain « Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie », s'appellent depuis lors « Administration Autonome et Démocratique du Nord et de l'Est de la Syrie » et prennent formellement en compte les 7 régions du nord-est de la Syrie – y inclus les régions occupées[181]. Le document, comme son précédent, y stipule – entre autres - la liberté de culte, la mise en place d'un système d'*hevseroketi*[182] et l'établissement d'une grande flexibilité régionale dans la rédaction des lois. L'élaboration du nouveau Contrat social, effectué durant mes années de terrain, fût rédigé au travers de débats élaborés par 150 résident·e·s du nord-est de la Syrie et s'inspire de l'idéologie (kur. *îdeolojî*, ar. *ʾayidayūlūğiyā*) du Confédéralisme Démocratique théorisé par Abdullah Öcalan. Dans cette perspective, le contrat prône l'autonomie politique et militaire du nord-est de la Syrie mais ne revendique pas leur indépendance face à Damas.



[181] Le terme « Rojava » est utilisé sur le terrain et désigne les trois régions au nord de la Syrie où les populations kurdes se concentrent, soit Afrîn, Kobanê et Cezîre. *Rojava* veut dire ouest en *kurmancî*, car elle est considérée comme la partie occidentale du Kurdistan. Le terme « nord-est de la Syrie » (kur. *bakûrê rojhilatê suriyê*, ar. *šamāl šarq sūriyā*) est lui aussi très utilisé et représente donc les 7 régions sous contrôle de l'Administration autonome. Je n'ai, par contre, jamais entendu le terme « Kurdistan syrien » utilisé sur le terrain.
[182] Chaque fonction liée à l'administration autonome est divisée entre un homme et une femme.

SYRIA: AREAS OF CONTROL MAY 2020

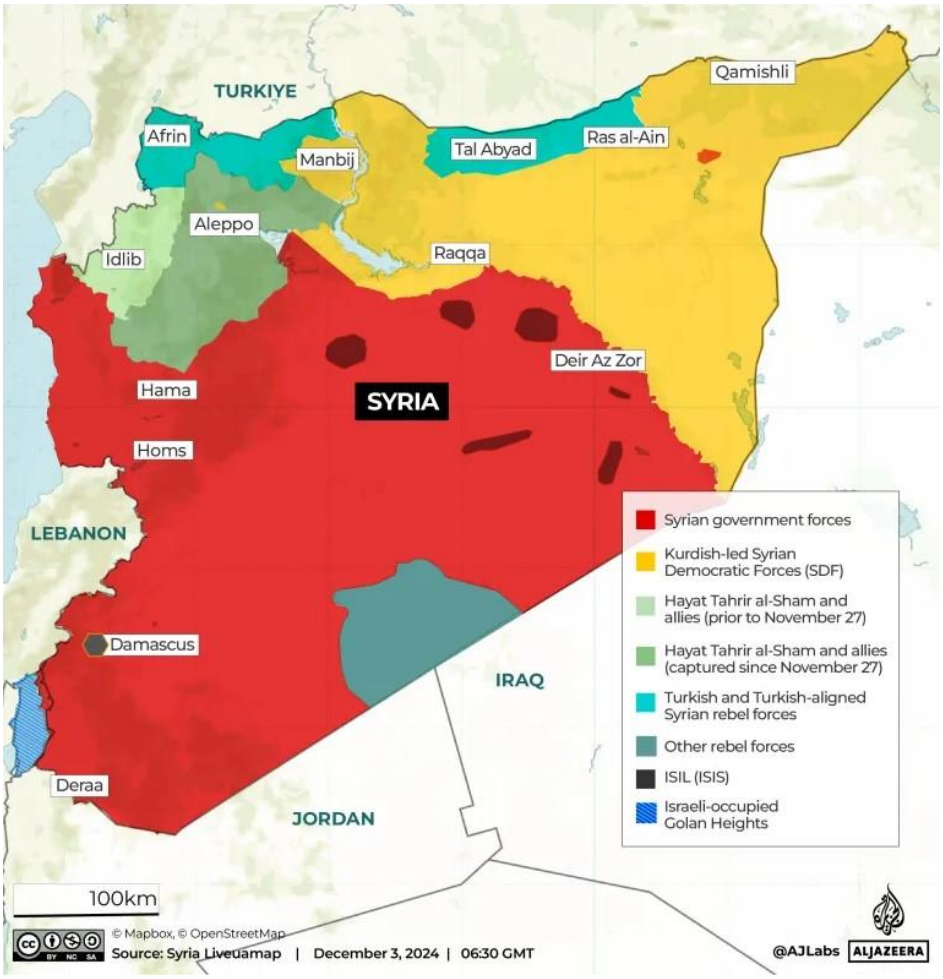


Map produced by Rojava Information Center, May 2020

2.7. Vers la paix ?

2.7.1. La chute du régime Assad

Le 27 novembre 2024 signe pour la Syrie un des changements les plus importants de cette dernière décennie. Hayat Tahrir al-Sham, groupe armé gouvernant la région d'Idleb et allié de la Turquie, enclenche une opération militaire vers Alep. Les soldats russes présents dans la région de Tal Rifaat sont avertis par la Turquie de l'attaque imminente et lèvent le camp[183]. La ville d'Alep est prise en moins de 72 heures et il ne suffit que de quelques jours pour établir le contrôle des régions sud d'Idleb et du nord de la région d'Hama.



12. La zone bleue-grise, désignée dans la légende d'al-Jazeera comme "Other rebel forces", se rapporte à la zone d'opération de la base américaine située à al-Tanf. Des groupes rebelles y sont entrainés par les États-Unis depuis 2016.

[183] Il est important de comprendre qu'il s'agit d'une guerre par procuration entre la Turquie et la Russie ; la première supportant Hayat Tahrir al-Sham et la seconde soutenant Bachar al-Assad. Outre les bombardements russes et syriens en février 2020 qui ont touchés directement un convoi turc, les Russes et les Turcs n'effectuent pas de confrontations directes.
Soylu R. (2024), « Turkey's Erdogan backs rebel offensive in Syria », *Turkish president calls for dialogue between the Syrian government and the opposition*, Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/turkey-erdogan-backs-rebel-offensive-syria

Le 28 novembre, Bachar al-Assad rend une visite urgente à Poutine et demande, selon trois diplomates russes, une intervention de Moscou pour défendre Alep ; sa requête sera cependant refusée[184]. La réponse russe face à l'avancement d'Hayat Tahrir al-Sham se révèle effectivement faible et ne consistera qu'en quelques frappes aériennes lors des premiers jours de l'opération. L'avancée territoriale d'Hayat Tahrir al-Sham s'avère fulgurante et ne rencontre aucune résistance. Même la prise de Damas s'effectue sans encombre et démontre une complète passivité des forces armées du régime[185]. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, Bachar al-Assad s'enfuit vers la Russie où sa femme et ses enfants l'attendent. Le président déchu n'aura prévenu personne de son entourage : deux de ses cousins, officiers au sein des services de renseignements et businessmen, tenteront de s'enfuir de manière précipitée vers le Liban. L'un sera abattu et l'autre sera capturé par des personnes armées. Selon Reuters, Maher al-Assad, le frère de Bachar, aurait quant à lui trouvé refuge en Russie via l'Irak[186].

La prise de Damas le 8 décembre 2024 amène au pouvoir Ahmed al-Sharaa, connu auparavant sous son nom de guerre Abu Mohammed al-Jawlani, leader d'Hayat Tahrir al-Sham.



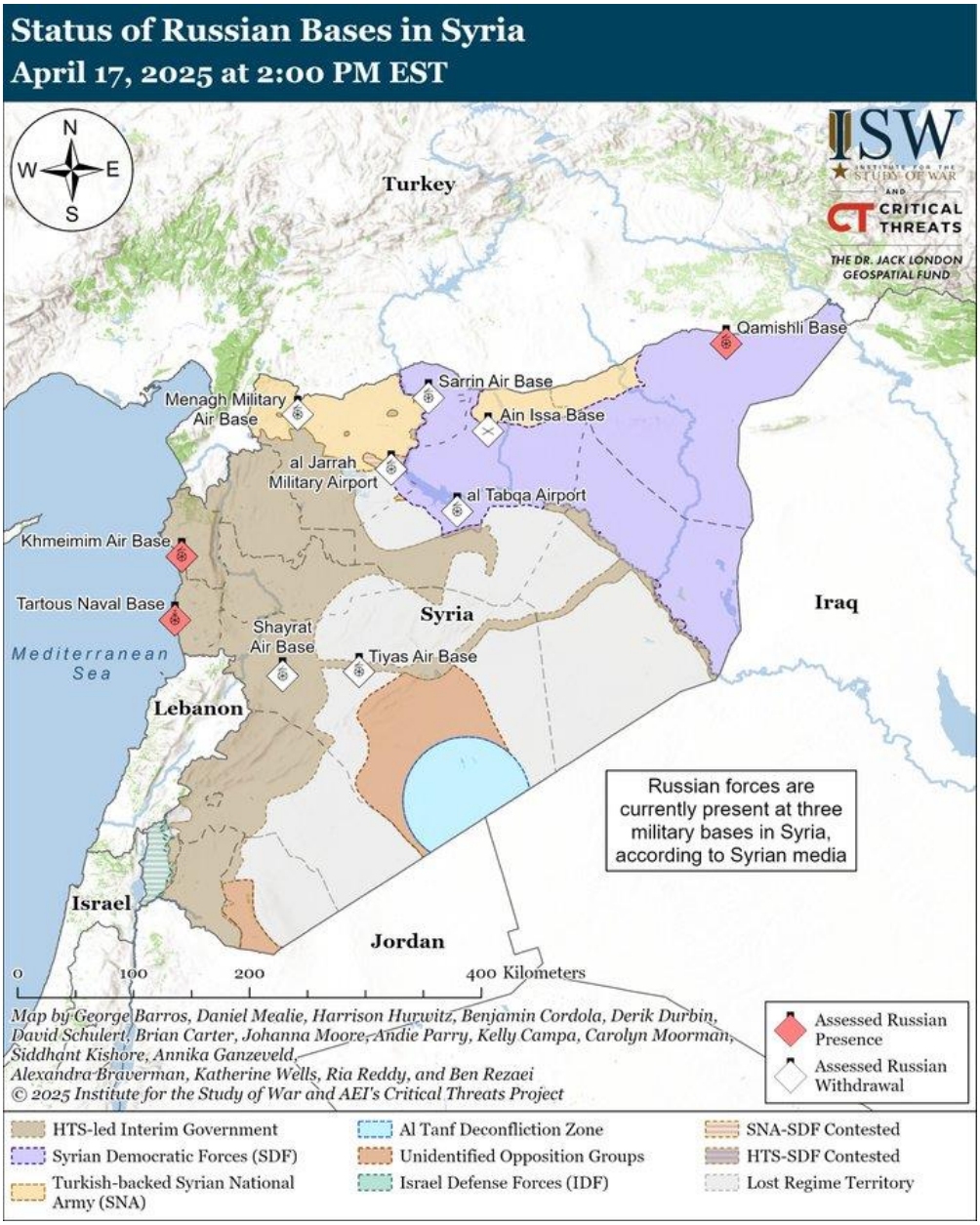
13. Ahmed al-Sharaa, dit Abu Mohammed al-Jawlani, président intérimaire de Syrie, 2025. Source : Syria's Transitional Government/AFP.

[184] Reuters (2024), « Syrie : "Il a laissé ses partisans affronter leur propre destin", les proches de Bachar el-Assad racontent ses dernières heures à la tête du pays et sa fuite vers la Russie », L'indépendant, https://www.lindependant.fr/2024/12/14/syrie-il-a-laisse-ses-partisans-affronter-leur-propre-destin-les-proches-de-bachar-el-assad-racontent-ses-dernieres-heures-a-la-tete-du-pays-et-sa-12390165.php
[185] Sayigh Y. (2024), « Anatomy of a Military Fall », *Why did Bashar al-Assad's armed forces fail to act, unlike those in Egypt, Libya, Algeria, and Sudan ?*, Carnegie Endowment for International Peace, https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2024/12/anatomy-of-a-military-fall?lang=en
[186] Reuters (2024), *op. cit.*

La Russie ne tarde pas à prendre contact avec le nouveau pouvoir en place. Son objectif principal s'ancre dans la préservation de ses bases militaires, surtout sa base navale à Tartus et sa base aérienne à Hmeimim. Tandis que l'ancrage russe à Tartous se montre crucial pour un déploiement dans la méditerranée, la base de Hmeimim permet à la Russie de fortifier son influence en Afrique, plus particulièrement en Lybie[187]. Le personnel et l'équipement des autres bases a cependant été évacué. Selon Borshchevskaya, *« la Syrie a toujours fait partie de ce vaste projet visant à redéfinir la domination russe au Moyen-Orient et en Europe. La Russie avait besoin d'une présence militaire et politique en Syrie, située sur la Méditerranée orientale, stratégiquement vitale. Elle avait également besoin d'un régime ami qui garantisse ces intérêts. Même après le départ d'Assad, la Russie maintient ces deux positions. »*[188] La Russie semble dès lors avoir opté pour l'acceptation d'un changement de régime et s'axe sur la protection de ses positions stratégiques sur la côte syrienne.

[187] Delanoë I. (2025), « Trump, Syria, Lukashenko : What Strategy for Russia ? », Institut de Relations Internationales et Stratégiques, https://www.iris-france.org/en/trump-syrie-loukachenko-quelle-strategie-pour-la-russie/

[188] Borshchevskaya A. (2024), « Did Assad's Fall in Syria Really Weaken Russia ? », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/did-assads-fall-syria-really-weaken-russia



La réaction de l'Iran face à l'opération d'Hayat Tahrir al-Sham s'avère elle aussi faible. L'attaque du 27 novembre a été enclenchée le jour même du cessez-le-feu entre l'État israélien et le Liban, alors que les troupes du Hezbollah sont regroupées dans le pays du cèdre. L'Iran avait déjà préalablement réduit sa présence militaire en Syrie depuis quelques années ; l'une des raisons étant les frappes israéliennes effectuées sur les infrastructures iraniennes. L'État israélien a effectivement augmenté ses attaques aériennes en Syrie depuis 2018[189], ce qui a forcé Téhéran à déplacer ses cadres hors du pays. En Syrie, elle ne dispose, fin 2024, que d'un

[189] Syrian Observatory for Human Rights (2025), « Highest annual toll ever », *Israel attacks Syria on 373 occasions in 2024, destroying over 1,000 targets and killing and injuring nearly 845 combatants and civilians*, https://www.syriahr.com/en/352978/

personnel limité à assurer la sécurité de ses infrastructures et ses intérêts[190]. Elle se confronte de plus à des difficultés avec les bombardements intempestifs de l'État sioniste sur le Liban, l'assassinat de Nasrallah ainsi que l'attaque des *pagers* qui aura blessé et mutilé 2 800 personnes.

L'Iran grince des dents face à cette situation. Le guide suprême Khamenei, dans une déclaration publiée le 11 décembre, accuse les États-Unis et l'État israélien d'être les instigateurs de l'attaque du 27 novembre – la Turquie n'en étant pour lui que la face publique[191]. Il déclare en outre que les services secrets iraniens auraient prévenu plusieurs mois auparavant le régime syrien vis-à-vis d'une potentielle menace mais ces avertissements seraient restés lettre morte[192].

Bachar al-Assad aurait rencontré, le 2 décembre, le ministre iranien des Affaires étrangères ; selon Reuters, le président déchu aurait admis l'incapacité de son armée à établir une défense efficace, celle-ci étant bien trop affaiblie[193]. Il n'aurait cependant pas demandé une intervention iranienne, de crainte des frappes israéliennes. Ceci aurait effectivement engendré une escalade violente avec l'État sioniste qui visait déjà les routes de ravitaillements, les points de passage et convois iraniens[194], mais aussi les infrastructures diplomatiques, comme le démontre le bombardement de l'ambassade iranienne à Damas le 1er avril 2024.

Sans support de la part de l'Iran et de la Russie, disposant d'une armée affaiblie et composée de soldats payés avec un salaire dérisoire, il se pourrait que les commandants seniors établis à Damas aient décidé de n'opposer aucune résistance à la prise de la capitale et aient conseillé à Assad de démissionner[195].

---

[190] Adar S. & Asseburg M. & Azizi H. & Klein M. & Steinberg G. (2025), « The Fall of the Assad Regime: Regional and International Power Shifts », Stiftung Wissenschaft und Politik Comment, n°9, https://www.swp-berlin.org/publikation/the-fall-of-the-assad-regime-regional-and-international-power-shifts

[191] Les liens entre la Turquie et Hayat Tahrir al-Sham seront explicités ultérieurement (cf. chapitre 4). Pour l'instant, retenons que les combats entre la Turquie et la Russie ont fait rage dans la région d'Idleb au travers d'une guerre par procuration, la Russie soutenant le régime Assad et la Turquie soutenant Hayat Tahrir al-Sham. La Turquie fût impliquée dans les accords de Sotchi signés en 2018 qui détenaient pour objectif l'établissement de zones démilitarisées dans la région d'Idleb. En 2020, Putin et Erdogan s'accordèrent à un cessez-le-feu et mettent en place des patrouilles conjointes dans la région. Ceci signera l'entrée des forces armées turques dans Idleb. Il semble ainsi peu probable que la Turquie n'ait pas été impliquée dans l'attaque du 27 novembre suite à sa présence militaire à Idleb. La Turquie aurait de plus renforcé ses positions dans la région dès octobre 2024. Adar S. & Asseburg M. & Azizi H. & Klein M. & Steinberg G. (2025), *op. cit.*

[192] « **بیانات در دیدار هزاران نفر از اقشار مختلف مردم درباره تحولات منطقه** », Déclaration d'Ali Khamenei, Khamenei.ir, https://farsi.khamenei.ir/speech-content?id=58558

[193] Reuters (2024), *op. cit.*

[194] Adar S. & Asseburg M. & Azizi H. & Klein M. & Steinberg G. (2025), *op. cit.*

[195] Sayigh Y., *op. cit.*

2.7.2 Les menaces de l'État d'Israël et le massacre des alaouites

Avant sa chute, Assad essayait d'être réhabilité auprès de ses voisins du Golfe en se distançant de l'Iran. Selon des documents classifiés découverts après sa fuite, l'État sioniste aurait tenté de limiter la présence du Hezbollah en Syrie en menaçant le régime Assad. La Russie aurait joué un rôle de médiateur, assurant que l'État israélien ne viserait pas les sites militaires syriens en échange d'une restriction des opérations de l'Iran et du Hezbollah en Syrie, dont le transfert de systèmes d'armement avancés vers le Liban[196].

Une fois Assad tombé, l'État israélien s'empresse de déclencher une opération militaire consistant au bombardement intensif de l'arsenal militaire syrien - 350 frappes selon Reuters[197], plus de 500 selon l'Observatoire Syrien des Droits Humains[198]. En parallèle, l'armée israélienne s'engouffre au sein du territoire syrien depuis le plateau du Golan[199] et s'empare du Mont Hermon, point stratégique à la lisière entre la Syrie et le Liban. Ceci lui permet d'obtenir l'avantage physique de surplomber non seulement Damas mais aussi la plaine de la Beeka au Liban[200]. En outre, elle met en place des checkpoints au-delà de la *buffer zone*. La réponse du nouveau président syrien intérimaire s'avère, en réaction, très modeste : il réitère sa volonté de respecter l'accord de 1974 vis-à-vis du Golan, assure qu'il ne posera aucune menace à aucun état de par le monde[201] et rappelle l'état de fatigue généralisé de la population syrienne après presque 15 ans de guerre[202]. Cette inaction de l'État syrien amène à ce que les habitants des villages situés à la lisière des territoires récemment occupés par les troupes israéliennes se défendent par eux-mêmes contre ces dernières. Dans ce contexte, neuf syriens ont été tués par l'armée israélienne dans le gouvernorat de Daraa début avril 2025[203].

---

[196] Hassan H. & Weiss M. (2024), « The Backstory Behind the Fall of Aleppo », New Lines Magazine, https://newlinesmag.com/reportage/the-backstory-behind-the-fall-of-aleppo/

[197] Mackenzie J. & Al-Khalidi S. (2024), « Israel says its air strikes destroyed most of Syria's strategic weapons stockpiles », Reuters, https://www.reuters.com/world/middle-east/israeli-incursion-into-syria-reaches-25-km-southwest-damascus-security-sources-2024-12-10/

[198] Syrian Observatory for Human Rights (2025), *op. cit.*

[199] Pour rappel, le plateau du Golan fut envahi par l'État israélien en 1967. Ce dernier s'est emparé d'une zone supplémentaire en 1973, incluant le Mont Hermon. Celle-ci fût restituée, avec quelques autres régions occupées en 1967, dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu de 1974 établit entre l'État israélien et la Syrie. L'accord met en place une zone démilitarisée du côté syrien. L'État israélien annexe finalement en 1981 les territoires occupés.

[200] Adar S. & Asseburg M. & Azizi H. & Klein M. & Steinberg G. (2025), *op. cit.*

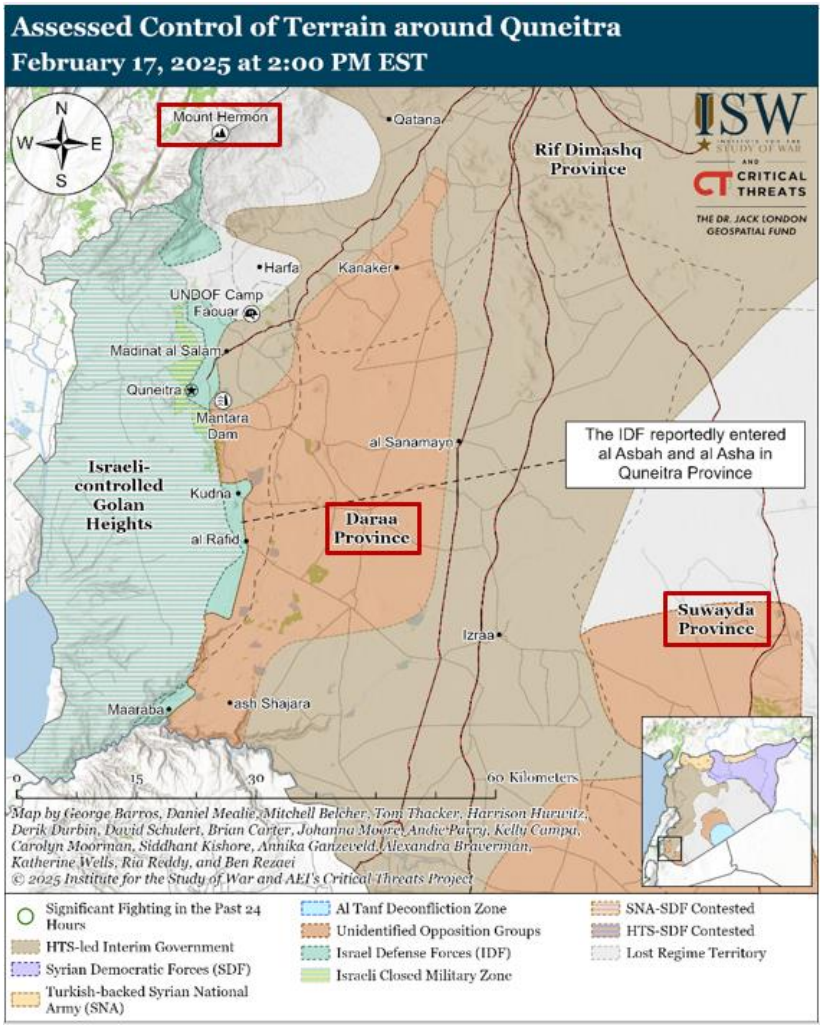
[201] The New Arab (2025), « Ahmed al-Sharaa slams Israel over Katz, Saar attacks on Syria government », https://www.newarab.com/news/sharaa-slams-israel-over-katz-saar-attacks-syria-government

[202] Middle East Eye (2024), « Jolani: Syria too 'exhausted' to enter new conflicts », https://www.middleeasteye.net/live-blog/live-blog-update/jolani-syria-too-exhausted-enter-new-conflicts

[203] MacLoughlin P. (2025), « On the frontlines of Israel's new war on Syria », The New Arab, https://www.newarab.com/analysis/frontlines-israels-new-war-syria

Netanyahu quant à lui joue la carte de la protection des minorités en déclarant en mars 2025 qu'il défendra de toute menace les druzes, une minorité religieuse fortement présente dans le sud-ouest syrien mais aussi au Liban et en Palestine occupée. Ceci se déroule dans un sud de la Syrie qui se révèle être en ébullition : de nombreux groupes armés ont en effet vu le jour et se sont organisés pour assurer la sécurité après l'effondrement du système dictatorial. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'est créé à Suweida, région sud de Syrie disposant d'une forte population druze, le Conseil Militaire de Suweida, structure réunissant presque 160 groupes armés[204]. Le conseil n'a toujours pas baissé ses armes en avril 2025, même si des négociations avec le nouveau gouvernement sont en cours. Le passé de Jawlani au sein de Jabat al-Nosra, ancienne branche d'al-Qaïda en Syrie, élève énormément de suspicions quant à ses aspirations politiques et à la mise en place d'un système politique soucieux des particularités culturelles et religieuses régionales. En parallèle, l'utilisation par Netanyahu des craintes des populations druzes vis-à-vis du nouveau gouvernement suscite de nouvelles inquiétudes, d'autant plus qu'un des sheikhs druzes les plus influents de la région a émis son soutien aux menaces d'expansion territoriale exprimées par l'État sioniste[205]. En effet, Netanyahu a annoncé qu'il serait prêt, au nom de la protection des populations druzes, d'avancer ses troupes jusqu'à Jaramana, une petite ville à la lisière de Damas[206].

[204] Le Conseil Militaire de Suweida n'est pas la seule organisation militaire locale.
[205] MacLoughlin P. (2025), « The Sheikh Al-Aql : How Suweida's kingmakers could decide Syria's future », The New Arab, https://www.newarab.com/analysis/sheikh-al-aql-suweidas-kingmakers-could-decide-syrias-future
[206] Bashour M. & Durgham N. (2025), « Jaramana: The Damascus suburb targeted by Israel », *In this cosmopolitan city, Netanyahu's divisive courtship of Syrian Druze is being firmly rejected*, Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/jaramana-damascus-suburb-targeted-israel



14. Modifications personnelles apportées à la carte.

Les suspicions des minorités en Syrie quant à Ahmed al-Sharaa (al-Jawlani) sont, de plus, alimentées par le massacre des alaouites[207] survenu sur la côte syrienne. En effet, le 6 mars, des attaques coordonnées de loyalistes de l'ancien régime éclatent dans le gouvernorat de Tartous et de Lattakié. Elles visent les patrouilles et checkpoints des forces de sécurité du nouveau gouvernement et engendrent plusieurs dizaines de morts. En réaction, le nouveau gouvernement envoie du renfort militaire, dont de l'artillerie lourde, accompagné des milices pro-turques situées à Idleb et Afrin, connues sur le terrain pour les atrocités commises dans la région (cf. chapitre 4). Les semaines qui suivent seront portées par une série d'affrontements entre les différents groupes mais aussi par le massacre de civils alaouites. Largement documenté par les multiples vidéos partagées sur les réseaux sociaux, des personnes armées liées aux milices pro-turques mais aussi à Hayat Tahrir al-Sham ont fusillé, torturé et humilié les

[207] Les alaouites sont une minorité religieuse issue de l'islam chiite. En Syrie, ils·elles sont situé·e·s principalement dans la région de Lattakié, sur la côte syrienne. La famille Assad étant alaouite, les postes sensibles tels que ceux relatifs au noyau des services secrets et de la garde présidentielle étaient maintenus par les alaouites.

habitant·e·s des régions dissidentes sur base d'appartenance religieuse. L'Observatoire Syrien pour les Droits Humains a réussi à documenter 1700 civils non-armés tués durant le mois de mars. Les alaouites sont de plus confronté·e·s depuis janvier à des attaques perpétrées par Saraya Ansar al-Sunnah, un groupe formé en début d'année 2025 promouvant un sentiment anti-chiite et anti-alaouite[208].

Ainsi, *« le nouveau gouvernement porte toujours la responsabilité de tous les meurtres perpétrés par des groupes sous son commandement officiel, y compris l'Armée Nationale Syrienne [les milices pro-turques][209]. »*[210] Le président intérimaire a néanmoins mis en place une commission d'enquête relative aux actes perpétrés. *« Le succès de la commission dépendra de la capacité du gouvernement à poursuivre les auteurs des violences, quelle que soit leur appartenance religieuse. La commission a signalé que des groupes non spécifiés intimidaient les habitants de l'ouest de la Syrie. Ces intimidations indiquent soit que les insurgés [les loyalistes d'Assad] conservent une influence significative dans les campagnes, soit que les groupes sunnites responsables des violences sectaires ont continué d'intimider les civils. »*[211] Ahmed al-Sharaa (al-Jawlani) devra ainsi prouver qu'il est capable de rendre justice face aux actes de violences perpétrées. Il devra aussi montrer qu'il est apte à prendre en compte les inquiétudes populaires, notamment la question des combattants étrangers impliqués dans les groupes armés salafistes, perçus comme une menace pour la mise en place de structures politiques saines[212].

[208] Al-Lami M. (2025), « Explainer : New militant group in Syria targets Alawites, Assad loyalists », BBC Monitoring, https://monitoring.stage.bbc.co.uk/product/b0003bt5

[209] L'Armée Nationale Syrienne, anciennement l'Armée Syrienne Libre, est un regroupement de milices soutenues par la Turquie. Elle ne doit pas être confondue avec les forces armées de l'État syrien.

[210] Zelin A. (2025), « Syria's Transitional Honeymoon Is Over After Massacres and Disinformation », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/syrias-transitional-honeymoon-over-after-massacres-and-disinformation

[211] Braverman A. & Campa K. & Reddy R. & Moorman C. & Rezaei B. & Kishore S. & Wells K. & Parry A. & Warren C. & Carter B. (2025), « Iran Update, April 11, 2025 », Institute for the Study of War, https://understandingwar.org/backgrounder/iran-update-april-11-2025

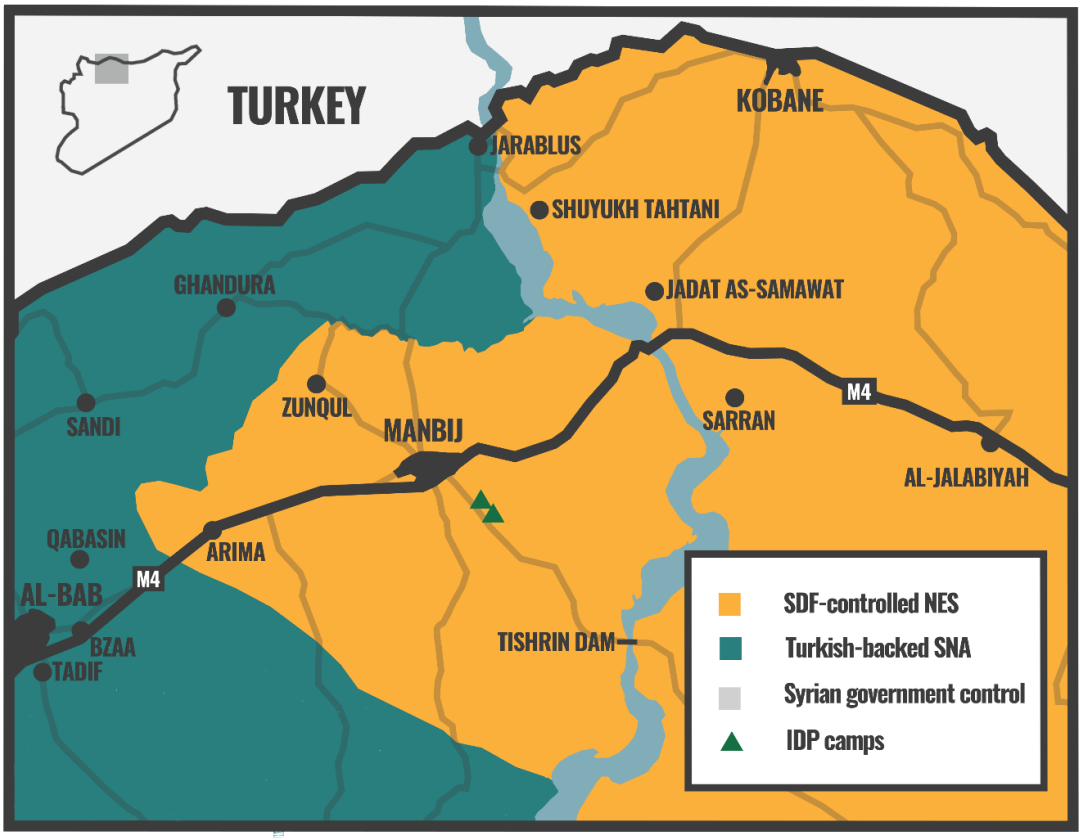
[212] MacLoughlin P. (2025), « The Sheikh Al-Aql : How Suweida's kingmakers could decide Syria's future », *op. cit.*

2.7.3. L'invasion de Manbij et Tal Rifaat

En parallèle de l'attaque du 27 novembre, qui signera la fin de la dictature d'Assad, l'Armée Nationale Syrienne, coalition de milices pro-turques, entame 3 jours plus tard une avancée vers Alep mais aussi Tel Rifaat et Manbij, régions contrôlées par les Forces Démocratiques Syriennes. L'Armée Nationale Syrienne déclare le 1er décembre 2024 le contrôle total de Tel Rifaat. Elle s'empare ensuite d'infrastructures stratégiques précédemment détenues par les forces d'Assad, telles que l'aéroport militaire de Kuweires, à l'est d'Alep, ainsi que des usines d'un complexe militaro-industriel[213]. Pendant qu'Hayat Tahrir al-Sham se dirige vers Homs, l'Armée Nationale Syrienne entame une offensive vers Manbij à partir du 6 décembre. L'attaque est supportée par les forces aériennes turques[214] et la ville est capturée 5 jours plus tard.

[213] Soylu R., *op. cit.*
[214] Sampson E. (2024), « With Syria in Flux, Turkish Forces Attack U.S.-Backed Forces », The New York Times, https://www.nytimes.com/2024/12/08/world/middleeast/syria-turkey-kurds.html

MANBIJ REGION
07.12.2024



RIC ROJAVA INFORMATION CENTER



15. Situation au 30 décembre 2024.

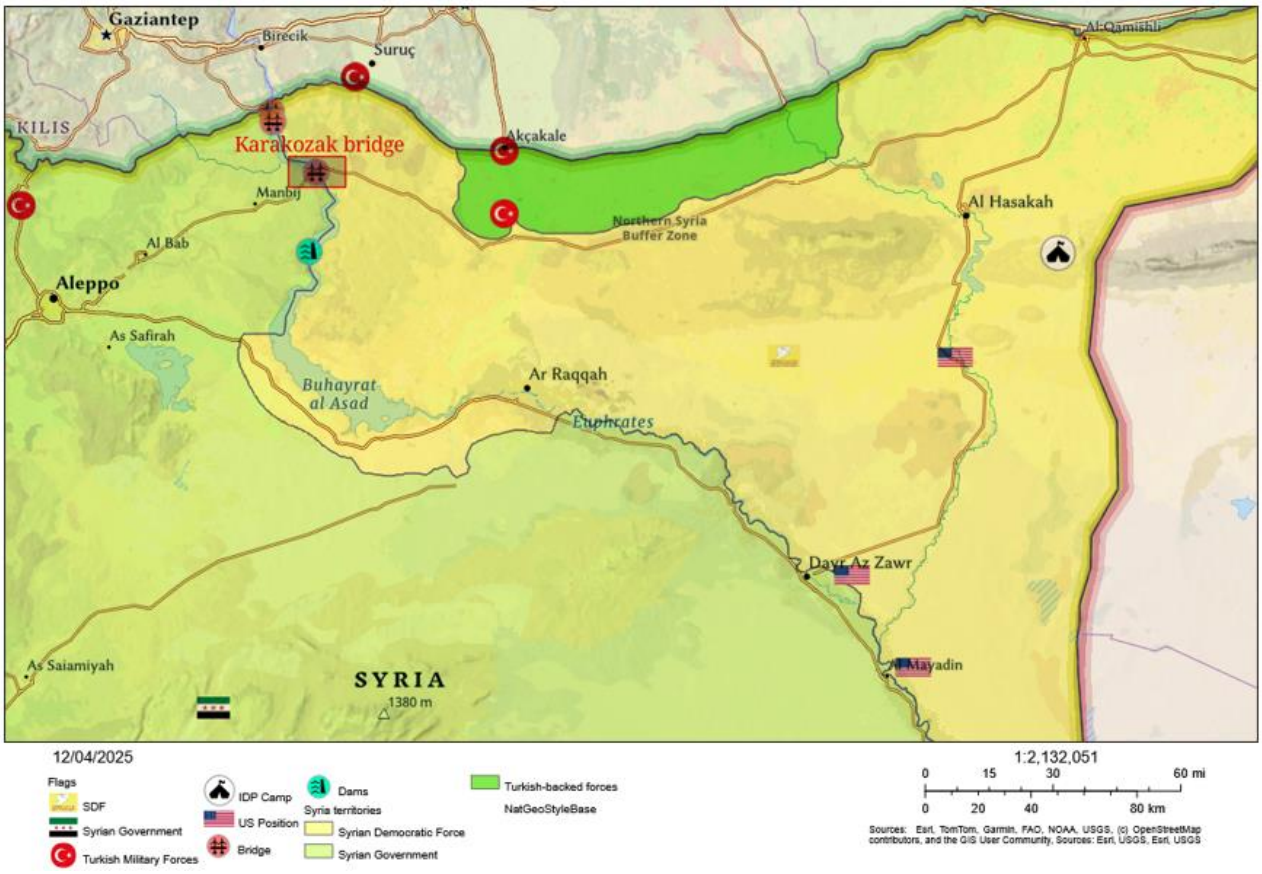
L'Armée Nationale Syrienne exécute une dizaine de combattants des Forces Démocratiques Syriennes qui, blessés, recevaient des soins au sein d'un hôpital militaire au nord de Manbij. Elle met de plus à feu des maisons de familles kurdes et procède à des exécutions extra-judiciaires à caractère raciste[215].

Un cessez-le-feu entre l'Armée Nationale Syrienne et les Forces Démocratiques Syriennes est implémenté le 12 décembre avec l'aide des États-Unis. Cependant, les négociations entre les parties belligérantes patinent. La Turquie demande un kilomètre carré de terre près du pont de Karakozak ; ce dernier relie la rive occidentale et orientale de l'Euphrate et permet la continuité de la route M4, épine dorsale du nord de la Syrie qui la traverse d'est en ouest. L'État turc souhaite remettre la tombe de Sulaiman Shah, grand-père d'Osman Ier, fondateur de l'Empire

[215] Syrian Observatory for Human Rights (2024), « Having been besieged by faction », *Injured combatants of "Manbij Military Council Forces" extrajudicially executed in eastern Aleppo*, https://www.syriahr.com/en/351099/

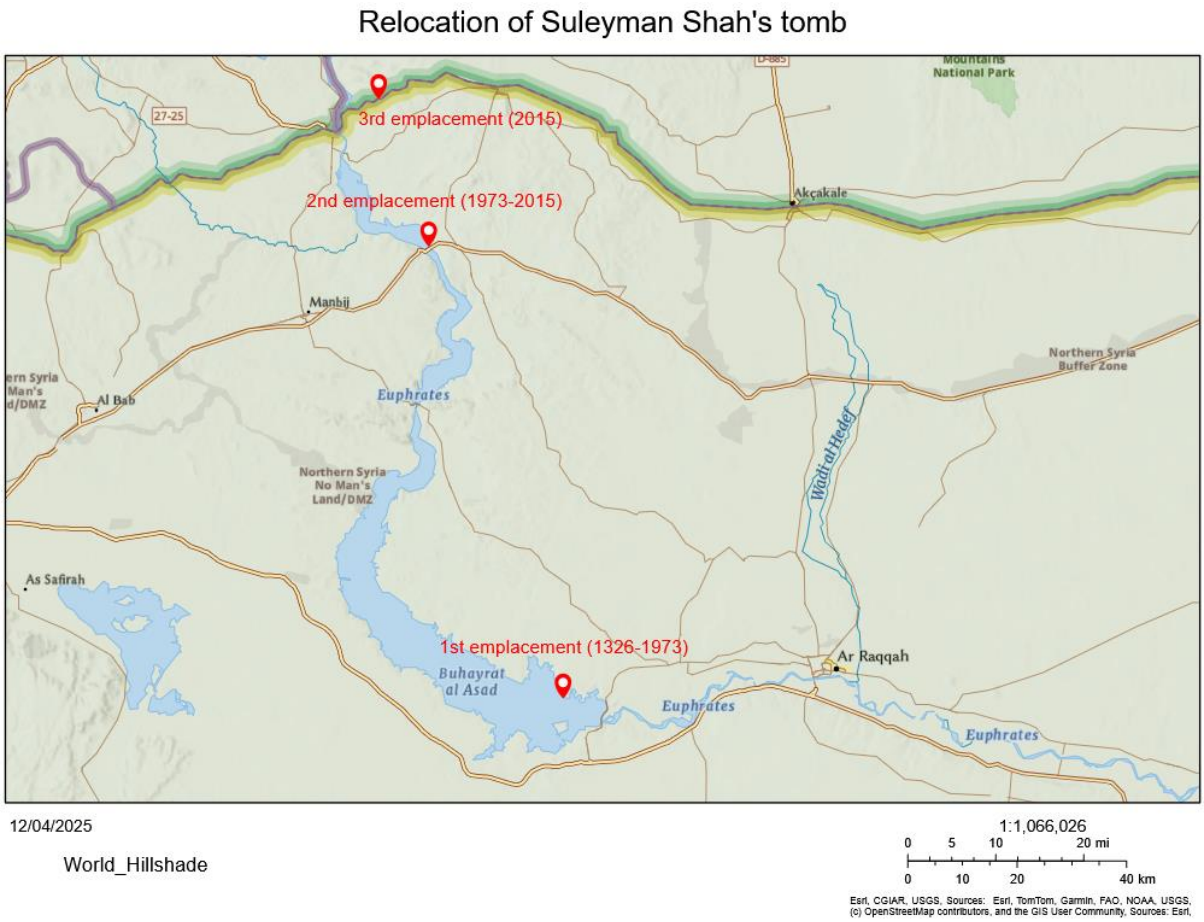
ottoman, près du pont de Karakozak. La sépulture avait été déplacée en 2015 suite aux craintes de sa possible destruction par l'État Islamique. En février 2015, la coopération des forces armées turques avec les Unités de Défense du Peuple (YPG) avait permis de transférer la tombe à la frontière syro-turque. Un premier déplacement de la sépulture avait déjà été réalisé en 1973, suite à la création du lac Assad causé par la mise en place du barrage de Tabqa.

Les Forces Démocratiques Syriennes refusent la demande turque de disposer d'un kilomètre carré près du pont de Karakozak, ceci se présentant comme une opportunité pour la Turquie d'y établir une base militaire dans un emplacement stratégique[216].



16. Situation décembre 2024. Modifications personnelles apportées à la carte.

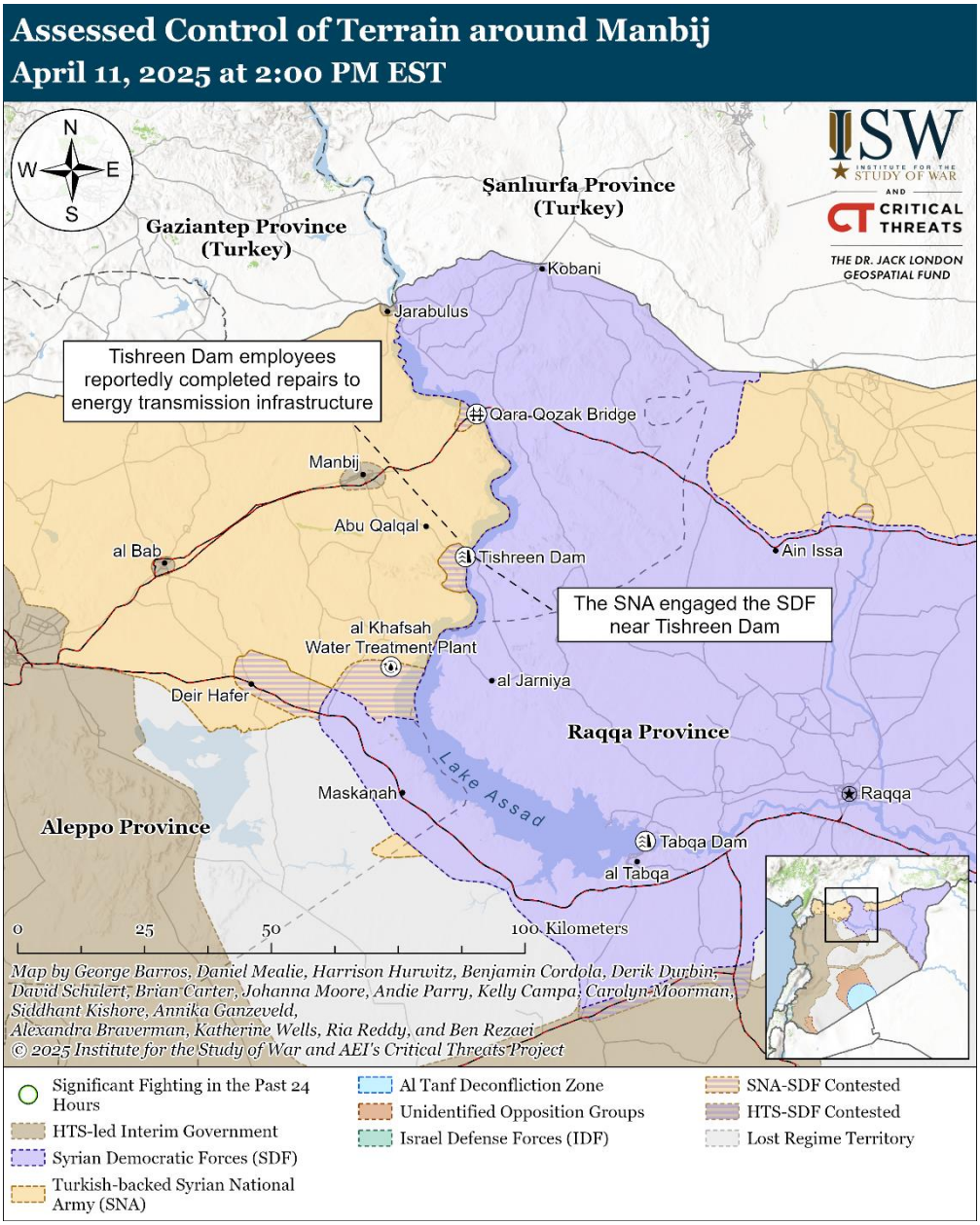
[216] Enab Baladi (2024), « Ceasefire Agreement Between SDF and Turkey Collapses », The Syrian Observer, https://syrianobserver.com/foreign-actors/ceasefire-agreement-between-sdf-and-turkey-collapses.html



Le cessez-le-feu est cependant reconduit le 17 décembre mais est violé par l'Armée Nationale Syrienne qui tente une incursion sur les territoires contrôlés par les Forces Démocratiques Syriennes[217]. Mazlûm Abdi, commandant des Forces Démocratiques Syriennes, propose la mise en place d'une zone démilitarisée à Kobanê sous la supervision des États-Unis dans l'objectif de calmer les tensions. La proposition est rejetée par la Turquie[218]. Les Forces Démocratiques Syriennes entament une offensive le 23 décembre pour repousser l'Armée Nationale Syrienne. Elles reprennent la ville de Deir Hafer, déjà contrôlée le 30 novembre mais capturée par l'Armée Nationale Syrienne durant leur offensive ; les combats se situent dans les régions environnants Deir Hafer, le barrage de Tishrin ainsi que le pont de Karakozak. Les lignes de front semblent, depuis fin mars, se stabiliser. Un nouveau cessez-le-feu est conclu en avril 2025.

[217] Rudaw (2024), « SDF accuses SNA of violating ceasefire in Kobane », https://manage.rudaw.net/english/middleeast/syria/181220244

[218] Zaman A. (2024), « Turkey-backed Syrian factions end US-mediated ceasefire with Kurdish-led SDF », Al-Monitor, https://www.al-monitor.com/originals/2024/12/turkey-backed-syrian-factions-end-us-mediated-ceasefire-kurdish-led-sdf



Depuis décembre 2024, les Forces Démocratiques Syriennes semblent avoir augmenté leurs capacités en termes de défense contre les drones ainsi qu'en termes d'attaque aérienne. Elles ont effectivement réussi à acquérir des modèles commerciaux de quadricoptères qui s'axent sur des missions de surveillance et de reconnaissance ainsi que des drones FPV (First Person View) utilisées pour des attaques kamikazes. Généralement, des mortiers ou roquettes sont attachées aux drones. Ceci leur permet d'attaquer les lignes de ravitaillement des milices de l'Armée Nationale Syrienne et de perturber leurs mouvements[219]. Des unités militaires

[219] Borsari F. (2025), « The Evolution of the SDF's Drone Operations », *Tactical Refinement in Modern Non-State Warfare*, Militant Wire, https://www.militantwire.com/p/the-evolution-of-the-sdfs-drone-operations ; Mohammed D. (2025), « SDF's Drone Warfare: A Tactical Shift in Syria's Ongoing Conflict », Kurdistan 24, https://www.kurdistan24.net/en/story/826235/sdfs-drone-warfare-a-tactical-shift-in-syrias-ongoing-conflict

spécialisées dans les drones, les unités du martyr Harûn, ont d'ailleurs été mises en place durant l'offensive de Manbij au sein des Forces Démocratiques Syriennes ; tandis qu'un *crowdfunding* intitulé « Drones for Rojava » a été lancé pour financer le programme de drones des Forces Démocratiques Syriennes.



17. Source : SDF/Drones for Rojava.

En outre, il semblerait que les Forces Démocratiques Syriennes aient obtenu une technologie capable de contrer les drones. Même si les moyens utilisés n'ont pas été divulgués, il se pourrait qu'il s'agisse de missiles guidés surface-air[220]. Les Forces Démocratiques Syriennes ont ainsi abattu des drones turcs TB2 qui ont, durant mes années de terrain, semé la terreur au sein des populations du nord-est de la Syrie (cf. chapitre 5). La guérilla du PKK avait antérieurement déclaré, en mars 2024, qu'elle disposait dorénavant de missiles via lesquels elle avait réussi à détruire 15 drones turcs depuis février 2023, dont des Bayraktar TB2 et Akıncı, ainsi que des Aksungur et Anka de Turkish Aerospace Industries[221]. Le PKK a d'ailleurs publié plusieurs

[220] Defensemirror.com bureau (2024), « Syrian Democratic Forces Claim Downing Turkish Bayraktar TB2 Drone », *Turkish military buildup near Kobani raises fears of large-scale incursion*, Defense Mirror, https://www.defensemirror.com/news/38423/Syrian_Democratic_Forces_Claim_Downing_Turkish_Bayraktar_TB2_Drone ; War Noir (2025), « Weapons Used by Syrian Democratic Forces », *Drones, Guided Missiles, and Other Arms*, Military Wire, https://www.militantwire.com/p/weapons-used-by-syrian-democratic

[221] ANF (2024), « HPG says it downed 15 Turkish drones over South Kurdistan », ANF News, https://anfenglishmobile.com/features/-72330

vidéos de ces attaques sur sa chaine Gerîla TV. Cette annonce, réalisée par le commandement général de la guérilla, avait semé l'émoi au sein du mouvement de libération kurde et avait donné un regain d'espoir parmi mes connaissances au nord-est de la Syrie.



18. Combattant du PKK avec un résidus de Bayraktar TB2.

2.7.4. Bâtir une nouvelle Syrie

Le 29 janvier 2025, Ahmed al-Sharaa, anciennement al-Jawlani, est désigné président pour une période de transition de 5 ans. Sa nomination est annoncée durant une conférence réunissant les commandants d'Hayat Tahrir al-Sham et leurs principales forces alliées. Les préparatifs pour établir une nouvelle constitution sont établis le mois suivant ; dans cette optique, une conférence est organisée avec 900 citoyen·ne·s afin d'édifier les bases de la constitution en période de transition et d'établir un comité axé sur sa rédaction. Cependant, aucune représentation de l'Administration autonome n'est invitée. La constitution intérimaire est publiée le 13 mars 2025 mais est rejetée par le Conseil Démocratique Syrien[222] : *« [...] la soi-disant « Conférence de dialogue national » n'a pas été équitable en représentant les composantes sociales ou les entités politiques, et le Conseil démocratique syrien affirme que tout ce qui s'appuie sur les résultats de cette conférence restera insuffisant pour résoudre le problème national. Ce projet reproduit l'autoritarisme dans un nouveau format, enracinant la gouvernance centralisée et accordant au pouvoir exécutif des pouvoirs absolus, tout en restreignant l'action politique et en gelant la formation de partis, en perturbant le chemin de la transition démocratique et en ignorant l'absence de mécanismes clairs de justice transitionnelle, ce qui aggrave encore la crise nationale. La Syrie est une patrie pour tout son peuple, et nous n'accepterons pas la reconstruction d'un régime autoritaire. »*[223] Effectivement, de nombreux points au sein de la constitution se montrent problématiques pour l'Administration autonome : tout d'abord, la concentration du pouvoir exécutif dans les mains du président, l'insistance sur l'unité territoriale de la Syrie et l'absence d'indications quant à une gouvernance décentralisée, la désignation de la jurisprudence islamique comme source principale de juridiction, mais aussi le maintien du nom de l'État en République *arabe* syrienne, la désignation de la langue arabe comme unique langue officielle ainsi que l'obligation pour le président d'être musulman. Il est y tout de même mentionné la garantie des droits culturels et linguistiques des différentes composantes de la Syrie ainsi que la liberté de croyance – néanmoins, celle-ci est limitée aux « religions célestes » et la pratique de certains rituels ne doit pas enfreindre l'ordre public[224]. Ce dernier énoncé nécessiterait donc d'être clarifié car il peut contrevenir à certaines croyances et pratiques religieuses locales.

[222] Pour rappel, le Conseil Démocratique Syrien est l'organe diplomatique du nord-est de la Syrie. Il est chargé des affaires relatives aux relations internationales de l'Administration autonome, mais aussi des négociations avec le gouvernement syrien. Le Conseil Démocratique Syrien est constitué de partis politiques, de personnes indépendantes et d'organisations, comme le Kongra Star, le Conseil Syriaque ou le Syndicat Yézidi.

[223] Conseil Démocratique Syrien (2025), Publication sur Twitter, https://x.com/SDCPressT/status/1900460888781439061

[224] « Constitutional Declaration of the Syrian Arab Republic », Traduction non-officielle, https://constitutionnet.org/sites/default/files/2025-03/2025.03.13%20-%20Constitutional%20declaration%20%28English%29.pdf?ref=syriaaccountability.org

L'établissement du gouvernement de transition suit cette logique. En effet, aucun·e représent·e de l'Administration autonome n'y est impliqué·e. Le nouveau gouvernement est constitué de 23 membres de cabinet, certains issus de l'opposition syrienne du début de la révolution et quelques autres provenant de minorités culturelles et religieuses. Yarub Badr, d'obédience alaouite, siège au ministère des transports ; Hind Kabawat, seule femme du gouvernement, est quant à elle catholique et détient comme portefeuilles celui des affaires sociales et du travail ainsi que celui de l'agriculture. Le ministère de l'éducation a été conféré à un kurde – celui-ci ne détient cependant pas de liens avec l'Administration autonome[225].

Un rapprochement entre l'État syrien et les Forces Démocratiques Syriennes a néanmoins pu être constaté au travers de l'accord signé en mars entre Ahmed al-Sharaa (Jawlani) et Mazlûm Abdi, commandant des Forces Démocratiques Syriennes. L'accord prévoit l'intégration des Forces Démocratiques Syriennes au sein de l'armée nationale. Cependant, il s'agit plutôt de construire un cadre d'entendement commun plutôt qu'une feuille de route clairement définie. L'accord stipule que les institutions civiles et militaires contrôlées par les Forces Démocratiques Syriennes, y compris les postes frontières, les aéroports et les réserves de pétrole et de gaz naturel, seront intégrés au sein du gouvernement syrien. Les modalités de cette unification, notamment celles entourant la présence d'une chaine de commandement autonome pour les Forces Démocratiques Syriennes, restent floues.

Des négociations ont de plus été réalisées vis-à-vis des quartiers de Sheikh Maxsûd et Ashrafiyeh, quartiers d'Alep sous l'autorité de l'Administration autonome durant mes années de terrain (cf. chapitre 3). Les Forces Démocratiques Syriennes se sont retirées pour laisser les *asayîş*[226] s'occuper de la sécurité, qui se coordonnent désormais avec la sécurité interne de Damas[227].

[225] MacDonald A. (2025), « Syria reveals new religiously diverse interim government », Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/syria-reveals-new-religiously-diverse-interim-government
[226] Sécurité interne du nord-est de la Syrie.
[227] ANF (2025), « Internal Security Forces take over security in Sheikh Maqsoud and Ashrafiyah neighborhoods of Aleppo », https://anfenglish.com/rojava-syria/internal-security-forces-take-over-security-in-sheikh-maqsoud-and-ashrafiyah-neighborhoods-of-aleppo-78747 ; Rudaw (2025), « SDF, Syrian forces begin joint oversight of Kurdish-majority neighborhoods in Aleppo », https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/130420251



19. Mazlûm Abdî, commandant des Forces Démocratiques Syriennes (gauche) et Ahmed al-Sharaa, président intérimaire de la Syrie (droite), après la signature de l'accord du 10 mars 2025. Source : AP/The Guardian.

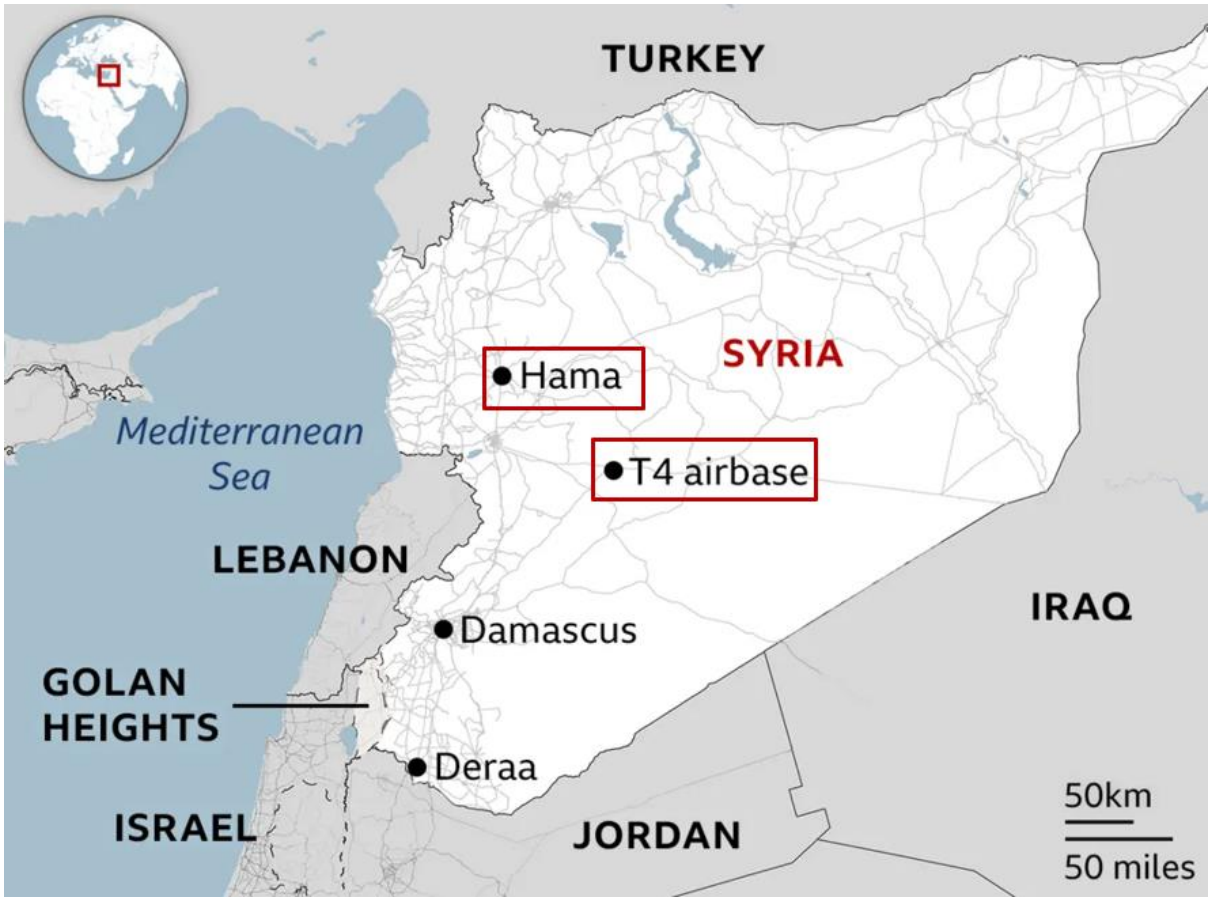
La Turquie s'est empressée de rendre visite à la capitale syrienne après un tel accord, dont elle se méfie. Il restreint effectivement la Turquie dans ses ambitions d'expansion territoriale en Syrie. Il se pourrait que la Turquie utilise ce rapprochement pour faire pression sur al-Sharaa (Jawlani) afin qu'il limite l'autonomie de l'Administration autonome[228]. Il se pourrait notamment que la Turquie s'interpose entre les deux entités politiques afin d'entraver de futurs accords. Jawlani a besoin du support turc et Ankara, en tant que principal soutien de Damas, a offert dès le début de l'année son assistance militaire au nouveau gouvernement syrien[229].

Des tensions commencent d'ailleurs à apparaitre entre la Turquie et l'État israélien dans ce cadre, surtout après la destruction des bases aériennes de Tiyas et d'Hama par ce dernier. La Turquie planifie effectivement de s'y déployer et d'y installer des systèmes de défense anti-aérien ainsi que des drones[230].

[228] Schiavi F. S. (2025), « Ahmed al-Sharaa's deal with the SDF : A new chapter for Syria's Kurds or a temporary arrangement ? », The New Arab, https://www.newarab.com/analysis/ahmed-al-sharaas-deal-sdf-new-chapter-syrias-kurds

[229] Soylu R. (2025), « Turkey offers military aid to Syria for counterterrorism during unprecedented Ankara visit », Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/turkey-offers-military-aid-syria-counterterrorism-unprecedented-visit

[230] Soylu R. & MEE correspondent (2025), « Turkey moves to take control of Syria's strategic T4 air base : Sources », Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/turkey-moves-take-control-syrias-strategic-t4-air-base-sources



20. Source : BBC. Modifications personnelles apportées à la carte.

Les prochains mois de l'année 2025 seront décisifs pour la reformation de l'appareil étatique syrien. Les négociations entre les différentes parties sont en cours et des solutions doivent être élaborées entre les différents jeux d'influences. Les futures actions de l'État sioniste vont, elles aussi, définir le futur de la Syrie ; certains analystes émettant la possibilité qu'il cherche à établir sur le long-terme « le couloir de David », une zone sous son contrôle qui rejoindrait le plateau du Golan au nord de la Syrie en longeant la frontière irako-syrienne[231].

Quant aux Forces Démocratiques Syriennes, elles ont conscience que la présence américaine n'est pas illimitée : ainsi, des accords avec Damas pourraient remédier à assurer une stabilité envers la Turquie.

En outre, le 27 février, Abdullah Öcalan, leader du PKK enfermé sur l'île-prison d'Imralı depuis 1999, a réalisé une déclaration publique historique et a demandé au PKK d'organiser

[231] Al-Modon (2025), « Israel's Strategic Ambitions in Syria », *Fragmentation, the « David Corridor », and Confrontation with Turkey*, The Syrian Observer, https://syrianobserver.com/foreign-actors/israels-strategic-ambitions-in-syria-fragmentation-the-david-corridor-and-confrontation-with-turkey.html ; Yaghi M. (2025), « David's Corridor: Israel's shadow project to redraw the Levant », The Cradle, https://thecradle.co/articles/davids-corridor-israels-shadow-project-to-redraw-the-levant

un congrès de son commandement général dans l'objectif de déposer les armes. Mazlûm Abdî, commandant des Forces Démocratiques Syriennes, a spécifié que ce message était adressé à la guérilla du PKK et non aux forces armées du nord-est de la Syrie. Il a cependant réitéré son désir de trouver une solution pacifique au conflit et espère que cette démarche détiendra un impact positif sur le nord-est de la Syrie : *« Je crois qu'un cessez-le-feu entre le PKK et la Turquie ou un processus de paix [en Turquie] aurait un impact positif sur notre région. Nous espérons que ce processus aura un impact sur notre région. »*[232] Cependant, le scepticisme face à une véritable volonté de la part de l'État turc de stabiliser ses relations avec l'Administration autonome est, dans mes conversations avec les acteur·trice·s du terrain, toujours de mise.

[232] Kurda D. (2025), « SDF says Ocalan's call for PKK disarmament, dissolution does not apply to them », Rudaw https://www.rudaw.net/english/middleeast/270220252

3. « Em çi bikin ? »

Au sein de ce chapitre, la conception de la politique à l'échelle internationale sera étudiée à partir du concept d'oppression et d'injustice présent au sein des discours des acteur·trice·s du terrain. J'analyserai, au travers du concept d'impérialisme biopolitique, les vécus enlisés dans les jeux d'influence géopolitiques. La dimension spatiale de la guerre sera ensuite explorée. Je me pencherai sur l'étude de la mobilité des espaces et des impacts concrets de celle-ci sur la vie quotidienne et les manières d'être au monde. Enfin, la notion de guerre sera abordée par le biais de l'ethnographie. Celle-ci rend compte de plusieurs dimensions, dont l'enclavement, le manque, ainsi que la perte. Cette dernière sera étudiée au travers de la figure du·de la martyr·e.

3.1. Zilm

Heval[233] Deluvan m'avait appelé afin de me demander si je souhaitais l'accompagner pour amener des affaires à un groupe de déplacé·e·s internes. Originaires de Serê Kaniyê, plusieurs dizaines d'individus s'étaient réfugiés dans une école désaffectée non loin d'Hasakê après l'invasion. *Heval* Deluvan m'indiqua que le jeune Mohammed Hamid, victime d'une attaque turque au phosphore blanc, faisait partie de ces personnes. Son père était prêt à répondre à mes éventuelles questions, m'informa-t-il.

Mohammed Hamid. La photo de son corps brûlé me revint à l'esprit. J'essayai de chasser cette image mais elle n'arrivait plus à partir. Dans les premiers jours de l'invasion de Serê Kaniyê, la photo de Mohammed, 12 ans, couvert de brûlures, les yeux écarquillés et hurlant de douleur, avait fait le tour des réseaux sociaux. J'étais honoré qu'*heval* Deluvan ait souhaité me présenter à Mohammed et sa famille. J'acceptai la proposition sans hésitation. *« Bien. Je viens te chercher à l'aube »* m'indique-t-il.

Le lendemain, nous étions en route pour Hasakê sous la chaleur étouffante du mois de juin. Les colonnes de fumée noire provenant des incendies des champs commençaient à transparaitre à l'horizon. Lorsque nous arrivâmes dans la cour de l'école, plusieurs personnes attendaient à l'ombre les camionnettes remplies de vivre et de vêtements. La distribution des colis fût effectuée dans une des classes remplies de matelas et de sacs entassés contre les murs. Beaucoup de familles semblaient habiter les lieux. J'entraperçu sur le pas de la porte Mohammed tenant à bras son petit frère. Son père nous salua et nous proposa de nous installer dans le couloir, endroit où quelques bribes de vent pourraient nous rafraichir un peu. J'étais pour ma part, comme chaque jour d'été ici, déjà trempé de sueur au point où des traces de sels tâchaient mes vêtements. L'air sec combiné à la poussière asséchait les muqueuses et je me retrouvais souvent à saigner du nez et à me gratter les yeux. Mohammed, lui, n'était pas censé être dans des zones à une température de plus de 22°C. Son père m'expliqua :

[233] (kur.) Camarade. Pour rappel, dans le nord-est de la Syrie, il est assez commun de s'appeler *heval* suivi du prénom. Le terme provient évidemment de la tradition marxiste-léniniste du mouvement de libération kurde mais n'est cependant pas réduit à celui-ci. Au Rojava, il peut ainsi simplement se référer au terme « ami » - d'autres termes en *kurmancî* peuvent désigner « ami » mais c'est généralement celui-ci qui est le plus usité. Pour rappel, j'entends par « mouvement de libération kurde », le mouvement politique qui adhère aux théories d'Abdullah Öcalan. Cette expression, utilisée dans la diaspora kurde, est assez vague et permet ainsi de ne pas se cantonner au PKK ou d'autres organisations politiques et offre ainsi l'opportunité de penser les affinités politiques en termes idéologiques et moins au travers de liens concrets avec le parti.

Entretien avec Agir, le père de Mohammed, juin 2020.

> « Ça s'est passé au deuxième jour de l'invasion. Mohammed était dehors, seul lui a été touché. Moi, je n'étais pas là. Je suis revenu en catastrophe et l'ai conduit avec ma camionnette de travail jusqu'à l'hôpital de Tal Tamr. J'ai plus tard reçu un appel du président Barzani qui m'a informé de la possibilité de l'envoyer en France pour un traitement. Il a pu être transféré vers le Başur par Heyva Sor et puis a été amené à Paris. Il y est resté 102 jours. Il est ensuite revenu au Başur et est resté là-bas 34 jours. L'administration autonome est en train de nous aménager une maison avec un air conditionné et de l'électricité, mais acheminer les médicaments jusqu'au Rojava est compliqué. En plus, il n'est pas censé s'exposer au soleil durant les 5 prochaines années. La France a reconnu qu'il avait été victime de phosphore blanc mais nous n'avons pas pu demander le statut de réfugié politique. »

Il me tend alors les médicaments prodigués puis le rapport médical. Mohammed a subi 7 chirurgies en 3 mois et 40% de sa surface corporelle a été brûlée. Je me tournai vers Mohammed et lui demandai si le personnel hospitalier fût gentil avec lui. « Oui » me dit-il. J'aperçu la tête de Bugs Bunny dessinée au feutre sur son tube de paraffine, en dessous de l'annotation « MOMO » [pour Mohammed]. « Mais je n'ai pas pu voir la Tour Eiffel » conclut-t-il d'un air sombre.



21. Mohammed avec son petit frère, 2020. Photo de Rawan Jumaa.

Après l'attaque, plusieurs rapports et déclarations d'expert·e·s ne tardèrent pas à éclore sur l'utilisation de phosphore blanc par la Turquie durant l'invasion de Serê Kaniyê[234]. Le microbiologiste et épidémiologiste Abbas Mansourian, qui se porta volontaire depuis l'Europe pour soigner les blessé·e·s durant la guerre de Serê Kaniyê, stipula dans sa conférence de presse du 27 janvier 2020[235] :

> *Extrait de la conférence de presse, 27 janvier 2020.*
>
> Pour la première fois, nous étions confrontés à des blessures radicalement différentes. Les signes et symptômes observés sur les victimes, majoritairement des civils, étaient compatibles avec une exposition aux armes chimiques. […]

[234] Sabbagh D. (2019), « Investigation into alleged use of white phosphorus in Syria », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2019/oct/18/un-investigates-turkey-alleged-use-of-white-phosphorus-in-syria

[235] Mansourian A. (2020), « Usage du phosphore blanc au Rojava : Rapport médical », Conférence de presse, Fondation Institut Kurde de Paris, https://www.institutkurde.org/info/quot-usage-de-phosphore-blanc-au-rojava-quot-rapport-medical-1232551767

> Le rapport du laboratoire [laboratoire suisse Wessling] confirme qu'il y a une corrélation entre les symptômes et les bombes chimiques.

Les lois qui régissent l'utilisation du phosphore blanc dans un conflit armé peuvent apparaitre comme un véritable imbroglio pour une personne profane en droit international. En clair, le phosphore blanc est utilisé dans les combats pour créer des écrans de fumée – qui permettent de cacher ses mouvements à l'ennemi par exemple – mais aussi, à l'inverse, pour éclairer des zones de combats. Dans ce cadre, l'utilisation du phosphore blanc est tout à fait légale. En fait, le phosphore blanc n'est ni une arme incendiaire selon le Protocole III de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), ni une arme chimique selon la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes chimiques et sur leur destruction[236].

En effet, le phosphore blanc n'est pas considéré comme une arme incendiaire selon le CCAC car ses propriétés incendiaires sont considérées comme une déviation de sa fonction première – contrairement au napalm qui fût spécifiquement conçu pour celles-ci et rentre donc dans la définition d'une arme incendiaire. Cependant, ce n'est pas parce qu'une arme est considérée comme incendiaire qu'elle est prohibée. Son utilisation est surtout régie par des restrictions dont l'objectif vise la protection des civils. De plus, la Turquie n'est pas liée au Protocole III de la convention[237]. En parallèle, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes chimiques et sur leur destruction n'interdit pas tous les agents chimiques. Le phosphore blanc ne fait ainsi pas partie de la liste des produits chimiques interdits par ladite convention.

En résumé, le phosphore blanc se plie aux mêmes règles que les autres armes légales. Ces dernières, basées sur le droit de la guerre, ont pour principe fondateur la distinction entre civils et combattant·e·s. En effet, viser délibérément des civils qui ne prennent pas directement part

[236] Aiesi M. J. (2019), « The Jus in Bello of White Phosphorus : Getting the Law Correct », The Lawfare Institute, https://www.lawfaremedia.org/article/jus-bello-white-phosphorus-getting-law-correct

[237] Nations-Unies (1980), « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (avec Protocoles I, II et III). Genève, 10 octobre 1980. », Recueil des Traités, vol. 1342, p. 137, https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?chapter=26&clang=_fr&mtdsg_no=XXVI-2&src=TREATY ; Nations-Unies, « Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III). Genève, 10 octobre 1980. », Comité International de la Croix-Rouge, https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/ccw-protocol-iii-1980/state-parties

au conflit viole différentes conventions internationales (La Haye[238], Genève[239]) ainsi que le droit international coutumier[240]. Ainsi, selon Aiesi, *« en se concentrant sur les munitions et non sur les principes établis de ciblage, les critiques risquent de permettre que les violations réelles du droit de la guerre – et potentiellement les crimes contre l'humanité que la Turquie pourrait commettre – soient éclipsées par un débat sensationnel mais insensé sur le phosphore blanc »*[241].

Sauf que dans le nord-est de la Syrie, tout est possible et tout le monde est en roue libre. Mohammed en est la preuve. Un enfant de 12 ans peut potentiellement subir une attaque au phosphore blanc sans que l'agresseur n'en subisse les conséquences. Le nord-est de la Syrie se présente à cet effet comme une enclave où l'état d'exception est la règle. L'enchevêtrement d'intérêts des puissances extérieures amenait à ce que tout soit possible : *« Alors que le droit international constituait l'effort de la modernité pour réglementer la guerre entre États souverains, une telle limitation n'existe pas à l'ère de l'Empire, où l'antagonisme formateur est celui entre les réseaux de forces de l'Empire et ceux de tous les autres. La guerre globale, en ce sens, est un état d'exception généralisé où la guerre constitue une présence perpétuelle. »*[242]

La violence du quotidien avait ainsi forgé la conscience aigüe d'être seul. Entre toutes les longues discussions entretenues sur le terrain, l'idée qui s'y faufilait était généralement la même : la présence d'un *« no-man's land entre le droit public et le fait politique, et entre l'ordre juridique et la vie »*[243]. Les paroles d'un cinquantenaire originaire d'Idleb sont dans ce sens éloquents : *« il aura fallu 5 ans pour qu'on nous dise qu'Assad a effectivement gazé la population à Douma »*[244]. Mon interlocuteur se référait à une attaque au chlore perpétrée par le régime Assad en 2018 sur une ville située en banlieue de Damas. Fin janvier 2023, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui s'occupe de la bonne application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur

[238] Convention (1907), « Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe : Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. La Haye, 18 octobre 1907. », Deuxième Conférence internationale de la Paix, Vol. 1, p. 626-637, https://www.legal-tools.org/doc/970398/pdf

[239] Nations-Unies (1977), « Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) », Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/protocol-additional-geneva-conventions-12-august-1949-and

[240] Doswald-Beck L. & Henckaerts J.-M. (2005), « Customary International Humanitarian Law », *Volume I : Rules*, International Committee of the Red Cross, Cambridge University Press.

[241] Aiesi M. J. (2019), *op. cit.*

[242] Jabri V. (2007), « War and the Transformation of Global Politics », Palgrave MacMillan, p. 53-54.

[243] Agamben G. (2005), « State of Exception », Chicago, University of Chicago Press, p. 1 *cité par* Fassin D. & Pandolfi M., « Introduction : Military and Humanitarian Government in the Age of Intervention », p. 9, *in* Fassin D. & Pandolfi M. (dir.) (2010), « Contemporary states of emergency », The Politics of Military and Humanitarian Interventions, Zone Books.

[244] Discussion entretenue avec un homme originaire d'Idleb réfugié à Raqqa.

destruction, publia un rapport sur l'utilisation du gaz toxique par les forces armées d'Assad[245]. Ce dernier confirma le largage de barils de chlore par les forces aériennes syriennes à Douma, quartier contrôlé durant cette période par le groupe armé d'opposition Jaysh al-Islam[246].

Je pense que c'était ce sentiment que cet homme d'Idleb souhaitait me partager, lorsqu'il déclarait qu'*« il aura fallu 5 ans pour qu'on nous dise qu'Assad a effectivement gazé la population à Douma »*. Une longue enquête pour assurer au monde qu'un massacre avait bien été fait. Mais sur le terrain, la réalité continuait telle qu'elle était, ou alors, le semblant d'aide qui pourrait apparaitre était emmêlé dans une série d'intérêts qui rendent la vie des personnes locales presque caduques. Sur le terrain, j'avais parfois l'impression que nous étions pris en étau entre différentes forces qui ne possédaient aucune limite. Chacun veut sa part du gâteau et, quoi qu'il se passe ici, les chances que les crimes commis par Assad et toutes les forces étrangères en présence soient un jour jugées sont minces.

L'homme qui m'avait adressé ces mots avait beaucoup vécu. Il s'occupait à présent de coordonner les affaires sociales, économiques et politiques des personnes originaires d'Idleb et réfugié·e·s à Raqqa au travers du Idleb Green Council : *« concernant la révolution, c'est un principe national que nous avons et nous ne pouvons pas l'abandonner. Nous avons fait cette révolution pour s'opposer à l'oppression et arrêter l'injustice. Nous n'avons pas abandonné ces principes qui nous ont forgés »*[247]. La plupart des personnes sur le terrain savaient que les violences subies ou seraient passées sous silence, ou, même si celles-ci étaient médiatisées, continueraient. Elles ne pourraient compter que sur elles-mêmes pour se sortir d'affaire. Car malgré l'enquête minutieuse réalisée par l'OIAC sur le massacre de Douma, Bachar al-Assad est toujours au pouvoir et les oppositions sont aujourd'hui enlisées dans des enjeux géopolitiques qui les dépassent largement.

Mais l'espoir de la présence d'une structure objective qui puisse arrêter le cours de la guerre transparaissait parfois au sein des discours. Elle surgissait au travers de certaines questions formulées, ou de demandes réalisées, presque comme si à elles seules elles étaient capables de freiner le cheminement infernal dans lequel s'enfonçait à toute vitesse la Syrie. Parfois, il m'était timidement demandé pourquoi les organisations des droits humains ne faisaient rien quant à

[245] OPCW (2023), « Third Report by the OPCW Investigation and Identification Team Pursuant to Paragraph 10 of Decision C-SS-4/DEC.3 "Addressing the Threat from Chemical Weapons Use", Douma (Syrian Arab Republic) - 7 April 2018 », S/2125/2023, https://www.opcw.org/media-centre/news/2023/01/opcw-releases-third-report-investigation-and-identification-team

[246] Le rapport confirme les suspicions évoquées dans de précédents comptes-rendus publiés par l'OIAC à ce sujet.

[247] Entretien avec les membres du Conseil Vert d'Idleb, janvier 2023.

la situation présente, mais la plupart n'avaient pas besoin de poser une telle question. La Turquie fait partie de l'OTAN et est une alliée stratégique pour les États-Unis.

Il va sans dire que l'humanitarisme est devenu une justification pour commettre des actions extralégales, dont des invasions militaires, comme ce fût le cas pour l'Irak en 2003[248]. Il est ainsi évident que cette « aide humanitaire » s'inscrit dans des relations de pouvoir entre les entités politiques locales et *« le sujet qui soigne, sauve, vient en secours, et qui est donc toujours le sujet moral, en quelque sorte éloigné de sa complicité dans l'histoire de la guerre et de sa violence »*[249]. Comme l'explicite Jabri, l'impératif de légiférer pour la paix produit une hiérarchie de conflits associée à des enjeux géopolitiques qui dépassent la souffrance humaine[250].

Mais je pense que c'est surtout au travers de l'espoir de la présence d'une figure d'objectivité vis-à-vis de la situation politique que ces interrogations doivent être appréhendées. En d'autres mots, je constatai que malgré l'impunité, l'espérance de recevoir une aide extérieure qui ne serait pas inscrite dans ces rapports de pouvoir pouvait toujours percer au détour d'une discussion.

Pour exemple, la mère et la tante de *şehîd* Issam[251] m'avaient un jour déclaré :

> *Entretien avec la famille de* şehîd *Issam, décembre 2022.*
>
> *Sa tante* : Nous espérons que ce que nous disons sorte vers le monde.
> *Sa mère* : Tu as dit que tu faisais des allers-retours. Il faut que tu retournes dans ta famille et que tu leur racontes ce qui se passe, qu'ils sachent la vérité. Il faut que tu partages mon Issam au monde. Je ne te demande que ça. Tu sais qu'il [Erdogan] nous oppresse et exerce cette injustice (kur. *zilm*, ar. *al-ẓulm*) sur nous. Je veux juste que cette oppression (kur. *zilm*, ar. *al-ẓulm*) cesse, au moins un peu.

Pour elles, j'étais ainsi le moyen pour que la vérité sur leur situation *« sorte vers le monde »*[252]. Cette expression rend compte de l'encaquement dans lequel les populations du nord-est de la Syrie se trouvent : les allées et venues entre le nord-est de la Syrie et le reste du monde étant un privilège, elles me percevaient comme le moyen pour que « la communauté internationale »

---

[248] Fassin D. & Pandolfi M., « Introduction : Military and Humanitarian Government in the Age of Intervention », p. 5-18, *in* Fassin D. & Pandolfi M. (éd.) (2010), *op. cit.*
[249] Jabri V., *op. cit.*, p. 132.
[250] *Idem.*
[251] Pour rappel, *şehîd* Issam est un journaliste kurde tombé martyr à Taqil Baqil après avoir été visé par une frappe aérienne turque en novembre 2022.
[252] « Derkeve ji duniyayê re ».

(kur. *civaka navneteweyî*, ar. *al-muǧtamaʿ al-duwalî*) prenne connaissance de l'oppression de l'État turc sur les populations du nord-est de la Syrie. Nous reviendrons dans une des sections suivantes sur l'enclavement du nord-est de la Syrie ; pour l'instant, retenons que les discours au sein des familles en appellent parfois à « l'opinion publique » (kur. *raya gişti*, ar. *al-raʾyu al-ʿaāmu*) ou à « la communauté internationale », mais évoquent surtout les organisations internationales de défense des droits humains (kur. *mafên însan*, ar. *ḥaquq al-insān*). Toutes ces expressions ont pour point commun la volonté d'attiser l'empathie par rapport à la souffrance vécue par la connaissance de celle-ci. Elles reposent sur l'idée que des instances représentant une neutralité par rapport aux conflits en cours soient capables de reconnaitre l'injustice vécue.

Le flou de ces concepts amène de plus à brouiller la division entre institutions propres à une population donnée et les opinions individuelles et collectives de celle-ci. D'ailleurs, il arrivait que des personnes interagissent avec moi en supposant que mon statut d'européen et les privilèges qu'il rapporte m'offrait la possibilité d'avoir un impact direct sur les décisions politiques belges voire européennes. Cette vision se rapporte à une vision idéalisée de l'Europe où les citoyen·ne·s détiendraient un accès direct au processus décisionnel.

Ces concepts (opinion publique, communauté internationale, droits humains) renvoient tous aux notions de justice (kur. *mafî* ou *adalet*, ar. *ʿadāla*) d'un côté, d'injustice et d'oppression (kur. *zilm*, ar. *al-ẓulm*) de l'autre, termes énormément utilisé sur le terrain. Plus précisément, *al-ẓulm* pouvait se retrouver au travers des discours politiques relatifs à la guerre avec la Turquie, ou encore au travers des descriptions de l'asservissement populaire face au pouvoir ottoman fin du XIX^{ème} siècle. Il transparaissait, en outre, au sein de récits provenant de catégories sociologiques hétéroclites. Ceci fût notamment le cas en Egypte à l'aube du printemps arabe, où le mot était intégré au sein de discours de dévotion islamique au sein des mosquées, de discours politiques islamiques ou encore révolutionnaires[253]. Dans le nord-est de la Syrie, il est fortement employé chez les *apoji* (*zilm* en kurmancî, *zulüm* en turc), et se retrouve notamment au travers du prénom et nom de guerre Mazlûm, de *maẓlūm* (ar.), qui désigne la personne opprimée.

Al-ẓulm est un concept polysémique qui a évolué historiquement. Il apparait à 319 reprises au sein du Coran et se réfère à l'action de dévier du droit chemin – en agissant de manière injuste, en privant quelqu'un de ses droits ou en cherchant à égarer les membres de la communauté

[253] Bogomolov A. (2016), « Injustice (*Ẓulm*) as the Cause of Revolution in the Discourse of the Egyptian Arab Spring: a Cognitive Semantics Analysis », The Oriental Studies, N°73-74, p. 63-103, https://skhodoznavstvo.org.ua/index.php/journal/article/view/99

musulmane[254]. Aujourd'hui, le concept est étroitement relié avec la notion de pouvoir – d'ailleurs, sur le terrain, le terme *sulṭān* (pouvoir, autorité) était utilisé en diapason d'*al-ẓulm*, souvent pour désigner la cause de cette dernière. Elle se réfère à l'injustice ainsi qu'au damage non seulement physique mais surtout moral d'une personne. Alors qu'originellement le concept s'établit sur une relative équivalence de celui qui exerce *al-ẓulm* et celui qui l'a subi, il s'imbrique aujourd'hui dans des rapports de pouvoir écrasants qui étouffent toute possibilité de justice sociale.

L'appel à la reconnaissance par les organisations internationales liées à la protection des droits humains de l'oppression turque se basait sur l'espoir (kur. *hêvî*, ar. *al-amal*) que la résistance (kur. *berxwedan*, ar. *al-muqāwma*) à l'injustice et l'oppression soit reconnue par lesdites organisations. Ceci supposait notamment que l'absence de justice, censée être instaurée par celles-ci, était surtout due au manque de médiatisation du conflit. Le fait que la réalité du terrain *« sorte vers le monde »*, selon les mots de la tante de *şehîd* Issam, amènerait ainsi à ce qu'une réponse des organisations pour les droits humains soit constituée de mesures capables de contrer l'injustice, *« au moins un peu »*.

Je pus constater ce phénomène lorsque j'arrivais à la petite ville de Zirgan non loin de la ligne de front. Les attaques y étaient particulièrement intenses et la couverture médiatique sur la situation s'avérait faible. En réaction, *heval* Dîlsoz et moi-même avions décidé d'y aller pour obtenir de plus amples informations sur la situation. Celles-ci pourraient servir pour un article et être utilisées dans l'ethnographie du terrain. Nous fûmes reçus chaleureusement par les responsables militaires qui nous offrirent le petit-déjeuner. Un *heval* fût désigné pour nous guider au travers des des « choses détruites », marques matérielles de la guerre. Il semblait jeune et très calme. Il répondait à mes questions, donnait des explications sur les décombres : comment la boulangerie avait été visée, plus la tour de télécommunication Syriatel, puis l'école. Je prenais des photos, essayais tant bien que mal de travailler le cadre choisit, mais plus nous avancions, plus mon sentiment d'impuissance décuplait. La ville avait été lourdement bombardée et s'était vidée de sa population ; la Turquie s'était notamment acharnée sur les infrastructures civiles. Moi, je marchais, m'arrêtais pour capturer en images les histoires que le *heval* me racontait. Comme si ceci changerait la donne, comme si ces informations publiées amèneraient à une indignation qui ferait pencher la balance. Je savais pertinemment qu'il ne servait à rien d'être défaitiste dans un moment pareil, mais je pouvais presque entendre l'espoir

[254] Pisani E. (2015), « La Violence dans le Coran », La Croix, https://www.la-croix.com/Abonnes/Theologie/Les-autres-religions/La-violence-dans-le-Coran

imperceptible au travers des mots prononcés. Lorsque nous retournâmes chez les responsables militaires, notre guide exposa ce que nous avions pu voir. Je ne sais pas vraiment si ceux-ci étaient satisfaits, je suppose qu'ils se doutaient pertinemment que l'impunité turque ne détenait pas pour unique source un manque de médiatisation, mais s'accordait avec des choix politiques qui amenaient un désintérêt total vis-à-vis des crimes commis par l'État turc.

Il semble important de préciser que je ne me présentais pas en tant que porteur d'une quelconque voix. Comme le note Spivak, *« l'anthropologue qui proclame vouloir « donner la parole » à ceux qui en ont moins la possibilité ne se livre souvent qu'à un discours postcolonial remodelé pour un monde postmoderne »*[255]. Mes interlocuteur·trice·s comprenaient que je repartirai avec mon interprétation des évènements et de la situation au sein de laquelle ils·elles baignaient. En fait, ils·elles tenaient à insister sur certains aspects de leur vécu, comme s'ils·elles souhaitaient être sûr·e·s que je l'appréhendais correctement. D'ailleurs, je pus durant mes années de terrain entendre des critiques sur la manière dont le conflit était médiatisé. Ainsi, je me rendais compte que, dans certaines situations, mes privilèges liés à mon statut d'européen pouvaient être utilisés par mes interlocuteur·trice·s pour diffuser de l'information mais un recul par rapport à sa transmission était d'application.

En outre, comme évoqué précédemment, la plupart des acteur·trice·s du terrain étaient bien plus méfiantes vis-à-vis du droit international et étaient persuadées que la réalité du terrain ne serait jamais reconnue par les protocoles qui caractérisent les institutions propres à la protection des droits humains. *« Vous vous dites le pays des droits de l'homme, mais au final … »* m'avait été plusieurs fois lancé au détour de discussions sur la situation géopolitique du moment. Cette expression renvoyait à l'hypocrisie qui résidait entre le décalage du *soft power* européen et étatsunien avec la réalité concrète du terrain qui est celle de vivre au milieu d'un agglomérat de différentes forces extérieures en compétition.

En effet, la lutte contre le terrorisme n'est, depuis 2018, plus la priorité des États-Unis, et cette problématique s'efface petit à petit au profit de la compétition stratégique inter-étatique[256], notamment avec l'Iran et la Russie. En outre, malgré l'alliance tactique opérée par les FDS avec les USA, le feu vert fût donné à la Turquie pour envahir Serê Kaniyê ; et la médiatisation de l'occupation n'a pas amené celle-ci à disparaitre. Les attaques de drones par la Turquie sont

[255] Spivak G. (1988), « Can the Subaltern Speak ? », Marxism and the Interpretation of Culture, p. 271-313, University of Illinois Press, *cité par* Nordstrom C., Robben A. C. G. M., « The Anthropology and Ethnography of Violence and Sociopolitical Conflict », p. 11, *in* Nordstrom C., Robben A. C. G. M. (éd.), *op. cit.*
[256] Braumoeller B. F. (2019), « Only the Dead », *The persistence of War in the Modern Age*, Oxford University Press.

régulières et le silence des USA quant à cet acharnement se révèle significatif. De plus, les frappes de drones américaines contre Hayat Tahrir al-Sham à Idleb se sont amenuisées depuis 2018. Ce groupe se présente ainsi un des derniers groupes d'opposition à Bachar al-Assad et est donc considéré comme un moindre mal, malgré leur politique de terreur appliquée sur les populations locales[257]. En parallèle, l'Iran et la Russie ancrent leur influence en perpétrant des attaques dans le nord-est de la Syrie au travers de milices, en bloquant le passage de biens et de personnes vers le nord-est de la Syrie[258], ou en exerçant des pressions au travers des différentes sphères de la vie, telles que l'administration[259] ou la santé[260]. Enfin, il est à rappeler que l'invasion d'Afrin par la Turquie fût déclenchée après le feu vert accordé par la Russie à la Turquie.

L'idée que les existences soient empêtrées dans un échiquier géostratégique où les vies et ce qu'elles ont amenées en ce monde sont dévalorisées peut s'exemplifier à travers la frappe turque réalisée sur *şehîd* Tolhildan. Originaire d'Afrin, *şehîd* Jiyan Tolhildan était membre de la guérilla kurde du PKK pour ensuite s'atteler à édifier les structures militaires exclusivement féminines YPJ. Elle a finalement pris le commandement des unités anti-terroristes (YAT), les forces spéciales des Forces Démocratiques Syriennes. L'objectif de ces unités, entrainées par les forces d'opération spéciales des États-Unis ainsi que la CIA, s'ancre dans le démantèlement des cellules dormantes de l'État Islamique et, de manière plus large, dans la lutte contre ce dernier. *Şehîd* Jiyan Tolhildan était donc en étroite collaboration avec les forces américaines en présence dans le nord-est de la Syrie et occupait un poste-clé au sein du combat mené contre l'État Islamique. Le 22 juillet 2021, la Turquie prit pour cible à l'aide d'un drone TB2 la voiture de la commandante, la tuant avec deux autres personnes impliquées au sein des YAT. La déclaration des États-Unis qui s'en suivit déplora le meurtre de la commandante sans même citer la Turquie. La colère populaire qui explosa face à ces meurtres était acide : *« Tu crois vraiment que les États-Unis n'étaient pas au courant ? »* me questionna un jour un ami kurde alors

[257] Hayat Tahrir al-Sham (HTS), basé originellement à Idleb mais qui s'est étendu ses dernières années à Afrin, se présente comme un des derniers bastions de l'opposition à Bachar al-Assad. Soutenu par la Turquie depuis 2017, ils sont aussi en confrontation avec les FDS. HTS assujettit les populations locales à des rapts, tortures et exécutions. Nous reviendrons sur le sujet dans une partie ultérieure.
[258] Nous aborderons plus amplement ce thème dans le chapitre 3.
[259] L'absence de reconnaissance politique de l'administration autonome par le régime Assad seront discutées dans la partie « Qamîşlo et le parallélisme politique ».
[260] Pour exemple, durant la période du coronavirus, l'administration autonome s'est adressée à Damas pour tester des échantillons de sang dans les laboratoires de la capitale syrienne ; ceci dans l'objectif de confirmer l'immunité et en vue d'établir un diagnostic plus précis de certain·e·s patient·e·s. L'Organisation Mondiale de la Santé, qui a servi de médiatrice entre l'administration autonome et le régime Assad, n'a pas reçu de réponses de la part de ce dernier. En outre, le Rojava a subi une énième provocation après l'atterrissage à l'aéroport de Qamîşlî de deux avions provenant de Damas, rompant ainsi l'accord entre les deux parties qui stipulait l'annulation des vols civils internes durant le confinement. Seuls 60 civils ont pu être testés par l'administration autonome sur les 300 personnes débarquées, ce qui fit craindre une probable propagation du virus.

que nous nous promenions dans les rues de Qamîşlo. *« C'était la commandante des YAT. Il est impossible que les États-Unis n'aient pas été au courant »* me rappela-t-il. Figure révolutionnaire de la région, elle avait été connue pour sa forte implication dans l'émancipation politique des femmes. Son meurtre cristallisait ainsi l'injustice de cette *« arène politique globale »*[261], où les vies et les luttes qui y sont liées sont l'objet de négociations entre des forces disposant *« de la capacité souveraine de tuer, mais [aussi] de discipliner et réguler la vie sociale »*[262].

J'avais ainsi l'impression de me retrouver au milieu d'un terrain où les problèmes locaux s'articulaient avec une *« arène de confrontation violente »*[263] entre différentes forces extérieures. Les alliances avec celles-ci, temporaires ou non, étaient fluides et rien ne pouvait mettre une certitude sur leur développement. Ainsi, lorsque j'utilise le terme « état d'exception » pour décrire la situation sur le terrain, je m'attache à la dimension politique du concept : il s'agit moins d'une absence du droit que de la volonté des forces extérieures de façonner des ordres politiques qui correspondent à leur agenda politique[264]. L'état d'exception dans le nord-est de la Syrie désigne la situation politiquement produite par les différentes forces extérieures qui amène à ce que les populations locales vivent dans un état d'incertitude constant par rapport à leur vie et à la potentialité d'une nouvelle catastrophe.

Je souhaiterais à présent développer le rapport que les populations du nord-est de la Syrie entretiennent avec la géopolitique au travers de l'allégorie du jeu d'échecs.

[261] Jabri V. (2007), *op. cit.*
[262] *Idem*, p. 61.
[263] *Idem*., p. 49.
[264] Mary Goupy analyse les concepts de « non-droit » et « d'état d'exception » en s'appuyant sur l'indétermination juridique produite par le régime nazi. Même si l'article se réfère à ces concepts de manière purement juridique, son analyse me semble intéressante pour comprendre les enjeux de pouvoir dans le nord-est de la Syrie. Goupy M. (2018), « Le non-droit, l'état d'exception et l'incertitude juridique comme outils de domination politique », Astérion, vol. 19, https://journals.openedition.org/asterion/3683

3.2. La géopolitique et l'allégorie du jeu d'échec

En juillet 2022, j'étais sur la route du retour après un terrain d'un an. Je ruminais sur le chemin les rumeurs d'une future invasion turque - maintes fois entendues. Mais les conditions étaient favorables. Il était de toute manière attendu qu'une opération militaire soit effectuée par la Turquie avant les élections présidentielles turques de mai 2023. J'avais pour ma part décidé de m'en tenir au plan initial et de repartir en Europe en juillet 2022, quitte à revenir pour couvrir les événements si le scénario catastrophe voyait le jour. Quelques ONG situées dans les villes frontalières de la Cezîre avaient été déplacées. Ceci avait alimenté l'angoisse de savoir qu'une opération se préparait mais que les populations ne détenaient pas toutes les pièces du puzzle : *« et si les Américains avaient négocié avec la Turquie ? »*, *« est-ce qu'une opération militaire toucherait l'est de Serê Kaniyê, ou la région de Kobanê, ou les deux ? »* étaient des questions qui pouvaient être entendues.

Ce sentiment ne se cantonnait pas à cette période. Il est effectivement courant d'essayer de cartographier une sorte de zone de sécurité qui désignerait les endroits où une future invasion militaire serait moins probable. En guise d'illustration, mon avis était souvent demandé sur les endroits qui pourraient être compris dans les futurs plans d'invasions de la Turquie, si Amûdah serait épargnée, ou s'il était raisonnable qu'Ahmed construise une maison à Derbesiyê. Il était donc attendu que je sois capable de présenter plusieurs scénarios en fonction d'une analyse prospective selon la situation géopolitique actuelle, comme la plupart des résident·e·s du nord-est de la Syrie le font.

Vivre sous la menace d'une invasion signifie être à l'affut de la moindre information qui pourrait se présenter comme un indice d'une offensive à venir. Cela est d'autant plus difficile lorsque celles-ci sont teintées de renseignements erronés, laissant place à des rumeurs qui ne font qu'accroître un sentiment d'incertitude face à l'avenir. Un jour d'octobre 2021, alors que je discutais avec mon voisin sur le trottoir, celui-ci m'indiqua qu'Erdogan avait annoncé le début d'une opération militaire pour la semaine d'après. Je fus dès le départ dubitatif, puisqu'une information aussi capitale aurait normalement été discutée dans mon entourage, aurait été annoncée au journal télévisé et autres médias locaux, et aurait, de plus, été partagée sur les réseaux sociaux. Durant mon séjour, j'avais presque développé une capacité à répondre à des stimuli précis, où je pouvais directement reconnaitre dans une annonce le mot arabe عاجل ou kurde *lezgîn*, soit « urgent » en français. Ne pas être au courant d'une déclaration aussi précise de la part d'Erdogan me semblait de ce fait presque impossible. Il s'avéra que cette information,

soit la date plus ou moins précise de l'invasion, était effectivement fausse. Cependant, les menaces étaient réelles – comme d'habitude. Parfois elles étaient mises en application, parfois pas. Je pus constater les effets de cette « attente » de l'invasion avec les premières réflexions qui me vinrent à l'esprit lors du tremblement de terre survenu le 6 février 2023 :

Cahier de terrain, février 2023.

Mes insomnies n'ont fait qu'empirer ces derniers jours. Mon estomac est serré par l'angoisse comme beaucoup de nuits et je passe la plupart de ma vie nocturne à regarder le plafond ou à suivre le fil de l'actualité sur Twitter. Mazlum Abdi, commandant des Forces Démocratiques Syriennes, a annoncé qu'une invasion durant ce mois de février [2023] était attendue. La plupart des personnes de mon entourage sont persuadées que la Turquie s'apprête à attaquer, tandis que d'autres personnes sont plus dubitatives. Peut-être sont-elles trop habituées à recevoir des fausses alertes et conçoivent ces déclarations comme une énième menace qui s'estompera au fil des semaines. Pour ma part, même si j'ai décidé d'aider à couvrir les évènements en tant que journaliste, il est impossible de ne pas me sentir inutile et emmêlé dans une situation qui dépasse largement les habitant·e·s d'ici et moi-même.

Notes prises après le tremblement de terre, cahier de terrain, février 2023.

Il était 4h17 et mes yeux observaient l'obscurité quand je senti une secousse. Je ne sais pas à l'heure actuelle s'il s'agit d'un souvenir créé, mais j'eu l'impression d'entendre un grondement sourd s'intensifier petit à petit. Ma première pensée fut qu'il s'agissait d'un bombardement. Je me souviens m'être dit, pendant un bref instant, que la Turquie venait d'effectuer une frappe dans le quartier. C'était un peu comme si ce que je redoutais depuis des semaines, mais que j'avais redouté bien avant, ces multiples fois où une invasion était imminente, prenait forme et que j'étais censé être préparé – préparé à courir, à prendre mon sac, voire à mourir. En vérité, j'étais complètement perdu. J'avais un jour demandé à une amie quels étaient les réflexes en cas de bombardements, et celle-ci avait rigolé en me précisant qu'il valait mieux se cacher et prier. Un ami près d'elle m'avait ensuite soufflé de me rapprocher des structures internes d'un bâtiment, comme les escaliers. Plus de chances de survie m'avait-il dit. Une seconde amie me répondit presque la même chose : *« tu t'abrites, tu t'accroupis et t'attends »*. Un ami originaire de Bagdad et habitant au Başûr m'avait quant à lui expliqué d'autres stratégies utilisées par sa famille lors des bombardements américains de 2003. Au final, il n'y avait pas de solution miracle.

La première seconde du tremblement de terre qui ébranla la Turquie, le Bakur, la Syrie et le Rojava le 6 février 2023 m'amena ainsi à créer une série de scénarios sur le début d'une invasion. La deuxième seconde, je compris qu'il ne s'agissait pas d'une attaque aérienne, mais bien d'un tremblement de terre. Je su que je pouvais paniquer lorsque j'entendis la fille de ma famille d'accueil hurler. En un bref instant, nous étions tou·te·s entrain de courir tant bien que mal dans les escaliers qui tanguaient dangereusement de droite à gauche. Le bâtiment semblait soudainement être fait de verre et pouvoir se briser instantanément. Nous croisâmes notre voisin, sa petite fille dans ses bras couverte d'un *batanî*[265], en train de s'agiter vers la sortie. Tout le quartier était dehors en pyjama en plein hiver, et j'essayais de retrouver mon calme malgré mes jambes qui tremblaient.



22. Après le tremblement de terre, les familles paniquées attendant dans la rue, de peur des répliques.

[265] (ar.) Baṭāniya. Grosse couverture aux différents motifs. Sur mon terrain, elle est souvent en polyester.



23. Après le tremblement de terre, les familles paniquées attendant dans la rue, de peur des répliques.

Personne à ce moment ne réalisait l'ampleur des dégâts au Bakûr et dans les autres régions proches de l'épicentre. Ce n'est que plusieurs heures plus tard, surtout après la deuxième secousse, que les vidéos de quartiers entiers s'écroulant comme des châteaux de cartes firent le tour des réseaux, ensevelissant avec eux plus de 56 000 personnes. Le désastre humanitaire dans lequel les différentes régions de Turquie et du Bakûr ont été plongées a forcé Erdogan à annuler ses ambitions d'expansion territoriale. Restait à voir jusqu'à quand.

Car, durant mes années de terrain, la peur d'un retrait américain était constante. Chaque semestre, les craintes s'intensifiaient, au point de parfois déclarer la population en *intişar*[266]. Au sein des familles, entre ami·e·s, nous guettions tout signe qui pourrait donner un indice sur les futurs mouvements militaires des pays avoisinants. Au nord-est de la Syrie, les analyses géopolitiques font partie intégrante de la vie quotidienne, tout simplement parce qu'une signature paraphée à l'autre bout du monde peut sceller le destin d'une génération ici. Les élections présidentielles américaines en 2020 avaient placé le nord-est de la Syrie en suspens. Si Trump gagnait, un retrait américain de la frontière syro-turque était indéniable. Il était certain que la Turquie profiterait d'un tel évènement pour lancer une nouvelle attaque terrestre. D'un

[266] (ar.) Mot qui s'apparente à « s'éparpiller » mais fait aussi référence à l'ordre militaire de prendre son poste. Il est utilisé dans ce sens sur le terrain et désigne de manière générale l'idée de se tenir prêt à une attaque.

autre côté, Biden n'inspirait aucune confiance. Personne ne peut être assuré de l'application d'un programme politique dans une région où les intérêts de chacun sont mis en jeu. Les pronostics électoraux étaient ainsi une question de vie ou de mort.

Cahier de terrain, août 2021.

Je rentre dans la *majlis ayan*[267], plusieurs membres de l'assemblée sont présents. Comme dans le salon de beaucoup de familles ainsi qu'au sein des bureaux des institutions, la TV est allumée. Le journal télévisé est généralement mis en fond, pour pouvoir être constamment tenu informé en parallèle des affaires du quotidien. Mais aujourd'hui, les yeux sont rivés vers l'écran.

La décision de Donald Trump de partir de l'Afghanistan a été mise en application il y a quelques jours[268]. Des images et vidéos de mouvements de foule, de personnes essayant de se frayer un chemin pour atteindre l'aéroport défilent. La photo, malheureusement devenue célèbre, d'un avion en décollage où des individus se sont désespérément accrochés à celui-ci apparait.

Le parallélisme entre l'Afghanistan et ce qui pourrait arriver ici est malheureusement trop facile. Car tout le monde sait que les Américains ne resteront pas ici indéfiniment.

La menace d'une nouvelle invasion est édifiée sur le traumatisme de la perte d'Afrîn en 2018 et de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn en 2019. La nostalgie de la vie paisible et modeste à Afrin, mais aussi de l'effervescence de la révolution populaire m'était souvent détaillée avec le sourire. La révolution signifiait l'investissement de tou·te·s, la mise en place de nouvelles bases et de nouveaux champs de possibilités. Mais l'ouverture de l'espace aérien d'Afrîn à la Turquie, préalablement contrôlé par la Russie, déclenchera l'invasion de la région en janvier 2018. Le 18 mars 2018, la région d'Afrîn tombe et passe sous le contrôle turc. Il s'agit pour les Forces Démocratiques Syriennes d'une défaite militaire majeure qui scellera le destin de plusieurs centaines de milliers de personnes.

J'eu la chance, un soir de décembre 2022, d'écouter le récit de vie d'une personne originaire d'Afrîn. Assis sur le matelas en face de moi, l'homme, âgé d'une cinquantaine d'années, s'était

[267] (ar.) Conseil des Sages. Nous reviendrons sur ces assemblées ultérieurement (partie 4).
[268] Pour information, il s'agit bien d'une décision émise par Donald Trump, mais mise en application durant le mandat de Biden.

impliqué dès le départ dans la révolution. Ses yeux brillaient lorsqu'il me décrivait sa région natale :

Entretien avec Bavê Dîlan, exilé d'Afrin, décembre 2022.

Je suis né en 1970. Nous avions une belle vie à Afrin. J'ai même connu le grand-père de mon père qui a vécu jusqu'à 108 ans. Il m'a raconté énormément d'histoires sur la région. Franchement, des gens comme ceux d'Afrin il n'y en a pas d'autres dans le monde. Peut-être parce que je suis aussi originaire de cette région que je les vois comme ça, je ne sais pas.

C'était vraiment une très belle vie. C'était une manière de vivre très … humaine. […] Nous regardions de l'avant, nous nous disions toujours que la vie serait belle. J'avais des enfants, deux filles et un garçon. En 2011, la guerre a commencé. Les Kurdes - mais je vais te parler ici spécifiquement des gens d'Afrin - se sont défendu·e·s.

Je suis né à Afrin. J'ai travaillé pendant plusieurs dizaines d'années en tant que forgeron et couturier. Je suis parti de zéro. Nous nous entendions tous bien : les Arabes, les Turcs, les Kurdes. J'ai été deux, trois ans en Turquie. J'ai connu la population turque. Jamais je n'ai été fâché contre quelqu'un, car on ne parlait tout simplement pas sur le dos de l'un ou de l'autre.

Au début de la guerre en 2011, il n'y avait pas grand-chose chez nous, on ne faisait que se défendre. On a créé les *asayîş*[269]. Chaque personne utilisait ses propres armes. Pendant un an on est resté comme ça. Les *asayîş* restaient chez moi. J'étais avec un yézidi, moi je suis musulman. On a fait deux groupes : un pour les musulmans et un pour les yézidis. On a créé le conseil principal, j'ai été membre du conseil des *asayîş*. J'ai ensuite été impliqué dans la *komîn*[270]. On a développé le système des *komîn* à Afrin, on en a réussi à créer 56 *komîn* pour la région.

Quand la guerre est arrivée, ça a été difficile. Je le dis du plus profond de mon cœur. Ce qui a été dit sur nous, ce qui a été fait sur nous … Jusqu'à maintenant, on essaye de ne pas y penser. Mais parfois, tu y es obligé.

La guerre a duré 53 jours. Au début, les trois premiers jours, 6 bombes ont été lancées sur une usine. Plusieurs personnes sont tombées martyres. […] Ils ont détruit les

[269] (kur.) Sécurité interne.
[270] (kur.) Commune.

oliviers … Il n'y avait plus personne, tout le monde était parti. Les cimetières … Les *heval* m'ont demandé de préparer les cimetières. Pendant 3 jours, je n'ai plus rien ressenti. En un jour, 45 personnes sont arrivées. L'autre jour, 36. Et le troisième, presque 50. […]

Mon petit-fils, le fils de mon fils, est tombé *şehîd*. […]

Il y a eu une attaque près de Koziyê, c'est connu à Afrin. Des tracteurs ont été frappés. Ils transportaient des civils. Il y a eu une vingtaine de morts par tracteur. Les cadavres étaient par terre. Nous sommes arrivés et nous avons trié les mort·e·s des blessé·e·s. Les gens fuyaient, il y avait des corps ensevelis sous les gravats. Des mères, des femmes enceintes, des personnes âgées … Je peux te dire … ils avançaient sur les mains et les genoux.

C'est à ce moment que j'ai vu des gens prendre des photos. Je leur ai demandé à quoi cela servait. Tu sais ce qu'ils m'ont répondu ?

« On doit prendre des photos, car comment veux-tu qu'on explique ce qu'il se passe ? »

[…]

Tu sais, il y a des mots de *Serok* Apo que je n'oublierai jamais :

« Afrin est le paradis du Kurdistan ».

C'est la vérité.

Afrin était le paradis.

Et je sais que nous continuerons à nous battre pour notre pays [kur. *welat*, ar. *waṭan*] et que nous nous marierons là-bas. [Nous récupérerons Afrin pour continuer à y vivre].

Presque deux ans plus tard, le 6 octobre 2019, Donald Trump annonce le retrait des troupes américaines sur la frontière syro-turque. Cette décision est effective dès le lendemain. Seulement 2 jours plus tard, le 9 octobre, la Turquie déclare le lancement de son opération. Le 22 octobre 2019, Serê Kaniyê tombera à son tour après deux semaines de combats acharnés. Une personne exilée de Serê Kaniyê me partagea son sentiment de stupeur lorsqu'il apprit la nouvelle concernant le retrait des troupes étatsuniennes :

Entretien avec Bavê Şêxo, exilé de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn, décembre 2022.

> Quelques jours auparavant [le début de l'opération militaire], nous sommes allés en tant que peuple de la Cezîre jusqu'à Qasr Asfar, situé à quelques kilomètres de Serê Kaniyê. Il y avait un poste militaire [des USA] qui s'y trouvait. Nous y sommes allés à pied. Je me suis présenté à eux en tant que *moxtar/muḫtār*[271]. Sept personnes et moi-même sommes rentrées pour discuter avec eux. Nous avions fait part de nos inquiétudes face aux déclarations d'Erdogan. Ils nous ont répondu qu'ils ne partiront pas.
>
> Le lendemain, des personnes du village d'à côté nous ont prévenus que les Américains étaient partis. Je leur dis : *« Mais hier ils étaient là ! »*. Mais ce Trump nous avait trahi. Il a vendu notre terre. Le même jour, à 16 heures, les avions [turcs] sont arrivés. […]
>
> Il y a une phrase en *Kurmancî* qui décrit la situation lorsque les combats ont commencé : *« la mère a jeté ses enfants sur la route »*. Chacun suit sa route, chacun prend son sac et se débrouille comme il peut.

Aucune confiance n'était accordée aux puissances présentes dans la région. Il m'était souvent rappelé que la présence américaine était basée sur un accord stratégique et non une entente idéologique commune. Il arrivait que cette situation soit tournée en dérision, en proclamant que le Rojava ou Nord-Est de la Syrie était un espace « international » qui offrait la possibilité de croiser énormément de forces extérieures : Iran, Russie, Turquie, USA et autres membres de la Coalition Internationale contre l'État Islamique. Néanmoins, le mécontentement s'accroissait, au vu qu'il était de plus en plus clair que les forces n'avaient que peu d'intérêt pour la vie des personnes locales. Une image significative peut être présentée au travers de la campagne aérienne effectuée par la Turquie fin 2022. Dans la nuit du 19 au 20 novembre 2022, l'État Turc avait effectué une série de bombardements dans tout le nord-est de la Syrie. Une des régions touchées fût Derîk, où une station électrique dans le village de Taqil Baqil fût détruite par une première salve de frappes aériennes. Plusieurs civils et journalistes avaient accourus sur les lieux pour venir en aide aux blessé·e·s et médiatiser l'évènement. Dès que la population a commencé à se regrouper, une seconde salve de bombardements a été effectuée. Selon plusieurs témoignages, un convoi américain, initialement près d'un convoi de civil, a subitement opéré un demi-tour, laissant ainsi le champ libre à l'aviation turque.

Quelques jours après cet évènement, je rendis visite à une survivante des bombardements. Impliquée au sein de la *komîn*[272] de son quartier, elle y était déjà de retour. Elle me servit une

[271] Maire de village ou responsable de quartier.
[272] (kur.) Commune.

tasse de « 3 en 1 », un cappuccino lyophilisé très prisé, et me proposai de faire l'entretien dehors afin de disposer de plus d'intimité. J'acceptai et, assis·e·s près du jardin du bâtiment, elle commença son récit :

Entretien avec Dayika Rojîn, survivante des bombardements de Taqil Baqil, décembre 2022.

La nuit du 19 novembre au 20 novembre, vers 11 heures, des bombardements ont eu lieu à Taqil Baqil. La plupart des gens dormaient. Nous avions entendu les bombardements depuis Derîk. Nous sommes sorti·e·s, avec plusieurs camarades : nous nous connaissons tous·tes dans la région, Derîk est une petite ville. Nous souhaitions voir s'il y avait des blessé·e·s ou des *şehîd*. Je suis partie avec mon amie Dayika Hogir[273].

Dayika Hogir était mon amie. Elle était mère de 6 enfants et avait trois petits-enfants. Nous nous sommes rejointes au *sûk*[274] avec Bavê Husein[275]. […] Eisam, le journaliste, est venu avec nous pour couvrir l'événement. Une jeune femme de Derîk était aussi avec nous. Nous sommes parti·e·s ensemble avec la voiture de Bavê Husein. Bavê Hogir nous a rejoint plus tard avec une autre voiture. Nous sommes arrivé·e·s près d'Amrê, un des villages des *Koçerat*[276]. Il y avait des avions et des drones qui nous survolaient. Généralement, ils frappent et puis s'en vont. Les villageois nous ont dit de ne pas y aller, c'était bien trop dangereux. Nous avons donc attendu dans le village. Soudain, une patrouille américaine est passée. Nous nous sommes dit : *« c'est bon, les américains sont arrivés, ils [les drones turcs] ne bombarderont plus ! »*. Nous avons arrêté la patrouille et Dayika Hogir leur a signalé que nous souhaitions apporter de l'aide pour les blessé·e·s, couvrir les évènements et effectuer des déclarations publiques sur les lieux des bombardements. Elle a dit : *« Pourquoi ils tuent nos enfants ? Et vous faites quoi ici ? Vous êtes arrivés, mais vous voyez qu'il n'y a plus de pétrole, plus d'électricité. Ils ont été jusqu'à viser la centrale électrique et un puit de pétrole ! »* Les Américains avaient un interprète. L'interprète nous dit que les patrouilles américaines ont reçu des pierres, jetées par les populations locales. J'ai répondu : *« Quand le peuple est en colère car on tue leurs enfants [il ne faut pas s'étonner de la colère de ceux qui ont perdu leurs enfants] ... Ils ne jettent pas sur des personnes*

[273] « Dayîk » : « Mère » en *kurmancî*. Sur le terrain, il est courant de dénommer une personne par « mère de … » ou « père de … », suivi du prénom de l'aîné·e des enfants.
[274] Le quartier commerçant d'une ville.
[275] « Bav » : « Père » en *kurmancî*.
[276] Les Koçerat désignent une *aşîra*. Les *Koçerat* suscite toujours l'admiration dans la région, au vu des figures historiques importantes auxquelles elle se réfère.

âgées, ou sur des gens qui n'ont rien fait. Nous sommes un peuple faqîr[277]*, nous n'avons fait aucun mal à personne. Mais cela fait combien de temps que le monde nous oppresse ? Qu'ils nous ouvrent la route, nous devons aller voir ce qu'il s'est passé. Qu'ils viennent avec nous. »* Je lui ai demandé de traduire.

Nous sommes parti·e·s avec eux. Lorsque nous sommes arrivé·e·s là-bas, il y avait du sang et des martyrs. Il y avait des pères et des mères qui pleuraient. Ils·elles ont apporté leur tristesse. […] Soudain, un soldat a fait un signe de main vers les autres voitures américaines et la patrouille a fait marche arrière. […] Ils ne nous ont averti de rien. Nous avons vite été dans les voitures. Dayika Hogir, celle qui est tombée *şehîd*, était avec moi dans la voiture. Bavê Husein aussi. Ce que j'ai vu … Des pierres et des cendres. Les Américains avaient fait demi-tour et « *ka* on y va ».

Le monde est devenu du feu. […] Dayika Hogir et beaucoup de nos ami·e·s sont tombé·e·s martyr·e·s. Les Américains sont partis, se sont enfuis comme une balle[278]. Quatre des voitures qui étaient là ont été visées. La plupart de ces personnes étaient des *Koçerat* car ils étaient venus pour leurs enfants [les martyr·e·s de la première salve de bombardements étaient des *Koçerat*]. […] Avec cette frappe, il y a eu 4 martyr·e·s. Les Américains étaient à 50m. […]

Je ne voyais plus rien avec la poussière et les débris. Peut-être que mes ami·e·s étaient blessé·e·s, étaient tombé·e·s *şehîd*, je n'en sais rien. […] Je me souviens avoir vu Abo Ciwan[279], qui était blessé. Je sais qu'il a par la suite été transféré à Damas pour subir une opération. Sa mâchoire a été brisée et il a été brûlé. Il est originaire d'un village à proximité de Taqil Baqil, où il s'occupe de ses moutons.

Une voiture s'est arrêtée près de nous, et des personnes ont embarqué les blessé·e·s graves. Je ne vois que du noir, le monde est noir [il fait sombre]. La voiture a foncé vers Derîk. Alors qu'elle avait fait à peine 100m, un avion l'a visé. Je me suis jetée par terre et j'ai essayé de protéger ma tête. Les drones étaient sur nos têtes. […] J'ai entendu qu'ils s'en allaient alors je me suis relevée. Tou·te·s les camarades à l'intérieur avaient été brûlé·e·s. Le feu les avaient pris·e·s. J'étais horrifiée. Mon amie qui était venue avec moi était dans cette voiture. […]

[277] Mot d'origine arabe (faqīr) à connotation religieuse. Sur le terrain, le terme se réfère à une personne pauvre, et par extension à une personne simple voire innocente.
[278] Expression kurde égale à l'expression française « filer comme une flèche ».
[279] « Ab » : « Père » en arabe.

Les drones ont fait demi-tour et revenaient. Je me suis dit que c'était maintenant mon tour. J'ai couru et me suis cachée dans un renfoncement derrière un talus près de la route. Le renfoncement était assez profond. Les bruits des avions sont revenus. Le drone a refait une frappe. Il repart, je me remets à courir. […] Et Dieu sait que le drone nous épiait. J'ai couru, couru, couru. J'ai encore entendu une frappe. J'ai encore sauté, suis tombée sur mon flanc et me suis cachée près d'un autre renfoncement[280]. J'ai regardé mes ami·e·s qui s'étaient fait prendre par le feu. Peut-être y avait-il des survivant·e·s ? J'ai crié *« qui est-là ? »*, *« qui reste-t-il ? »*. Mais il n'y avait plus personne.

J'ai su par la suite que Bavê Hogir avait réussi à se réfugier avec deux autres jeunes hommes du village des *Koçerat* dans un de ces renfoncements. Les trois étaient blessés. Un des jeunes hommes avait une plaie au ventre. L'autre avait aussi reçu des shrapnels. Hevîn aussi a survécu, elle était dans le champ. […]

Je suis restée immobile. Je ne savais pas qui était tombé *şehîd*, qui avait survécu, qui de mes ami·e·s étaient parti·e·s. Les avions n'arrêtaient pas [de survoler la zone]. Je me suis relevée dès que j'ai entendu qu'ils s'éloignaient, et j'ai marché dans le champ, espérant que je sois moins voyante pour le drone qu'en utilisant la route. J'ai entendu un coq et des aboiements, ce qui m'a indiqué que j'étais à proximité d'un village. Il devait être 4 heures du matin. J'étais fatiguée et j'avais peur. Tou·te·s mes ami·e·s étaient parti·e·s. J'étais comme morte. Je marchais, mes jambes avançaient, mais vraiment je ne sais comment elles faisaient. Ma tête, mon cerveau … tout était confus. Je suis arrivée à un village et j'ai toqué à la porte de la première maison. […]

Dès que je ferme les yeux, un avion arrive. L'avion survole encore mes ami·e·s. Ça arrive à un point où je ne sais plus dormir. Dès que je ferme les yeux, l'avion arrive. Ce fût une nuit difficile pour la population. J'ai perdu mes ami·e·s. Je suis partie avec elles et eux, et je suis revenue seule. […]

Bavê Hogir a été blessé. S'il n'y avait pas eu ces renfoncements pour s'abriter, il serait tombé *şehîd*. Les deux jeunes hommes *Koçerat* blessés ont aussi survécu. Ils ont été transportés à Damas pour effectuer des opérations. L'un d'eux a perdu une oreille. Sur les 17 personnes, 4 ont été blessés. Deux autres, Hevîn et moi, n'avons eu que des égratignures.

[280] Des talus de terre ont été créés près de certaines routes car elles permettent de se cacher en cas d'attaque.

Tou·te·s les autres sont tombé·e·s martyr·e·s.

Après ce genre d'entretiens, je ne savais généralement pas quoi dire. Mais nous savions elle et moi que cela ne servait à rien de combler le silence. Je la remerciai d'avoir partagé son vécu. C'est tout ce qu'il était possible de faire.

La violence du témoignage réside dans plusieurs phénomènes : l'acharnement de l'État turc sur des infrastructures et des convois civils tout d'abord, la simplicité avec laquelle ce massacre aurait pu être évité ensuite. Mais un ordre venu d'en haut aura déterminé la mort de plusieurs civils dont un journaliste, et aura infligé des blessures à vie pour d'autres. Dayika Rojîn, la survivante des bombardements, comptait sur la troupe américaine pour dissuader la Turquie d'effectuer une nouvelle attaque. Le convoi américain avait accepté, pour soudainement effectuer un demi-tour, ceci afin de laisser la place à de nouveaux bombardements. Ils·elles avaient été trahi·e·s. Les mots de Dayîka Rojîn faisaient échos à ceux de Bavê Şêxo qui était partis à pied de Serê Kaniyê jusqu'au poste militaire étatsunien : une forme de protection leur avait été assurée pour que finalement elle leur soit ôtée – au pire moment pour Dayîka Rojîn, qui s'est par cela retrouvée à la merci des drones turcs.

La situation donnait cette impression d'être au milieu d'un jeu d'échec géant. Cette allégorie m'avait été formulée plusieurs fois par des jeunes originaires du Rojava (mais pas exclusivement). L'image du jeu d'échec représente ce *« sentiment que [leurs] vies quotidiennes avaient été détournées par un jeu politique »*[281], bien plus vaste que le nord-est de la Syrie. D'ailleurs, l'expression *« em çi bikin ? »* concluait souvent une longue discussion en rapport avec la situation géopolitique de la région. L'expression, qui veut dire littéralement « que faisons-nous ? », est difficile à appréhender. Effectivement, elle peut s'apparenter à une interrogation sur la manière d'agir pour changer la situation actuelle – en français, « que faire ? » ou « que devons-nous faire ? ». Un journal marxiste-léniniste kurde utilisera d'ailleurs en 1978 le titre *« em çi bikin ? »* en référence à la célèbre formule de Lénine – « Que faire ? ». Néanmoins, sur le terrain, cette phrase est bien plus utilisée pour affirmer *« un sens de l'ordinaire, et pour nous remémorer la crise actuelle et la frustration d'être incapable de changer un conflit politique sans fin »*[282]. *« Em çi bikin »* est donc moins une interrogation qu'une phrase prononcée au travers d'un long soupir. Elle marque la désillusion face aux organisations internationales, aux discours des droits

[281] Hermez S. (2017), « War is coming », *Between Past and Future Violence in Lebanon*, University of Pennsylvania Press, p. 71.
[282] *Idem*, p. 37.

humains portés par les grandes puissances ainsi qu'aux promesses politiques, et cristallise la lassitude d'être considéré comme une monnaie interchangeable entre différentes parties.



24. "OTAN" écrit sur un mur à Amûda, 2021.

Le concept de l'impérialisme biopolitique développé par Kelly depuis la pensée de Foucault et de Lénine se présente comme un outil analytique intéressant[283] pour comprendre le rapport à la guerre développé par mes interlocuteur·trice·s. Pour Foucault, le biopolitique est une gouvernementalité qui prend en compte les vies au travers du savoir scientifique ; il est une forme de pouvoir qui prend soin des vies dans l'objectif de renforcer l'État. En outre, le biopolitique médie entre des politiques de mort et de vie : ainsi, pour le bien d'une population – ou d'une partie -, la mort d'une autre est justifiée. Quant à l'impérialisme, Kelly se base sur une analyse léniniste, définissant le phénomène comme la transition d'une domination du capital industriel vers la domination du capital financier durant la période coloniale. Selon Lénine, il ne s'agit pas que de la classe dominante de la nation impérialiste qui parasite la nation dominée, mais bien toute la nation impérialiste, avec ses classes ouvrières. En termes militaires, l'impérialisme pour Kelly se caractérise par *« la capacité à projeter sa puissance militaire au travers le monde »*[284]. De ceci, il définit l'impérialisme biopolitique comme *« la destruction active (mais pas nécessairement délibérée) du bien-être des populations des pays pauvres au profit des vies des populations des pays riches »*[285]. Il s'agit d'une dégradation biopolitique d'une partie de l'humanité mais qui ne se

283 Kelly M. G. E. (2015), « Biopolitical Imperialism », Zero Books.
284 *Idem*, p. 16.
285 *Idem*, p. 9.

cantonne pas qu'à la force militaire, même si celle-ci est une de ses composantes et est celle qui nous intéresse ici.

Le biopolitique amène à accorder une valeur relative à la vie : tandis que certains individus bénéficient d'une protection, d'autres peuvent être tués au nom de la protection des autres. Selon Kelly, l'impérialisme biopolitique engendre la hiérarchisation de la vie en en fonction des rapports de domination entre les États. Le biopolitique doit cependant être conçu comme une échelle : ainsi, la valeur des vies est associée aux différentes catégories de populations au sein d'un même État. Kelly exemplifie ses propos par les meurtres racistes commis par la police aux USA – la vie d'une personne noire n'équivaut pas à celle d'une personne blanche – et par l'inégalité dans l'accès aux soins de santé en fonction du type de citoyenneté dans certains pays européens. La frontière biopolitique n'équivaut donc pas à celle géographique.

Pour Kelly, les invasions militaires en Afghanistan et en Irak ainsi que les politiques sionistes, basées sur la construction des Talibans, de Saddam Hussein et du Hamas en tant que menace existentielle des populations dites des États du Premier Monde (USA, Israël, Europe et Australie) sont enracinées dans l'impérialisme biopolitique. Je trouve pour ma part ce concept enrichissant car il permet de lier vie biologique avec intérêts politico-militaires. Au travers de cette logique, des populations peuvent devenir protégeables dans la visée de détruire ladite menace existentielle : Kelly exemplifie ses propos à travers la *no-fly zone* établie au nord du Başûr afin de contrer Saddam Hussein – populations essentiellement kurdes, qui, rappelons-le, venaient de subir un massacre de masse en 1988 et subissaient les politiques racistes du Ba'ath.

De la même manière, les populations sous l'égide des Forces Démocratiques Syriennes sont en partie protégées par le contrôle de l'espace aérien et par la présence militaire à l'ouest de la Russie, à l'est des États-Unis. Je pense que cette protection s'estompe cependant dès qu'elle n'est plus utile, c'est ce qui s'est passé avec Afrîn et Serê Kaniyê. Le rapport entre les populations du nord-est de la Syrie et ces deux pays se construit donc sur une dynamique extrêmement tangible : il s'agit assez simplement de vie ou de mort. Les populations du nord-est de la Syrie sont donc protégeables du moment qu'elles remplissent une fonction qui rentre dans l'intérêt du pays dominant – lutte contre l'État Islamique, forces exploitables contre l'ennemi (Iran pour les USA, USA pour la Russie) - mais ne sont aucunement similaires aux populations russes et étatsuniennes. Le citoyen du pays impérialiste apparait comme le produit de la nation, son individualité est produite au sein d'un contexte national spécifique. Le fait d'être « protégeable » ne veut donc aucunement dire que les individus du nord-est de la Syrie

équivaudraient à ceux des États-Unis ou de Russie. Comme dit précédemment, il s'agit surtout de catégories hiérarchisées d'individus.

En outre, le fait que ces populations deviennent « protégeables » ne veut pas dire qu'elles le soient totalement : il s'agit en effet d'une présence militaire et d'un contrôle de l'espace aérien contre des ennemis spécifiques. Kelly donne d'ailleurs un bon exemple sur le cas syrien : *« ce n'est pas un problème pour les USA que, tandis qu'ils bombardent l'État Islamique pour [soit-disant] protéger les Kurdes en Syrie et en Irak, son allié de l'OTAN, la Turquie, bombarde les Kurdes de l'autre côté de la frontière »*[286]. L'auteur marque ici un point essentiel. Les vies sont utiles au sein d'une stratégie politico-militaire mais sont en partie aisément sacrifiables si elles permettent de conserver les relations diplomatiques turco-américaines. Le témoignage de Dayîka Rojîn reflète ce phénomène : le convoi étatsunien assure une certaine stabilité militaire de la région – contre l'État Islamique et en tant que force de dissuasion d'une invasion terrestre turque -, tandis que leur présence possède l'objectif de contrer l'influence iranienne et russe sur la région ; néanmoins, cette dite présence ne peut être garantie. En fait, il ne s'agissait aucunement de sauver les vies du convoi civil, si ceci empiétait sur les relations turco-américaines.

[286] *Idem*, p. 81.

3.3. Tel Rifaat et les checkpoints

Cette section présentera le blocus économique de Tel Rifaat comme cas d'étude afin d'illustrer l'inhérence de stratégies géopolitiques dans la vie quotidienne. Par ceci, je souhaite exemplifier comment ces espaces de jeux d'influence supranationaux rendent la vie des résident·e·s caduque. Ceci me permettra d'introduire plusieurs facettes de cette notion, notamment la fragmentation du territoire du nord-est syrien, son enclavement ainsi que la menace de l'invasion.

Je souhaite développer l'allégorie du jeu d'échecs cette fois-ci au travers de l'espace, aspect déterminant dans un contexte où un quartier peut, du jour au lendemain, passer sous la tutelle de l'entité ennemie. Ces espaces et frontières, sporadiques et en mouvement, s'inscrivent au travers du *« corps de l'autre visé à la fois en tant qu'individu et en tant que porteur d'une population plus large considérée comme ennemie »*[287]. Le récit suivant illustre cette tension entre le hasard de la situation géographique d'une personne donnée et l'incarnation d'une allégeance politique. Les mots de Mariam et Fatima rendent compte, en outre, du développement de la guerre civile syrienne et de l'implication de plus en plus prononcée de forces extérieures. Ces témoignages furent récoltés au sein de la maǧlis ʾIdlib al-āḫḍar (Conseil Vert d'Idleb), un conseil civil situé à Raqqa composé de réfugié·e·s originaires d'Idleb et dont l'objectif est la gestion des besoins et de la vie politique des populations réfugié·e·s.

> *Entretien avec des membres du Conseil Vert d'Idleb, Janvier 2023.*
>
> Mariam : Depuis le début nous étions avec le mouvement révolutionnaire. Mais des groupes et partis ont commencé à intervenir, utilisant une violence sans limite. Nous habitions à cette époque dans un quartier sunnite où l'armée du régime était encore présente. Des femmes étaient kidnappées et assassinées. […] Mais ce n'est pas parce que vous habitez dans un quartier dominé par le régime que cela veut dire que vous êtes avec le régime ! Nous étions considéré·e·s comme des opposant·e·s juste parce que nous étions dans une certaine zone géographique. J'ai été témoin de nombreux meurtres. Une femme de mon quartier a été kidnappée, torturée et laissée nue dans la rue. Et ceci n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. La seule raison invoquée était qu'elle vivait dans un quartier contrôlé par le régime. Mais en quoi est-ce ma faute si j'habite dans un quartier où le régime est présent ?

[287] Jabri V., *op. cit.*, p. 63.

Entre 2013 et 2014, des organisations sanglantes comme l'État Islamique et Jabhat al-Nosra ont anéanti les révolutionnaires et ont fait dévier le mouvement pour la révolution. Le gouvernement syrien a pris avantage de la situation et a massacré la population prétextant que nous étions des terroristes. Une de mes connaissances était banquier à Idleb. Un groupe de notre village l'a kidnappé. Certains disent qu'il s'agissait d'un groupe de révolutionnaires, mais beaucoup d'autres disent qu'il s'agissait de sympathisants de l'État Islamique. Ils l'ont rançonné en échange de sa vie, l'accusant de ne pas avoir désisté du régime. Mais c'était un employé d'une banque, ce n'était pas un soldat ni un policier ! Il y a eu des négociations entre eux et nous, et malgré la rançon apportée, ils l'ont décapité.
Sa tête a été pendue au centre du village. Quand les villageois se sont réveillés, ils ont trouvé sa tête pendue sur un poteau électrique, en plein au milieu du village. Le groupe avait placé des mines autour de la tête. Alors quand sa famille a tenté de retirer la tête, les mines ont explosé.
Nous appelions au changement, mais nous étions perçus comme des êtres corrompus par le gouvernement. En cependant-là, les services de sécurité et l'armée [du régime] nous regardaient nous entre-tuer.

Fatima : Il y a une rivière près de mon village, elle s'appelle la rivière des Martyrs. Les corps des disparu·e·s étaient retrouvés dans cette rivière[288].

Mariam : Nous nous faisions assassiner et nous ne savions par qui ou pourquoi. Si nous reprenons l'exemple de cet homme employé dans une banque, il aurait dû quitter son travail. Mais il y a des personnes qui n'ont rien et ont besoin d'un salaire mensuel ! Le régime n'avait qu'à attendre que de nouvelles factions émergent. Jabhat al-Nosra, l'État Islamique. En un instant, pleins de nouvelles factions ont vu le jour, et le mouvement populaire a été anéanti. […] Nous avons commencé à voir des personnes étrangères arriver et prendre part au conflit. Nous, en tant que civils, étions au milieu de la bataille. Nous recevions les missiles des deux parties. Il y avait aussi beaucoup d'arrestations, chacun accusant de fournir des informations à l'autre. […]

[288] Fatima se réfère à la rivière Quweiq et aux martyrs retrouvés dans son lit début 2013. Entre 147 et 250 corps (147 ont pu être documentés mais le nombre de corps enterrés est bien supérieur selon les sources locales) furent retrouvés, la plupart poings et mains liés dans le dos. Ils auraient été jetés en amont par les forces du régime qui contrôlaient à cette époque la région nord-est d'Alep.

> Les checkpoints étaient très stricts. Si tu souhaitais te déplacer d'un quartier à l'autre, il te fallait une demi-journée à cause du nombre de checkpoints et des contrôles qui y étaient pratiqués. […]
> En 2015, les forces gouvernementales ont complètement été expulsées d'Idleb. Quand ils ont commencé à attaquer les postes de l'armée, nous avons fui. Nous avons d'abord été à Jericho. Nous y sommes restés une certaine période. Puis nous avons été à Slain, toujours dans la province d'Idleb.
>
> Fatima : Mais il y avait des frappes lancées par l'armée syrienne dans cette région …
>
> Mariam : Nous avons ensuite été dans les régions libérées, mais j'ai dû partir car j'étais une employée dans les quartiers du régime. Nous sommes donc allé·e·s à Hama. Puis à Lattakié. Nous y sommes restés un moment, car il y avait une certaine stabilité. Puis je suis partie à Alep, j'y suis restée 1 an avant d'aller à Raqqa. La situation économique à Alep était trop difficile. Aussi, le contrôle iranien et russe se renforçait sur la population syrienne d'Alep.

Le sentiment d'injustice qui transparait de l'entretien s'ancre dans plusieurs éléments : premièrement, le sapement du caractère révolutionnaire du soulèvement populaire syrien au profit de groupes tels que l'État Islamique et Jabhat al-Nosra ; ensuite, l'ingérence des puissances étrangères dans le conflit. Comme le relèvent Hakobyan et Mollica dans leur étude sur les Arménien·ne·s en Syrie, l'implication de personnes extérieures au pays fût perçue comme un signe accru d'insécurité par l'absence de liens sociaux entretenus avec ceux-ci[289]. Les auteurs prennent l'exemple de l'arrestation de deux membres issus d'une milice liée à l'État syrien par des forces de l'opposition. Les tensions s'apaisèrent car les deux parties se connaissaient puisqu'ils provenaient de la même région. Les forces d'opposition acceptèrent que ces deux hommes prennent les armes dans l'objectif spécifique de protéger leurs églises et les laissèrent repartir simplement en échange d'une somme d'argent.

Enfin, des mots de Mariam et Fatima, se cristallise le caractère aléatoire de l'application de la violence. Prises au piège au milieu des affrontements, elles se sont déplacées, puis redéplacées, encore et encore, au gré de l'évolution du conflit pour tenter d'échapper à la dimension hasardeuse des affrontements. Car rester ou se déplacer veut dire choisir son camp. Avec 7.2

[289] Hakobyan A. & Mollica M. (2021), « Syrian Armenians and the Turkish Factor », *Kessab, Aleppo and Deri ez-Zor in the Syrian War*, Palgrave Mac Millan.

millions de déplacé·e·s internes fin 2023, la Syrie *« continue d'être aux prises avec l'une des situations de déplacement interne les plus importantes et les plus prolongées au monde »*[290].

Cette sensation d'être balloté de droite à gauche, dans l'espoir d'échapper aux bombardements ou de trouver des conditions de vie meilleures, se retrouva dans la plupart des discussions que j'entretins durant mes années de terrain. Une des expériences les plus probantes vis-à-vis de la fragmentation de la Syrie et de cette politique des corps se réalisa lors de mon arrivée à Tel Rifaat, petite région contrôlée par les FDS et enclavée entre les *çete*[291] et les milices iraniennes. Car Sheikh Makhsoud, quartier d'Alep majoritairement habité par des Kurdes, ainsi que la région de Tel Rifaat, située au nord d'Alep, a subi un blocus économique de la part du régime de Bachar al-Assad pendant plusieurs mois. Même s'il ne s'agissait pas du premier en date, il s'est présenté comme un des plus violents de par sa durée et sa politique stricte vis-à-vis du passage des biens et personnes.

> *Cahier de terrain, décembre 2022.*
>
> Je suis accompagné par *heval* Aras pour ce séjour à Tel Rifaat. Nous débarquons sur l'autoroute qui relie Manbij à Alep. À part quelques camionnettes, nous sommes un des seuls véhicules qui l'utilise. Tout du long, chaque lampadaire disposé à quelques mètres l'un de l'autre arbore une photo de Bachar et Hafez al-Assad. C'est un peu comme si le vide de cette autoroute autrefois fréquentée exhibait en lui-même le cynisme du blocus économique imposé sur Tel Rifaat et Sheikh Makhsoud : le pouvoir Assad règne sur un peuple qui n'est même plus présent. Tous·tes sont parti·e·s ou sont entassé·e·s dans une région cadenassée par des checkpoints.

Avec le blocus économique, les habitant·e·s de Sheikh Makhsoud et Tel Rifaat n'avaient plus la capacité de subsister à leurs besoins de base : ou les prix étaient trop élevés, ou les produits sont en pénurie. L'arrêt aux checkpoints qui entourent Sheikh Makhsoud et Tel Rifaat des produits essentiels tels que les médicaments, le lait en poudre ou le *mazût*[292], amena ainsi à une série de conséquences désastreuses sur le bien-être de la population. Les personnes atteintes de maladies chroniques ne disposèrent plus de leur traitement et plusieurs enfants moururent d'hypothermie. Les gestes du quotidien étaient régis par le rationnement et la peur constante du lendemain : se laver devint presque impossible, puisque cela nécessitait du *mazût* pour

[290] Internal Displacement Monitoring Center (2024), « Syrian Arab Republic », https://www.internal-displacement.org/countries/syria/
[291] Nous reviendrons plus tard sur ce mot, retenons pour l'instant qu'il s'agit de milices pro-turques.
[292] Diesel.

chauffer l'eau ; tout comme apporter ses enfants à l'école, puisque cela demande de l'essence pour le véhicule et le chauffage des classes.

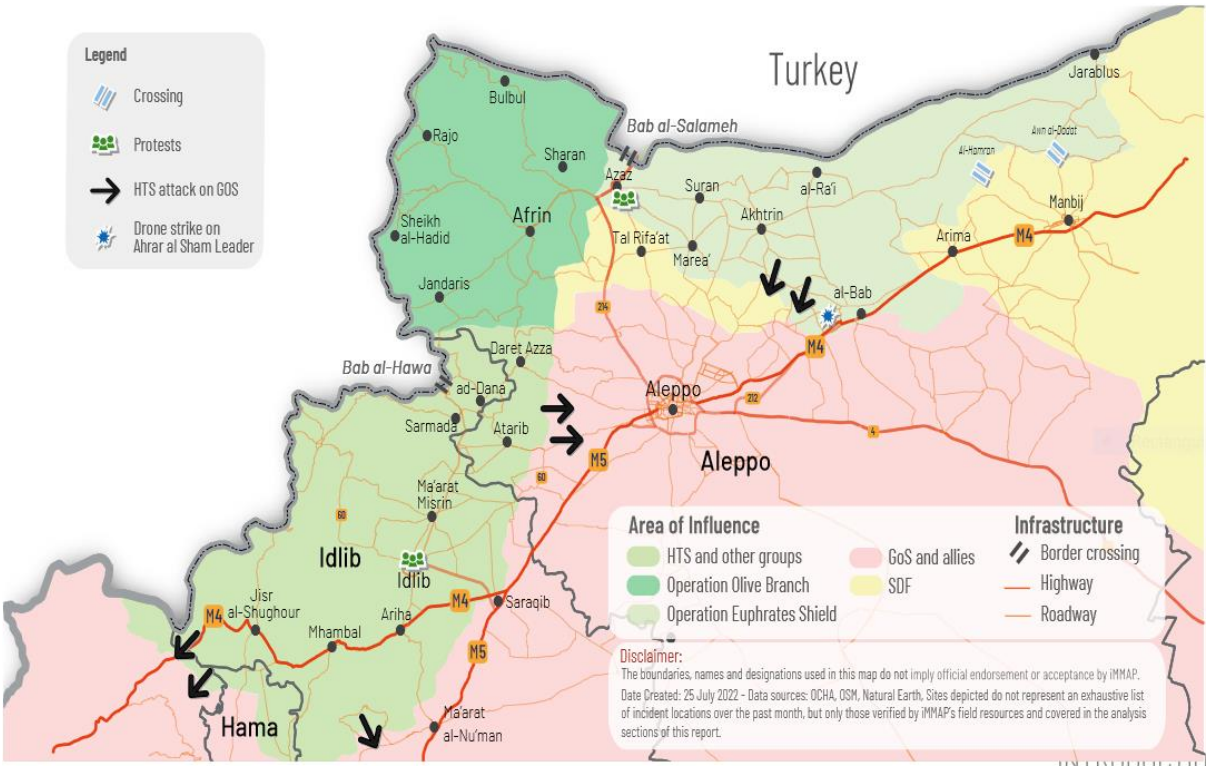
> *Cahier de terrain, décembre 2022.*
>
> *Heval* Aras et moi sommes reçus avec du thé et des biscuits que notre hôte a cuisinés. Des bûches crépitent dans le petit chauffage installé au milieu du salon et illumine la pièce dépourvue d'électricité. Elle arrive généralement une heure par jour. *« C'est bientôt l'heure »* dit-elle, *« mets tout sur les prises ! »*. J'entends le voisin qui continue à couper du bois dans le jardin[293]. La discussion débute sur les conditions de vie de la population : *« beaucoup de personnes essayent de revendre certains types de produits pour pouvoir économiser pour des denrées plus rares »* dit le père de famille. *« Comme le baril de mazût est extrêmement cher, plus d'un million de livres[294] pour 85L, la population achète des feuilles d'arbres afin de se chauffer, pour 700 livres le kilo. Nous faisons des économies avec ce que nous pouvons. »*

La famille qui nous accueille ce soir-là à Shehba, canton de Tal Rifaat, est originaire d'Afrin[295]. Comme les 300 000 autres personnes exilées de force, cette famille s'est enfuie suite à l'occupation d'Afrin par l'État turc. Elle habite actuellement dans une maison qui leur a été donnée par l'administration. Selon l'organisation pour les droits humains présente à Shehba, 100 000 réfugié·e·s d'Afrin sont réparti·e·s dans 5 des camps locaux. D'autres familles pourvues de besoins spécifiques ont pu bénéficier du don de maisons inhabitées, comme notre famille d'accueil, dont deux membres présentent un handicap mental. Quant à la ville de Tel Rifaat, plus de 3 700 familles d'Afrin y sont logées.

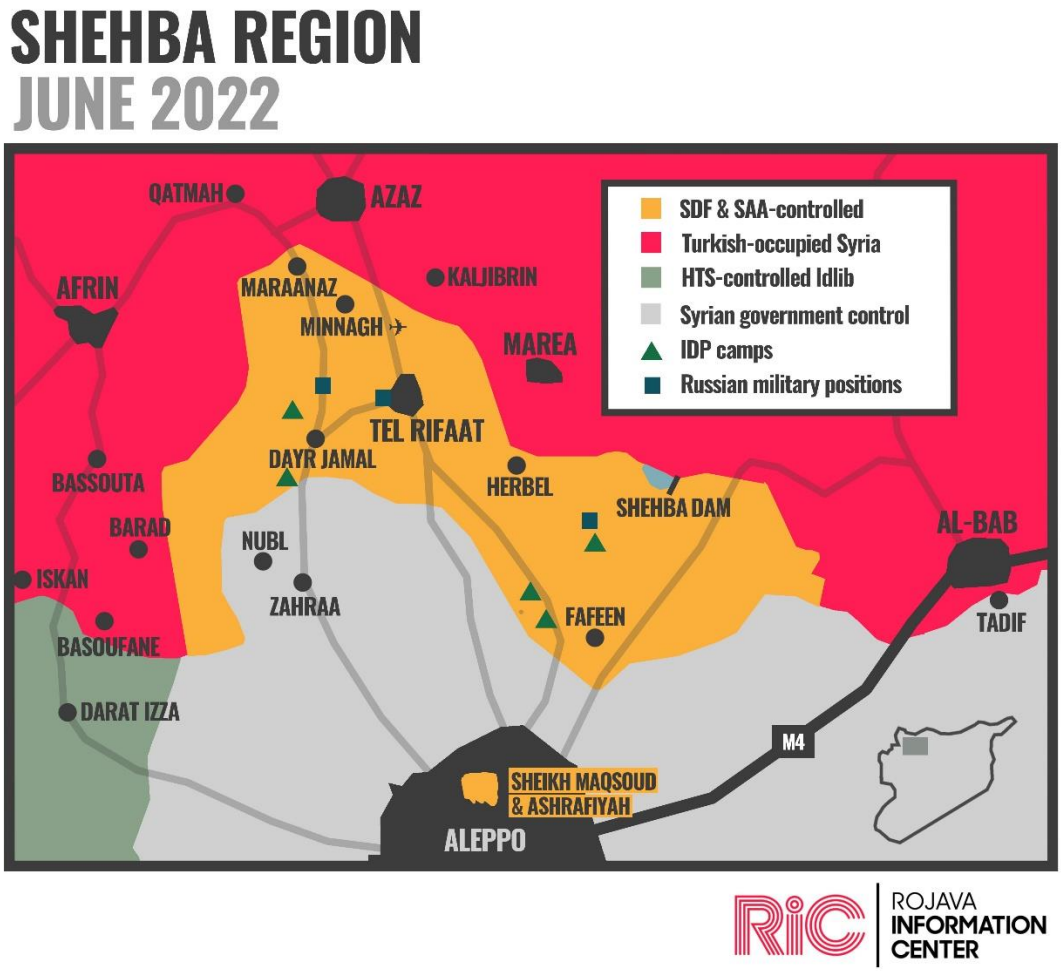
L'embargo imposé par le régime Assad sur les régions de Tel Rifaat et sur le quartier de Sheikh Maqsoud avait pour objectif d'obtenir des concessions de la part de l'administration autonome. Pour rappel, le gouvernement syrien ne reconnait pas l'autonomie des régions du nord-est de la Syrie et de ses forces armées, les Forces Démocratiques Syriennes. Le gouvernement syrien crée des frontières pour pouvoir assouvir son intérêt premier, qui est de reprendre le contrôle sur Tel Rifaat et le quartier de Sheikh Maqsoud. Dans cette perspective, le morcellement des régions occidentales de l'Administration autonome s'avère être un atout crucial pour le régime Assad. Effectivement, entre la région sud de Tel Rifaat et le quartier kurde de Sheikh Maqsoud situé au nord d'Alep, seulement dix kilomètres les séparent. Cette bande de terre est cependant

[293] La région d'Afrîn est une région assez boisée, comparée à la Cezîre.
[294] ~142.85 dollars pour un taux de change de 7000 livres/dollar en décembre 2022. Le salaire des personnes qui ne travaillent pas au sein de l'administration autonome, au sein d'ONG ou dans le secteur militaire dépasse rarement les 100 dollars/mois.
[295] Pour rappel, il s'agit de la région envahie par l'État turc en 2018.

sous l'influence du gouvernement syrien, tout comme les territoires séparant Alep de Manbij, une des sept régions du nord-est syrien, autonomes au gouvernement de Bachar al-Assad. En conséquence, les passages sur l'axe Manbij-Alep-Tel Rifaat sont soumis à la bonne volonté du régime, dont de nombreux checkpoints sont disposés autour de ces différentes régions.



25. Situation en juillet 2022. Source : IMMAP



Les contrôles des passages sont sur le terrain exercés par la 4ème Division (al-Farqa al-rābʿa), une unité d'élite de l'armée syrienne créée en 1984 et, lors de mes années de terrain, sous l'égide de Maher al-Assad, le cadet de Bachar al-Assad. Elle était à l'origine conçue pour protéger le régime syrien des menaces internes et externes et restait, dans cet objectif, cantonnée à Damas et ses alentours. Elle possède, comparé à l'armée régulière, certains privilèges en matière de financements et armes utilisées. La 4ème division a de plus la capacité de requérir du matériel militaire des autres unités sous ordre direct de Maher al-Assad et possède son propre mécanisme de recrutement indépendant du ministère de la défense. La guerre civile syrienne a cependant profondément changé la division, en termes de rôle assigné, de structure et de composition. Effectivement, la division est aujourd'hui présente dans plusieurs régions de la Syrie, dont Tel Rifaat. Elle a notamment incorporé en son sein des milices iraniennes - Maher étant proche du pouvoir iranien, à tel point que sur le terrain, la population la présente simplement comme une milice iranienne.

En plus de mettre en application le blocus économique imposé par le régime, elle procède à des vols pouvant amener à des conséquences dramatiques. Ainsi, lors de notre arrivée à un

camp de réfugié·e·s à Shehba, nous avions été reçus par des représentant·e·s de l'administration autonome encore en état de choc. En effet, des membres de la 4ème Division avaient tenté de voler du *mazût* dans le camp le jour précédent et avait résulté en des confrontations entre ceux-ci et les forces de sécurité interne de l'AANES (*asayîş*). En parallèle, une sélection à caractère raciste vis-à-vis des personnes autorisées à traverser ou non est réalisée. Les kurdes ou les réfugié·e·s d'Afrin, kurdes et arabes, seraient ainsi confronté·e·s à plus de difficultés lors de leurs déplacements et doivent parfois faire l'objet de négociations entre l'AANES et le régime syrien. Pour exemple, j'avais eu l'opportunité de rencontrer une jeune femme kurde originaire d'Afrin dont l'accès à Alep lui était refusé. Âgée de 20 ans et pourtant étudiante à l'université d'Alep, rendre visite à sa famille à Manbij nécessite donc de constamment recourir à l'aide de l'Administration autonome pour pouvoir utiliser la route Alep-Manbij. *« C'est un peu comme une grande prison à ciel ouvert »*, dira un habitant de Tel Rifaat. Cette *« politique basée sur la faim et la création de divisions au sein de la population »*[296] touche en premier lieu les personnes civiles. *« Ils ont créés des checkpoints et, dès qu'ils voient que je suis originaire d'Afrin, ils m'arrêtent »* souligne Ali, un réfugié arabe d'Afrin victime d'humiliations par la milice 4ème Division. Celui-ci a fui, avec plus d'une centaine de membres de sa famille, les exactions commises par les milices supportées par la Turquie à Afrin.

L'utilisation des points de passages par le gouvernement syrien afin de forcer l'administration autonome à céder son territoire n'est pas un phénomène récent. L'invasion d'Afrin par la Turquie en 2018 fût ainsi utilisée par la Russie, qui soutient le gouvernement syrien, et le gouvernement syrien lui-même en tant qu'opportunité pour affaiblir l'AANES. Car lorsque la guerre d'Afrin a éclaté, les populations fuyant les attaques turques se sont, de fait, retrouvées piégées. Durant cette période, les points de passage exigeaient des sommes conséquentes par tête. Les civils paniqués de se retrouver bloquer à Afrin alors que de plus en plus de villes tombaient dans les mains de l'État turc étaient ainsi contraints de vendre leurs biens et moyens de locomotion aux membres de la 4ème Division pour des prix dérisoires.

Entretien avec Bavê Dîlan, exilé d'Afrin, décembre 2022.

> Il y avait des milliers de personnes bloquées. Où que tu ailles, le chemin était bloqué. […] Il n'y avait pas de pain, il n'y avait pas d'eau. […] Le régime a fait en sorte que personne ne puisse sortir. […] Aux checkpoints, tu ne sais même pas c'est qui ces gens. Ils m'ont demandé 200 000 livres pour passer, mais parfois ils demandent 300 000, 500

[296] Mr. Mohammed Enan, co-président de l'assemblée civile de la région de Tel Rifaat.

000. Tout ça alors qu'il n'y a que quelques kilomètres ! [Entre Shahba et Sheikh Maqsoud] […] Les gens étaient compactés comme des moutons dans des étables. Ils [les milices] disaient *« venez venez »* et puis ils demandaient de l'argent. La voiture de devant [dans la file], qui valait bien 2 millions de livres, a été vendue [aux milices] pour 500 000 livres[297]. Ils étaient obligés de la vendre [pour passer].

Entretien avec Zîlan, une réfugiée originaire d'Afrin, décembre 2022.

Avec ma mère, mon petit frère et ma petite sœur, nous avons pu passer avec 1 200 000 livres. Alors que pour aller à Alep, il faut à peine 20 minutes, maximum 30 minutes. Lorsqu'on était au village, on a vu beaucoup de … Il y avait les avions au-dessus de nous … Beaucoup de tombes ont été créées.

Ainsi, la Russie et le régime Assad utilisent l'invasion – et plus tard, sa potentialité - comme une opportunité pour reprendre le contrôle des régions de Tel Rifaat, Kobanê et Manbij. *« Les frappes au quotidien à Tel Rifaat, tirées depuis les régions occupées par la Turquie, les massacres commis par les milices pro-turques autour de la région, tout cela est réalisé devant les yeux de la Russie et de la Syrie »* m'explique le co-président de l'assemblée civile de la région de Tel Rifaat. Les tirs près de la ligne de front sont effectivement encore monnaie courante. Durant mon séjour, plus ou moins deux tirs aux mortiers étaient réalisés près d'un camp de réfugié·e·s chaque jour.

Cahier de terrain, décembre 2022.

Alors que nous mangeons ensemble le souper, une détonation éclate et les murs de la maison se mettent à trembler. Je sursaute et regarde du coin de l'œil la famille qui ne sourcille pas. *« Les* çete *»* chuchote notre hôte, en référence aux milices pro-turques situées à quelques kilomètres de la maison. La famille continue le repas.

La région de Tel Rifaat est perçue par Ankara comme la dernière cible de l'opération « Rameau d'olivier », selon l'agence de presse du gouvernement turc Anadolu. Déjà en octobre-novembre 2021 et en juillet 2022, le ministre turc des affaires étrangères avait menacé d'effectuer une nouvelle opération sur Tel Rifaat et Manbij. Car Tel Rifaat est une porte vers Alep et se présente comme une région stratégique pour la Turquie car elle lui permet, via Alep, d'accéder à plusieurs routes économiques importantes. Celles-ci connectent les régions du nord-ouest de la Syrie avec les régions côtières syriennes, en traversant les régions d'Hama et Idleb. Il s'agit donc d'une guerre économique qui s'attaque à la M4, une épine dorsale de l'économie syrienne.

[297] À cette époque, la livre syrienne valait approximativement 515 livres pour 1 dollar.

La M4 traverse effectivement d'est en ouest les territoires de la Syrie et connecte Alep à la ville portuaire de Lattakié. La création d'une frontière entre les villes d'Azaz, de Tel Rifaat et d'Idleb amènerait de cette manière la Turquie à disposer de carrefours économiques importants près de ses frontières. De plus, les postes-frontières de Bab al-Salamah à Azaz et de Bab al-Hawa près d'Idleb sont à l'heure actuelle tous deux situés dans les régions occupées par les milices supportées par la Turquie. Azaz joue cette manière un rôle essentiel dans le soutien logistique apportée par la Turquie aux groupes rebelles. *« Tel Rifaat est la clé pour connecter Azaz à Alep. C'est une manière pour la Turquie de renforcer son pouvoir d'échange face à la Russie et à la Syrie »* m'indiquera Jiyan, membre du conseil démocratique d'Alep à Sheikh Maqsoud.

Pour rappel, les invasions terrestres de l'État turc sur les territoires syriens situés à l'ouest de l'Euphrate furent exécutées via l'accord de la Russie en amont. Alors que les frappes turques sévissaient sur le nord-est de la Syrie en novembre 2022 et que le gouvernement turc menaçait de procéder à une nouvelle invasion, les représentants russes avaient déclaré le 23 novembre qu'ils n'avaient pas accordé de feu vert à Ankara. Les précédentes tentatives, en juin-juillet 2022 et en novembre 2021, furent, elles aussi, marquées par un refus de la part de Moscou et Téhéran. Comme développé dans la partie historique de ce travail, des discussions tripartites entre la Turquie, la Russie et l'Iran furent réalisées sur base du processus d'Astana, démarche consistant en une série de négociations dans l'objectif de créer des zones de désescalade et des zones tampons sur le sol syrien. Ces rencontres furent organisées sous pression russe, qui souhaitait une normalisation des rapports entre la Turquie et la Syrie. Néanmoins, dès le début de la guerre en Syrie, Bachar al-Assad avait toujours refusé de rencontrer Erdogan suite à son soutien à l'opposition syrienne.

J'ai tenté, à travers ce cas d'étude, de rendre compte de la place de la politique internationale dans le modelage des espaces de vie dans le nord-est syrien. Le morcellement du territoire du nord-est de la Syrie permet de mettre en pratique des processus d'inclusion et d'exclusion et se présente ainsi comme un moyen de pression sur l'Administration autonome. La circulation est donc bien plus l'objet de négociations qui révèlent l'équilibre diplomatique entre les différentes parties belligérantes que l'apanage d'un contrôle étatique défini. La guerre en Syrie ont effectivement amené à créer de nouvelles logiques de pouvoir au sein même des frontières nationales. La fragmentation du territoire permet ainsi au régime syrien de politiser la circulation d'individus et de biens – notamment l'aide humanitaire, comme ce fût le cas après le tremblement de terre du 6 février 2023. *« Ils utilisent la faim pour soumettre la population »*,

m'indiquera un résident de Tel Rifaat. Cette stratégie n'est cependant pas singulière à cette région, car elle fût utilisée par le régime dès fin 2012 afin d'inciter des populations à l'exil[298].

Le checkpoint est, dans ce cas de figure, ce qui incarne la frontière et par extension la capacité de l'Iran et de la Russie à bloquer et réguler le mouvement entre les différentes régions contrôlées par l'Administration autonome du nord-est de la Syrie. Le checkpoint, aussi simple et dépourvu de technologie soit-il, est un lieu constitutif de l'autorité et, en ce sens, est perçu par la population comme un endroit de violence potentielle[299]. Reste à savoir de quelle autorité s'agit-il. L'implication des puissances étrangères dans les affaires internes de la Syrie et au sein même de ses structures militaires ont amené la population à percevoir la division 4 et les autres groupes armés de la région comme de simples « milices iraniennes » dont l'adhésion des membres est souvent basée sur la motivation à acquérir des ressources de manière informelle.

> *Entretien avec le co-président de l'assemblée civile de la région de Tel Rifaat, décembre 2022.*
>
> Certains [des soldats aux checkpoints] ne savent même pas qui est Bachar al-Assad … Alors pour qui tu travailles ? Tu es lié à qui ? Vraiment, je ne pense pas que l'on puisse encore dire que la Syrie ait le contrôle sur la Division 4.

Les milices se présentent comme le symptôme de *« la déclinaison dans le champ sécuritaire du gouvernement transnational établi dans le pays […]. [La milicianisation] met en exergue les effets sociaux et politiques de l'internationalisation de l'administration des populations »*[300] en Syrie – et dans d'autres régions du monde. Elles sont, selon Baczko et Dorronsoro, *« un élément structurant d'une nouvelle économie transnationale de la violence, incluant, outre les dispositifs miliciens, des forces officielles de sécurité (police, armée, services secrets), des entreprises privées, des groupes criminels, des formes de vigilantisme et des segments sociaux armés. »*[301] D'ailleurs, la compagnie militaire Wagner fût présente en Syrie depuis l'implication de la Russie dans le conflit[302] et des centres de recrutement furent déployées dans

---

[298] Vignal H. (2017), « Ordres de paix et ordres de guerre à la frontière syrienne », L'espace politique [en ligne], n°33, vol. 3, https://journals.openedition.org/espacepolitique/4445

[299] Hermez S., *op. cit.*, p. 126.

[300] Baczko A. & Dorronsoro G. (2022), « Le régime milicien en Afghanistan », *Anthropologie imaginaire, économie transnationale de la violence et fragmentation de l'État*, Cultures & Conflits, n°125, p. 53, Open Editions [en ligne], https://journals.openedition.org/conflits/23588

[301] *Idem*, p. 54.

[302] Al-Khalidi S. & Gebeily M. (2023), « Syria brought Wagner fighters to heel as mutiny unfolded in Russia », Reuters, https://www.reuters.com/world/syria-brought-wagner-group-fighters-heel-mutiny-unfolded-russia-2023-07-07/

la région de Cezîre. Les jeunes hommes inscrits étaient ensuite envoyés en Lybie dans l'objectif de soutenir les troupes du général Haftar[303].

Il ne s'agit pas ici d'émettre une analyse sur les checkpoints comme si ceux-ci étaient une entité totale. Les checkpoints sont inscrits dans un contexte politico-militaire spécifique et répondent de ce fait à des attentes particulières. Les checkpoints peuvent être considérés dans d'autres parties de la Syrie comme légitimes par la population, comme c'est le cas dans la région de Cezîre. Il est à noter que de nombreuses attaques de l'État Islamique ont été réalisées durant toutes mes années de terrain et que les dispositifs de sécurité mis en place dans le nord-est de la Syrie ne sont, selon les informations collectées du terrain, pas remises en question. Les checkpoints cités plus hauts ne sont même pas un problème s'il ne s'agissait que de passer d'un territoire lié à une entité politique à un autre territoire, comme c'est le cas pour de nombreuses personnes syriennes. Les difficultés résident dans sa fonction de catégorisation de la population en lien avec l'affiliation politique supposée, et que les marqueurs de cette affiliation soient le lieu de résidence ainsi que l'appartenance ethnique et religieuse de l'individu.

Un autre problème que représente ces checkpoints est bien la non-reconnaissance de l'autonomie du nord-est de la Syrie par rapport au gouvernement Assad. Le manque de reconnaissance politique par le pouvoir central amène effectivement les populations à constamment imaginer les scénarios au sujet du système de gouvernance future. Ces checkpoints sont ainsi la matérialisation du mouvement constant des territorialités et rappellent, de plus, que les autorités politiques en place sont intrinsèquement liées à des processus géopolitiques complexes et sont donc extrêmement versatiles. Le choix du cursus scolaire d'Amîna pour son fils est en ce sens révélateur :

> *Cahier de terrain, mars 2022.*
>
> J'ai demandé à Amîna pourquoi elle a mis son fils dans une école privée chrétienne alors qu'elle est musulmane. Elle me dit que le cursus de cette école est lié au système éducatif de Damas. Suivre ce cursus permettrait donc à son fils de ne pas être désorienté si un jour le régime revenait dans la région de Cezîre.

[303] Al-Ahmed S. & Hassan M. (2023), « Syria is where the conflict between Wagner and the Russian government began », Middle East Institute, https://www.mei.edu/publications/syria-where-conflict-between-wagner-and-russian-government-began

3.4. Qamişlo et le parallélisme politique

Le checkpoint n'est pas la seule matérialisation de ces *« mécanismes et pratiques de pouvoir qui structurent une entité apparente que nous appelons État »* [304]. Qamîşlo est certainement la ville qui concrétise le mieux cette guerre politique, administrative et économique entre l'AANES et *al-niẓām*, mais aussi et surtout leur interdépendance. Je souhaite dans cette partie présenter les difficultés rencontrées par les populations vis-à-vis de ce « parallélisme politico-administratif » entre les forces révolutionnaires et les institutions du régime. L'objectif est ainsi de pouvoir exemplifier, par les données du terrain, ce difficile équilibre entre ces différents territoires et où les mécanismes diplomatiques qui la sous-tendent disposent d'une influence directe et de grande ampleur sur les vies quotidiennes.

L'administration autonome et le régime sont encore fortement dépendant, et ce dans une multitude de secteurs, que cela soit le secteur hospitalier[305], administratif ou économique. Pour exemple, l'unique hôpital public de la ville est une institution du régime. Au niveau de l'éducation, l'administration autonome gère son propre système scolaire. Des écoles primaires et secondaires, ainsi que des universités liées au régime sont néanmoins toujours présentes dans le nord-est de la Syrie, où le cursus se réalise exclusivement en arabe. Étudier dans une université gérée par l'administration autonome scelle toute possibilité de travailler, a posteriori, autre part que le nord-est syrien. Choisir d'étudier dans une institution universitaire de l'AANES relève donc d'une décision politique lourde de conséquences pour un·e jeune étudiant·e. De plus, en Cezîre, la conscription implémentée à partir de 2014[306] n'est, elle aussi, pas reconnue par le régime syrien. Par conséquent, les jeunes hommes de ladite région sont appelés également par le régime syrien pour effectuer leur service militaire obligatoire[307]. Ceux qui optent pour le service militaire réalisé au sein des Forces d'Auto-Protection, unités rassemblant les conscrits, sont donc contraints à enfreindre la loi syrienne et à en subir les

[304] Timothy Mitchell (1991), « The Limits of the State: Beyond Statist Approaches and Their Critics », *American Political Science Review* 85, n° 1, p. 77-96, *in* Sirri O., « Checkpoint as Paradox », *Notes from Baghdad*, Project on Middle East Political Science [en ligne], https://pomeps.org/checkpoint-as-paradox-notes-from-baghdad

[305] Selon l'hevserok de la Santé de la région de Cezîre, ainsi que les responsables de la maison des vétérans (*mala gazî*) et des blessé·e·s de guerre (*mala birîndara*), l'administration autonome est dépendante vis-à-vis du régime pour le traitement des cancers et des tumeurs, pour la radiologie, les chirurgies à cœur ouvert, le traitement des grand·e·s brûlé·e·s, les dialyses (certaines sont néanmoins effectuées à Qamîşlî), les opérations du cerveau, ainsi que les vaccins.

[306] Holmes A. A. (2019), "SDF's Arab majority rank Turkey as the biggest threat to NE Syria", Wilson Center [en ligne], Washington DC, https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/sdf_arab_majority_rank_turkey_as_biggest_threat.pdf

[307] Régit par l'article 46/1 de la constitution de la République Arabe de Syrie et par différents décrets législatifs.

conséquences juridiques qui équivalent à plusieurs mois de prison[308]. De ce fait, de nombreux jeunes hommes qui n'effectuent pas d'études supérieures dans une institution propre au régime syrien ont une liberté de circulation très restreinte. Les incohérences juridiques dues à l'absence de reconnaissance par l'État Syrien, mais aussi par l'Organisation des Nations-Unies, de l'autonomie des régions du nord-est syrien sont nombreuses et diverses. Elles vont de la difficulté à obtenir de l'aide humanitaire - notamment durant la pandémie du coronavirus[309] - à des ennuis journaliers. Il peut s'agir, pour exemple, de véhicules immatriculés au nord-est syrien qui ne sont pas reconnus par le régime et qui amènent donc à des problèmes juridiques et administratifs pour cause de non-conformité du véhicule. Il arrive notamment que des familles entières soient dépourvues des accès aux services administratifs du régime suite aux actes considérés répréhensibles d'un membre de leur famille. Ainsi, une amie ne pouvait pas inscrire sa fille aux registres de population de l'État syrien car son mari journaliste avait publié plusieurs articles critiques sur le régime Assad. Menacée par le régime, il était fortement probable qu'elle soit arrêtée au moment où elle se présenterait en face de l'administration du régime pour déclarer la naissance de sa fille.

[308] Décret législatif No. 61/1950, Military Penal Law, art. 98/1. De nombreux jeunes hommes interrogés provenant de la région d'al-Suwayda m'ont indiqué qu'ils avaient signalé leur présence à Erbîl au gouvernement syrien. Il est effectivement possible de ne pas faire son service militaire en échange d'une importante somme d'argent. Cette dernière semble fluctuer en fonction de différents facteurs, dont l'origine ethnique du circonscrit. Les personnes interrogées m'ont indiqué que cette somme équivalait à 10 000 dollars, et qu'une année d'absence sur le sol syrien réduisait de 1 000 dollars leur redevance envers le régime. Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (2014), « Syrie : information sur le service militaire obligatoire, y compris l'âge de recrutement et la durée du service; les circonstances dans lesquelles une personne doit prouver qu'elle a satisfait à ses obligations militaires; information indiquant si le gouvernement peut rappeler les personnes qui ont déjà fait le service militaire obligatoire; information sur les peines pour les réfractaires (2008-juillet 2014) », Refworld [en ligne], SYR104921.E, https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=540422b04

[309] Rojava Information Center (2020), "The coronavirus in North and East Syria: briefing", [en ligne] https://rojavainformationcenter.com/2020/04/coronavirus-crisis-in-north-and-east-syria-briefing/



26. Remise des diplômes de master, Université du Rojava, Qamîşlo, 2022.

Qamîşlo est découpée géographiquement entre les zones tenues par le régime syrien et celles sous contrôle de l'administration autonome. La police syrienne n'est donc pas explicitement présente sur les zones de cette dernière, et vice-versa. Seule la police du régime relative à la sécurité routière est parfois en fonction à certains carrefours stratégiques, mais celle-ci n'est pas en lien avec les affaires civiles. Les quartiers chrétiens de la ville sont quant à eux sécurisés par les Sutoro, des forces armées établies en 2013 provenant de groupes assyriens locaux. Avant 2011, une ville telle que Qamişlo était marquée par des divisions spatiales reflétant les statuts sociaux ainsi que les appartenances religieuses et ethniques[310]. Avec l'évolution du conflit, les Sutoro se sont divisés entre le régime et l'administration autonome. Des zones du quartier chrétien sont donc protégés par des forces de sécurité chrétiennes liées à l'Administration autonome – celles qui m'étaient autorisées -, tandis que d'autres sont rattachées au régime – celles qui m'étaient interdites[311].

[310] Ghrawi C. & Masjedi F. & Fuccaro N. & Freitag U., « Introduction », *in* Freitag U., Fuccaro N. & Ghrawi C. & Lafi N. (2015), « Urban Violence in the Middle East », *Changing Cityscapes in the Transition from Empire to Nation State*, p. 1–25, Berghahn, New York.
[311] Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*

Les zones du régime sont assez hermétiques, ou sont généralement très visibles : grands drapeaux syriens flottant au vent ou peints sur les blocs de bétons qui servent de barrages, affiches de Bachar al-Assad collées sur les murs ou dressées en haut des bâtiments et portiques … Toutefois, il peut parfois s'agir d'une petite démarcation avec des pots grisâtres au milieu de la route, où se maintient de temps en temps un vieux drapeau sur lequel les couleurs ont du mal à être distinguées. Les objets, symboles et personnes permettent ainsi d'identifier les règles de qui sont établies dans cette zone. Théoriquement, les journalistes étranger·ère·s ne peuvent pas être arrêté·e·s par la police syrienne lorsqu'ils·elles sont hors de ces zones. Il est cependant déjà arrivé qu'ils·elles rencontrent des problèmes avec cette dernière s'ils·elles se sont aventuré·e·s trop près de ces limites.

Comme le note Reeves[312] lorsqu'elle analyse les territoires contestés entre le Tadjikistan et le Kirghistan, *« même s'il s'agissait d'une zone de souveraineté contestée, ce n'était pas […] un lieu de « faiblesse » ou d'« échec » de l'État : en effet, « l'État », en la personne du garde-frontière, du douanier, ou bien l'agent de la sécurité nationale était ici souvent vécu comme étant viscéralement et excessivement présent ».* Dans cet ordre d'idées, toute personne et zone reliée au régime se révélait être pour moi une menace. J'avais pris l'habitude de traverser la route pour me positionner de l'autre côté de la rue si je devais passer non loin d'un bâtiment du régime, et je frôlais les murs dès que j'arrivais à proximité d'une zone gardée par ce dernier. Même les policiers propres à la sécurité routière ne m'inspiraient pas confiance et je tentais de prendre des routes différentes dès que j'en avais la possibilité, ceci afin qu'ils ne puissent pas prendre connaissance de mes horaires et habitudes. Un des pères de mes familles d'accueil résidant à Amûda m'avait d'ailleurs conseillé de ne pas vivre à Qamîşlo. Ayant subi de nombreuses tortures alors qu'il était enfermé dans les prisons du régime, je savais qu'il évitait cette ville dès que cela était possible. Il était inquiet et ne semblait n'avoir aucune confiance dans ces zones de démarcation. Dans le nord-est de la Syrie, aucune territorialité n'est prise pour acquise ; et les marques et symboles sont un rappel constant de la volatilité des revendications territoriales des différentes parties.

Un jour, somnolant dans un taxi pour aller vers l'Université du Rojava, j'entre-ouvris les yeux et cru que nous foncions droit sur un checkpoint du régime. Je ne connaissais pas cette route et je n'avais pas réussi à distinguer les uniformes des militaires. Je me mis brusquement à crier, ordonnant au conducteur d'arrêter la voiture et d'effectuer un demi-tour. Il sursauta et freina brusquement. Tandis qu'il me dévisageait avec un regard empli de frayeur et

[312] Reeves M., « Signs of Sovereignity », *Mapping and Countermapping at an « unwritten » border*, p. 221, *in* Bryant R. & Reeves M. (éd.)(2021), « The Everyday Lives of Sovereignity », Cornell University Press.

d'incompréhension, je lui expliquai, paniqué, qu'il m'était impossible de passer les checkpoints du régime. Il semblait rassuré comme si une chappe de plomb venait de tomber de ses épaules : *« ne t'inquiète pas, c'est un nouveau checkpoint des* heval *»* m'informa-t-il. Je plissai des yeux et reconnu les uniformes caractéristiques des *asayîş*[313]. Je bredouillais des excuses, extrêmement gêné, tandis qu'il redémarrait la voiture. Nous passâmes le checkpoint sans entrave et nous saluâmes d'un signe de main les *heval* comme à l'accoutumée. Il tentait de me mettre à l'aise alors que je reprenais mes esprits et m'excusait une énième fois : *« il ne faut pas s'en faire* heval*, même moi je ne peux pas passer les checkpoints du régime car ma voiture n'est pas immatriculée chez eux »* dit-il.

Un autre évènement imprévu marquera profondément ma première expérience de terrain et m'amènera à mieux comprendre la matérialisation du conflit politique inscrite au sein de la ville. Un matin de mars 2020, je fus arrêté près du quartier de la sécurité du régime alors que je marchais avec deux autres personnes elles aussi étrangères. Ledit quartier est situé dans le centre de Qamîşlo, en face du rond-point où trône fièrement la statue d'Hafez al-Assad levant son bras droit. Une erreur de notre part – un comportement agité de la part d'une personne du groupe qui souffrait de problèmes psychologiques – eut pour conséquence que nous attirâmes l'attention des gardes situés à plusieurs mètres de nous. Dans les minutes qui suivirent, j'eu l'impression qu'une succession de scènes défilèrent tel un film. Un des membres du groupe – celui qui avait attiré l'attention -, se mit soudainement à courir. Quant à l'autre personne qui m'accompagnait et moi-même, nous fûmes encerclés et mis en joue par des militaires armés de leurs kalachnikovs. J'eu le réflexe de faire un appel manqué à une amie avant qu'un des gardes ne me prenne mon téléphone.

Je pense que l'image de cette fraction de seconde où l'un des gardes se mit en position pour tirer dans le dos de l'homme qui courait restera gravé dans ma rétine. Mon cœur s'arrêta. Il se ravisa et décida de le poursuivre en voiture. Il hurla sur le taximan qui était avec nous pour que celui-ci lui donne les clés de sa voiture, ceci afin de le récupérer. Le chauffeur, très courageux, refusa. Mes yeux débordaient de larmes et j'essayais de m'interposer, mais les autres gardes me rappelèrent très vite que je n'étais plus apte à décider de mes mouvements. Le chauffeur était extrêmement déterminé et restait sur ses positions malgré le garde en face de lui qui enrageait en agitant sa kalach sous son nez. Finalement, ce dernier abandonna et nous fûmes par la suite emmenés dans un des bâtiments du régime. Lorsque les énormes portes aux couleurs du

[313] Sécurité interne reliée à l'Administration autonome.

drapeau syrien se refermèrent derrière nous, je ne pus que lancer un regard emplit d'inquiétude à Mich, mon compagnon d'infortune encerclé avec moi.

L'interrogatoire fût long et extrêmement stressant. J'essayais de contenir ma panique et de prendre un air détaché dans une situation où mon unique échappatoire était que des ami·e·s se soucient de nous. Au fur et à mesure, notre angoisse s'accroissait. Notre objectif principal était de ne pas quitter les territoires du nord-est syrien. Les questions s'enchainaient et étaient inlassablement répétées. Elles tournaient autour de trois informations : qui étions-nous, avec qui étions-nous en contact et comment étions-nous arrivés ici[314]. Après huit heures d'interrogatoire, le responsable reçût un appel. Son regard était sombre et il gardait ses sourcils constamment froncés. Lorsqu'il raccrocha, il alluma la TV et se tût. Un silence pesant vrombissait au-dessus des bruits de la TV : quelque chose venait de se produire, mais nous ne comprenions pas encore quoi. Les minutes coulaient et s'étiraient lentement lorsque le responsable brisa le silence et nous complimenta sur notre gentillesse. Puis le silence revint. Mich et moi lui adressâmes un sourire crispé en guise de politesse tout en s'échangeant un regard d'incompréhension. Deux heures plus tard, un homme d'une cinquantaine d'années apparût, souriant. Il avait les cheveux grisonnants et était habillé en civil. Il prit le temps de saluer chaleureusement chaque personne et s'installa sur un fauteuil. Après quelques échanges cordiaux avec le nouvel arrivant, le responsable nous jeta un regard froid et nous signala platement que nous pouvions partir. De manière presque mécanique, nous suivîmes cet inconnu. Nous blaguions à moitié en nous demandant s'il comptait nous tirer une balle dans la tête quelque part mais il nous déposa simplement en voiture devant la porte de la maison de Mich. Il nous pria de faire attention à nous et repartit dans l'obscurité.

Il était passé minuit et *heval* Berîvan, l'amie dont j'avais eu le réflexe de téléphoner avant de me faire arrêter, attendait mon appel. Tout le monde était très inquiet. Elle avait contacté les *asayîş* quelques heures après notre arrestation. Mon appel manqué, le fait que ni Mich ni moi-même n'avions nos téléphones allumés et que nous n'étions pas dans nos maisons respectives lui avaient mis la puce à l'oreille. Un des responsables des relations diplomatiques entre le régime et l'administration autonome, travaillant pour cette dernière, eu pour mission de venir nous chercher. Cela n'était pas, pour lui, une situation extraordinaire : il arrive que des journalistes se fassent arrêter par les forces du régime par exemple.

[314] Le poste-frontière de Faysh-Khabur n'est pas reconnu par Damas. Nous étions donc, aux yeux du régime, « sans-papiers ».

Cette expérience me permit de comprendre la cristallisation d'un conflit politique qui se dresse à travers des limites géographiques. Les découpes territoriales, qui séquencent la ville, créent des espaces de « possibilité d'être » : nous pouvons y circuler, y vivre, faire société. D'autres espaces m'étaient, à l'inverse, interdits. Le fait de passer à proximité d'une zone contrôlée par le régime pouvait être dangereux – pour moi, mais aussi comme vu précédemment, pour d'autres catégories de personnes, tels des journalistes recherché·e·s par le régime. Cette rencontre procédurale entre deux individus a matérialisé un conflit politique majeur et a rendu compte du « parallélisme politico-administratif » entre le régime syrien et l'administration autonome. L'administration autonome ne dispose pas d'une reconnaissance formelle de la part du régime mais ce dernier ne dispose pas des ressources nécessaires pour ne pas négocier avec la première. Ne pas nous libérer aurait indéniablement amené à un incident diplomatique entre les deux parties. Ainsi, dans cette petite pièce, où quelques fonctionnaires faisaient des aller-retours avec des tas de feuilles pour faire marcher la machine institutionnelle, un jeu d'influence tacite apparaissait, - machinalement - devant nos yeux.

Selon la conjoncture politique, ce découpage territorial pouvait aussi changer. Même si les relations entre les deux parties étaient généralement sans accros, des confrontations armées pouvaient tout de même effriter cette relative stabilité. Ainsi, en avril 2022, les forces de sécurité interne de l'AANES (*asayîş*) prirent d'assaut plusieurs bâtiments du régime dans Qamîşlo en réponse au blocus économique sur Tel Rifaat. La Russie tenta d'effectuer des négociations entre l'AANES et le régime. Quelques bâtiments dans le quartier liés à la sécurité du régime furent encore liés au régime avant sa chute en décembre 2024, tandis que la plupart des autres structures, tels que le centre éducatif, le centre culturel, la fondation agricole, le syndicat des professeur·e·s et le directorat des finances tombèrent sous contrôle de l'AANES. Certains grands axes parallèles à ces buildings, autrefois coupés par d'énormes blocs de bétons et gardés par des soldats, furent ainsi ouverts, à la grande satisfaction de la population qui espérait depuis longtemps voir le trafic enfin se désengorger. Les grandes avenues qui m'étaient autrefois interdites étaient dès lors accessibles en avril 2022. Rouler pour la première fois sur cette longue avenue m'avait donné un sentiment presque euphorique. Le conducteur de taxi me commentait d'ailleurs ce nouvel accès à l'espace public de manière très enjouée, me décrivant les derniers évènements qui avaient amenés les *heval* à passer à l'action. Ces soubresauts dans la géographie *« témoignent d'un sentiment, souvent exprimé mais rarement diagnostiqué, que le territoire étatique lui-même est susceptible de se déplacer et que la frontière entre* de facto *et* de jure *est*

souvent extrêmement étroite : une nouvelle carte, ou une nouvelle route, ou même un verger illicite ou une clôture réaménagée pourraient simplement entraîner un changement dans les contours mêmes de l'État »[315].

Un second exemple peut s'illustrer au travers des affrontements récurrents réalisés début 2020 près de l'aéroport de Qamîşlo, maintenu par les Russes et le gouvernement Assad. Les tensions entre les *asayîs* et *askerî*[316] syriens se développaient en parallèle des dissensions grandissantes entre la Russie et les États-Unis, la première fortifiant sa présence dans la région de Cezîre après le retrait américain de la frontière syro-turque en 2019[317]. Habitant dans un quartier situé à proximité de l'aéroport, les soirées étaient souvent teintées des crépitements des kalachnikovs qui résonnaient dans les rues de Qamîşlo. Il était ainsi fréquent que des confrontations voient le jour entre les deux parties pour le contrôle de certains checkpoints. Un autre exemple probant de ses tensions peut être présenté au travers des confrontations survenues dans le quartier al-Tay de Qamîşlo en avril 2021. Les combats entre les Forces de la Défense Nationale (Quwāt ad-difāʿ al-waṭanī), une milice soutenant le gouvernement syrien, et les *asayîş* avaient débutés par une attaque des premiers sur un checkpoint tenu par les *heval*. Les confrontations avaient duré plus d'une semaine et avaient amené à l'évacuation d'une partie du quartier. Un haut responsable de la région tomba martyr et les tensions ne s'amoindrirent qu'après la mise en place de négociations coordonnées entre les deux parties et la Russie[318].

[315] Reeves M., *op. cit.*, p. 222.
[316] (ar.) ʿaskarī : Militaire.
[317] Syrian Observatory for Human Rights (2020), « U.S. forces intercept Russian patrol in rural Maabada preventing it from reaching Smelka border crossing », https://www.syriahr.com/en/153486/
[318] Vedeng (2021), « بدأت بهجوم وانتهت بالخروج من الحي...الدفاع الوطني خارج حارة طي », Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=qbkvoHu9TFE

3.5. Zirgan et la ligne de front

Ces espaces mouvants en Syrie n'ont pas toutes les mêmes conséquences sur les pratiques sociales qui s'y réfèrent. Contrairement aux territoires contrôlés par *al-niẓām*, les territoires occupés par les milices turques sont considérés comme des zones de non-retour. Dans une géographie en constante évolution, des régions entières disparaissent ainsi en quelques semaines. Les conditions d'existence et la survie dépendent dès lors de notre position par rapport à ce qui constitue cette nouvelle frontière : la ligne de front.

> *Cahier de terrain, janvier 2023.*
>
> C'est une sensation bizarre : j'ai toujours conçu cette ville comme la limite à ne pas franchir. Mais on part aujourd'hui sur la ligne de front. On descend vers le sud, pour arriver à Zirgan, ville près de Tel Tamr. La route est peu empruntée. Plus nous avançons, plus je suis stressé : je ne sais même pas à quoi ressemble une « ligne de front ». Cette limite à ne pas dépasser, c'est la limite du monde lui-même. Au-delà, ce sont les histoires qui m'ont été racontées.



27. Reste d'obus posé devant la ligne de front, Zirgan, 2023.

C'est surtout au travers des histoires familiales que je me suis rendu compte de cette impression d'instabilité constante dans l'espace. Une région autrefois libre pouvait être soudainement « effacée ». Avant la guerre de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn et Girê Spî/Tel Abyad en octobre 2019, j'eu l'opportunité de traverser une fois ces villes. Je n'y avais pas spécialement prêté attention : les paysages qui défilaient étaient pour moi comme ceux que je connaissais plus à l'est. Jamais je n'aurais cru qu'elles seraient, quelques mois plus tard, à nouveau le théâtre de crimes de guerre et d'atrocités, et ce jusqu'à aujourd'hui. Après octobre 2019, Derbesiyê était pour moi une porte fermée, un *bajarok*[319] à la lisière de la ligne de front. Continuer la route amène aujourd'hui à cette ligne infranchissable, où s'étend derrière elle les terres occupées par les milices soutenues par l'État turc. Plusieurs guerres s'étaient déjà déroulées à Serê Kaniyê/Ras al-Ayn, que ce soit en 2012, 2013 et 2014. Les unités de protection du peuple avaient, à cette époque, combattu l'État Islamique et d'autres groupes armés salafistes.

Ahmed, le grand frère de mon amie Amîna, y avait été blessé. À 18 ans, il était parti défendre Serê Kaniyê en 2013. Il avait reçu une balle dans le dos et était resté alité pendant des mois. Presque 10 ans plus tard, alors que je séjournai chez eux, sa mère me racontera comment elle s'asseyait à côté de lui, changeait ses pansements et nettoyait sa plaie. En 2019, le même homme évitera la mort, paradoxalement sauvé par le décès de son père survenu les premiers jours de l'invasion de Serê Kaniyê. Car Ahmed était à l'époque chauffeur d'Evrîn Xalaf, politicienne kurde co-présidente du Parti du Futur de la Syrie. Evrîn Xalaf fût sauvagement assassinée sur la route M4 par des membres d'Ahrar al-Sharqiya. Elle devait se rendre à Raqqa pour y tenir une réunion d'urgence et partit avec un autre chauffeur afin de laisser Ahmed faire ses adieux à son père. Le rapport médical fait état de *« plusieurs blessures par balle dans la tête, le visage et le dos, des fractures aux jambes, au visage et au crâne, ainsi qu'un détachement de la peau du crâne »*[320] après avoir été trainée par les cheveux derrière la voiture pendant plusieurs mètres.

Le jeune homme au volant fût lui aussi tué et Serê Kaniyê tombera 8 jours plus tard.

Cahier de terrain, avril 2022.

Lorsque nous rentrons dans le cimetière des *şehîd*, Adam devient muet. Nous avançons entre les tombes. Leurs pierres blanches et grises claires reflètent le soleil en cette fin

[319] (kur.) Bourg.
[320] Amnesty International (2019), « Syria : Damning evidence of war crimes and other violations by Turkish forces and their allies », https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2019/10/syria-damning-evidence-of-war-crimes-and-other-violations-by-turkish-forces-and-their-allies/

du mois de ramadan. Pour chaque tombe, une plante a été installée et la terre et ses racines font partie intégrante de la sépulture.

Les rangées sont longues, et Amîna me pointe du doigt une tombe où la photo d'un jeune homme y est apposée : *« lui, c'était un ami de mon grand frère »* dit-elle. Elle continue : *« Mon cousin est là-bas »*, ses yeux rivés sur les sépultures du fond. Nous nous arrêtons sur les tombes d'Evrîn et de son chauffeur. Le drapeau de l'administration autonome a été disposé près de lui et elle. Amîna lève ses mains, paumes vers le ciel, et commence à réciter des *du'a*[321]. Mohammed et Raman, les jeunes fils de mon amie Amîna, l'imitent.

Je ne savais pas comment imaginer Zirgan, ce *bajarok* situé près de Tal Tamr et qui subissait de nombreuses attaques de la part des milices turques suite à sa proximité avec la ligne de front. Nous avions reçu, un ami et moi-même, les autorisations pour réaliser des entretiens avec les structures civiles qui y étaient encore en place. La situation humanitaire y était catastrophique. J'avais entendu des rumeurs qui disaient que la population y vivait sous terre. Les attaques sur la ligne de front étaient effectivement récurrentes et souvent coordonnées avec celles effectuées sur les lignes de front de Tel Rifaat et Manbij.

Cahier de terrain, Zirgan, février 2023.

Heval Dilsoz, un ami kurde journaliste, et moi-même nous perdons un peu entre différents villages, et je rigole en disant que si nous voyons un drapeau noir – le drapeau de l'État Islamique -, ce n'est pas bon signe. La vérité est que j'ai un peu peur. La route est longue, les champs nous entourent et s'étalent sur des kilomètres. Je pense à ce que j'ai entendu : les rescapé·e·s d'attaques de drones, ceux·celles qui s'en sont sorti indemnes, ceux·celles qui ont été mutilé·e·s. Je me mets à me demander si je mourrais sur le coup si un drone nous frappait maintenant. Seulement, ici, nous n'avons aucune possibilité de savoir si nous sommes observés. Le ciel est pour nous une barrière infranchissable qui nous donne cette impression horrible de petitesse. […]

Nous marchons dans la ville au lieu de prendre la voiture. *« C'est plus sûr vis-à-vis des drones »* m'informe un *heval*. Il me montre ce qui reste du bâtiment scolaire qui a été bombardé. Puis une citerne de pétrole aussi. Les tracteurs. Le bâtiment des services administratifs. Lorsque les services de l'administration ont déménagé, l'État turc a de nouveau bombardé, leur nouveau bâtiment cette fois. Les drones turcs ont explosé l'antenne de Syriatel, la compagnie de téléphonie mobile syrienne. Ils l'ont bombardée,

[321] Invocation islamique.

par trois fois. Par trois fois, les *heval* sont venus reconstruire. La 3ème fois, des groupes armés ont tiré depuis la ligne de front sur les ouvriers. Les *heval* vont devoir maintenant demander aux Russes pour venir la réparer, afin qu'ils ne soient pas visés. L'État turc bombarde les camions qui rentrent dans la ville, la population est donc obligée de passer la marchandise petit à petit via des véhicules de moindre taille. Les trois *firne*[322] ont-eux aussi été bombardés, alors qu'ils venaient d'être restaurés.

Nous faisons demi-tour et continuons vers le *sûk* presque vide. Je vois un couple de personnes âgées habillées en vêtements traditionnels qui marchent dans la rue. Le *heval* nous annonce que ce couple vit sur la colline. Il nous pointe du doigt la butte que nous distinguons plus loin. Elle est juste à côté de la ligne de front, observable par les grosses mottes de terre mises par les *heval*. Il y a une semaine, des miliciens ont tiré sur ceux qui collectaient les poubelles non loin de là. *« Ils [le couple de personnes âgées] font tous les jours le chemin à pied, du* sûk *jusqu'à leur maison »*, nous informe notre ami. L'homme marche avec une canne, lentement. *« Ils n'ont pas voulu partir de leur maison, malgré sa proximité avec la ligne de front »* continue-t-il. Je reste estomaqué.

À Zirgan, il est rare de ne pas voir un bâtiment qui n'est pas marqué par des déflagrations quelconques, qui rappellent perpétuellement ce qui s'est passé et ce qui pourrait arriver. Les ruines, le métal et la poussière sont les éléments principaux de cette ville. Le vide hante les rues. La majorité de la population a fui, que ce soit celle de la ville ou des villages alentours.

[322] Boulangerie liée à l'AANES. Le pain y est trouvé à prix réduit.



28. École abandonnée suite aux bombardements, Zirgan, 2023.



29. Bâtiment détruit suite aux bombardements. La tour de Syriatel, aussi touchée, est à gauche, 2023.



30. *Grue elle aussi bombardée, 2023.*

Cahier de terrain, Zirgan, février 2023.

Nous arrivons dans un bâtiment que je pense au départ abandonné. Des débris de verres jonchent le sol, le bâtiment est presque vide et les courants d'air sont glaçants. Un *ṣūba*[323] est installé au milieu de la pièce, avec quelques chaises autour. Je suis reçu par le *hevserok*[324] de Zirgan. Emmitouflé dans son *qurik*[325], il me propose une cigarette et sert le *çaî*. Il m'explique que l'Administration a déménagé ici depuis qu'ils·elles se sont fait·e·s bombardé·e·s une énième fois. L'acharnement de la Turquie rend la vie difficile. *« Un pont a été visé, il a été reconstruit par les Russes, pour finalement être rebombardé par la Turquie deux jours après. »* Je me rapproche du *ṣūba* et réajuste mon bonnet. Il continue : *« Aucune ONG ne vient ici car elles ne peuvent approcher à moins de 20 km de la ligne de front. La majorité de la population est partie. Certaines personnes sont revenues, mais, avec la recrudescence des attaques il y a deux mois, des familles ont de nouveau fuit. »* Pendant que le *hevserok* m'explique les conditions de vie auxquelles la population se confronte, une femme d'une septantaine d'années apparait. Après des salutations, *l'hevserok* lui sert du

[323] Chauffage à *mazût*, il est le principal moyen utilisé pour se chauffer dans le nord-est de la Syrie. Il dispose d'une pipette qui permet de gérer l'intensité de l'égouttement du *mazût* dans la cabine centrale. La fumée est évacuée par un tuyau. Le *ṣūba* est retiré dès que les chaleurs le permettent.
[324] Coresponsable. Chaque fonction liée à l'administration autonome est divisée entre un homme et une femme.
[325] Farūa (ar.) : Long manteau d'hiver très prisé au Moyen-Orient. Il est d'origine bédouine.

çaî et l'installe près du *ṣūba*. Résidante de Zirgan, elle parle de quelques affaires internes avec le *hevserok*. Elle se tourne ensuite vers moi et me pose des questions sur ma venue. *« Gûndan çûn li gel xet »* (« les villages sont partis avec la ligne [de front] ») me dit-elle. L'*hevserok* m'informe alors que 27 villages autour de Zirgan sont tombés dans les mains des *çete*. Elle continue : *« Je ne suis pas de Zirgan même. Mon village est devenu un* noqta[326] *des* çete[327] *turcs. Ils nous harcèlent. Ils ont été jusqu'à tirer sur le troupeau d'une personne d'un village. Mon fils est parti faire des courses, il a été frappé par un obus. Il a été blessé à la jambe. Et s'ils viennent, où va-t-on aller ? J'ai 75 ans. Tout ce que je souhaite, c'est revenir. Vraiment. Bes ez vegerim. [Je veux juste revenir] ».*

Défendre le territoire est ici un projet familial. Tout le monde est, au final, dans le même bateau. Lorsque nous sommes arrivés au checkpoint à l'entrée de la ville et que nous informons l'*asayîş* que nous sommes attendus par R, il nous répond que c'est son frère. Plus tard, lorsque nous marchons dans le *sûk*, nous rencontrons la mère d'un *heval* que nous venons de rencontrer, impliqué dans la défense de la ville. Elle, elle travaille dans une structure civile. […] Nous avons ensuite été dîner dans une *noqta* des *heval*. Des jeunes *askerî*[328] ont préparé le dîner pour nous. Le soleil est arrivé en cet après-midi, alors nous décidons de manger dehors. Je fais la rencontre d'Omar, un jeune homme de 28 ans qui vient d'un village arabe situé non loin de Serê Kaniyê. Son père était chauffeur de taxi et sa famille possédait des moutons, des chèvres et des terres cultivables. *« Quand la guerre a éclaté, nous sommes partis dans le camp de réfugié·e·s de Waşokaniye*[329]*. Nous vivions dans la misère là-bas. »* Il m'informe ensuite que sa maison a été prise par Jaysh al-Ahrar (« l'armée des libérés ») et qu'ils ont tout pillé. Je lui demande s'il a encore des contacts avec des personnes là-bas : *« Non. Et je ne connais personne qui est reparti. Il est difficile de traverser cette ligne de front, et de toute façon, la plupart des gens ont peur ».* Après le dîner, les *heval* et *rafiq*[330] servent le *çaî*. Les paquets de cigarettes et briquets tournent. *Heval* Delo, qui nous a accompagné depuis le début, nous explique ses expériences avec les guerres. *« Manbij*[331] *a été une des plus difficiles »* explique-t-il. J'ai déjà entendu de tels propos via d'autres combattants. Il continue : *« Je me suis pris 5 balles dans le ventre. J'étais juste … ouvert. Je me souviens qu'on m'a placé sur le toit d'une maison. Les camarades m'ont fait une piqûre dans les poumons. J'ai cru que j'allais mourir. Je me suis dit que*

326 (ar.)Nuqṭa : Point militaire.
327 (kur.) Milices. Nous reviendrons sur ce mot dans la partie 2.
328 (ar.) ʿaskarī : Militaire.
329 Ville dans la région de Cezîre.
330 (ar.) Rafīq : Camarade. Les soldats rencontrés à Zirgan étaient arabes et kurdes.
331 Il parle de la bataille de Manbij réalisée en 2016.

c'était mon heure. Mais j'ai survécu. Mon frère est quant à lui tombé şehîd *durant cette guerre. J'ai un autre frère qui est* şehîd*, mais du côté du régime. Maintenant, je défends Zirgan. Tout ce que je souhaite, c'est que le monde comprenne ce qu'il se passe. Comment un état peut envahir ainsi un autre comme il le souhaite et attaquer des innocent·e·s. »*

Nous saluons tout le monde et les remercions pour ces échanges. Mais il est temps pour nous de reprendre la route avant que la nuit tombe.

Dans la voiture, alors que nous arrivons près de Derbesiyê, le téléphone de mon ami qui m'accompagne sonne. Un camarade vérifie si nous sommes bien sur la route du retour.

« On arrive. Nous allons bien » dit-il.

3.6. « Les martyr·e·s ne meurent pas »

Je souhaiterais, au sein de cette section, développer les rapports entre espaces et guerres en présentant le rôle proéminent des *şehîd*[332] et de la culture visuelle qui les entourent. Ceci permettra de pouvoir mieux appréhender les réalités locales, engluées dans plusieurs guerres et entourées de plusieurs fronts. La martyrologie liée au PKK ou, de manière plus générale, dans le nord-est de la Syrie ne se présente pas comme la thématique principale de cette thèse. Cependant, les rituels et les sociabilités qui entourent les *şehîd* sont, il me semble, de grande importance pour comprendre comment les pratiques de gestion de la souffrance collective visibilisent les conséquences de ces des jeux d'influences. Cette section donnera notamment l'occasion d'introduire la thématique du rapport au temps durant la guerre qui sera développé dans les chapitres ultérieurs.



31. Entrée du cimetière des martyr·e·s de Kobanê, 2022.

Un aspect de la matérialisation de la guerre se réalise surtout au travers des lieux, cérémonies ou objets de commémoration des martyr·e·s et font partie intégrante de l'historicité de la

[332] (ar.) *šahīd* : martyr.

région. Des villes comme Kobanê ou Raqqa sont de bons exemples de « villes-mémoire » puisqu'elles ont été médiatisées comme symboles de la résistance face à l'État Islamique. La ville de Kobanê a d'ailleurs laissé un quartier entier en ruines. Cette démarche, il me semble, sert surtout aux journalistes – et aux générations futures -, qui peuvent ainsi se représenter l'ampleur des dégâts suite à la bataille de 2015. Mais au final, les souvenirs sont encore vivaces et vont au-delà des ruines. À Raqqa, les *dûkan*[333] au rond-point *al-Naïm* sont bondés, une foule de voitures l'utilisent tandis que des jeunes s'assoient sur les bancs pour fumer leur cigarette. En parallèle, tout le monde sait que quelques années plus tôt, l'État Islamique utilisait cette place pour les exécutions publiques. La vie ici se construit au milieu des édifices encore criblés de balles et des voitures carbonisées.



32. Rond-point al-Naïm, Raqqa, 2023.

[333] (ar.) Al-dukān : petite échoppe.



33. Résidus de peinture de l'État Islamique, Raqqa, 2023.



34. Raqqa, 2021.



35. Restes de voitures ayant appartenu à l'Etat Islamique, Kobanê, 2023.



36. Kobanê, 2023.



37. Kobanê, 2023.

Cahier de terrain, Kobanê, mai 2022.

Heval Salam donne notre position géographique au téléphone : *« nous sommes près du cimetière du massacre de Kobanê »*. Salam se réfère au massacre perpétré en juin 2015, lorsque l'État Islamique s'est introduit dans le cœur de la ville et a massacré plus de 250 civils. Je regarde à ma gauche et aperçois un petit cimetière encaqué entre plusieurs habitations.

Cahier de terrain, Kobanê, mai 2022.

Heval Salam, un ami kurde, et moi-même, sommes revenus de la cérémonie de mariage et nous nous asseyons dans le salon de son amie, *hevala* Rojda, pour un dernier thé. Le mari de Rojda me pose des questions sur mon travail et sur ma présence ici. Il me propose de faire un tour en voiture et de me montrer la ville de nuit. J'accepte et nous montons tous·tes dans la voiture en discutant. L'ambiance est joyeuse, nous avons dansé toute la soirée pour fêter le mariage de la cousine de Rojda. Nous passons le parc, puis le *sûk*. Le mari de Rojda se gare. Nous descendons de la voiture et nous nous arrêtons devant deux dispositifs en métal. Şehîd Arîn Mîrkan s'est faite explosée là le 5 octobre 2014 alors qu'elle était encerclée par l'État Islamique. L'endroit de son martyre n'a pas été lavé et est conservé grâce aux dispositifs qui encerclent l'endroit où

elle est tombée. Une personne du groupe me signale qu'il y a encore une mèche de ses cheveux. Nous remontons en silence dans la voiture et nous passons devant une statue d'*heval* Egîd, commandant des forces militaires du PKK et tombé martyr en 1986.



38. Statue de Şehîd Arîn Mîrkan à Kobanê, symbole de la lutte pour défendre la ville contre l'État Islamique, 2022.

La nostalgie de ce qui a disparu est alimentée par les lieux de mémoire qui parsèment les villes. Le passé peut aussi se rencontrer au détour d'un coin de rue, notamment au travers des monuments commémoratifs. Ceux-ci se présentent comme des repères dans l'espace public et y inscrivent une mémoire collective[334]. Le parc des martyrs à Amûda, créé pour honorer les enfants du cinéma de la ville, s'avère cependant particulier, tanguant entre la mémoire de la perte et le goût amer de l'injustice :

Cahier de terrain, mars 2022.

Des journalistes m'ont contacté pour visiter le *bajarok* d'Amûda ensemble. Ils ne connaissent pas très bien la région et j'ai donc décidé de les accompagner. Je leur ai proposé de passer par le mémorial du cinéma Shahrazaz. En 1960, l'incendie du cinéma en pleine séance de visionnage d'un film aura amené à tuer 181 enfants coincés à

[334] Broudehoux A.-M. & Cheli G. (2021), « Panser les blessures en soignant la mémoire », *Stratégies de mise en espace des lieux de mémoire d'atrocités*, Sciences du Design, n°14, Cairn.info, https://shs.cairn.info/revue-sciences-du-design-2021-2-page-14?lang=fr

l'intérieur. Cet événement tragique a profondément marqué la ville et il est impossible de passer à Amûda sans connaitre cette histoire.

Le 13 novembre 1960, le cinéma était à sa troisième séance de visionnage du film égyptien de 1947 « le fantôme de minuit » lorsque l'incendie éclata. Les recettes générées devaient être reversées à la résistance algérienne contre l'occupant français. Dans ce contexte, les professeurs des différentes écoles de la ville avaient été appelés à amener les élèves au cinéma. Lorsque l'appareil de projection prit feu, le nombre d'enfants dépassait largement la capacité de la salle. 181 enfants trouvèrent la mort dans cet évènement tragique. Aucune investigation ne fût entamée par les autorités, et les différents gouvernements successifs interdirent aux résident·e·s de la ville de commémorer le massacre. Il est important de comprendre que l'incendie éclata dans un contexte politique spécifique : le mouvement nationaliste kurde, proéminent à Amûda, subissait une forte répression de la part des autorités syriennes. À l'heure actuelle, nombreuses sont les personnes qui perçoivent l'incendie comme un acte criminel prémédité de la part des autorités syriennes et dirigé vers les populations kurdes – 178 enfants étaient kurdes, 3 étaient syriaques/assyriens[335]. Le gouvernement syrien aménagera cependant ce parc – Al-Shuhada Park, le « parc des martyrs » - en mémoire aux victimes.

C'était, au final, un lieu de mémoire qui n'en était pas vraiment un, en tous cas, pas de la mémoire imposée par le régime. Le mémoriel s'était édifié en parallèle de l'absence d'enquête et d'une répression farouche envers toute forme de commémoration des enfants. Comme si ces pierres auraient pu panser l'horreur et que les habitant·e·s auraient pu s'en satisfaire. Comme si un parc réussirait à effacer les cris des enfants dont les échos hantaient encore les rues.

Cahier de terrain, mars 2022.

Lorsque nous rentrons dans la cour du mémorial, composé d'un joli jardin entretenu, d'une statue et de portraits, nous apercevons un homme âgé debout au milieu de la cour. Il semble attendre, seul près de la statue des enfants. Il se dirige vers nous et nous nous présentons. Il nous informe qu'il s'occupe du mémoriel et commence à nous donner de plus amples explications sur le massacre. Près de la statue des enfants se dresse une photo de Mohammed Saîd Axa Daqorî, un homme qui aurait sauvé 12 enfants avant d'être lui aussi dévoré par les flammes. Il nous pointe du doigt les bords

[335] Syrians for Truth & Justice (2019), « The "Midnight Ghost" Devours "Sharazad" and Her Little Ones! », https://stj-sy.org/en/the-midnight-ghost-devours-sharazad-and-her-little-ones/#_ftn2

de la pelouse : *« les bords ont été tracés selon les dimensions du bâtiment »*. Il détaille l'horreur : *« la porte était fermée de l'intérieur. »* Les enfants étaient piégés.

Paradoxalement, lorsqu'il a été créé, le mémoriel représentait l'absence de justice face à la perte, le deuil de recevoir un jour de véritables explications, mais aussi la douleur lancinante infligée par le régime. Aujourd'hui, ce parc se dresse en tant qu'espace politique[336], et permet non seulement d'honorer les victimes mais aussi de s'ouvrir *« vers la compréhension publique de l'histoire »*[337]. Aujourd'hui, cet homme peut raconter, 62 ans plus tard, son expérience, ce qui est dit et pensé par les résident·e·s de la ville, ce qui est supposé. Étrangement, le parc amène à se souvenir que le régime a tenté d'effacer les mémoires. Le nom même du parc, le parc des martyrs, possède un double sens, car il fût originellement appelé de cette manière par le régime pour indiquer que les enfants ont péris en support à la révolution algérienne[338]. Aujourd'hui, les enfants peuvent aussi être commémorés en tant que symboles de la violence du régime.

Cahier de terrain, mars 2022.

Alors qu'il continue à parler, je comprends que l'homme en face de nous est un des enfants ayant survécu à l'incendie 62 ans plus tôt.
Une fois la discussion terminée, nous le saluons et rebroussons chemin. Je jette un coup d'œil par-dessus mon épaule.
Debout près de l'arbre, il semble toujours attendre.

[336] Boursier J.-Y. (2001), « Le monument, la commémoration et l'écriture de l'Histoire », Socio-anthropologie, n°9, OpenEditions Journal, https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/3?lang=en
[337] Broudehoux A.-M. & Cheli G., *op. cit.*, p.18.
[338] Syrians for Truth & Justice, *op. cit.*



39. Stèle en mémoire à şehid Mohammed Axa, Amûda, 2022.



40. Statue en mémoire aux enfants martyrs, Amûda, 2022.

Dans le nord-est de la Syrie, *şehîd* est un titre posthume accordé à une personne tombée au combat ou à une victime non combattante. Le terme *şehîd/šahīd*, tout comme celui de « martyr », se rapporte à l'action de témoigner. L'idée du martyr est présente au sein des trois religions monothéistes, bien que chacune d'entre elles possède sa propre conception du martyre. En Islam, le martyr atteste de la vérité d'Allah et est toujours vivant, au-delà de la mort. D'ailleurs, *« şehîd namirin »* (« les martyr·e·s ne meurent pas ») est un slogan très couramment entendu dans le mouvement de libération kurde ainsi que dans le nord-est de la Syrie. Même si l'idéologie du PKK et le concept de martyr qui en découle s'ancre dans le sécularisme, il n'en reste pas moins qu'une forme de sacralisation des martyr·e·s y est présente. Je pense de plus qu'une division théorique entre sécularisme et religiosité dans le nord-est de la Syrie n'est pas pertinente : premièrement parce que le martyr inculque un sens du sacrifice de soi et de la dévotion commun aux deux groupes ; deuxièmement parce que la majorité de la population dans le nord-est de la Syrie est croyante et est donc socialisée à la figure du *şehîd* par la religion, que ce soit au travers de l'islam sunnite ou du christianisme ; troisièmement parce que les sociabilités religieuses et politiques sont extrêmement différentes entre les régions du nord-est de la Syrie et qu'il me semblerait peu pertinent, voire dangereux, d'essayer d'établir des catégories en fonction des aspirations individuelles alors que lutte révolutionnaire et spiritualité religieuse sont imbriquées au sein des récits de vie et histoires familiales[339].

[339] Dorraj M. (1997), « Symbolic and Utilitarian Political Value of a Tradition », Martyrdom in the Iranian Political Culture, The Review of Politics, vol. 59, n°3, Cambridge University Press, p. 489-521.



41. Cérémonie pour les şehîd tombés suite à des frappes de drones par la Turquie, Hasakê, 2021.

Dans le nord-est de la Syrie, les *şehîd* rappellent aussi qui a été tué et par qui. Certain·e·s *şehîd* sont plus promptes à éveiller un sentiment d'indignation car ils·elles symbolisent d'une part l'innocence de la victime et la cruauté de l'ennemi (généralement l'état turc ou Daesh), d'autre part l'hypocrisie de la communauté et du droit international. En guise d'illustration, une frappe de drones réalisée par l'État turc a spécifiquement visé le 18 août 2022 un centre éducatif affilié aux Nations-Unies. Cinq jeunes filles, âgées entre 19 et 23 ans, tombèrent martyres et onze autres furent blessées. Elles jouaient à une partie de volley-ball lorsque la frappe a eu lieu. Il se trouve, de plus, que le centre éducatif visé faisait partie d'un projet de coopération entre les Forces Démocratiques Syriennes et les Nations-Unies pour réduire la mobilisation des

« enfants-soldats » au sein de la Syrie. Pour couronner le tout, le CENTCOM[340] publiera une déclaration condamnant un tel acte, sans même citer qu'il s'agissait d'une attaque de l'État turc.

Mais les martyr·e·s exemplifient de plus des valeurs telles que la bravoure et le courage et jouent un rôle important dans la continuité de la résistance politique face à la Turquie ou l'État Islamique. Ils·elles peuvent être apparenté·e·s à une forme d'avant-garde par le sacrifice de soi. Il ne s'agit donc pas que de victimisation, mais aussi d'agencéité. Avec le martyr, le stigmate de la violence subie est renversé : la souffrance est publique et devient dès lors une arme politique[341]. Dans un contexte où, *« pour beaucoup de jeunes Kurdes, la mort, devenue omniprésente, ne faisait plus peur »*[342], les *şehîd* rappellent paradoxalement que des morts pareilles ne sont pas normales. D'où l'importance de la culture visuelle qui entoure les martyr·e·s, directement reliées aux réalités sociopolitiques qui se réfèrent au contexte révolutionnaire du nord-est de la Syrie et aux guerres qui y sévissent. Les visages des *şehîd* sont sur les tableaux des maisons, accrochés fièrement dans les *diwan*[343], sont affichés sur des écrans dans les rues ou les ronds-points. Les *şehîd* rappellent, au sein de la sphère publique, que la violence fait partie de réalité locale[344] et que face à celle-ci se défendre se présente comme un devoir.

[340] United States Central Command. Le CENTCOM est responsable des opérations militaires au Moyen-Orient et coordonne la Coalition Internationale en Irak et en Syrie.
[341] Gorsjean O. (2006), « Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan », Cultures et Conflits [en ligne], vol. 63, p. 101-112, http://journals.openedition.org/conflits/2108
[342] Hamit Bozarslan parle ici des jeunes Kurdes au Bakur face à la violence de l'État turc dans les années 80 et 90. Bozarslan H. (2003), « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », Critique Internationale, vol. 4, n°21, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2003-4-page-93?lang=fr
[343] (kur.) Salle de réception des invité·e·s.
[344] La détention des corps de palestiniens par l'État israélien et le contrôle du deuil par ce dernier amène à penser le rapport entre le contrôle de la sphère publique et la déréalisation de la violence. Voir Daher-Nashif S. (2020), « Colonial management of death », *To be or not to be dead in Palestine*, Current Sociology, vol. 69, n°7, 945-962. https://doi.org/10.1177/0011392120948923



42. Cérémonie de mise en terre d'un şehîd tombé lors de l'attaque de l'État Islamique sur la prison de Ghuweiran à Hasakê, Cezîre, 2022.

Le terme *şehîd* utilisé dans le nord-est de la Syrie désigne donc des personnes civiles, que ceux-ci soient impliqués dans les structures politico-sociales locales ou non, ainsi que des combattant·e·s. Les *şehîd* peuvent en outre devenir des figures emblématiques[345] en fonction des circonstances dans lesquelles le·la martyr·e est tombé·e ou de l'influence sociale du·de la martyr·e. Pour exemple, le martyr de *şehîd* Jiyan Tohildan, *şehîd* Roj Xabûr et *şehîd* Barîn Botan le 22 juillet 2022 eut un impact particulièrement violent pour les populations du nord-est de la Syrie, suite à la violence symbolique que comportait une telle attaque. Effectivement, Jiyan Tohildan, commandante des unités anti-terroriste (Yêkîtiyên Antî-Teror, YAT), Roj Xabûr, commandante des unités de protection de la femme (Yêkîtiyên Parastina Jin) et la jeune combattante des YAT Barîn Botan fûrent sauvagement assassinées, visées par un drone turc alors même qu'elles sortaient d'un séminaire en l'honneur du 10ème anniversaire de la révolution des femmes. La commandante Jiyan Tohildan avait pris la parole en cette première journée de séminaire et avait souligné l'importance du rôle des femmes dans la révolution *« qui se sont sacrifiées pour renforcer les sociétés qui s'élèvent contre les systèmes oppressifs, l'État et les hommes »*. De

[345] Grosjean O. (2006), *op. cit.*

manière presque cynique, une frappe aérienne ciblera leur voiture dans la ville de Qamîşlo quelques heures plus tard. Le martyr de ces commandantes connues pour leur longue histoire partisane fût presqu'une allégorie de l'acharnement porté par l'État turc à détruire tout élément social et symbolique important pour les populations du nord-est de la Syrie : trois femmes révolutionnaires, originaires de différentes régions du Rojava (Afrin, Kobanê et Derbesiyê), furent froidement, presque mécaniquement, assassinées après la commémoration des 10 ans de la révolution des femmes. Un nom rayé sur une liste d'un côté, une vie de résistance portée dans les mémoires de l'autre.

La commémoration des martyr·e·s permet de créer une mémoire collective autour de ces pertes significatrices. Tout comme avec les martyr·e·s palestinien·ne·s, les figures des *şehîd* dans le nord-est de la Syrie rassemblent autour d'une souffrance commune et en appellent au sentiment d'injustice qui hante la population[346] (cf. *zilm*). Le martyr permet de répondre à la question de comment souffrir, *« comment faire de cette douleur physique, de cette défaite mondiale, de cette contemplation impuissante face à l'agonie des autres, quelque chose de supportable, quelque chose de – comme on dit – souffrable »*[347]. Les cérémonies publiques commencent généralement avec l'arrivée du cercueil, déposé devant l'estrade où se dérouleront par la suite des discours prononcés par les membres de la structure des familles des martyr·e·s (*sazî ya mablatên şehîd*) et de la famille du·de la martyr·e. Son nom de naissance, son *nom de guerre*[348] s'il·elle en avait, le nom de ses parents, sa date et son lieu de naissance, ainsi que la date et le lieu de son engagement et de son martyr sont récités. Les cérémonies sont généralement très fréquentées et peuvent être précédées d'une marche (*meş*). Quant aux cimetières, les *şehîd* disposent de leur propre lieu de repos. Un cimetière pour les *şehîd* est effectivement installé dans chaque ville et comporte les *şehîds* originaires de ladite ville et des régions environnantes. Contrairement à ceux dans les autres cimetières, les tombes des *şehîds* sont uniformes – outre les photos et les fleurs qui les ornent – et leur entretien est assuré par l'Administration autonome. Les cimetières des *şehîds* ont notamment pour particularité d'apposer les photos des martyr·e·s sur les tombes et parfois des montages photos sont posées sur leurs bords.

Cahier de terrain, juillet 2020.

[346] Buckner E., Khatib L. (2014), « The Martyrs Revolutions », *The Role of Martyrs in the Arab Sping*, British Journal of Middle Eastern Studies, vol. 41, n°4, p. 368-384.
[347] Geertz C. (1973), « The Interpretation of Cultures », New York, Basic Books, p. 104, *in* Dorraj M. (1997), *op. cit.*, p. 501.
[348] L'adhésion à une structure militaire amène à recevoir un nom de guerre, généralement le nom d'un·e martyr·e. La perpétuation du nom permet ainsi d'honorer sa mémoire.

Je souhaitais prendre une photo mais je redoutais de mettre mal à l'aise l'enfant assise non loin de moi. La chaleur de la Cezîre avait obligé mon amie et moi-même à nous assoir en pleine cérémonie de la mise en terre d'un *şehîd*. Les températures avoisinant les 50 degrés et les longues minutes à rester statique m'avaient effectivement amené à tourner de l'œil. Pendant qu'un des membres du conseil des familles des *şehîds* poursuivait son discours, je remarquai une enfant d'une douzaine d'années assise sur le bord d'une tombe. Elle restait en plein soleil, habillée avec le costume militaire YPJ[349] et avait le regard fixé vers le sol. Je sentis mon cœur se serrer lorsque je vis le visage du jeune martyr adjoint sur le côté de la tombe : c'était le même que celui de sa sœur assise à côté de lui.



43. Cimetière des martyr·e·s de Kobanê, 2022.

[349] Lors de fêtes culturelles et religieuses, la population kurde arbore des vêtements traditionnels kurdes mais aussi des vêtements de la guérilla du PKK ou encore des unités YPG et YPJ.



44. Enfants tombés martyrs, cimetière d'Hasakê, 2021.

3.7. Sur la notion de guerre

Cette partie sera dédiée à une analyse de la notion de guerre à partir des données ethnographiques. Il sera vu que, même si mes interlocuteur·trice·s utilisent des catégories descriptives pragmatiques pour se référer à la guerre, elles ne sont pas désignées indépendamment l'une de l'autre dans le quotidien. Néanmoins, la guerre, sous toutes ses dimensions, transforme les manières d'être au monde mais ne réifie pas le tissu social.

Il arrivait que mes familles d'accueil me demandent si j'étais déjà parti à Serê Kaniyê. Quand je répondais que je n'avais fait que la traverser avant la guerre, ils·elles me vantaient sa beauté, sa végétation et sa proximité avec la rivière Khabur. Je n'arrive personnellement plus qu'à l'imaginer au travers des atrocités entendues, des survivant·e·s et personnes exilées qui ont, du jour au lendemain, tout perdu. J'avais eu l'opportunité de vivre avec une famille de Serê Kaniyê dont l'un des fils avait connu l'exil jusqu'à l'Europe. Le plus jeune était quant à lui parti au Kurdistan[350] pour aller travailler dans la restauration à Erbil parmi d'autres réfugiés kurdes et arabes. Il était finalement revenu, faute de salaire durant plusieurs mois. Tous les membres de la famille s'afféraient à retrouver une certaine stabilité dans l'exil, tout en ne souhaitant pas non plus s'ancrer dans un endroit qu'ils·elles ne considéraient pas comme le leur. Ainsi, une mère de famille de Serê Kaniyê m'avait un jour dit, en préparant la cuisine sur un réchaud au gaz, qu'elle ne souhaitait pas investir dans une meilleure cuisinière car *« nous avons encore tout à Serê Kaniyê, tu vois »*. En parallèle de l'espoir du retour, il semblait important pour beaucoup de réfugié·e·s de m'indiquer « qu'ils·elles étaient resté·e·s jusqu'à la fin »[351]. Le date de départ n'était d'ailleurs pas présentée par le jour, le mois et l'année, mais plutôt par le nombre de jours depuis le début de l'invasion – par exemple, « je suis parti le 55ème jour d'Afrin », en d'autres mots, il est parti le 16 mars 2018, 55 jours après le début de l'invasion, soit le 20 janvier 2018. L'invasion servait ainsi de repère historique et spatial dans les vies quotidiennes. Parfois, il m'était demandé où j'étais durant *şerê Serê Kaniyê* (« la guerre de Serê Kaniyê ») ou *şerê Afrînê* (« la guerre d'Afrin »), faisant ainsi référence à *« des histoires et souvenirs spécifiques et [qui] situe la guerre particulière »*[352] au sein d'un récit communément partagé. Mais il pouvait aussi m'être demandé, de manière plus générale, si j'avais déjà « vu la guerre » (*te şer dît ?*). Pareilles expressions se rapportent évidemment aux périodes de conflits armés qui ont sévis pendant plus d'une décennie dans la région ; pourtant, comme il sera développé au long de ces chapitres,

[350] Au nord-est de la Syrie, les acteurs·actrices du terrain se réfèrent au « Kurdistan » pour désigner le Başur, la partie sud du Kurdistan qui, suite au Traité de Lausanne en 1921, a été incorporée au territoire de l'Irak.
[351] Mots du terrain.
[352] Hermez S., *op. cit.*, p. 25.

la vie quotidienne dans le nord-est de la Syrie ne balance pas entre des moments de paix et de guerre. Les invasions militaires, aussi brutales soient-elles, font partie, selon les mots du terrain, « d'une politique d'annihilation » (*siyasî ya tunekirina*) bien plus vaste ; et celle-ci détient un impact direct sur la notion d'espace et de temps. Nous reviendrons dans le dernier chapitre de ce travail sur cette expression spécifique (cf. chapitre 6).

Il est vrai que les défaites militaires d'Afrin et Serê Kaniyê ont amené les populations à les présenter comme des évènements qui ont dressé une coupure radicale entre un « avant » et un « après ». Cependant, « la guerre », comme me feront remarquer mes interlocuteur·trice·s, se réfère aussi aux difficultés économiques, à l'incertitude d'une nouvelle invasion et à l'attente de celle-ci, au sentiment de guerre perpétuelle alimentée notamment par la mémoire des massacres (cf. chapitre 6), mais aussi - et surtout - aux frappes de drones (cf. chapitre 5). D'ailleurs, en *kurmancî*, il n'y a pas de différence entre une « bataille » et une « guerre ». Le terme *ḥurb* (guerre) en arabe est généralement aussi préféré de *mʿarka* (bataille), même pour décrire les affrontements directs entre différentes parties sur un terrain d'opération – en français, une bataille. Sur le terrain, la guerre est plurielle et implique les bombardements (*topbaran*, *qaṣaf*), les meurtres (*kûştin*, *qatal*), les massacres (*komkujiya, mağzara*), les égorgements (*serjêkirin, ḏabaḥ*) ou les enlèvements (*ravandin, iḫtiṭāf*). Les catégories utilisées pour décrire les expériences de la guerre se rapportent donc moins au lexique militaire qu'aux effets concrets de celle-ci[353]. Le terme « génocide » n'est pas utilisé en kurde et est plutôt décrit au travers du terme kurde *komkujiya* ou arabe *ʾibāda*, qui équivaut à un meurtre de masse, ou *firman*, un ordre ou décret émit par un souverain dans un pays islamique. Ce dernier terme appuie le caractère intentionnel et légitimé de l'acte par l'auteur des faits.

« La guerre » se révèle ainsi être plus une affaire d'intensité qu'une période précise qui serait opposée à des temps de paix. Car dans le nord-est de la Syrie, personne ne parle de « paix » pour désigner les moments où il n'y a pas de conflits armés de grande ampleur.

Le concept de paix négative[354], qui se réfère à l'absence de violence directe, n'est pas non plus pertinente car la violence directe est présente au travers des frappes de mortiers, de drones, ou des attaques des cellules dormantes de Daesh. Le fait qu'une attaque survienne ne veut pas non plus dire que l'état de guerre est imposé et que la population la conçoit comme un évènement qui signe le début d'une période de guerre. Par exemple, l'attaque de cellules de l'État Islamique en janvier 2022 sur la prison d'al-Sinai à Hassake a amené au martyr de 127

[353] *Idem.*
[354] Galtung J. (1969), « Violence, Peace, and Peace Research », Journal of Peace Research, vol. 6, N°3, p.167-191.

personnes et a engendré le déplacement de quartiers entiers de la ville et à la mise en place d'un couvre-feu dans plusieurs régions du nord-est de la Syrie. Cet évènement fût un véritable choc pour la population qui a vu dans les actes perpétrés – le personnel de la prison a été égorgé - le spectre de Daesh revenir. Pourtant, personne ne désigne cette situation comme une guerre mais bien comme une attaque (*êrîş*) - la guerre d'Hasake (*şerê Hasake*) se référant à la période de conflits armés entre l'État Islamique et les YPG-YPJ en 2015.

« La guerre » peut, en d'autres mots, s'apparenter à des contre-offensives et campagnes militaires spécifiques, généralement apparentée à un lieu particulier, mais elle se réfère de manière globale au contexte d'insécurité générale enracinée dans toutes les sphères de la vie. Elle est présentée au travers de catégories descriptives qui renvoient à des sens et émotions particulières, éloignées de la conception traditionnelle de la guerre.



45. Marche vers la cérémonie de mise en terre des martyrs tombés lors de l'attaque de l'État Islamique sur la prison de Ghuweiran, Qamîşlo, 2022.



46. Marche vers la cérémonie de mise en terre des martyrs tombés lors de l'attaque de l'État Islamique sur la prison de Ghuweiran, Qamişlo, 2022.

La guerre renvoie notamment au contexte généralisé de défiance (cf. chapitre 6). Le danger peut provenir de n'importe où et n'importe quand. Les stratégies de protection sont multiples mais peuvent aisément se remarquer dans l'évitement d'évènements spécifiques et dans l'angoisse de la foule. Par exemple, noël est une période de grande excitation pour la population, qui voit les quartiers chrétiens être décorés de guirlandes, lumières en tout genre et statues du père noël. Elles attirent les jeunes couples et familles qui font la file pour se prendre en photo ou acheter de la barbe à papa. D'un autre côté, noël se présente comme une période d'angoisse vis-à-vis de potentiels attentats de l'État Islamique. Les *asayîş* et *sutoro*[355] sont aux aguets, les contrôles d'identité sont stricts et les routes autour des églises sont bloquées. Il est à préciser que la ville de Qamîşlo fût la cible de plusieurs attentats depuis 2011, nombreux ayant visés les quartiers chrétiens de la ville[356].

[355] Forces de sécurité interne chrétienne. Il existe dans Qamîşlo une force de sécurité chrétienne reliée à l'administration autonome et une autre liée au régime syrien. Les *sutoro* sont présents dans les quartiers chrétiens de la ville.

[356] Notamment les attentats durant la période de fin d'année de 2015 jusqu'au 12 janvier 2016 dans le quartier assyrien d'al-Wusta ou l'attentat en face de l'église syriaque orthodoxe en juillet 2019.

Cahier de terrain, décembre 2021.

Il est rare de voir les rues de Qamîşlo aussi bondées. Tous les restaurants abordent des lumières de fin d'année plus impressionnantes les unes que les autres. Une petite voiture en forme de train se fraye un chemin entre la foule, avec ses clignotants verts, rouges, blancs et sa musique de noël stridente.
Le fils de mon amie Hevî souhaite aussi aller s'y assoir. *« On y va après »* dit-elle. Je sens qu'Hevî n'est pas à son aise. Elle regarde autour d'elle, est aux aguets. Elle demande à son mari de ne pas s'éloigner. Je lui propose de retourner à la maison mais elle refuse : *« non, c'est bien comme ça. Je suis désolée d'être un peu stressée. En fait, c'est la première fois depuis des années que je vais dans la rue pour le nouvel an.*
La dernière fois qu'on y a été, une bombe a explosé en face de nous. »

La guerre se réfère à un contexte de défiance, dans le sens que la peur accompagne certains types d'activités et régule les manières de concevoir le monde. Elle amène à normaliser l'insécurité et à créer des stratégies face à ce pire susceptible d'advenir. Pour mon amie Hevî, ceci se concrétisait par le fait de ne plus sortir durant les fêtes de fin d'année et d'éviter des regroupements, mais cela pouvait aussi se manifester par le fait de porter son attention sur les voies d'accès pour s'enfuir, de ne pas se mettre dos à un espace découvert ou de toujours porter un tourniquet sur soi[357]. En outre, la capacité de faire face à des situations de stress intense était mis en valeur. Ainsi, il arrivait que des personnes essayent de me faire peur (kur. *tirs*, ar. *ẖūf*)en insistant sur le fait que *« la Turquie allait arriver »*. Il pouvait m'être aussi demandé si je n'avais pas peur (*tu natirse heval ?*). Un jour, après mon arrestation par le régime, une amie expliqua à une de ces connaissances mon expérience et conclut que je n'avais *« même pas eu peur »*. Ceci est évidemment faux, j'avais été terrorisé et jamais je n'aurais osé mentir sur ce fait. Cependant, je pense qu'elle essayait de me mettre en valeur en extrapolant mes sentiments ressentis face à une situation de danger.

La guerre amène à normaliser la possibilité de la mort, de la blessure et de la vulnérabilité. À force d'être avec des personnes qui étaient parti·e·s au front, qui avaient perdus des membres, ou qui avaient subis des tortures en prison, j'en étais arrivé à me demander constamment quelles auraient été mes réactions. Ces pensées envahissantes englobées dans ma peur amenaient à reconnaitre le courage que cela leur avait demandé pour affronter de telles expériences.

[357] Il s'agit d'un garrot munit d'un tourniquet destiné à arrêter l'hémorragie d'un membre.

Néanmoins, même si la peur accompagne le quotidien, cela n'équivaut pas à dire que la guerre se présente comme une entité totalisante qui amène les individus à ne plus être en capacité de faire confiance. Bien au contraire, les solidarités, la camaraderie et la résistance sont incrustés dans le quotidien et le tissu social, certes érodé par la guerre. Cette dernière n'est donc pas que destruction : elle englobe aussi cette capacité à s'y confronter et à y faire face. La guerre est multiple et touche différents aspects du quotidien, elle ne peut être réduite à un de ses aspects mais, à l'inverse, elle ne peut être pensée comme une chappe de plomb au-dessus des populations du nord-est de la Syrie. Je souhaite donc me distancer du concept de « culture de la terreur » théorisé par Taussig[358], car sur le terrain, l'imposition de la terreur par la Turquie, les techniques d'intimidations de la part des différents acteurs internationaux ainsi que les attaques de l'État Islamique sont vécues différemment et relèvent de techniques et stratégies spécifiques. Selon Margold, citant Feldman alors qu'il étudie les pressions exercées par l'armée philippine sur les civils : *« une position ethnographique cruciale consiste à éviter de réduire une expérience de violation à une autre »*[359]. La notion de guerre, au contraire, offre la possibilité de comprendre la réalité du terrain dans sa pluralité et amène à la concevoir en termes de confrontations et de résistance. Toujours selon Margold, *« suggérer que la peur était la perspective qui dirigeait leur vie quotidienne cacherait la variabilité des réponses individuelles et la vision claire de ces villageois qui devenaient mieux organisés et plus déterminés dans leur opposition à mesure que les militaires les poursuivaient »*[360].

D'ailleurs, des notions générales telles que « violence » (kur. *tundiya*, ar. *ʿunf*) ne sont pas utilisés sur le terrain – à part pour désigner des violences spécifiques telles que les violences conjugales. La violence est perçue au travers de sa fonction, de ses objectifs et des rapports de pouvoir qu'elle incarne, et non comme un phénomène abstrait. Il s'agit de *« se débarrasser de l'idée que la violence est distincte des dynamiques sociales et culturelles plus larges qui façonnent nos vies »*[361]. Je préfère donc dans ce travail utiliser la notion de guerre, terme qui implique une confrontation armée accompagnée des stratégies politiques spécifiques, afin de désigner ces multiples dimensions concrètes au sein du contexte social, politique et militaire du nord-est de la Syrie.

[358] Taussig M. (1984), « Culture of Terror – Space of Death », *Roger's Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture*, Comparative Studies in Society and History, vol. 26, n°3, Cambridge University Press, p. 467-497, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/178552
[359] Feldman A., « Ethnographic States of Emergency », *in* Nordstrom C. & Robben A. C. G. M. (éd.), *op. cit.*, p.245 *cité par* Margold J. A. (1999), « From 'Cultures of Fear and Terror' to the Normalization of Violence », *An Ethnographic Case*, Critique of Anthropology, vol. 19, n°1, p. 84.
[360] Margold J. A., *op. cit.*, p. 83.
[361] Nordstrom C., Robben A. C. G. M., *op. cit.*, p. 9, *in* Nordstrom C., Robben A. C. G. M. (éd.), *op. cit.*

3.8. « Peut-être demain » : l'attente dans une enclave

L'économie syrienne est en berne. Les difficultés économiques contrôlent chaque moment de la journée. La vie tourne autour des rationnements, des ruses pour déjouer lesdits rationnements, des files d'attentes, de la recherche d'une « bonne essence » pour la voiture, des taux de change, de l'achat et de la revente de l'or, de l'odeur du pétrole à brûler et des pots d'échappements, du bourdonnement assourdissant des générateurs, du bruit stridant des dynamos, des lampes torches, des prix qui flambent, de la peur de se faire voler, du calcul de la quantité de gaz à consommer pour pouvoir tenir jusqu'à la fin du mois, de la mise en place des conditions nécessaires pour potentiellement avoir l'eau chaude, du goût du pain qui se fane, des repas qui deviennent plus frugaux, des enfants dans les poubelles qui trient les déchets, des pénuries - d'abord du sucre, puis du thé, puis tout simplement de l'eau.

Dès 2019, le nord-est syrien est frappé par une crise économique extrêmement grave en conséquence de celle débutée préalablement au Liban. En effet, la livre libanaise et syrienne furent, durant la crise économique, fortement corrélées en termes de volatilité et de mouvements, surtout avant septembre 2021. Les liens commerciaux entre les deux pays et la dépendance de la population syrienne vis-à-vis des banques libanaises pour les activités commerciales et personnelles pouvaient à cette époque expliquer de telles concordances. La situation avant 2019 était, bien entendu, déjà désastreuse suite aux conflits militaires, mais aussi en conséquence de décisions problématiques de la part du régime – comme la création de monnaie qui a engendré la chute de sa valeur[362]. Mais 2019 fût un véritable tremplin pour l'inflation, le dollar valant 7500 livres en janvier 2023 alors qu'il atteignait à peine les 1000 livres en juillet 2019[363]. *« Je vais aller acheter mon pain avec ma brouette »* me dit un jour ironiquement un ami.

La volatilité de la devise syrienne étant extrêmement forte, il est courant d'acheter de l'or afin de pouvoir la revendre lorsque la valeur de la livre baisse. Les bijouteries et bureaux de change sont dès lors des endroits de passages fréquents et les habitant·e·s guettent constamment les variations des taux de change afin de pouvoir faire la meilleure affaire dans leur changement de devises ou dans leur achat d'or. La présence de différents taux de change provenant du marché noir, où énormément de transferts et d'activités économiques y sont réalisées,

[362] Mehchy Z. (2019), « The Syrian Pound Signals Economic Deterioration », Chatham House [en ligne], https://www.chathamhouse.org/2019/09/syrian-pound-signals-economic-deterioration
[363] Le taux de change avant 2011 était de 47 livres pour un dollar.

envenime ce sentiment de devoir être aux aguets pour une opportunité économique qui pourrait se volatiliser en quelques heures[364].

Une des autres difficultés auxquelles font face les populations syriennes sont les pénuries d'hydrocarbures. Les bouteilles de gaz et de *mazût* – utilisé pour les *ṣūba* – sont rationnées en fonction de la taille de la famille. Les noms sont inscrits sur des listes d'attente et la récolte des bouteilles de gaz et des *bermîl* (baril) s'effectuent au travers des communes. Ces produits de première nécessité sont aussi disponibles sur le marché noir mais à des prix bien supérieurs à ceux fournis par l'administration autonome. La ville de Qamîşlo a cependant relocalisé les services spécifiques à la réception du gaz et du pétrole dans le *maḫrūqat*[365].

Cahier de terrain, décembre 2021.

J'arrive avec le père de ma famille d'accueil au *maḫrūqat*. Nous rentrons dans la cour de l'établissement où plusieurs groupes de personnes se poussent autour de différents guichets. Je suis dans la foule le père de ma famille d'accueil dans une pièce au sol et murs gris. Plusieurs membres du personnel y travaillent, enrobés de leur manteau ou *qurîk*. De la vapeur d'eau sort de leur bouche dû au froid. Les bureaux débordent de grosses fardes, de tampons d'encre et de paquets de fiches de rationnement. Le père de ma famille d'accueil me présente et explique ma situation : je n'ai pas de fiche de rationnement car je suis *ejnebî*[366]. Soudain, un homme d'une soixantaine d'années rentre à l'intérieur d'un air énervé. Il demande où est son *bermîl* de *mazût* qu'il attend depuis des semaines. *« On est tous dans cette situation ! »* lui rappelle une employée. Elle essaye ensuite de temporiser la situation en l'informant que le *mazût* arrivera bientôt. […]

Nous sortons. Mûnir, le père de ma famille d'accueil, m'informe qu'il faudra repasser dans quelques jours. J'entends une personne dans la file s'énerver en *kurmancî* : *« ça fait trois semaines que j'attends le* mazût. *À chaque fois vous dites « demain » mais ça n'arrive jamais ! J'ai des enfants. Ils ont besoin de se chauffer ! »*

Cahier de terrain, avril 2022.

---

[364] En juillet 2023, le régime syrien a ajusté les taux de change du marché noir avec ceux de la banque centrale. Al Nofal W. (2023), « 'Worst since the beginning of the 20th century': What does 2024 hold for Syria's economy in freefall? », Syriadirect, https://syriadirect.org/worst-since-the-beginning-of-the-20th-century-what-does-2024-hold-for-syrias-economy-in-freefall/

[365] Littéralement « combustibles ». Au nord-est de la Syrie, le terme se réfère au département qui gère les carburants, que ce soit le gaz, le mazout ou le pétrole.

[366] Āğnabī (ar.) : étranger.

Il fait déjà nuit noire et je rentre à la maison en voiture avec *heval* Dîlsoz. Je remarque que des voitures sont garées en file le long du trottoir. Nous roulons doucement en arpentant la file. Je ne comprends pas, au départ, la raison d'une queue aussi longue. Je plisse les yeux et demande à *heval* Dilsoz : *« ev çi ye, heval ? »* (« qu'est-ce que c'est, *heval* ? »). Un début de réponse arrive lorsque je distingue la pompe à essence. *« C'est pour demain »* dit Dîlsoz. Mon regard interrogateur le pousse à continuer : *« les gens se parquent dans la file au soir pour qu'ils puissent faire le plein le lendemain matin. Ça évite de faire la file pendant des heures et puis de se retrouver devant une pompe à essence vide. Premiers servis, premiers arrivés. »*



47. Marché à Şūba, Dêrîk, 2021.

La Syrie produisait en 2010 385 000 barils par jour[367], soit *« une production d'hydrocarbures relativement élevée et assurant, à elle seule, 35% des recettes d'exportations et 20% des revenus gouvernementaux »*[368]. La production du pétrole sur le territoire syrien a drastiquement chuté

[367] BP statistics (2019), « BP Review of World Energy », https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2019-full-report.pdf
[368] Pasquier O. (2019), « L'économie syrienne : bilan après 9 ans de guerre civile », BSI Economics, p. 2, https://www.bsi-economics.org/images/Eco-Syrienne%20-%20Bilan-%20guerre.pdf

depuis le début des conflits en 2011, notamment en raison de la destruction des installations de raffinages et du manque d'entretien des infrastructures durant la guerre. L'autonomisation de facto des régions du nord-est de la Syrie a amené à ce que l'AANES dispose de la majorité des champs pétrolifères, au point que 80% de la production de pétrole serait effectuée dans le nord-est de la Syrie[369].

Cependant, le contrôle par l'Administration autonome des champs pétrolifères syriens n'est pas suffisant pour assurer une utilisation efficace de cette ressource. L'AANES se confronte en effet à énormément de difficultés pour utiliser son pétrole sans pertes et sans aggravation des tensions diplomatiques déjà présentes avec le régime syrien. Une première difficulté réside dans le fait que la Syrie est sous embargo économique, alors même que le marché européen représentait, avant 2011, 95% des exportations du pétrole du pays. De plus, les territoires du nord-est de la Syrie ne possèdent pas d'infrastructures adéquates de raffinage, la plupart ayant été fortement endommagées avec les conflits armés et l'absence de maintenance[370]. L'AANES utilise de petites raffineries rudimentaires qui lui permettent de produire une petite quantité de diesel[371], mais cela n'est pas suffisant pour supporter ses besoins internes. Avant 2020, le pétrole provenant des territoires de l'AANES était traité dans des raffineries contrôlées par le régime Assad, pour ensuite être retransférées en partie vers le nord-est syrien[372]. Peu de données sont disponibles à l'heure actuelle vis-à-vis de cette thématique, la gestion économique des hydrocarbures étant devenu un sujet extrêmement sensible. Après 2020, il me fût impossible d'obtenir un rendez-vous avec des économistes impliqué·e·s dans les structures de l'AANES, tandis qu'une grande partie de la population ne sait même pas pourquoi elle n'a pas accès à l'essence alors même que les pompes à pétrole sont visibles sur les bords des routes.

---

[369] Balanche F. (2023), « Irak et Syrie : les autonomies kurdes menacées », École Normale Supérieure, Groupe d'études géopolitiques, https://geopolitique.eu/2023/02/12/irak-et-syrie-les-autonomies-kurdes-menacees/

[370] Wilder C. & Rosen K. R. (2021), « Delta Crescent Energy : Refining U.S. Stabilization Strategies in Northeast Syria », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/delta-crescent-energy-refining-us-stabilization-strategies-northeast-syria

[371] Aldassouky A. & Hatahet S. (2022), « Competition, collusion and Smuggling », *Syria's border with Turkey and Iraq*, Middle East Directions, n°16, European University Institute, https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/74364/QM-AX-22-016-EN-N.pdf?sequence=1&isAllowed=y

[372] Entretien avec Selman Barûdo, *hevserok* (coresponsable) de la *desteya aborî* (conseil de l'économie pour le nord-est de la Syrie) en 2020 et Mahmûd Mohammed, *hevserok* de la *mektebê aborî* (bureau de l'économie pour la région de Cezîre).



48. Pompe à pétrole près de Tirbespî, 2021.

En pratique, le pétrole brut est transféré par des routes de contrebande vers les territoires maintenus par le régime, vers les territoires occupés par les *çete* ainsi que vers la région autonome du Kurdistan en Irak. La vente du pétrole se présente ainsi pour l'AANES comme sa source de financement la plus importante. La vente destinée au régime – malgré les sanctions qui le vise - s'opère au travers de traders affiliés à celui-ci[373]. Le régime syrien bénéficie donc de prix avantageux comparés aux taux mondiaux[374]. Ces relations économiques sont notamment influencées par le chantage opéré par *al-niẓām* sur l'administration autonome au travers du blocus économique sur Tel Rifaat et Sheikh Maqsoud[375]. Ainsi, chacune des deux

[373] Notamment via la compagnie al-Qaterji, ciblée par les sanctions économiques imposées par la Trésorerie des États-Unis. Bartu P. & Ruttimann M. (2021), « North East Syria : The Good, the Bad & the Oil », Australian Institute of International Affairs, https://www.internationalaffairs.org.au/australianoutlook/north-east-syria-the-good-the-bad-the-oil/ ; Adesnik D. (2018), « Treasury Imposes Sanctions on Assad's Oil Traders », Foundation for Defence of Democracies, https://www.fdd.org/analysis/2018/09/07/treasury-imposes-sanctions-on-assads-oil-traders/; Aita S. (2020), « The Unintended Consequences of U.S. and European Unilateral Measures on Syria's Economy and Its Small and Medium Enterprises », The Carter Center, https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict_resolution/syria-conflict/syria-unintended-consequences-aita-12-20.pdf

[374] Asharq Al-Awsat (2023), « AANES Utilizes Half of Syrian Oil Wells, Traders Sell to Damascus at Symbolic Rates », https://english.aawsat.com/interviews/4490431-aanes-utilizes-half-syrian-oil-wells-traders-sell-damascus-symbolic-rates

[375] Balanche F. (2023), *op. cit.*

entités – l'AANES et le régime - dispose d'un levier par rapport à l'autre – champs pétrolifères d'un côté, contrôle des points de passage de l'autre – qui peut être utilisé en cas de non-respect des arrangements décidés entre les deux parties.

En 2020, au crépuscule de l'administration Trump, des plans pour établir une raffinerie à Deir al-Zor par la compagnie américaine Delta Crescent virent le jour. Un des objectifs visés résidait dans l'exportation du pétrole raffiné syrien vers l'Irak et la Turquie[376]. La compagnie Delta Crescent Energy reçut une dérogation de la part de la Trésorerie des États-Unis concernant les sanctions économiques imposées sur la Syrie. Ce projet aurait permis, pour l'administration Trump, d'extirper l'administration autonome de ses relations économiques avec le régime, et, par conséquent, de couper ce dernier de toute possibilité de bénéficier de royalties sur le pétrole et d'affaiblir ses revendications territoriales sur Deir al-Zor. Il s'agit de plus pour les USA d'enraciner son influence sur l'AANES en l'éloignant de compagnies russes ou iraniennes qui cherchent, elles aussi, à accéder aux champs pétrolifères. Ainsi, selon un rapport du Pentagone cité par CNN, l'absence du projet américain aurait amené l'AANES et les Forces Démocratiques Syriennes à *« faire des concessions financières à la Russie – qui souhaite obtenir un accès aux champs pétrolifères de l'est de la Syrie – en échange d'un accord politique pour l'administration dirigée par les Kurdes [AANES] dans le nord-est de la Syrie avec le régime syrien »*[377]. Cependant, l'arrivée de Biden à la présidence en 2021 clôturera le projet de raffinage, la compagnie Delta Crescent étant proche des cercles républicains[378].

Quant au gaz, les principaux champs sont concentrés dans la région de Palmyre et de Homs, soit sur les territoires contrôlés par le régime syrien[379]. L'administration autonome dispose de sa production de gaz dans la région de Deir al-Zor, Raqqa et Hasake, mais ces champs sont de moindre quantité que ceux situés dans le centre du pays. Les infrastructures liées au raffinage du gaz sont, tout comme celles du pétrole, sévèrement endommagées à cause des campagnes aériennes de la Turquie contre les aménagements spécifiques au traitement des hydrocarbures[380].

[376] Atwood K. & Browne R. (2020), « Former Army Delta Force officer, US ambassador sign secretive contract to develop Syrian oil fields », CNN, https://edition.cnn.com/2020/08/05/politics/syria-secretive-oil-contract-delta-force-ambassador/index.html
[377] Atwood K. & Browne R. (2020), *op. cit.*
[378] Balanche F. (2023), *op. cit.*
[379] Pasquier O., *op. cit.*
[380] Enab Baladi (2024), « Shutdown of al-Suwaydiya plant pushes residents in northeast Syria towards gas alternatives », https://english.enabbaladi.net/archives/2024/01/shutdown-of-al-suwaydiya-plant-pushes-residents-in-northeast-syria-towards-gas-alternatives/

L'électricité est, elle aussi, rationnée. La vie dans le noir et les coupures d'électricité dues au mauvais fonctionnement des générateurs de quartier – notamment parce que le nombre de familles qui en dépendent dépasse leur capacité de production - est monnaie courante. Une des principales causes du manque d'électricité réside dans le faible niveau d'eau au sein des réservoirs des barrages situés sur l'Euphrate. Les turbines des infrastructures hydroélectriques ne disposent donc pas d'assez de courant pour pouvoir fonctionner à plein régime. La baisse drastique du niveau de l'Euphrate est provoquée par la rétention d'eau en amont par la Turquie à l'aide du barrage Atatürk[381]. De plus, l'endommagement et la destruction des centrales électriques, d'un côté par les conflits militaires qui ont sévit depuis 2011, de l'autre par les attaques directes de la Turquie aggravent une situation déjà critique.



49. L'Euphrate, 2022.

Cahier de terrain, juin 2022.

J'ai maigri car la chaleur coupe l'appétit. Cela fait 6 mois que je n'ai eu qu'entre 1 à 2 heures d'électricité par jour, alors que les chaleurs d'été avoisinent les 50 degrés. Le

[381] Balanche F. (2022), « How to Preserve the Autonomy of Northeast Syria », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/how-preserve-autonomy-northeast-syria

générateur du quartier a tout simplement rendu l'âme, et il est impossible d'en faire importer un.

Le gérant du générateur du quartier m'avait au départ informé qu'une solution serait trouvée, pour finalement m'annoncer de l'impossibilité d'en obtenir un via le Başur. Celui-ci fournissait pourtant entre 6 et 8 heures d'électricité, le paiement dépendant des KW souhaités. Les générateurs sont donc cruciaux pour les populations qui ne reçoivent qu'entre une à deux heures d'électricité gratuites fournies par *al-niẓām*[382]. Certains jours, l'électricité n'arrivait pas. Parfois c'était l'eau. Parfois l'eau arrivait, mais la pompe n'avait pas assez d'énergie pour envoyer l'eau jusque dans la citerne située sur le toit.

Cahier de terrain, mars 2022.

Munir, mon voisin, est exaspéré. Il me répète que c'est simple. Vers 5 heures du matin, quand j'entends un certain bruit, ça veut dire que l'eau arrive. Je dois descendre allumer la pompe. Il faut d'abord que je vérifie bien que l'eau passe dans le tuyau, sinon je brûle la dynamo. Je branche cette prise-là, celle avec l'autocollant jaune, à la rallonge qui est là. Je dois descendre un peu plus tard pour vérifier que l'eau coule toujours – sinon je brûle la dynamo. Je pense au départ comprendre mais je me doute que c'est une illusion puisque l'information que j'ai emmagasinée est disproportionnée par rapport au débit de parole de Munir, aux indications qu'il me fait avec ses mains et tuyaux et dynamos qu'il me désigne. Je n'ai effectivement rien compris car j'ai cramé la dynamo une semaine plus tard.

J'avais parfois des crises de démangeaisons à cause de la sueur qui collait à la peau. J'eu un peu honte car il m'était arrivé de sangloter bêtement au milieu de la nuit tellement j'étais épuisé. Un jour, une amie m'expliqua sur un ton humoristique une histoire similaire :

Dires d'une amie notés dans mon cahier de terrain, juillet 2022.

Comme nous n'avons plus d'électricité, je me suis mise à même le sol sur le carrelage pour essayer de prendre un peu de fraicheur. Mais rien n'y faisait. Alors je suis montée sur le toit, je me suis assise et je suis restée là à attendre que la nuit passe. Je me suis mise à pleurer car je me suis demandé comment j'allais faire le lendemain alors que j'avais des responsabilités professionnelles.

[382] Pour rappel, le terme *al-niẓām* se réfère sur le terrain à l'administration étatique syrienne liée à Bachar al-Assad.

Attendre pour des produits de base régit ainsi le quotidien. *« Attendre (pour des choses ou des décisions importantes) produit les effets subjectifs de la dépendance et de la subordination. »*[383] L'attente, pour l'électricité, le pain, le *mazût*, l'essence, l'eau, le gaz, engendre un sentiment de vulnérabilité, le sentiment que *« personne n'est vraiment aux commandes de sa propre vie »*[384]. Dans le nord-est de la Syrie, les files d'attente sont remplies de personnes dont le temps se consume dans l'ennui et la frustration de le perdre. L'attente creuse ainsi l'écart entre différents ordres socio-politiques : ceux qui connaissent les files et ceux qui font partie d'une « société plus large », à l'extérieur du nord-est de la Syrie, celle de la rapidité et de la mobilité. L'expérience du pouvoir se cristallise ainsi dans l'attente, dans ce doute constant de ne plus avoir assez ou dans l'incertitude quant au prochain arrivage de produits de nécessité. Généralement, les acteur·trice·s du terrain connectaient la situation géopolitique du nord-est de la Syrie et les intérêts des différentes parties belligérantes avec la baisse du niveau de vie. Néanmoins, l'aigreur de ne pas voir de solutions à long-terme apparaitre, que cela soit pour les conditions de vie médiocres ou l'instabilité politico-militaire de la région, pouvait aussi amener à une forme de défaitisme ainsi qu'à une défiance envers l'Administration autonome.

Cahier de terrain, février 2020.

> Début février. Il gèle. De la neige fondante est tombée ce matin. De la terrasse, j'aperçois les dédales des rues emplies de boue et de gravats, gorgées de flaques d'eau et de morceaux de givre. Nous sommes en début de soirée et le ciel est déjà sombre. Je décide d'aller à l'étage d'en bas, dans l'appartement de ma famille d'accueil, pour prendre du *mazût*. Je n'ai pas de bois sec pour y faire un feu et il n'y a toujours pas d'électricité. Je prends la boite métallique qui sert de réservoir et vais sonner à la porte. C'est Şerîn qui m'ouvre. Elle m'invite à rentrer et m'emmène sur le balcon, où se trouve un gros réservoir de *mazût*, vendu à prix réduits par l'Administration autonome. Elle me scrute avec ses grands yeux bleus tout en fumant une cigarette. *« T'as froid ? »* me demande-t-elle. *« Oui, et l'électricité n'est toujours pas là »* dis-je d'un air un peu lâs. Elle hoche de la tête. Je vois que son regard se pose sur le petit triangle rouge retourné accroché à ma veste. Elle s'interroge en le désignant du menton : *« C'est quoi ? »*. Symbole de la lutte antifasciste, je lui réponds de manière succincte que *« c'est pour la révolution »*. Tout à coup, elle éclate de rire et me lance : *« La révolution ? Tu n'as pas*

383 Ayuero J. (2011), « Patients of the State: An Ethnographic Account of Poor People's Waiting », Latin American Research Review, vol. 46, n°1, p.8, *cité par* Khosravi S. (2017), « Precarious Lives », *Waiting and Hope in Iran*, University of Pennsylvania Press, p. 80.
384 Khosravi S., op. cit., p. 81.

d'électricité et pas de quoi te chauffer correctement. La révolution, c'est fini ! Il n'y a plus de révolution ! »

J'ai soudainement l'impression de paraître extrêmement stupide, planté là devant elle, avec ma petite caisse métallique, mes innombrables couches de vêtements qui abordent ce pins rouge vif et mon visage complètement déconfit. Un peu gêné, je la remercie et me faufile vers la sortie.

Cet extrait de terrain rend compte de la fatigue endurée face aux conditions de vie, ainsi que d'une forme de désillusion face à la vie qui aurait pu être construite par la révolution, celle des premiers émois où tout était encore possible. Je compris très vite que ce défaitisme, même s'il rôdait dans les conversations, était sujet à débat. La Syrie s'enfonçait depuis des années dans une guerre où il était difficile de concevoir la fin, au vu de l'acharnement de la Turquie. Néanmoins, les plaintes pouvaient être cadrées par le rappel constant de l'époque avant 2011. En outre, il semble important de notifier que ces plaintes ne signifiaient pas inévitablement un refus de l'idéologie *apoji*.

Même si l'entrain de l'aube révolutionnaire pouvait parfois être entachée d'hésitations et de colère face à la précarité, mes interlocuteur·trice·s formulaient parfois des analyses politiques quant aux raisons de ces conditions. En fait, l'utilisation par les puissances étrangères des ressources locales comme arme politique – ou contre les populations locales (la Turquie avec l'eau) apparaissait, sur le terrain, une évidence. Cela se remarquait au travers de conversations, surtout auprès de la jeunesse, qui parlait d'une résistance continue face à une situation politico-militaire qui n'apparaissait pas s'améliorer. *« À chaque fois que l'on construit quelque chose, la Turquie le détruit »*, m'avait un jour dit un jeune homme d'une vingtaine d'années. La complexité des affaires quotidiennes se mêlait avec l'impression que l'environnement même était tourné contre la population. Le pétrole ou le gaz, qui pourtant sont des ressources locales, ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins de la population dans l'état politique actuel. En parallèle, lesdites ressources se retrouvent au milieu – même si elles ne sont pas non plus l'élément central – de différents jeux politiques où il devient difficile sur le terrain de démêler le vrai du faux.



50. Enfants jouant près d'un garage, Cezîre, 2023.

Car, même si les difficultés économiques proviennent en partie de raisons environnementales – comme les sécheresses -[385], il n'en reste pas moins que la dégradation drastique du niveau de vie trouve son origine dans les intérêts politiques de différents acteurs locaux et internationaux. « La politique d'annihilation » (*siyasî ya tunekirina*), expression couramment utilisée sur le terrain, reflète l'idée que la souffrance subie par la déprivation des ressources naturelles s'enracine dans une volonté politique d'anéantir les populations du nord-est de la Syrie. Cette expression était surtout utilisée pour décrire la stratégie turque à l'encontre du NES, et en moindre mesure dirigée vers d'autres acteurs impliqués dans les conflits en cours. L'expression se réfère notamment à l'utilisation des drones par la Turquie, mais ceci sera développé ultérieurement. Même si les conflits politiques autour du partage des eaux de l'Euphrate s'ancrent dans des conflits historiques qui dépassent la situation politico-militaire actuelle, la crise hydrique en Syrie s'est envenimé ces dernières années. Le lac Assad, situé dans la région de Tabqa au prolongement de l'Euphrate, a baissé de 4 mètres entre 2022 et 2023, alors même que son étendue dépasse les 600km[2386]. En plus des conséquences désastreuses sur le secteur agricole

[385] Bouvier É. (2020), « La crise hydrique en Syrie », *Un vecteur croissant de conflits, actuels comme futurs*, Les clés du Moyen-Orient, https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-crise-hydrique-en-Syrie-un-vecteur-croissant-de-conflits-actuels-comme.html

[386] AFP (2023), « En Syrie, la grande détresse des pêcheurs de l'Euphrate », La Croix, https://www.la-croix.com/En-Syrie-grande-detresse-pecheurs-Euphrate-2023-07-26-1301276921

et sur le niveau de vie de manière générale, l'utilisation de l'eau en tant qu'arme politique amène à la recrudescence d'épidémies telles que le choléra[387] ou la leishmaniose[388]. La rétention de l'eau par la Turquie engendre de plus des tensions entre différentes populations, comme en juillet 2020, où des querelles avaient éclatées entre Kurdes et Arabes après que la région d'Hasake ait été coupée de son alimentation en eau. La station d'Allouk, dans les mains des milices soutenues par la Turquie depuis l'invasion de Serê Kaniyê, alimente la ville d'Hasake et ses alentours. Les milices utilisent ainsi leur contrôle sur le réseau hydraulique pour recevoir des avantages de la part de l'administration autonome, comme de l'électricité. De surcroît, la Turquie pompe intensément dans les nappes phréatiques au nord de la frontière syro-turque[389]. L'administration autonome a essayé de contrôler l'usage des nappes phréatiques, par exemple en légiférant sur une réduction de la profondeur des puits, mais cela ne se présente pas comme une solution suffisante.

Cahier de terrain, août 2021.

J'entre-ouvre les yeux car j'ai entendu du mouvement à côté de moi. C'est Dîlan, la mère de ma famille d'accueil qui s'est levée. Je regarde mon téléphone posé près de moi. 1h du matin. Les grillons crissent encore. Nous dormons dehors, dans la cour, car l'intérieur des maisons est suffocant. Je la vois au loin qui s'affaire à amener des sauts près du robinet extérieur. Elle attend. Il semblerait que l'eau est censée arriver à une heure du matin dans cette ville. L'eau n'arrive pas. Elle retourne se coucher. […]

Le lendemain, Ahmed part avec des sauts et une brouette chercher de l'eau au puit de la mosquée du quartier. L'eau y est distribuée gratuitement mais est rationnée. […] Un jour plus tard, un camion des *heval* passera remplir les citernes. Nous en avons profité pour nettoyer les linges et prendre une douche. Mais il y a dorénavant trop peu d'eau pour demain.

[387] Human Rights Watch (2022), « Syrie : Les parties au conflit aggravent l'épidémie de choléra », https://www.hrw.org/fr/news/2022/11/07/syrie-les-parties-au-conflit-aggravent-lepidemie-de-cholera
[388] Chehayeb K. (2021), « Water crisis plagues tens of thousands in northeast Syria: NGOs », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2021/10/19/water-crisis-plagues-tens-of-thousands-in-northeast-syria-ngos
[389] Balanche F. (2023), *op. cit.*



51. Réserves d'eau d'une famille, Cezîre, 2022.

En parallèle, les ressources agraires sont elles aussi visées par des attaques qui mettent en péril les récoltes :

> *Cahier de terrain, juin 2020.*
>
> Il fait nuit noire mais la route est éclairée par les flammes qui bordent la route. Les champs qui s'étendent à perte de vue brûlent tandis qu'Aras appuie sur l'accélérateur. Cet été 2020 a été terrible en termes d'incendies. L'origine est potentiellement accidentelle, au vu des fortes chaleurs d'été, mais, pour la population, il est indéniable qu'une partie est intentionnelle. Certains disent que ce sont des membres de cellules dormantes de Daesh. D'autres disent que ce sont des personnes payées par la Turquie. Il n'en reste pas moins que nous roulons pédale au plancher au milieu de ressources qui sont entrain de partir en fumée.

L'État Islamique, la Turquie et le régime Assad peuvent effectivement être auteurs de ces actes. L'État Islamique avait déjà revendiqué plusieurs incendies en 2019, tandis que l'accroissement de l'insécurité alimentaire dans le nord-est de la Syrie se présente comme une aubaine pour l'État turc et *al-niẓām*. Les forces du régime ont quant à elles accusées l'administration autonome d'avoir brûlé les champs des agriculteurs qui ont vendu une partie de leur production

à Damas[390]. Quoi qu'il en soit, l'utilisation des éléments de la géographie du nord-est de la Syrie contre sa propre population s'inscrit dans une stratégie politique d'accroissement de la précarité et de l'insécurité. La crise économique et les difficultés auxquelles la population se confronte pour obtenir des biens de première nécessité alimente de plus un sentiment d'enclavement. La différence matérielle entre l'intérieur de la frontière et son extérieur rappelait constamment la coupure radicale entre l'état de guerre et l'état de paix – ou plutôt, qui fait la guerre et qui la subit, qui envahit et qui est envahi.

> *Cahier de terrain, février 2023.*
>
> Je suis dans la voiture avec quelques amis, de retour de Kobanê. Nous avons déjà été voir plusieurs stations essence pour trouver du carburant mais à cette heure-ci, la plupart sont fermées. Les seules encore ouvertes ne procurent pas de l'essence de bonne qualité et *heval* Çiyager ne souhaite pas utiliser celle-ci pour sa voiture. Il fait noir, très noir, les seuls villages environnants ne semblant pas disposer d'électricité en ce moment. Nous arpentons, phares plein feu, la route qui longe le mur qui sépare le Rojava du Bakur. Le contraste est impressionnant. Les vallées et collines de l'autre côté sont illuminées, au point que nous pouvons aisément distinguer, au loin, la colline de Mêrdîn où se dresse sa citadelle. Un ami dans la voiture pose une question sur celle-ci. Personne dans cette voiture n'a jamais été de l'autre côté.

Cette césure se révèle être tout aussi frappante lors du passage de la frontière entre le Başûr et le Rojava – acte qui constitue clairement un privilège pour les populations du nord-est de la Syrie. Capitale du Başûr, Erbil est une ville aux énormes bâtiments située au milieu de plaines grillées par le soleil, avec ses bars et restaurants ouverts en pleine nuit et ses échoppes d'artisans éparpillées le long de rues étroites et bondées. Beaucoup de journalistes, membres d'ONG et d'organisations gouvernementales vivent à Erbil. En effet, malgré le népotisme et le clientélisme[391] qui gangrène la région maintenue par le KDP, le parti de Barzani, cette dernière est considérée comme relativement stable en termes économiques, politiques et militaires. Dès lors, traverser la frontière ne revient pas à passer d'un lieu à un autre, mais bien plus à monter vers un réseau international. Car l'ouverture sur la scène internationale et son réseautage est là,

[390] Bouvier É. (2019), « La destruction par le feu des exploitations agricoles en Syrie et en Irak », Les clés du Moyen-Orient, https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-destruction-par-le-feu-des-exploitations-agricoles-en-Syrie-et-en-Irak.html

[391] Pring C. (2015), « Kurdistan Region of Iraq: Overview of corruption and anti-corruption », U4 Expert Answer n°7, Transparency International, https://www.u4.no/publications/kurdistan-region-of-iraq-overview-of-corruption-and-anti-corruption

tangible au travers des aéroports aux multiples destinations, des consulats et ambassades, des différents bureaux et entreprises aux façades toutes les plus somptueuses les unes des autres, des restaurants exorbitants dignes de ceux de Dubai, des grosses voitures 4x4 ou des Porsche dont les moteurs résonnent sur les larges autoroutes. L'ouverture sur la scène internationale est là aussi au travers des serveurs dans les cafés, ces jeunes hommes réfugiés du Sri Lanka, des Philippines, de Syrie et d'Irak qui prennent la commande des multiples *ejnebî* - dont moi - qui travaillent sur leur ordinateur[392]. Car il est évident que nous n'avons pas tous·tes accès à ce réseau international et à ses dispositifs de manière égale.

Cahier de terrain, juillet 2022.

Le retour du Rojava au Başur me fait toujours le même effet. D'abord, la surprise de voir de hauts buildings et de longues routes à plusieurs bandes. Ensuite, les magasins, les *malls*. Les fluctuations du terrain ont amené à ce que je me retrouve dans un taxi assis derrière un homme travaillant pour une organisation gouvernementale des USA. Les mots chez lui se confondent : *« … et essayer d'aider les gens [au nord-est de la Syrie], vous voyez … »*. J'essaye de ne pas l'écouter tandis que mes yeux restent rivés sur les paysages qui défilent. Nous sommes en juillet 2022 et la Turquie va peut-être attaquer le nord-est de la Syrie. Je n'arrive pas à penser à autre chose. Nous arrivons dans Erbil. Un nouveau quartier de luxe est en construction. Je distingue une énorme pancarte avec une esthétique qui rappelle la thématique de l'eau. En slogan, « The New Face of Kurdistan ». La colère me monte à la gorge.

[392] J'eu l'opportunité de vivre plusieurs mois à Erbil dans une bicoque avec 17 personnes travaillant dans l'Horeca. Avec des salaires avoisinant les 400 dollars pour 72 heures de travail par semaine, parfois impayés et avec des droits civiques fluctuant en fonction de l'humeur du personnel administratif et pénitencier, Erbil est loin d'être le phare de l'ascension sociale pour ces personnes. Un racisme institutionnel y est notamment présent, les individus étant catégorisés en fonction de leur origine ethnique, géographique ainsi que leur religion et recevront plus ou moins de privilèges y dépendant. Par exemple, il est presque impossible pour une personne irakienne originaire de Bagdad de vivre dans le même appartement qu'une personne européenne ou étatsunienne, à moins qu'une de ces deux personnes possède des *wasiṭa* (des connexions) avec des hauts fonctionnaires. L'obtention d'un titre de séjour pour une personne arabe irakienne est extrêmement complexe, nécessite un sponsor – avec tous les abus de pouvoir que cela comporte, et doit être renouvelée tous les mois pour les hommes non-mariés, même si ceux-ci travaillent au Başûr depuis une dizaine d'années. Une personne dont les papiers ne sont pas en règles est souvent arrêtée et victime d'humiliations au sein du centre pénitencier, voire de tortures, comme ce fût le cas pour une de mes connaissances.



52. Projet de construction de Pavilion, projet d'habitation de luxe sur Erbil. Source : Pavilionerbil.

Le nord-est de la Syrie s'avère être un espace d'enfermement, contrastant avec la région autonome du Kurdistan en Irak, espace de mobilité et de circulation qui rend compte de sa reconnaissance internationale et de ses relations économiques libérales ouvertes sur l'étranger. Dans le nord-est de la Syrie, les institutions internationales ne se confondent pas avec la population. Le personnel des Nations-Unies est protégé au sein de leurs bâtiments emmurés, leurs portes blindées, leurs gardes en veille, leurs multiples caméras axées sur tous les angles, leurs longs cercles de fils barbelés mis sur les murs, les fenêtres, le toit. L'international s'aperçoit au travers des patrouilles des Nations-Unies avec leurs grosses 4X4 blanches blindées qui roulent à toute allure, mais aussi au travers des convois militaires ou des vols des hélicoptères russes au-dessus des villes. Quant aux ONG, elles ne sont présentes que dans certaines régions et leur visibilité est restreinte pour des raisons de sécurité. Outre la sphère militaire et quelques milieux spécifiques réservés aux projets de développement portés par des ONG, il n'y a presque pas de contact entre les acteurs internationaux et les populations du nord-est de la Syrie.

Une expérience particulière en février 2020 me permit de me rendre compte de ce rapport avec « l'international ». Alors que je discutais avec un ami dans sa cuisine, nous fûmes surpris par un bruit d'explosion :

> *Cahier de terrain, février 2020.*

> Je discute avec un ami dans sa cuisine. Une déflagration, fulgurante, éclate. Mon cœur bondit dans la poitrine et mon estomac se noue. Pendant un instant, je crois que les murs tremblent. Nous passons timidement la tête pour voir les voisins : et si c'était la Turquie qui attaquait ? J'aperçois plusieurs personnes qui sortent de leur maison pour scruter l'horizon. Aucune trace de fumée. L'atmosphère est silencieuse, tout le monde est aux aguets. Je demande à quelqu'un s'il a une idée de la source de la détonation. Il me répond que c'est sûrement une attaque turque.

J'apprendrai plus tard qu'il ne s'agissait pas d'une agression turque, mais d'une détonation provoquée par le franchissement du mur du son de la part d'un avion étatsunien. Un groupe de civils avait préalablement refusé de laisser passer une patrouille de la Coalition Internationale menée par l'armée des États-Unis dans un village situé au sud-est de Qamîşlo. L'avion avait survolé préalablement la zone des confrontations armées entre la population et la patrouille, qui s'est soldé par le meurtre d'un civil par un soldat américain. La scène prit une tournure presque clownesque lorsqu'un des véhicules américains se retrouva empêtré dans la boue tandis qu'un autre restait immobilisé suite à une roue éclatée et qu'une patrouille russe dû leur venir en aide[393].

Qu'il s'agisse d'un acte expressément réalisé pour effrayer les populations ou d'une simple manœuvre indépendante des protestations populaires, il semble peu probable que le meurtre d'un civil suivi de la déflagration orchestrée par les forces aériennes américaines ne soit pas considéré comme humiliant par les populations locales. Dans le nord-est de la Syrie, les acteurs internationaux sont ces présents-absents qui ont le pouvoir de rappeler leur position au sein des rapports de pouvoir, et ce au travers d'une technologie militarisée.

[393] Chulov M. (2020), « Deadly clash in Syria a vivid reminder of US troops' ill-defined mission », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2020/feb/13/syria-us-troops-mission-qamishli-quagmire



53. Camion américain stoppé sur la route, région de Cezîre, 2020.

Comme expliqué précédemment, le passage de frontière semble plus suivre un ordre vertical qu'horizontal : le rapport avec les acteurs internationaux dans le nord-est de la Syrie est strictement sécuritaire et militaire. La relation avec cette scène internationale – ONU et forces extérieures - se base surtout sur une présence militaire et la sécurisation de personnes et zones ; les rencontres en les habitant·e·s de la région et des acteurs internationaux non militarisé sont quant à elles presque inexistantes.

D'autant plus que l'accès au nord-est de la Syrie depuis le Başur est restreint - la majorité des chercheur·e·s n'étant pas autorisé·e·s à traverser la frontière et les sujets traités par les journalistes étant contrôlés. Le poste frontière de Faysh-Khabur régit ainsi un ordre procédurier dont les critères d'acception ou de dénégation reflètent les oppositions politiques entre les deux côtés de la frontière[394]. Faysh Khabur, qui fait face à la ville de Semalka du côté syrien, porte des enjeux économiques et politiques majeurs et est un levier de pouvoir important pour le Başûr vis-à-vis de l'administration autonome. Érigé en 2013, ce point de

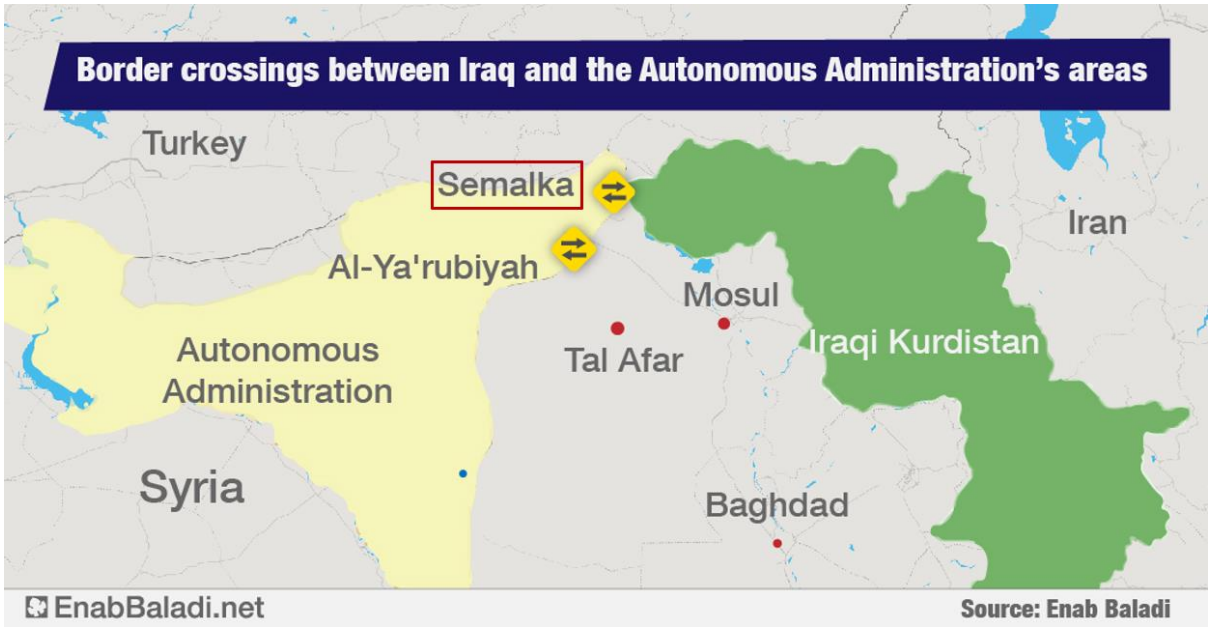
[394] Il est à rappeler que le gouvernement régional du Kurdistan aide activement la Turquie dans ses campagnes militaires contre le PKK.

passage est crucial pour les journalistes internationaux puisque se rendre dans le nord-est syrien par Damas présente des risques énormes. Les autres points de passage entre le nord-est syrien et l'Irak sont sous l'autorité du gouvernement de Bagdad. Ainsi, de Faysh Khabur dépend la majeure partie de la médiatisation non seulement des conflits armés, mais aussi de la situation humanitaire du nord-est syrien. De plus, l'Administration autonome est dépendante économiquement du Başûr. Le contrôle unilatéral exercé par le gouvernement régional du Kurdistan a été mis en place afin de réguler l'afflux des réfugié·e·s et pour assurer leur sécurité interne[395]. Néanmoins, cette gestion des déplacements par une modalité d'exclusion en période de conflits détient un rôle dans la construction nationaliste[396]. Comme le souligne Roussel lorsqu'il analyse l'ouverture et la fermeture des frontières entre la Syrie et ses pays limitrophes, ainsi que la frontière irano-irakienne, *« l'une des particularités de la frontière réside dans sa propension à s'ouvrir ou à se fermer tantôt en fonction des évolutions positives de contentieux entre États, tantôt, à l'inverse, en rapport avec des crises militaires ou diplomatiques qui ébranlent continuellement la région »*[397]. Il était donc récurant de constater l'ouverture et la fermeture du poste-frontière en fonction de l'état des relations diplomatiques entre le gouvernement régional kurde et l'Administration autonome.

[395] Roussel C. (2014), « Frontières et circulations au Moyen-Orient en période de conflits », *Reconfiguration entre phases d'ouverture et de fermeture*, Cahier du Cemca [en ligne], n°8, http://cemca.org.mx/wp-content/uploads/FMig-08-Frontieres-et-circulations.pdf

[396] Makaremi C. (2008), « Pénalisation de la circulation et reconfigurations de la frontière : le maintien des étrangers en « zone d'attente » », Cultures et Conflits [en ligne], n°71, p.55-73, https://doi.org/10.4000/conflits.16133, *cité par* Cimino M. (2015), « Une mobilité transfrontalière sous contrôle ? Le cas turco-syrien en temps de guerre 2011-2015 », L'espace politique [en ligne], vol.27, n°3, https://journals.openedition.org/espacepolitique/3613

[397] Roussel C., *op. cit.*, p.10



54. Points de passage au nord de la frontière syro-irakienne. Le point de passage de Semalka/Faysh Khabur relie la ville de Semalka dans le nord-est de la Syrie, avec la ville de Faysh Khabur dans la région du Kurdistan en Irak. Modifications personnelles apportées à la carte.

Le sentiment d'enclavement s'ancre de plus dans la sophistication de la frontière syro-turque. Façonné par des tronçons de béton de 3.6 mètres de haut ornés de larges boucles de fils barbelés, un mur, créé après le début de la guerre civile syrienne, couvre plusieurs centaines de kilomètres de long – 764 kilomètres en 2017 – des 900 kilomètres de la frontière syro-turque. Les objectifs visés par l'État turc résident dans le contrôle des passages illégaux[398] et de la contrebande, mais aussi dans la mise en place de mesures de protection contre les Forces Démocratiques Syriennes, considérés par l'État turc comme une menace pour sa sécurité interne. La fortification de la frontière et sa sophistication – avec ses longs anneaux de fils barbelés, ses miradors, ses patrouilles de sécurité, ses alarmes stridentes - engendre un double phénomène.

[398] Si au début du conflit l'État turc n'exigeait pas des personnes réfugiées un document de voyage, des restrictions ont été petit à petit mises en place. La stratégie du gouvernement turc à partir de la guerre de Kobanê en 2014 a surtout *« consisté à répondre aux pressions internationales, « ouvrir le robinet » des réfugiés, tout en assurant un approvisionnement humanitaire minimum et en empêchant au maximum les jonctions transfrontalières entre acteurs politiques et humanitaires kurdes ».* Cimino M., *op. cit.*



55. Photo du mur prise à la volée lors d'un trajet en bus, 2022.

D'un côté, elle matérialise la juridiction territoriale de l'État turc, et réaffirme, ainsi, l'autorité de l'État turc à ciseler un territoire porté par les histoires familiales – que celles-ci se réfèrent au Kurdistan ou non. L'histoire de l'établissement de la frontière et sa transmission au sein des mémoires sera développé ultérieurement (cf. chapitre 6). Il est pour l'instant à retenir que la frontière turco-syrienne figure, au sein des discours, comme une entité absurde, objet de crainte et de résistance à celle-ci. Absurde suite à un rapport entre populations de la Cezîre et de l'État déjà faible et, en parallèle, des liens familiaux et sociaux qui dépassent la frontière. Objet de crainte car la militarisation de la frontière s'enracine dans les récits historiques locaux, notamment quant à la mise en place de mines le long de celle-ci. Les activités économiques irrégulières comme la contrebande se présentaient ainsi comme une manière de résister à la volonté étatique de dissoudre le lien social entre les Kurdes du Rojava et du Bakur.



56. Kurdistan. Joe Burgess/The New York Times.

D'un autre côté, et assez paradoxalement, le mur matérialise la capacité de l'état turc à découper un territoire mais aussi à menacer l'invasion. Au final, le mur encercle mais fait redouter de ne pas l'être. Après la guerre de Serê Kaniyê, l'armée turque a changé quelques blocs de bétons constituant le mur pour des portes blindées. Elles incarnent ainsi ce qui pourrait arriver – une future invasion – et rappellent quotidiennement le pouvoir que la Turquie dispose à rentrer au sein des territoires du nord-est syrien. Des patrouilles russo-turques ont d'ailleurs été mises en place le long de la frontière après la guerre de Serê Kaniyê et inspiraient la crainte chez certaines de mes connaissances. Il m'avait ainsi été conseillé de prendre les dispositions nécessaires si je devais emprunter la route qui longe la frontière – route très fréquentée et que j'utilisai moi-même souvent : ne pas rouler la nuit, contrôler la voiture, être accompagné, …

Je fis plusieurs fois l'expérience de connaitre l'intimidation exercée par le mur, flanqué de ses tours de garde, notamment lors d'une panne de voiture entre Amûda et Derbesîye. J'étais accompagné de deux personnes lorsque notre voiture s'arrêta net, à quelques mètres du mur. La panne ne pouvait pas plus mal tomber. Rojîn, mon amie qui m'accompagnait, et moi-même, blaguions au départ sur cet évènement qui semblait surréaliste. Je pris cependant conscience de la gravité de la situation lorsque le chauffeur nous ordonna de nous protéger derrière la voiture. Au cas où. Un bref regard vers la tour de garde me remit les pieds sur terre et j'obtempérai illico. Je me souvins des titres de journaux locaux informant sur l'assassinat par les soldats turcs de personnes qui tentaient de passer la frontière. Rien ne permet de penser que les gardes n'agiront pas de la même manière parce que nous sommes stationné·e·s trop près du mur. Heureusement, une voiture de passage s'arrêta pour nous venir en aide. À ce

même moment, des sirènes provenant de la tour de garde se mirent à retentir. Je vis les deux chauffeurs s'atteler à relier les deux voitures pour tracter celle en panne vers le village le plus proche. Nous déguerpîmes sur le champ.

Une deuxième expérience intéressante avec le mur-frontière se cristallisa lors d'une promenade près de Ein Diwar lors d'une après-midi ensoleillée. Ein Diwar, à l'interstice entre le Başûr, le Bakur et le Rojava, offre une vue exceptionnelle sur la vallée du Tigre. Avant de descendre de la voiture, un ami me demanda de retirer mon *šmāg*[399] blanc et noir autour du cou, celui-ci étant porté de cette manière par de nombreuses personnes impliquées dans le mouvement *apoji*. Le porter près de la frontière augmenterait donc les risques de se faire tirer dessus par des gardes. Nous pouvions voir depuis notre position le lit du Tigre et les buildings de la ville de Cezîre Botan. La maison située à quelques pas de nous arborait un énorme trou dans le mur, et je me demandai s'il s'agissait de tirs de mortiers envoyés depuis l'autre côté de la frontière, à l'instar de cette autre maison aperçue quelques minutes plus tôt. Elle portait effectivement les mêmes marques et avait été touchée par l'artillerie turque. Je n'osai pas demander si cela était bien le cas. Le mur établi par la Turquie pouvait être décelé plus loin. Des enfants à côté de nous demandèrent à leur mère, étonnés, si les routes en bas du ravin étaient bien en Turquie et non plus en Syrie. La scène était presque absurde, avec la maison – plausiblement – délabrée par des tirs de mortiers, le *šmāg* resté dans la voiture afin d'éviter ce qui pourrait être considéré comme une provocation et les enfants regardant la plaine en face de nous. La normalité de la vie quotidienne, résumée ici en une promenade entre ami·e·s, se fondait étrangement avec la violence politique vécue, celle de pouvoir potentiellement se faire tirer dessus par le fait d'être de l'autre côté. *« La séparation permet […] de préserver à l'extérieur un ordre de paix qui est une ressource vitale pour perpétuer les ordres de la guerre à l'intérieur. Cet ordre de paix est également investi par des acteurs internationaux qui déploient à partir de celui-ci leurs programmes de 'paix'—ou leurs interventions militaires. »*[400] Au final, ce mur-frontière était une ligne de front.

En octobre 2021, alors que je me dirigeai vers Derbesiye avec le bus populaire, je tombai nez-à-nez avec une patrouille russo-turque, peu fréquentes mais tout de même réalisées dans les régions de Derbesiye et Kobanê. Je n'avais aucune idée au départ de la présence d'éléments de l'armée turque dans ce convoi. Un évènement inattendu m'amènera à entrapercevoir la violence symbolique de la présence de l'armée turque dans le nord-est de la Syrie, de sa capacité

[399] Coiffe traditionnelle au Moyen-Orient, elle est plus connue en Europe sous le nom de « keffieh ».
[400] Vignal H. (2017), *op. cit.*, p. 13.

à se mouvoir sur le territoire, bloquer la route comme elle le souhaite, tout ceci dans l'objectif d'effacer un simple tag sur le mur.

> *Cahier de terrain, octobre 2021.*
>
> Je suis dans le bus populaire qui relie Amûda à Derbesiyê. Nous rencontrons, non loin de la porte blindée du mur, plusieurs tanks qui se sont mis en travers de la route. Nous n'arrivons pas bien à les identifier. Un silence angoissé se fait de plus en plus lourd alors que le conducteur freine lentement. J'entends une femme demander de manière alarmée en arabe : *al-atrāk ?* (« les Turcs ? »). Après quelques secondes de silence, le conducteur répond enfin : *Lā, mū al-atrāk* (« non, ce ne sont pas les Turcs »). Il s'agit d'une patrouille russe, mais les chars arborent à l'avant le logo de la Police Militaire, deux lettres blanches (MP) sur fond rouge, ce qui prête énormément à confusion au vu de la similarité avec le drapeau turc. Les chars ont barré la route, dans les deux sens. Au bout d'un moment, la patrouille dégage un côté de la route pour que nous puissions passer.
>
> Je remarque alors un soldat près du mur, qui efface à la bombe de couleur noire un grand tag : « nous sommes tous YPG, YPJ, APO »[401]. La phrase est écrite en grand, en arabe.
> Le soldat barre le « YPG-YPJ-APO ». […]
> J'ai jeté un œil à l'écriteau en repassant. Il peut encore être distingué les formes des lettres sous les rayures.

Je n'appris que bien plus tard, par l'analyse des archives de médias locaux, qu'il s'agissait d'une patrouille commune entre la Russie et la Turquie. Le soldat était donc un soldat turc[402]. Paradoxalement, via ce tag, le mur turc se révèle être *« une place où la parole devient écriture. Une place où la parole peut devenir « sauvage » et, en échappant aux règles et institutions »*[403], défie un *statu quo* imposé par des forces extérieures. Imposer une bande de sécurité, créer un mur, quel que soit les kilomètres, n'effacera pas, pour l'auteur de ce tag, l'idéologie populaire *apojî* et son organisation révolutionnaire. Le tag a ainsi transformé le mur en un lieu de représentation pour

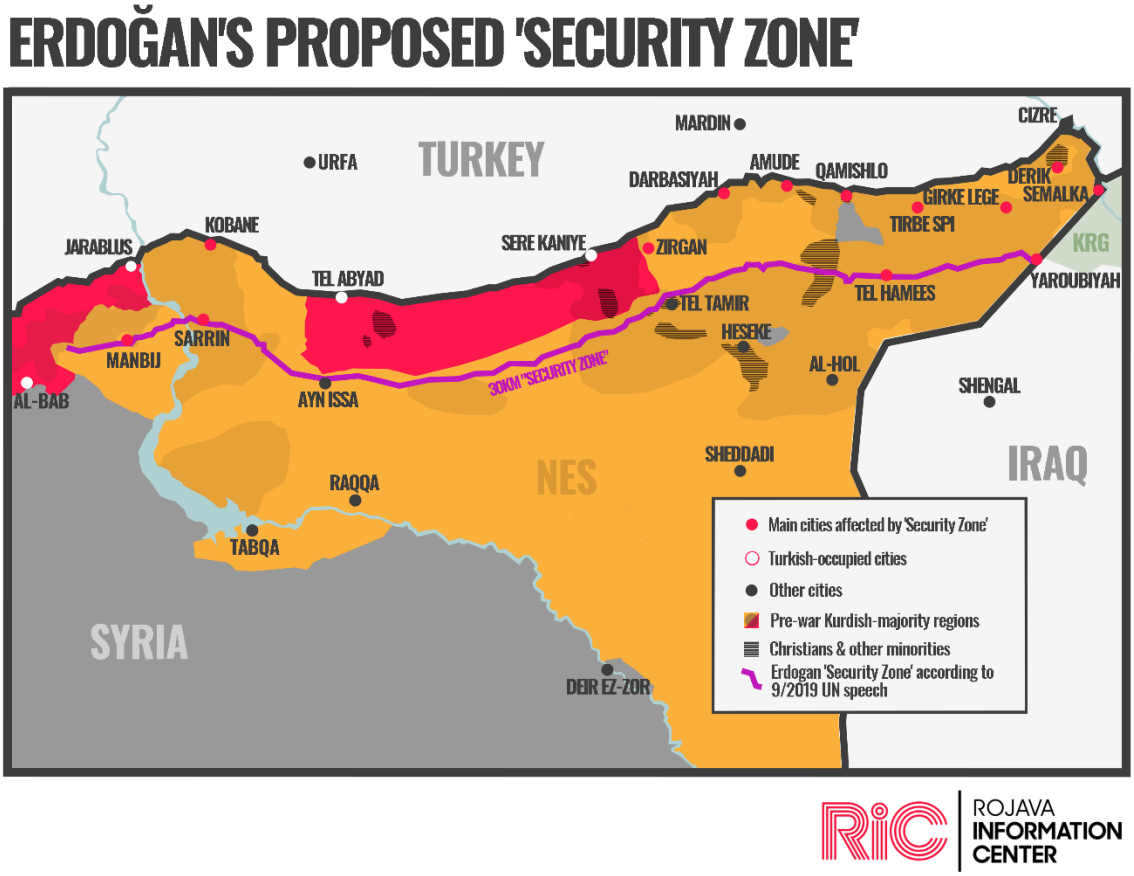
[401] Pour rappel, les YPG (Yêkitiyên Parastina Gel, les unités de défense du peuple) et les YPJ (Yêkitiyên Parastina Jinên, les unités de défense des femmes) sont les unités militaires qui composent une majeure partie des Forces Démocratiques Syriennes. *Apo* signifie oncle paternel en *kurmancî* et se réfère à Abdullah Öcalan.
[402] Syrian Observatory for Human Rights (2021), « Al-Hasakah : Turkish soldiers remove graffiti written on border wall against "Erdogan" and Turkey during joint patrol with Russian forces », https://www.syriahr.com/en/226008/
[403] Lefebvre H. (2003), « The urban revolution », University of Minnesota Press, Mineapolis, p.19 *cité par* Khosravi S., *op.cit.*, p. 173.

le peuple du nord-est de la Syrie : *apoji* et organisé pour son auto-défense. À travers ce tag, les patrouilles conjointes et accords internationaux qui tentent de délimiter une « zone de sécurité » semblent désuètes, car elles ne peuvent parer au fait qu'une idéologie commune est inscrite dans le tissu social du nord-est de la Syrie. *« Le tag ne fait rien d'autre qu'occuper l'espace, que déclarer l'existence de leur créateur, qui clame « ceci est ma ville » »*[404]. Le tag résiste ainsi à cette transformation de l'espace public par des forces extérieures qui tentent, *in fine*, d'exclure une population entière de ses terres. Il est ainsi intéressant de constater qu'une patrouille conjointe entre la Russie et la Turquie ait pris le temps de bloquer la route et sécuriser leurs positions pour effacer un tag. Par ce geste, le soldat turc souhaite effacer cette parole inscrite.

Il semble important de comprendre dans quelle contexte les patrouilles russo-turques s'inscrivent. Celles-ci ont été implémentées au travers de l'accord de cessez-le-feu entre les Forces Démocratiques Syriennes et la Turquie après l'invasion de Serê Kaniyê en octobre 2019. Un des points de l'accord se réfère à la mise en place de ces patrouilles conjointes autorisant leurs déplacements jusqu'à 10km de la frontière syro-turque. L'objectif vise à effectuer des activités de reconnaissance. L'accord prévoit de plus l'installation d'une *buffer zone* de 30 km de profondeur depuis la frontière et stipule le retrait des Unités de Protection du Peuple (YPG) de ladite zone. Pour les acteur·trice·s du terrain, ce couloir de « sécurité » proposée par Erdogan se montre extrêmement violente ; premièrement parce qu'elle incite à la dissolution de toute capacité de se défendre militairement, deuxièmement parce qu'elle vise l'existence même des populations locales. Rappelons que la lutte anti-terroriste[405] a, durant mes années de terrain, été fortement utilisée par le gouvernement turc pour légitimer des actes racistes contre les Kurdes mais aussi pour légitimer les bombardements dans le nord-est de la Syrie (cf. chapitre 5). Ainsi, lorsque les acteur·trice·s du terrain me parlaient de la potentialité de la mise en place effective de cette *buffer zone*, il était impensable pour eux·elles qu'ils·elles puissent y vivre. Ils·elles me posaient d'ailleurs la question rhétorique : *« où va-t-on aller ? »*, car ils·elles savaient que la concrétisation de cette *buffer zone* amènerait à ce que leur vie soit en danger. Les atrocités effectuées dans les territoires occupés d'Afrîn et Serêkaniyê par les *çete*[406] n'ont fait qu'accentuer ce phénomène. Dans ce contexte, l'effacement d'un tag qui clame *« nous sommes tous YPG, YPJ, APO »* ne se montre pas anodin. Il est impératif de comprendre que pour mes interlocuteur·trice·s, l'idéologie d'Abdullah Öcalan est avant tout une pratique de résistance – d'où la formule *« berxwedan jiyan e »* [la résistance c'est la vie]. La tentative de ce soldat turc à

[404] Khosravi S. (2017), *op. cit.*, p. 118.
[405] L'État turc considère le PKK, les YPG et YPJ comme des groupes terroristes.
[406] Milices pro-turques.

censurer ce tag durant une patrouille se montre donc symboliquement importante et renvoie à la volonté de l'État turc à effacer toute composante militaire, politique et idéologique qui se rapporte à la pensée d'*apo*[407] au point d'effacer les vies elles-mêmes.



En conclusion, les habitant·e·s du nord-est de la Syrie sont enclavées, en premier lieu temporellement – suite l'attente interminable pour tout bien ou service -, en deuxième spatialement. Les pressions économiques vécues par les populations, suite aux sanctions imposées, aux intérêts internationaux sur les ressources locales, aux stratégies géopolitiques des différents acteurs ainsi qu'aux restrictions sur la mobilité des personnes à l'extérieur du nord-est de la Syrie cristallise ce sentiment que le futur est arbitraire et dépend d'aléas entre différents acteurs internationaux, qui disposent de l'espace du nord-est de la Syrie et qui montrent, au travers des technologies militaires, leur capacité à en disposer. L'emmurement des régions du nord-est de la Syrie rappelle aussi le spectre d'une intervention militaire turque et le laisser-faire des différents acteurs internationaux en présence, et, en conséquence, alimente cette impression humiliante pour les populations locales que même leur extermination passera inaperçue aux yeux du monde.

[407] Abdullah Öcalan.

4. « Tout ce que je veux c'est qu'il revienne »

Au sein de ce chapitre sera analysé, au travers de récits de vie et de l'ethnographie du terrain, les expériences relatives aux territoires occupés d'Afrin, de Tal Abyad et de Serê Kaniyê. La mise en place d'un régime de terreur dans ces régions sera analysée en tant que mécanisme de changement démographique mis en œuvre par l'État turc. Les témoignages récoltés, qui expriment la perte et la défiance mais aussi la solidarité, rendent compte des conséquences radicales de ces espaces mouvants sur les vies. J'examinerai les liens entretenus avec l'idée du retour, parfois à la limite de « l'insensé », vers un territoire aujourd'hui maintenu par des *çeteˆ*[408]. L'analyse historique du terme offrira des clés de compréhension vis-à-vis de la stratégie militaire turque à l'encontre des populations du nord-est de la Syrie, ici porteuse d'une violence symbolique liée à l'Empire Ottoman.



57. Une cantatrice chante une musique en hommage à Serê Kaniyê, 2023.

[408] Milices soutenues par la Turquie.

4.1. Préambule

Adam est un jeune homme rieur. Il aime faire des blagues et taquiner son entourage. Cadet de la famille, il avait fini son service militaire et travaillait en tant que barbier dans sa ville natale. Il souhaitait partir pour l'Europe, à l'encontre de l'avis de la plupart des membres de sa famille qui craignaient les risques encourus lors du voyage. Malgré la dangerosité du périple, il partit tout de même, assurant à sa mère que l'Europe lui permettrait de concrétiser ses aspirations de vie. Il était prêt à encourir les risques.

À peine quelques jours après son départ, sa famille reçu un appel leur annonçant son arrestation en Turquie. Un second appel d'une de leur connaissance leur annonça qu'il avait été embarqué dans un bus par les autorités locales, sans plus d'informations quant à la destination dudit véhicule.

> *Cahier de terrain, mars 2022.*
>
> Amîna a les yeux embués de larmes. Elle scrute son téléphone, qui finit par sonner après plusieurs minutes qui paraissent interminables. Son frère et sa sœur sont en appel vidéo. Un de leurs contacts en Turquie a rapporté que les jeunes hommes sans-papiers arrêtés étaient parfois emmenés à Idleb. « Idleb ? » répète-t-elle en levant sa tête vers moi. Je n'ai pas pu m'empêcher d'écarquiller les yeux. Son frère et sa sœur lui demandent de garder son calme et d'attendre : pour l'instant rien n'est avéré.
>
> Idleb. Les rumeurs que j'ai maintes fois entendues se bousculent dans ma tête : des jeunes hommes provenant du nord-est de la Syrie arrêtés par les autorités turques lors de leur traversée vers l'Europe y sont envoyés. Certains disent qu'ils restent pour une durée indéterminée entre les mains des *çete*, les milices de mouvance salafiste supportées par la Turquie. Il parait qu'ils y sont emmenés pour ensuite être rançonnés auprès de leur famille.
>
> Hayat Tahrir al-Sham, Hurras al-Din, Ahrar al Sham. Une pléthore de noms résonnent dans ma tête, tous des groupes armés en guerre contre le régime Assad et soutenus par l'État turc. En attendant, je n'arrive pas à consoler Amîna. *« Tout ce que je veux, c'est qu'il revienne »* dit-elle. C'est un silence lourd qui pèse dans le salon. Comme si les mots prononcés pouvaient se réaliser. J'essaye de ne pas m'imaginer le pire. Ismail, le mari d'Amîna, tire nerveusement sur sa cigarette. Amîna se lève, fait ses ablutions et fait la

ṣalat[409]. Elle revient ensuite s'assoir. Il ne reste plus qu'à attendre le prochain coup de fil.

[409] Prière islamique.

4.2. Afrîn et Serê Kaniyê

4.2.1. Hayat Tahrir al-Sham

Idleb est une région déchirée entre différentes factions islamistes et l'armée nationale. Les régions nord de la province administrative d'Idleb sont à l'heure actuelle autonomes de facto au régime de Bachar al-Assad. En effet, Hayat Tahrir al-Sham (l'Organisation de Libération du Levant, HTS), une faction salafiste-djihadiste auparavant liée à al-Qaïda, s'est établi dans ses régions après plusieurs succès militaires face aux autres cellules soutenues par la Turquie[410].

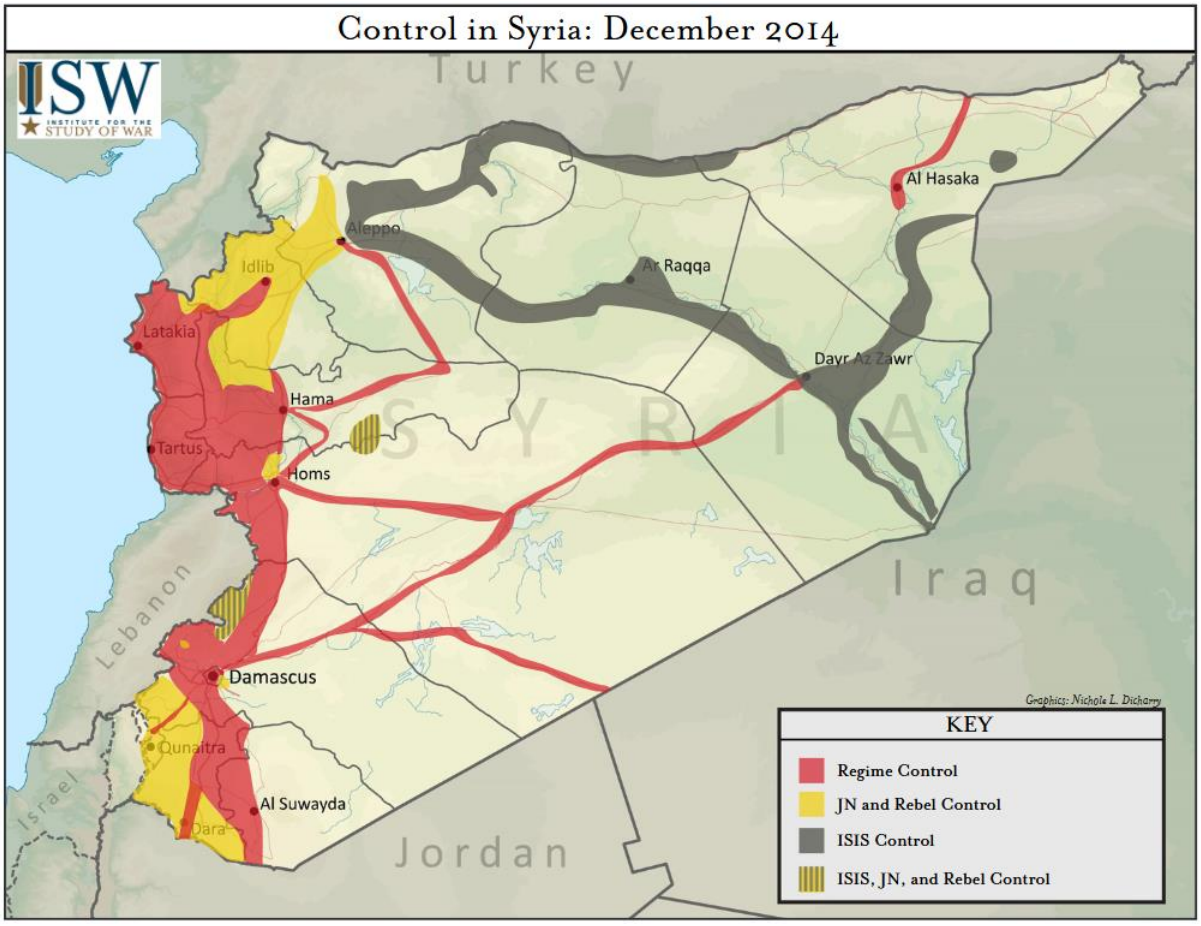
Anciennement connu sous le nom de Jabhat al-Nosra (le Front de la Victoire, JN), la faction a été créée en janvier 2012, au début de la guerre civile syrienne. Elle s'est distinguée de l'État Islamique notamment par sa capacité à opérer des alliances avec différents groupes d'insurgés dans l'objectif de combattre le régime de Bachar al-Assad. En avril 2013, Abu Bakr al-Bagdadi, leader de l'État Islamique, annonce l'établissement de l'État islamique en Irak et au Levant, alors même que Jabhat al-Nosra gagne du terrain en Syrie après plusieurs succès militaires. Il est à supposer qu'une telle déclaration, qui stipule que Jabhat al-Nosra serait sous l'égide de l'État Islamique, fût une tentative d'al-Bagdadi de mettre sous son contrôle Abu Mohammed al-Jawlani, le leader de Jabhat al-Nosra, ainsi que de récupérer les avancées territoriales effectuées par celui-ci en Syrie. Al-Jawlani affirma en retour que ni la direction de Jabhat al-Nosra, ni la *majlis al-shura*[411] correspondante n'avaient été mis au courant d'une telle déclaration. Jawlani remerciera al-Bagdadi de leur avoir fourni de l'aide essentielle aux prémices du conflit mais portera allégeance, dans le même discours, à Ayman al-Zawahiri, leader d'al-Qaïda. Ceci engendrera le désistement de plusieurs membres de la ligne dure de Jabhat al-Nosra afin de rejoindre les rangs de l'EI[412].

[410] Rojava Information Center (2023), « When jihadism learns to smile », *HTS' evolution and its current presence in north and north-western Syria*, https://rojavainformationcenter.com/2023/06/when-jihadism-learns-to-smile/

[411] Le terme *shura* (al-šūrā) d'origine coranique se réfère à la consultation quant aux affaires privées et publiques. La *majlis al-shura* (mağlis al-šūrā, le conseil de la shura) dans état musulman peut désigner une assemblée consultative, un corps législatif ou un parlement. Pour le cas de la *majlis al-shura* établie à Idleb, il s'agit d'une assemblée législative composée de 75 hommes, liée au Gouvernement du Salut Syrien. La *majlis al-Shura* et le gouvernement du salut syrien sont des structures législatives, administratives et politiques établies sur les territoires contrôlés par Hayat Tahrir al-Sham et développées sous l'égide de la direction de ce dernier. Jawad N. (2013), « Democracy in Modern Islamic Thought », British journal Of Middle Eastern Studies, vol.40, N°3, pp. 324-339, https://www.jstor.org/stable/23525769 ; Solomon C. (2022), « HTS : Evolution of a Jihadi Group », Wilson Center [en ligne], https://www.wilsoncenter.org/article/hts-evolution-jihadist-group

[412] Zelin A. Z. (2022), « The age of political jihadism », *A study of Hayat Tahrir al-Sham*, Washington Institute for Near East Policy [en ligne], https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/age-political-jihadism-study-hayat-tahrir-al-sham

Début 2014, des affrontements entre Jabhat al-Nosra et la faction salafiste Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyah (le Mouvement des hommes libres du Levant, HASI) d'un côté, l'État Islamique de l'autre, amènera al-Qaïda à renier officiellement l'organisation de l'État Islamique en Irak et au Levant. L'état Islamique avait assassiné plusieurs leaders-clés d'al-Qaïda, et ce dernier accusait l'État Islamique d'hypocrisie à la suite de leur inaction face aux chiites d'Irak et aux alawites de Syrie. À partir de l'été 2014, Jabhat al-Nosra prend progressivement le contrôle du combat anti-Assad, forçant les factions de la région d'Idleb ou à se dissoudre, ou à répondre à leur commandement.



58. Source : Cafarella J.

En automne 2015, l'entrée de la Russie dans le conflit syrien déclenche un tournant géopolitique majeur dans la région. Pour les différentes factions djihadistes de la province d'Idleb, s'unir devient une nécessité face au nouvel ennemi[413]. Al-Jawlani avait déjà créé quelques mois plus tôt la chambre d'opérations Jaysh al-Fatah, dans l'objectif d'établir une

[413] Devron J. & Haenni P. (2021), « How Global Jihad Relocalises and Where it Leads », *The Case of HTS, the Former AQ Franchise in Syria*, European University Institute, https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/69795/RSC%202021_08-EN.pdf

administration unie dans le secteur civil et militaire en dehors des différences de factions. Mais le statut de Jabhat al-Nosra en tant que branche officielle d'al-Qaïda en Syrie créa des difficultés pour obtenir une visée idéologique et stratégique commune. Jabhat al-Nosra avait notamment eu de violentes échauffourées avec la faction Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyah, basée à Idleb. En effet, la poursuite d'un jihad global semblait pour Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyah une priorité moindre comparé à l'impératif d'établir une base solide de la révolution syrienne à Idleb. En parallèle, des discordances politiques et idéologiques virent le jour entre Jabhat al-Nosra et al-Qaïda à la suite de l'arrivée d'importants leaders d'al-Qaïda en Syrie depuis l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran. Il est probable que la scission entre Jabhat al-Nosra et al-Qaïda soit ainsi due à la tentative d'al-Zawahiri de remplacer al-Jawlani à la tête de Jabhat al-Nosra avec une personne dont la position théologique concorde avec celle d'al-Qaïda[414].

Ceci amènera finalement Jabhat al-Nosra à se détacher publiquement d'al-Zawahiri en juillet 2016, abordant le nouvel emblème de Jabhat Fatah al-Sham (Front de la Conquête du Levant). Il est plausible qu'al-Jawlani souhaitait continuer à entretenir des liens secrètement avec al-Qaïda tout en utilisant leur scission officielle avec ce dernier afin de pouvoir établir des alliances avec d'autres factions. De plus, une séparation publique entre les deux groupes aurait l'intérêt d'améliorer leur image au niveau local et international. L'authenticité de la rupture entre al-Jawlani et al-Qaïda est de ce fait remise en question par des observateurs qui déclarent que Jabhat Fatah al-Sham continue à recevoir une aide stratégique et opérationnelle de la part d'al-Qaïda. De plus, ils pointent du doigt l'absence d'abrogation formelle de leur allégeance à al-Qaïda ainsi que le manque de consentement public à cette rupture de la part d'al-Zawahiri[415].

En janvier 2017, les États-Unis entament une campagne aérienne contre Jabhat Fatah al-Sham alors que des négociations de paix entre les différentes parties belligérantes sont réalisées au Kazakhstan. Des attaques perpétrées par Jabhat Fatah al-Sham visent les groupes rebelles qui participent aux négociations[416]. En réaction, plusieurs factions s'uniront avec Harakat Ahrar al-Sham. Ce dernier avait préalablement accepté de fusionner avec Jabhat Fatah al-Sham, pour finalement revenir sur sa décision, par crainte d'être listé internationalement comme organisation terroriste mais aussi de perdre leur autonomie face à al-Jawlani. Alors qu'une union entre les différentes factions semble ainsi de plus en plus incertaine, une faction

[414] Zelin A. Z. (2022), *op. cit.*
[415] Tsurkov E., « Hayat Tahrir al-Sham », European Council on Foreign Relations, https://ecfr.eu/special/mena-armed-groups/hayat-tahrir-al-sham-syria/
[416] Joscelyn T. (2017), « Pro-al-Qaeda ideologue criticises joint bombings by Russia and Turkey in Syria », The Long War Journal [en ligne], https://www.longwarjournal.org/archives/2017/01/pro-al-qaeda-ideologue-criticizes-joint-bombings-by-russia-and-turkey.php

provenant d'Harakat Ahrar al-Sham se séparera de ce dernier pour former, avec Jabhat Fatah al-Sham, ce qui deviendra en janvier 2017 Hayat Tahrir al-Sham[417]. Les derniers leaders d'al-Qaïda étant restés dans Jabhat Fatah al-Sham par souci d'unité désistèrent.

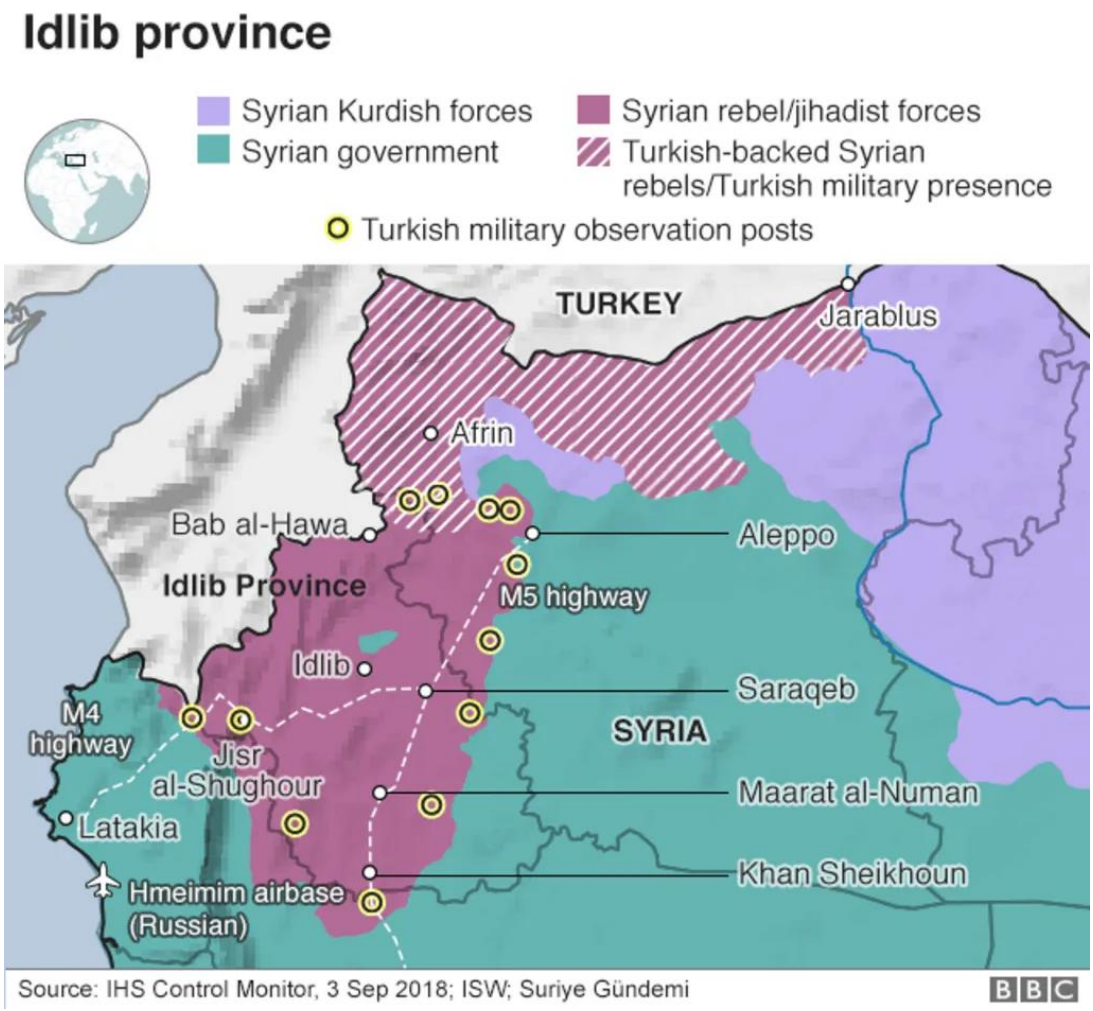
Fin de la même année, al-Jawlani opère un changement stratégique en autorisant l'entrée des troupes turques dans Idleb. Al-Jawlani redoute effectivement de futures offensives de la part du régime syrien et un renforcement militaire régional semble de mise. En parallèle, une nouvelle branche d'al-Qaïda en Syrie, opposée à une présence politique et militaire turque à Idleb, fût créée sous le nom d'Hurras al-Din (les gardiens de la religion).

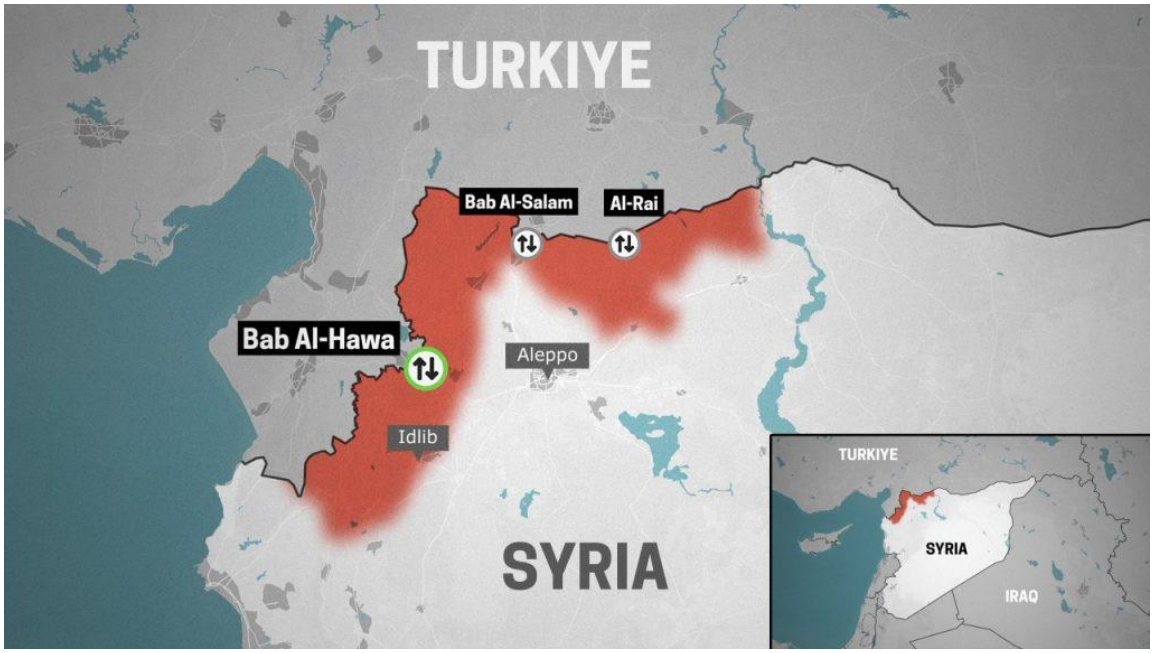
Entre 2017 et 2019, l'expansion territoriale de Hayat Tahrir al-Sham permettra à l'organisation de s'emparer de la plupart des ressources financières de la région, notamment avec le contrôle des points de passage de la frontière syro-turque. Hayat Tahrir al-Sham créera une nouvelle chambre d'opérations avec, entre autres, al-Jabhat al-Wataniya lil-Tahrir (le Front National pour la Libération), une faction intégrée dans la structure de commande d'al-Jaysh al-Watani al-Suria (l'Armée Nationale Syrienne[418]), une coalition de factions armées opposées au régime de Bachar al-Assad et soutenues par la Turquie[419]. La présence de l'Armée Nationale Syrienne dans Idleb s'avère utile pour Hayat Tahrir al-Sham, qui accède ainsi à l'armement fournit par l'État turc. En outre, le Front National pour la Libération à lui seul n'apparait pas être une menace pour Hayat Tahrir al-Sham, qui a capturé les territoires contrôlés par le Front National pour la Libération en 9 jours de combat.

Quant à Hurras al-Din, qui opère sur le même territoire qu'Hayat Tahrir al-Sham, ils seront relativement tolérés par al-Jawlani, du moment que leurs activités ne contreviennent pas à ses intérêts. Mais les différences idéologiques et stratégiques entre Hurras al-Din et Hayat Tahrir al-Sham amèneront à des confrontations armées, dont l'étincelle sera l'arrestation par Hayat Tahrir al-Sham de plusieurs leaders provenant des factions alliées à Hurras al-Din. Les discordances initiales concernaient principalement le jihad, les problèmes liés à la corruption et les relations entretenues avec la Turquie. En juin 2020, Hayat Tahrir al-Sham vainquit Hurras al-Din et ferma toutes les bases militaires de ce dernier. Depuis lors, plus aucune faction ou chambre d'opérations ne peut être créée sans l'aval d'al-Jawlani[420].

---

[417] Tsurkov E. *op. cit.*
[418] L'Armée Nationale Syrienne, anciennement l'Armée Syrienne Libre, est un regroupement de milices soutenues par la Turquie. Elle ne doit pas être confondue avec les forces armées de l'État syrien.
[419] Rojava Information Center (2022), « The Syrian National Army », *The Turkish Proxy militias of Northern Syria*, https://rojavainformationcenter.com/2022/07/the-syrian-national-army-the-turkish-proxy-militias-of-northern-syria/
[420] Zelin A. Z. (2022), *op. cit.*





59. Points de passage de la frontière syro-turque. Ils ont été, durant mes années de terrain, successivement ouverts et fermés. La Russie a opposé son veto au Conseil de sécurité des Nations-Unies en janvier 2020 ; en conséquence, seul Bab al-Hawa est resté ouvert à partir de cette période. Ce dernier a brièvement fermé en 2023 mais a réouvert avec les points de passage de Bab al-Salam et al-Rai après des négociations au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Source : MSF.

Les combats entre la Turquie et ses milices d'un côté, la Syrie, la Russie, les milices iraniennes et le Hezbollah libanais de l'autre continuent à faire rage, malgré les accords de Sotchi de 2018 ayant pour objectif l'établissement de zones démilitarisées dans la région d'Idleb. La Russie entame une opération de grande ampleur à Idleb en mai 2019, avançant ainsi vers le nord. Le 27 février 2020, après une violente campagne aérienne perpétrée par la Turquie contre les forces d'Assad, la Russie riposte en visant cette fois directement les troupes turques et non les milices soutenues par la Turquie. L'attaque fera état de 34 morts et provoquera une onde de choc dans le gouvernement turc qui ne tardera pas à bloquer les médias sociaux afin d'atténuer la couverture médiatique de l'évènement. Une escalade de violence s'enchainera, au point que le gouvernement turc annonce le lancement de l'opération militaire « bouclier du printemps ». En février 2020, 30 000 unités de l'armée turque sont postées le long de la frontière syro-turque et 5 000 sont envoyées à Idleb. Le 5 mars 2020, Putin et Erdogan s'accordent à un cessez-le-feu[421] et mettent en place des patrouilles conjointes le long de la route M4. Hayat Tahrir al-Sham s'aligne avec cet accord, en dépit de la polarisation encore plus prononcée avec les autres factions que la présence massive de la Turquie à Idleb amène.

[421] Cafarella J. & Dunford J. & Land M. & Wallace B. (2020), « Turkey commits to Idleb », Institute for the Study of the War [en ligne], https://www.understandingwar.org/backgrounder/turkey-commits-idlib



Depuis lors, même s'il n'y a pas eu de changements significatifs sur la ligne de front durant mes années de terrain, des bombardements et combats entre les deux parties étaient, à cette époque, toujours d'actualité. Les populations locales, fragilisées après plus d'une dizaine d'années de guerre, se retrouvent prisent à partie au sein des combats entre les différentes factions et le gouvernement syrien, provoquant des mouvements de populations de plusieurs centaines de milliers de personnes. Le Centre pour la Documentation des Violations en Syrie dénombre plus d'un millier de morts côté civil à la suite des conflits à Idleb, et ce rien que pour l'année 2019[422]. Les attaques sévirent jusqu'à la chute du régime Assad et touchèrent les civils de manière indiscriminée. Le 5 octobre 2023, un évènement traumatisant bouleversera encore une fois la population syrienne. Des attaques aux drones kamikazes en pleine remise des diplômes des nouveaux officiers de l'armée syrienne à Homs engendrera la mort de 129 personnes dont de nombreux civils. L'attaque ne sera pas revendiquée mais Bachar al-Assad tiendra le Parti de Libération du Turkistan à Idleb pour responsable. Le gouvernement Assad

[422] Violations Documentation Center (2019), « Idlib Governorate … The Ongoing Massacre », *Special report on the attacks in Idlib governorate. 01 Sep 2019-31 Dec 2019*, https://vdc-sy.net/idlib-governorate-ongoing-massacre/

effectuera une série de bombardements à l'aide des forces aériennes russes dans le nord-ouest de la Syrie en réponse. En quelques mois, au moins 500 personnes auraient été blessées ou tuées en conséquence de l'intensification de ces frappes[423].

En 2022, Hayat Tahrir al-Sham occupa le sud d'Afrin sous prétexte d'aider Ahrar al-Sham et d'autres factions alliées contre Jabhat al-Shamiya (le Front du Levant)[424]. Afrin, envahie par l'état turc en mars 2018[425], est une région dont la population est majoritairement kurde. L'armée turque y est dorénavant présente, accompagnée par les différentes milices pro-turques. L'arrivée d'Hayat Tahrir al-Sham dans ces régions a forcé l'armée turque, qui contrôlait plusieurs checkpoints dans cette zone, à battre en retraite. Ce n'est qu'après l'intervention des services secrets turcs (MİT) qu'Hayat Tahrir al-Sham se retira de ces territoires nouvellement occupés. Al-Jawlani laissa tout de même plusieurs centaines de ses hommes à Afrin sous couvert des différentes factions qui y sont installées.

L'Armée Nationale Syrienne[426] est divisée entre plusieurs légions, répondant officiellement sous l'égide du ministère de la défense du Gouvernement Intérimaire Syrien. Avec plus d'une trentaine de factions en son sein, l'Armée Nationale Syrienne comporte des cellules fortement dépendantes de l'aide logistique et stratégique du gouvernement turc[427] jusqu'à certaines plus autonomes et alignées sur l'agenda d'Hayat Tahrir al-Sham[428]. Des restructurations au sein et entre les différentes légions se sont enchainées au fil des aléas géopolitiques et des conflits

[423] Assemblée générale des Nations-Unies (2024), « Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne », Conseil des droits de l'Homme, 55ème session, A/HRC/55/64, https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g24/012/73/pdf/g2401273.pdf?token=ZNx82S7CiywBd4cQ9g&fe=true

[424] Jabhat al-Shamiya est l'une des factions les plus importantes de l'armée nationale syrienne. Provenant des régions d'Azaz et d'al-Bab, elle occupe aussi les régions occupées d'Afrin, de Girê Spî/Tel Abyad et de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn.

[425] Pour rappel, le gouvernement AKP considère la présence de l'Administration autonome et des Forces Démocratiques Syriennes dans le nord-est de la Syrie comme une menace pour leur sécurité nationale. L'opération militaire turque « Rameau d'olivier » à Afrîn en 2018 et « Source de paix » à Serê Kaniyê/Ras al-Ayn et Girê Spî/Tal Abyad un an plus tard permit à Erdogan de repousser les Forces Démocratiques Syriennes dans l'objectif d'établir une « zone de sécurité » de 30 km le long la frontière syro-turque. En conséquence, le gouvernement turc contrôle de larges territoires du nord et nord-ouest de la Syrie via les milices et le Gouvernement Intérimaire Syrien établit.

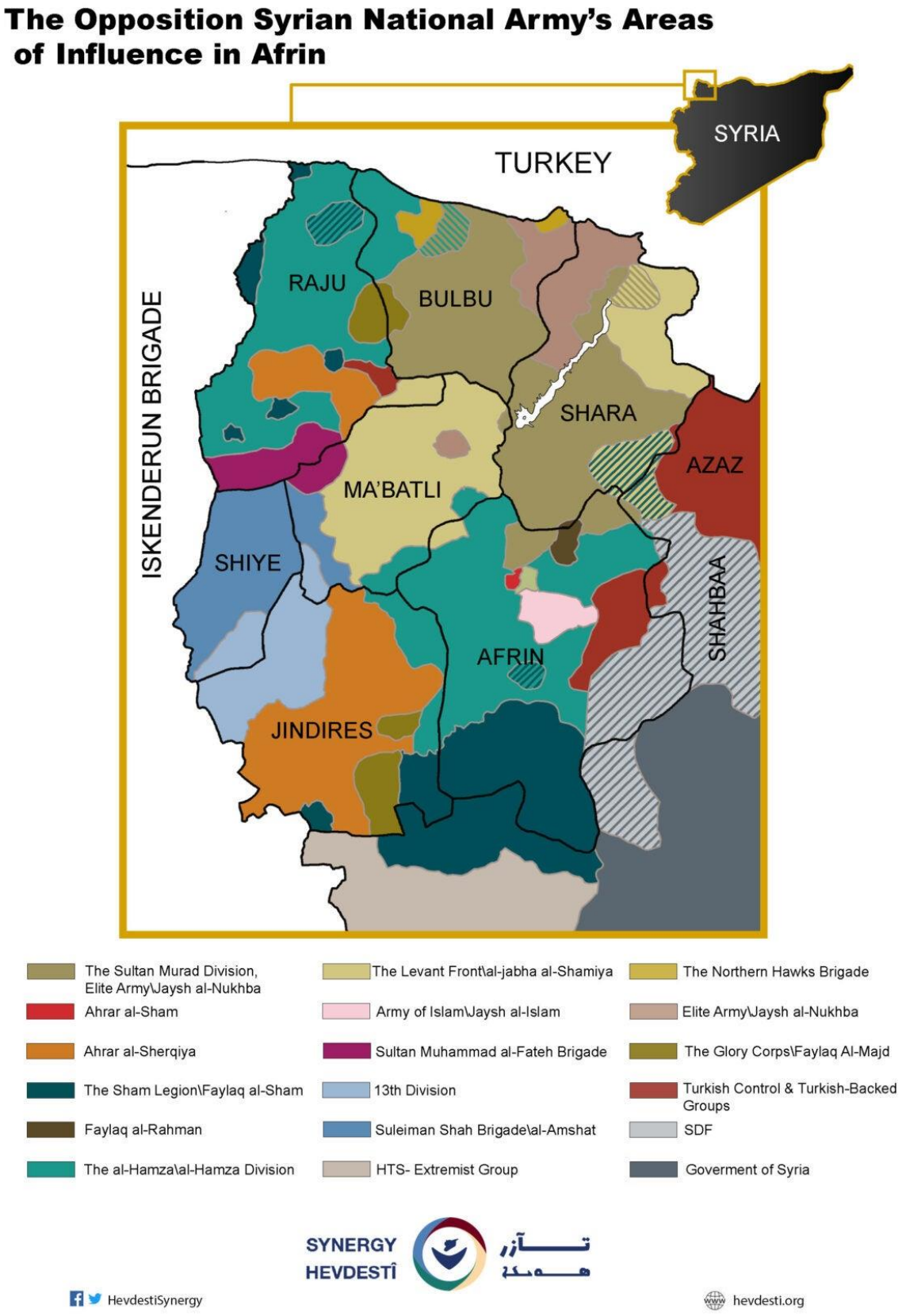
[426] L'Armée Nationale Syrienne, anciennement l'Armée Syrienne Libre, est un regroupement de milices soutenues par la Turquie. Elle ne doit pas être confondue avec les forces armées de l'État syrien.

[427] Par exemple, la Brigade Sultan Suleiman Shah (Liwa Sultan Suleiman Shah), qui provient d'une ancienne faction originaire d'Hama et reformée avec l'aide de la Turquie en 2016 lors de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » ; la Division Hamza (Farqa al-Hamza) ainsi que la Division Sultan Morad (Farqa Sultan Morad) sont elles aussi complètement dépendantes. Syrians For Truth & Justice (2022), « How is « Abu Amsha » Making Millions of Dollars Every Year ? », https://stj-sy.org/en/how-is-abu-amsha-making-millions-of-dollars-every-year/

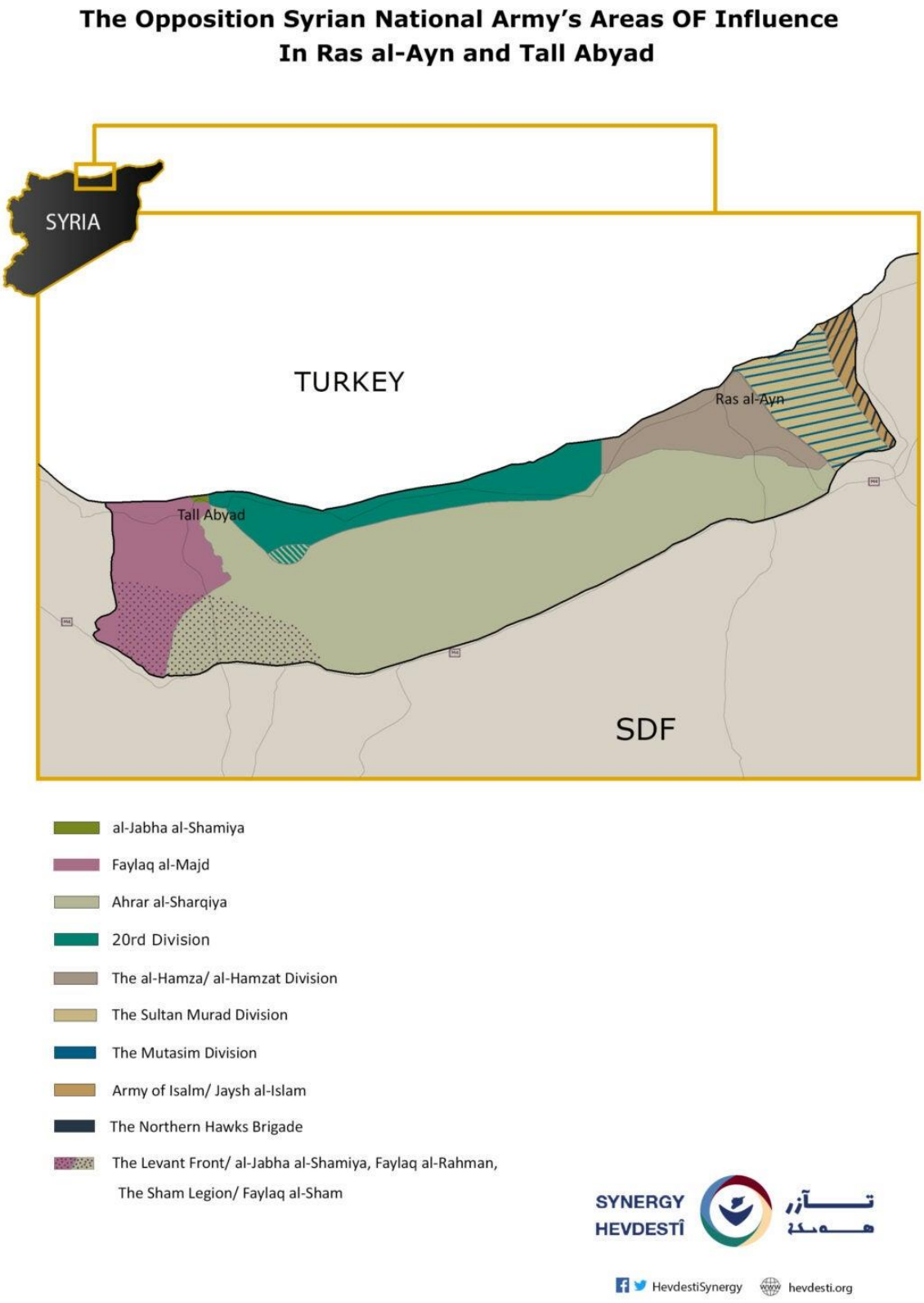
[428] Comme Ahrar al-Sham ou al-Shahbaa Gathering qui comporte Ahrar Al-Sham (Eastern Sector), le Mouvement Nour al-Din al-Zenki (Harakat Nour al-Din al-Zenki), Ahrar Al-Tawhid (ou « la 50ème Division ») et enfin la Brigade des Faucons d'Azaz (Liwa Suqour Azaz). Syrian Observatory for Human Rights (2023), « al-Shahbaa Gathering », *Several Turkish-backed factions announce new military formation in Aleppo*, https://www.syriahr.com/en/287218/ ; Hoffman S. (2023), « Shahba Gathering : is HTS organizing its own militia in north Aleppo ? », https://npasyria.com/en/97257/

territoriaux locaux, comme lors du début des pourparlers entre la Turquie et la Syrie. Cet évènement avait effectivement fortement marqué l'opposition syrienne, occasionnant le départ de plusieurs factions de la milice pro-turque le Front du Levant (al-Jabhat al-Shamiya)[429], qui, une fois réorganisées sous le nom d'al-Shahba Gathering, n'hésiteront pas à prendre d'assaut le point de passage lucratif d'al-Hamran. Ce dernier sépare les zones occupées d'al-Bab avec les territoires contrôlés par l'administration autonome. Ce point de passage avait déjà été sujet à conflits en 2022 entre le Front du Levant et la Division Sultan Murad[430].

[429] Le Front du Levant est l'une des principales forces occupantes sur les trois régions syriennes contrôlées par la Turquie. Le Front du Levant est intégré, avec l'Armée de l'Islam (Jaysh al-Islam), à la 3ème légion.
[430] Syrian Observatory for Human Rights (2022), « Dispute over Al-Hamran crossing », *National Army Faction put on alert in Aleppo countryside*, https://www.syriahr.com/en/265055/



60. Situation en 2022.



61. Situation en 2022.

4.2.2. Structures politiques de territoires occupés

Ainsi, alors qu'Hayat Tahrir al-Sham contrôle la région d'Idleb à travers le Gouvernement de la Salvation Syrien fondé en 2017, la Turquie supervise le Gouvernement Intérimaire Syrien établit sur les territoires occupés. Même si Hayat Tahrir al-Sham se présente comme une institution alternative au Gouvernement Intérimaire Syrien et comme un garant de la stabilité régionale, les deux entités ne peuvent être considérées comme totalement indépendantes. En effet, Ahrar al-Sham, la Division Hamza et la Brigade Suleiman Shah autorisent la présence d'unités et de camps militaires d'Hayat Tahrir al-Sham à Afrin ; en parallèle, Hayat Tahrir al-Sham donne des entrainements idéologiques et militaires à la Brigade Sultan Suleiman Shah et à la Division Hamza. L'autonomie du Gouvernement de la Salvation Syrien face à Hayat Tahrir al-Sham semble aussi débattue. Il est vrai que des figures indépendantes sont impliquées au sein du gouvernement[431], cependant, la faction possède toujours *« un contrôle, ou du moins un droit de veto, sur les questions stratégiques »*[432]. Différentes personnalités impliquées dans les structures du gouvernement sont notamment membres d'Hayat Tahrir al-Sham.

> *Cahier de terrain, mars 2022.*
>
> Je regarde mes pieds en essayant de suivre Aştî. Je lui ai dis que je n'avais jamais pris le temps de visiter le site archéologique de Shermollah, à la lisière du Bakur ; nous avons donc décidé d'y passer afin d'y jeter un œil. Alors que nous avançons sur la colline, je lui parle d'Adam, de son exil vers l'Europe et de sa capture par la Turquie. La plaine de la Cezîre, avec sa couleur ocre désormais familière, s'étend en face de nous. *« Mon cousin a eu la même chose »* dit-il. *« De la Turquie, il a été emmené à Idleb pour y être rançonné ».* Il s'avance vers un chemin sinueux qui amène vers quelques ruines. Tandis que je marche derrière lui, il répond de lui-même : *« mais ça va, il est revenu ».* Je n'en parlerai bien entendu pas à mon amie Amîna. Il vaut mieux qu'elle ne pense pas à Idleb.

Concernant les territoires d'Afrin, d'al-Bab, Tal Abyad/Girê Spî et Ras al-Ayn/Serê Kaniyê, l'Armée Nationale Syrienne répond officiellement au Gouvernement Intérimaire Syrien. Cependant, pragmatiquement, les décisions militaires majeures sont exécutées sous l'aval des services secrets turcs, tandis que le système de gouvernance dans le domaine civil est géré par la bureaucratie turque. En effet, l'organisation administrative régionale est directement reliée à Istanbul – avec les conséquences que cela induit. Pour exemple, les données biométriques

[431] Devron J. & Haenni P. (2021), *op. cit.*
[432] Solomon C. (2022), *op. cit.*

récoltées sur les territoires occupés pour la création de cartes d'identités sont centralisées au sein des institutions nationales turques correspondantes. Pour la Turquie, plusieurs avantages peuvent en découler, comme l'identification de personnes recherchées ou la gestion des salaires délivrés dans ces régions[433]. Il peut être supposé que ce phénomène s'inscrive aussi dans une volonté de la part du gouvernement turc de mettre en place un changement démographique sur les territoires occupés, dans le cadre de l'établissement d'une « zone de sécurité » le long de la frontière syro-turque. Effectivement, l'éradication de la distinction entre les déplacé·e·s internes ou réfugié·e·s de pays tiers et les personnes originaires de ladite région facilite le processus. Pour les populations locales, ces modifications administratives attisent de nombreuses craintes : premièrement, chaque démarche administrative peut-être rendue caduque par un changement de régime, de l'acte de naissance à un certificat de mariage. Deuxièmement, puisque les nouvelles cartes ne se réfèrent plus à la place d'enregistrement d'origine, sur laquelle se basait pourtant l'organisation de l'administration syrienne, les dossiers des détenteurs·trices d'une carte d'identité imposé par la Turquie peuvent tout simplement être perdu[434]. Ceci peut amener à des conséquences graves pour les civils, qui risquent l'éradication pure et simple de leur identité au sein des registres nationaux syriens. Cependant, avec la chute du régime Assad, il semble trop tôt pour savoir la manière dont ces questions vont être gérées par le nouveau gouvernement en place.

Au niveau organisationnel, chaque région occupée est apparentée à une administration provinciale turque ; ainsi, les gouverneurs (*wali*) du Hatay, de Kilis et Gazi Antep et finalement de Şanlı Urfa supervisent respectivement les régions d'Afrin, d'al-Bab et Azaz ainsi que Tel Abyad/Girê spî et Ras al-Ayn/Serê Kaniyê. Les gouverneurs nomment leurs représentants au sein des conseils politiques locaux ; en parallèle, des représentants des provinces, ou « conseillers », sont intégrés dans les différentes structures locales, telles que les écoles, les hôpitaux ou la police. Les salaires des juges, policiers, instituteurs, docteurs et imams sont aussi fournis par les provinces. Ces derniers allouent aussi un budget pour les infrastructures et services municipaux. Les services de base, comme les structures de télécommunication ou d'électricité, sont quant à eux directement dépendants de compagnies turques[435].

[433] Tsurkov E. (2022), « The Gangs of Northern Syria : Life Under Turkey's Proxies », New Lines Institute for Strategy and Policy, https://newlinesinstitute.org/syria/the-gangs-of-northern-syria-life-under-turkeys-proxies/
[434] Syrians for Truth and Justice (2019), « Syria : Turkish Identification Cards Obliterate Identity of Natives and Displaced populations Alike », https://stj-sy.org/en/syria-turkish-identification-cards-obliterate-identity-of-natives-and-displaced-populations-alike/
[435] Al-Hilu K. (2021), « The Turkish Intervention in Northern Syria : One Strategy, Discrepant Policies », Middle East Directions (MED), European University Institute, https://cadmus.eui.eu/handle/1814/69657

4.2.3. Stratégies de mise en place de la terreur

À Idleb, al-Jawlani a misé sur la provision de services publics et sur une relative ouverture envers les spécificités locales, par exemple par la tolérance de cercles soufis - du moment que ceux-ci s'inscrivent dans le courant du sunnisme. Ces derniers possèdent encore un rôle dans le système éducatif à travers des instituts religieux privés. Le Gouvernement de la Salvation Syrien a, de plus, instauré une jurisprudence chaféite, fidèle aux dogmes locaux, alors que l'école hanbalite aurait été plus proche de la doctrine salafiste prônée par Hayat Tahrir al-Sham. Le salafisme reste tout de même ancré au sein de différentes institutions religieuses d'Idleb.

Depuis que le département d'État américain a ajouté Hayat Tahrir al-Sham en mai 2018 à la désignation déjà existante du Front al-Nosra en tant qu'organisation terroriste étrangère, al-Jawlani semble avoir changé de stratégie concernant ses relations avec l'extérieur. Présentant Hayat Tahrir al-Sham comme les derniers défenseurs de la révolution syrienne, al-Jawlani s'est effectivement focalisé sur l'amélioration de son image extérieure. Il a réalisé ainsi plusieurs apparitions auprès de structures civiles de la région qu'il contrôle, notamment en distribuant des sucreries lors d'une fête organisée pour les enfants des martyrs durant l'Eid al-Fitr et en rendant visite aux blessés de guerre. Depuis cette période, même si le groupe Hayat Tahrir al-Sham est reconnu comme une organisation terroriste, al-Jawlani n'est plus la cible des attaques de drones américains. Effectivement, Hayat Tahrir al-Sham se montre dorénavant comme un moindre mal, voire un atout dans les intérêts géopolitiques des États-Unis, qui ne souhaitent pas assister à un renforcement de l'alliance Syrie-Russie-Iran. Al-Jawlani a ainsi spécifié à l'administration américaine que les intentions d'Hayat Tahrir al-Sham visaient le renversement du régime Assad et ne représentaient pas une menace pour les États-Unis ou l'Europe[436]. L'absence de campagnes militaires en dehors d'Idleb et des régions où l'Armée Nationale Syrienne est présente[437], mais aussi l'intégration de personnes syriennes et l'éviction d'idéologues extérieurs tout comme l'établissement d'actions militaires contre des groupes islamistes transnationaux sont autant de facteurs qui ont permis à Hayat Tahrir al-Sham d'être perçu comme relativement modéré. Néanmoins, il est à rappeler qu'Idleb est toujours considéré comme un endroit sécure pour l'État Islamique, où deux de ses leaders, Abu Bakr al-Bagdadi et Abu Ibrahim al-Hashimi al-Quraishi, ont été tués par des frappes de drones

[436] Smith M. (2021), « Interview : James Jeffrey », Frontline, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/interview/james-jeffrey

[437] Il semblerait que le dernier contact d'Abdoullakh Abouyedovich Anzorov, connu pour avoir assassiné Samuel Paty en octobre 2020, fût Farouk al-Shami, un membre d'Hayat Tahrir al-Sham. Même si l'hypothèse d'une initiative individuelle est plus probable qu'un acte planifié au nom de l'organisation, ceci illustre tout de même le potentiel impact au niveau international de la présence d'Hayat Tahrir al-Sham à Idleb.

américains, respectivement en 2019 et 2022[438]. La désignation d'Hayat Tahrir al-Sham en tant qu'organisation terroriste internationale est donc aujourd'hui débattue. En effet, pour certains experts, il s'agit *« du seul acteur capable de développer et d'implémenter une stratégie contre-insurrectionnelle contre le djihadisme global »*[439], tandis que d'autres mettent en exergue les violences systématiques perpétrées par le groupe envers les communautés minoritaires, les activistes politiques et journalistes[440] ainsi que leur rôle incubateur vis-à-vis de l'établissement d'institutions civiles saines[441].

Cahier de terrain, avril 2022.

« Tu as une cigarette ? » me demande Amîna. Elle ne fume généralement pas mais ce n'est pas le moment de lui faire la morale. J'ai moi-même recommencé à fumer sur le terrain après cinq ans d'arrêt. Nous nous asseyons sur des chaises en plastique dans un coin de son balcon. Hier, elle a réussi à téléphoner à son frère, qui est dans une prison non loin de la ville d'Osmaniye au sud de la Turquie. Arrêté à Istanbul, il a d'abord été transféré à Kahrmanmaraş, puis à Urfa et finalement à Osmaniye. Il ne dispose pas d'informations par rapport à sa situation et nous n'avons aucune idée de ce qui va lui arriver. Son téléphone lui a été rendu et il peut au moins contacter sa famille. Amîna tente de lui sonner tandis que je lui allume sa cigarette. Je repense au cousin d'Aştî, rançonné à Idleb.

Adam répond, le visage d'Amîna s'éclaircit. Je regarde du coin de l'œil la vidéo Whatsapp. Il a l'air fatigué. Il répond brièvement aux questions de sa sœur mais ne semble pas détenir plus d'informations. Elle lui partage quelques paroles rassurantes et puis raccroche.

Je pars faire le thé et lorsque je reviens, je la retrouve immobile sur la chaise et le regard perdu. Je lui sers une tasse et lui tend une nouvelle cigarette. Adam est le benjamin de la famille et a à peine 20 ans. Assis·e l'un·e à côté de l'autre, je regarde avec elle le mur

[438] Holtz M. (2023), « Examining Extremism : Hayat Tahrir al-Sham (HTS) », Center for Strategic and International Studies, https://www.csis.org/blogs/examining-extremism/examining-extremism-hayat-tahrir-al-sham-hts
[439] Devron J. & Haenni P. (2021), *op. cit.*, p. 31.
[440] Zelin A. Z. (2022), *op. cit.*
[441] Aldoughli R. & Al Kassir A. (2021), « Empower Syrians not Warlords : Against the re-branding of Hayat Tahrir al-Sham », Atlantic Council, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/empower-syrians-not-warlords/

qui nous fait face tandis que le bruit criant de la pompe à eau résonne dans la minuscule cour. Dans ma tête, je supplie : *« S'il vous plait, pas Idleb ».*

« S'il vous plait, pas Idleb ».

Un retrait de la liste des organisations terroristes internationales permettrait à Hayat Tahrir al-Sham de recevoir une plus grande aide internationale, d'acquérir plus aisément des ressources extérieures, et, du moins en possibilité, d'obtenir une reconnaissance politique internationale. Pourtant, il est à rappeler qu'Hayat Tahrir al-Sham a réalisé des conversions forcées sur les populations druzes et alaouites, considérées comme apostates par l'organisation. Les populations chrétiennes de la région ont quant à elles été expropriées de leurs terres. De plus, Hayat Tahrir al-Sham a pratiqué la peine de mort en l'absence totale de jugement, tout en réalisant des exécutions arbitraires, des kidnappings et des viols, notamment sur des opposants politiques[442]. Le Gouvernement de la Salvation Syrien a en outre établi la *hisbah*, une police des mœurs, contrôlant la bonne mise en pratique de la sharia[443]. Des témoignages révèlent que des femmes, jugées pour sorcellerie, espionnage ou adultère, ont été torturées et lapidées. La mobilité des femmes a aussi subi de nombreuses restrictions, seulement autorisées dans l'espace public avec la présence d'un mahram[444], tandis que des facultés universitaires leur ont été interdites d'accès[445].

Du côté des territoires actuellement occupés par l'Armée Nationale Syrienne, les populations des régions occupées au travers des opérations militaires Source de Paix et Rameau d'Olivier sont particulièrement visées par les exactions et violences arbitraires des milices. Car, contrairement aux terres près d'Azaz et d'al-Bab, envahie lors de l'opération militaire Bouclier de l'Euphrate en 2016, les membres des forces occupantes ne sont pas originaires de ces régions. Les milices sont dès lors amenées à régner sur des populations avec lesquelles elles ne partagent aucune référence sociale commune. De plus, les régions d'Afrin et de Serê Kaniyê/Ras al-Ayn étaient, avant l'installation des milices pro-turques, principalement habitée par des populations kurdes, tandis que la ville de Tal Abyad/Girê Spî et les régions d'Azaz et d'al-Bab abritent des populations majoritairement arabes. En conséquence, ceci peut

[442] Par exemple, Raed Fares et Hammoud al-Jneid, journalistes et révolutionnaires syriens, furent assassinés en 2018. Ils avaient dénoncé les atrocités de la dictature du régime Assad tout comme les exactions perpétrées par Hayat Tahrir al-Sham.
[443] Al-Issa J. & Rahima D. (2021), « Caught between rigid beliefs and toxic masculinity: Women in northwestern Syria », Enab Beledi, https://english.enabbaladi.net/archives/2021/11/caught-between-rigid-beliefs-and-toxic-masculinity-women-in-northwestern-syria/
[444] Un parent de premier degré et de genre masculin.
[445] Syrians for Truth and Justice (2020), « HTS did not spare women detention or physical abuse », https://stj-sy.org/en/hts-did-not-spare-women-detention-or-physical-abuse/

envenimer un rapport de pouvoir déjà inégal sur fond de conflits ethniques. D'ailleurs, la langue turque est devenue la langue principale auprès de l'arabe, alors que le kurde a été presque entièrement effacé du cursus scolaire : certaines écoles dispensent d'à peine 2 heures de cours non créditées, d'autres l'ont simplement supprimée. Les élèves sont en outre contraints de chanter l'hymne national turc et disposent de supports éducatifs qui se réfèrent au panturquisme[446]. Il semblerait que le nombre d'élèves kurdes au sein des infrastructures scolaires a drastiquement chuté depuis l'invasion – passant de 95% à 30% à Afrin en 2019 -, la majorité de la population kurde ayant fui lors de l'invasion. Ainsi, les témoignages des populations kurdes sur place se réfèrent à une volonté politique d'annihilation de l'identité culturelle et linguistique kurde par les autorités présentes. Les noms des rues et infrastructures ont-elles aussi été modifiées en langue turque, rappelant les politiques d'assimilation culturelle qui ont sévit brutalement au Bakur jusque dans les années 90 et qui persistent encore actuellement[447].

Toutefois, même si les violences visent particulièrement les populations kurdes[448], le conflit en cours est avant tout politique. Les témoignages récoltés sur le terrain font effectivement état d'actes de tortures aussi sur des personnes arabes, de suite à des accusations sous couvert de liens supposés ou réels avec l'Administration autonome[449]. Les *çete*, suivant l'agenda politique de la Turquie, perçoivent toute personne impliquée dans le projet social et politique du nord-est de la Syrie comme une menace. Ceci me fût d'ailleurs plusieurs fois rappelé sur le terrain.

> *Cahier de terrain, janvier 2023.*
>
> Adar me partage de ses nouvelles pendant que nous surveillons le café. Elle travaille comme *fixer*[450] depuis quelques années et s'est occupée de plusieurs groupes de

[446] Lêlûn & Syrians for Truth and Justice (2023), « Curricula in Afrin : Between « Turkification » and Restrictions on the Kurdish Language », https://stj-sy.org/en/curricula-in-afrin-between-turkification-and-restrictions-on-the-kurdish-language/

[447] Il est à rappeler que la langue kurde a été interdite par les autorités turques jusqu'en 1991, les mots se référant aux kurdes ou au Kurdistan ont eu aussi été interdits, tandis que, suivant la loi de 1934 sur les noms de famille, les kurdes, à l'instar des autres minorités non-turques, ont été contraintes d'adopter un nom de famille turc. Aujourd'hui, la langue kurde est toujours interdite en tant que langue d'instruction.

[448] Ceasefire & YASA (2020), « Cultivating Chaos : Afrin after Operation Olive Branch », https://www.ceasefire.org/turkey-orchestrating-destruction-demographic-change-in-northern-syria-new-report/

[449] Cahier de terrain ; Human Rights Watch (2021), « Illegal Transfers of Syrians to Turkey », https://www.hrw.org/news/2021/02/03/illegal-transfers-syrians-turkey ; Rojava Information Center (2021), « The State of the occupation Q3 », Documenting rights abuses in the Turkish occupied regions of north and east Syria », https://rojavainformationcenter.com/2022/02/state-of-the-occupation-q3-uptick-in-rights-violations-increased-infighting-throughout-the-summer/

[450] Les *fixer* aident les journalistes et ONG qui arrivent dans le nord-est de la Syrie à organiser leur séjour. Les *fixer* disposent d'un carnet d'adresse qui permet d'orienter les journalistes et ONG vers les personnes aptes à répondre à leurs questions. Ce sont eux·elles qui organisent les interviews, les voyages pour s'y rendre et les lieux de séjour. Ils·elles sont généralement aussi interprètes.

journalistes ces dernières semaines. J'ai terminé un entretien non loin de chez elle, alors j'en ai profité pour venir la saluer.

La conversation tourne autour des témoignages de rescapé·e·s des territoires occupés. Elle me dit, en concluant la conversation : *« ce qu'il se passe avec la Turquie, ses attaques, c'est l'Administration autonome qui est visé en tant que système politique ».*

Certes, la Turquie perçoit l'Administration autonome comme un danger suite à ses liens politiques et idéologiques avec le mouvement de libération kurde – plus spécifiquement avec le PKK. Néanmoins, la stratégie médiatique turque concernant les invasions s'est basée sur l'essentialisation des populations kurdes comme « terroristes », et sur l'instrumentalisation et la victimisation des populations arabes. Selon l'agence de presse turque Anadolu, durant *« l'invasion de Tal Rifaat, le YPG/PKK aurait mis 250 000 Arabes dehors ».* Aucune source n'est citée concernant pareil chiffre. Par contre, durant mes années de terrain, je pus récolter les témoignages des familles déplacées d'Afrin, Tal Abyad et Serê Kaniyê – kurdes, arabes, d'obédience sunnite et yézidie. Comme il sera développé dans les prochaines pages, les populations arabes ont-elles aussi été victimes de tortures, d'extorsions et de violences sexuelles. Pour exemple, selon le rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, au moins 30 femmes auraient été victimes de viols à Tal Abyad et ce, rien que durant le mois de février 2020[451]. Pourtant, Tal Abyad est une ville dont la population est à majorité arabe.

Mon intention ici n'est ni de minimiser le racisme institutionnel turc vis-à-vis des Kurdes, ni de prétendre que les relations kurdo-arabes dans le nord-est de la Syrie ne présentent aucune véhémence, ni même que l'administration autonome ne reproduit pas des rapports de pouvoir entre différents groupes. Ceci n'est tout simplement pas l'objet de ce travail. Cependant, je souhaite mettre l'accent sur le fait que les souffrances vécues par la guerre de manière générale, par les invasions turques plus spécifiquement, ne peuvent être catégorisées pour être hiérarchisées. Ce qui est important de comprendre est, il me semble, que le changement démographique opéré par la Turquie dans les régions occupées a ainsi pu être légitimé en dépouillant l'Administration autonome de sa base idéologique la plus rudimentaire : la mise en place d'un confédéralisme démocratique qui permettrait l'implication de toutes les composantes religieuses et culturelles dans la vie commune (kur. *jiyanê hevbeş*, ar. *ḥayāt al-muštarika*). Pour rappel, l'Administration autonome était la structure politique précédemment

[451] Assemblée générale des Nations-Unies (2020), *op. cit.*

en place à Afrin, Serê Kaniyê/Ras al-Ayn et Tel Abyad/Girê Spî – en revanche, les régions d'al-Bab avaient été successivement occupées par des factions opposées au régime syrien et ensuite par l'État Islamique.

Ces différents facteurs ont créé un climat de terreur extrême protégé par le silence de plomb de la scène internationale[452]. Les populations locales sont parfois arrêtées pour ensuite être rançonnées auprès de leurs familles. Les témoignages décrivant ces détentions font état d'actes de tortures, notamment sur des mineurs, et ce en présence d'officiers de l'armée turque. Les interrogatoires peuvent aussi être directement effectués par des agents turcs[453].

« Un garçon a raconté à la Commission comment il avait été détenu par la police militaire de l'Armée nationale syrienne dans la ville d'Afrin à la mi-2019, et détenu pendant cinq mois au quartier général de l'Armée nationale syrienne, avant d'être transféré à la prison centrale d'Afrin et remis en liberté en mars 2020. Lors de sa détention, des membres de l'Armée nationale syrienne comme des agents turcophones en tenue militaire étaient présents. Le garçon a été menotté et suspendu au plafond. On lui a ensuite bandés les yeux et frappé à maintes reprises avec des tubes en plastique. Le garçon a décrit comment les officiers l'ont interrogé sur ses liens présumés avec l'administration autonome. »[454]

Les enfants ne sont pas non plus épargnés des kidnappings et meurtres. Selon les récits récoltés auprès de personnes ayant décidé de rester après le retrait des Forces Démocratiques Syriennes, les populations sont à la merci des différentes factions qui peuvent procéder à des humiliations et agressions dans l'impunité la plus totale[455].

Entretien avec Bêrîvan, réfugiée d'Afrin, février 2023.

Bêrîvan nous montre la fissure qui strie le mur de sa maison, apparut à la suite du tremblement de terre du 6 février. Les secousses ont été importantes ici à Kobanê et ont forcé la population à fuir dans les villages alentours. Cependant, Bêrîvan ne peut se le permettre : originaire d'Afrîn, elle ne possède pas de famille dans les environs. Peut-être ira-t-elle dormir dans les tentes mises à disposition par l'administration

[452] La Brigade Suleiman Shah et la Division Hamza ont tout de même été sujets à des sanctions par le Bureau du contrôle des actifs étrangers du département du Trésor des États-Unis.
[453] Assemblée générale des Nations-Unies (2024), *op. cit.*
[454] Assemblée générale des Nations-Unies (2020), « Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne », Conseil des droits de l'Homme, 45ème session, A/HRC/45/31, p. 14, https://bit.ly/3omsJPG
[455] Syrians for Truth and Justice & Lêlun association & Pêl – Civil Waves & Synergy Association (2023), « Five Years of Injustice are Enough! », *Investigative Study on Violations Against Kurds and Yazidis in Northern Syria*, https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/five-years-injustice-are-enough-investigative-study-violations-against-kurds-and-yazidis-northern-syria-enar

autonome me confie-t-elle. Elle craint en effet que de nouvelles secousses surgissent et amènent le bâtiment fragilisé à s'effondrer.

Bêrîvan a reconstruit sa vie ici, à Kobanê, avec son bébé, alors même qu'elle a toujours vécu à Afrîn. Elle vient d'une famille de *welatparêz*, sa sœur ainée étant partie pour les montagnes[456] alors qu'elle n'était qu'une enfant. Elle, elle a décidé de rester à Afrin malgré l'arrivée des troupes turques, car elle ne souhaitait pas être arrachée de ses terres et des souvenirs qui leurs sont liés.

« Et puis, où tu voulais qu'on aille ? » me dit-elle. Elle remet correctement le foulard qui entoure ses cheveux et me tend le café. *« Je n'ai pas de famille ailleurs qu'à Afrin. J'ai toujours vécu là. Nous étions humbles. Nous avions quelques poulets, cultivions nos légumes. Je n'avais pas assez de ressources pour me permettre de partir. Alors, mon mari et moi avons décidé de rester. »*

Seulement quelques jours après l'invasion d'Afrin en mars 2018, un groupe d'hommes armés sont arrivés dans le village. *« Ils nous ont enfermés avec plusieurs familles dans un bâtiment. Les femmes dans une pièce, les hommes de l'autre. Nous entendions les hommes qui hurlaient sous les coups de l'autre côté. Mon mari était avec eux. Cela pouvait durer des heures. Nous sommes restées enfermées dans la pièce avec les enfants pendant plusieurs jours. Nous ne pouvions même pas sortir pour nous soulager. C'était humiliant. »*

Les mots tombent. Elle agite le berceau et continue : *« Nous étions terrifié·e·s. Après ce qui s'était passé, je n'osais pas sortir de la maison. Nous sommes resté·e·s quelques mois dans cette situation, mais s'en était de trop. Nous avons tout laissé derrière nous et nous sommes parti·e·s. Nous avons réussi à soudoyer une personne de l'Armée Nationale Syrienne qui nous a fait passer sur les territoires contrôlés par l'administration autonome. »*

[456] Rejoindre le PKK.



62. Réfugiée de Serê Kaniyê dans le camp de Waşokaniyê, 2021.

À Tal Abyad, région habitée principalement par des populations arabes, les récits sont similaires. Comme expliqué précédemment, même si les violences perpétrées détiennent un caractère raciste en visant spécifiquement les populations kurdes, toute personne impliquée précédemment au sein du projet politique et social de l'Administration autonome, et ce, de près ou de loin, risque des persécutions.

> *Cahier de terrain, janvier 2023.*
>
> Asma, la femme du Sheikh de la *aşîra*[457] Bo Asaf nous reçoit avec le petit-déjeuner. Elle arrive avec *al-ṣinia*, un grand plateau rond sur lequel sont disposés des fromages de chèvre, de la confiture de figue, des olives, du yogurt, de l'huile d'olive, du *zaatar* - un mélange de thym, de sésame et de sumac, le tout accompagné de thé noir sucré avec une pointe de cannelle. Elle allume le *ṣüba* en laissant un mouchoir enduit de pétrole à l'intérieur.

[457] Sur ce terme, voir la section « Les mots clés du terrain » du chapitre 1.

Originaire de Tel Abyad, Asma s'est réfugiée avec sa famille à Raqqa après l'invasion de 2019. Son mari travaille depuis plusieurs années au sein du *mağlis tanfiḏi* de l'administration autonome[458]. Après l'invasion, il et elle avaient tout d'abord décidé de rester à Tel Abyad, malgré les risques encourus. Mais face à l'horreur, Asma n'a pas eu d'autres choix que de quitter tout ce qu'elle connaissait quelques mois plus tard.

Asma raconte. Elle explique l'arrivée des *çete* dans sa ville.

À un moment, je n'arrive plus à comprendre car mon niveau d'arabe n'est pas assez avancé pour appréhender les mots spécifiques qu'elle emploie. Elle s'arrête. Mon ami qui m'accompagne la regarde droit dans les yeux. Je connais cette expression. C'est généralement l'expression de marbre qu'il utilise lorsqu'il ne souhaite pas montrer sa stupéfaction et sa tristesse.

L'odeur du pétrole utilisé pour se chauffer empli la pièce.

Il ne quitte pas Asma des yeux. Il me dit en kurde :

« Lorsqu'ils sont arrivés, ils ont forcé les habitant·e·s du quartier à se regrouper.

Il y avait une femme, accusée d'être impliquée dans l'Administration autonome.

Ils l'ont attachée.

Les mains à une voiture et les pieds à une autre.

Ils ont démarré les véhicules.

Ils ont forcé les gens à regarder. »

J'ai espéré avoir mal compris. Mais chaque mot prononcé, chaque témoignage lu et écouté me renvoyait systématiquement à une même violence inouïe. Beaucoup de familles m'expliquèrent l'angoisse ressentie spécifiquement pour leurs filles. La peur concernant l'enlèvement de jeunes femmes, les mariages forcés avec les mercenaires et le risque de violences sexuelles à leur encontre par les *çete* fût ainsi un facteur important dans le choix de l'exil. Ce fût le cas pour Asma, mère de plusieurs filles. Les rumeurs qui commencèrent à éclore à ce sujet amenèrent effectivement la famille à hâter leur départ vers Raqqa. Selon le rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, au moins 30 femmes auraient été victimes de viols à Tal Abyad et ce, rien que durant le mois de février 2020[459]. Le rapport fait de plus état d'humiliations et de violences sexuelles utilisées en tant qu'outil de

[458] Littéralement « conseil exécutif », il s'agit d'un conseil inter-régional de l'administration autonome, composé des coprésident·e·s des différentes *hayʾāt/desteyên* (conseils) et *makātib/mektebên* (bureaux), chacun assumant des compétences spécifiques.

[459] Assemblée générale des Nations-Unies (2020), *op. cit.*

torture au sein des centres de détention des territoires occupés, notamment des viols collectifs sur mineurs.

Le sheikh de la *aşîra* Bo Khamis, originaire d'Afrin et exilé à Shebah, m'informa lui aussi de ses craintes. Resté après l'occupation avec sa famille, ses frères et sœurs avaient décidé de marier leurs filles plus tôt que prévu afin de réduire les chances qu'elles soient mariées de force à des membres des milices. Quant à Adar, jeune étudiante de 20 ans originaire d'un village de la région d'Afrîn, elle possède elle aussi une histoire similaire.

> *Entretien avec Adar, réfugiée d'Afrin, décembre 2022.*
>
> [Si je retourne là-bas] en tant que jeune fille, ou femme, ou petite fille, je ne serai pas en sécurité. Avec tout ce qui s'est passé …
> Une de mes amies … Nous avions 16 ans. Nous allions partir d'Afrîn quand l'Armée Syrienne Libre est arrivée. Ils ont dit à sa famille : *« ou elle se marie à un de nos hommes, ou elle vient avec nous »*.
> La famille n'a pas eu le choix. Elle a été mariée à l'un d'entre eux. Depuis lors, je n'ai plus de nouvelles.

De surcroît, que ce soit à Afrin, Tel Abyad/Girê Spî ou Ras al-Ayn/Serê Kaniyê, les habitant·e·s, particulièrement kurdes, ont été exproprié·e·s de leurs terres et ont vu leurs biens personnels confisqués. Un rapport du European University Institute publié en 2020 fait état d'une estimation de 800 propriétés saisies rien que dans les environs de Ras al-Ayn/Serê Kaniyê[460] ; en parallèle, le rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne indique que *« des membres de l'Armée nationale syrienne ont pillé des biens appartenant à des Kurdes et se les sont appropriés de manière coordonnée »*[461] dans les différentes régions occupées. La maison d'une famille kurde originaire de Serê Kaniyê a été convertie en institut d'études coraniques gérée par l'ONG turque Foundation for Human Rights and Freedoms and Humanitarian Relief, tandis que plusieurs familles ont été contraints de fuir leurs terres sous la menace.

[460] Al-Hilu K. (2021), *op. cit.*
[461] Assemblée générale des Nations-Unies (2020), *op. cit.*, p. 12.

4.3. Défier les snipers pour revenir

En plus des pillages, de l'accaparement des récoltes d'olives, des biens et des terres, l'Armée Nationale Syrienne[462], active sur les territoires occupés, engrange une partie de ses ressources financières par l'extorsion d'argent auprès des familles de détenus. Tandis que des hommes et femmes kurdes et arabes *« ont été placés en détention pour « terrorisme », affiliation au PKK et coopération présumée avec des entités étrangères »*[463], les arrestations et remises en liberté en échange d'une somme d'argent sont devenues monnaies courantes. Une « taxe » est notamment imposée par l'Armée Nationale Syrienne sur les personnes précédemment exilées et qui retournent dans les régions occupées. Une autre activité lucrative des *çete* réside dans le business de passage, la traversée du nord-est de la Syrie vers la Turquie étant assuré par les milices en échange de plusieurs milliers d'euros. L'enclavement du nord-est de la Syrie, les conditions de vie médiocres et l'insécurité provoquée par l'instabilité politico-militaire de la région pousse effectivement de nombreuses personnes à tenter de soudoyer les *çete* pour s'assurer un passage vers la Turquie. *« Pour cette partie de l'humanité, la perte du monde impose de se défaire de ce qui, précédemment, avait constitué l'essentiel des investissements matériels, psychiques et symboliques ; de développer une éthique du renoncement en relation à ce qui hier était là, aujourd'hui a disparu, et qu'il faut à présent oublier puisque, de toutes les façons, il y a toujours une vie après la fin. »*[464]

« Sur un autre plan, et pour une grande part de l'humanité, la fin du monde a déjà eu lieu »[465]. Achille Mbembe pose ici une question cruciale : comment vivre au lendemain de la fin ?

La perte et la séparation est inhérente à l'expérience de vie dans le nord-est de la Syrie. La séparation, nécessaire pour assurer la survie, se solde souvent par la traversée décisive d'un être cher vers l'Europe. Je me souviens de Sozdar, une mère qui adorait chouchouter son fils, qui avait fondu en larmes en entendant la voix de celui-ci au téléphone qui lui annonçait qu'il était bien arrivé. Je me souviens aussi de ce moment où les invité·e·s applaudissaient les jeunes marié·e·s qui coupaient le gâteau. Il et elle abordait un large sourire tandis que la foule se bousculait pour prendre des photos de ce moment. Je me souviens de la femme devant moi, qui tendait son bras, téléphone en main, se grandissant le plus possible, la pointe sur les pieds.

[462] Rappelons qu'il ne s'agit pas des forces armées nationales syriennes reliées au gouvernement de Bachar al-Assad, mais bien des milices soutenues par la Turquie.
[463] Assemblée générale des Nations-Unies (2024), *op. cit.*, p. 15.
[464] Mbembe A. (2016), « Politiques de l'inimitié », Paris, La Découverte, p. 44.
[465] *Idem.*

Elle tentait de montrer à une femme en appel vidéo le mariage de ce qui était certainement un membre proche de sa famille. Les yeux rivés vers la caméra, elle pleurait.

Des commandants de haut-rang de l'Armée Nationale Syrienne sont impliqués dans les passages illégaux de personnes vers la Turquie, malgré plusieurs demandes de la Turquie d'arrêter cette activité. Les différentes factions de l'Armée Nationale Syrienne sont de plus engagées dans la contrebande de diesel, d'or, de téléphones, de drogues – comme le Captagon –, ainsi que de voitures[466]. Il arrive cependant que les *çete* kidnappent les personnes migrant vers la Turquie afin de maximiser leur profit. Ainsi, la famille d'une connaissance issue d'un milieu aisé s'est vue obligée de donner 20 000 dollars – en plus de la somme initiale pour le passage vers la Turquie - à des *çete* basés à Serê Kaniyê pour sa libération. En parallèle, des personnes sans papiers arrêtées en Turquie et originaires de Syrie sont parfois transférées à Idleb pour ensuite être rançonnés auprès des familles. Ainsi, selon les mots d'une structure pour la protection des droits de l'humain dans le nord-est de la Syrie :

> *Message vocal d'Ibrahim Şexo, co-président de la structure pour les droits de l'humain (Rêxistina Mafê Mîrovan), septembre 2023.*
>
> Ceux qui veulent aller en Europe via la Turquie, se font généralement arrêter à la frontière par la police turque. Ils subissent des tortures et sont envoyés vers les forces stationnées à la frontière, comme Jabhat al-Nosra, à Idleb. Elle [la police turque] utilise la porte de Bab al-Salam. Ou elle les envoie à l'armée nationale syrienne, avec Sultan Morad. Ils sont alors sujets encore une fois à des tortures, ou alors ils sont tués. Ces personnes sont utilisées pour être rançonnés ; ils [les *çete*] arrivent à amasser de fortes sommes d'argent avec cette technique. […] Il arrive qu'ils ne rendent pas les personnes. Ces dernières peuvent rester 2 mois, 3 mois dans leurs prisons … ou 1 an … autant de temps qu'ils souhaitent. Nous n'avons pas recensé d'enrôlement de force, mais plutôt des menaces vers les familles pour que celles-ci versent de l'argent.
>
> Même leurs corps ne sont pas ramenés.
>
> Tout ça pour que les Syriens ne passent pas la frontière turque vers l'Europe.

Selon l'organisation Syrians for Truth and Justice, le sort des personnes déportées depuis la Turquie dépend des factions qui contrôlent le point de passage utilisé. Ainsi, les membres de *« la Division Sultan Murad arrêtent toute personne kurde qu'ils trouvent et les amènent à l'interrogatoire, celle-*

[466] Tsurkov E. (2022), *op. cit.*

ci étant effectuée en présence d'un officier turc »[467]. Il semblerait de plus que ces personnes aient eu en leur possession un document d'identification de protection temporaire et un permis de travail en Turquie. Selon un témoignage récolté par Syrians for Truth and Justice : *« Quand nous sommes sortis de la voiture, j'ai demandé à un officier turc, qui était à côté des combattants de la Division [Sultan Murad], les raisons de notre déportation. Il m'a dit qu'ils avaient reçu un rapport qui stipulait que nous étions des membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et que nous planifions de faire des attentats. Il a rajouté que comme ils n'avaient pas de preuves substantielles, ils ont décidé de ne pas nous envoyer en face de la cour mais juste de nous déporter. »*[468]

Adam, le jeune frère de mon amie Amîna arrêté en Turquie, fût libéré après plusieurs mois de détention. Il arrivera au final en Europe sain et sauf. Le cousin d'un ami n'eut pas la même chance. Arrêté en Turquie, il fût ensuite rançonné à Idleb pour plusieurs milliers de dollars, avant de revenir en Cezîre. Décider d'aller ou de traverser les territoires occupés revient à prendre des risques, dont le risque de mourir. Dans le nord-est de la Syrie, les témoignages de familles déchirées par la perte d'un être cher suite à son retour à Serê Kaniyê ou Afrin sont effectivement nombreux.

> *Cahier de terrain, janvier 2023.*
>
> Raman et moi ne savons pas exactement où habite la famille que nous devons rencontrer. Mon ami me propose de faire une halte chez une autre famille qu'il connait. Peut-être pourront-ils nous aider ? Nous sommes accueillis chaleureusement par un couple d'une cinquantaine d'années. Leur maison est petite et le salon consiste en quelques *farša*[469] disposés par terre et un tapis. Les murs sont vides, à part une photo d'un jeune *şehîd* placé au milieu du mur en face de moi. Ils m'informent que leur fils est tombé durant la bataille de Raqqa en 2017. […] Le couple nous indique qu'une famille de Serê Kaniyê s'est installée il y a quelques mois dans une maison à quelques centaines de mètres de chez eux. Nous les remercions et nous repartons. […]

[467] Syrians for Truth and Justice (2022), « Turkey Forcibly Returns Refugees to Syria Daily », https://stj-sy.org/en/turkey-forcibly-returns-refugees-to-syria-daily/ ; Syrians for Truth and Justice (2022), « Turkey Continues to Forcibly Return Refugees, Ignoring International Warnings that Syria is Still Unsafe », https://stj-sy.org/en/turkey-continues-to-forcibly-return-refugees-ignoring-international-warnings-that-syria-is-still-unsafe/

[468] Syrians for Truth and Justice (2022), « Northern Syria : three Syrians arrested after Turkey Forcibly Deported Them to Alleged Safe Zone », p. 4, https://stj-sy.org/en/northern-syria-three-syrians-arrested-after-turkey-forcibly-deported-them-to-alleged-safe-zone/

[469] (ar.) Matelas constituant la plupart des salons.

Nous arrivons enfin chez le couple que nous sommes censés rencontrer. Sulayman et Roj ont accepté de raconter ce qui leur ai arrivé lorsqu'ils ont tenté de revenir à Serê Kaniyê. Leur salon est spacieux et sobre, aussi avec quelques *farša*, un tapis et un *ṣūba*[470].

Comme la famille précédente, une seule photo est accrochée au mur : celle de leur fils tombé.

Sulayman commence à parler. Assis en face de moi, il m'explique leur vie quotidienne avant l'invasion :

Entretien avec une famille réfugiée de Serê Kaniyê, janvier 2023.

Quand nous étions à Serê Kaniyê, nous ne manquions de rien. Le temps, la nature, les voisins, … *Yanî*, tout le monde était le bienvenu. J'étais *moxtar*, j'avais mon bureau. L'épée n'avait pas pris notre moustache [Nous étions fiers][471]. Mon travail était bien, c'était du travail social au travers des *ṣulḥ*[472].
Puis ils [les *çete*] sont arrivés. Ils ont tout pris. Les maisons, les industries … Ils ont été jusqu'à retirer les fenêtres des maisons. Nous sommes parti·e·s le 9 octobre [de Serê Kaniyê]. C'était un jour noir. Le 9 octobre, à 16 heures. Les avions étaient sur le pays. Et les gens … les pauvres. Les gens, ils vont faire comment ? Les avions … et la vengeance … Avant, il y avait eu Jabhat al-Nosra[473]. Mais cette fois, ils se vengeaient. Serê Kaniyê est juste à la frontière. Aujourd'hui, ils [les Turcs] ont même mis des portes [sur le mur-frontière][474].
[…] Nous sommes parti·e·s avec la guerre, mais après 15, 20 jours, nous avions décidé d'aller voir notre maison. Quand Roj est partie, notre fils a dit *« moi aussi je pars »*. Des voisins nous avaient prévenus que des personnes s'étaient installées dans notre maison et avaient pris notre *mazût*, notre *ṣūba*, nos affaires. Alors, il est parti avec sa mère …

Il se tait et invite du regard sa femme à continuer le récit. Roj prend alors la parole :

Mon fils et moi sommes parti·e·s. Nous avons pris un bus. Nous avons pu passer le checkpoint, le chauffeur a dit au soldat que notre fils était malade. Nous sommes

[470] Pour rappel, il s'agit d'un chauffage au mazût amovible.
[471] Expression kurde.
[472] Réconciliations.
[473] Sulayman se réfère à la bataille contre Jabhat al-Nosra de 2013 à Serê Kaniyê. Les YPG en sortirent victorieux en juillet 2013.
[474] Pour rappel, l'État turc a inséré des portes sur le mur qui longe le mur de la frontière (cf. chapitre 3).

arrivé·e·s devant notre maison. Devant notre porte. Il y avait 4 soldats. Nous nous sommes présenté·e·s et ils nous ont sommés de rebrousser chemin.

Mais tout d'un coup, ils s'en sont pris à mon fils. Ils avaient des armes. Ils se sont mis à le frapper devant moi. Mon fils est tombé et …

La voix de Roj se brise. Elle se met à pleurer. Tandis que les larmes continuent de couler, elle déclare :

Le plus important c'est qu'il soit près de Dieu … Mon fils était malade. Pourquoi, pour quelle raison ils ont …

Elle s'arrête et reprend son calme. Nous restons tous immobilisés et silencieux. Quelques secondes passent et elle poursuit le récit :

Ils m'ont menacé pour que je n'intervienne pas, cela en pointant leurs armes sur mon fils. Un des soldats a tout de même appelé au calme. Ils l'ont ensuite monté dans une voiture. J'étais déboussolée, où pouvaient-ils l'emmener ? Plus tard, une famille arabe m'annonça qu'un jeune homme avait été emporté dans une *noqta*[475] non loin. Je suis restée chez mes voisins arabes en attendant le lendemain. Le jour d'après, le voisin est parti à la *noqta* mais ils lui ont demandé de rebrousser chemin. Il [le voisin] m'a dit : *« tu es sa mère, ils te laisseront passer »*. J'ai été à la *noqta* et j'ai vu un de ces chiens de rue [les *çete*], assis comme ça sur sa moto. Il m'a dit qu'ils avaient mon fils. Je lui ai demandé : *« n'as-tu donc pas peur de Dieu d'avoir pris mon fils ainsi ? »*.

Je suis arrivée à la *noqta*, je leur ai dit que mon fils était malade et avait besoin de ses médicaments. *« Rendez-moi mon fils ! »* leur ai-je dit, mais ils m'ont répondu : *« il n'est pas ici, il est dans une autre* noqta *»*. Je ne comprenais plus rien. Je suis revenue tous les jours demander pour mon fils. Un jour, un de ces hommes m'a dit qu'il allait partir à sa recherche et le libérer. Mais il mentait. Mes voisins arabes ont payé de leurs poches et lui ont même donné une partie de leur *pembû*[476]. Mais il n'a rien donné [il n'a pas tenu sa parole]. Les heures sont passées, jusqu'après le *maġrib*[477]. Un homme arabe m'a dit qu'il [le *çete*] m'avait menti. Le lendemain, je suis retourné à la *noqta*. J'ai dit : *« mon fils est chez vous »*. Ils ont répondu : *« non, il n'y a personne chez nous »*. Je l'ai cherché pendant

[475] (ar.) Nuqṭa : Point militaire.
[476] Coton.
[477] « Coucher du soleil » en arabe, période qui correspond à une des cinq prières quotidiennes propres à la tradition musulmane.

> 17 jours. Au 18ème jour, mes voisins m'ont dit de venir chez eux. Un groupe d'hommes était là, l'un d'eux venait d'être relâché de prison. Il me dit : *« ton fils a été torturé. Il est parti. »* […] J'ai donné de l'argent à l'un d'eux [pour ramener son corps]. Mais ils m'ont aussi menti. […]

Roj s'arrête quelques secondes. Je lui demande comment était son fils. Les yeux brillants, elle se redresse et se met à sourire :

> Mon fils s'appelle *şehîd* Mahmûd. Il avait 28 ans. Il n'a pas fait son service militaire car il était malade. Il aimait bien travailler. Son visage était à la mosquée [il était pieux et aimait aller à la mosquée]. Il n'aimait pas les mensonges ! Si une personne mentait, vraiment, il se distançait de cette personne. Avec lui, il fallait que tu sois droit. Il avait toujours quelque chose à donner. C'était une personne vraiment généreuse.

Je ne sais pas si Sulayman et Roj ont retrouvé le corps de leur fils. Je ne sais pas non plus s'il et elle sont certain·e·s que leur fils soit tombé martyr. Je n'ai pas osé demander. Quoi qu'il en soit, le couple doit faire le deuil de leur enfant, malgré l'injustice et la cruauté du marchandage politique qui se dresse autour du nord-est de la Syrie. À ce sujet, Sulayman s'exprimera durant l'entretien :

> *Entretien avec une famille réfugiée de Serê Kaniyê, janvier 2023.*
>
> C'est une mentalité de *bāzār*[478]. Nous appelons les institutions des Droits de l'Humain à se rendre compte … Ces personnes qu'Erdogan a envoyées, ce sont des *çete*, ils ne créent pas la paix. Ils n'ont rien fait pour leur pays. […] Maintenant nous nous reposons sur l'Amérique, sur leur marché [leurs intérêts], jusqu'à quand ?
>
> Si une porte s'ouvre, peut-être retournerons nous à notre maison, par n'importe quel chemin, du moment que nous rentrons à notre maison.

À travers ces récits se dresse la consternation de voir que les *çete* sont en coordination directe avec la Turquie – au point qu'*« aujourd'hui, ils ont même mis des portes [sur le mur-frontière] »* -, insistant ainsi sur le facilité de mouvement des biens et des personnes entre la Turquie et les territoires occupés. Sulayman souligne de plus l'instabilité politique de la région, dépendante de la présence des troupes américaines, qui peuvent, selon leurs intérêts, se retirer – comme se fût le cas par le passé.

[478] Marché.

J'eu l'opportunité d'obtenir un second récit de vie similaire avec une personne kurde réfugiée de Serê Kaniyê. Ali, un jeune homme d'une trentaine d'années, avait accepté de me rencontrer dans un café de Qamîşlo pour me faire part de son expérience.

Entretien avec Ali, réfugié de Serê Kaniyê, décembre 2022.

> Mon nom est Ali. Je suis l'aîné de 4 sœurs. Je suis né à Qamîşlo, mais je suis parti vivre chez mon oncle à Serê Kaniyê quand j'étais enfant car mon père est mort en 2005. C'est *xalê*[479] Mussa qui m'a fait grandir [qui m'a élevé]. Il avait une cafétéria. Il était très fatigué par son travail. Petit à petit, il a agrandi la maison, il a acheté des terres, il a ouvert un restaurant. Il nous a offert des opportunités. Son fils était plus jeune que moi, alors moi j'étais un peu comme son aîné. J'ai commencé à travailler avec lui. Deux ou trois mois avant Serê Kaniyê, j'avais eu une conversation sur mon futur avec lui. Il m'avait encouragé dans mon projet d'acheter une cafétéria et un restaurant sur Hasakê. Je lui avais aussi fait part de mon souhait de me marier. Il m'a dit : *« Vas-y, Dieu est avec toi. Que ton cœur soit fort et que ton travail soit un succès. Marche, et si tu tombes, je te relèverai. »* J'ai donc suivi son conseil et ait commencé ma vie sur Hasakê.

Sa vie, comme tous·tes les résident·e·s du nord-est de la Syrie, changera avec l'invasion. Les attaques turques commencèrent alors qu'il était en visite dans sa famille à Serê Kaniyê. La famille a alors fui la ville :

> Moi et mon oncle, on a pris toute la famille en voiture et on les a amenés dans un village arabe près de Tel Tamr. Nous étions tous ensemble : ma mère, mes sœurs, mon oncle, ses enfants, la famille de ma tante paternelle.

Ali tire longuement sur sa chicha. La musique pop en bruit de fond semble presque irréelle au vu de l'histoire qu'il me raconte. Il aborde alors les débuts de la guerre :

> Tu ne sais pas quand les frappes vont arriver. Le chemin était coupé, il y avait des voitures des *heval* et des journalistes. […] Nous avons quand même réussi à passer et rentrer à Serê Kaniyê [son oncle et lui]. On est resté jusqu'à jeudi. Jeudi, vers 11h, il n'y avait presque plus personne dans Serê Kaniyê. Disons que 80% des résident·e·s étaient parti·e·s. Ce sont principalement les familles qui s'occupaient de personnes âgées qui sont restées. Elles se disaient que tout irait bien. Des rumeurs ont commencé à éclore

[479] « Oncle maternel » en *kurmancî*.

qu'ils [les *çete*] étaient près du *ṣinā'yi*[480] et près de l'école. Ils étaient vraiment très proches d'où nous étions, peut-être à 200 mètres. Tu es dans cette rue et tu ne sais pas ce qu'il y a dans la rue d'à côté. Est-ce que ce sont des *çete* ? Est-ce que c'est la population ?

Nous étions un groupe d'hommes et nous faisions des rondes autour de nos maisons. Au soir, nous prenions des couvertures et nous nous asseyions devant la porte. Il n'y avait pas d'électricité, pas de bruit. Nous entendions à l'aube l'*aḏān*[481] de la mosquée de Cîlan Pînar[482]. Des versets du Coran furent recités. Quand tu penses à ça, cette guerre, sur quelle base …

Je veux dire, Israël, ils combattent en se servant du judaïsme. Ici, ils [les *çete* et les soldats turcs] combattent sur quelle base ? Eux aussi ils sont musulmans …

Le lendemain, nous sommes repartis dans le village arabe où notre famille avait été accueillie. C'était difficile pour eux [de prendre en charge toute une famille élargie].

La famille, pour alléger le village, décide alors de partir à Hasakê pour y louer une maison. Cependant, le prix exubérant des maisons les en empêcha :

Des amis de mon oncle nous ont aidés. Ses amis étaient des chrétiens, des assyriens d'un village près de Tal Tamr. Eux aussi avaient fui à l'époque à cause de Daesh. Leurs terres et leurs maisons étaient vides car tout le monde était parti [avec les attaques turques]. L'ami de mon oncle nous a invité dans leur village. *« Restez là-bas jusqu'à ce qu'on voie comment la situation se développe et que vous trouviez une maison à Hasakê »* nous a-t-il dit. […] Dans le village [de la famille chrétienne], nous nous sommes installé·e·s dans deux maisons, une pour les femmes et enfants et une pour les hommes. Ainsi nous étions tous ensemble. C'était difficile mais *al-ḥamdu lillāh*, toute la famille était sauve, tous les enfants étaient avec nous. Certaines familles ont perdu des enfants, des personnes de leurs familles.

Nous nous levions le matin et nous allions à la cafétéria de Tal Tamr pour voir les nouvelles : nous n'avions pas internet dans le village et nous n'arrivions pas à capter le journal télévisé. Un jour, je suis parti la nuit à Hasakê avec un ami. Mon oncle était fâché et il m'a engueulé [au téléphone] : *« Pourquoi es-tu parti ? La situation n'est pas bonne et tu ne sais pas comment les choses peuvent évoluer ! »*. Je suis revenu tard et donc je me suis

[480] Quartier industriel d'une ville.
[481] L'appel à la prière.
[482] Ville au Bakur en face de Serê Kaniyê.

> réveillé tard le lendemain. Les autres étaient déjà partis sur Tel Tamr. Lorsqu'ils sont revenus pour le dîner, mon oncle n'était pas avec eux. Je leur ai donc demandé où était mon oncle. Ils m'ont répondu : *« il nous a dit de retourner, il souhaitait rester à la cafétéria pour regarder les nouvelles »*. Je n'étais pas inquiet car c'est une personne prudente et Tal Tamr était sécure. C'était une personne âgée, qui savait ce qu'elle faisait.

Ali tire une nouvelle fois sur sa chicha et regarde dans le vide. La musique pop a laissé place à la voix de Fayruz. Je bois mon café en silence. Je sais pertinemment que cela ne sert à rien de dire quelque chose.

> La guerre était à la frontière. Elle avait atteint Serê Kaniyê. Le *ṣinā'yi* avait été pris [par les *çete*] mais ils n'avaient pas encore atteint le chemin entre Serê Kaniyê et Tal Tamr. Je reçu un coup de téléphone lorsque j'étais à l'extérieur. C'était la femme de mon oncle qui me demandait de revenir à la maison. *« Un* çete *l'a eu »* dit-elle. Je me suis dit : *« non … pas les* çete *… »*. *« Un des* çete *a dit qu'il l'a tué »* répond-elle. Mais comment était-ce possible ? J'accours à la maison, et elle me dit : *« un des* çete*, un arabe, a dit au téléphone qu'ils l'ont tué. Au téléphone, il a dit que c'était un homme un peu fort, avec une chemise bleue et des yeux verts. »* Quand elle a donné cette description, j'ai su que c'était lui. C'était son apparence. Mais je me disais que peut-être il [le *çete*] mentait, peut-être pouvions-nous donner de l'argent pour qu'ils le libèrent. Je me suis dit : *« on donnera l'argent qu'il faudra, on va regarder s'ils sont proches pour aller le libérer »*. Peut-être était-il blessé ?

Krimi, un ami de son oncle, l'informera par la suite que son oncle était reparti sur Serê Kaniyê prendre des affaires dans la maison. Suite à cette nouvelle, Ali décide de partir à l'hôpital de Tal Tamr, hôpital qui recevait les blessé·e·s provenant de Serê Kaniyê, ceci afin de retrouver potentiellement son oncle.

> Dans l'hôpital … Il y avait des femmes qui pleuraient par terre avec leurs enfants. Leurs pères et leurs frères étaient tombés martyrs. Je ne sais pas comment … ce sang que j'ai vu … ces blessé·e·s que j'ai vu arriver … C'était barbare, ce n'était pas naturel. Tu ne ressens plus rien, tu ne fais que pleurer. Où tes yeux se posent, tu pleures. Une personne à côté de moi … Trois de ses fils sont tombés martyrs.

Mais ses recherches sont vaines et il ne retrouve pas son oncle. Ali m'indique qu'il a reçu un appel de son cousin qui a pu lui donner de plus amples explications sur le départ de son oncle à Serê Kaniyê :

> Cette nuit-là, le cousin de mon oncle m'a téléphoné. Il a pu m'expliquer ce qu'il s'est passé. Lui, Abdel Rezaq, Reşo, Rezan et mon oncle avaient décidé de partir ensemble pour Serê Kaniyê. J'étais choqué. Ils sont partis ensemble dans un van, mais, lorsqu'ils ont passé le rond-point de Tal Tamr, il [le cousin de l'oncle, *xalê* Mussa] a eu un songe de ses enfants qui lui disaient : *« papa, ne pars pas »*. Il m'a dit : *« quand j'ai vu ça, j'ai su que je ne devais pas y aller. Je suis descendu de la voiture et ils ont continué »*.
>
> Lorsque j'ai parlé au téléphone avec lui [le cousin de *xalê* Mussa], j'ai su qu'ils avaient été attaqués et que l'oncle de mon oncle, Abdel Rezaq, avait réussi à se réfugier dans un village. Il [Abdel Rezaq] avait ainsi su téléphoner au cousin de mon oncle.
>
> Abdel Rezaq est encore vivant, alors qu'il est parti avec mon oncle .... Comment il n'est pas mort, nous ne comprenons pas. Personne ne sait la vérité en dehors de lui. J'ai alors été voir Abdel Rezaq [les villageois l'avaient ramené à Tel Tamr].

Abdel Rezaq, un des hommes qui était parti vers Serê Kaniyê avec l'oncle d'Ali, lui explique le déroulement des évènements. Selon Abdel Rezaq, il était à la cafétéria de Tel Tamr avec son oncle et un ami qui avait un van. L'idée de revenir à Serê Kaniyê pour prendre quelques affaires leur est apparue. Ils ont donc pris la route et sont arrivés près d'un checkpoint des *heval*. Abdel Rezaq connaissait ces *heval*, et l'un d'eux les prévint :

> *« Des snipers des çete sont postés dans ce village et tirent sur les voitures qui passent. Si vous voulez y aller, une fois que vous êtes arrivés en haut de la colline, il faut descendre la route plein gaz [pour avoir moins de risques de se faire tirer dessus]. Vous pouvez y aller, mais c'est à vos risques et périls. »*

Je regarde Ali d'un air surpris. Ils savaient pertinemment que des snipers étaient positionnés au bord de la route et ils sont tout de même partis ? Ali hoche de la tête et continue à m'expliquer ce qu'Abdel Rezaq lui a dit :

> Selon ce dernier, une personne du checkpoint est partie avec eux. Lorsqu'ils sont arrivés au sommet de la colline, les snipers n'étaient plus présents. Ils ont donc continué jusqu'à l'entrée de Serê Kaniyê. Alors qu'ils arrivaient à l'arche sur la route d'Hasakê, signalant l'entrée dans la ville, une balle a soudainement éclaté sur la voiture. Personne ne savait d'où elle était arrivée. Abdel Rezaq, positionné sur le siège passager, a ouvert la porte et est tombé de la voiture, qui roulait approximativement à 60-70km. Les balles fusaient. Abdel Rezaq a retrouvé plus tard une marque de balle sur son manteau : il a ainsi évité l'une d'elles de justesse. Le conducteur était mort, tandis que l'oncle était blessé. Abdel Rezaq a vu l'oncle s'enfuir mais, dans la panique, il s'est enfui du mauvais

côté : il est parti vers le *maġsala*[483] proche de la position des *çete*. Ils l'ont attrapé et l'ont menacé avec des couteaux. Ils [Abdel Rezaq et l'homme du checkpoint] ont appelés la personne dans la voiture mais il n'y avait pas de réponse. Ils ont dû s'enfuir car les *çete* étaient proches. Ils sont partis dans le *çol*[484] et ont couru vers une maison qu'ils apercevaient au loin. Ils ont entendu des voix d'hommes et de femmes, ils·elles parlaient en kurde. Ils se sont dit que pour sûr il s'agissait d'*heval*, car ils parlaient kurde et en plus il n'y a pas de femmes *askerî*[485] chez les *çete*.

Ali semble fixer un point sur le mur. Il continue :

Ces *çete*, ils ne demandent même pas ce que tu vas faire là-bas, qui vous êtes, … 20 minutes avant, il y avait des voitures qui étaient sorties de Serê Kaniyê, qui avaient traversés l'arche et eux n'avaient rien eu. Tu ne sais pas comment le chemin peut être.

Un matin, alors que nous allions à l'hôpital de Tal Tamr, une *noqta*[486] des *heval* s'est faite attaquée par les *çete*. Il y avait des blessé·e·s de ce *noqta* qui étaient soigné·e·s à cet hôpital. L'un d'eux était dehors et pleurait. Je suis venu près de lui et je lui ai demandé ce qu'il se passait. Il m'a alors dit que des *çete* les avaient attaqués et que son ami était tombé martyr. Deux d'entre eux sont à l'hôpital. Je lui demande où est leur *noqta*. Selon sa description, j'ai compris que c'était le *noqta* près du checkpoint où mon oncle était passé. Il s'est souvenu de l'événement : *« oui je me souviens de ce van. Les* çete *sont même allés jusqu'à leur lancer des mortiers »*.

J'ai demandé à des amis journalistes s'ils pouvaient aider à retrouver la trace de mon oncle. Malheureusement, Serê Kaniyê était à présent bloqué et bien trop dangereux : tu ne savais plus qui étaient les *çete* ou les *heval* car les *çete* avaient pris les costumes des *heval* [pour semer la confusion]. Une rumeur a commencé à éclore que mon oncle et Reşo étaient vivants et qu'ils étaient coincés dans une maison à Serê Kaniyê. Ils ne pouvaient pas sortir car les *çete* les encerclaient.

Lorsqu'il y eu une trêve de quelques jours pour permettre à *heyva sor*[487] de venir chercher les blessé·e·s, j'ai voulu les accompagner mais les membres d'*heyva sor* n'ont pas accepté.

483 Station de lavage de voitures.
484 Champs.
485 ʿaskarī (ar.) : Militaire.
486 (ar.) Nuqṭa : Point militaire.
487 Croissant rouge kurde.

> Les blessé·e·s et personnel de l'hôpital de Serê Kaniyê ont pu être évacués mais les corps des défunts n'ont pas pu être repris.

Serê Kaniyê bloqué, les chances de retrouver son oncle s'amenuisaient. Ali avait cherché son oncle pendant des jours, en vain.

> Peu après, un homme qui était dans les services secrets à Tel Tamr m'a téléphoné et m'a rejoint à la cafétéria. […] Il arrive, je sors de la cafétéria. Il m'invite à m'asseoir dans la voiture mais je lui fais savoir que je dois partir. Il me dit : *« je dois te poser une question »*. *« Qu'est-ce qu'il y a ? »* répondis-je. Il ouvre son téléphone et me préviens : *« je vais te montrer une photo et tu vas me dire si tu connais cette personne »*. Il me tend son téléphone et je vois deux corps par terre. […] Je savais que cette photo venait d'être publiée et commençait à faire le tour des réseaux sociaux, mais je ne l'avais pas encore vue. Je zoom dessus. C'est mon oncle. Il est à terre, avec du sang.
>
> Je n'ai pas pleuré. Je n'ai d'ailleurs jamais pleuré. Je suis juste là, à regarder la photo.
>
> Ils avaient mis un smiley sur son visage mais je savais que c'était lui. Il y avait des gens de la Division Sultan Murad [sur la photo]. Il y avait aussi un drapeau de Jaysh al-Hur et de la Turquie.
>
> Et le corps de mon oncle gît sur le sol à leur pied.
>
> Je suis parti au village. Lorsque les membres de ma famille m'ont vu, ils m'ont demandé ce qui n'allait pas. Je me suis assis par terre et je leur ai dit : *« je dois vous dire quelque chose. Notre oncle est mort… »*. Un des hommes de la famille le savait déjà, car il venait de tomber sur la photo. Mes sœurs n'étaient pas à la maison. Mais cette photo faisait le tour d'internet. […]
>
> Mon oncle … ses relations sociales étaient fortes [il avait beaucoup d'amis], surtout avec les chrétiens. Tout le monde à Serê Kaniyê le connaissait. […] Cette cafétéria, c'était notre base, le lieu où on se retrouvait entre amis. Elle a amené tellement de choses. Les voisins de la cafétéria à Serê Kaniyê sont encore là-bas, ils ont envoyé une photo. Maintenant, il n'y a plus de tables, plus de chaises, plus rien. Cet établissement avait pourtant plus de 15 ans.

> À l'heure actuelle, une personne [de Serê Kaniyê] ne peut plus aller devant sa porte [de sa maison], sur ses terres. Tandis que les *çete* … ils rentrent [dans Serê Kaniyê], ils sortent et ils volent à leur guise.

Il se redresse et s'excuse timidement :

> Je suis désolé, je vous fais mal à tête[488] [je vous importune avec mes histoires].

Je le rassure et l'invite à continuer s'il le souhaite. Il prend une gorgée de café et reste immobile quelques instants.

> Il n'y a pas un instant qu'il n'est pas dans mes pensées. Mais nous ne sommes pas la seule famille à qui ils ont fait du mal. Il y a énormément de familles qui ont souffert à cause d'eux. […] Cette douleur est difficile. Il n'y a pas un jour qui passe sans que je pense à lui. Sans qu'il n'apparaisse dans mes rêves. Nous continuons notre vie, mais au fond de nous … nous avons mal.

Ali me tend alors son téléphone sur lequel apparait la photo d'un homme en treillis militaire et t-shirt noir. Il est accroupi à côté d'un enfant qui regarde lui aussi vers la caméra.

« C'est lui » dit Ali, *« celui qui a tué mon oncle. Il vit à Serê Kaniyê maintenant. »*

> *Fin de l'entretien, décembre 2022.*

Selon les mots du terrain, les *çete* implémentent un changement démographique (*guhertina demografîk*) planifié par l'État turc. Terme très couramment utilisé, il évoque en premier lieu *« l'effacement des espaces, des corps et des propriétés »*[489] des territoires occupés. Le changement démographique s'applique ainsi au travers de différents procédés cités ultérieurement : turquification des noms de villes, profanation des cimetières yézidis, accaparation organisée des biens des populations kurdes, incitation à l'exil par la mise en place d'un régime de terreur …

Les personnes habitant à Afrîn et Serê Kaniyê dressent un portrait presque féérique de leurs villes et villages. Les récits sont teintés de paysages bucoliques composées de rivières et de cultures de céréales, fruits et légumes. La vie paisible et modeste est aussi généralement rappelée, tout comme le caractère cosmopolite des régions. Il arrivait que des familles me parlent de la forte activité de la vie citadine de la ville de Serê Kaniyê et d'Afrîn, mais aussi de

[488] Expression kurde.
[489] Biner Z. Ö., *op. cit.*, p. 5.

l'aisance du vivre-ensemble entre les différentes *reng*[490] qui composent ces régions. La solidarité durant ces périodes difficiles est d'ailleurs un dénominateur commun entre ces deux récits – au travers de la maison offerte par une famille assyrienne ayant elle aussi connu l'exil, d'abord avec l'État Islamique puis avec la Turquie ; de la famille arabe ayant ouvert leurs portes à la famille élargie d'Ali ; à l'envoi à ce dernier par ses voisins de nouvelles concernant la cafétéria ; au chauffeur de bus qui protégea le fils de Roj durant les contrôles au checkpoint ; mais aussi à l'hospitalité des voisins qui l'hébergèrent pendant plusieurs semaines et payèrent la rançon pour son fils disparu. Les récits récoltés mettent en lumière des *paysages sociaux* particuliers à ces régions, en d'autres mots, *« les potentiels et limites des relations sociales dans un cadre social particulier, l'horizon des relations possibles et culturellement sanctionnées situées dans un paysage physique »*[491] ; comme si *« les aspects environnementaux de lieux particuliers avec les aspects relationnels et expérimentaux des personnes qui les habitent »*[492] fusionnaient.

Les *çete* sont représentés au sein des discours comme la main-d'œuvre qui accomplit la volonté de l'État turc à faire *tabula rasa* des marqueurs du vécu de cet espace :

> *Extraits des récits de vie d'Ali et de Roj.*
>
> « Puis ils [les *çete*] sont arrivés. Ils ont tout pris. Les maisons, les industries … Ils ont été jusqu'à retirer les fenêtres des maisons ».
> « Cette cafétéria a amené tellement de choses. Maintenant, il n'y a plus de tables, plus de chaises, plus rien. Cet établissement avait plus de 15 ans. »
> « Nous sommes arrivé·e·s devant notre maison. Devant notre porte. Il y avait 4 soldats. Nous nous sommes présenté·e·s et ils nous ont sommés de rebrousser chemin. »
> « À l'heure actuelle, une personne [de Serê Kaniyê] ne peut plus aller devant sa porte [de sa maison], sur ses terres. Tandis que les çete … ils rentrent [dans Serê Kaniyê], ils sortent et ils volent à leur guise. »

Des régions entières disparaissent et emportent avec elles la maison, pas seulement le sentiment du *chez-soi,* mais aussi la maison dans sa concrétisation et son investissement matériel, avec ses murs, son toit et son *ṣūba*. *« La possibilité d'un chez-soi oscille entre les souvenirs passés de perte,*

[490] « Couleur » en *kurmancî*. Sur le terrain, il est courant d'utiliser ce terme pour parler des différentes composantes au sein d'une population, qu'elles soient religieuses, sociales, linguistiques ou culturelles.
[491] Barrett M., « The social significance of crossing state borders », *Home, mobility and life paths in the Angolan-Zambian borderland*, *in* Jansen S. & Löfving S. (ed.) (2009), « Struggles for home », *Violence, hope and the movement of people*, Berghahnbooks, p. 88-89.
[492] *Idem.*

les conditions actuelles de violence et l'espoir d'une vie meilleure imaginée pour l'avenir. »[493] Même si les souvenirs partagés quant aux régions occupées se rapportent à des images et valeurs positives – prospérité, simplicité, solidarité -, je pense qu'ils expriment surtout une nostalgie de l'avant rupture – l'invasion turque – plutôt qu'un engluement dans un mythe où *« la maison [home] devient une entité intemporelle dans un contexte d'origine inchangé »*. Car les transformations des habitant·e·s et des espaces occupés sont profondément inscrites au sein des discours – d'où le concept de *guhertina demografîk*[494]. Pour elles et eux, plus rien ne sera pareil. Pas un jour ne passe sans que le journal télévisé local ne rappelle que tel nombre d'oliviers cinquantenaires ont été arrachés par les *çete*, où que telle femme a disparu et que sa famille est sans nouvelles depuis des semaines. Pas un jour ne passe sans que Sulayman et Roj ne pensent aux *çete* qui ont tué leur fils et qui habitent dans leur maison.

La perte de repères est bien entendu une autre thématique qui transparait au sein des récits – recherche désespérée de l'oncle ou du fils, rumeurs diverses concernant leur sort -, alimentée par une défiance envers l'Autre. L'idée de ne plus savoir qui est qui – les *çete* ont même mis les vêtements des *heval* pour semer la confusion -, d'être pris par surprise, d'être dans le doute constant quant à qui se trouve de l'autre côté, de devoir être constamment en mouvement afin de réduire l'insécurité, tout ceci cristallise les expériences de ces instabilités spatiales et temporelles propres à des conflits qui semblent sans sortie.

Revenir, certes, mais cela ne veut pas dire effacer plusieurs années d'occupation. Je pense que, dans le nord-est de la Syrie, l'idée du retour est enracinée dans la pragmatique de l'exil : ainsi, l'oncle d'Ali a décidé de retourner à Serê Kaniyê pour « voir la situation » et « prendre quelques affaires », quitte à défier les snipers. Roj et son fils ont fait face mains nues à 4 *çete* armés pour réclamer leur maison. Courage ou folie, ces discours montrent surtout la volonté de vivre – récupérer des affaires, sauver des ressources, réclamer sa maison - même s'il faut défier l'injustice et, paradoxalement, en perdre la vie. En outre, la relation au territoire est souvent marquée par de précédentes guerres ou exils – Sulayman qui aborde la vengeance des *çete* par rapport à leur défaite dans la même ville en 2013 ; les amis chrétiens d'Ali qui connaissent l'exil en fuyant l'avancée une première fois de l'État Islamique, une seconde fois de l'État turc. Les discours font donc référence à un contexte plus général d'instabilité où la vie oscille entre différents exils, opérations militaires et anticipation de nouvelles guerres – c'est-à-dire la recrudescence de la violence, qui est, même en moindre mesure, toujours présente car il n'y a

493 Biner Z. Ö., *op. cit.*, p. 106.
494 Changement démographique.

pas de temps de paix. En conséquence, cette « nostalgie d'avant rupture » - prospérité, sérénité, solidarité - qui m'était ainsi contée par mes interlocuteur·trice·s n'est, je pense, pas une manière de faire croire que ces régions disposaient d'une « période précédente » idyllique et d'une « période postérieure » qui en serait dépourvue, mais bien plus d'insister sur la perte de ce qui avait été construit sur ces territoires malgré les guerres et les exils. Ce qui a été effacé avec l'invasion, ce sont les sociabilités qui étaient imprégnés dans ces espaces :

Extraits des récits de vie d'Ali et de Roj.

« [Cette cafétéria,] c'était notre base, le lieu où on se retrouvait entre amis. »
« Nous nous entendions tous bien : les Arabes, les Turcs, les Kurdes. J'ai été deux, trois ans en Turquie. J'ai connu la population turque. Jamais je n'ai été fâché contre quelqu'un, car on ne parlait tout simplement pas sur le dos de l'un ou de l'autre. »
« Quand nous étions à Serê Kaniyê, nous ne manquions de rien. Le temps, la nature, les voisins, … *Yanî*, tout le monde était le bienvenu. J'étais *moxtar*, j'avais mon bureau. L'épée n'avait pas pris notre moustache. Mon travail était bien, c'était du travail social au travers des *ṣulḥ*. »

« L'ingénierie démographique, dans sa définition inclusive, traite de l'expulsion ou de la destruction ordonnée par l'État de certaines communautés d'un territoire donné afin de consolider son pouvoir sur ce territoire et de préparer les conditions pour que l'État-nation projette sa vision de l'espace et du temps. »[495] Sur le terrain, le terme « nettoyage ethnique » n'est pas utilisé. Les habitant·e·s utilisent le terme de « politique d'annihilation » (*siyasî ya tunekirina*)[496] pour désigner l'acharnement de la Turquie sur les populations locales du nord-est de la Syrie (diminution de l'Euphrate, mise à feu des récoltes, frappes de drones journalières, invasions et menace de l'invasion, mise en place de politiques de terreur sur les territoires occupés, déshumanisation, …) ou de « changement démographique » (*guhertina demografîk*) pour aborder les politiques spécifiques appliquées sur les territoires occupés. Ce dernier terme met l'accent sur la planification par l'État turc de deux phénomènes : l'incitation à l'exil par la terreur et l'instauration de nouvelles populations constituées d'une part des familles des *çete*, d'autres part de déplacé·e·s internes. Ceci s'ancre dans des objectifs politiques précis, que sont d'une part le contrôle par l'État turc du territoire au travers de l'implantation des mercenaires sur celui-ci, d'autre part la réduction des possibilités de résistance contre ces derniers en installant des populations fragilisées par les

[495] Öktem K. (2008), « The Nation's Imprint: Demographic Engineering and the Change of Toponymes in Republican Turkey », European Journal of Turkish Studies, n°7, https://journals.openedition.org/ejts/2243
[496] Nous analyserons ce terme dans le chapitre 6.

guerres et ne possédant pas les liens affectifs et socialisations politiques établies par les populations précédentes.

4.4. Les fantômes de l'Empire : analyse historique des *çete*

Aujourd'hui, les territoires occupés sont perçus comme des espaces d'impunité totale. Les alliances, confrontations et différences idéologiques entre les divisions de l'Armée Nationale Syrienne n'ont que peu de valeur aux yeux des habitants du nord-est de la Syrie. Ce qui compte pour Sulayman, c'est la perte de son fils. Pour Ali, c'est l'exil et la peur de ne plus revoir un jour son oncle enlevé par les milices. Ce qui compte, c'est la vie dans les camps, l'attente, les transferts, la vie dans d'autres camps, puis encore l'attente. Attendre jusqu'à ce que leur maison leur soit rendue, avec leur passé et leurs souvenirs. Ce qui compte, c'est que les corps ont été maltraités, les vies ont été menacées, les familles ont été mutilées. Aujourd'hui, les aînés originaires d'Afrin demandent d'y être réenterré une fois celle-ci libérée. La guerre a le pouvoir de faire attendre même les morts.

Pour les populations rencontrées, les milices sont des *çete*. D'origine slave, le terme a été transmis en vieux turc au 16ème siècle à travers l'albanais – langue non-slave. Perçu sur le terrain de manière extrêmement négative, il possède pourtant un sens polysémique. Effectivement, jusqu'au 17ème siècle, les *çete* se référaient à des groupes informels qui pratiquaient des pillages et des saccages, dans l'objectif de briser le moral des troupes adverses. Des personnalités aristocratiques ottomanes du 19ème siècle vont quant à elles les désigner, au sein de leurs écrits, comme des forces militaires assignées à la reconnaissance et à la collecte de renseignements tactiques vis-à-vis de l'ennemi. Le terme *çete* renvoie donc jusqu'au 19ème siècle à une forme d'opération irrégulière. Il met aussi l'emphase sur l'action collective, *çete* étant traité en tant que synonyme de termes comme « compagnie » ou « groupe »[497]. *Çete* pouvait donc désigner aussi bien des groupes officieux comme les contrebandiers de tabac que des groupes de soldats mobilisés de manière irrégulière par l'Empire. Ainsi, à l'époque de l'Empire Ottoman, le terme ne renvoie pas nécessairement à un groupe armé, même s'il se réfère en albanais uniquement à cette dernière signification.

A l'aube du 20ème siècle, une instruction ottomane sur la guerre irrégulière distingue les bandits de grands chemins avec les groupes aux aspirations politiques[498]. Cette classification sera généralisée au travers de son inscription au sein des textes juridiques de l'époque. La loi sur les

[497] Safi P. (2012), « Üç Tarz-ı Çete », Kebikeç, n°34, p. 85-105 ; Ergene O. (2014), « The Comparison of the Turkish Dictionaries in terms of the Source Language for the Loan Words and their Original Orthography », Journal of Turkish studies, vol. 9, n°3, p. 647-674.

[498] Ömer Fevzi est l'auteur de la 1ère instruction ottomane écrite et imprimée sur la guerre irrégulière. Fevzi Ö. (1909), « Muhafaza-i Asayişe Memur Zabitanın Vezaifi », *Usûl-i Takib-i Eşkıya ve Çete Muharebeleri*, İstanbul, Matbaa-i İkbal.

çete promulguée en 1909 distinguera ainsi les actes des « bandits » (*şekavet*) des ceux des partisans (*mefsedet*). Cette catégorisation aura plusieurs conséquences. Tout d'abord, elle permettra de dépolitiser des groupes indépendantistes tels que l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne en les présentant comme des fauteurs de troubles[499]. À l'inverse, les différentes factions armées du Comité Union et Progrès (CUP) ne furent plus considérés comme des *çete* à partir de l'établissement en 1908 de la monarchie constitutionnelle au sein de l'Empire. Pourtant, les stratégies militaires du CUP étaient basées sur des techniques de guérilla et leur objectif visait initialement la mise en application de la constitution[500]. Après la réinstauration du parlement et de la constitution par Abdul Hamid II, les aspirations du CUP n'étaient effectivement plus perçues comme politiques. Les *çete* du CUP étaient donc des bandes armées officieuses mais non illégitimes aux yeux de l'Empire, contrairement aux *çete* bulgares et par la suite arméniens détenant des aspirations nationalistes et donc politiques[501].

Les *çete* seront par la suite directement utilisés par l'Empire contre les puissances étrangères et regroupés sous le nom de *Teşkilat Mahsusa* (l'Organisation Spéciale). La structure décentralisée de petites unités armées deviendra ainsi l'élément formatif de la violence sur les frontières impériales, au point que les *çete* et leur organisation, sous l'égide de la *Teşkilat Mahsusa,* furent au cœur du processus d'extermination des Arméniens. Les groupes armés impliqués dans les massacres étaient pour la plupart composés de recrues issues des populations locales : Turcs, Kurdes, Circassiens et musulmans immigrés des régions occidentales de l'Empire. Ils étaient mobilisés au travers des *aşâra*, mais pouvaient être des prisonniers, de prisonniers de guerre ou de déserteurs. Certains *çete* présentaient cependant des particularités, comme le *Ateşoğlu Yıldırım*, composé d'officiers militaires. Dans une logique de propagande anti-arménienne, les groupes de résistance arméniens furent quant à eux décrits comme des *çete* à l'aube du génocide[502].

Par la suite, les activités des hors-la-loi kurdes furent représentées dans la presse turque via le terme *eşkiya.* Comme vu précédemment, ceci se réfère aux « bandits » auteurs de méfaits (*şekavet)* décrit au sein de la juridiction ottomane légiférée à l'époque de l'avènement des Jeunes Turcs. Après la 1ère guerre mondiale, la consolidation du gouvernement central turc s'effectuera

499 Öztan R. H. & Yenan A., « Age of Rogues », *Transgressive Politics at the Frontiers of the Ottoman Empire*, p. 3-52, *in* Öztan R. H. & Yenan A. (*dir.*) (2021), « Age of Rogues », *Rebels, Revolutionaries and Racketeers at the Frontiers of Empires*, Edinburgh University Press.

500 Baer M. D. (2021), « The Ottomans », *Khans, Caesars and Caliphs*, Basic Books ; Öztan R. H., Yenan A., *op. cit.*

501 Safi P. (2012), *op. cit.*

502 Suciyan T., « A History of Armenians Remaining in Turkey », *Survival and Denial*, p. 254-276, *in* Astourian S. T. & Kévorkian R. H. (dir.) (2021), « Collective and State Violence in Turkey », *The Construction of a National Identity from Empire to Nation-State*, Berghahn Books ; Safi P. (2012), *op. cit.*

en parallèle d'une propagande kémaliste dépeignant « l'est Anatolien » comme conservateur et féodal, résistant à la volonté de modernisation porté par la figure de Mustafa Kemal[503]. La lutte contre le banditisme kurde, qui atteindra son apogée dans les années 60, fût dès lors utilisé par l'État turc pour y implanter des politiques oppressives contre les populations. Dans un contexte où les actions de guérillas au Başûr attisaient l'idée d'y créer un État kurde, les politiques contre le banditisme permirent au gouvernement central turc d'introduire l'administration dans la région[504]. Elles s'attaqueront spécifiquement aux communautés considérées comme marginales, notamment les *aşîra* nomades kurdes.

L'analyse historique du terme *çete* montre que le sens qui lui est imputé se réfère à un contexte historique spécifique ainsi qu'aux intérêts politiques des groupes qui l'emploient. Les milices pro-turques à Afrîn et Serê Kaniyê sont dépeints par l'agence de presse nationale turque Anadolu Ajansı comme des « factions », « forces rebelles » ou « groupes anti-régime syriens ». Il semble intéressant de constater que le mot *çete*, qui désigne un élément probant de la guerre non-conventionnelle pratiquée par l'Empire ottoman, est utilisé à l'heure actuelle pour se référer aux milices pro-turques. L'analyse du développement historique du terme *çete* amène à se rendre compte des formes de continuités au sein des stratégies militaires turques utilisées pour la mise en place de la terreur. Güneş, expert en stratégie militaire, explicite dans sa note d'introduction de la « Doctrine ottomane de la guerre irrégulière », première instruction ottomane sur la guerre irrégulière rédigée par le capitaine Ömer Fevzi Bey : *« La préoccupation constante de l'armée ottomane pour la guerre non conventionnelle a laissé des traces significatives et durables sur la tradition militaire, les performances et les hauts gradés. On peut facilement dire que l'armée ottomane avait sa propre doctrine de guerre non conventionnelle, qu'elle a construite grâce aux expériences acquises et dont les effets se reflètent dans les pratiques actuelles de l'armée turque moderne »*[505]. En conséquence, les *çete* se présentent comme des éléments issus d'une doctrine militaire historique qui se fondent dans une stratégie militaire actuelle ; stratégie qui utilise le pouvoir impérial ottoman en tant qu'outil de domination symbolique sur les populations du nord-est de la Syrie.

Effectivement, les *çete* s'appuient eux-mêmes sur des symboles liés à l'Empire ottoman. Ainsi, parmi les composantes de l'Armée Syrienne Libre qui détiennent des références historiques au

---

[503] Tejel J. G. (2009), « The Shared Political Production of « the East » as a « Resistant » Territory and Cultural Sphere in the Kemalist Era, 1923–1938 », European Journal of Turkish Studies, n°10, https://journals.openedition.org/ejts/4064

[504] Özcan A. (2013), « Les derniers bandits kurdes de la Turquie moderne », *Analyse des soulèvements individuels « spontanés » kurdes ou le banditisme contre l'État-nation turc*, L'Homme & la Société, Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH), vol. 1-2, n°187-188, p. 179.

[505] Fevzi Ö. (1909), « Osmanlı Gayrinizami Harp Doktrini », Eşkıya Takibi ve Çete Muharebeleri Talimnamesi (1909) » *édité par* Güneş A. (2016), Dergâh, p .8.

sein de leur dénomination, la majorité se réfèrent à des sultans ottomans[506] - Sultan Murad, Sultan Mehmed al-Fatih (dit Mehmed II), Sultan Selim, Sultan Abdul Hamid – ou à leur ascendance – comme Sulaiman Shah, grand-père d'Osman Ier, le premier sultan de l'Empire Ottoman. La dénomination de la brigade Sultan Malik Shah, ainsi que de la brigade Seldjoukide renvoie quant à elle à l'Empire Seldjoukide. Comme il sera développé dans le chapitre suivant, les Ottomans, au travers de leurs chroniqueurs, se sont présentés en tant que descendants de l'Empire Seldjoukide. Les noms des *çete* actuels font ainsi référence au mythe d'une continuité historique entre Seldjoukides et Ottomans ; de plus, ils amènent à se présenter comme le reflet de la souveraineté impériale passée. Pour Mollica et Hakobyan, ces noms sont, pour les populations arméniennes du nord-est de la Syrie, *« imprégnés de l'idéologie nationaliste turque. Du point de vue des Arméniens syriens, le nom par exemple du sultan Abdul Hamid reproduit symboliquement un passé lié au génocide. Si d'une part, le sultan Abdul Hamid II (1842-1918) est un héros pour les Turkmènes syriens et les nationalistes turcs, il est d'autre part pour les Arméniens, un anti-héros, un auteur de violence. Parmi les Arméniens, il est connu sous le nom de Sultan sanglant (rouge) parce qu'il est responsable du meurtre des Arméniens à la fin du XIXe siècle[507] et, surtout, en 1894-1896, lors des massacres hamidiens[508]. »*[509] Nous verrons, dans le chapitre 5, que la Turquie utilise le même stratagème vis-à-vis des appellations données à ses drones.

Je souhaite cependant avertir que tous·tes mes interlocuteur·rice·s ne disposaient pas de connaissances spécifiques en rapport à l'origine historique de ce terme. D'ailleurs, certain·e·s habitant·e·s désignaient aussi les cellules dormantes de Daesh comme des *çete*. Dans ce contexte, le terme renvoie surtout au caractère informel de ses groupes, à leur idéologie « radicale »[510] et à l'absence évidente d'éthique qui accompagne leurs objectifs politiques et militaires. L'utilisation de ce terme dans le nord-est de la Syrie ne semble donc pas fixe et ne s'apparente pas toujours directement à l'histoire ottomane. Je souhaite cependant nuancer mes propos : Il s'avère important de souligner que sur le terrain, les rapports entre l'État Islamique et l'État turc étaient fortement mis en avant. Ceci met en exergue les perceptions similaires qui se rapportent aux *çete* de la Turquie et *çete* de Daesh sur le terrain. Pour rappel (cf. développement historique du NES), la Turquie a offert à l'organisation de l'aide sous différentes formes : facilitation des passages de frontière, dispensation de soins aux

[506] Plus rarement, les noms peuvent faire référence à des califes abbassides et fatimides.
[507] Suny R. G. (2015), « They Can Live in the Desert but Nowhere Else : A History of the Armenian Genocide », Princeton, Princeton University Press *in* Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*
[508] Dadrian V. (1995), « History of the Armenian Genocide : Ethnic Conflict from the Balkans to Anatolia to the Caucasus », Oxford, Berghahn Books *in* Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*
[509] Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*, p. 177.
[510] Mot du terrain.

combattants, laxisme vis-à-vis des réseaux d'entraide financiers de l'organisation présent sur le sol turc mais aussi des transferts de composants utilisés dans la création d'engins explosifs de l'EI. En outre, d'anciens membres et leaders de l'État Islamique ont été identifiés au sein des *çete* de l'Armée Nationale Syrienne[511] - cette donnée était assez probante au sein des discours récoltés. Durant mes années de terrain, il fût en outre évident pour mes interlocuteur·trice·s que la Turquie aidait sciemment l'État Islamique afin de déstabiliser l'Administration autonome : elle s'attaqua, par des frappes de drones, aux responsables du système pénitencier relatif à la gestion des prisonniers de l'organisation, elle visa de nombreuses fois les infrastructures sécuritaires du camp d'al-Hol[512] et, lorsque l'État Islamique réalisa une attaque sur la prison de Ghuweiran - qui comportait plusieurs milliers de détenus en lien avec l'organisation -, la Turquie n'hésita pas à effectuer des frappes aériennes sur les convois militaires des FDS qui arrivaient en renfort depuis Tal Tamr. *Çete* de Daesh et *çete* de l'État turc ne sont donc pas pensé indépendamment l'un de l'autre sur le terrain.

Ceci vaut notamment pour les différents *çete* au sein de l'Armée Nationale Syrienne : Sultan Morad, Sultan Sulaiman Shah, Ahrar al-Sham, sur le terrain, tous sont des *çetes*. Face à l'horreur, les différences idéologiques et politiques entre les factions n'ont que peu d'importance. Elles ne changeront effectivement rien des assassinats, viols, kidnappings et tortures endurées. Il est d'ailleurs arrivé plusieurs fois que les *çete* soient simplement désignés par Jabhat al-Nosra, alors même que le groupe n'existe plus depuis 2017. Lors de discussions générales par rapport aux évolutions militaires sur les territoires occupés, la conversation pouvait se conclure par *« ew gişt çete ne »* (ils sont tous des *çete*), réaffirmant pour elles·eux l'absurdité de détailler des différences entre ces groupes et de créer des catégories théoriques sur celles-ci.

[511]Syrians for Truth and Justice (2021), « Ongoing Violations Without Accountability », *Islamic State Members in the Syrian National Army*, https://stj-sy.org/en/ongoing-violations-without-accountability-islamic-state-members-in-the-syrian-national-army/

[512] Le camp d'al-Hol est situé dans la région de Cezîre, dans le nord-est de la Syrie. La majorité des personnes du camp sont des femmes liées à l'organisation de l'État Islamique accompagnées de leurs enfants. Le camp abritait en 2021 plus de 60 000 personnes. Le nombre a été réduit en 2024 à 43 000 personnes suite d'un côté aux rapatriements, de l'autre aux politiques de retour mis en place par l'Administration autonome pour les personnes originaires du nord-est de la Syrie. Ce camp est sujet à controverses, les organisations (non-)gouvernementales internationales pointant du doigt le manque de soins délégués aux prisonniers·ères, la séparation des mères avec leurs fils adolescents et l'absence de procédure judiciaire. L'administration autonome quant à elle rappelle son manque de ressources pour offrir un support digne à des centaines de milliers de prisonniers·ères alors même que les régions sont engluées dans la guerre contre la Turquie, les cellules dormantes de l'État Islamique et sont de plus confrontées aux pressions diplomatiques du gouvernement syrien. L'administration autonome a aujourd'hui pour projet de mettre en place un tribunal spécial pour l'État Islamique, après que son appel pour établir un tribunal international à ce sujet ait été sans réponse. Une des raisons de l'absence de réponse de la part de la communauté internationale est qu'un tribunal international dans le nord-est de la Syrie pourrait aider l'administration autonome à acquérir une reconnaissance politique officielle.

Ainsi, les différences en termes d'équité et de justice semblent faibles face aux horreurs perpétrées par les différents groupes : pour mes interlocuteur·trice·s, toutes projettent les aspirations de l'État turc et reproduisent plus ou moins fortement une symbolique de domination par la figure historique de l'Empire ottoman rappelée au travers des noms et stratégies militaires utilisées.

5. « Je partirai quand tu seras endormi »

Ce chapitre débutera avec un préambule illustrant une expérience malheureusement régulière dans le nord-est de la Syrie. De ceci, j'analyserai la mise en place par la Turquie d'une politique de terreur dans le nord-est de la Syrie au moyen des drones armés. Je montrerai les tactiques développées par les habitant·e·s pour vivre en-dessous de ceux-ci, et comment les drones impactent leurs représentations du monde. Je me pencherai sur la construction du mythe du drone par l'État turc, qui actualise un type de discours sur le passé national. Ensuite, j'étudierai le drone en tant que moteur du technonationalisme turc, et comment il se présente comme un outil pour cadrer idéologiquement des assassinats extra-judiciaires via la lutte antiterroriste.



63. Source : menadefense

5.1. Préambule

Le magasin Arî est une petite bicoque aménagée sur un bord de route près de Tirbespî. C'est un magasin qui a pour particularité de vendre d'innombrables objets directement importés de Turquie, au grand dam des parents qui voient leurs enfants s'émerveiller devant les jouets et babioles dispersées entre des rangées d'ustensiles de cuisine et de services à thé, de snacks, de gadgets et accessoires en tout genre. J'eu l'occasion de m'y arrêter lors d'un voyage avec le bus populaire car mon amie avait demandé au chauffeur d'y faire une halte.

> *Cahier de terrain, mars 2022.*
>
> À peine sorti du bus que Mohammed louchait sur le skateboard Spiderman pendant que sa mère demandait un Nespresso lyophilisé au comptoir. Le vendeur a proposé un prix à Amîna qui a fini par céder au vu du visage dramatique de son fils. Nous nous sommes retrouvé·e·s dans le mini-bus, plié·e·s entre plusieurs rangées de sièges avec le skateboard, les valises et le gâteau d'anniversaire pour la nièce d'Amîna sur nos genoux, agrippant nos affaires en espérant qu'elles ne volent pas de trop au prochain nid-de-poule. Mohammed, lui, avait les yeux qui brillaient en regardant son nouveau skateboard.

Janvier 2023. C'est le père de ma famille d'accueil qui m'annonça la nouvelle. Un drone avait frappé une voiture garée en face de la porte d'entrée du magasin Arî. La vidéo provenant de la caméra de surveillance ne tarda pas à faire le tour des réseaux sociaux. Le comptoir central pouvait être aperçu. Un homme avec un enfant dans les bras s'y tient devant, échangeant de la monnaie avec le vendeur. Un autre homme rentre dans le magasin. Soudain, explosion. Tout le monde est projeté vers l'avant. La vidéo s'arrête.

> *Cahier de terrain, janvier 2023.*
>
> J'arrive à la gym où mon amie Amîna travaille. Je remarque directement ses yeux embués de larmes. J'apprends alors que les personnes sur la vidéo sont ses cousins. Ils ont tous les deux reçus des shrapnels à l'arrière du crâne. L'ainé est dans un état critique, les chances qu'il survive sont minces. Le cadet, celui qui tenait sa fille dans ses bras, est dans le coma. Les médecins ne savent pas s'il se réveillera. Miraculeusement, la petite fille n'a presque rien, outre une blessure à la main. *« Nous devions y aller ensemble »* me dit-elle. *« Tu te souviens ? Je t'ai demandé pour m'accompagner à Derîk. Certainement que j'aurais souhaité m'arrêter prendre un café avec toi. C'est l'heure où nous prenons le bus d'habitude. »*

> Il est vrai que quelques jours auparavant, Amîna m'avait demandé de l'accompagner comme les fois précédentes. J'avais refusé suite à certaines obligations. Ça aurait pu être nous. Ça aurait pu être Mohammed. Ça aurait pu être cette petite fille, si son père n'avait pas eu les bons réflexes au moment de l'explosion.

L'hôpital Rahma de Qamîşlo, lié au régime syrien, a la taille d'une clinique de quelques étages. Amîna a amené le souper pour son cousin. Il s'est réveillé quelques jours après l'attaque mais est encore très faible. Il va devoir subir une opération du genou afin de retirer les débris qui y sont coincés. Son frère, l'ainé de la fratrie, n'a pas survécu à ses blessures. La personne dans la voiture ciblée par le drone est elle aussi tombée martyre, ainsi qu'un jeune garçon qui était sur le trottoir.

> *Cahier de terrain, janvier 2023.*

> Sur le chemin vers l'hôpital, Amîna m'explique que sa famille n'a toujours pas annoncé la mort d'Ibrahim à son frère, préférant attendre que son état de santé se rétablisse. Une fois arrivé·e·s, Amîna remet en ordre la chambre, installe correctement son cousin Hassan dans le lit et lui fait la discussion. Elle l'aide à prendre son souper. Je vois qu'elle essaye de le faire rire, de combler un silence qui pourrait l'amener à se questionner de trop sur son frère. Lui, il est allongé sur le lit, il ferme les yeux, les réouvre, il tente de répondre à sa cousine mais les mots se brisent en cours de route. Elle insiste un peu pour qu'il continue à manger, mais il hoche la tête. Il semble extrêmement fatigué et dit qu'il a mal à la tête. Elle éteint alors la lampe, presque sur la pointe des pieds. Elle s'assied sur son lit et lui prend la main : *« Je partirai quand tu seras endormi ».*

5.2. Terrorisme d'État

Pendant mes années de terrain, les attaques aux drones étaient quotidiennes. Les annonces d'une nouvelle personne assassinée ou d'une voiture touchée saturaient les journaux télévisés locaux. Pas une semaine ne passait sans qu'une frappe ne soit réalisée. Il arrivait souvent qu'à la vue d'une photo mon cœur saute. La voiture carbonisée pouvait parfois me faire penser à celle d'un·e ami·e. Le temps restait alors en suspens. Des coups de fils étaient passés en hâte, chacun·e essayant de prendre des nouvelles des uns et des autres qui auraient pu potentiellement être dans la zone touchée. Puis les noms étaient publiés, souvent avec une photo des martyr·e·s. Parfois, les visages étaient familiers, ou rappelaient vaguement une personne rencontrée au hasard de la vie dans le nord-est de la Syrie.

Toute personne impliquée de près ou de loin dans les structures liées à l'administration autonome pouvait être considérée comme une cible potentielle ; et tous les secteurs pouvaient être touchés : militaire, politique ou social. Par exemple, le poète Ferhad Merdê, originaire de Qamîşlo, fût ciblé par une attaque de drone le 1er avril 2022. Connu pour ses poèmes abordant des thématiques propres à l'idéologie *apoji* ou aux difficultés historiques traversées par les populations kurdes, telles que le désir de liberté ou l'exil, Ferhad Merdê n'était impliqué dans aucune structure politique ou militaire du nord-est de la Syrie. Seule l'idéologie auquel il adhérait et sa renommée locale furent des raisons suffisantes pour l'État turc de décider de son exécution. Sa disparition aurait effectivement amené à l'émoi au sein de la population kurde, qui était habituée à l'écouter réciter avec entrain ses vers à l'occasion des fêtes culturelles régionales. Ferhad Merdê s'en tirera avec quelques blessures, mais le conducteur de la voiture fût tué sur le coup. Un autre exemple significatif peut être trouvé au travers de la famille de Yusef Gulo. Yusef Gulo fût connu pour son implication dans le mouvement de libération kurde et dans la création du Parti de l'Union Démocratique (PYD). Sa famille a également donné beaucoup de martyrs. Le 9 novembre 2021, Yusef Gulo, 81 ans, et deux de ses fils furent assassinés par une frappe de drone en plein Qamîşlo alors qu'ils étaient dans leur voiture. Une statue à son effigie sera bâtie par la suite sur un rond-point à l'entrée de Qamîşlo.

Je soutiens que l'État turc utilise le drone armé pour produire la peur et la terreur au sein de la population du nord-est de la Syrie. Afxentiou[513], par son analyse du développement historique de la puissance aérienne, affirme que les pratiques liées au drone armé relèvent du terrorisme

[513] Afxentiou A. (2018), « A history of drones : moral(e) bombing and state terrorism », Critical Studies on Terrorism, vol. 11, n°2, p. 301-320.

d'état. Pour lui, le terrorisme se présente comme une violence politique instrumentale qui détient l'objectif d'amener une forme de coercition sur une population donnée, et ce, au travers des effets psychologiques issus de l'acte violent. Dans cet ordre d'idées, Espinoza met en exergue les conséquences des attaques de drones, notamment en Palestine, qui créent une véritable terreur psychologique[514]. Il s'agit d'ailleurs d'une expression entendue souvent sur le terrain : *« c'est qui les terroristes ? C'est nous ? Et l'État turc, il n'est pas terroriste ? »* Pour Afxentiou, qui se base sur les travaux d'Hippler[515], le drone armé se présente comme une continuité de la terreur par les airs engrangée avec le développement de l'aéronautique : une véritable doctrine militaire autour des forces aériennes s'est ainsi historiquement forgée sur la mise en place de la terreur par des stratégies de bombardements sur les territoires colonisés.

Après la première guerre mondiale, l'évaluation des raids de l'armée de l'air britannique rendait compte de techniques aux effets médiocres. L'armée de l'air souhaite cependant conserver son autonomie administrative acquise lors de la guerre. Pour ce faire, l'armée de l'air démontre sa puissance dans le matage des soulèvements anti-impériaux. L'objectif réside dans la destruction de la vie sociale et économique des populations visées. La Royal Air Force devint en conséquence la première armée de l'air institutionnellement indépendante en théorisant une doctrine militaire axée sur les effets psychologiques et non plus matériels des bombardements. Cette nouvelle approche amène à considérer la population civile et les points vitaux d'une société comme les principales cibles. Ainsi, théoriquement, la mise en place de la terreur se lie étroitement avec les théories qui ont historiquement légitimées l'utilisation de la puissance aérienne au sein des forces armées coloniales[516].

Je souhaite cependant cadrer ses propos : mon analyse dans ce chapitre se concentre sur l'utilisation des drones armés par des acteurs étatiques dont l'objectif s'insère dans la fortification d'un rapport de domination vis-à-vis de populations considérées, au travers d'une perspective raciste, comme inférieures. L'utilisation de drones armés par des acteurs non-étatiques, tout comme leur implication au sein de résistances armées ne sera pas développé dans ce travail.

Cahier de terrain, février 2022.

[514] Espinoza M. (2018), « State terrorism : orientalism and the drone programme », Critical Studies on Terrorism, vol. 11, n°2, p. 376-393.
[515] Hippler T. (2014), « Le gouvernement du ciel », Histoire globale des bombardements aériens, Les Prairies ordinaires.
[516] *Idem.*

> Les yeux sont rivés sur les téléphones et la TV est allumée. Nous sommes quatre au Conseil des Sages. Sîpan lit les nouvelles en arabe à haute voix, Soran et leur invité sont silencieux. Une voiture sur la route entre Dirbesiyê et Amûde vient d'être touchée par un drone, les images de la voiture, détruite sur tout son flanc droit, sont publiées au compte-goutte. L'invité soupire après que Sîpan a terminé de lire. Soran lève la tête et me lance en anglais : *« it will never end »* (« cela ne se terminera jamais »).

L'inculcation de la terreur sur les populations locales du nord-est de la Syrie repose sur plusieurs phénomènes. Premièrement, comme expliqué précédemment, toute personne peut être victime d'une attaque, qu'il s'agisse d'un poète ou d'un ancien combattant révolutionnaire. Deuxièmement, les individus ciblés par la Turquie sont généralement touchés lorsqu'ils sont dans leur voiture, tuant ou blessant le chauffeur et les autres passagers, ou dans des lieux à affluence sociale. Les frappes sont ainsi réalisées en pleine ville, ou sur des routes fréquentées ou encore sur des checkpoints où les passages sont récurrents. L'idée de peut-être mourir car un voyage serait effectué au mauvais moment ou avec une personne qui pourrait être potentiellement visée par la Turquie est une possibilité qui est envisagée durant les déplacements. Au caractère soudain et surprenant des frappes de drones, cette politique de « dégâts collatéraux » rajoute une nature complètement aléatoire à celles-ci. Je soutiens que ces « dégâts collatéraux » font partie d'une stratégie politique de la part de l'État turc pour inciter la peur au sein des populations locales – cette hypothèse sera développée dans ce chapitre. L'idée d'être surpris par une frappe de drone sans raison apparente est omniprésente et se manifeste notamment à travers le développement d'un humour cynique :

> *Cahier de terrain, juin 2022.*
>
> Je suis dans le bus populaire de retour vers Qamîşlo. Il fait nuit noire et le bus est comme d'habitude bondé. La route pour Hasakê est en travaux et le conducteur doit bifurquer sur une allée en terre pour continuer vers la ville. Le chauffeur freine et accélère au gré des bosses et pierres sur le chemin, tandis que les phares clignotent faiblement et illuminent à peine la route rapidement aménagée au milieu des champs. Les travaux sont relativement récents et il semblerait que personne n'ait jamais emprunté cette nouvelle voie. Nous sommes seul·e·s car il n'y a pas de circulation. Cela donne l'impression d'être perdu·e·s au milieu d'une masse noire.
>
> Des personnes dans le mini-bus commencent à blaguer au vu de la difficulté d'avancer sur la route cabossée. Une personne demande au conducteur : *« tu nous emmènes où là ? »*.

Une autre continue *: « si on se fait viser par la Turquie, ce sera de ta faute ! »* Nous rions tous·tes.

Ce qui transparait dans cette blague est intéressant. Elle se réfère en premier lieu à l'absurdité des frappes de drones effectuées par la Turquie : que le mini-bus prenne un autre chemin pourrait amener l'État turc à décider de mettre fin à la vie d'une dizaine d'individus. Même s'il s'agit d'une phrase dite sur le ton de l'humour, elle se base pourtant sur une vérité du quotidien, celle que chaque acte, aussi insignifiant soit-il, est sujet à une prise de risque. Ainsi, selon les mots d'une personne impliquée au sein de la structure pour les familles des martyr·e·s :

Cahier de terrain, Mai 2022.

« Je ne sais pas si vous vous rendez compte… » dit-elle. La jeune femme est assise dans le coin de la pièce près d'un bureau. Sa voix se brise. Quelques secondes de silence s'en suivent.

Avec deux amis, nous avions décidé de rendre visite à la structure pour les familles des martyr·e·s à Amûda. Alors que nous prenions le thé avec deux *heval*, la conversation a très vite abordé les frappes de drones.

« Il suffit que vous sortiez pour une banalité, faire des courses par exemple, et … ». Elle se prend la tête entre les mains et ne continue pas. Pas besoin, nous avons tous compris. Mon regard se pose sur une plante mise en pot à mes côtés. Sur chaque feuille a été épinglé la photo d'un·e *şehîd*.

Un autre phénomène auquel la blague dans le bus se rapporte est l'idée d'être constamment sur surveillance, d'être vu mais de ne pas être en capacité de voir. L'obscurité de la nuit était presque une métaphore du rapport inégal entre la cible et le drone : notre acuité visuelle humaine nous permettait à peine de distinguer les craquelures de la route situées à quelques mètres de nous tandis qu'un drone pouvait tout à fait nous surveiller sans même que nous nous en rendions compte. L'idée d'être scruté donnait ainsi cette sensation malaisante d'être à la merci de personnes assises derrière leurs écrans à des kilomètres d'où nous étions. Je subis une autre expérience caractéristique avec les drones turcs lorsque je séjournais dans un village non loin de Kobanê.

Cahier de terrain, février 2023.

La nuit y était magnifique. L'absence d'éclairage et de pollution rendent les étoiles au Rojava impressionnantes. Alors que dans les villes on en oublierait presque qu'il y a un

ciel, la voûte céleste paraissait, dans les villages, immensément grande mais proche en même temps. C'est ce que j'aimais là-bas : une sensation de plénitude et de faire partie d'un tout. Mais ce n'est pas toujours ainsi, en tous cas, pas quand on entendait les bruits des drones. Ils avaient volé à la même heure pendant plusieurs jours d'affiliée. On entendait leur vrombissement aigu si particulier mais je n'avais pas encore réussi à les distinguer ; leur ronde était effectuée en fin d'après-midi et généralement le ciel en cette période de la journée et de l'année n'était pas dégagé.

Heval Dijwar était là avec son fils. Il paraissait très joyeux, un grand sourire toujours collé à son visage. Lorsque nous entendions les drones passer, il pointait son index au ciel et tendait l'oreille, toujours avec son sourire au visage. *« On fait quoi ? On rentre à l'intérieur ? »* dit un jeune homme du groupe. Il haussa les épaules et nous restâmes là, assis contre le mur. Il me raconta la guerre, celle de Serê Kaniyê, puis celle de Kobanê. Il faisait extrêmement froid, mais j'écoutais ces mots avec une attention toute particulière. Il parlait bien, avec des détails sur ses expériences, et il était pour moi difficile de me dire que la personne en face de moi, emmitouflée dans son *qurik* et qui aidait à faire à cuire la viande sur la grille du barbecue, avait vécu autant d'atrocités. Il avait été en prison, celle d'Amed[517]. Là-bas, il avait appris à écrire le kurde : *« ça m'a pris plusieurs mois. C'était difficile pour moi de comprendre les lettres. Mais je m'y suis mis, tous les jours, et maintenant je sais écrire le kurde. ».*

Le bourdonnement aigu des drones ne s'arrêta qu'après plusieurs heures.

Le drone, ou plus spécifiquement UAV (pour « Unmanned Aerial Vehicle »), possède la capacité de survoler une zone pendant plusieurs heures – maximum 27 heures pour le Bayraktar TB2, drone largement utilisé par l'État turc dans l'espace aérien du nord-est de la Syrie. Ces longues heures à suivre une cible potentielle offrent la possibilité à l'observateur d'analyser des schémas de vie qui permettraient de détecter des comportements suspects de la part de ceux·celles qui sont observé·e·s. Ceci confère à l'observateur une intimité voyeuriste sur le quotidien de l'observé·e, bien supérieure à d'autres types d'aéronefs[518]. Dès lors, les télétechnologies des drones créent une proximité visuelle univoque constante. Les

[517] La prison d'Amed (ou Diyarbakır en turc) est une prison connue pour les atrocités et tortures qui y ont été commises à partir du coup d'état de 1980 en Turquie. Les prisonniers·ères politiques du PKK et les marxistes-léninistes de la gauche turque y été emmené·e·s. L'inventivité de la cruauté qui y a été pratiquée reste aujourd'hui incrustée dans les mémoires, tout comme la résistance des survivant·e·s et des prisonniers·ères martyrisé·e·s, notamment après leur grève de la faim ou leur immolation. Une figure emblématique qui y a été enfermée est Sakîne Cansiz, une des fondatrices du PKK, assassinée à Paris en 2013 par les services secrets turcs.

[518] Gusterson H., « Towards an Anthropology of Drones », *Remaking Space, Time and Valor in Combat*, p. 191-206, *in* Evangelista M. & Shue H. (dir.) (2014), « The American Way of Bombing », *Changing Ethical and Legal Norms, from Flying Fortresses to Drones*, Cornell University Press.

observateurs peuvent suivre l'observé·e dans ces déplacements et gestes du quotidien, le·la regarder aller au travail, rentrer chez lui·elle, passer des moments en famille.

Le drone dans le nord-est de la Syrie donnait cette impression d'être à la merci du ciel. *« C'est cela, outre les morts et les blessés, les décombres, la colère et les deuils, l'effet d'une surveillance létale permanente : un enfermement psychique, dont le périmètre n'est plus défini par des grilles, des barrières ou des murs, mais par les cercles invisibles que tracent au-dessus des têtes les tournoiements sans fin de miradors volants »*[519]. Parfois, comme lorsque je résidais au village près de Kobanê, les drones étaient trahis par leur bruit singulier, celui d'un lointain bourdonnement provenant des hélices de l'appareil – le terme *drone* équivaut d'ailleurs à « faux bourdon » en français. Mais outre ce *« rappel constant de la mort imminente »*[520], selon les mots de David Rohde, journaliste kidnappé par les Talibans en 2008 et qui a fait l'expérience de la vie sous les drones étatsuniens, il était rare de pouvoir savoir si nous étions observé·e·s. Même si le ciel était dégagé, il fallait détenir les connaissances nécessaires pour reconnaitre un drone, un TB2 pouvant atteindre une altitude maximale de 8km. Il m'était ainsi arrivé d'en apercevoir un, mais de ne simplement pas être en capacité de l'identifier en tant que tel. En guise d'illustration, une nuit d'août 2021, un point lumineux dans le ciel attira mon attention. J'étais assis sur la terrasse d'une de mes familles d'accueil, dans un *bajarok* près de la frontière turco-syrienne. Nous étions comme d'habitude enseveli dans l'obscurité, cette famille ne comptant que sur l'électricité du *niẓām*[521] qui n'était distribuée qu'une à deux heures par jour – dans les jours de chance. Je buvais un *çaî*[522] à côté de la jeune fille de ma famille d'accueil quand j'aperçu une faible lumière se déplacer dans le ciel. Mon regard se fixa sur l'objet car il me semblait particulier. Je savais qu'il ne s'agissait pas d'un avion civil, les aéroplanes partant de l'aéroport de Qamîşlo ne survolant pas cette zone pour rejoindre les autres aéroports syriens. Le point lumineux ne disposait pas non plus de lumières clignotantes typiques des aéronefs civils. Je tapotai l'épaule de Rawda et lui demandai de quoi il s'agissait, mais elle n'avait pas l'air d'être plus intéressée que cela. Elle haussa simplement les épaules et me dit qu'il s'agissait sûrement d'un satellite, puis continua sa conversation sur Whatsapp avec ses ami·e·s. Mais l'objet semblait se déplacer bien trop rapidement que pour être un satellite. Je n'y prêtai pas plus attention, me disant qu'il s'agissait certainement d'un avion militaire quelconque. Étrangement, la présence du drone ne me vint pas à l'esprit, alors même qu'août 2021 fût une période particulièrement active pour la Turquie vis-à-vis de ces opérations

[519] Chamayou G., *op. cit.*, p. 68.
[520] Rohde D. & Mulvihill K. (2010), « A Rope and a Prayer », *A kidnapping from two sides*, Viking, *in* Gusterson H. (2019), « Drone Warfare in Waziristan and the New Military Humanism », Current Anthropology, vol. 60, n°19, p. 84, The University of Chicago Press Journals, https://www.journals.uchicago.edu/doi/full/10.1086/701022
[521] Pour rappel, l'administration étatique syrienne liée à Bachar al-Assad est appelée sur le terrain « le système ».
[522] Le thé.

aériennes sur les populations du nord-est de la Syrie. Il était tout simplement impossible pour moi de me dire que j'aurais pu apercevoir un drone. Je n'écrivis même pas ce souvenir dans mon carnet de terrain tellement cet évènement me paraissait insignifiant. Ce n'est que bien plus tard, alors que je lisais *The Drone Eats With Me*, le journal de bord du politologue et écrivain palestinien Atef Abu Saif, que je réalisai qu'il s'agissait certainement d'un drone cette nuit-là. Sa description détaillée correspondait effectivement à cette faible lumière qui avait attiré mon attention : *« Hier soir, j'en ai même vu un : il brillait dans le ciel de la nuit comme une étoile. Si tu ne sais pas quoi chercher, tu ne pourras pas le distinguer d'une étoile. J'ai scruté le ciel pendant environ dix minutes en marchant, à la recherche de tout ce qui bougeait. Il y a des étoiles et des avions là-haut, bien sûr. Mais un drone est différent, la seule lumière qu'il émet est réfléchie, il est donc plus difficile à voir qu'une étoile ou un avion. C'est comme un satellite, sauf qu'il est beaucoup plus proche du sol et se déplace donc plus vite. »*[523].

Je fus déboussolé de constater que les écrits relatifs aux expériences palestiniennes vis-à-vis des drones m'amènerait à repenser certains souvenirs dans le nord-est de la Syrie des années plus tard. Il était étrange de savoir a posteriori que nous avons pu être observé pendant des heures sans même le savoir. Généralement, des informations concernant la présence de drones au-dessus du nord-est de la Syrie étaient partagées au travers de groupes Whatsapp, certains réunissant spécifiquement des journalistes, d'autres étant plus ouverts et axés sur l'actualité et la vie de quartier. Ainsi, en décembre 2022, le père de ma famille d'accueil m'avait averti de rondes exercées par des drones au-dessus de Qamîşlo. La Turquie venait de viser un établissement des *asayîş* à Amûda et je m'étais empressé de contacter mes connaissances qui habitaient dans ladite ville.

> *Cahier de terrain, Décembre 2022.*
>
> Assis·e·s en tailleur dans le salon, nous zappions entre le journal télévisé local et les *soap opera* turcs. Alors que Xece, la mère de ma famille d'accueil, suivait les aventures de son émission préférée, Mûnir commençait déjà à piquer du nez. La sonnerie familière d'une notification reçue sur son téléphone le réveilla et il vérifia le message. C'est ainsi qu'il nous informa qu'après l'attaque – qui venait d'avoir lieu -, les drones n'étaient toujours pas partis et virevoltaient entre Amûda et Qamîşlo. *« Eeee, drona turka li ser me ne ! »* (« Eeee, les drones turcs sont sur nous ! ») dit la jeune fille de Mûnir et Xece.

[523] Abu Saif A., *op.cit.*, p. 57.

Ainsi, peu de signes trahissaient la présence de drones. L'effet de surprise de la frappe alimentait cette impression d'être pris en chasse dans *« la vulnérabilité d'un local hautement visible tandis que le tireur [pouvait] se retirer dans l'invisibilité du global »*[524]. Car depuis le sol, une fraction de seconde pouvait réduire à néant une vie, tandis que le tireur et son équipe auraient très bien pu effectuer plusieurs heures de suivi et de surveillance de la cible. Par le drone, l'opérateur et son équipe sont capables d'obtenir une vue du haut semblable à un « œil de Dieu », où toute possibilité de retourner le regard est rendue caduque. Les séquences provenant des caméras des drones sont de plus dépourvues de son, dépeignant ainsi *« un monde fantomatique où les figures ne semblent pas en vie, même avant qu'elles soient tuées »*[525]. Cette distribution des sens[526] - son d'un côté, vue de l'autre – est, en outre, mise en parallèle avec la difficulté de détecter la présence de drones à travers ceux-ci : généralement imperceptibles, leur bruit singulier est souvent rendu inaudible par les sons du quotidien dominés par les vrombissements des générateurs et des pompes à eau.



64. "Je suis là jusqu'à l'aube".

Cependant, il semble important de préciser que l'idée d'un regard du drone qui serait omniscient est caduque. En effet, identifier une cible se présente comme une opération complexe au vu que *« les individus paraissent plus souvent comme des points pixelisés […] rendant plus difficile la tâche de distinguer les combattants des civils, les adultes des enfants »*[527]. De plus, et par rapport au contexte spécifique du nord-est de la Syrie, même si la technologie militaire turque propre

[524] Gusterson H., *op. cit.*, *in* Evangelista M. & Shue H. (dir.) (2014), *op. cit.*, p. 199-200.
[525] Hussain N. (2013), « The Sound of Terror », *The phenomenology of a drone strike*, Boston Review, https://www.bostonreview.net/articles/hussain-drone-phenomenology/
[526] *Idem.*
[527] Graae A. I., *op. cit.*, p. 170.

aux drones croît de manière spectaculaire, les caméras du TB2 n'équivalent pas au système de captures vidéo Gorgon Stare développé par les USA. Une blague réalisée par une amie est dans ce sens assez révélatrice. Alors qu'elle me présentait son projet de créer un festival de musique qui rassemblerait différent·e·s artistes de la région, elle termina son discours en s'exclamant : *« et à l'entrée, des parapluies seront bien entendu distribués »*. J'éclatai de rire, car je savais qu'ouvrir un parapluie signifiait ruser face au drone en profitant de sa mauvaise vision. L'image d'un festival de musique où tout le monde se baladerait avec un parapluie était effectivement comique parce qu'absurde – les opérateurs de drones arriveraient à déceler ce « festival de parapluies » - mais révélait aussi que malgré la supériorité technologique de la Turquie incarnée dans le TB2, un simple parapluie pouvait parfois déjouer l'œil du drone et sauver des vies.

Comme l'indique Hugh Gusterson, l'analyse de l'usage des drones ne doit donc pas être portée exclusivement sur la technologie mais bien sur les protocoles de ciblage qui entourent celle-ci. En fait, les capacités optiques vont surtout permettre d'identifier les réseaux sociaux locaux et de catégoriser les conduites individuelles d'une population donnée. Ainsi, les expériences retenues au Waziristan démontrent que les États-Unis ont effectué en majorité des *signature strikes* sur les populations locales, c'est-à-dire des frappes où *« les individus ne sont pas ciblés parce qu'ils sont des individus identifiés sur une liste officielle de cibles, mais parce qu'ils exposent une apparence et un comportement qui est associé avec les insurgés »*[528]. L'administration Obama a légitimé son programme de drones armés en arguant au contraire que ce dernier se basait sur des *personality strikes*, soit des frappes qui cibleraient des individus spécifiques. Outre la morale douteuse d'une telle explication – il s'agirait tout de même d'assassinats extra-judiciaires -, la réalité du terrain se révèle être différente. Les *personality strikes* ont surtout permis de fortifier un discours autour du drone armé qui le présente comme une arme supérieure moralement car elle offrirait l'opportunité d'établir une distinction claire entre combattant et civil[529].

En réalité, la fuite d'informations survenue en 2014 concernant le système de surveillance contre-terroriste appliqué sous l'administration Obama a démontré que les responsables gouvernementaux ont été autorisés à *« « nominer » des individus -ou des « catégories » entières d'individus- sur les listes de surveillance sur base de ce qui est vaguement défini comme « information fragmentaire » »*[530]. Cette intimité univoque se base ainsi surtout sur les analyses de

[528] Klaidman D. (2012), « Kill or capture: the War on Terror and the soul of the American Presidency », New York, Houghton Mifflin Harcourt, *cited in* Gusterson H. (2019), *op. cit.*, p. 79.
[529] Afxentiou A., *op. cit.* ; Espinoza M., *op. cit.*
[530] Graae A. I. (2019), « The Cruel Drone : Imagining Drone Warfare in Art, Culture, and Politics », Syddansk Universitet, Institut for Kulturvidenskaber, p. 172, https://findresearcher.sdu.dk/ws/portalfiles/portal/173398195/Graae_PhD_Diss_The_Cruel_Drone.pdf

renseignements quant aux « modèles de vie » de la population observée, *« allant de la façon dont les cibles marchent et s'habillent aux personnes qu'elles rencontrent, où elles voyagent et même comment elles garent leur voiture »*[531]. Ainsi, durant le mandat d'Obama, l'appareil de sécurité américain organisait une téléconférence tous les mardis pour *« disserter sur les biographies de terroristes présumés et désigner au président ceux qui doivent être les prochaines à mourir »*[532] sur simple approbation orale du président.

Selon Zoha Nasser, les technologies visuelles des drones pourraient permettre d'imposer plus aisément des préjugés sur les actions des cibles et amènent donc à valider et renforcer un cadre moral sur le terrorisme[533]. Un exemple de ces propos peut être retrouvé dans l'attaque en Afghanistan d'un convoi de familles par un drone américain le 21 février 2010. Alors que les familles s'étaient arrêtées pour prier, ceci fût interprété par les opérateurs américains comme un signe d'appartenance aux Talibans. Cette attaque causera la mort d'une douzaine d'enfants. En d'autres mots, *« le processus consistant à surveiller des musulmans à l'autre bout du monde, afin de décider s'ils doivent être exécutés depuis le ciel, est un processus qui mobilise soupçons et stéréotypes »*[534]. Les propos d'Espinoza rentrent aussi dans cet ordre d'idées : *« il est évident que les pratiques de surveillance sont profondément biaisées par une attitude orientaliste, les opérateurs de drones intériorisant les stéréotypes culturels d'une manière qui alimente l'agressivité et s'appuient sur des filtres idéologiques, ou des manières de voir, qui s'alignent sur des catégories racistes. »*[535]

Ainsi, il était arrivé que mon ami Aras me demande de changer mon pantalon cargo pour un jeans simple, le premier pouvant rappeler l'esthétique de la Jeunesse Révolutionnaire (Ciwanên Şoreşger), le mouvement des jeunes *apoji*. *« Tu veux vraiment nous faire tuer »* m'avait-il dit, levant les yeux au ciel comme pour implorer ce qui me restait de raison. Pourtant, nous ne comptions pas nous rendre près d'une quelconque ligne de front : nous souhaitions simplement nous rendre à pied au *sûk* de la ville. À l'instar de mon ami qui m'avait ordonné de retirer mon *šmāg* autour du cou près de la frontière avec le Bakur, ce pantalon relevait d'une esthétique symbolique que'Aras savait qu'elle pouvait être perçue comme une menace quelle que soit l'activité en cours. Sauf qu'avec le drone, il ne s'agit plus d'une proximité géographique avec une zone ou élément considéré comme dangereux. Il n'est plus question de ne pas emprunter

---

[531] *Idem*, p. 120.
[532] Becker J. & Shane S. (2012), « Secret "Kill List" Proves a Test of Obama's Principles and Will », New York Times*, cité par* Chamayou G. (2013), « Théorie du drone », La Fabrique, p. 69.
[533] Naser Z. (2023), « Death From the Skies », The Role of Visual Technology in Drone Politics, Research Centre in International Relations, https://kclrcir.org/2023/09/15/death-from-the-skies-the-role-of-visual-technology-in-drone-politics/
[534] Gusterson H., *op. cit.*, p. 79.
[535] Espinoza M., *op. cit.*, p. 381.

une route donnée, ou d'éviter les regroupements dans l'espace public – comme mon amie Hevî qui fût témoin d'une explosion de l'État Islamique durant les fêtes de fin d'année. La vie sous les drones implique de s'invisibiliser, notamment par le camouflage - en changeant de vêtement par exemple.

Une autre illustration de ces techniques de camouflage s'incarne dans les yeux inquiets d'un de mes pères d'accueil, qui, alors qu'une énième frappe faisait la une des journaux télévisés locaux, m'avait conseillé « de ne pas aller dans les voitures des *heval* ». Ce qui transparaissait dans ses propos était que rouler avec certaines marques ou modèles de voiture – notamment des pick-up – réduisaient les chances de survie – certaines marques et modèles étant plus souvent utilisés chez les *heval*. Pour lui, je pouvais emprunter le même chemin au même moment mais avec une différente voiture, que j'attirais moins l'attention des opérateurs de drones. Ces techniques de camouflage, de réduction de risques considérés comme inutiles – je peux aisément changer de pantalon ou emprunter une autre voiture -, montre que les populations du nord-est de la Syrie conscientisent de manière constante leur mise sous surveillance. Il s'agit de techniques de réduction de risques basées sur la compréhension des interprétations qui pourraient être réalisées par les opérateurs de drones turcs.

Il est à préciser que, même si les populations conscientisent cette surveillance constante et le fait que leurs actions, déplacements et apparence puissent être un élément déterminant dans la décision d'une frappe à leur encontre, elles savent aussi que les drones ne sont pas constamment au-dessus d'elles. Le problème, comme vu précédemment, réside dans le fait qu'il est difficile d'identifier la présence d'un drone. Ce sentiment de surveillance constante se construit en conséquence dans la quasi-impossibilité de savoir dans le quotidien la présence effective d'un drone.

La conscientisation d'être surveillé – avec souvent l'impossibilité dans le nord-est de la Syrie d'attester de la présence d'un drone et donc d'une surveillance effective -, ainsi que le bricolage de moyens pour créer des formes de sécurité face au drone est décrit dans le journal intime d'Atef Abu Saif lors des attaques israéliennes sanglantes sur la bande de Gaza en 2014. En effet, au 7ème jour de la guerre, Atef Abu Saif note : *« les gens font tout pour se sentir plus sécures, n'importe quoi qui pourrait renforcer leur monde un peu plus longtemps avant l'effondrement inévitable. Nos destinées sont toutes dans les mains d'un opérateur de drone dans une base militaire quelque part juste après la frontière israélienne. […] Il appuie sur un bouton et pourrait détruire une rue entière. Il pourrait décider d'arrêter la vie de quelqu'un marchant sur le trottoir […] »*[536]. Un autre moment significatif détaillé par

[536] Abu Saif A. (2014), « The Drone Eats with Me », *A Gaza Diary*, Beacon Press, Boston, Massachusetts, p. 32.

Abu Saif survint lorsque, après avoir identifié plusieurs drones dans le ciel, il hésite au sujet du comportement à adopter afin d'attirer le moins possible l'attention des opérateurs. Marchant d'abord d'un mur de maison à l'autre, il décide ensuite de marcher au milieu de la route afin d'être le plus visible possible. Marcher le long des murs pourrait effectivement être interprété par les opérateurs comme une démarche suspecte : *« Il me vient à l'esprit que marcher de manière erratique comme ça, d'un côté à l'autre, peut attirer l'attention de l'opérateur du drone. Il pourrait soupçonner que j'essaie d'éviter d'être vu, que j'ai quelque chose à cacher. Il vaut mieux être évident, je me rends compte, alors j'opte pour mon ancienne tactique et marche droit au milieu de la rue. De cette façon, l'opérateur du drone me voit parfaitement clairement ; il sait que je n'ai rien à cacher. »*[537]. Dans le nord-est de la Syrie, outre les techniques de camouflage, certains conseils pour semer le drone m'avaient parfois été prodigués. Ainsi, selon quelques ami·e·s, rouler au-dessus d'une certaine vitesse réduirait fortement les chances d'être touché. Il me semble peu probable que la vitesse d'une voiture sur les routes du Rojava puissent semer un drone TB2 et ses missiles à guidage laser MAM-C et MAM-L qui disposent respectivement d'une portée de 8 et 15 km. Néanmoins, je suppose qu'il s'agit ici, encore une fois, d'une tentative de réduction des risques. Vivre sous les drones m'avait amené à construire un sentiment de sécurité à travers de nouvelles manières de concevoir l'espace. Le ciel était définitivement l'ennemi et la pluie ou la neige signifiait désormais l'absence de danger. En effet, des phénomènes météorologiques tels que de fortes pluies ou de la neige impactent l'autonomie du drone, ses canaux de communication et sa visibilité, entachant grandement sa fiabilité. Même si les journées enneigées ou de fortes pluies ne sont pas récurrentes dans le nord-est de la Syrie, elles offrent tout de même un moment de répit. D'ailleurs, lors de mon arrivée en 2019 dans la région, je n'avais pas compris la seconde (ou première ?) fonction des toits en tôles qui couvraient les rues de certains centres-villes. Se protéger du soleil, dans un pays où les chaleurs atteignent parfois les 50 degrés, me semblait, au départ, l'unique raison de couvrir des rues entières par ce type de structures. Ce n'est que bien plus tard que je regardai sous un nouvel œil ceux-ci : sous eux, impossible de nous voir.

Ces techniques – que ce soit changer de vêtement, rouler vite, construire des toits - permettent de créer une forme de contrôle sur le caractère aléatoire inhérent à ces frappes. Car il suffit toujours d'être au mauvais endroit au mauvais moment pour être victime d'attaques aux drones – souvenons-nous de l'oncle d'Amîna qui est tombé martyr en s'arrêtant au café Arî. Comme Abu Saif l'explique lors de l'offensive israélienne sur Gaza, *« je sais dans mon cœur que je vis par hasard et que, quand je mourrai, ce sera aussi par hasard »*[538]. Il faut comprendre que selon les lois de

[537] *Idem*, p. 227.
[538] *Idem*, p. 35.

la guerre, les civils peuvent être tués du moment que le nombre de morts civils soit proportionnel à l'importance de la cible militaire[539]. Ainsi, *« s'ils sont considérés comme des cibles appropriées, l'endurance prolongée d'un drone dans les airs permet aux opérateurs de drones de différer une frappe jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de – ou du moins, juste quelques – civils à proximité et de consulter des avocats militaires qui peuvent décider si des pertes civiles probables seraient jugées « proportionnées », et donc acceptable, dans le cadre des lois de la guerre »*[540]. Concernant les frappes de drones américaines au Waziristan, les experts en contre insurrection David Kilcullen et Andrew Exum ont estimé en 2009 que les États-Unis ont tué 50 civils pour un « jihadiste »[541].

Il peut être supposé au vu des données du terrain que la Turquie utilise ces règles internationales qui ont pour elle un intérêt politique à part entière : cristalliser sa souveraineté sur les populations du nord-est de la Syrie par le contrôle de l'espace aérien. Le caractère « aléatoire » provient de l'hétérogénéité des raisons de la frappe – être au mauvais moment au mauvais endroit, détenir un certain statut social, pratiquer une activité politique ou militaire, venir sauver un ami, porter le mauvais pantalon sont autant de motifs pour devenir une cible. L'État turc vise des personnes perçues comme terroristes, généralement en fonction de leur activité militaire, ou de leur implication dans les affaires politiques et sociales de la région, ou encore de leur reconnaissance sociale.

Concrètement, puisque d'un côté ses attaques entrainent de nombreuses « pertes collatérales », et puisque d'un autre côté chaque personne est de près ou de loin liée aux structures politiques et sociales du nord-est de la Syrie, toute personne devient potentiellement une cible. Il a été développé que la distinction entre *signature* et *personality strikes* est surtout de l'ordre du mythe et détenait pour objectif la légitimation des programmes de drones armés contre des populations civiles. Relégué sous la coupelle de l'anti-terrorisme, toute la population devient suspecte, et ceci brouille indéniablement la distinction entre combattants et non-combattants. Comme il a été développé ultérieurement, le drone armé s'inscrit dans une logique raciste. L'histoire du drone armé est liée à la volonté de policer des populations colonisées en produisant la terreur sur celles-ci. Dans le processus de colonisation, l'histoire de la stratégie aérienne militaire montre que la distinction entre civil et militaire fût constamment ignorée[542].

---

[539] Dans le droit humanitaire international, il s'agit du principe dit de proportionnalité, qui stipule que les civils ne peuvent être intentionnellement visés mais que des pertes civiles sont autorisées si elles sont proportionnelles à l'avantage militaire engrangé par l'opération effectuée.
[540] Gusterson H., *op. cit.*, p. 78.
[541] Gusterson H., *op. cit.*, *in* Evangelista M. & Shue H. (dir.), *op. cit.*
[542] Afxentiou A., *op. cit.*

De fait, dans le nord-est de la Syrie, une simple implication dans la commune de son quartier devient une raison pour être considéré comme terroriste. Le 23 juin 2020, la Turquie a visé trois femmes du Kongreya Star, organisation parapluie qui coordonne les différentes structures politiques, sociales, médiatiques et économiques relatives aux femmes. Zehra Berkel, Hebûn Mele Xelîl et Amina Waysî tombèrent *şehîd*. Nous pouvons dès lors nous poser la question : jusqu'à quel niveau d'implication au sein d'une structure civile une personne peut-elle se dédier avant d'être considéré comme un danger pour la sécurité interne turque ? Quelle était la probabilité qu'une quatrième personne n'ait pas été dans la même pièce qu'elles, et soit donc elle aussi visée ? Est-ce que se rendre au sein des structures des femmes pour demander leurs services est considérée par la Turquie comme une forme d'engagement envers le PKK ? Est-ce qu'une personne qui, par exemple, se boit un café régulièrement à la *mala jin*[543] de son quartier, a autant de chances de se faire tuer, que la *serok*[544] de la *mala jin* ? Est-ce que les opérateurs de drones prendraient le temps de se renseigner sur qui rentre, qui sort, et feraient la différence avec qui y travaille ; et même si c'est le cas, quel est le niveau d'implication autorisé ?

Tout le monde devient une cible potentielle, et un simple signe (vêtement, relations, activités, déplacements, …) peut élever les soupçons sur soi. Dans le nord-est de la Syrie, l'utilisation du drone armé par l'État turc se rapporte à la déshumanisation par la Turquie des Kurdes et des militant·e·s du PKK d'un côté, des personnes impliquées dans l'administration autonome d'autre part. La distinction entre civil et militaire est rendue caduque puisqu'absolument tout rentre sous la coupelle du terrorisme. Un exemple concret réside dans la destruction systématique des infrastructures civiles du nord-est de la Syrie. En effet, les frappes aériennes sur les silos à grains, les centrales électriques, les usines de briques, de glace, les boulangeries populaires, les centres médicaux (notamment spécifiques à la vaccination du COVID-19) furent régulières durant mes années de terrain. La destruction des infrastructures vise à couper au sujet colonisé toute possibilité de subsistance et de créer des possibilités pour briser le rapport de domination[545]. Cette stratégie, utilisée notamment par les USA lors de l'invasion de l'Irak, permet de détruire *« non seulement l'infrastructure physique, mais aussi l'infrastructure humaine de l'État, les forces occupantes ayant délibérément démantelé sa bureaucratie et son armée afin de s'assurer que le régime précédent ne puisse pas se reconstituer. »*[546]

[543] (kur.) Maison des femmes.
[544] (kur.) Responsable.
[545] *Idem*.
[546] Kelly M. G. E., *op. cit.*, p. 76.

Ainsi, la mise en place de la terreur se base sur des *signature strikes* ; néanmoins, comme analysé précédemment, la Turquie vise en parallèle des personnes dont leur mort pourrait déstabiliser le nord-est de la Syrie. En d'autres termes, le meurtre des personnes-clés du secteur politique et militaire du nord-est de la Syrie relève d'une importance stratégique pour la Turquie. Elle permet effectivement d'ébranler l'administration autonome en alimentant les menaces internes et en affaiblissant les chaines de commandement.

Cahier de terrain, Janvier 2023.

Rojhat et moi nous asseyons sur les chaises qui nous sont offertes. Nous avions décidé d'écrire un article ensemble sur la situation sécuritaire relative à l'État Islamique dans le nord-est de la Syrie, car la Turquie a ce mois dernier [octobre 2023] effectué une série de frappes sur les infrastructures civiles (usines à glace, usines à briques, cliniques, réservoirs de blé, centrales électriques, …) mais aussi sur des *noqta* importants tels que ceux s'occupant de la sécurité du camp d'al-Hol[547]. Nous ne savions pas bien vers qui nous tourner afin de pouvoir disposer des chiffres exacts utiles pour la rédaction de l'article, alors nous sommes directement passés rendre visite à l'office qui coordonne les prisons du nord-est de la Syrie.

Alors que nous attendions près du bureau du secrétaire, une personne rentre et nous propose un autre thé. Il se présente sous le nom de Dilxwaz. Rojhat et lui se connaissent via un ami en commun. La conversation débute de manière légère. Il se marie dans une semaine et nous lui adressons nos félicitations. *« Sinon, comment va votre* rêveberî[548] *? »* demande Rojhat. Dilxwaz le regarde de manière étonnée. *« Vous n'êtes pas au courant ? »* répond-il. Nous faisons signe que non de manière gênée. *« Les deux* hevserok *de l'administration relative aux prisons sont tombé·e·s* şehîd *».* Je sens l'anxiété transparaitre chez *heval* Rojhat : *«* hevala *Hozan ? »* dit-il. *« Non,* hevala *Hozan ne s'occupe plus de la gestion des prisons. De nouveaux* hevserok *ont été élu·e·s, il et elle a pris fonction à peine deux mois avant de tomber* şehîd *»* clarifie Dilxwaz. Je demande comment les *hevserok* sont tombé·e·s *şehîd*, même si je connais déjà la réponse. *« Il y a eu une frappe de drones sur leur voiture alors qu'il et elle était en route vers Derîk »* confirme-t-il. Seulement deux mois après leur prise de fonction.

[547] Pour rappel, le camp d'al-Hol est un camp situé dans la région de Cezîre. La majorité des personnes qui y résident sont des femmes liées à l'organisation de l'État Islamique accompagnées de leurs enfants.
[548] « Administration » en *kurmancî.*

> Les responsables de tout le système pénitencier du nord-est de la Syrie. Je reste bouche bée. Rojhat quant à lui pousse un long soupir.

Comme vu précédemment, la Turquie s'attaque à des personnes qui disposent d'une forte valeur symbolique pour les populations locales, que ce soit par leur reconnaissance sociale (Yûsef Gulo par exemple), par leurs activités culturelles (le poète kurde Ferhad Merdê), ou parce qu'il s'agit de femmes révolutionnaires (les commandantes qui ont été tuées juste après avoir réalisé une conférence sur le rôle des femmes dans la révolution), mais aussi parce qu'il s'agit de jeunes (le bombardement du match de volley-ball dans un centre des Nations-Unies). L'objectif de ces exécutions extra-judiciaires, qui est d'atteindre le tissu social du nord-est syrien, se base aussi sur le meurtre de civils qui, par leur mort, pourraient représenter l'incapacité des populations du nord-est de la Syrie à pouvoir correctement se protéger. Rappelons-nous du récit de la survivante des bombardements de Taqil Baqil qui a vu ses ami·e·s brûlé·e·s alors que leur but initial était de venir en secours des blessé·e·s. Le récit d'un ami est, à cet effet, tout à fait éloquent :

> *Message écrit de Delu, avril 2024.*
>
> Mon cousin a été martyrisé par une attaque de drone alors qu'il voyageait à Kobanê avec deux amis [travaillant au sein] des Forces Démocratiques Syriennes [FDS]. [Ils souhaitaient] effectuer des examens médicaux [car] l'un d'eux avait été blessé antérieurement. Un drone les a touchés près de l'entrée de Kobanê et ils furent blessés par l'attaque. Plusieurs personnes ont essayé de leur venir en aide mais ils ont dû s'enfuir car le drone a réattaqué. Leurs corps morts ont été brûlés au sein de la voiture. L'attaque a été réalisée le 23 octobre 2021. Il est parti et a laissé sa famille qui a avait préalablement subi la perte de son frère jumeau. Ce dernier a été martyrisé par un sniper de l'État Islamique à Manbij le 20 juillet 2016.
> Leur père était aussi un membre des FDS et il est mort d'une crise cardiaque en visitant la tombe de ses fils.
> Maintenant 3 frères sont encore dans les FDS. La famille était composée de la maman, du papa, des 3 filles et des 7 fils.

D'une première frappe s'en est suivie une deuxième, permettant à l'état turc non seulement de tuer les « terroristes » présumés mais aussi de les annihiler physiquement au point de brûler leurs corps. Si les personnes qui étaient venues en aide étaient restées, certainement qu'elles auraient été elles aussi touchées, tout comme Dayika Hogir fut brûlée à Taqil Baqil. Il s'agit ici

de la technique du *double-tap*, aussi utilisée par les États-Unis et l'État sioniste, qui consiste à effectuer une seconde frappe alors que civils et corps médical se regroupent pour assister les survivant·e·s. Cette tactique est spécifiquement conçue pour être terrorisante[549].

L'idée pour la Turquie est de démontrer sa puissance en anéantissant toute possibilité de s'en sortir – possibilité incarnée dans l'aide aux blessé·e·s. La Turquie se base ici sur une violence symbolique extrême, qui est celle de couper toute possibilité d'échapper à la décision de sa mort et de ne pas pouvoir être en mesure de protéger quelqu'un dont la mort a été décidée. Comme il peut être constater au travers de ce récit, ceci est d'autant plus douloureux pour des populations qui ont déjà subi de lourdes pertes avec cette dizaine d'années de guerres.

[549] Espinoza M., *op. cit.*

5.3. La création d'un mythe national

Je pense que dans le nord-est de la Syrie, le drone renforce des relations de pouvoir déjà existantes entre la Turquie et l'Administration autonome en sapant pour les populations locales la possibilité de se défendre. Car il n'est plus ici question de combattre, mais d'être pris en chasse. L'irréductibilité du drone se construit au travers de *« l'impuissance qu'engendre l'inévitabilité d'une mort administrée par une source que l'on ne peut combattre »*[550]. Il arrivait ainsi d'être surpris à l'annonce d'une nouvelle frappe, car nous réalisions que nous venions de l'éviter de justesse. Malgré toutes les précautions, c'était avant tout la chance qui primait face aux drones.

Cahier de terrain, février 2023.

Nous nous étions arrêtés, *heval* Aras et moi, à la *mala gazî*[551] près de Derîk. *Hevala* Jiyan, une jeune *gaza*, nous avait accueilli avec un large sourire et nous avait installés dans une grande salle où était disposé en hauteur une petite télévision. Elle ne devait pas avoir 25 ans et était en chaise roulante. Elle adorait lire et, alors qu'elle nous expliquait ses dernières trouvailles littéraires dans le secteur de la philosophie, l'écran de télévision capta mon attention ; ou plutôt, la bande rouge où *lezgîn* (« urgent ») était marqué en gras me sauta aux yeux. Les images d'une voiture déchiquetée par un drone étaient diffusées, et une bande défilait rapidement avec des mots que tout le monde ici connaissait par cœur : *« drona turka »* (« drone turc »), *« kesên birîndar bûn »* (« des personnes ont été blessées »), *« kesekî jiyanê xwe ji dest da »* (« une personne a perdu la vie »). Alors que les informations sur le sort du chauffeur et des personnes qui l'accompagnaient défilaient, je reconnu soudainement l'endroit de la frappe : c'était la route que nous venions d'emprunter une demi-heure plus tôt. Il semblerait qu'Aras eu

[550] Dunlap C. J. (2007), « Air-Minded Considerations for Joint Counterinsurgency Doctrine », Air & Space Power Journal, p. 65, *in* Chamayou G. (2013), *op. cit.*, p. 94.

[551] *Mal* : maison en *kurmancî*. *Gazî* ou *ġāzī* (ar.) : Titre honorifique islamique décerné pour un champion musulman. Désignant originellement des combattants, il évoluera pour être décernés aux dirigeants d'empires musulmans. À partir du 15ème siècle, les chroniqueurs ottomans vont utiliser ce terme en tant que titre honorifique pour désigner les combattants de la guerre sainte contre les chrétiens. Ceux-ci percevaient effectivement le début de l'Empire Ottoman comme une bataille contre le christianisme. Néanmoins, dans le récit narratif le plus ancien existant sur la dynastie ottomane, *gaza* est employé pour décrire des guerres contre des princes musulmans turcomans. De plus, certaines guerres décrites comme *gaza* confrontaient des chrétiens et turcomans avec d'autres populations musulmanes. Enfin, des Sultans proches des populations chrétiennes pouvaient être considérées comme *gazî*. Le *gazî* en tant que guerrier saint est donc une construction a posteriori des chroniqueurs de l'époque. Au 20ème siècle, l'État turc donnera le titre de *gazi* aux vétérans pour désigner spécifiquement à partir de 1999 les anciens combattants handicapés suite à la guerre contre le PKK. Dans le nord-est de la Syrie, le terme *gazî* désigne les vétérans handicapés (mais pas spécifiquement blessés lors des combats contre la Turquie). Par le sacrifice donné, ils·elles sont considéré·e·s comme des héro·ïne·s. Açıksöz S. C. (2014), « Ghazis and Beggars », *The Double Life of Turkish Disabled Veterans*, Ethnologie Française, vol. 44, n°2, p. 247-255, https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2014-2-page-247.htm ; Baer M. D. *op. cit.*

une réaction de surprise similaire à la mienne car il s'exclama, les yeux rivés vers l'écran et abordant un air grave : *« mais c'est où on vient de passer ! »*.

À mes yeux, ces frappes pouvaient presque s'apparenter à un jugement divin, par la capacité du drone à voir sans être vu, à employer la symbolique du plus haut et surtout à négocier l'incertitude de la vie ou de la mort. D'ailleurs, comme le souligne Andreas Immanuel Graae, les imaginaires autour du drone sont nourris par des métaphores qui concernent le divin, notamment au travers de la conception chrétienne de Dieu ou de la mythologie nordique et grecque[552]. Le discours militaire autour des drones est effectivement fortement imprégné des imaginaires propres à différentes mythologies : le célèbre drone étatsunien Reaper (« Faucheuse » en français) est assorti de ses missiles Hellfire (« feu de l'enfer ») et pourvu du système de capture vidéo Gorgon Stare (« le regard de la Gorgone ») ; le drone iranien Ababil fait directement référence à des créatures ailées provenant de la mythologie islamique ; tandis que le drone turc de la compagnie Turkish Aerospace Industries, appelé Anka, signifie « phénix » en turc, oiseau mythologique présent entre autres dans la littérature perse et turcique. L'attribution de ce type de noms pourrait être une manière de conférer au drone des pouvoirs métaphysiques et théologiques[553] ; cependant, ces dénominations ne sont pas cantonnées aux UAV. Pour exemple, la station téléopéré israélienne Samson se réfère elle aussi à une figure biblique[554], tout comme la roquette américaine Holy Moses (« Saint Moïse ») utilisée durant la seconde guerre mondiale. Les appellations relatives aux drones ont cependant tendance à employer la symbolique du plus haut et de la vue, s'enracinant dans *« l'histoire occidentale de la science, du militarisme, du capitalisme, du colonialisme et de la suprématie masculine [qui] a aiguisé l'imagination d'un mode de vision absolu, perfectionné et désincarné, structuré par des fantasmes de pouvoir et de connaissance conçus à partir d'une position divine »*[555].

Les appellations propres aux drones armés turcs possèdent de nombreuses références au nationalisme turc ainsi qu'au panturquisme - que ce soit au travers de l'histoire ottomane et seldjoukide, ou des mythes qui lui sont rattachés. Un premier exemple réside dans le drone Bayraktar Tactical Block 1 (TB1). Celui-ci fût construit par la compagnie aéronautique Baykar, contraction de « Bayraktar Kardeşler » (« les frères Bayraktar » en turc), société créée en 1984

[552] Graae A. I., *op. cit.*
[553] Graae A. I., *op. cit.*
[554] La terminologie militaire hébraïque est d'ailleurs imprégnée d'un vocabulaire biblique réadapté. Voir à ce sujet Shafrir A. (2015), « Biblical names for military weapons in modern hebrew », Redifining community in intercultural context, Vol. 4, N°1, « Henri Coandă » Air Force Academy, p. 353-358, https://www.afahc.ro/ro/rcic/2015/rcic%2715/IEL/Shafrir.pdf
[555] Graae A. I., *op. cit.*, p. 128.

par la famille Bayraktar. De manière fortuite, le mot *bayraktar* signifie « porte-drapeau » en turc. Le Bayraktar Çaldıran, plus connu internationalement sous le nom de Bayraktar TB1, semble être un clin d'œil à la bataille de Çaldıran, évènement qui opposa l'Empire ottoman à l'Empire perse en 1514. Il s'agissait, à cette époque, d'une période de consolidation des différences entre sunnisme et chiisme ; de plus, le sultan ottoman Sélim Ier redoutait des révoltes alimentées par la dynastie Séfévide en Anatolie. Après avoir administré une série de mesures dans l'objectif de couper les routes économiques aux Séfévides, Sélim Ier avança jusqu'à Tabriz, point central des routes de la soie et capitale de la dynastie perse. La bataille majeure qui signera la victoire des Ottomans se déroulera dans la ville de Çaldıran, dans l'actuel Azerbaidjan occidental en Iran[556].



65. Bayraktar TB1 ou Çaldıran. Source : AviaDejaVu

Le Bayraktar Akıncı s'avère aussi être un clin d'œil à l'histoire ottomane, les *akıncı* désignant une cavalerie légère de l'Empire aux méthodes d'organisation et tactiques militaires spécifiques. Le terme *akıncı* est dérivé du verbe turc *akmak*, « couler », terme qui se réfère à des troupes capables de se confronter à leurs opposants tel un *« torrent inarrêtable »*[557]. En effet, les *akıncı* se présentaient comme des unités très mobiles, les soldats étant peu chargés et connus pour leur élevage de chevaux particulièrement robustes. Les descriptions des raids mettent en évidence la rapidité des attaques et leur effet de surprise. L'âge d'or des *akıncı* s'étale du règne de Murad I (1362-1389) jusqu'à celui de Süleyman le Magnifique (1520-1566)[558].

Les *akıncı* sont surtout représentés au sein de la littérature scientifique comme des unités placées en avant-garde des forces régulières de l'Empire, ceci afin de disperser les populations

[556] Baer M. D., *op. cit.*
[557] Kiprovska M. & Schmitt O. J. (2022), « Ottoman Raiders (*Akıncı*s) as a Driving Force of Early Ottoman Conquest of the Balkans and the Slavery-Based Economy », Journal of the Economic and Social History of the Orient, n°65, p. 515.
[558] *Idem.*

locales, surprendre l'ennemi et le rendre incapable de prévenir la prochaine attaque[559]. Néanmoins, selon Schmitt et Kiprovska, il s'agit d'une approche structuraliste qui dénigre le rôle central des *akıncı* dans l'expansion territoriale ottomane vers les Balkans. Ces derniers, commandés par les *üç beyi*, les seigneurs situés aux frontières de l'Empire, reflètent la multiplicité des acteurs résidant au côté du sultan et contredit de ce fait *« l'image d'un système homogène du pouvoir sultanique »*[560].

Les *akıncı* s'intégraient dans une vaste logique d'assimilation progressive des territoires conquis. Un des objectifs premiers des raids résidait dans l'accaparation d'esclaves. Ces raids incessants pouvaient s'étendre sur une période de 80 à 130 ans en fonction des endroits. Ce n'est qu'après l'affaiblissement démographique des populations locales que les territoires étaient incorporés dans l'administration ottomane au travers de l'application des taxes et ainsi du contrôle fiscal sur les personnes et ressources. Les *akıncı* étaient dès lors le premier chainon de la traite ottomane des esclaves, et celle-ci se présentait comme la raison principale de ses raids. L'appel à effectuer ces campagnes provenait directement du Sultan, mais les *akıncı* combattaient sous le commandement des *üç beyi* qui disposaient de châteaux et forteresses aux bords de l'Empire. Les *akıncı* obtenaient les esclaves qu'ils avaient eux-mêmes emprisonnés et les *üç beyi* étaient récompensés d'une partie, tandis que le sultan avait prérogative sur les adolescents. Il est intéressant de constater que sous Bayezid II (1481-1512), les raids étaient catégorisés en fonction de leurs liens avec les *üç beyi* et donc l'Empereur. Ainsi, si une campagne était commanditée personnellement par un seigneur, il s'agissait d'une *akın*. Si celle-ci était mise en application par un proxy d'un *üc beyi* qui était à la tête de plus d'une centaine d'hommes, elle était désignée par le terme *haramilik*. Par contre, si l'escouade était plus petite – moins d'une centaine d'hommes - et n'était pas directement commandée par un *üç beyi*, les unités étaient considérées comme des *çete*.

Il est à préciser que certains *üç beyi* ont exprimés des réticences à partager leurs butins envers l'administration centrale, mais ceux-ci devaient évidemment s'attendre à des punitions ordonnées par l'Empereur[561].

Enfin, même si les personnalités politiques ottomanes de l'époque présentaient ces raids comme inscrites dans une guerre religieuse islamique et que la majorité des *akıncı* étaient musulmans, la cavalerie était assez diversifiée en termes religieux et sociaux. En Bosnie par

[559] Goodwin G. (2006), « The Janissaries », Saqi Books.
[560] Kiprovska M. & Schmitt O. J., *op. cit.*, p. 500.
[561] *Idem*, p. 497-582.

exemple, la cavalerie était composée d'une part de musulmans et de chrétiens, d'autre part de paysans et de bergers[562].

Il peut être supposé que nommer un drone par le terme d'*akıncı* ne se réfère pas à toutes les facettes historiques de cette cavalerie. Même s'ils ont participé activement à de vastes campagnes militaires sous contrôle direct du sultan, les *akıncı* ont surtout agit, au cours de leur histoire, sous l'ombrelle des *üç beyi*. Ceux-ci possédaient une relative indépendance politique ancrée dans leur position avantageuse vis-à-vis de la traite des esclaves. En conséquence, il semble peu probable que ces spécificités relatives à la chaine de commande, ou leur rôle dans le marché des esclaves, soit la raison de nommer *akıncı* un drone utilisé aujourd'hui au sein de l'armée de l'air turque. Ce sont plutôt les caractéristiques militaires de la cavalerie ainsi que l'image qu'elle renvoie qui semble aujourd'hui importante. Ainsi, les *akıncı* étaient surtout connus au travers de la guerre informelle qu'ils pratiquaient le long des frontières de l'Empire. Les *akıncı* semaient la panique en propageant de fausses rumeurs et en comptant sur leurs effets de surprise. Ils effectuaient ainsi une véritable guerre psychologique sur les populations des régions visées par les rapts et la destruction des infrastructures économiques. En effet, les *akıncı* pouvaient effectuer des massacres de masse, comme ce fût le cas à Čepin en 1441, et ce pour des raisons politiques ou militaires[563]. L'examen des blessures *perimortem* des dépouilles à Čepin ont effectivement montré que les jeunes adultes, normalement prisés pour l'économie de l'esclavage, furent spécifiquement visés. L'analyse des profils démographiques des corps suggère notamment que les femmes furent torturées ; tandis que les blessures de leurs homologues masculins laissent supposer que l'objectif des attaquants était leur mort directe. Une hypothèse avancée par les auteur·e·s est que le massacre de Čepin ait pu être effectué par vengeance vis-à-vis des difficultés que l'Empire ottoman rencontrait en Serbie et Bulgarie durant cette période. Une hypothèse plus vraisemblable, aussi avancée par les auteur·e·s, est qu'un tel massacre aurait servi à semer la terreur au sein des populations environnantes et ainsi les inciter à l'exil, laissant le libre passage vers Osijek, point stratégique pour de futures expéditions vers Budapest et Vienne[564].

[562] *Idem.*
[563] Bedić Ž. & Novak M. & Šlaus M. & Vyroubal V. (2009), « The Harsh Life on the 15th Century Croatia-Ottoman Empire Military Border: Analyzing and Identifying the Reasons for the Massacre in Cepin », American Journal of Physical Anthropology, n°141, vol. 3, p. 358-372.
[564] *Idem.*



66. L' akıncı possède une forme caractéristique en hirondelle. Source : DR.

Il peut donc être envisagé que la dénomination du drone renvoie surtout aux spécificités militaires des *akıncı*, soit la furtivité et la rapidité, tout comme les valeurs et images renvoyées par les descriptions de l'époque, soit la bravoure et l'application de la terreur. Surtout, j'émets l'hypothèse que le rôle des *akıncı* dans les conquêtes territoriales de l'Empire ottoman, en tant que premier chainon du processus d'incorporation des territoires envahis au sein de l'administration centrale, est aussi une des raisons du choix d'une telle dénomination ; car elle représente l'expansion territoriale de l'Empire - même si, comme vu précédemment, les *akıncı* disposaient d'un rôle plus complexe qu'une simple avant-garde.



67. Caricature de Selçuk Bayraktar chevauchant un drone Akıncı. Selçuk porte un börk, la coiffe traditionnelle des Janissaires, un ordre de l'élite militaire ottomane.

Après les Bayraktar Çaldıran et Akıncı, un troisième exemple peut être analysé au travers du drone de combat Kızılelma. Présenté au public en 2022, le Kızılelma est un drone furtif HALE (High Altitude Long Endurance) à turboréacteurs. Son nom, « pomme rouge », se réfère à la conquête de Constantinople par Mehmed II en 1453 et se dresse comme un symbole important du nationalisme turc et du panturquisme[565]. Le terme *Kızılelma* se rapporte notamment aux autres villes prisées par l'Empereur à cette époque, soit la ville de Rome et celle de Vienne. Il s'agit ainsi d'une *« métaphore de l'ambition mondiale ottomane »*[566] qui se rattache au désir d'expansion et de conquête. Son origine proviendrait du mythe de la statue de l'Empereur Justinien située en face de Sainte Sophie et du *globus cruciger* qu'il tenait en main. Comme le raconte l'anthropologue Altan Gökalp : *« placé devant l'*augusteum *de la Sainte Sophie, une statue équestre gigantesque représente l'Empereur Justinien, tenant une sphère dorée dans sa main droite et désignant l'Orient de sa main gauche. La légende veut que si la boule d'or, devenue par la suite « la pomme rouge »* kokkino milia *en grec ; tombait de son socle et qu'on ne pouvait plus la remettre en place – c'est ce qu'il advint – ce serait le signe de la chute de Constantinople. La boule et la statue disparurent avant la chute de 1453, mais la légende de la « pomme rouge » perdura : pour les Grecs, c'est le pommier mythique aux confins d'un Orient imaginaire où les Turcs envahisseurs venus de l'Est seront repoussés ; le même pommier rouge désignait pour les Turcs ottomans le point extrême à l'ouest – Constantinople, Rome, Vienne ? – où la cavalcade des ancêtres devait s'arrêter »*[567].

Kızılelma se rapporte notamment au panturquisme au travers des écrits du célèbre nationaliste turc et penseur du panturquisme Ziya Gökalp. Son recueil de poèmes, publié en 1914, est intitulé *Kızılelma* et aborde l'idéal d'une union des peuples turciques.

Ces dernières années, ce symbole fût exploité au sein des discours d'hommes politiques turcs ; ainsi, le 24 juillet 2020, Fahrettin Altun, directeur des médias et de la communication au sein de la république de Turquie déclara, dans le cadre de l'anniversaire de la Bataille de Manzikert : *« Pour nous,* #Kızılelma *représente une grande et puissante Turquie. C'est la marche bénie de notre nation qui a écrit des épopées de Manzikert au 15 juillet.* Kızılelma *est ce platane sous lequel se rafraichissent de nombreuses personnes opprimées. C'est ce à quoi aspire toute l'humanité, de Gibraltar au Hedjaz, des Balkans à l'Asie »*[568]. Fahrettin Altun fait référence au sein de son discours à la tentative de coup d'état

[565] Pour l'anecdote, *kızıl elma* est le titre du recueil de poèmes du célèbre nationaliste turc et penseur du panturquisme Ziya Gökalp, publié en 1914.
[566] Duguit C. (2020), « Le Nizam-i'Alem. La vision du monde universaliste de l'Empire ottoman », Les clés du Moyen-Orient, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Nizam-i-Alem-La-vision-du-monde-universaliste-de-l-Empire-ottoman-1-2.html
[567] Gökalp A. (2012), « Turquie : tous les chemins mènent à Istanbul », Anatoli, vol. 3, p. 17, https://journals.openedition.org/anatoli/418
[568] Directeur de la communication de la République de Turquie (2020), « Kızıl Elma », https://www.youtube.com/watch?v=lTQ-KD-RMiA

survenue le 15 juillet 2016 en Turquie, ainsi qu'à la bataille de Manzikert, survenu le 26 août 1071 et ayant opposé le Sultanat Seldjoukide à l'Empire Byzantin. La victoire des Seldjoukides – dont les troupes encerclèrent l'armée byzantine en formant un croissant de lune[569] - leur permit de s'emparer du plateau anatolien[570]. La vidéo intitulée très sobrement *Kızılelma* publiée par le directeur des médias et de la communication de Turquie est entrecoupée de reconstitutions de la Bataille de Manzikert et de Gallipoli ainsi que de la prise de Constantinople par Mehmet II, le tout emmêlé de scènes représentant les différentes composantes des forces armées turques actuelles – terrestres, aériennes et marines. La vidéo se termine par l'arrivée de Mehmet II devant les portes de Sainte Sophie, directement suivie par une scène mettant en évidence Recep Tayip Erdogan s'avançant au milieu d'une haie d'honneur. Fait intéressant, les Ottomans, au travers de leurs chroniqueurs, se sont présentés en tant que descendants de l'Empire Seldjoukide. En effet, ceux-ci ont lié la famille du premier sultan ottoman, Osman Ier, à la tribu Oğuz, dans l'objectif de pouvoir rivaliser avec les autres empires turcomans de l'époque[571].

L'expression fût en outre utilisée par Recep Tayip Erdogan pour décrire l'objectif de l'opération militaire Rameau d'olivier effectuée en 2018. Le président turc avait rebondi sur le terme après qu'un soldat en route vers Afrin l'eut utilisé. Ainsi, à l'aube de l'invasion d'Afrin, un journaliste du média turc Haber TV interrogea le sergent Mehmet Kuzu du haut de son tank. Alors que le premier lui demanda sa destination, le soldat répondit qu'ils étaient en route vers *Kızılelma*[572]. Le président turc reprit dans son discours du 22 janvier 2018 cette anecdote, déclarant : *« Lorsqu'ils ont été interrogés sur leur destination, ils ont dit qu'ils allaient vers* Kızılelma. *C'est cela. Nous avons notre* Kızılelma. *»*[573].

---

569 Cartwright M. (2018), « Battle of Manzikert », World History Encyclopedia, https://www.worldhistory.org/article/1189/battle-of-manzikert/

570 Flusin B. (2018), « La civilisation byzantine », Presses Universitaires de France.

571 Baer M. D., *op. cit.*

572 La séquence complète peut être retrouvée sur la vidéo Youtube de Samsun Haber. Samsun Haber (2018), « İstikamet Kızıl Elma diyen Samsunlu askerin tam videosu », https://www.youtube.com/watch?v=KgF3KkKqeHI

573 Khalidi A. (2018), « Erdogan invokes pan-Turkic myth of conquest as army attacks Kurdish Afrin », Kurdistan24, https://www.kurdistan24.net/public/en/story/14350-Erdogan-invokes-pan-Turkic-myth-of-conquest-as-army-attacks-Kurdish-Afrin



68. Kızılelma. Source : Aerotime.

Outre les drones de la société Baykar, quelques références historiques peuvent aussi être retrouvés au travers des drones de l'entreprise Turkish Aerospace Industries. Par exemple, la dénomination du drone Aksungur se rapporte en français au faucon gerfaut, mais se réfère, en parallèle, à plusieurs personnalités importantes dans l'histoire de l'Empire Seldjoukide : en premier lieu, Aq Sunqur al-Hajib, qui fût gouverneur d'Alep fin du 11ème siècle et était proche du Sultan Seldjoukide Alp Arlsan puis de son successeur Mamlikshah Ier ; en second, Aq Sunqur al Bursuqi, qui fût gouverneur de Mossul début du 12ème siècle. Ce dernier a, de plus, mené plusieurs batailles contre les Croisés[574].

Néanmoins, comme il sera vu par la suite, c'est l'entreprise Baykar et non pas TAI qui se présente comme le visage de la montée en puissance de l'industrie turque propre aux drones de combats. Le fait que Çaldıran, Akıncı et Kızılelma furent choisis comme références historiques et mythologiques pour représenter le succès de l'entreprise turque n'apparait pas anodin. Comme le démontre Graae lorsqu'il présente le nexus entre mythologie et surveillance, les références à la mythologie dans l'industrie des drones armés ne se résume pas à de simples stratégies marketing, mais *« servent à renforcer [une] puissante imagination »*[575] et révèlent le désir de *« placer le drone en tant que figure mythologique ou sacrosainte »*[576]. Concernant le cas turc, j'émets l'hypothèse que la volonté de mythologiser le drone est une manière de l'ancrer dans une continuité historique nationale. La création du drone armé par l'entreprise Baykar devient ainsi une suite logique aux prouesses militaires antérieures qui ont forgé la Turquie d'aujourd'hui.

[574] Hilldenbrand C. (2022), « Islam and the Crusades », *Collected Papers*, Edinburgh University Press.
[575] Graae A. I., *op. cit.*, p. 127.
[576] Graae A. I., *op. cit.*, p.77.

Dans cette perspective, le drone se présente comme le reflet de ce qui est considéré par l'état turc comme le passé national – soit l'Empire ottoman et seldjoukijde. Le drone permet notamment d'incarner les mythes de l'expansionnisme turc : il est ce qui permet de s'étendre et d'atteindre le rêve historique des générations précédentes. Le succès technologique d'aujourd'hui est ainsi imprégné dans une mécanique historique où le drone se montre le produit de la gloire de la Turquie, mais aussi de ce qui a fait la Turquie selon le discours national, soit l'Empire ottoman et seldjoukijde.

La symbolique utilisée par l'état turc au travers du drone est ici intéressante à analyser : le fantasme de l'invincibilité de celui qui utilise le drone se couple avec un déterminisme historique mythologisé. Nous verrons dans la section suivante que cette symbolique est aussi tournée vers la population turque elle-même. J'émets dès lors l'hypothèse que les appellations propres aux drones s'enracinent aussi dans une stratégie de guerre psychologique, où les populations se confrontent à une technologie supérieure qui incarne un certain fatalisme. Je pense que cet aspect est essentiel pour comprendre les rapports de pouvoir qui se dessinent autour de l'utilisation du drone et des symboles qui lui sont assignés. Après tout, *« le but des opérations à distance est précisément de projeter le pouvoir depuis « la patrie » »*[577].

Le drone armé possède la capacité de remettre en question la notion même de guerre et les catégories juridiques qui lui sont reliées[578]. Comme interroge Chamayou, qu'est-ce qui désigne le combattant du non-combattant quand il n'y a plus de combat ?[579] Sur le terrain, le sentiment d'être sans défense face aux drones est, comme nous l'avons vu, cristallisé dans le quotidien. L'élimination de tout rapport de réciprocité et une telle asymétrie amène à repenser le cadre d'entendement des rapports entre les différentes parties, au point que l'essayiste Elaine Scarry émet un parallélisme avec la torture, puisqu'*« une partie détient la puissance d'infliger la douleur et l'autre doit l'endurer »*[580]. Chamayou quant à lui évoque *« une compétition entre ceux qui se cachent et ceux qui se cherchent »*[581]. Une pareille asymétrie doit être appréhendée au travers de l'objectif des frappes de drones qui, comme des fonctionnaires américains l'ont rappelé, réside surtout dans la volonté de briser la volonté de résister d'une population donnée.

---

577 Gregory D. (2014), « Drone Geographies », Radical Philosophy, n°183, vol. 3, p. 15, https://www.radicalphilosophy.com/article/drone-geographies

578 Il est vrai que les confrontations armées se basent sur une volonté de maximiser sa capacité à tuer, tout en restant le plus hors de portée possible de l'ennemi. En cela, le drone ne présente pas particularités par rapport aux mines, armement nucléaire, techniques de guérilla ou bombardements effectués par d'autres forces aériennes. Le drone possède plutôt la spécificité de brouiller les relations de distance, l'opérateur du drone étant simultanément distant et proche de la cible. Gusterson H., *op. cit.*

579 Chamayou G., *op. cit.*

580 Gusterson H., *op. cit.*, *in* Evangelista M. & Shue H. (dir.), *op. cit.*

581 Chamayou G., *op. cit.*, p. 53.

Un élément important est cependant à souligner. Du dessous, les frappes aériennes turques sont constamment renvoyées à un processus de décisions politiques. Je n'ai par exemple jamais entendu le terme de « frappes de drones » sur le terrain, mais bien de « drones turcs » (*drona turka*) ou d'« attaques turques » (*êrîşên turka*). En d'autres termes, le drone n'est pas considéré comme une entité à part entière, mais bien comme un simple outil d'une organisation politique et militaire. Il est donc important de différencier la stratégie utilisée dans l'usage du drone et ce à quoi elle renvoie sur le terrain.

5.4. Perspective historique

5.4.1. Le drone armé (UAV)

Un bref historique des UAV semble nécessaire afin de comprendre l'essor du drone turc sur le marché international et son rapport avec le nationalisme turc. Ceci permettra d'affiner notre compréhension sur la volonté de renforcer la souveraineté de l'État turc sur le nord-est de la Syrie.

Le premier prototype de drone voit le jour en Angleterre en 1916. Celui-ci fût créé par Archibald Low, et consistait en un monoplan radio-télécommandé. C'est cependant l'État israélien et les États-Unis qui furent les principaux pionniers des drones. Dès les années 60, des investissements importants furent injectés dans des programmes de drones par l'Air Force dans le cadre de la guerre du Vietnam. Durant celle du Kippour, Tsahal utilisa les drones comme leurre face aux radars et forces anti-aériennes égyptiennes, l'aviation israélienne anéantissant ces dernières tandis que l'armée égyptienne les rechargeaient. De plus, en 1982, l'armée israélienne se servit des drones contre la Syrie pour repérer les emplacements des batteries anti-aériennes et leurrer encore une fois les radars[582]. Les États-Unis relancèrent leurs programmes de drones à cette même époque. Les drones étaient toujours cantonnés à des missions de surveillance, ou utilisés pour une guerre électronique ou encore employés en tant que leurre. La première guerre du Golfe amènera au développement de drones israéliens sous la demande des USA – notamment avec le drone Pioneer ; tandis que les années 90 seront marquées par l'arrivée du drone Predator, créé par Abraham Karem, un ancien employé d'Israel Aerospace Industries émigré aux États-Unis[583]. Ce drone iconique sera déployé au Kosovo en 1999. En parallèle, les États-Unis connaitront un deuxième succès dans le secteur des drones avec le Global Hawk, déployé, comme le Predator, en Afghanistan et en Irak dans les années 2000.

Alors que le drone Heron propulse dans les années 2000 les entreprises de défense israéliennes sur le marché du drone, et ce, à l'échelle internationale, l'État israélien fût le premier à utiliser les UAV pour effectuer des meurtres ciblés. Même si les États-Unis ont publiquement critiqué pareilles actions[584], des débats concernant la mise en place de missiles Hellfires sur le Predator étaient tout de même en cours dans le cadre de la traque d'Oussama Ben Laden.

[582] Chamayou G., *op. cit.*
[583] Frantzman S. (2023), « La guerre des Drones », *L'incroyable révolution technologique qui a totalement bouleversé les combats sur terre, air et mer*, Le Jardin des Livres.
[584] Gusterson H., *op. cit.*, *in* Evangelista M. & Shue H. (dir.), *op. cit.*

L'administration américaine regardait attentivement les performances et résultats des drones israéliens afin de pouvoir tirer des leçons pour leurs propres stratégies[585]. Le 11 septembre 2001 mettra fin aux hésitations. Pour des raisons d'aisance administrative, les missions d'assassinats par drones seront confiées à une équipe des services de renseignement (CIA) qui contrôlera les Predator à la Creech Air Force Base au Nevada[586].

Progressivement, les drones élargirent leurs fonctions, en assurant par exemple la surveillance des frontières[587]. Les premiers drones kamikazes feront notamment leur apparition. Néanmoins, les drones continueront dans les premières années du 21ème siècle à effectuer majoritairement des missions de reconnaissance.

Le Reaper, conçut par les États-Unis, concrétisa un changement de paradigme au sein de l'administration américaine. Effectivement, utilisé à partir de 2006, ce UCAV (*unmanned combat aerial vehicle*) fût spécifiquement créé pour des missions d'assassinats. Ainsi, avec le Reaper, *« nous sommes passés d'un usage des UAV centré à l'origine sur des tâches de renseignement, de surveillance et de reconnaissance […] à une véritable fonction « chasseur-tueur » »*[588]. Obama fût le responsable de cette expansion rapide de l'utilisation du drone pour effectuer des exécutions au Moyen-Orient. Sa stratégie était basée sur une logique *« high tech, low footprint »*[589]. Obama, avec son goût prononcé pour la philosophie, l'histoire et la littérature, se décalait de l'image sanguinaire de Bush dont la législature avait été assombrie par l'invasion de l'Irak et les horreurs qui y ont été perpétrées, telles les tortures systématiques effectuées à Abu Ghraib. Pourtant, Obama mettra en place, par le drone, une nouvelle doctrine anti-terroriste qui remplace la capture et la torture par l'exécution. En guise d'illustration, durant l'année 2012, les frappes de la CIA sur les Zones Tribales au Pakistan étaient d'environ une tous les 5 jours[590]. En fait, *« les drones ont empêché l'opinion publique américaine de se plaindre de cette guerre interminable »*[591]. Les attaques de drones seront fortement réduites dans ces mêmes régions avec l'arrivée de Trump à la présidence des États-Unis.

---

585 Weizman E. (2017, 2ème éd.), « Hollow Land », *Israël's Architecture of Occupation*, Verso, Londres & New-York, 1ère éd. 2007.
586 Frantzman S., *op. cit.*
587 L'agence Frontex utilise d'ailleurs des drones israéliens Heron. Graae A. I., *op. cit.* ; Frontex (2018), « Frontex begins testing unmanned aircraft for border surveillance », https://www.frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/frontex-begins-testing-unmanned-aircraft-for-border-surveillance-zSQ26A
588 Selon le général Moseley T. M., cité par Monahan T. & Wall T. (2011), « Surveillance and violence from afar : The politics of drones and liminal security-scapes », Theoretical Criminology, n°15, vol. 3, p. 242, *in* Chamayou G., *op. cit.*, p. 22.
589 Graae A. I., *op. cit.*
590 Frantzman S., *op. cit.*
591 Frantzman S., *op. cit.*, p. 89.



69. MQ-9 Reaper. Source : William Rosado/US AIR FORCE/AFP/Getty Images

À l'heure actuelle, se dessine une expansion massive des pays acheteurs de drones, même si les États-Unis demeurent en tête de l'utilisation des drones armés et de surveillance. Tandis que l'État israélien a dominé les exportations de drones dans les années 80 et 90, elle est aujourd'hui détrônée par la Chine qui se positionne en 1ère place pour les drones non seulement militaires mais aussi civils. Selon Seth Frantzmann, le monopole des États-Unis concernant l'utilisation des drones s'effrite[592]. De nouvelles stratégies jamais utilisées auparavant ont de plus vu le jour, comme l'utilisation d'essaims de drones par l'Iran sur l'Arabie Saoudite. Enfin, de nouvelles puissances ont émergé dans le secteur de la technologie, une montée des plus fulgurantes étant, de toute évidence, la Turquie[593].

5.4.2. L'industrie de l'armement turc

Après la 2ème guerre mondiale, énormément de matériel militaire américain fût envoyé en Turquie dans le cadre de la doctrine Truman. L'assistance militaire américaine reçue suite à l'entrée de la Turquie au sein de l'OTAN amena à ce que le secteur militaire turc s'oriente vers l'exploitation et la maintenance dudit matériel. En conséquence, s'établit une forte dépendance entre la Turquie et l'aide américaine, qui continua même après le coup d'état de 1960[594]. L'invasion du nord de Chypre par la Turquie en 1974 sera l'évènement qui déclenchera une

[592] Frantzman S., *op. cit.*
[593] *Idem.*
[594] Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A. (2024), « From Client to Competitor : The Rise of Turkiye's Defence Industry », The International Institute for Strategic Studies, https://www.iiss.org/research-paper/2024/05/from-client-to-competitor-the-rise-of-turkiyes-defence-industry/

rupture dans cette dynamique. Malgré un premier rappel à l'ordre envoyé par les États-Unis au premier ministre turc İsmet İnönü dans le cadre de la crise de 1963-1964 concernant Chypre[595], la Turquie y effectua une opération militaire 10 ans plus tard. En réaction, les États-Unis imposèrent un embargo sur les armes entre 1975 et 1978, décision qui marquera profondément le secteur militaire turc. Le développement moderne de l'industrie militaire turque et la recherche à l'auto-suffisance s'ancreront dans cet évènement[596]. Par la suite, la Turquie établit les fondations qui permirent de fournir un capital initial à différentes entreprises. C'est dans ce contexte qu'Aselsan, une entreprise publique importante aujourd'hui, verra le jour en 1975.

Le début des années 80 offrit un contexte international favorable à la Turquie pour recevoir des bénéfices financiers, technologiques et industriels de la part des États-Unis. Effectivement, la guerre froide mais aussi la révolution iranienne a suscité de nouveau l'intérêt des États-Unis pour la Turquie en tant qu'allié stratégique. Ainsi, en 1983, la Turquie signera avec Generals Dynamics un accord pour la production sous licence des avions de combat F-16 C/D. L'ascension au pouvoir de Turgut Özal débutera une nouvelle phase dans le développement de l'industrie militaire turque. Özal souhaitait réduire l'influence de l'armée sur le secteur politique et économique du pays – il est à rappeler que la Turquie avait déjà subi trois coups d'état en l'espace de deux décennies. Une des décisions relatives à l'armée les plus importantes de son mandat fût la création du Sous-secrétariat de l'industrie de la défense (SSM), structure dont l'objectif est de réguler les compagnies privées impliquées dans la modernisation du secteur militaire. Le personnel du SSM provenait essentiellement du secteur civil ; de plus, le SSM recevait ses directives non pas de l'armée, mais d'un comité chargé de prendre en compte les priorités liées aux affaires étrangères du pays lors de la sélection de nouveaux partenaires et fournisseurs de défense[597]. Les entreprises publiques Roketsan et Turkish Aerospace Industries verront le jour dans ce contexte, respectivement en 1988 et 1984.

Le secteur propre à l'industrie et à la technologie militaire turque fût ébranlé dans les années 90 par plusieurs facteurs. Premièrement, les violations des droits de l'Homme réalisées par la Turquie au nom de la lutte contre le PKK, et l'utilisation de technologies militaires étrangères dans ce cadre, avaient amenés plusieurs membres de l'OTAN à émettre un embargo sur les

[595] *Idem* ; Demiryol T. & Soyaltin-Colella D. (2023), « Unusual middle power activism and regime survival : Turkey's drone warfare and its regime-boosting effects », Third World Quarterly, vol. 44, n°4, p. 724-743, Taylor & Francis, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2022.2158080#d1e183
[596] Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.* ; Dee S. & Lucas R. (2024), « Crowning Achievement? Kaan and the Turkish Defense Industry », War on the Rocks, https://warontherocks.com/2024/05/crowning-achievement-kaan-and-turkeys-defense-industrial-achievements/
[597] Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.* ; Demiryol T. & Soyaltin-Colella D., *op. cit.*

armes à la Turquie[598]. L'effritement du SSM, débuté avec la mort d'Özal en 1993, culmina avec le coup d'état de 1997 qui aura pour effet de remettre le SSM sous le contrôle de l'armée[599]. L'approvisionnement militaire turc était durant les années 90 tourné vers les États-Unis et l'État israélien ; une acquisition importante fût d'ailleurs les 6 drones GNAT de General Atomics en 1995. À cette même époque, l'entreprise Turkish Aerospace Industries (TAI) produit une première série de prototypes de drones[600]. Cette même industrie développera quelques années plus tard le drone Anka-S à partir du drone israélien Heron. En effet, les technologies israéliennes auraient permis aux ingénieurs turcs de constituer un noyau solide de connaissances relatif aux drones[601].

L'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 signera l'injection d'importants investissements dans l'industrie de la Défense – notamment dans le secteur de la recherche et du développement, l'augmentation de partenariats public-privé, le contrôle national sur celle-ci et la recherche de solutions technologiques indigènes[602]. L'AKP avait pour ambition de développer un équipement militaire local qui promouvrait les exportations. En ce sens, le SSM retourna sous le contrôle politique du gouvernement qui reprit son rôle de coordinateur national de l'industrie de la défense. Le gouvernement s'axa ainsi sur le développement de programmes majeurs tels que le drone Anka de TAI[603].

La Turquie a cette dernière décennie présenté une montée fulgurante dans ses exportations de matériel militaire mais reste tout de même en 2023 le 17ème pays plus grand importateur d'armes dans le monde[604]. Il est cependant un des rares pays à réduire ses importations tout en augmentant ses exportations dans le secteur[605]. De plus, *« en 2022, pour la première fois, quatre compagnies turques – Baykar, Aselsan, TAI et Roketsan – furent inclus dans les 100 plus grands fabricants d'armes internationaux »*[606]. En parallèle, un nouvel élément significatif vis-à-vis des politiques de

---

598 Bastian J. (2024), « Turkey : An Emerging Global Arms Exporter », *Growing Competitiveness and Strategic Recalibration of the Turkish Defence Industry*, Stiftung Wissenschaft und Politik, n°6, https://www.swp-berlin.org/10.18449/2024C06/

599 Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.*

600 Demiryol T. & Soyaltin-Colella D., *op. cit.*

601 Observatoire des drones (2024), « Industrie turque des drones », *Étude spécifique n°1*, consortium d'Affinis Défense et Eurocrise pour le Ministère des Armées (DGRIS).

602 *Idem.*

603 Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.* ; Dee S. & Lucas R., *op. cit.*

604 Djokic K. & George M. & Hussain Z. & Wezeman P. & Wezeman S. (2024), « Trends in International Arms Transfers », Stockholm International Peace Research Institute, https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-03/fs_2403_at_2023.pdf

605 Demiryol T. & Soyaltin-Colella D., *op. cit.*

606 Bastian J., *op. cit.*, p. 4 ; Stockholm International Peace Research Institute (2023), « The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world, 2022 », https://www.sipri.org/visualizations/2023/sipri-top-100-arms-producing-and-military-services-companies-world-2022

la défense turque réside dans le changement structurel propre au SSM (aujourd'hui SSB). Ce dernier fût effectivement placé en 2018 sous l'autorité directe du président après le coup d'état manqué de 2016 et le changement de régime politique qui s'en suivit. De ceci s'ensuivra la mise en place d'un plan stratégique favorisant les exportations des entreprises turques dans l'armement ; via l'augmentation des consultants au sein de marchés cibles, mais aussi par l'incitation à la participation à des salons internationaux et régionaux, à la mise en place d'accords de défense et à la coopération avec le secteur industriel des États partenaires[607].

[607] Observatoire des drones, *op. cit.*

5.5. Le technonationalisme turc

5.5.1. Le Bayraktar TB2

S'il existe une figure emblématique du succès de la technologie de défense turque, il s'agit de l'entreprise Baykar et de son drone TB2. D'autres projets de drones ont bien entendu marqué l'industrie de défense turque, tel que le premier drone turc Anka de Turkish Aerospace Industries, néanmoins, le TB2 se présente comme le drone turc ayant obtenu une couverture médiatique impressionnante par son utilisation dans plusieurs conflits armés. Son implication dans différents succès militaires et son prix abordable ont propulsé les ventes du TB2 et l'a amené à devenir un symbole du technonationalisme turc.

Pour rappel, la Turquie disposait au départ de Gnat américains et achètera par la suite des Heron israéliens. Le drone Anka, cité précédemment, ne verra le jour qu'en 2010. Ces drones étaient dépourvus d'armes, et la Turquie dépendait toujours de forces extérieures pour la collecte de renseignements. Ainsi, en 2012, 238 sorties du Predator furent effectuées en Irak par les États-Unis dans l'objectif de soutenir les opérations contre le PKK[608]. Les États-Unis ont ainsi fourni à la Turquie les informations provenant de leurs drones contre la guérilla kurde et ce jusqu'en 2019. Le premier vol du TB2 et son incorporation au sein des forces armées fût réalisé en 2014[609] tandis que les premières frappes réussies et médiatisées furent publiées en 2016. Le TB2 dispose d'une gamme de munitions dont quatre bombes à guidage laser de l'entreprise turque Roketsan qui lui permettent d'atteindre des cibles à 8 km de distance. Son altitude maximale est de 7.6 km – avec une altitude opérationnelle d'environ 4.8 km selon Baykar[610]. Le drone possède notamment certaines fonctions d'autonomie de vol[611]. L'État turc utilisa intensivement le TB2 contre le PKK – en 2018, il comptait 60 000 heures de vol[612] -, et il fût le drone le plus utilisé lors de mes années de terrain.

Baykar, le constructeur aéronautique créateur du TB2, fût fondé en 1982 par Özdemir Bayraktar, le père d'Haluk Bayraktar, aujourd'hui PDG de l'entreprise, Selçuk Bayraktar, directeur de la technologie au sein de Baykar et d'Ahmet Bayraktar, directeur financier de la firme. Selçuk obtenu une importante couverture médiatique au niveau international et fût

[608] Frantzman S., *op. cit.*
[609] Ismail A. & Masri L. (2023), « Western firms have supplied critical components for Turkish drones », Reuters, https://www.reuters.com/world/western-firms-have-supplied-critical-components-turkish-drones-2023-10-10/
[610] Baykar, « Bayraktar TB2 », https://baykartech.com/en/uav/bayraktar-tb2/
[611] Demiryol T. & Soyaltin-Colella D., *op. cit.*
[612] Frantzman S., *op. cit.*

présenté comme une figure de proue de l'arsenal turc. Marié à la fille d'Erdogan depuis 2016, il dispose d'un soutien politique majeur qui lui a d'ailleurs valu des critiques de la part de TAI[613].



70. Selçuk Bayraktar. Source : TRT Haber.

Une des caractéristiques des plateformes[614] mises en avant par Baykar est la réduction de la dépendance des importations de pièces pour la production des drones. Ceci permet à l'entreprise de soutenir un discours où autonomie technologique et nationalisme s'entremêlent : les plateformes symbolisent la capacité de la Turquie à se hisser parmi les plus grands exportateurs de drones au monde malgré les difficultés. La Turquie a effectivement encouru de nouvelles restrictions depuis la découverte de pièces étrangères au sein des TB2 utilisés contre l'Arménie durant la guerre entre celle-ci et l'Azerbaïdjan en 2020. En effet, l'Azerbaïdjan avait à sa disposition principalement des drones turcs et israéliens lors de l'invasion d'Artsakh (Haut-Karabagh pour les azéris). Le fait que des pièces maitresses du TB2 soient produites aux États-Unis[615], au Canada et dans plusieurs pays européens alors même que l'Azerbaidjan commettait des crimes de guerre avait provoqué un tollé médiatique[616]. Le

[613] Kenez L. (2024), « Erdoğan's son-in-law, manufacturer of military drones, joins billionaires list », Nordic Monitor, https://nordicmonitor.com/2024/04/erdogans-son-in-law-manufacturer-of-military-drones-joins-billionaires-list/

[614] Les drones sont appelés « plateformes » au sein de la littérature scientifique.

[615] Sarukhanyan V. (2021), « American Parts on Turkish Bayraktar Drones: U.S. Congressmen Urge Biden Administration to Examine the Evidence », Hetq, https://hetq.am/en/article/134966

[616] Al-Jazeera (2020), « Azerbaijan arrests soldiers suspected of war crimes », https://www.aljazeera.com/news/2020/12/14/azerbaijan-arrests-soldiers-suspected-of-war-crimes ; Human Rights Watch (2020), « Azerbaijan: Attack on Church Possible War Crime », https://www.hrw.org/news/2020/12/16/azerbaijan-attack-church-possible-war-crime

Canada et l'Autriche ne tardèrent pas à suspendre les exportations de ces pièces maitresses. Le Canada avait auparavant émis une halte temporaire des livraisons après l'utilisation des TB2 durant l'invasion d'Afrin en 2018[617]. La Turquie se tourna ainsi vers Aselsan pour produire ses systèmes de capteurs d'imagerie et de ciblage[618] – en termes figuratifs, « l'œil du drone ». Outre l'exemple du système d'imagerie de la société canadienne L3Harris Wescam, il est à noter que la Turquie reste un des plus grands importateurs d'armement et importe pour ses drones en premier lieu des composants et sous-systèmes[619]. Les restrictions canadiennes ont d'ailleurs été interrompues en 2024 suite aux tensions entre la Turquie et les autres membres de l'OTAN vis-à-vis de l'entrée de la Suède dans l'OTAN[620].

Il n'est pas ici question de savoir quel pourcentage de composants seraient ou non indigènes, mais de comprendre l'importance accordée à la production locale du drone par l'État turc. Ceci s'ancre dans la création d'un mythe nationaliste, celui d'une nation qui ne peut compter que sur elle-même et dont le drone représente le succès malgré les difficultés. Dans la continuité de l'histoire de son armement, la Turquie se montre ainsi résiliente face à l'adversité : *« Alors que les embargos continuaient de hanter la société turque, les plateformes indigènes symbolisaient les ambitions militaires et politiques de la Turquie »*[621]. Un tweet d'Haluk Bayraktar publié en 2023, avec en annexe une caricature d'un TB2, rend compte de ce phénomène :

« Le développement de la technologie des drones dans le secteur de l'aviation de défense de notre pays est si remarquable qu'il fait l'objet de caricatures. Cependant, ces succès ont fait l'objet de critiques du type "le moteur n'est pas local". Ceux qui ont formulé ces critiques n'ont jamais déclaré que les moteurs des drones précédemment importés d'Israël et des États-Unis n'étaient pas de leur propre production et étaient d'origine étrangère. Lorsqu'un succès national était obtenu, on essayait constamment de le saper et, malheureusement, cette situation perdure encore. […] Les produits que nous avons développés sont de loin le plus haut niveau de leur catégorie en termes de technologie. Nous savons que tout dans la vie ne s'accomplit pas d'un coup ; nous avons développé chaque système étape par étape […] Nous développons désormais nous-mêmes des technologies de pointe que nous ne pouvions pas acheter avec de l'argent dans un passé récent. »[622]

---

[617] Il est cependant important de noter que les ventes de certaines pièces ont été effectuées au travers d'intermédiaires. Monroy M. (2021), « Missiles and sensors: German technology for the Turkish drone war », digit.site36, https://digit.site36.net/2021/10/08/missiles-and-sensors-german-technology-for-the-turkish-drone-war/

[618] Ismail A. & Masri L., *op. cit.*

[619] Dee S. & Lucas R., *op. cit.*

[620] Spicer J. (2024), « Exclusive: Canada to re-start Turkey arms exports after Sweden NATO backing-sources », Reuters, https://www.reuters.com/world/canada-re-start-turkey-arms-exports-after-sweden-nato-backing-sources-2024-01-26/

[621] Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.*, p. 18.

[622] Bayraktar H. (2023), Twitter, https://x.com/haluk/status/1725844814548160994



Tweet d'Haluk Bayraktar, 18 novembre 2023.

La caricature montre un drone TB2 lancer un missile sur 5 combattant·e·s qui ressemblent à des membres YPG, reconnaissables avec leur tenue kaki, leur *šmāg* sur la tête et leur kalachnikov. Une première analyse qui peut être déduite de cette caricature réside dans son utilisation de symboles opposés : le haut et le ciel pour le drone – et par extension, la Turquie -, le bas et la terre pour les YPG - et donc, le nord-est de la Syrie. Les personnes « au sol » sont de plus munies d'un armement rudimentaire : de simples kalachnikovs et quelques grenades autour de la ceinture. Le drone, lui, est pourvu de son système électro-optique de reconnaissance, de surveillance et de ciblage (CATS) d'Aselsan et de ses 4 missiles à guidage laser de Roketsan. Enfin, et peut-être le plus évident, les 5 individus sont des êtres humains de chair et de sang courant pour échapper à l'attaque du drone, l'un des hommes jetant un regard stupéfait ou apeuré vers le missile qui se dirige vers lui. Par leurs corps, les combattants sont vulnérables. Le drone, par contre, donne cette impression d'armature métallique flottant lentement dans le ciel.

Une seconde analyse peut être réalisée à partir des déclarations des personnes au sol : *« le moteur n'est pas local »*. Ainsi, quoi qu'en disent les critiques, le drone est efficient : ces personnes ont beau hurler l'inauthenticité nationale du drone, elles seront tout de même déchiquetées par celui-ci. « *Lorsqu'un succès national était obtenu, on essayait constamment de le saper et, malheureusement,*

cette situation perdure encore. »[623] dit Haluk Bayraktar. Ici, le succès national s'ancre dans la capacité à avoir créé une asymétrie telle qu'aucun ne peut réchapper à la décision de sa mort. Le TB2 a rempli sa fonction dans le cadre de la lutte « anti-terroriste » et est aujourd'hui projeté sur le devant de la scène internationale au vu des preuves qu'il a démontrées sur le terrain.

5.5.2. Démocratisation du développement technologique et aéronautique

Le caractère authentique a aussi pour but d'inscrire le complexe militaro-industriel en tant que *« composante dominante de la société turque et de l'économie du pays »*[624]. Le drone se présente comme le produit d'un travail de groupe, celui de la nation turque. Dans son tweet, Haluk déclare : *« La Turquie se dirige vers un avenir indépendant et fort avec des millions de jeunes qui participent chaque année au TEKNOFEST et développent la technologie avec la vision du #mouvementtechnologiquenational. Aujourd'hui, cette confiance en soi se ressent dans tout notre pays et chez tous, de 7 à 70 ans. »*. Le développement technologique s'inscrit ainsi dans le récit national, par l'intermédiaire de la presse écrite et télévisée, de l'éducation nationale[625] et des festivals technologiques[626] dont le fameux Teknofest, festival turc démarré en 2018 et spécialisé dans l'aéronautique. Il comprend plusieurs compétitions de technologie dont certains sont relatives aux drones. L'objectif s'ancre dans la démocratisation du domaine de la technologie et de l'aéronautique[627]. Ce festival *« combine le progrès technologique avec une célébration du nationalisme militariste – il défend également le militarisme et l'expansion du secteur de la défense ; en fait, il considère ces évolutions comme faisant partie intégrante de l'intérêt national »*[628]. Le *storytelling* développé autour du développement technologique dans la sphère militaire, plus spécifiquement vis-à-vis du drone armé, est maintenu au travers de la presse nationale, où des annonces à ce propos sont régulièrement publiées[629].

---

[623] Bayraktar H., *op. cit.*
[624] Bastian J., *op. cit.*, p. 3.
[625] Danforth N. (2022), « A New History for a New Turkey: What a 12th-grade textbook has to say about Turkey's future », ELIAMEP (Hellenic Fondation for European and Foreign Policy), https://www.eliamep.gr/en/publication/%CE%BC%CE%B9%CE%B1-%CE%BD%CE%AD%CE%B1-%CE%B9%CF%83%CF%84%CE%BF%CF%81%CE%AF%CE%B1-%CE%B3%CE%B9%CE%B1-%CE%BC%CE%B9%CE%B1-%CE%BD%CE%AD%CE%B1-%CF%84%CE%BF%CF%85%CF%81%CE%BA%CE%AF%CE%B1-%CE%B4%CE%B9%CE%B4/#_ftn16
[626] Bastian J., *op. cit.* ; Observatoire des drones, *op. cit.*
[627] Observatoire des drones, *op. cit.*
[628] Esin A. & Altundağ M. Y. (2024), « Techno-nationalist rethoric consolidates Erdoğan's power in Turkey », The Loop (European Consortium for Political Research, ECPR), https://theloop.ecpr.eu/techno-nationalist-rhetoric-consolidates-erdogans-power-in-turkey/
[629] Observatoire des drones, *op. cit.*



71. Erdogan et Selçuk Bayraktar lors du Teknofest en 2023. Source : Rudaw.

L'appel à des aspirations nationalistes au travers du développement technologique au sein du complexe militaire pourrait en outre servir à des intérêts politiques internes à la Turquie, en renforçant le soutien politique pour le parti AKP. Même si l'intérêt pour cette thématique n'est pas cloîtré à ce dernier[630], c'est bien l'AKP qui fait du développement technologique et de la modernisation de son secteur militaire la figure de proue de ses politiques. Ceci pourrait ainsi s'insérer dans une plus large stratégie qui vise à *« unir la droite et contrer les polarisations politiques »*[631]. D'ailleurs, même des partis opposants à l'AKP approuvent le développement technologique dans le secteur des drones, l'utilisation de ces derniers contre le PKK ayant été une des raisons de ce support[632]. Le TB2 représente ainsi, pour l'État turc, le succès dans la lutte contre le « terrorisme ». Il n'est par exemple pas anodin que la Turquie, dès son entrée dans la région d'Afrin, ait détruit la tête d'Abdullah Öcalan dessinée sur une colline via un TB2. La dimension symbolique me semble ici importante : la technologie turque, ancrée dans les racines de la nation, réduisit en fumée « l'idéologie terroriste » du PKK.

630 Dee S. & Lucas R., *op. cit.*
631 Esin A. & Altundağ M. Y., *op. cit.*
632 International Crisis Group (2023), « Türkiye's Growing Drone Exports », https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkiye/turkiyes-growing-drone-exports



72. Teknofest 2023. Source : Azernews.

5.5.3. Stratégie médiatique et relations internationales

Le techno-nationalisme turc est notamment lié aux affaires étrangères du pays et au rayonnement de la Turquie sur la scène internationale par son industrie militaire et plus spécifiquement par le développement des drones. Depuis 2016, la diplomatie turque semble plus agressive et se corrèle avec une série d'opérations militaires où le TB2 fût utilisé : l'opération « Rameau d'olivier » à Afrin en 2018, « Source de paix » à Serê Kaniyê en 2019, et « Bouclier du Printemps » à Idleb en 2020, mais aussi durant les confrontations avec l'armée nationale Libyenne entre 2019 et 2020 ainsi qu'avec l'Arménie en 2020. Enfin, la plateforme TB2 fût utilisée par l'Ukraine contre la Russie dès 2022 et reçut une forte médiatisation en début de conflit. Ainsi, *« La hausse du nombre de conflits armés au cours des dix dernières années dont près de la moitié en Afrique a directement participé du succès d'un système à la portée de tous les types de belligérants. Visibles en Syrie, dans le Haut-Karabagh, en Libye, au Sahel, au Tigré et avec encore plus d'acuité en Ukraine, le TB2 a acquis une dimension et une renommée internationale sans précèdent, propulsant la firme turque à des niveaux de rayonnement inégalés. »*[633]

[633] Observatoire des drones, *op. cit.*, p. 43.

Ces conflits se présentèrent comme *« des opportunités pour tester l'industrie de la défense turque »*[634]. Fin 2023, Baykar avait ainsi vendu ses drones à 26 pays, tandis que 7 autres étaient en attente de livraison et 8 autres pays se montrèrent intéressés d'acquérir une plateforme turque[635]. Les revenus de Baykar liés au TB2 ont d'ailleurs augmenté de 94% entre 2021 et 2022[636]. La demande pour les drones turcs ses dernières années a propulsé l'industrie Baykar dans les principaux exportateurs de drones. La stratégie turque semble surtout viser des pays ne disposant pas d'une forte puissance aérienne et s'axe en grande partie sur le marché africain[637].



73. Selçuk Bayraktar et le président Azerbaïdjanais Ilham Aliyev en 2023. Source : AA photo/DailySabah.

Cette explosion dans les ventes va s'accompagner d'une forte médiatisation du TB2 et de son utilisation sur le terrain. Elle atteignit son apogée à l'aube de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les conflits antérieurs avaient effectivement déjà propulsé le TB2 comme un outil performant et abordable en termes d'achat et de maintenance. Cependant, dès la première livraison de TB2 à l'armée ukrainienne en 2019, il fut présenté par le commandant en chef des forces ukrainiennes comme un *« donneur de vie »*[638]. Le phénomène s'amplifia au point qu'un

634 Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.*, p. 22.
635 International Crisis Group, *op. cit.*
636 Cienski J. & Mackenzie L. & Posaner J. (2023), « In Ukraine war arms race, US stalls as Israel, Turkey and South Korea surge », Politico, https://www.politico.eu/article/israel-turkey-and-south-korea-big-winners-in-the-ukraine-war-arms-race/
637 Observatoire des drones, *op. cit.*
638 Witt S. (2022), « The Turkish Drone That Changed the Nature of Warfare », The New Yorker, https://www.newyorker.com/magazine/2022/05/16/the-turkish-drone-that-changed-the-nature-of-warfare

bébé lémurien du zoo de Kiev fût prénommé Bayraktar en 2022[639] et qu'une chanson de guerre ukrainienne fût appelée Bayraktar[640]. Les paroles vis-à-vis du succès du Bayraktar TB2 sont assez explicites : *« Missiles puissants, machines de fer, nous avons tous le même buzz : « Bayraktar » ! »*[641]. D'ailleurs, un accord concernant la construction d'un site de production de drones Baykar en Ukraine fût signé en février 2022. Ceci offrirait à l'entreprise l'opportunité d'augmenter sa compétitivité, bénéficiant d'une souplesse fiscale et douanière et profitant d'une main d'œuvre bon marché[642].

L'objectif n'est pas de savoir si le TB2 fût véritablement efficient dans ces confrontations – les avis semblent mitigés sur la question et celle-ci n'est pas pertinente dans ce travail[643]. Néanmoins, même si le TB2 *« n'est pas une arme magique et est sensible aux défenses aériennes et terrestres, […] son coût d'exportation approximatif de 5 millions de dollars en fait une arme tactique précieuse pour le champ de bataille moderne. »*[644] Les pertes encourues sont donc rendues acceptables au vu du prix relativement faible par rapport aux autres drones modernes de sa catégorie[645].

Sa – relative – efficacité sur le terrain, que ce soit contre des forces armées étatiques, contre les Forces Démocratiques Syriennes ou la guérilla kurde, mais aussi son prix abordable, sa simplicité de prise en main[646], le court processus d'exportation[647] sont autant de facteurs qui ont favorisé les exportations du TB2, alimenté par une forte médiatisation. En outre, la Turquie offre un soutien technique à ses acheteurs, qui peut *« se traduire par l'accompagnement à l'utilisation, la fourniture de moyens, par des retours d'expérience riches, voire même par la fourniture de forces militaires en appui des opérations. »*[648]

---

639 The Kyiv Independent news desk (2022), « Baby lemur born in Kyiv zoo named Bayraktar, after Turkish-made drone used by Ukrainian military », https://kyivindependent.com/baby-lemur-born-in-kyiv-zoo-named-bayraktar-after-turkish-made-drone-used-by-ukrainian-military/

640 Écrit par Taras Borovok.

641 Kronika24.pl (2022), « Bayraktar - Ukrainian War Song », https://www.youtube.com/watch?v=S3FGWPMjl6M

642 Observatoire des drones, *op. cit.*

643 Frantzmann, *op. cit.* ; Calcara A. & Gilli A. & Gilli M. & Marchetti R. & Zaccagnini I. (2022), « Why Drones Have Not Revolutionized War », *The Enduring Hider-Finder Competition in Air Warfare*, International Security, n°46, vol. 4, p. 130-171, https://direct.mit.edu/isec/article/46/4/130/111172/Why-Drones-Have-Not-Revolutionized-War-The

644 Stein A. (2022), « The TB2: The value of a cheap and "good enough" drone », Atlantic Council, https://www.atlanticcouncil.org/content-series/airpower-after-ukraine/the-tb2-the-value-of-a-cheap-and-good-enough-drone/

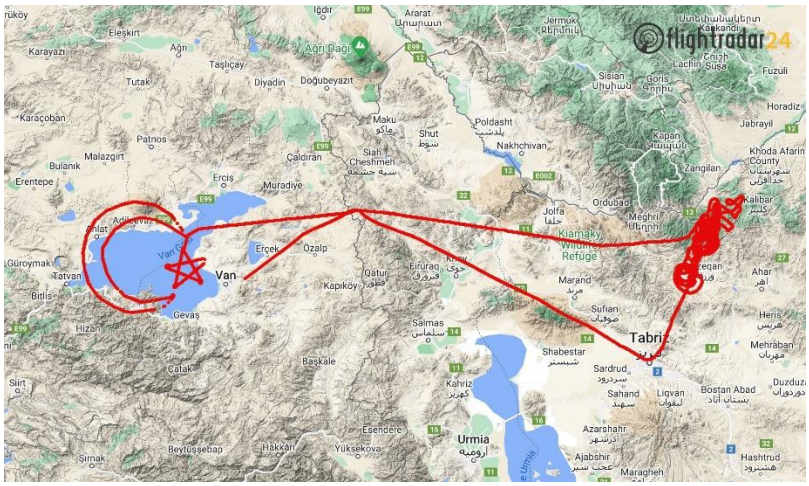
645 Observatoire des drones, *op. cit.*

646 Langloit P. (2023), « Drones tactiques : le triomphe du Bayraktar », DSI hors-série, n°87, Aerion24 news, https://www.areion24.news/2023/05/16/drones-tactiques-le-triomphe-du-bayraktar/2/

647 Kenez L., *op. cit.*

648 Observatoire des drones, *op. cit.*, p. 53.

Les exportations ont pour effet, outre la création d'une forme d'influence matérielle sur les pays demandeurs[649], la projection d'une image prestigieuse de la Turquie sur la scène internationale. Ceci s'est notamment aperçu lorsque la Turquie déploya son drone Akıncı pour retrouver l'hélicoptère crashé de Raissi en avril 2024. Retrouvé à l'aube, les opérateurs du drone revinrent de mission et dessinèrent l'étoile et le croissant de lune, symbole de la Turquie, sur le lac Wan[650]. Les symboles purent ainsi être aperçut par les 3 millions de personnes qui suivaient le drone en direct via FlightRadar24.



FlightRadar24[651]

5.5.4. Un laboratoire

Pourtant, sur le terrain, la réalité semble différente. La plupart des acteur·trice·s du terrain ne savaient même pas ce qu'était un TB2 – bien entendu, pas les personnes ayant été au front en 2018 et 2019 et celles travaillant dans des secteurs spécifiques des Forces Démocratiques Syriennes liés à la défense face aux drones. Généralement, lorsque je parlais de TB2, il était courant de voir des sourcils se froncer ou voir des regards interrogateurs apparaitre. Je me reprenais alors en parlant de *drona turka* (kur., « drones turcs ») ou de *balafir bê mirov/ṭā'irāt bidun ṭayār* (« avions sans pilote »), ou encore simplement de *tayara turka/ṭā'irāt turkiya* (« avions turcs »). Il était dès lors aisé de savoir à quoi je me référais. En effet, les populations du nord-est de la Syrie accordent peu d'importance aux différents types de drones qui les survolent : l'important est que ces drones sont au-dessus de leurs têtes et ont pour fonction première de

649 International Crisis Group, *op. cit.* ; Dee S. & Lucas R., *op. cit.*
650 (Turc) Van.
651 Petchenik I. (2024), « Nearly 3 million people track Turkish UCAV SAR mission in Iran », FlightRadar24, https://www.flightradar24.com/blog/turkish-akinci-iran/

surveiller et de tuer. L'important est que la vie au sol se cristallise autour de la peur d'être tué ou amputé.

En fait, je ne pense pas que la création d'un mythe national autour du drone soit axée uniquement vers les populations du nord-est de la Syrie. Au contraire, la cible première de cette stratégie est la population turque elle-même. Comme mes interlocuteur·trice·s me l'apprirent durant mon séjour, la vie au nord-est de la Syrie est rythmée par la politique interne turque. De plus, à l'instar des propos développés au sein du chapitre 3, la possibilité d'une nouvelle invasion s'analyse au travers du soutien populaire et autre bénéfice politique que l'AKP obtiendrait au travers d'une telle opération. En d'autres mots, la mise en place de la politique de la terreur par l'État turc, au moyen des drones armés, ne peut être conçue en dehors de la cristallisation d'un nationalisme turc développé autour de la technologie et de l'aéronautique, qui profite directement à l'AKP.

Il a été vu que l'État turc a réussi à mettre en place une politique de terreur via le drone, ceci en rendant la vie hasardeuse. Le drone se présente comme un vecteur de violence symbolique en exploitant la symbolique du plus haut et la capacité de surveillance propre au drone. En outre, la Turquie emploie spécifiquement un vocabulaire propre à un passé mythifié qui s'apparente à sa capacité à s'étendre territorialement. Cette stratégie de dénomination n'est cependant pas cantonnée aux drones, mais se retrouve aussi au travers des *çete*, qui portent des noms relatifs à l'Empire Ottoman et Seldjoukide.

Les références au passé ottoman sont actualisées par les acteur·trice·s du terrain : ils utilisent la dénomination de *çete* pour se référer aux groupes armés de la Turquie et ont conscience qu'ils portent des noms propre audit passé. Comme il sera vu au chapitre 6, la Turquie est perçue au travers d'une oppression exercée depuis l'Empire Ottoman, au point où les appellations se confondent parfois et qu'il devient difficile de percevoir quelle entité politique est abordée.

En parallèle, mes interlocuteur·trice·s portaient un intérêt majeur à comprendre les objectifs nationaux turcs et les stratégies qui leurs sont liées puisque leur survie en dépend (cf. chapitre 3). Ainsi, même si toutes les clés de compréhension ne sont pas à leur disposition, je pense qu'il est important d'obtenir une vision plus globale des meurtres par drones commis par la Turquie si nous souhaitons véritablement comprendre dans quel phénomène elles s'inscrivent. Ainsi, je pense que la plupart de mes interlocuteur·trice·s ne savaient pas que, pour l'État turc, le nord-est de la Syrie s'apparente à un laboratoire pour la technologie des drones qui permet à celui-ci de se positionner à l'avant du marché international du drone armé. Cette mercantilisation de la mort n'est cependant pas inédite. Comme l'énonce l'Observatoire des

drones, *« le premier laboratoire d'essai à l'international de cette stratégie a été la Libye à partir de 2019 »*[652], tandis que *« l'intervention turque directe dans le conflit syrien est l'occasion [pour la Turquie] de tester de nouvelles capacités »*[653]. Selon Egeli, Güvenç, Kurç et Mevlütoğlu, *« l'opération Bouclier de l'Euphrate […] et les opérations ultérieures Branche d'Olivier, Source de Paix et finalement Bouclier de Printemps en février-mars 2020 ont servi d'occasions pour tester les produits de l'industrie de défense turque dans les zones de conflit. »*[654] Bien entendu, l'invasion d'Afrin et de Serê Kaniyê ne peut être comparé à l'opération militaire turque à Idleb contre Assad et la Russie, car les Forces Démocratiques Syriennes ne possèdent ni force aérienne, ni drones et ne disposaient pas d'une capacité électronique capable de se défendre face à ces derniers – les FDS obtiendront les petits drones kamikazes et verront leurs capacités de protection augmentées avec l'acquisition de *jammers* seulement à partir de 2024.

Il est de surcroît important de noter que Bayraktar teste ses premiers drones avec des missions de surveillance sur le PKK[655]. Les premières frappes du TB2 seront médiatisées et viseront des membres de cette dernière[656], dans le cadre de la « lutte antiterroriste ».

652 Observatoire des drones, *op. cit.*, p. 49.
653 *Idem.*
654 Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A., *op. cit.*, p. 22.
655 Witt S., *op. cit.*
656 Frantzman S., *op. cit.*

5.6. Sous la coupe du terrorisme

Le drone armé possède la capacité de transformer les subjectivités politiques des individus qui sont ciblés. Le drone détient effectivement une fonction policière qui amène à considérer l'individu ciblé non plus comme un combattant mais un criminel ou terroriste. Alors que les combattants sont tués en tant que porteurs d'une collectivité ennemie, l'utilisation du drone armé revient à diriger une force militaire *« contre des individus spécifiques sur la base d'actes déterminés qu'ils ont commis ou, par extension préventive, sont susceptibles de commettre »*[657]. Chamayou parle de changement du paradigme, de celui de la contre-insurrection à l'anti-terrorisme, où *« les cibles ne sont plus des adversaires politiques mais des terroristes à éliminer »*[658]. L'État est ici envisagé en tant qu'appareil qui administre la mort, basé sur la création de *« mondes fictifs dangereux où le drone est la seule réponse logique »*[659]. Alisson, qui établit sa réflexion sur le concept de nécropolitique développé par Mbembe, définit le drone armé comme un instrument de la puissance souveraine de décider de quelle vie est valable[660].

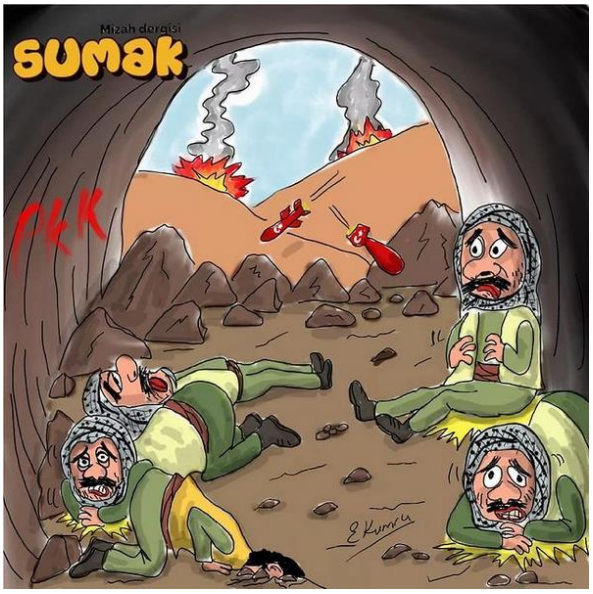
Ceci cristallise ainsi un mécanisme de déshumanisation par lequel l'individu est appréhendé uniquement à travers des catégories préétablies : « terroriste », « cible », « dommage collatéral ». Le terroriste-cible est ainsi, selon les mots des médias turcs, « neutralisé » (*etkisiz hale getirmek*). Comme déclare le ministre de la défense turque sur son compte Twitter par rapport à l'attaque effectuée sur des membres du PKK en 2024 qui coûtera la vie à deux individus : « cherchez, trouvez, détruisez ! ». Le communiqué est pourvu d'un GIF du largage d'un missile MAM-L par un drone TB2[661].

Le drone renforce des dynamiques de pouvoir par le rapport vertical qu'il crée entre d'un côté l'observateur, celui qui cherche et celui qui administre la mort, d'un autre l'observé, celui qui se cache et dont la vie a été décidée insignifiante. Les métaphores quant aux proies et insectes, présents au sein des discours du personnel militaire américain durant l'invasion de l'Irak[662], corroborent ces assomptions – elles vont des fameux *bug splat* (« éclaboussure d'insecte ») pour désigner les corps mis en pièces, aux noms de rongeurs pour se référer aux personnes fuyant les frappes. Cette sensation de petitesse et de pouvoir être écrasé à tout moment m'avait d'ailleurs poursuivi tout le long du trajet vers la ligne de front. Un triste exemple de cette

[657] *Idem*, p. 12.
[658] Chamayou G., *op. cit.*, p. 103.
[659] Graae A. I., *op. cit.*, p. 32.
[660] Alisson J. (2015), « The Necropolitics of Drones », International Political Sociology, n°9, p. 113-127, Oxford Academic, https://academic.oup.com/ips/article-abstract/9/2/113/1799789?redirectedFrom=fulltext
[661] T.C. Millî Savunma Bakanlığı (2024), Twitter, https://x.com/tcsavunma/status/1789212591492887016
[662] Graae A. I., *op. cit.*

animalisation s'illustre à travers les images publiées par l'État sioniste lors de la fusillade perpétrée par ce dernier sur le convoi humanitaire d'al-Rashid le 29 février 2024, événement aussi connu sous le nom de « massacre de la farine ». Le montage vidéo, dénué de son, comporte plusieurs séquences vidéo d'images thermiques en noir et blanc provenant d'un drone[663]. Vu du dessus et via cette palette de niveaux de gris, les colonnes de palestinien·ne·s affamé·e·s se regroupant autour des camions ressemblent à des fourmis. Je pense que le cadre choisi et ses couleurs sont avant tout un choix politique basé sur la volonté de démontrer sa supériorité sur une population dont la vie est considérée comme insignifiante. Concernant la Turquie, le discours en 2018 du ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu cristallise ce rapport inégal terre/air, se cacher/chercher, mourir/tuer, incarné dans la figure de l'insecte. Sa déclaration politique au sujet de l'opération aérienne contre la guérilla du PKK s'avère effectivement éloquente. Après avoir présenté les investissements effectués par le gouvernement en termes de ressources humaines et matérielles au sein du secteur militaire et vis-à-vis des drones armés, il rajoute : *« Nous avons donné la leçon nécessaire à Daesh avec le Bouclier de l'Euphrate et au PYD avec l'opération à Afrin. Si Dieu le veut, avec l'opération à Qandil, nous allons mettre aux oubliettes le nid d'insectes appelé PKK […]. »*[664]. Soylu précise ensuite que *« 730 opérations anti-terroristes ont été menées »*[665] cette année à la date du 11 juin et que le *« nombre de terroristes neutralisés »*[666] était de 548.

[663] Adraee A. (2024), Twitter, https://x.com/AvichayAdraee/status/1763175683528814813?s=20
[664] TRT Haber (2018), *« İçişleri Bakanı Soylu: PKK denilen böcek yuvasını da tarihe gömeceğiz »*, https://www.trthaber.com/haber/gundem/icisleri-bakani-soylu-pkk-denilen-bocek-yuvasini-da-tarihe-gomecegiz-369900.html
[665] *Idem.*
[666] *Idem.*



74. Caricature d'un dessinateur turc sur la "lutte antiterroriste".

Bien entendu, ni le paradigme du terrorisme sur les populations kurdes et opposants politiques, ni les techniques de déshumanisation qui lui sont liées ne sont l'apanage de l'utilisation du drone par l'État turc. Pour exemple, au sein d'un article de l'agence de presse nationale turque Anadolu Ajansi publié en 2022, il peut être lu : *« Concernant le nombre de terroristes de haut niveau neutralisés dans le pays [la Turquie] au cours de l'année dernière, Soylu a déclaré : « Nous avons neutralisé 36 terroristes de haut niveau en Turquie, dont un dans la catégorie rouge » »*[667]. Aucuns détails concernant les méthodes empruntées pour leur exécution n'ont été publiés au sein dudit article. Cependant, le drone armé permet de mobiliser une série de symboles en lien avec un rapport de pouvoir extrêmement inégal – en utilisant la métaphore de l'insecte et du nuisible pour désigner l'ennemi (humain/insecte, humain/nuisible), en exprimant l'idée de le détruire par une position plus avantageuse (écraser/être écrasé) – notamment avec le terme *bugsplat*, mais aussi en exploitant la symbolique du plus haut (le drone en hauteur, l'ennemi en bas), de la chasse (chasseur/proie) et de la fuite (scruter/se cacher – par le camouflage par exemple). La caricature suivante rend compte de plusieurs de ses dimensions :

[667] Toruntay M. A. & Usul A. S. (2022), « İçişleri Bakanı Soylu: 2023'te içeride hiçbir terörist kırsalda kalmayacak », Anadolu Ajansi, https://www.aa.com.tr/tr/gundem/icisleri-bakani-soylu-2023te-iceride-hicbir-terorist-kirsalda-kalmayacak/2664605



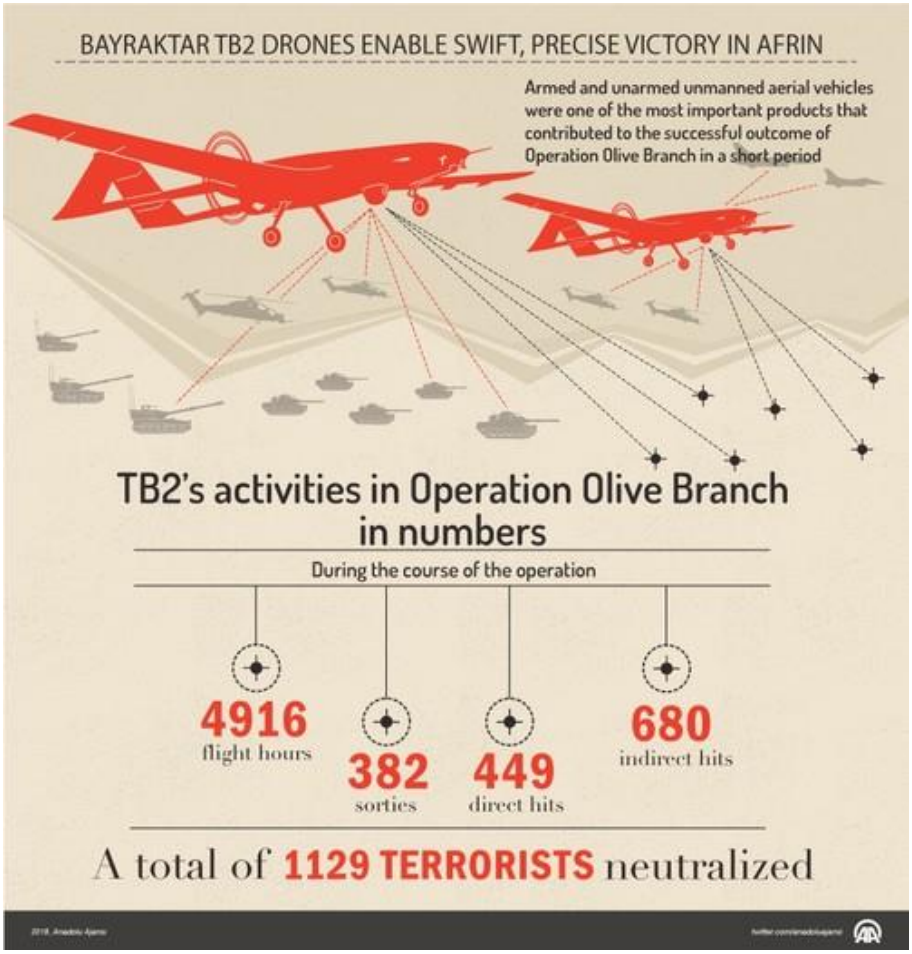
75. Caricature raciste de deux membres du PKK se cachant d'un drone. L'un souhaite uriner et veut aller à la rivière, mais le second le prévient qu'il y a peut-être un drone. Le premier décide alors d'uriner sur lui.

Dans cette caricature, les deux membres du PKK se voient obligés de se cacher pour survivre – une des dimensions retrouvées dans le quotidien du nord-est de la Syrie. Tandis que le drone les surpasse en hauteur, eux, sont presque terrés sous terre. En réalité, la guérilla du PKK mais aussi les Forces Démocratiques Syriennes disposent d'un réseau de tunnels pour se protéger des bombardements turcs. La situation dépeinte au sein de la caricature se montre d'autant plus humiliante que, incapable de bouger, il se voit obliger d'uriner sur lui. L'image exploite ici une dichotomie radicale (voler/s'enterrer, surveiller/se cacher, être en mouvement/être immobile) qui amène à ce que la scène en devient, pour celles·ceux du « dessous », extrêmement humiliante.

En outre, une des particularités du drone armé est qu'il permet la mise en place d'un appareil de souveraineté capable d'éliminer les menaces potentielles en dehors des zones de conflits armés[668]. Ainsi, comme le note Hippler, l'attractivité du drone se base surtout sur le fait qu'il se présente comme *« une solution technique au problème posé par des opérations de type policier menées avec une intensité guerrière à l'échelle mondiale »*[669]. L'usage du drone pour effectuer des exécutions extra-judiciaires offre un avantage conséquent à la Turquie. Premièrement, ceci permet d'exercer une souveraineté sur les populations du nord-est de la Syrie en, selon les mots d'Achille Mbembe, tuant à petites doses[670] ; et donc en détenant le pouvoir de négocier l'incertitude – de la vie, de la mort, de la perte et des destinées. Ce pouvoir de donner la mort s'articule, comme nous l'avons vu, autour de symboles nationalistes qui amènent à forger les drones issus de l'industrie

668 Badie B. & D. Vidal D. (dir.) (2016), « Nouvelles guerres », *Comprendre les conflits du XXIe siècle*, La Découverte.
669 Hippler T., *op. cit.*, p. 217.
670 Mbembe A., *op. cit.*

Baykar comme les produits de l'histoire nationale turque. En second, les attaques aériennes par drone donnent la possibilité *« d'occuper sans envahir »*[671].



76. Anadolu Ajensi, 2018.

Dans cet ordre d'idées, pour Hippler, le recours au drone armé s'avère être une caractéristique de ce qu'il dénomme *« la guerre perpétuelle de basse intensité »*[672], où, prenant ses racines dans les premiers bombardements contre-insurrectionnels dans les colonies, le bombardement se substitue à l'occupation terrestre, et celle-ci ne signifie même plus la fin de la guerre car l'ennemi ne se dresse plus en tant qu'organisation mais réseau international à éliminer.

Les frappes aériennes turques amènent à exercer une violence psychologique et symbolique intense sur les populations du nord-est de la Syrie, tout en visant les infrastructures économiques, en assassinant des personnes impliqué·e·s dans le secteur militaire, politique et social ; et ce, sans déployer de forces armées sur le terrain, acte qui pourrait engendrer une réaction médiatique internationale, comme ce fût le cas en 2018 et 2019. Hippler note que

[671] Noël J-C. (2013), « Occuper sans envahir : drones aériens et stratégie », *Politique étrangère*, nº 3, p. 105-117.
[672] Hippler T., *op. cit.*

l'utilisation massive des drones par les États-Unis se base sur une stratégie qui prend soin *« de ne pas franchir le seuil au-delà duquel l'opinion percevra le conflit comme une « guerre ». Autrement dit, les actions peuvent être en soit assez proches des doctrines classiques en matière de contre-insurrection – ce qui change, c'est le fait qu'elles se déroulent en dehors du cadre qui définit traditionnellement la guerre »*[673]. Le drone armé fait ainsi l'économie de la mobilisation mais aussi de la médiatisation. En résumé, cette stratégie permet de tuer sans rentrer en guerre.

Je souhaiterais cependant préciser que vivre sous les drones dans le nord-est de la Syrie s'articule avec une conception spécifique de la guerre. Comme vu précédemment, la guerre ne se présente pas uniquement comme une période de conflits majeurs, définie clairement par un début et une fin. Au contraire, la guerre dans le nord-est de la Syrie est polysémique et se rapporte à des moments d'insécurité extrême qui s'imbriquent dans différents éléments : des batailles spécifiques, des opérations militaires de grandes envergures, ou encore des appréhensions vis-à-vis d'une future invasion turque ou du réveil de cellules dormantes de l'État Islamique. La guerre peut se référer, de manière plus générale, à la période post-2011, ou même celle qui suit la division du Kurdistan début du XX^{ème} siècle. La guerre se perçoit aussi avec les conditions de vie qui s'effritent et la fatigue d'être constamment sur ses gardes. Elle se cristallise par de mots cinglants, comme cette mère de famille qui me lança un soir, devant ses enfants : *« Si l'État Islamique revient, alors je me tue »*. Ces mots m'avaient percuté le visage telle une gifle. Je savais que ce n'était pas une expression, mais bien un avertissement. Les nouvelles concernant l'attentat de l'État Islamique sur la prison de Ghuwairan, qui contient plusieurs milliers de détenus de ladite organisation, fusaient au journal télévisé local. Les Forces Démocratiques Syriennes maintenaient qu'aucun prisonnier n'avait réussi à s'échapper, mais tout le monde savait qu'il s'agissait de fausses déclarations réalisées pour des raisons sécuritaires : révéler que des détenus s'étaient échappés ne ferait qu'alimenter le réveil de cellules dormantes de l'État Islamique dans toute la région. La réaction en chaine était déjà amorcée, et différents groupes et personnes avaient rejoints les combats. Distinguer les membres de l'État Islamique de simples civils était une tâche presque impossible et ne faisait qu'envenimer l'angoisse de voir l'organisation ressurgir de partout. Plusieurs personnes avaient été arrêtées à Hîmo, un petit *bajarok* à la lisière de Qamîşlo. Je me souviens avoir été choqué car Hîmo était une de mes destinations régulières puisque plusieurs de mes ami·e·s y habitaient. La Turquie quant à elle avait bombardé les renforts des Forces Démocratiques Syriennes qui arrivaient depuis la ligne de front de Tal Tamr. Un couvre-feu avait été établi dans toute la

[673] *Idem*, p. 210.

région, et je passais mes soirées avec ma famille d'accueil à téléphoner, regarder le journal télévisé, traduire les déclarations des Forces Démocratiques Syriennes et préparer les interviews pour le lendemain. La fille de Mûnir m'aidait à traduire les mots que je ne comprenais pas. Son père quant à lui avait accepté d'accompagner un jeune journaliste kurde et moi-même jusqu'au cordon de sécurité imposé par les Forces Démocratiques Syriennes afin de couvrir les évènements. Dans le nord-est de la Syrie, nous étions tous·tes conscient·es qu'il suffisait d'une étincelle pour que tout s'embrase. La vie peut basculer du jour au lendemain, mais cela ne veut pas dire que nous passions d'une période de guerre à une période de paix. Les bombardements sont toujours là, le blocus économique aussi, avec l'enclavement, les engins explosifs, les menaces d'invasion, les témoignages provenant des territoires occupés, l'absence de projection vers un futur qui dépend d'une conjecture politique qui dépasse largement les intérêts des populations locales.



77. Mouvement de troupes près de la zone de combats. Le contrôle de la prison de Ghuweiran vient d'être déclaré. 2022.



78. Mouvement de troupes près de la zone de combats. Le contrôle de la prison de Ghuweiran vient d'être déclaré. 2022.

Ainsi, contrairement à Graae, je ne pense pas que le drone armé dans le nord-est de la Syrie représente « *une reconfiguration de la manière dont nous imaginons la dimension temporelle de la guerre – comme un processus linéaire avec un début et une fin clairement marquée -, inaugurant ainsi une configuration plus cyclique, et donc infinie, du temps de la guerre* »[674]. Une guerre avec un début et une fin s'ancre dans une conception traditionnelle de la guerre, et celle-ci n'a pas sa place dans le nord-est de la Syrie. Car pour le sujet colonisé, la guerre a toujours été là. Je pense l'utilisation du drone armé par la Turquie reconfigure une manière d'être au monde pour mes interlocuteur·trice·s et se présente comme un outil de mise en place de la terreur ; cependant, pour ce terrain spécifique, elle ne modifie pas le rapport entre guerre et paix puisqu'il s'agit d'une conception caduque pour le nord-est de la Syrie (cf. chapitre 3). Je souhaiterais partager une histoire familiale, celle de la famille Juna, afin d'amener plus de clarté à mes propos :

La famille Juna, originaire de Serê Kaniyê, a trouvé refuge après l'invasion de 2019 dans une demeure appartenant à un oncle non loin de Qamîşlî. Avec leurs cinq enfants, le couple vit très humblement. Le père, Rawan, se lève tôt le matin et part fournir de l'aide à la *mala jin* du village. Rawan est un homme fier. Le régime, quelques années auparavant, lui avait proposé de s'affilier

[674] Graae A. I., *op. cit.*, p. 23.

au parti Ba'ath en échange de terres, mais celui-ci avait refusé catégoriquement. Rawan connait bien l'histoire de la région. En soirée, assis sur sa natte et scrutant la petite télévision, il me parlait des relations entre la Syrie et l'Égypte, des politiques d'arabisation du Ba'ath, du massacre d'Hama en 1982, de l'influence montante des alaouites dans la branche syrienne du parti, ainsi que de la mainmise de Saddam Hussein sur celle d'Irak. Dans sa vie, il avait été cinq fois en prison. Il aidait entre 1990 et 1993 à organiser le transfert des blessé·e·s du PKK vers Damas. Des réunions clandestines étaient effectuées dans le salon de ses parents, eux aussi sympathisant·e·s du PKK. Ces meetings servaient ainsi à discuter de sujets variés qui se réfèrent à leur vie quotidienne : le *serok*, la langue, la politique. Ils·elles recevaient, de plus, un *perwerde* sur l'histoire du Kurdistan et sur Abdullah Öcalan. En parallèle, une caisse de solidarité avait été mise en place pour venir en aide aux blessé·e·s. Le PKK représentait pour lui, et représente toujours, le seul *« parti puissant avec une idéologie »*. Il rajoute : *« On crée quelque chose, on met notre empreinte. Beaucoup sont mort·e·s pour cela […] Les membres des autres partis kurdes ont coupé les ponts avec le PKK par peur du régime »*. En 1990, des réunions secrètes concernant la guérilla et les danses traditionnelles kurdes furent établies. *« Tu devais être assez fort·e pour y participer »* déclare-t-il. Sa sœur a rejoint le groupe clandestin pour apprendre les danses traditionnelles. *« Notre famille était fière d'elle »* dit-il.

Khabat, sa conjointe, fait aussi partie d'une famille impliquée dans la guérilla. Sa tante est *şehîd*, tombée il y a une dizaine d'années. Sur les murs de leur nouvelle maison presque vide, se dressent les portraits des martyr·e·s de leur famille. Leurs deux fils ainés, après avoir participé à la bataille de Serê Kaniyê au sein des YPG, étaient partis au Başûr pour y travailler. C'est d'ailleurs là, dans un restaurant d'Erbîl, que je rencontrai un des fils, Berxwedan. Enthousiasmé, il avait tenu à ce que je rende visite à sa famille. Je le reverrai plus tard au nord-est syrien, dans la maison de ses parents, en attente d'un *perwerde* donné par l'administration autonome pendant plusieurs mois. L'année passée, il avait défendu Serê Kaniyê dans le même bataillon que son frère, qui avait déjà participé à d'autres fronts contre l'État Islamique. Il m'expliquait, lorsque nous prenions le thé dans son jardin, comment son frère l'avait rassuré en attendant les renforts car, pendant deux jours, ils étaient restés coincés, sans eau ni nourriture, dans un bâtiment cerné par des bataillons ennemis.

Alors que Berxwedan me racontait son expérience au front au côté de son grand frère, je ne pouvais m'empêcher de penser à son cadet, un petit garçon de 6 ans avec qui j'avais joué aux billes un matin. C'était comme si les récits de ses parents se mêlaient aux siens. Berxwedan avait d'ailleurs le même ennemi que son père, trente ans plus tôt. J'avais ainsi cette impression d'écouter des récits de vie coincés dans une boucle angoissante – où le passé et le présent

n'arrivaient plus à se distinguer au sein de cette situation de conflit armé[675]. Je pense ainsi que le don de soi pour une vie libre (*jiyanê azad*) ne peut être compris qu'au travers de la violence d'un quotidien déjà bouclé à l'avance. La violence de la guerre, empiétant plusieurs générations, avait ainsi créé une temporalité qui se dressait froidement devant mes yeux : vivre n'était plus considéré comme une évolution individuelle, mais comme un enjeu politique en soi. La guerre crée ainsi une temporalité particulière[676].

Il est à préciser que mon intention n'est pas de dresser un tableau pessimiste du nord-est de la Syrie comme si les luttes qui sont en cours ne trouveront jamais de réponses, mais bien de présenter la guerre comme un concept qui ne peut être cantonné à un certain type de violence ou démarquée par des déclarations – de guerre ou de paix. Un paragraphe écrit par Bozarslan s'avère en ce sens éloquent : *« L'avenir immédiat n'est appréhendé que comme une tranche amorphe de temps au cours de laquelle, comme dans les précédentes, une pluie de tragédies ne peut manquer de s'abattre, auxquelles personne ne sera capable de donner un sens. L'avenir n'est rien d'autre qu'une épée de Damoclès. Il est évident que l'impossibilité d'interpréter le passé et d'imaginer l'avenir de manière constructive empêche également de donner sens au présent. Celui-ci n'est pas le pont entre un passé assimilé et un avenir plus ou moins prévisible, mais simplement le moment dans lequel on vit, on agit et l'on tâche de survivre. Les actes répétés de violence de masse et de guerre sont ainsi à la fois la cause et l'effet d'un dérèglement profond de l'appréhension du temps chez les individus et dans les collectivités. »*[677]

Pour cette famille kurde, la violence des conflits actuels ne peut être appréhendé sans la violence vécue sous le régime du Ba'ath et de la Turquie. Le rôle de la mémoire s'avère pour cela essentiel – et ceci n'est pas cantonné qu'aux Kurdes, mais nous développerons postérieurement cette thématique.

675 Makaremi C. (2016), *op. cit.*
676 Ayden D. (2020), intervention à la conférence « Research on the ground reflexivity and positionality in Kurdish studies », organisé par le Kurdish Women's Studies Network.
677 Bozarslan H., *op. cit.*, p. 106.

6. « De l'annihilation, l'existence s'est réalisée »

Cette partie se basera en premier lieu sur une analyse discursive des défiances et solidarités inscrites au sein des mémoires collectives. Je souhaite, au travers de celle-ci, montrer comment le passé cristallise des défiances mais est aussi un moteur de solidarité. La destruction du lien social est perçue comme le résultat de volontés politiques élaborées au fil du temps, de l'époque de l'Empire ottoman à nos jours.

Ceci n'efface en rien les peurs et colères en filigrane, toujours présentes entre les actions du quotidien et les échanges. Je souhaite cependant exposer qu'au travers de celles-ci, les personnes dans le nord-est de la Syrie cherchent à surmonter la douleur des politiques de divisions et d'annihilations passées et présentes en valorisant ce qui les unit aux autres : les histoires et valeurs communes, la reconnaissance de la douleur d'autrui, les récits épiques de résistance à la colonisation et à l'impérialisme ainsi que la protection du plus faible face à l'adversité.

Cette partie débutera avec la présentation des *majlis ayan*, assemblées détenant pour objectif la résolution des conflits. De ceci, j'appréhende les subjectivités politiques formées par les politiques de guerre, et comment mes interlocuteurs se distancient et tentent de reformer, à travers le concept de vie commune, un politique qui fait sens.

6.1. Les assemblées des Sages

6.1.1. La *aşîra*

Les assemblées des Sages se présentèrent comme la meilleure porte d'entrée pour aborder les problématiques liées aux mémoires collectives. En effet, alors que je m'étais rendu initialement dans ces assemblées afin de mieux comprendre leur implication dans la résolution des conflits locaux, je me retrouvai très vite à échanger avec des personnes provenant de toutes les régions du nord-est de la Syrie ou originaires d'Homs, Hama, Alep ou Idleb mais réfugiées sur les territoires de l'administration autonome. Ces assemblées étaient de plus inscrites dans un réseau transnational – les liens sociaux entretenus par celles-ci dépassant les frontières nationales de la Syrie. Ceci me permit d'appréhender les problématiques locales et les récits de mes interlocuteurs au travers de dynamiques internationales.

Aussi, je compris que les discussions ne se cantonneraient pas à la résolution des problèmes locaux, mais s'élargiraient sur l'importance de l'histoire locale et son rapport avec la situation politico-militaire actuelle. Autour d'un *çaî* ou en écoutant les nouvelles au journal télévisé, mes interlocuteurs tentaient, au travers de longs débats, de faire sens à des années de guerre, de dictature et de massacres. Les personnes siégeant au sein de ces assemblées préféraient s'attarder sur la dissolution du lien social suite aux politiques de divisions et d'annihilation établies en Syrie et dans les régions avoisinantes. Elles insistaient de plus sur les valeurs véhiculées au travers des actes de solidarité et de générosité passés et présents, les uns donnant sens aux seconds. À l'opposé, de nombreuses craintes surgissaient au détour de ces conversations. Les politiques d'arabisation du Ba'ath et les massacres subis par les différentes composantes du nord-est de la Syrie – du génocide arménien aux exactions commises par l'État Islamique – avaient marqués le tissu social et provoquait toujours des défiances.

Les assemblées des Sages furent ainsi un tremplin qui me permit de diversifier mes sources. J'avais ainsi accès à une classe bourgeoise composée de propriétaires terriens ; cependant, ces assemblées étant enracinées dans un large réseau de connaissances, je pu dès lors aisément varier les profils socio-économiques et démographiques (urbain/rural). De plus, comme le rôle des mémoires collectives dans la construction de la paix semblait de plus en plus se dessiner en tant qu'une des dimensions de mon sujet de thèse, je fus conseillé de discuter avec des *ayan* qui ne faisaient pas officiellement partie de l'assemblée. Ces personnes m'étaient présentées comme intéressantes car elles disposaient d'une part d'un rôle social important – suite à leurs relations avec l'Église, leur appartenance à une famille disposant d'une reconnaissance

historique et sociale, … -, d'autre part d'une connaissance fine de l'histoire de la région. En fait, j'avais acquis une certaine confiance vis-à-vis de mes interlocuteurs car je n'étais pas considéré comme un journaliste qui souhaiterait discuter des tensions politiques actuelles mais bien comme un anthropologue qui s'intéresse aux affaires historiques et « sociales ». Cette différence de casquette fût surtout due à une conception du « politique » et du « social » particulière : tandis que le domaine politique renvoie aux partis, aux dissensions et à la guerre, le « social » - comme ils l'appelaient - et l'histoire renvoyaient à des thématiques diverses telles que l'oppression des différentes entités politiques qui ont historiquement contrôlées la Syrie (Empire Ottoman, mandat français, parti Ba'ath) et la résistance face à celles-ci, ou encore, les solidarités créées entre les différentes composantes de la région.

De toute évidence, à travers ces mots, il s'agissait surtout d'établir une distinction entre différentes conceptions *du* politique et *de la* politique. En effet, ces questions sont éminemment politiques, si le politique se définit au travers de la gestion du vivre-ensemble. Nous reviendrons dans ce chapitre sur cette distinction, mais retenons à présent que le domaine de *la* politique fût perçu au travers de son caractère néfaste – les partis ont des intérêts et seraient prêts à créer des guerres pour les défendre. En fait, une fois que des membres des assemblées des Sages comprirent que mon objectif n'était pas de posséder des informations sur les affiliations politiques de chacun, je fus relativement bien accepté et une confiance pu être établie. De toute manière, ce type de questions (« quelle *aşîra* est avec le régime ? », « que pensez-vous de l'administration autonome ? », …) ne présentaient aucun intérêt pour appréhender la situation socio-politique du nord-est de la Syrie. Ainsi, je m'axais surtout au sein des entretiens sur l'histoire familiale ou de leur *aşîra* et d'évènements emblématiques de l'histoire du pays, par exemple, la construction du barrage Assad en 1974 et la création de la ceinture arabe. Parfois, mes interlocuteurs répondaient à mes questions et se penchaient surtout sur leur histoire familiale et sur la genèse de leur *aşîra*. Néanmoins, il arrivait souvent que les discussions dépassent largement la question initiale – qui pouvait même parfois sembler complètement désuète par rapport au sujet que mes interlocuteurs souhaitaient ouvrir. Je laissais ainsi libre cours aux débats ou monologues qui pouvaient facilement durer deux heures.

Par l'ethnographie, l'écoute des récits de vie et des mémoires transmises, je souhaite comprendre comment les acteur·trice·s du terrain manifestent leur rapport à la vie, mais aussi à la mort, au travers des peurs et des espoirs. Je me détache d'une conception statique des relations entretenues entre elles·eux et tente plutôt de montrer les fluctuations, soit *« comment de multiples contingences historiques et politiques ont permis à de telles subjectivités d'émerger, de s'estomper, de*

revenir »[678]. L'objectif est de comprendre comment les acteur·trice·s du terrain conceptualisent la gestion du vivre-ensemble au travers des expériences individuelles et de la mémoire collective ; et comment la construction d'une vie commune est intrinsèquement reliée à la vie elle-même. Je souhaite ici souligner les hésitations, les fragilités, mais aussi la détermination et les volontés qui forgent la construction de la vie commune[679] en tant que processus politique.

Être en lien avec ces assemblées permit de mettre en lumière de nouveaux types de discours en rapport à la guerre qui dépasse les affiliations identitaires, religieuses et partisanes. Comme il sera développé par la suite, elles prennent même en compte les populations chrétiennes dont l'organisation sociale fût historiquement concentrée autour de leur Église respective ; cette dernière est, de plus, une caractéristique essentielle à leur identité[680]. En outre, comme dit précédemment, l'importance des liens entretenus avec leur *aşîra* variait fortement entre mes interlocuteurs ; pourtant, tous étaient considérés comme des *aʿyān*, prenaient part à la résolution des conflits locaux et étaient reliés de près ou de loin aux assemblées des Sages.

Il semble cependant important d'établir une définition du terme (*êl/aşîra* (kur.)[681], *ʿašīra* (ar.), car ce concept se retrouve au sein des discours des personnes du terrain et, même si elle n'est pas le sujet du discours, elle se présente comme essentielle pour appréhender la distinction entre *le* politique et *la* politique qui sera développée plus loin.

Je souhaite me défaire de toute prétention à généraliser le concept d'*aşîra* utilisé par les personnes rencontrées dans le nord-est de la Syrie. Ce dernier articule différentes problématiques, qui s'imbriquent elles-mêmes entre les références au passé et les tentatives de faire sens à la situation politique actuelle du nord-est de la Syrie[682]. Comme développé au début de ce travail (cf. méthodologie), j'emploie la *aşîra* pour comprendre le travail politique effectué par les assemblées des Sages, ceci afin d'appréhender la conception que mes interlocuteurs possèdent vis-à-vis de la gestion du vivre-ensemble. Pour rappel, mes interlocuteurs, lorsque je leur demandais quel serait la meilleure traduction de ce terme, me répondaient *tribe*. Je ne souhaite cependant pas m'étendre sur cette notion, qui détient une histoire extrêmement lourde dans la discipline anthropologique, car la *aşîra* s'est surtout présentée sur le terrain et pour ce sujet de thèse comme un support de discours. Il ne s'agit donc pas de se pencher sur

[678] Biner Z. Ö., *op. cit.*, p. 191.
[679] Le concept de « vie commune » sera expliqué ultérieurement.
[680] De Courtois S. (2015), « Regards croisés sur le patrimoine culturel des communautés syriaques de Turquie », Anatoli, n°6, p. 139-154, Éditions CNRS, https://journals.openedition.org/anatoli/296 ; Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*
[681] Le terme d'origine arabe « aşîra » est bien plus utilisé sur le terrain que le terme « êl ».
[682] Rachik H. (2016), *op. cit.*

l'organisation politique, sociale et économique des *aşîra* et des liens qu'elles pourraient entretenir avec d'autres structures politiques ; mais bien de penser à ce qu'elles renvoient comme valeurs et imaginaires pour comprendre le passé et donner sens au présent. La *aşîra* se montre au sein des interactions entretenues avec les personnes rencontrées sur le terrain, comme un cadre qui permit de raconter les vécus et mémoires vis-à-vis de la brutalité de *la* politique mais aussi vis-à-vis des solidarités et résistances. En ce sens, la *aşîra* se présente comme une *reng* (« couleur ») parmi d'autres, soit une particularité d'un individu : celle-ci peut être idéologique, sociale, culturelle, linguistique ou religieuse. Ceci au point que, dans certains récits, les *reng* se confondaient : par exemple, il arrivait que mes interlocuteurs parlent au nom d'une *reng* pour insister sur certaines valeurs, pour ensuite les attribuer à une autre de leur *reng*. En d'autres mots, l'important était moins de savoir quelle *reng* était mise en avant que de saisir pourquoi ladite valeur était mise en exergue dans ce contexte.

La définition par Ben Hounet semble pertinente vis-à-vis des données du terrain : en tant que « champ social semi-autonome », elle se définit comme un *« espace relationnel en rapport avec d'autres et/ou inscrit dans d'autres champs plus conséquents (le champ de l'État-nation, par exemple), au sein duquel s'élaborent des règles spécifiques mais [qui prennent en compte celles] des autres champs sociaux »*[683]. Cette définition a pour avantage principal de prendre en compte d'une part le caractère dynamique du champ, de l'autre la volonté des acteurs du terrain de maintenir une cohésion au sein de celui-ci. Ce concept se présente donc comme relatif et contextuel, englobé dans la culture politique locale et permet ainsi d'appréhender *« comment des acteurs mobilisent des idées et des valeurs dans des processus politiques […] en fonction de la logique de la situation politique »*[684].

6.1.2. Le travail de la paix

Les assemblées des Sages se présentent comme un réseau de connaissances qui dépasse les affiliations partisanes, religieuses et identitaires. Leur objectif vise le maintien de la paix par la résolution des conflits et la représentation des différentes composantes socioreligieuses du nord-est de la Syrie dans le processus de construction de la paix.

Les assemblées des Sages, *meclîsên ruspî* en kurde, *maǧlis aʿyān* en arabe, regroupent différents responsables ou représentants (kur. *nûner*, ar. *masʾuūl*) des *aşîra* présentes dans la région. Le

[683] Ben Hounet Y. (2010), « La tribu comme champ social semi-autonome », L'Homme, n°194, Éditions EHESS, p.59, Open Edition [en ligne], http://journals.openedition.org/lhomme/22373
[684] Rachik H. (2000), « Les usages politiques des notions de tribu et de nation au Maroc », Identity, Culture and Politics, vol. 1, n°1, p. 41.

terme *meclîs*[685] vient de l'arabe et désigne le lieu où on s'assoit. En ce sens, il se réfère à l'endroit où sont discutées les affaires sociales de la région, mais aussi les droits et devoirs de chacun s'il y a un conflit. Il s'agit notamment du lieu où sont reçus les invités. Dans un sens plus extensif, le terme *meclîs* désigne dans le monde islamique l'assemblée législative. Dans le nord-est syrien, il se traduit par « conseil » et désigne plusieurs instances de l'administration autonome[686]. Concernant le terme *ruspî*, il s'agit de la fusion de *ru*, « le visage » en kurde, et *spî*, « blanc ». Cette dénomination fait ainsi appel à l'imaginaire des cheveux et de la barbe blanche ; ceci témoigne d'une des particularités des *meclis ruspî*, soit la gestion gérontocratique des affaires sociales. En effet, les *ruspî* sont généralement les aînés au sein d'une famille[687]. En outre, le terme renvoie à la notion de sagesse ; il peut être supposé qu'elle se réfère à la fonction historique de conseiller de l'*axa*, l'ainé de la famille principale au sein de la *aşîra*, ainsi qu'à la capacité de gérer les conflits[688] et d'organiser des médiations. Quant au terme *aʿyān*[689], bien plus utilisé sur le terrain que *ruspî*, sa racine étymologique provient du mot « œil » : les *ayan* sont donc des personnes qui portent l'attention vers l'extérieur, qui témoignent, qui voient les problématiques de la population. Pour mes interlocuteurs, l'appellation *ayan* ou *ruspî* aurait pour avantage de se référer à un modèle social plus générique qui permettrait non seulement d'inclure des composantes ethnoreligieuses diversifiées, mais aussi de se défaire des titres honorifiques ottomans.

En pratique, un *ayan* représente sa *aşîra* au sein de l'assemblée. Le nord-est de la Syrie compte 9 assemblées : une pour chaque région sauf la région de Cezîre qui en compte 4 pour la ville d'Hasake, Qamîşlo, Dêrîk et Derbesiyê. Le rôle principal des assemblées est d'assurer la *ṣulh*, processus de réconciliation entre deux familles. Celui-ci se conclut par un accord liant les différentes parties et nécessite la présence d'*ayan*[690], ainsi que de sheikhs ou prêtres. En effet, la *ṣulh* repose sur le caractère persuasif de la figure du chef. La résolution des conflits, même si elle ne s'exerce pas juste dans le cadre d'une *ṣulh*, fait appel au bien-être communautaire en utilisant les liens d'amitié ou le prestige des *ayan* :

685 Prononcez « maidjlis ».
686 Par exemple, le conseil exécutif (*meclîsa cîbicîkar*) ou le conseil de la Justice (*meclîsa adalet*).
687 Van Bruinessen M. (1992), « Agha, Shaikh and state », *The Social and Political Structures of Kurdistan*, Zed Books, London, New-Jersey.
688 Duman Y. (2017), « Peace building in a Conflict Setting: Peace and Reconciliation Committees in De Facto Rojava Autonomy in Syria », Journal of Peacebuilding & Development, vol. 12, n°1, p.85-90, https://doi.org/10.1080/15423166.2017.1285245
689 Prononcez « ayan ». Pour des raisons de simplicité linguistique, le terme *aʿyān* sera écrit *ayan*.
690 Alsheikh E. A. (2011), « Distinction between the Concepts Mediation, Conciliation, Sulh and Arbitration in Sharī'ah Law », *Arab Law Quarterly*, vol. 25, n°4, p. 367-400.

Cahier de terrain, avril 2022.

Il semblerait qu'il y ait un désaccord sur une transaction financière en rapport avec l'achat de terres. L'homme qui explique le problème semble consterné. Il est assis à côté d'Abu Ramî, qui siège au sein de l'assemblée de Derbesiyê. *« Ne le fais pas pour lui, fais-le pour nous »*, dit Abu Ramî à son ami, lui priant ainsi d'apaiser les tensions.

L'importance du pardon, de la cohésion sociale et de la fraternité est mise en valeur au travers des discours des sheikhs et *ayan*, tandis que la force de l'unité est saluée. En conséquence, la réputation personnelle se révèle être un élément crucial pour décrire le rôle de l'*ayan*, car comme m'interrogera une personne siégeant à l'assemblée : *« si cette personne est une personne à problèmes, comment veux-tu qu'elle règle ceux d'autrui ? »*.

La *ṣulh* se conclut *« par un rituel public qui démontre la restauration des liens robustes et paisibles entre les parties belligérantes, assurant l'ordre, la solidarité et la cohésion sociale dans la communauté plus large »*[691]. Pour exemple, un *ayan* qui siège à l'association caritative circassienne de Manbij[692] m'expliqua comment l'entente entre deux *aṣîra* avait pu être retrouvé après une *ṣulh* auquel il avait participé *:*

Entretien avec le responsable de l'association caritative circassienne de Manbij, mai 2022.

Il y a quelque temps, une personne a eu un accident avec quelqu'un d'une autre *aṣîra*, et ce jeune homme est mort à Manbij. L'association est allée avec la composante circassienne à Haluk, a payé la *diya*[693] et la réconciliation a eu lieu. Aujourd'hui notre situation avec cette *aṣîra* est très bonne. […] C'est le résultat de coexistence dans cette société : les peuples sont ensemble.

Dans le nord-est de la Syrie, le rituel consiste essentiellement à l'écoute de discours des *ayan* et sheikhs, à un échange de poignées de mains et au partage d'un repas. Il peut cependant prendre des formes diverses : ainsi, je pus assister à des *ṣulh* effectuées sous une tente (kur. *kon*, ar. *ẖayima*) placée dans le village de la famille de l'auteur du méfait, ou, à l'inverse, dans une salle de fête en plein centre-ville. Je pu notamment constater que certaines *ṣulh* furent médiatisées

691 Al-Jabassini A. & Ezzi M. (2021), « Tribal "Sulh" and the Politics of Persuasion in Volatile Southern Syria », European University Institute, War Time and Post-Conflict in Syria, n°4, p. 8.
692 Association locale détenant l'objectif de promouvoir les particularités linguistiques et culturelles des populations circassiennes.
693 Le prix du sang, soit la compensation financière propre à la jurisprudence islamique, payé par l'auteur du méfait (ou sa famille) vers la victime ou sa famille.

et d'autres non, ou que les points de l'accord passé entre les familles étaient parfois récités, parfois restaient privés.



79. Réception de la famille de la victime lors d'une ṣulh, 2022.



80. Repas partagé durant la ṣulh, 2022.

La *ṣulh* porte sur des conflits de nature diverse : accidents de voiture, problèmes conjugaux, homicide volontaire ou involontaire, vol, problèmes liés au territoire, rapt, fugues… Dans le cadre des *majlis ayan*, les membres du conseil de Qamîşlo sont appelés jusqu'à Tabqa, Manbij,

Kobanê, pour mettre fin à des rivalités qui peuvent s'étendre sur des années. La *ṣulh* détient l'objectif *« de renoncer à la vengeance, d'accepter une compensation juste et de réconcilier »*[694]. En guise d'illustration, un *ayan* originaire de Raqqa m'expliqua comment une série de disputes avait amené à la mort de 9 personnes. En conséquence, plusieurs visites des *ayan* chez les familles lésées avaient dû être effectuées afin d'organiser une *ṣulh* et de régler la *diya*.

Dans le cadre de la *ṣulh*, les *ayan* peuvent être l'intermédiaire avec la cour de justice de l'Administration autonome et demander, par exemple, qu'une personne ne serve pas tout de suite sa peine de prison ou que sa peine soit réduite. Un jour, la mère d'un jeune homme s'était présentée à une assemblée pour demander de l'aider quant à l'organisation d'une *ṣulh* : son fils avait commis un homicide et purgeait depuis plusieurs années une peine de prison. Elle souhaitait en appeler au pardon de la famille du défunt, dans l'espoir que son cas soit réanalysé par le tribunal et que celui-ci décide de sa libération. Il arrivait ainsi que des personnes incarcérées soient libérées en échange de la part des *ayan* de la garantie de la bonne conduite de ces anciens détenus. Ceci fût notamment le cas lors de la libération de personnes suspectées d'avoir été impliquées au sein de l'organisation de l'État Islamique[695].

En outre, il est arrivé que les assemblées portent les besoins populaires lors de contestations. En guise d'illustration, en 2020, l'administration autonome avait acheté aux fermier·ère·s le blé à 225 livres le kilo. L'offre de l'administration autonome était de ce fait bien moins avantageuse que celle proposée par le régime, qui lui, achetait le kilo de blé pour 400 livres. En conséquence de la crise économique, l'administration autonome avait interdit la vente du blé au régime syrien, provoquant la colère de la population. Après une rencontre entre les *majlis ayan* et l'administration autonome, un accord fût trouvé le 10 juin 2020 : l'Administration autonome maintiendrait l'interdiction de vendre du blé à Damas mais augmenterait son offre à 0.17 dollar le kilo[696].

Bien entendu, la justice coutumière n'est pas cantonnée au nord-est de la Syrie et se retrouve sous différentes formes de par le monde. Pour exemple, Laurent étudie l'entente au Burkina-Faso ; celle-ci se base sur l'imposition d'une paix dénuée de véritables délibérations par l'influence des dominants dans l'objectif d'obtenir la cohésion sociale[697]. Mais, fait intéressant

---

[694] *Idem*, p. 7.
[695] Un exemple de la libération de plusieurs suspects : Abdurrahman O. (2022), « SDF releases 16 former ISIS suspects in Syria's Deir ez-Zor », https://npasyria.com/en/89345/
[696] 493 livres syriennes, avec un taux de change à la date du 17 juin 2020 de 2900 livres pour un dollar.
[697] Laurent P.-J. (2007), « L'offre de guérison des Assemblées de Dieu du Burkina Faso », *Un bricolage en train de se faire entre la société mythique et la modernité globalisée*, Ethnographiques.org, n°14, https://www.ethnographiques.org/2007/Laurent

du nord-est de la Syrie, les *meclîs ayan* ne sont pas les seules structures à organiser la justice coutumière : les femmes disposent de leur propre structure, les *mala jin* (« maison des femmes »). Cette structure est ancrée dans la pratique révolutionnaire apoïste qui prône l'auto-défense des femmes – intellectuelle, militaire, politique, économique. L'indépendance de structures maintenues par des femmes dans la résolution des conflits est ainsi perçue comme indispensable à la création de possibilités de se protéger par elles-mêmes. De plus, les *mala gel* (« maison du peuple ») permettent de demander de l'aide dans la résolution des conflits sans passer par les sociabilités propres aux *meclîs ayan*. En pratique, il arrive que les différentes structures travaillent ensemble afin d'organiser une *ṣulh*.

Une autre particularité réside dans la volonté de représenter les différentes *reng*[698] locales au sein des assemblées. Le modèle organisationnel m'était ainsi présenté comme innovant par l'inclusion au sein de sa structure des représentants chrétiens et d'*aşîra* yézidies. Bien entendu, avant la révolution de 2012, les résolutions de conflits n'étaient pas cantonnées à une *reng* spécifique ; je pense surtout que la nouveauté réside dans l'institutionnalisation de la présence des différentes *reng* – surtout pour les yézidis qui, durant l'Empire ottoman, ne bénéficiaient pas du système des *millet* car ils·elles n'étaient pas reconnu·e·s comme les Gens du Livre. Le système des *millet* se présente comme un modèle d'organisation sociale pratiqué durant l'Empire ottoman ; il est basé sur la division de la population en communautés confessionnelles. Il fût institué à partir du 15ème siècle et offrait une autonomie domestique aux communautés reconnues, que ce soit au niveau de la justice[699], de l'éducation, des taxes et du commerce. Les premiers *millet* se composaient des musulmans, des orthodoxes (regroupant différentes Églises mais sans l'Église syriaque orthodoxe), des Arméniens et des Juifs. L'Église Syriaque Catholique et l'Église Catholique Chaldéenne n'obtiendront le statut de *millet* qu'au 19ème siècle, tandis que l'Église Syriaque Orthodoxe obtiendra ce statut seulement en 1914. Ces Églises étaient auparavant regroupées sous le *millet* des Arméniens.

Pour Hakobyan et Mollica[700], qui étudient l'Église Apostolique arménienne, des formes d'autonomie communales basées sur les appartenances ethnoreligieuses héritées de l'époque ottomane se sont perpétuées au sein de la diaspora en Syrie. Il semble néanmoins important de préciser que les *ayan* me présentaient la structure des *majlis ayan* en termes de *reng* et non de *millet*. Le terme *millet*, qui historiquement se réfère à l'appartenance confessionnelle, possède

[698] Pour rappel, « couleur » en *kurmancî*. Sur le terrain, le terme est usité pour désigner les spécificités d'un individu, qu'elles soient religieuses, sociales, linguistiques ou culturelles.
[699] Néanmoins, si les différents impliquaient des musulmans, les procès étaient menés au sein des tribunaux ottomans et la loi islamique prévalait.
[700] Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*

aujourd'hui le sens de « nation » - par exemple, *miletê kurd*, « le peuple kurde ». Les *majlis ayan* ne semblaient pas disposer de structures rigides et essayaient d'amener des représentants des différentes *reng* de leurs régions respectives (Circassiens, Turkmènes, Yézidis, Kurdes, Arabes, Syriaques et Assyriens[701], Protestants, Arméniens). Les représentants des *aşîra* kurdes et arabes étaient plus nombreuses suite à leur supériorité numérique, cependant, il était tout à fait envisageable de disposer de plusieurs représentants par exemple yézidis si la situation le demandait. Comme m'indiquera un *ayan* au sujet de la fluidité de cette structure, *« nous ne sommes pas chauvinistes »*. Le terme de *reng* s'avère ainsi bien plus englobant car il se rapporte aussi à des spécificités sociales propres à la *aşîra* ; il ne se cantonne pas à une appartenance religieuse, contrairement à *millet*.

[701] Sur le terrain, il était fréquent qu'une division soit effectuée entre « syriaque » (kur. *sûriyanî*, ar. *suriyānī*) et « assyrien » (kur. *aşûrî*, ar. *ašūrī*). Cependant, elle se rapporte simplement à une différence de culte et aux traditions linguistiques et culturelles qui s'y réfèrent, et aucunement à une distinction historique originelle entre ces populations. Comme me déclarera un *ayan* dont le culte est lié à l'Église de l'est : *« nous sommes un seul peuple »*. Voir à ce sujet Atto N., Immerzeel M., Snelders B., Ter Haar Romeny B., Van Gingel J. J. (2009), « The Formation of a Communal Identity among West Syrian Christians », *Results and Conclusions of the Leiden Project*, *in* Church History and Religious Culture, vol. 89, n°1, Brill Academic, p. 1-52.

6.2. Se distancer des politiques de guerre

6.2.1. *Le* politique et *la* politique

Je fus surpris de constater que mes premiers entretiens étaient souvent teintés d'une forme apparente de rejet de la politique. En effet, mes interlocuteurs tenaient généralement à m'expliciter qu'ils ne disposaient pas de liens avec les affaires politiques.

> *Entretien avec Mr. Bedir Xan, novembre 2021.*
>
> L'arrière-petit-fils de Celadet Bedir Xan, écrivain, linguiste et célèbre personnalité du nationalisme kurde, lui-même descendant de Mîr Bedir Xan Bey, prince de l'émirat du Botan entre 1821 et 1847, se tient en face de moi. Nous sommes dans les bureaux de la *majlis ayan* et s'est un peu par hasard que nous nous sommes rencontrés. Il parle de ses illustres ancêtres et de la situation actuelle. D'un ton posé, il conclut : *« nous ne souhaitons pas de politique [aborder des questions politiques], car nous sommes pour tous les peuples »*. Il rajoute, concernant sa famille : *« nos idées sont scientifiques, pas politiques »*.
>
> *Entretien avec Mr. Rameel, février 2022.*
>
> Mr. Rameel m'invite à goûter un des biscuits faits maison posés sur la table basse. Il écoute ensuite attentivement mes explications quant aux raisons de ma venue tandis qu'il me tend le thé. Il hoche la tête et accepte de parler de son rôle lorsqu'il siégeait dans la *majlis ayan*. Cependant, *« je ne veux pas parler de politique »* m'avertit-il. Je le rassure sur ce point : mes questions ne porteront pas sur les dissensions partisanes.
>
> *Entretien avec le sheikh al-Khawatna, avril 2022.*
>
> Le sheikh al-Khawatna répond patiemment à mes questions toujours avec un grand sourire. Nous attendons ensemble l'*aḏān*[702] pour rompre le jeune en ce mois de Ramadan. Un ami et moi-même avons été invité par le sheikh à partager l'*iftār*[703] avec sa famille et lui à sa maison. Il m'a également convié à poser les questions que je souhaitais concernant l'histoire des Khawatna. J'entends des personnes s'affairer dans la cuisine et des odeurs d'épices commencent à s'y échapper. La fille du sheikh est venue s'assoir à côté de son père et l'écoute avec attention. Avant de conclure l'entretien, le sheikh insiste sur le fait que son rôle est lié aux affaires sociales : *« nous*

[702] L'appel à la prière.
[703] Repas qui accompagne la rupture du jeûne.

[aṣîrat al-Khawatna] n'avons rien à voir avec la politique ou la guerre. L'État et les politiciens ne font que s'entre-tuer ».



81. Rupture du jeûne, Hasakê, 2022.

Je compris qu'il s'agit surtout pour mes interlocuteurs d'établir une différence claire entre le politique, qui s'apparente au vivre-ensemble et à la résolution de conflits, et la politique, qui se réfère à l'activité et à la concurrence entre les acteurs pour assurer le politique[704]. Cette distinction s'éclaire d'autant plus par le fait que les *ayan* insistaient sur le fait qu'ils ne soient pas payés pour leur travail au sein des *majlis*. Au contraire, ils soulignaient que ceci était couteux – notamment au vu du prix de l'essence et des déplacements qu'ils devaient faire. Je pense que, par cela, ils souhaitent se distancier de l'activité politique en tant que métier.

Dans la logique de Marcel Mauss, le don s'inscrit dans une forme d'échange par le contre-don[705]. En d'autres termes, l'acte apparemment désintéressé se rattache à l'obligation d'un retour. Le fait que les *ayan* se présentent au travers du don de soi, à la limite du sacrifice envers la communauté n'est pas anodin. Le contre-don peut s'accomplir de différentes manières – par exemple, par l'acquisition d'une renommée sociale que le travail engendre -, néanmoins, au vu de ce qui nous intéresse dans ce travail, je pense que l'idée du don de soi pour le travail de la paix vise aussi à se dégager de tout lien avec la politique. Pour eux, ne pas être payé équivaut à

[704] Favre P. (2005), « Naissance de la Science Politique », Fayard (1ère éd. 1989).
[705] Mauss M. (2021), « Essai sur le don », *Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Flammarion, 1ère éd. 1925.

exercer une activité propre à la gestion du vivre-ensemble sans que ceci soit basé sur la recherche d'un intérêt personnel à tout prix. Le travail politique présenté en tant que don détient l'objectif de se constituer socialement et concerne moins, je pense, le désir d'obtenir un retour matériel ultérieur. En d'autres termes, me clarifier que le travail de la paix n'est pas un métier pour eux amène à me montrer qu'ils font du politique sans devenir politicien.

Ainsi, ce type de déclarations, propre à une conception de la politique reliée au conflit et à l'intérêt personnel, parcouraient la plupart de mes entretiens. Elles m'avertissaient de ne pas m'aventurer dans les logiques partisanes, ou servaient à me montrer les aspirations que mes interlocuteurs portaient en tant qu'individu ou groupe : s'unir au-delà des divergences politiques. « *Nous ne sommes pas des personnalités politiques, voilà pourquoi nous sommes unis »* me dira un jour un sheikh. Cette conception de la politique n'était cependant pas que cantonnée à des sheikhs ; comme dit précédemment, mes interlocuteurs entretenaient des relations très variables avec les *majlis ayan* et s'identifiaient à leur *aşîra* de manière hétérogène. Il s'agissait surtout d'*ayan* suite à la sagesse qu'ils démontraient au travers leur renommée sociale, leur implication dans la résolution des conflits, leur hospitalité et de leur connaissance de l'histoire – de leur famille, de leur région et *aşîra*. Ainsi, un écrivain et historien kurde renommé commença son récit de la même manière : *« je suis historien, pas politicien »*. Je pus le rassurer aisément puisque mes questions tourneraient autour de la création de la frontière syro-turque. De manière évidente, ce sujet touche à des questions politiques – cependant, je compris très vite que la notion de politique renvoyait pour eux aux affiliations politiques en tant qu'éléments de dissensions. *La* politique renvoyait ainsi à cette arène violente développée au sein des précédents chapitres de cette thèse : elle se référait de ce fait au jeu d'échecs qui avait amené à ce que la guerre engloutisse avec elle tous les aspects de la vie. Elle détenait un caractère extrêmement péjoratif, et se référait à la division, à la sournoiserie, à la traitrise, au mensonge et à la guerre : *« tout le monde sait que la politique est un mensonge »* me déclara un jour un *ayan*. Les différentes formes de pouvoir qui se sont succédé dans la région renvoyaient toutes à une forme de sournoise où aucune confiance ne pouvait être accordée :

> *Entretien avec le Sheikh al-Wulda, janvier 2022.*
>
> L'État a fait pression sur nous […]. Si cet État avait fait pression sur Israël comme il avait fait pression sur nous, nous aurions déjà conquis Haifa et Tel Aviv depuis longtemps. Mais il combat son propre peuple d'une étrange manière.

Pour le Sheikh al-Wulda, la doctrine politique qui, à cette époque, prônait la libération de la Palestine, ne fut qu'un discours de parade. La violence étatique exercée sur sa propre population fût teintée d'un discours édulcoré sur la libération du peuple palestinien. Le Sheikh Wulda montre ici l'hypocrisie *« de la construction d'une identité dans les termes définis par des discours et aspirations nationales dans lesquels la libération de la Palestine et des terres arabes occupées est un élément constitutif du politique »*[706] : la Palestine est toujours occupée et le Ba'ath s'est surtout orienté sur l'établissement d'un régime de contrôle et de terreur sur sa propre population.

Les propos de mes interlocuteurs étaient donc éminemment politiques, si nous considérons le politique en tant que gestion du vivre-ensemble. Ainsi, comme il sera développé au sein de ce chapitre, parler des différents épisodes historiques de la région ne posait pas de réel malaise, et les discussions s'axaient généralement vers le besoin de renforcer la cohésion sociale ou vers les défiances encore présentes dans les mémoires collectives.

En fait, ne pas parler de la politique ne voulait pas dire pour mes interlocuteurs qu'ils ne détenaient pas une connaissance fine du contexte politico-militaire de la région – bien autre contraire -, ni qu'ils étaient totalement neutres face à celle-ci. Encore une fois, au contraire, nombreux tenaient à montrer leur implication dans la défense de la région contre l'État Islamique : en effet, il arrivait qu'ils me racontent comment ils avaient pris leurs armes et leurs voitures pour aider au front, ou comment d'éminents membres de leur famille avaient résisté. *« Nous avons donné 108* şehîd *rien que dans la guerre contre l'État Islamique »* me dit un *ayan* siégeant à la *majlis* d'Hasake. *« Quant aux Cherabi* [une aşîra dont le sheikh était présent au moment de l'entretien]*, ils en ont donné 406, et ce, rien que pour Hasake »* m'informe-t-il d'un air sombre. Pour eux, il était nécessaire de s'unir car *« Daesh ne faisait pas de différence. […] À l'heure actuelle, nous combattons toujours le terrorisme. »* La défense du territoire face aux politiques de terreur de l'État Islamique transparaissait dans plusieurs entretiens réalisés. En d'autres mots, ce rejet d'une vision spécifique de la politique ne revient pas à se couper du contexte politico-militaire dans lequel toutes les sphères de la vie dans le nord-est de la Syrie sont baignées. La réalité de la violence quotidienne revient toujours au galop. D'ailleurs, le fait que les *majlis ayan* règlent les conflits locaux dans un contexte de guerre me donnait parfois l'impression de jongler entre des situations diamétralement opposées. J'avais été frappé par cette entre-deux dans lequel nous nous trouvions, entre affaires quotidiennes et proximité avec la violence de la guerre. Ainsi, alors que je rendais visite aux membres de l'assemblée d'Hasakê seulement quelques jours après la reprise de la prison de Ghuweiran par les Forces Démocratiques Syriennes, ceux-

[706] Ismail S., *op. cit.*, p. 122.

ci étaient occupés à recevoir les demandes des habitant·e·s de la région. Les conversations concernant les problématiques liées au climat de terreur – ravivement des cellules dormantes de l'État Islamique, arrestations, personnes tombées martyr·e·s -, étaient entrecoupées de visites d'individus souhaitant amener des solutions aux problèmes de leur quotidien. En parallèle, les drones influaient le travail des *ayan* dans la résolution des conflits. En effet, les déplacements pour effectuer des *ṣulh* s'enracinaient dans une prise constante de risques face aux drones :

> *Cahier de terrain, janvier 2022.*
>
> La route vers la tente n'est, au final, pas très longue. J'accompagne un sheikh de la confédération soufie Qadiri à une *ṣulh* réalisée dans les environs d'Amûda. Les champs s'étendent à perte de vue et nous roulons sur un chemin de terre qui nous mène vers un village reculé de la voie principale. Une colonne de voitures commence à se dessiner, elle avance lentement sur la route cabossée. J'entends le Sheikh claquer de la langue en signe de mécontentement. Il signale d'une voix basse au conducteur le manque d'organisation et le danger encouru par le fait d'arriver tous en même temps.

Je pense que l'implication politique de mes interlocuteurs -même si celle-ci n'est pas désignée comme telle - et la volonté de se détacher de la politique – en tant que scène de rivalités – touche ici à la volonté de bâtir une souveraineté populaire. Ce terme semble cependant peu présent sur le terrain et transparaissait plutôt sous la désignation de libération (kur. *rizgar*, ar. *taḥrīr*) ou liberté (kur. *azadî*, ar. *ḥuriya)*. J'entends par souveraineté la capacité à exercer le politique et souhaite me détacher d'un regard axé vers l'État, très présent au sein de la littérature scientifique. Les travaux d'Agamben[707] ont offert une nouvelle perspective à la notion de souveraineté, jusque-là relié au contrôle et au territorialisation. Il base son analyse sur la capacité d'émettre l'état d'exception ; en ce sens, est souverain celui qui dispose du droit de distinguer entre la vie politique et la simple vie naturelle. Agamben fonde effectivement son analyse sur le droit : celui qui est placé en dehors de la loi par le pouvoir souverain peut être tué. Je souhaite ici me distancer de cette perspective car elle est rattachée elle aussi à l'État et ne rend pas hommage aux pratiques quotidiennes qui définissent la souveraineté dans le nord-est de la Syrie. En outre, l'existence d'un État ne se réfère d'ailleurs pas à la gestion du vivre-ensemble. Mr. Rameel, qui suit le culte de l'église syriaque orthodoxe, avait insisté sur l'importance de l'église pour gérer les affaires quotidiennes : *« il n'y avait pas d'État pour nous […]*

[707] Agamben G. (1998), « Homo Sacer », *Sovereign Power and Bare life*, Meridian ; Agamben G. (2005), « State of exception », The University of Chicago Press.

nous gérions notre propre système scolaire, collectivisions les fonds afin d'assurer le bon fonctionnement des écoles. L'église venait en aide aux familles pauvres. » La perspective d'Agamben ne permet pas non plus de comprendre comment les résistances s'articulent[708] - incarnés par le mot du terrain « libération ».

En outre, vie biologique et vie politique ne sont pas toujours conçues de manière harmonieuse sur le terrain. La notion de souveraineté est en constante négociation et est fortement liée à la vie politique – presque parfois de manière exclusive. J'ai montré au sein du chapitre 3 les difficultés économiques auxquelles font face les résident·e·s du nord-est de la Syrie : l'eau se révèle rare et les pénuries sont quotidiennes. Il arrivait ainsi que des personnes me clament que *« la révolution est terminée »* (cf. chapitre 3), au vu du manque de ressources élémentaires et de l'incapacité des structures politiques locales à assurer les besoins essentiels de la population. Au contraire, l'importance de la liberté d'être soi et de participer à la vie politique au travers de ses *reng*[709] pouvait être mis en exergue, et ce, au détriment de la qualité de vie :

> *Message d'un journaliste kurde, décembre 2024.*
>
> Quand les YPG ont été créées, nous avons enfin compris que nous pouvions dorénavant dire « non » en tant que personnes. Cette croyance était impossible sous le régime. Alors, nous n'avions plus peur. Le régime, certes, nous donnait de l'eau et de la nourriture, mais je ne veux ni de cette eau ni de cette nourriture si cet État nous tue, viole nos femmes, interdit notre langue et nous torture. Je ne suis pas un animal, j'ai une vie, une histoire. […] Avec la révolution, mon objectif premier fût de créer un sens à ma vie.

Capacité à exercer le politique n'équivaut donc pas, sur le terrain, à la souveraineté sur les ressources comme l'étudie Wilson au Sahara occidental[710] - cela ne veut pas dire pour autant qu'un désir à l'accès aux ressources est absent. Des frictions entre politique et biologique se cristallisaient parfois au détour d'une conversation. En guise d'illustration, un jour, assis autour du souper dans une de mes familles d'accueil, une femme âgée me décrit le prix des denrées avant 2011, nettement inférieur aux prix actuels. Tandis qu'elle me détaillait ses journées d'antan sans coupures d'électricité et de rationnements, un de ses neveux la reprit calmement et lui rappela qu'à cette époque elle ne pouvait ni parler sa langue ni afficher un quelconque

[708] Laclau E., « Bare Life or Social Indeterminacy? », p. 11–22, *in* Calarco M. & De Caroli S. (2007), « Giorgio Agamben : Sovereignty and Life », Stanford, Stanford University Press.
[709] Pour rappel, « couleur » en *kurmancî*. Sur le terrain, le terme est usité pour désigner les spécificités d'un individu, qu'elles soient religieuses, sociales, linguistiques ou culturelles.
[710] Wilson A., *op. cit.*

élément culturel spécifique. Ainsi, comme l'affirme Reeves, *« la « souveraineté » n'est pas une abstraction de la théorie politique, mais une revendication empirique, une pratique et un champ de contestation, c'est-à-dire une souveraineté en tant qu'objet d'enquête proprement ethnographique »*[711]. La souveraineté est ce pour quoi certain·e·s partent au front, elle combine des préoccupations propres à l'existence même avec des préoccupations de l'ordre de l'existence politique, l'une devenant indissociable de l'autre[712]. Une phrase très célèbre du mouvement de libération kurde, mais qui peut être généralisé à la réalité du nord-est de la Syrie, résume en partie cette réflexion : *« berxwedan jiyan e »* (« la résistance est la vie »).

En outre, il est à rappeler que les territorialités sont mouvantes et sont reliées à des « possibilités d'être » (cf. chapitre 3) – certaines régions ne sont pas accessibles pour tous·tes, au risque d'y perdre la vie. Tandis que les checkpoints ne sont pas franchissables par tous·tes, les lignes de front sont mobiles et bousculent les vies en fonction de leurs variations. En parallèle, la Turquie exerce une gouvernance par la mise à mort depuis le ciel, alors même que les États-Unis et la Russie contrôlent l'espace aérien. Enfin, les vies sont considérées comme non significatives au gré des intérêts géopolitiques. Souveraineté et politique ne peuvent donc être appréhendé sur le terrain en dehors de ces multiples sources d'autorité en compétition[713] et sont intrinsèquement liés à l'espoir (kur. *hêvî*, ar. *amal*).

Ce rejet de *la* « politique » n'équivalait pas non plus à se distancier de manière unanime de toute implication au sein d'un parti ou d'un projet politique – je connu d'ailleurs des *ayan* qui créèrent leur propre parti ou même qui s'impliquèrent au sein de l'Administration autonome. Dans la pratique, mes interlocuteurs pouvaient en effet jouer un rôle dans l'exercice du pouvoir. De ce fait, je ne souhaite pas les présenter comme exempts de jeux d'intérêts et d'influence. La distinction entre *le* et *la* politique s'avère surtout être un outil théorique qui permet de comprendre que le terme « politique » utilisé au sein de leurs discours se réfère à une compétition politique qui, sur ce terrain, ne peut être pensée en dehors du contexte de guerre dans lequel mes interlocuteurs sont imprégnés. Dans ce chapitre, il sera développé que *la* politique, dans ce contexte spécifique, ne se réfère pas juste à une lutte concurrentielle pour le pouvoir au moyen d'élections et d'engagements au sein de partis politiques. Elle se rapporte tout d'abord à un interdit passé, en conséquence de la nécessité de survie sous le régime du Baath, mais aussi à des craintes relatives au contexte présent d'insécurité. De plus, elle renvoie

[711] Reeves M., *op. cit.*, p. 235, *in* Bryant R. & Reeves M. (éd.), *op. cit.*
[712] Dzenovska D., « Existential Sovereignity », *Latvian People, Their State, and the Problem of Mobility »*, p. 158, *in* Bryant R. & Reeves M. (éd.), *op. cit.*
[713] Reeves M., *op. cit.*

aux enjeux de pouvoir géopolitiques, ainsi qu'à l'accaparement et au renforcement du pouvoir par la mise en place de politiques de division et d'annihilation. Ainsi, *la* politique semble polymorphe sur le terrain : elle montre l'activité politique propres aux mécanismes du pouvoir comme un terrain glissant, comme un danger qui peut apparaitre au fil du développement de la conjoncture politique. Il s'avère important de comprendre que les jeux d'influence locaux entre différents partis ne sont pas indépendants des politiques extérieures et des conflits armés qui sévissent en Syrie. En fait, les tensions entre les partis et coalitions proches de Barzani d'un côté, le PYD de l'autre, ne furent pas anodins durant mes années de terrain et ne renvoyaient pas simplement à des divergences quant à une feuille de route propre à un projet politique. Ces dissensions se référaient surtout à des questions bien plus larges en rapport avec le positionnement de chacun vis-à-vis de la Turquie et des autres parties belligérantes au conflit : pour exemple, sur le terrain, nombreuses furent les personnes qui pointèrent du doigt les connivences à Afrin entre l'ENKS[714], proche de Barzani, et l'occupation turque. Il arrivait que les membres de l'ENKS et les médias liés à Barzani soient accusés d'espionnage, tandis que ces derniers accusaient le PYD de rapts d'adolescent·e·s pour les incorporer dans l'armée.

> *Cahier de terrain, septembre 2021.*
>
> Une manifestation organisée par l'ENKS près du bâtiment des Nations-Unies à Qamişlo a suscité beaucoup de débats dans le quartier. C'était une manifestation qui pointait du doigt les prix montants du *mazût*. Certaines personnes que j'ai rencontrées étaient d'accord avec leurs propos, d'autres étaient furieuses et accusaient ces personnes de ne pas être sorties manifester lorsqu'il s'agissait de l'occupation d'Afrin ou Serê Kaniyê. La jeunesse révolutionnaire est arrivée, l'un des membres a frappé une personne liée à l'ENKS. Le quartier est en ébullition.

Il a pu être constaté que mes interlocuteurs souhaitent rendre compte d'un détachement vis-à-vis de *la* politique en présentant le travail de la paix comme une forme de don. Je souhaite ici montrer que le rejet apparent de *la* politique de la part de mes interlocuteurs n'équivaut pas non plus à une absence de vie politique de leur part. Néanmoins, je pense que cette distinction se rapporte surtout à la difficulté d'établir une vie politique dans un contexte de guerre où la méfiance est de mise. La politique en tant qu'espace de conquête et d'exercice du pouvoir était au sein des discours présentée comme intrinsèquement liée à la potentialité de ce qui pouvait

[714] L'ENKS (Conseil National Kurde en Syrie), coalition dirigée par le PDK-S (Parti Démocratique du Kurdistan en Syrie), proche de Barzani, est une coalition de partis politiques créée au début de la guerre civile syrienne. La coalition a évolué au fil de la guerre et, durant mes années de terrain, elle était généralement perçue comme pro-Barzani et donc proche des intérêts turcs.

advenir de pire. La politique se présente dès lors comme un risque. C'est pourquoi, au long de cette section, je parlerai de *la* politique en tant que politique de guerre et d'annihilation, en prenant en compte cette frontière poreuse qui sous-tend les différentes dimensions du concept.

La distinction émise se montre un outil théorique pour comprendre les nuances liées au faire politique dans le nord-est de la Syrie, mais ne doit donc pas être pensé comme une division pragmatique exercée par mes interlocuteurs. Il est ainsi question d'appréhender, par la pratique discursive, les peurs et les aspirations propres à l'établissement d'une souveraineté populaire, ainsi que les réflexions vis-à-vis de nouvelles formes d'expressions des différences.

6.2.2. Le don à l'épreuve de la guerre

Je pense que cette abstraction de *la* politique en tant que source de *ẓulm* (oppression, injustice, cf. chapitre 3), tient surtout son importance dans ce à quoi elle renvoie à l'opposé : reconstruire les liens sociaux au travers d'un politique qui fait sens, que mes interlocuteurs désignaient comme « social », ou « culture populaire », ou qu'ils présentaient au travers des valeurs rattachées aux *aṣîra* ou à un groupe d'appartenance identitaire (kurde, arabe, …) ou, comme vu dans les témoignages précédents, à l'histoire et à la science. En fait, au sein des récits récoltés, les valeurs propres à la bonne coexistence du groupe étaient considérées comme chères mais sapées par une politique prenant la forme de régimes politiques, sources de *ẓulm* (oppression, injustice).

Les différentes catégories utilisées pour souligner le gouffre entre cette conception de la politique et le vivre-ensemble ne me semblent pas importants et peuvent même détenir l'effet néfaste d'essentialiser lesdites catégories. Celles-ci ne se relevaient pourtant pas essentielles au sein des discours car il arrivait qu'elles soient même interchangeables : ainsi, le sheikh parlait des « coutumes arabes » pour ensuite se référer aux sociabilités propres à la *aṣîra.* Sous une autre forme, une des personnes rencontrées s'était présentée de manière claire : *« je suis historien, pas politicien ».* Mais tous, quels que soient les catégories sociologiques utilisées, abordaient au travers de ces dernières la connaissance et le respect de son prochain, la morale, le pouvoir et la richesse au service du peuple, l'hospitalité ainsi que la solidarité.

Si les discussions tournaient autour de l'origine de leur *aṣîra*, la générosité, l'hospitalité et la quête de justice étaient promues au travers de mythes entourant ou leur *aṣîra*, ou des personnalités liées à celle-ci. Dans cet ordre d'idées, un *ayan* des Gabara m'expliqua le mythe originel de son *aṣîra* :

Entretien avec un ayan des Gabara, mars 2020.

Les Gabarî étaient à l'origine 4 frères et une sœur. Ils habitaient dans une ville au nord d'Amed contrôlée par un prince tyrannique. Il avait usage d'enlever les femmes. Un jour, le prince enleva la sœur Gabarî. Pour la sauver, un des frères porta les vêtements de sa sœur et se fît kidnapper. Il put ainsi s'introduire dans les appartements du prince et l'assassina. Gabara vient de « ga », buffle, tandis que « bara » se réfère au fait de s'enfuir. Les frères et la sœur prirent les quelques ressources qu'ils avaient – dont leurs buffles -, et s'échappèrent de la région après le meurtre du prince. Après une longue route, ils arrivèrent dans la région d'Amûda au début du XIXème siècle et rencontrèrent les Daqorî qui leur donnèrent des terres. Petit à petit, ils construisirent des villages sur celles-ci, et restèrent jusqu'à aujourd'hui.

À travers ce récit, l'épanouissement des Gabara se base sur la reconnaissance de la générosité d'autrui. C'est effectivement grâce au don des terres de la part des Daqorî que les Gabara purent s'épanouir alors qu'ils étaient en fuite. Une histoire similaire me fût raconté par un *sheikh* des Majadma, alors que je lui demandai la signification de leur nom :

Entretien avec l'arrière-petit-fils du Sheikh Geshe, Décembre 2021.

Nous allions d'un lieu à un autre à cause de la faim. Il y a une période que nous appelons « l'année de la faim ». C'était un état d'itinérance. […] Mon arrière-grand-père [..] avait pour surnom Geshe. Il était très intelligent et parlait kurde, turc, et arabe. Son nom en turc était Adam Axa et son véritable nom était Abd Rabo. Il était proche d'Ibrahim Paşa Mîlan[715] et habitait près d'Urfa – [à cette époque] il n'y avait pas de frontières.

Geshe et sa famille travaillait dans un restaurant et, parce que son village était affamé, ils revenaient avec les restes de viande de mouton ou de vache. Ils les mettaient sur les ânes et revenaient au village qui consistait à ce moment à 15-20 maisonnées. Ils ramenaient la nourriture de manière hebdomadaire car le village était en état de famine. Les villageois·e·s disaient alors *« le geshe est arrivé »*. Il a donc été surnommé Geshe[716]. […]

[715] Ibrahim Paşa prendra la tête des Mîlan, *aşîra* principalement kurde, en 1963. Il étendit son influence sous le règne d'Abdulhamid II. Van Bruinessen M., *op. cit.* ; Winter S. (2006), « The other « Naḥda » : The Bedirxans, the Millîs and the tribal roots of Kurdish nationalism in Syria », Oriente Moderno, Anno 25, vol. 86, n°3, p. 461-474, https://www.jstor.org/stable/25818086

[716] *Gaša* en arabe se rapporte aux effets transportés par des personnes.

> Mais plus tard, ils s'installèrent près de la rivière Balikh qui rejoint l'Euphrate – et où il y a l'eau, il y a la vie. Ibrahim Paşa était responsable de ces terres [et les a donnés à Geshe] avec des papiers officiels.

Encore une fois, c'est grâce au don de terres de la part d'Ibrahim Paşa Mîlan que leur état d'itinérance et de famine prit fin. Les difficultés du groupe furent telles que le surnom *geshe* fût donné à leur ancêtre et l'arrivée sur les terres offertes se présente comme une opportunité pour s'y développer – *« où il y a l'eau, il y a la vie »*. La reconnaissance de la générosité d'autrui à leur égard est ainsi inscrite au sein de leur histoire familiale. Pour Mauss, le don est créateur de lien social suite à l'obligation du contre-don ; ceci se dresse comme une thématique principale de ce récit.

Dans le même ordre d'idées, certains récits récoltés mirent en valeur la générosité d'un de leur ancêtre ; ou encore, le caractère paisible des terres sous son contrôle. Un *ayan* de la *asîra* Mîran[717] résidant à Dêrîk établit d'ailleurs un parallèle avec la situation actuelle, où, en plein état de guerre, les individus se déplacent constamment à la recherche de sécurité :

> *Entretien avec un* ayan *des Mîran, septembre 2021*
>
> Il y a eu des souffrances et ces personnes sont arrivées. Ils avaient subi l'autorité de certaines personnes. Par exemple, de la même manière qu'aujourd'hui des personnes vont jusqu'[aux territoires de] l'administration autonome, c'est pareil : elles sont parties [d'un lieu] néfaste vers un lieu meilleur et tranquille.

Ceci est généralement mis en parallèle avec une image idéalisée du passé où les difficultés économiques avaient la capacité d'être surmontée par les liens de solidarité. Cette perception presque idyllique se confronte avec la situation actuelle où la pauvreté a gangréné toutes les couches de la société :

> *Entretien avec un* ayan *des Mîran, septembre 2021*
>
> Le pays le plus riche du monde est la Syrie : il y a du gaz, du pétrole. Tu sais en Syrie il y a combien de millions de personnes ? Il y a tout pour assurer leur vie, qui serait plus belle que la vie aux USA ou au Golfe. 80 millions de personnes pourraient vivre en Syrie. Son pétrole, son gaz, son eau. Il y a tout. Maintenant, la situation est devenue

[717] Au départ se déplaçant entre les rives du lac Wan et le Şengal, les Mîran se sont établis en grande partie dans la région de Karaçok suite à leur sédentarisation. Leur notoriété, encore actuelle, tire ses sources de Mustafa Paşa, un des commandant de la cavalerie Hamidiye mise en place sous Abd al-Hamid II. Fin du 19ème siècle, Mustafa Paşa était une des personnes les plus influentes de la région.

> difficile. Le pétrole est devenu extrêmement cher, les pauvres ne peuvent plus acheter leur *mazût*. Quel que soit l'autorité qui a été gérée par les armes, personnes ne peut les confronter [litt. « s'arrêter devant eux »] – regarde comment Hafez al-Assad et son fils ont détruit la Syrie. Et personne ne peut rien dire. Regarde ce pain, c'est 500 livres syriennes et il n'est même pas bon. […]
>
> Je donne 10% des recettes de mes récoltes aux pauvres. […] Et puis parfois nos personnes partent. Ils envoient de l'argent depuis l'Europe. Ce sont nos fils en Europe qui envoient 100 euros, 200 euros. Ils donnent l'argent aux familles pauvres. Allez par exemple je vais te dire, un kilo de *çaî* c'est 25 000 livres, tout le monde ne peut pas se le permettre ! […]
>
> Nayef Paşa[718] mettait trois fois par jour des repas dans sa tente. Toute la *aşîra* mangeait. Le matin, il y avait le petit-déjeuner, avec du pain, de la confiture, du tahini, des figues, des dattes, … Puis à midi et au soir, il égorgeait des moutons. Les gens mangeaient, dans les environs, personne ne mangeait chez soi, tous venaient, avec les enfants, … Il y avait 100, 200, 500 personnes qui passaient […] ça ne terminait pas. Même lorsqu'il est mort, à son enterrement, les gens ont mangé pendant 3 jours.

Cet extrait met en lumière plusieurs points. Tout d'abord, la situation presque absurde dans laquelle sont baignées les populations du nord-est de la Syrie. Le pays possède des ressources premières importantes, que cela soit au niveau des hydrocarbures ou de l'agriculture, mais l'extrême pauvreté a percuté une large partie du pays et les pénuries font à l'heure actuelle parties du quotidien. Ensuite, la dépendance économique : beaucoup de familles vivent grâce au capital envoyé par leurs membres émigrés. Durant mes années de terrain, presque chaque famille rencontrée avait un de leurs proches exilé ; ceci dans l'espoir de construire un avenir meilleur pour lui-même et son entourage. À l'opposé, l'opulence du passé détaillée dans l'extrait démontre la capacité d'antan à pouvoir subvenir aux besoins de tous·tes. Ces récits précédents détiennent pour point commun la capacité à donner et à recevoir, qui semble, selon le dernier récit, mit en difficulté par la guerre. Le tissu social semble dès lors érodé. Je pense aussi que mon interlocuteur soulignait, au travers de ses mots, l'effritement du pouvoir local ; ici incarné d'un côté dans l'aptitude passée à combler les manques, de l'autre dans les difficultés

[718] Nayef Paşa est le fils de Mustafa Paşa Mîran. Il s'est impliqué dans le mouvement autonomiste durant le mandat français, qui luttait pour l'autonomie administrative de la Cezîre. Tejel J. (2009), « Syria's Kurds », *History, Politics and Society*, Routledge, London & New-York.

à pouvoir assurer l'hospitalité. Alors que nous mangions, il s'était presque excusé pour le goût du pain.

Il se peut qu'il s'agisse d'une référence à un affaiblissement d'un pouvoir politique propre à la *aşîra* suite à l'évolution historique de la région – comme me dira un jour un *ayan* en haussant les épaules : *« maintenant les* aşîra *n'ont plus le même pouvoir qu'avant »*. Les *aşîra* disposent d'une forme de gouvernance, entretiennent des relations avec d'autres unités politiques, et, dans certains contextes socio-politiques, s'approprient et distribuent les ressources et protègent celles-ci[719]. Néanmoins, c'est surtout un sentiment d'abjection qui transparait au travers de cet extrait[720] ; par l'expérience de l'humiliation de devoir se battre pour avoir accès à des produits de base, de ne pas pouvoir correctement de substanter ni de pouvoir offrir aux invité·e·s des produits de meilleure qualité. Ce qui est pointé du doigt ici, c'est le fait de s'être fait voler la possibilité d'une vie digne – *« plus belle que la vie aux USA ou au Golfe »* - qui a été volée par une *« autorité qui a été gérée par les armes »*. C'est notamment l'humiliation de devoir aujourd'hui compter sur l'exil des enfants vers le Başûr, la Turquie ou l'Europe qui se cristallise dans ses mots.

Ainsi, les personnes rencontrées sur le terrain tenaient surtout à raconter les déchirures causées par les guerres et pouvoirs illégitimes qui se sont succédé au fils du temps. Au travers de ce chapitre, je souhaite montrer que des dynamiques collectives sont présentes entre le passé et le présent, quel que soit le groupe auquel les acteur·trice·s du terrain se réfèrent. *La* politique formulée dans les récits – sous la forme de l'Empire Ottoman, du mandat français, du parti Ba'ath – a amené au racisme, à l'annihilation des pans de la population, à la création de frontières, de checkpoints, à l'exil et à la précarité. En conclusion, *la* politique représente la perte de la souveraineté populaire – dans sa capacité à pouvoir se connaitre et se comprendre, mais aussi dans son aptitude à pouvoir vivre sur le sol syrien avec ses ressources et particularités. Pour mes interlocuteur·trice·s, la politique se révèle être synonyme d'une politique de guerre.

[719] Wilson A. (2016), « Sovereignity in Exile », *A Saharan Liberation Movement*, University of Pennsylvania Press.
[720] Ismail S. (2018), « The Rule of Violence », *Subjectivity, Memory and Government in Syria*, Cambridge University Press.

6.2.3. « Chacun a eu ses manières d'occuper »

Je souhaite explorer les différentes dimensions de ces politiques de guerre afin de comprendre pourquoi mes interlocuteurs souhaitent absolument se distancer du terme « politique ». La mémoire des politiques de guerre passées sera développée afin d'appréhender, au long des sections suivantes, ce que mes interlocuteurs entendent par « vie commune ». Dans cette section, l'occupation, très présente dans les récits concernant la situation présente – avec Afrîn et Serê Kaniyê – se révélait être une primordiale pour expliciter l'état des subjectivités politiques par le passé.

6.2.3.1. « Cela fait 100 ans que c'est comme ça »

« Chacun a eu ses manières d'occuper » me lança le sheikh al-Majadna. Par cela, le sheikh se rapporte à une forme d'illégitimité. Effectivement, un des points d'ancrage des différents récits se présentait par l'absence de légitimé de la souveraineté de l'entité politique qui applique la violence :

> *Entretien avec un sheikh des al-Sheitat, février 2023.*
>
> Durant l'occupation ottomane – ou l'Empire Ottoman, ils étaient connus pour la *ẖāzūq* (trahison). Je veux dire, le peuple ne voulait pas d'eux, ils prenaient dans les fermes. Selon ce que nos ancêtres disaient, ils prenaient le blé, et même dans les maisons ils prenaient tout. Alors les gens cachaient leurs récoltes. Ils ne se connaissaient pas [les précepteurs de l'Empire et la population locale].

Les mauvais traitements envers les populations locales sont au sein de cet extrait mis en exergue par le caractère étranger de ceux qui commettent l'agression – « ils ne se connaissaient pas ». Il se distingue par ce fait la volonté d'échapper à une domination perçue comme extérieure. La figure de l'incursion étrangère peut notamment être retrouvée par l'utilisation par les Français de soldats issus eux-mêmes de territoires colonisés :

> *Entretien avec un sheikh al-Ageydat, juin 2022.*
>
> Ils [les Français] amenaient des Sénégalais [pour combattre en Syrie][721]. Ils nous ont attaqués, un soldat français s'est posté avec son fusil sur le toit de la mosquée, mais ils

[721] Guyon A. (2022), « Les tirailleurs sénégalais », *De l'indigène au soldat, de 1857 à nos jours*, Perrin, Ministère des Armées.

> [les habitants] ont réussi à le tuer et lui ont pris son fusil. Ce soldat était du Sénégal. L'endroit a pu être libéré par la suite.

Néanmoins, mes interlocuteurs ne se présentaient pas en tant que simples victimes. Tout comme le note Hanifi lorsqu'il analyse la dimension anthropologique des moments qui ont marqué l'histoire des Kurdes, les individus ne sont pas de *« simples victimes de développements historiques »*[722]. Par exemple, à l'époque de l'Empire ottoman, les émirats kurdes possédaient une forte autonomie par rapport au Sultan ; tout comme des personnalités historiques telles que Ibrahîm Paşa Mîlan contrôlait de vastes territoires entre Urfa et Diyarbakir fin du 19ème siècle. Loyal au Sultan, il avait tout de même exprimé des actes de protestations contre celui-ci[723] et disposait d'une armée de plusieurs milliers de soldats[724]. Les *aşîra* pouvaient disposer d'une relative autonomie politique[725] – les Shammars par exemple contrôlaient la plupart des routes commerciales de la région et collectaient des taxes de la part des tribus voisines en échange de leur protection. Il semble dès lors important de ne pas penser l'oppression comme totalisante et de prendre en compte les formes d'autonomie et résistances.

De fait, les récits récoltés étaient souvent ponctués d'actes de résistance. Selon un *ayan*, un des sheikhs de son *asîra* avait été approché au début de la révolution syrienne de 2011 par des membres du régime du Baath pour qu'il utilise son influence pour atténuer les manifestations. Il refusa. Le lendemain, pendant qu'il priait, il fut assassiné par un tir de mortier. La tente montée pour son enterrement fût par la suite visée. *« Malgré cette stratégie, l'histoire continue »* me dit cet *ayan*. Aujourd'hui, ce dernier ne peut plus se rendre sur les territoires du régime suite à sa participation aux révoltes.

Il semble important d'établir un regard critique sur ces récits émis *a posteriori* et qui servent à renvoyer une image épurée au chercheur. Comme le développe Lange, la narration orale de l'histoire des *aşîra* au nord de la Syrie se base sur une interprétation anticolonialiste du passé[726].

---

[722] Hanifi B., « A History of deliberate and reactive statelessness », *in* Sirkeci I. & Cohen J. H. & Yazgan P. (éd.) (2016), « Conflict, Insecurity and Mobility », Transnational Press London, p. 105.
[723] Van Bruinessen M., *op. cit.*
[724] 16 000 selon les sources écrites. Nous pouvons supposer que les effectifs d'Ibrahim Paşa ont fluctué dans le temps, en fonction de l'accumulation de ses victoires militaires et de sa nomination à la tête des régiments Hamidiye en 1891 – ce qui renforça considérablement son influence sur la région. Comme me le précisèrent mes interlocuteurs, des petites tribus ou clans peuvent se réclamer d'une tribu en plein essor territorial. Il est à rappeler que les effectifs des Hamidiye provenaient en majorité de tribus kurdes menées par leurs propres chefs. Ibrahim Paşa contrôlait une vingtaine de régiments au tournant du XXème siècle. Jongerden J. & Verheij J., (2012) « Social Relations in Ottoman Diyarbekir, 1870-1915 », BRILL, Leiden, Boston.
[725] Hanifi B., *op. cit.*
[726] Lange K. (2015), « "Bedouin" and "Shawaya" : The Performative Constitution of Tribal Identities in Syria during the French Mandate and Today », Journal of the Economic and Social History of the Orient, vol. 58, N°1/2, Brill, p. 200-235, https://www.jstor.org/stable/43919241

Les privilèges accordés par le mandat français peuvent ainsi être réinterprétés en effaçant les parties hostiles. De nombreux sheikhs reçurent par exemple des subventions de la part du régime pour maintenir l'ordre à l'aube de la révolution de 2011[727] – les mêmes qui pourraient tenir des discours contre le Ba'ath à l'heure actuelle. Je fus confronté à un exemple probant de cette thématique lorsque j'interrogeai un homme déplacé de Raqqa vers le *bajarok* d'Hîmo dans le cadre de la création de la ceinture arabe par le parti Ba'ath. Évasif quant aux réponses à mes questions, j'avais compris, dans la manière dont il présentait le projet de construction du barrage Assad, qu'il s'agissait d'un ancien baathiste. Un ami kurde, originaire de ce village, resta silencieux tout au long de l'entretien. Une fois l'entrevue terminée et tandis que nous rentrions chez lui, il marchait vaguement en regardant l'horizon. Je le sentais agacé et lorsque je l'interrogeai, il répondit : *« tu sais, je me souviens de lui quand j'étais enfant. En 2004, lors des affrontements avec le régime[728], il était de leur côté et avait provoqué des problèmes à ma famille »*. Je ne pus que grimacer en me remémorant le fait qu'il avait nié l'existence du racisme dans le *bajarok* malgré la domination du Ba'ath.

« Cependant, le point important ici n'est pas la véracité de leurs récits mais plutôt ce que cela illustre […] »[729]. *« Au lieu d'essayer de déchiffrer la vérité de leurs histoires »*[730], l'objectif est de comprendre comment la violence exercée, formulée au travers de l'oppression continue, modifie notre rapport à autrui – désigné par mes interlocuteurs par « le social ».

Il se constate que, lorsqu'il s'agissait de *ẓulm*, mes interlocuteurs pouvaient se référer jusqu'à l'époque de l'Empire Ottoman. Les différentes périodes historiques se superposaient souvent au travers de thématiques similaires. Ainsi, même si mes interlocuteurs me citaient des faits et particularités politiques propres à une période donnée, la source de la violence pouvait parfois sembler abstraite. En fait, les souvenirs et mémoires partagées ne se référaient pas un passé où mes interlocuteurs seraient distanciés - généralement, elles amenaient à *« interpréter les événements*

[727] Ababsa M. (2017), « Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne », Confluences Méditerranée, vol. 2, n°101, p. 53-65, Cairn.info, https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-2-page-53?lang=fr&tab=texte-integral ; Dukhan H. (2014), « Tribes and tribalism in the Syrian uprising », Syria Studies, vol. 6, n°2, https://ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/article/view/897

[728] Le 12 mars 2004, une révolte kurde explosa à à Qamîşlî durant un match de football entre l'équipe de Deir ez Zor et l'équipe de Qamîşlî. Alors que le match s'apprêtait à débuter, de violentes émeutes éclatent dans les gradins à la suite d'insultes proclamées par une personne arabe envers Massoud Barzani. Ces heurts, qui causeront la mort de plusieurs personnes dont des enfants, seront suivis de révoltes populaires violemment réprimées par la police syrienne.

[729] Park J. (2020), « Voices from War's Legacies : Reconciliation and Violence in Inter-Korean Family Reunions », Anthropology and Humanism, vol. 45, n°1, p. 36, AnthroSource, https://anthrosource.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/anhu.12260

[730] *Idem.*

du présent historique »[731]. J'avais ainsi parfois l'impression d'écouter des histoires où souvenirs personnels et mémoire collectives étaient intrinsèquement liés. Les récits d'actes de bravoure et de résistance doivent ainsi être interprétés au regard du contexte actuel. En me décrivant ces actes de résistance, mes interlocuteurs amènent à me montrer une oppression qui s'étire dans le temps et où leur existence actuelle n'a été possible qu'au travers de leur résistance. Il est moins important pour mes interlocuteurs de m'avouer l'identité d'une personne ou un événement précis qui aurait été source de leur malheur que de montrer la douleur de se faire déposséder du contrôle de leur vie et du courage que cela a requis pour résister. Je pense ainsi que ces récits de résistance épiques doivent être articulés avec les résistances actuelles dans un contexte politico-militaire où les vies semblent désuètes dans l'échiquier géostratégique. Les paroles d'une survivante d'une attaque de drones perpétrée par la Turquie sont dans ce sens révélatrices :

Entretien avec une survivante d'un bombardement turc, décembre 2022.

Depuis que nous sommes arrivés dans ce monde, même quand nous étions enfants, les histoires de nos ancêtres parlaient de l'oppression turque (*zilma turka*). Nos ancêtres disaient, les Turcs nous ont opprimés, ont effectué des meurtres. Les Ottomans sont venus envahir et égorger des gens. Ils parlaient du massacre des arménien·ne·s et des chrétien·ne·s. Ma belle-mère parlait des chrétien·ne·s. Elle avait environs 90 ans quand elle est morte. Elle disait : *« je me souviens. Quand les arménien·ne·s et syriaques ont été égorgé·e·s. »* Cette histoire n'est pas nouvelle et aujourd'hui, ils le font sur nous. L'État Ottoman … ce n'a pas été qu'Erdogan. Ce n'est pas juste la faute d'Erdogan. C'est l'État turc qui nous oppresse. Il met ses mains partout. Cela fait 100 ans que c'est ainsi. Nous venons au monde et ils nous attaquent et tuent nos enfants. Je viens d'un village près de la frontière. Nous étions enfants. Nous faisions paître les moutons et ils nous ont tiré dessus. L'oppression ottomane sur les Kurdes … ils veulent les massacrer. Il [Erdogan] dit qu'ils vont prendre 30 km depuis la frontière[732]. Mais ce sont tous nos villages, où nos pères et mères sont nées ! Il y a seulement 2 km entre la frontière et

[731] Biner Z. Ö., *op. cit.*, p. 110.

[732] Elle se réfère à la « zone de sécurité » promue par Erdogan. Pour information, dès l'aube de la République de Turquie, celle-ci fit pression sur la France pour que les réfugié·e·s en Syrie, principalement composé·e·s des rescapé·e·s du génocide, des Kurdes fuyant la répression violente de la révolte de Sheikh Said et de dissidents turcs, ne soient pas installé·e·s près de la frontière. Cependant, la France percevait dans le développement des villes près de la frontière syro-turque une potentialité économique intéressante pour son environnement favorable et sa situation géographique qui permettait de créer une nouvelle route commerciale entre Mossul et Alep et ce, le long d'une ligne de train. Altuğ S. (2024), « Refugees, Labour and Sectarianism in Syria under the French mandate (1921-1950) », Remmm, vol. 156, n°2, http://journals.openedition.org/remmm/21593 ; Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*

> mon village, alors 30 km ! On va aller où ? Ce sont nos terres. Ils veulent nous faire devenir des réfugié·e·s, que nous vivions sous des tentes. […] Et la Belgique, l'Allemagne, n'importe qui, puisse-t-elles ne pas fermer les yeux. Puisse ces pays ne pas donner d'armes aux Turcs. Jusqu'au phosphore … Ils ont jeté du phosphore. Pleins de *heval* sont complètement brûlé·e·s. Il y a l'oppression et ça ne termine pas. 100 ans que c'est comme ça. Les histoires de nos ancêtres sont ainsi.

Parfois, comme dans ces paroles, il arrivait que ceux·celles qui me racontent leur histoire se mettent à mélanger l'Empire ottoman de l'État turc, ou l'inverse. Les mots se confondaient au point qu'il était parfois difficile de savoir quelle période était abordée. Je fus très surpris qu'elle introduise son histoire avec ces propos alors qu'elle était une des seules survivantes d'un bombardement effectué par l'État turc quelques jours plus tôt. Par cela, elle insistait à remettre son expérience dans un contexte historique bien plus large que sa propre vie.

Une autre dimension importante de l'occupation sortant des récits est l'utilisation de l'aviation pour effectuer des bombardements. Un sheikh me dit un jour : *« Il y a un poème qui dit : les Sheitat ne sont pas des traîtres et ils passent au-dessus de l'artillerie et des avions ».* En effet, les Français utilisaient durant le mandat le *police bombing*, ensemble de techniques auparavant utilisé en Irak pour mener des attaques contre-insurrectionnelles. Le *police bombing* consistait au départ à mitrailler les insurgés depuis l'avion, mais s'est ensuite développé en une tactique comprenant en premier lieu des bombardements lourds puis plus disparates mais toujours suffisants pour couper les connexions entre les insurgés et les villages. Un autre objectif de ces bombardements réside dans la mise en place d'une politique de terreur. Le *police bombing* se réfère donc à des stratégies utilisées par les puissances coloniales dans l'entre-deux guerres et, selon Hippler, préfigure la guerre de basse intensité (cf. chapitre 3) qui adviendra avec l'avènement des drones armés, car le *police bombing* imbrique de la part des puissances impériales bombardements et surveillance des populations[733].

[733] Hippler T., *op. cit.*

6.2.3.2. Le rôle de l'humour pour alléger les suspicions

L'humour pouvait accompagner certains de mes entretiens. De la même manière que les personnes rencontrées sur le terrain blaguaient sur les drones, le caractère humoristique de certaines blagues ou épopées qui m'étaient partagées permettait de dénoncer une situation. Il arrivait ainsi que mes interlocuteurs tournent au ridicule certains personnages mis en scène ou émettent des allusions significatives quant à un régime politique passé :

> *Cahier de terrain, janvier 2022.*
>
> Dans le petit village à la lisière du Bakur, nous aperçûmes un vieux pick-up sortir de la route et débouler sur le chemin de terre menant aux quelques maisonnées situées à côté de nous. Le sheikh du village sortit de la voiture et vint nous saluer pendant que des adolescents s'affairèrent à décharger la voiture pleine de fournitures pour le village. Une fois installé chez lui, autour du *çaî* et du *ṣūba*, il expliqua son histoire familiale et remonta jusqu'à l'Empire ottoman. Selon lui, un certain « Arif » était un représentant de l'Empire dans la région ; il était tyrannique et abusait de son pouvoir. Mon ami assis à mes côtés demanda d'un air curieux qu'est-ce que son *aşîra* avait fait pour s'en sortir, et il répondit : *« ils ont tué ce chien des ottomans, bien entendu »*. Sa réponse m'avait fait avaler de travers le *çaî* et mon ami et moi-même ne purent nous empêcher une crise de fou rire au vu du caractère évident de la réponse et de l'expression utilisée.

Ici, *« un propos qui annonçait tout le sérieux du monde se révèle une chausse-trappe moquant une situation »*[734]. Elle apparait comme un outil pour *« défier la souffrance, y faire face, retrouver un courage et une force face à ce qui nous écrase et nous accable »*[735]. L'humour se présente comme un instrument qui amène vers une réalité qui ne peut être dite. Dans la même logique, un sheikh me raconta, assis confortablement dans le *dîwan* de son village, une histoire épique de résistance contre les Français :

> *Entretien avec un sheikh al-Wulda, janvier 2022.*
>
> Il y avait un pigeon qui appartenait à un officier français – ils utilisaient des pigeons pour s'envoyer des messages. Un renard qui se trouvait sur les territoires des Ageydat [une *aşîra* majoritairement présente à Deir al-Zor] a dévoré ce pigeon. Alors l'officier,

[734] Le Breton D. (2010), « Éclats de rire : fragments d'une anthropologie du rieur », Revue des Sciences Sociales, n°43, p. 18, Persée, https://www.persee.fr/doc/revss_1623-6572_2010_num_43_1_1268
[735] Cotte J. (2018), « L'humour : de l'oubli de notre fragilité commune à l'éthique », Frontières, vol. 30, n°1, p. 8, Érudit, https://id.erudit.org/iderudit/1049460ar

furieux, est venu jusqu'aux territoires des Ageydat et dit : *« ou vous me ramenez ce pigeon, ou nous vous confronterons. Vous avez 24 heures ! »* Les Ageydat se rassemblèrent et dirent : *« le renard a mangé le pigeon, nous devons nous armer avant que les Français arrivent. Lorsqu'ils s'approcheront, nous les encercleront et les tueront. Nous n'avons pas ce pigeon – il a été mangé par le renard. »* Les forces françaises arrivèrent au matin, et dirent : *« ou vous remplissez ce sac d'or, ou vous nous apportez le renard qui a mangé le pigeon »*. Un des Ageydat répondit alors : *« Nous ne donnerons pas notre sang, tout comme nous ne donnerons pas notre renard, et nous massacrerons la viande qui est arrivée [les Français] »*.

Le caractère tyrannique de l'officier est ici teinté d'absurdité au vu de sa demande, tandis que la résistance à l'oppression est louée par le fait d'avoir choisi la lutte armée au lieu d'offrir au colon un animal de leurs terres. Le discours teinté d'humour du sheikh amène à aborder la cruauté coloniale tout en s'en distançant et construit une image raisonnée des sheikhs.

Une autre expérience me fit par exemple comprendre les modes de communication qui s'étaient adaptés au climat de méfiance imposé par le Baath. Effectivement, j'avais, un jour, entamé une crise de fou rire suite au fait qu'un sheikh avait astucieusement insinué, au détour d'une conversation sur le climat de contrôle et de délation qu'avait instauré le régime, que j'étais un agent du Ba'ath. Sa blague – qui était directement en lien avec le contexte de suspicion dans lequel ils avaient baigné pendant des années –, accompagné d'une mimique prononcée, avait amené à ce qu'*heval* Rûdar - qui m'accompagnait - et moi-même se mettent à hurler de rire au point que plusieurs *ayan* dans le *dîwan* se mettent aussi à rire – ou peut-être rigolaient-ils simplement de nous. L'humour permet ainsi de partager les souffrances vécues ou transmises par l'histoire orale ; de plus, elle est une *« décontraction heureuse des évènements »*[736] qui permet d'énoncer par le rire ce qui ne pourrait être dit. Cette blague d'un côté met en exergue un certain vécu, une manière d'être basée sur la méfiance dans l'objectif de survivre à un régime dictatorial, de l'autre, elle permet de gentiment me demander de rebrousser chemin et de ne pas m'aventurer sur le sujet.

Il semble important de rappeler que le Baath a réussi à s'immiscer au sein des institutions publiques et des usines, et à exploiter les loyautés religieuses, identitaires et familiales[737]. Le parti a construit une véritable discipline de la parole par une pédagogie de la peur consistant en *« la sécurisation de vastes domaines de la vie sociale et au sentiment d'exposition à la surveillance qui*

[736] Le Breton D., *op. cit.*, p. 18.
[737] Khatib L., Sinjab L., *op. cit.*

imprègne les échanges banals »[738]. Une simple conversation peut dès lors être pensée en tant que piège, et la personne en face est suspectée d'influencer la conversation afin de produire des déclarations incriminantes. Selon Ismail, le parti a créé des sujets qui *« sont alors capables de mieux déchiffrer le discours et de la filtrer pour mieux comprendre le message sous-jacent et juger du risque à être piégé ou impliqué dans un énoncé potentiellement transgressif »*[739]. À ce sujet, une membre du Conseil Vert d'Idleb m'expliquera :

> *Entretien avec une membre du Conseil Vert d'Idleb*
>
> À cette époque en Syrie, vous pouviez discuter de tout sauf de la politique. La politique est une ligne rouge. Ils disaient toujours que la politique était la ligne rouge. Nous ne parlions pas de politique ou de religion. […] En Syrie, il y avait une mainmise stricte sur la sécurité. […] Nous avions coutume de dire que *« les murs ont des oreilles »* et qu'il valait mieux ne pas toucher à ces sujets. […] Nous n'osions parler de sujets politiques, d'autant plus que le régime réprimait le mouvement des Frères musulmans à Idlib, Hama et Homs. […] Le massacre de Hama a causé énormément d'angoisses au peuple, d'autant plus que de nombreuses personnes disparaissaient [kidnappées par le régime].

Ce contexte s'avère important à prendre en compte pour comprendre le rejet de converser autour des affiliations politiques de chacun·e.

En parallèle, il s'agit d'un contexte sécuritaire particulier de suspicion, forgé au travers des années de dictature et de guerres, dont *« ces effets se forment comme des structures de sentiments qui façonnent les relations dispositionnelles des sujets entre eux et avec leur environnement »*[740]. La suspicion, encore actuelle, était présente même pour décrire un contexte politique d'il y a plus d'un siècle. Elle se cristallisait au travers de la figure du collaborateur incarné par les détenteurs de titres ottomans, certains allant jusqu'à les comparer aux MÎT, les services secrets turcs actuels. En parallèle, l'incorporation au sein du Baath de chefs de villages, dans l'objectif d'obtenir des privilèges, a fortifié cette image d'une hiérarchie sociale adjointe à l'appareil sécuritaire étatique[741]. Même si, comme me le rappelleront mes interlocuteurs *« qenc û xerab hene »* (« il y a des bons et des mauvais »), les soupçons vis-à-vis de la hiérarchie étaient souvent mis en débat ; en effet, certaines personnalités étaient présentées comme des résistants et *welatparêz* ou *waṭanī* (« patriotique »), d'autres comme des agents.

738 Ismail S., *op. cit.*, p. 134.
739 *Idem*, p. 135.
740 Ismail S., *op. cit.*, p. 120.
741 *Idem.*

Les suspicions n'étaient cependant pas l'apanage de ces figures-clés. Alors que je discutais à Dêrîk avec un *ayan* de culte syriaque orthodoxe, il émit un parallèle entre la situation actuelle et ce non-choix auquel la population chrétienne syrienne se trouvait à l'époque du mandat français. Le nord-est de la Syrie, particulièrement la région de la Jazira (kur. Cezîre, ar. ǧazīra), fût effectivement le refuge de populations chrétiennes de différentes obédiences : en premier lieu des survivant·e·s du génocide de 1915, puis des chrétien·ne·s de Cilicie en 1921, ainsi que des assyrien·ne·s rescapé·e·s des massacres en Irak de 1933. Durant cette période, les chrétiens étaient politiquement dominés et économiquement exploités par des *axa* kurdes[742]. Ils furent en outre utilisés politiquement par les Français à des fins politiques et économiques. Les réfugiés furent installés sur des terres non cultivées à des fins de développement et furent utilisés pour contrer les aspirations nationalistes arabes. En outre, les Arméniens furent recrutés au sein de l'armée et de l'administration mandataire[743].

Entretien avec un ayan à Dêrîk, juin 2022.

> C'est vrai que des personnes, à cause de la faim, sont partis et sont devenus des soldats français. […] Comme tu dirais maintenant, certains ils prennent leur kalashnikov et vont aux checkpoints … Ils agressent pour 200 dollars, 100 dollars. […] Ils n'avaient pas de travail, pas d'usine, pas de terre, … à la fin ils sont partis chez les Français. Pour qu'ils puissent manger. Pour qu'ils puissent s'habiller, manger, et rapporter chez eux. C'est comme maintenant.

Étrangement, cet extrait me rappela les propos de Ferat Şamî, président du centre de presse des Forces Démocratiques Syriennes, qui, alors qu'il me présentait la situation sécuritaire dans le nord-est de la Syrie, me précisait que certaines attaques perpétrées n'avaient pas que des motivations idéologiques, mais aussi économiques :

Entretien avec Ferat Şamî, Décembre 2021.

> Par exemple, un membre de Daesh donne 200 dollars à un personne et lui dit : « va poser une bombe là-bas ». Nous avons arrêté un jeune il n'y a pas longtemps, il avait posé une bombe et avait reçu 200 dollars de la part du régime pour cela. On a arrêté quelqu'un d'autre - même chose : il avait reçu 200 ou 300 dollars de la part de la

[742] Van Bruinessen M., *op. cit.*

[743] Altuğ S., *op. cit.*

Turquie. Quand les conditions de vie sont médiocres, et que la situation politique est incertaine, quand rien n'est sûr pour un futur ici, Daesh prolifère.

Un jour, une voiture piégée avait explosé dans une cour d'école – heureusement, la voiture n'a pas explosé durant les heures d'ouverture du bâtiment. Il s'agissait de l'école du quartier où je résidais et la mère de ma famille d'accueil y était institutrice. Sous le choc, elle était revenue en trombe à la maison. La voiture avait fait la route depuis Raqqa, et nous ne pouvions savoir avec certitude l'identité de la personne ciblée et des motivations d'une telle attaque. Peut-être étaient-ce les enfants qui étaient ciblés ? Je ne reçus pas plus de réponses à ce sujet, mais cet évènement ne fit que renforcer cette impression d'être dans des *« espaces moralement ambigus de trahison et de complicité où les gens échangent leur compassion contre le plus petit bénéfice et avantage »*[744].

6.2.4. « Farq tasūd »

Si un mot résumait la conception de ce que mes interlocuteurs dénommaient comme « politique », il s'agirait de « division ». Tandis que les disputes locales et batailles entre *aşîra* étaient souvent rendues caduques, l'accent était surtout mis sur la création de divisions locales dans l'objectif d'exercer la *ẓulm* – d'opprimer les peuples. Si mes interlocuteurs prenaient le temps de parler des querelles locales, ils concluaient généralement qu'il s'agissait du passé et que les différends avaient été réglés par des *ṣulh*. Ce politique avait créé des altérités entre tous·tes dans l'objectif de pouvoir exercer le contrôle sur la région :

Entretien en anglais avec un ayan des Daqorî, avril 2022.

« Farq tasūd » - cela veut dire en kurde *« wan dûrî hev bin, ji bo ku tu bibe serêkê wan ». Yanî* divise-les pour que tu puisses devenir leur chef.

La création de conflits par ce pouvoir illégitime était ainsi perçue comme une stratégie politique : *« certains ont donné aux uns et pas aux autres, puis se sont mêlés de divisions locales »* me dit un *ayan* de Raqqa. Il continue : *« tous ont fait ça. Les Français. Le parti Baath »*. Des *ayan* de Dêrîk eurent des propos similaires : *«* al-niẓām *a fait en sorte de diviser les kurdes avec les kurdes, les arabes avec les kurdes* ». *« Ils ont réussi à créer un système où nos divisions ont amené à notre colonisation »* me diront à propos du mandat français des *ayan* de Raqqa et Deir al-Zor.

Un exemple de ce processus réside dans le recrutement par les forces mandataires en Syrie et Irak des chrétiens rescapés du génocide au sein de forces de sécurité. Ces milices détenaient comme principaux objectifs la défense de la frontière avec la Turquie, de l'autre la répression

[744] Biner Z. Ö., *op. cit.*, p.15-16.

des rébellions kurdes[745]. Le massacre de Simele fût l'évènement cité par un *ayan* lié à l'Église apostolique assyrienne de l'Orient vis-à-vis de ce sentiment que les vies furent utilisées :

> *Entretien avec un* ayan *assyrien siégeant à la majlis d'Hasake, février 2022.*
>
> [Après avoir fui le génocide] Nous fûmes laissé·e·s pour compte sans aucune protection. Alors les Britanniques sont intervenus et nous ont exploité·e·s sur la base que nous étions des personnes des montagnes. Et ils nous ont placé·e·s dans le camp de Baqubah et ont formé l'armée des « levies ». « Levies » veut dire mercenaires, et ils [les Britanniques] firent ce qu'ils voulaient. En 1933, ils [les assyriens] débutèrent une révolution contre le roi qui résulta dans le massacre de Simele qui prendra la vie de 4000 personnes : femmes, personnes âgées et enfants.

Dans les années 20, les relations entre les populations assyriennes d'un côté, kurdes, arabes et turkmènes de l'autre, étaient désastreuses suite à l'incorporation des premiers dans l'armée des Levies. En parallèle, une partie de la population assyrienne souhaitait ou retourner dans leur région d'origine, Hakkari et Urmia, ou établir une autonomie assyrienne dans la région. La fin du mandat anglais avait envenimé les craintes des Assyrien·ne·s vis-à-vis d'un État arabe. Le patriarche de l'Église apostolique assyrienne Mar Shimun s'opposait, dans cette logique, aux propositions des autorités irakiennes concernant d'une part l'établissement des Assyrien·ne·s dans le nord de l'Irak, d'autre part l'acquisition de droits similaires aux autres groupes non-musulmans. En effet, ceci aurait signer la fin de toute possibilité d'autonomie pour elles et eux.

En 1933, les activités d'un groupe armé assyrien issu des Levies récemment démantelés alertèrent les autorités irakiennes. Ces derniers envoyèrent des troupes vers le nord du pays en réponse. Des affrontements entre les deux factions éclatèrent et une partie des combattants assyriens se retranchèrent en Syrie. Cet événement mis le feu aux poudres dans un climat de tensions : l'Irak, qui venait de gagner son indépendance, percevait d'un mauvais œil les aspirations autonomistes des assyriens et leurs liens avec les Britanniques. Par la suite, l'armée irakienne, soutenue notamment par des Kurdes, envahit des villages assyriens. Des arabes et kurdes de la région en profitèrent pour piller les maisonnées. Éffrayé·e·s, les villageois·e·s trouvèrent refuge à Simele, le plus grand village de la région de Dohuk. Le préfet de la région ordonna aux réfugié·e·s de donner leurs armes afin d'éviter toute escalade avec l'armée. Les

[745] Van Bruinessen M., *op. cit.* ; Zubaida S. (2000), « Contested Nations : Iraq and the Assyrians », Nations and Nationalisms, vol. 3, n°6, p. 363-382.

pillages continuaient cependant ; et le 11 août, l'armée irakienne arriva et procéda au massacre des civils désarmés[746].

Le contrôle d'une population à des fins utilitaristes par le pouvoir mandataire, relaté par cet *ayan*, me faisait étrangement penser – sous différentes formes, certes - à la relation que les personnes rencontrées sur le terrain entretenaient avec les différents acteurs internationaux impliqués dans la guerre. Les vies furent usées pour influencer un processus politique dans les intérêts d'une force extérieure, pour finalement en payer de sa vie. Évidemment, il ne s'agit pas de déresponsabiliser les auteurs des faits – l'armée irakienne - ni de considérer que la participation des Assyriens au sein des Levies fût la seule raison au massacre – ils avaient par exemple des aspirations qui contraient la conception nationale soutenue par Bagdad. Je pense néanmoins que le point central de cet extrait réside dans la fragmentation du tissu social et à la création d'une altérité radicale suite à l'utilisation d'un groupe donné pour la défense d'intérêts étrangers.

Dans cette même logique, l'évènement désigné sur le terrain comme *toşa Amûda* [kur. « le désastre d'Amûda »] m'était relaté comme ce moment où *« tout le monde a combattu tout le monde »* et où aspirations politiques et véhémences locales s'emmêlèrent avec les intérêts du pouvoir mandataire. D'autres acteurs y furent impliqués, notamment les Dominicains. Cette *« politique de divisions »*, comme le nommera un *ayan* de Dêrîk, avait non seulement conduit à exacerber les véhémences mais avait en plus ethnicisé les conflits. Le racisme envers les différentes composantes de la société dans le nord-est de la Syrie m'était ainsi présenté comme une forme d'apprentissage qui s'était réalisé au fil du temps. Mes interlocuteurs se référaient ainsi à un passé où *« il n'y avait pas de noms »*, selon un *ayan* Jubur.

Les premières aspirations autonomistes commencèrent à éclore en 1924 au sein de cercles kurdes. Ce mouvement souhaitait une autonomie similaire à celle accordée aux Druzes et Alaouites et comportait des notables kurdes et chrétiens. Il contenait des disparités stratégiques en son sein qui amenèrent certains à entretenir des liens avec la coalition du Bloc National. La population de la région de la Jazira était divisée : tandis que les syriaques orthodoxes et apostoliques arméniens tentèrent de conserver une neutralité, les Arabes étaient partagés entre les autonomistes et le gouvernement central. Les services spéciaux français supportaient le mouvement régionaliste qui se présentait comme une opportunité pour effriter la possibilité

[746] Baarda T. C. (2023), « Missionary involvement with the Simele massacre in 1933 : the end of American sympathy for the Assyrians », British Journal of Middle Eastern Studies, p. 1-19, Taylor & Francis online, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13530194.2023.2233218#abstract ; Zubaida S., *op. cit.*

d'un traité d'indépendance. Les tensions entre les différentes parties s'intensifièrent lorsque les Français utilisèrent à Damas un bataillon de soldats Arméniens pour mater les véhémences anti-coloniales. Les supporters du Bloc National répliquèrent par le meurtre d'une trentaine d'Arméniens dans la capitale[747].

Le traité sera tout de même signé en 1936 et engendrera la fin de toute collaboration entre le mouvement autonomiste et les Français. Selon Tejel, des personnalités issues d'un groupe de nationalistes syriens basés à Amûda entamèrent une campagne antichrétienne jusqu'à aller attaquer le quartier chrétien de la ville[748]. Sur le terrain, en plus du massacre des chrétiens, mes interlocuteurs mirent notamment en avant les bombardements français sur Amûda en 1936 – donnée peu présente au sein des sources écrites.

Un dernier exemple se retrouve dans les propos d'un descendant du Prince Bedir Xan vis-à-vis de sa chute du trône de l'émirat du Botan. Dans les années 1830, l'augmentation des activités des missionnaires protestants britanniques et américains avait défrayé la panique du suzerain de la région d'Hakkari. Les missionnaires avaient de plus construit *« une école et pensionnat aux allures de forteresse »*[749]. L'objectif des missionnaires portait sur la conversion des croyant·e·s de l'Église Assyrienne de l'Est vers le protestantisme. En 1843 le prince Bedir Xan, dans le but d'étendre son pouvoir dans la région, réalisera une attaque sanglante contre les assyrien·ne·s qui ne payaient plus leurs tributs au prince d'Hakkari, allié de Bedir Xan. Un second massacre sera perpétré ; les deux opérations résulteront au massacre de plusieurs milliers de personnes. L'Empire, sous la demande de la France et de la Grande-Bretagne qui furent informés de ces exterminations, entreprit de renverser Bedir Xan. L'Empire Ottoman avait profité des actions de Bedir Xan qui avait supprimé toute menace potentielle et tenta de le destituer une fois qu'il n'était plus nécessaire. Une bataille entre les troupes de l'Empire et celles de Bedir Xan s'en suivit, mais ses dernières furent défaites – d'autant plus que le prince fût trahi par son propre neveu en plein milieu de la guerre[750]. À l'heure actuelle, le prince Bedir Xan est une figure de proue du nationalisme kurde suite à ses rébellions contre l'Empire et sa résistance aux expéditions ottomanes.

747 Altuğ S., *op. cit.*
748 Tejel J. (2009), « Syria's Kurds », *op. cit.*
749 Van Bruinessen M., *op. cit.*, p. 231.
750 Türkmen G. (2021), « Under the Banner of Islam », *Turks, Kurds, and the Limits of Religious Unity*, Oxford University Press, New-York.

Entretien avec Mr. Bedir Xan, novembre 2021.

> Les Ottomans avaient pour ambition d'utiliser le neveu du Prince Bedir Xan. Son nom était Yazdan Şer. Une guerre a eu lieu à cette époque et ils ont attribués à Yazdan Şer une position honorifique contre son oncle. La guerre de l'alliance est arrivée, et les Ottomans se sont alliés avec l'Angleterre et la France, ils ont dit que le prince Bedir Xan était contre les chrétiens. […] L'émirat du Botan, jusqu'à aujourd'hui appartient au Prince Bedir Xan. Nous avons encore tous les papiers. […] Quand la guerre de coalition a débuté, le prince était sur la ligne de front avec les soldats et ne s'est pas assis dans un palais. […] Le Haut-Commissaire britannique est arrivé près de Gaziantep, à un peu près 30 km de la ville. Il a dit : *« nous pouvons leur donner un État kurde mais à condition que cela appartienne à la Grande-Bretagne »*. Prince Bedir Xan a refusé. Nous sommes un peuple avec une souveraineté, et nous n'entretenons d'inimitié avec personne. Nous avons la souveraineté par la bonne gouvernance de notre pays, et nous n'acceptons pas qu'un étranger vienne nous diriger. Alors ils ont dit au prince : « va-t'en, nous t'expulsons et tu ne gouverneras sur personne ». En fait, la Grande-Bretagne a créé un jeu malsain sur la famille Bedir Xan. Les Ottomans nous ont exilés et ont mis à la place Yazdan Şer, et après 4 ans, ils l'ont éliminé.

Dans cet extrait, c'est surtout la trahison familiale qui est mis en exergue. Sa source provient de la quête du pouvoir de son neveu et de la coordination entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Empire Ottoman pour destituer le prince. Au final, tous les Bedir Xan en sortent perdant dans ce récit : le prince perd son pouvoir et Yazdan Şer perd son honneur et puis sa vie – en réalité, il fût emprisonné 7 ans plus tard après une tentative de révolte contre l'Empire[751]. Cette déchirure familiale ancrée dans le « jeu malsain » entre influences et intérêts des différentes parties belligérantes est ravivée par l'injustice de la situation actuelle : il possède encore des titres de propriété mais ne peut plus mettre un pied dans l'actuelle Turquie. Le récit termine par le choix par le prince entre le pouvoir personnel ou la sauvegarde de l'espoir d'un Kurdistan libre. Pour lui, sa souveraineté ne peut s'exercer qu'au travers de la bonne gouvernance du pays, antagoniste avec l'allégeance à une puissance extérieure ; par conséquent, il choisit l'exil.

Concernant la déchirure familiale, un sheikh me rétorqua : *« Aujourd'hui, un frère est dans les FDS, un autre est dans l'armée syrienne libre, et le troisième est avec le régime. »* Le sheikh al-Afadla semble

[751] *Idem.*

presque énervé lorsqu'il me partage un souvenir : *« La guerre entre l'Armée Syrienne Libre, le régime et l'État Islamique avait commencé. Il y avait une famille de cinq frères, trois de la même mère et du même père. Un était dans l'État Islamique, un autre dans l'armée syrienne libre et l'autre dans Ahrar al-Sham. Un des autres est avec le régime. Les deux frères dans l'État Islamique et l'ASL ont été tués. L'autre est toujours avec le régime. »* Dans cet extrait recueilli auprès du sheikh al-Afadla, les adhésions politiques déchirent les affects familiaux et démontrent l'impuissance de pouvoir sauver les liens de l'intimité familiale face à la guerre.

Dans cet ordre d'idées, je pense que ni une *aşîra* ni une famille ne peut être clairement délimitée politiquement[752]. Il est vrai que, sur le terrain, je pus constater que les familles pouvaient être porteuses de sociabilités politiques et idéologiques plus ou moins communes. Il était par exemple rare de rencontrer une famille d'*apojî* qui aurait un fils dans l'armée syrienne par conviction idéologique. Je connus cependant quelques familles *apojî* dont des fils étaient *şehîd* du côté du régime et du côté de l'administration autonome, mais je ne possédais pas d'informations sur les raisons de leur implication dans l'armée syrienne. Il était ainsi plus courant de voir des liens dans le secteur civil que militaire – par exemple, un *apojî* qui travaille dans un hôpital ou service administratif lié au régime – entre l'administration autonome et Damas.

Ces sociabilités politiques et idéologiques pouvaient être poreuses et dépendaient de plusieurs facteurs, dont les expériences de vie, le lieu de résidence et le groupe d'appartenance identitaire. Ainsi, je pus rencontrer des familles *apojî* dont certains membres soutenaient politiquement la famille Barzani. Certes, Mustafa Barzani se révèle être une figure importante de la guérilla kurde des années 60 ; cependant, cette famille aide actuellement la Turquie dans ses opérations militaires contre le PKK. En fait, dans l'espoir de conserver ces liens familiaux, certains préféraient juste ne pas aborder de sujet politique :

> *Cahier de terrain, mai 2022.*
>
> *Al-aḏān* retentit dans la ville et ses multiples échos firent vibrer les rues. C'est vendredi aujourd'hui, je sais que Mr. Habi arrivera après la prière. En attendant, je suis à la société caritative circassienne de Manbij. Des photos culturelles et historiques ornent les murs et j'aperçois des costumes traditionnels épinglés sur des tringles. Mr. Habi arrive, accompagné de sa femme, Mme. Sama. Tous·tes deux me décochent un large sourire et m'invitent à m'installer. Nous échangeons quelques mots sur leur vie à la lisière d'une

[752] Winter S., *op. cit.*

ligne de front qui risque de se déchirer. En effet, à l'aube d'une possible invasion, la situation sécuritaire à Manbij semble tendue. Si une invasion militaire éclate, elle ciblera Tal Rifaat et Manbij. Ici, *« le domaine de la vie peut rapidement devenir le domaine de la mort »*[753]. Les rumeurs courent que des mouvements militaires turcs ont été aperçus à la frontière. Des journaux de propagande des *çete* affirment que l'attaque est imminente.

Entretien avec Mr. Habi et Mme. Sama, responsables de la société caritative circassienne de Manbij, mai 2022.

Je suis maintenant à Manbij à défendre la région et l'administration autonome. Les Circassiens qui sont en Turquie défendent la Turquie. De manière à ce que nous ne nous disputions pas, nous ne parlons pas de politique. Nous parlons des conditions dans lesquelles nous pourrons retourner dans la patrie, nous parlons des coutumes et des traditions et la meilleure façon de développer notre langue. Mais nous ne discutons pas des affaires politiques, parce que nous sommes des personnes loyales à la région dans laquelle nous sommes, nous la défendrons, tout comme les Circassiens à Alep défendrons le gouvernement syrien. Nous communiquons aussi avec ceux en Palestine occupée. Nous ne parlons pas de politique, nous parlons de coutumes et de traditions, parce que nous sommes loyaux. Les Circassiens sont très connus pour cela : nous ne sommes pas des traitres ou des menteurs. Nous prenons nos obligations en main.

Pour Mr. Habi, ne pas parler de politique est une manière de sauvegarder le lien familial au-delà de la séparation politique et géographique. Au vu de la situation sécuritaire, il était indéniable que l'aborder engendrerait indéniablement des véhémences. Alors Mr. Habi tente de s'extirper de ce qui rythme son quotidien, des bandes rouges « urgent » qui défile à la TV pour annoncer une énième attaque de drones, de la peur d'une nouvelle invasion, envenimée par les discours tonitruants d'Erdogan qui appelle à en finir avec le terrorisme qui gangrène la Syrie. Il tente de sauver ce qui lui est cher : sa famille, ses connaissances au-delà des frontières, sa culture, sa langue. Il n'en reste pas moins politisé, et est prêt à défendre le nord-est de la Syrie.

À l'opposé, Maryam, impliquée dans le Conseil Vert d'Idleb, avait été accusée de traitrise parce que des membres de sa famille continuaient à travailler au sein de l'administration du régime pour des raisons économiques. Elle avait été ballotée entre les différentes territorialités à Idleb et avait échappé aux bombardements d'abord de l'armée syrienne, ensuite de l'opposition qui

[753] Khosravi S., *op. cit.*, p. 234.

se réunissait autour de milices pro-turques et du groupe armé HTS. *« Ce n'est pas parce que vous habitez dans un quartier dominé par le régime que cela veut dire que vous êtes avec le régime ! »* avait-elle clamé. Comme développé dans la partie « Tal Rifaat et les checkpoints », en Syrie, territoire et politique sont des notions qui s'entremêlent. Des familles essayaient d'obtenir désespérément des nouvelles de leurs proches de l'autre côté d'un checkpoint ou d'une frontière ; et ce, malgré les menaces qu'un tel acte comporte, car parler avec des personnes résidant dans le nord-est de la Syrie peut être facilement perçu comme de l'espionnage.

Entretien avec le Conseil Vert d'Idleb, février 2022.

> C'est une situation très compliquée, spécialement avec les membres de notre famille qui sont dans d'autres régions. J'ai maintenant un frère et une sœur en Turquie et je ne parle pas avec eux de manière que personne ne puisse tirer d'informations via nos communications. Des personnes de ma famille résidant en Turquie ont été arrêtés et sont en prison depuis 7 mois à cause d'un appel téléphonique qu'ils ont eu avec des membres de notre famille ici [dans le nord-est de la Syrie]. L'appel Whatsapp était surveillé. Cette personne [en Turquie] a été arrêtée et a été amené devant la cour de justice, son jugement n'est pas encore prononcé. J'ai un frère en Turquie, je ne parle pas avec lui à cause de la surveillance. Les communications dans toutes les applications, que ce soit Facebook ou Whatsapp, sont surveillées. C'est la même chose pour ma sœur. Il y a des familles d'Idleb qui ont leurs fils entre Idleb et ici, et quand ils leur parlent ils font extrêmement attention. Il y a ce type de contrôle dans les régions maintenues par le régime, mais ce n'est pas la même chose qu'à Idleb ou celles maintenues par la Turquie. Là-bas [dans les régions contrôlées par le régime], vous pouvez parfois sortir [pour aller dans les régions maintenues par l'administration autonome] et vous pouvez communiquer plus librement – surtout si vous êtes une personne âgée. Il y a des personnes qui peuvent aller se faire soigner [à Damas] et revenir[754]. Mais la région d'Idleb et celles contrôlées par la Turquie sont des régions très compliquées où la surveillance est stricte.

[754] Il s'agit ici d'une certaine catégorie de personnes. Comme précisé dans la partie « Qamîşlo et le parallélisme politique », je connais personnellement des jeunes hommes qui, n'ayant pas réalisé le service militaire syrien, ne peuvent pas bénéficier de traitements médicaux spécifiques situés à Damas ; ceci équivaut pour les opposant·e·s politiques telles que des journalistes ayant ouvertement critiqué le régime.

Le sheikh Beni Hassid rend compte de la même situation : *« Notre* aşîra *est surtout dans les régions des* heval*, mais par exemple les Bo Bene sont à cheval entre le régime et les* heval*. Pourtant, ils sont cousins ».* Il lève les épaules : *« mais tout ça, ce sont des affaires politiques »* dit-il avec un certain fatalisme.



82. Familles originaires des régions occidentales de Syrie et installées sur les rives de l'Euphrate suite à la situation sécuritaire qui sévit dans leurs régions. Une des personnes rencontrées lors d'un dîner partagé sous cette tente, qui n'est pas de la même famille que les personnes vivant près du fleuve, a été menacée par le régime et ne peut plus retourner dans les zones sous son contrôle. Tabqa, 2022. Photo d'Ali Ali.

Mais les liens familiaux ne peuvent, parfois, ni surmonter le passé, ni guérir les souffrances. Le rejet des femmes mariées de force aux membres de l'État Islamique par leur propre communauté en est un exemple :

> *Entretien avec un* ayan *assyrien siégeant à la majlis d'Hasake, février 2022.*
>
> Dans cette récente période, nos villages ont été envahis par l'État Islamique et nos enfants et femmes ont été capturées. 400 enfants et femmes ont été retenues en otage pendant presque un an dans la région de Raqqa et Şedade. Nous remercions les efforts de toutes les personnes émigrées qui nous ont soutenu·e·s et nous ont aidé à récolter l'argent nécessaire [pour assurer la libération des otages]. […] Ceux·celles-ci ont été libéré·e·s mais un groupe d'une dizaine de nos jeunes a été exécuté à Raqqa, sauf une fille – ils ne l'ont pas tuée car elle a été mariée à un des leaders de l'État Islamique. Elle

est maintenant dans le camp d'al-Hol, sa famille ne veut plus d'elle car elle a eu des enfants de ce leader.

Pour certaines familles, les damages causés au travers des années de guerre ont rendu impossible la réunion des membres. Selon des témoignages récoltés de survivant·e·s, 285 personnes auraient été prises en otage pendant un an. Une rescapée m'explique : *« nous étions apeuré·e·s bien entendu. Il faut que tu t'imagines, on voyait Daesh à la TV et puis ils se sont retrouvés devant nous. Nous avons combattu, nous avons su tuer 60 d'entre eux, mais … »* Après leur libération, *« nous ne sommes pas retourné·e·s dans notre village »* dit-elle. *« Tout est détruit, même l'église. Je n'y suis pas retournée depuis 5 ans et je ne veux pas y retourner. Ils ont fait exploser toutes les églises de la région et les tombes ont été saccagées. »* La famille a effectué déplacements sur déplacements à la recherche d'un endroit sécure : de la Syrie vers l'Irak, de l'Irak vers la Turquie, pour finalement revenir en Syrie. Elle n'aborda pas le sujet de la femme dans le camp d'al-Hol.

Un cas similaire peut être cité, celui des femmes yézidies mises en esclavage par l'État Islamique. Lors du génocide, approximativement 6400 yézidi·e·s, principalement des femmes et enfants, furent kidnappé·e·s pour être converti·e·s de force[755]. Babê Şêx, le plus haut leader spirituel des yézidi·e·s, a appelé en 2015 au retour des survivantes au sein de leur famille. Ceci est de la part de Babê Şêx une initiative historique, car les survivantes et personnes converties de force n'étaient auparavant pas indéniablement réaccueillies. Il a de plus interdit tout acte hostile envers les victimes[756]. Dans son étude des mariages yézidis au sein de la diaspora en Allemagne, Stuewe note, au sujet de la forte médiatisation d'une cérémonie de mariage pour plusieurs couples : *« Premièrement, le mariage de groupe visait à signifier à la communauté yézidie que les femmes yézidies qui ont survécu aux agressions sexuelles de l'EI seraient toujours les bienvenues dans la communauté et seraient toujours considérées comme dignes de se marier. […] Il s'agissait aussi d'un message adressé à l'État islamique indiquant que, malgré ce qu'ils avaient fait, les Yézidi·e·s continueraient à vivre, à se marier, à fonder une famille et à se construire un avenir. Troisièmement, le mariage était destiné à être un message destiné aux non-Yézidis de l'Occident qui pourraient considérer les Yézidis comme des personnes traditionnelles « arriérées », religieusement opposées à la célébration des noces des survivantes de violences sexuelles. »*[757] Elles purent, de plus, être baptisées une nouvelle fois dans la ville sacrée de Laleş.

[755] Chiffres issus du Comité Yézidi du nord-est de la Syrie.
[756] Nicolaus P. (2017), « Sex-Slavery : One Aspect of the Yezidi Genocide », Iran and the Caucasus, n°21, 196-229, https://brill.com/view/journals/ic/21/2/article-p196_5.xml
[757]Stuewe A. T. (2025), « Marrying Against Erasure : Marriage Decisions of Iraqi Yezidi Refugees in Germany Amidst the Contradictions of Assimilation and Continuity », Thèse de doctorat, University of Arizona, p. 23, https://repository.arizona.edu/bitstream/handle/10150/675804/azu_etd_21999_sip1_m.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Comme le souligne Pinto et Dumovich, les traditions ne sont pas de simples reliques du passé, mais sont aussi formulées en accord avec les défis du présent et les espoirs pour le futur[758].

Cependant, lors de leur retour, les survivantes avec des enfants issus des violences perpétrées par les membres de l'État Islamique ne purent revenir avec ceux-ci. Babê Şêx a effectivement rappelé la règle d'endogamie de la religion yézidie et a donc souligné l'impossibilité d'accepter des enfants qui ne seraient pas issus de deux parents yézidis[759]. Inévitablement, l'Administration autonome se retrouva à charge d'une soixantaine d'orphelins suite à ces conditions. Tandis que je rendais visite à la structure responsable de leur tutelle, la directrice me souligna plusieurs fois que les pères biologiques de certains de ces enfants étaient européens. Je regardai autour de moi les yeux interrogateurs qui dépassaient de la fenêtre du jardin ou de la porte. Un des enfants s'avança vers l'armoire remplie de bricoles pour prendre le ballon de basket et partit jouer dans le jardin. Je restai plusieurs heures là-bas pour prendre le thé et jouer avec les enfants, puis pris finalement congé. Outre cette visite, je n'entendis plus parler de ces enfants par la suite.

6.2.5. Vies et géographies malléables

Dans les récits, ce sentiment que les vies avaient été jouées au travers de jeux d'influences géopolitiques s'incarne notamment au travers de la création des frontières nationales. Considérées comme illégitimes pour mes interlocuteurs, elles me furent présentées comme des *« frontières artificielles »* - selon les mots du sheikh al-Bo Asaf. La frontière syro-turque, tracé sur le chemin de fer Berlin-Bagdad, fût *« la 1ère division matérielle entre les Kurdes »*. Les Kurdes furent ainsi divisé·e·s entre les *serxetî* - une contraction de *ser*, « au-dessus », et *xeta*, de l'arabe *ẖaṭa*, qui signifie « ligne » - et les *binxetî, bin* signifiant « dessous ». *« Dans la langue vernaculaire kurde, la Syrie n'était donc pas considérée comme un pays différent, mais comme des terres « en dessous de la voie ferrée » »*[760]. Les accords de Sykes-Picot sont très présents au sein des discours actuels, et sont perçus comme une tragédie puisqu'elles signent le découpage territorial du Moyen-Orient, dont le Kurdistan, au profit de puissances étrangères. Les Kurdes, selon les mots du terrain, *parçe bûn* (« furent divisés »). Composée de mines, de fils barbelés et surveillés en permanence par

[758] Pinto P. G. & Dumovich L. (2021), « Introduction : Ritual Performance and Religious Identity », *Reshaping Traditions in Contemporary MENA and its Diasporas*, Anthropology of the Middle East, vol. 19, n°1.
[759] En avril 2019, le conseil suprême yézidi a réitéré la bienvenue de toutes les survivantes. Quelques confusions ont suivi ces déclarations vis-à-vis des enfants. Une nouvelle déclaration a eu lieu quelques jours plus tard, réaffirmant les propos de Babê Şêx vis-à-vis de ceux-ci trois ans plus tôt. Fatah K. (2019), « Children Born of ISIS Violence Stuck in Religious and Legal Limbo », Navanti, https://navantigroup.com/iraq/2019-7-10-a-generation-without-identity/
[760] Ismail S., *op. cit.*, p. 7.

des gardes, les habitant·e·s n'hésitaient pourtant pas à braver cette nouvelle géographie par leurs traversées, pour passer des biens en *qaçaxçî* (« contrebande ») ou pour saluer la famille de l'autre côté.

Écrit de Konê Reş, écrivain kurde.

Durant l'enfance, au travers de la mémoire et de la connaissance de mon environnement, il m'est apparu que mon village Doda est sur la frontière. La frontière est de mines et de fils barbelés, il est interdit d'être près d'elle et du chemin de fer. Les adultes nous disaient : « n'allez pas près de la frontière et du chemin de fer, les gendarmes vous tireront dessus, ils vous tueront et les mines vous exploseront dessus. » […]

Pourquoi cette frontière entre nous et notre peuple *Serxetê* [du dessus de la ligne] a été faite et nous ne pouvons pas aller chez eux ? Je ne savais pas que c'était les Allemands qui l'avaient faite en 1917 et que cette ligne de chemin de fer reliait Bagdad à Berlin. […]

Aussi, pendant cette période, je me réveillais parfois et voyais que notre cour était pleine de moutons et de bétail et que le salon était rempli d'invités. J'ai demandé à ma mère : « qui sont-ils ? » Elle s'est tournée vers moi et m'a dit : *« ce sont des invités »*.

Au fur et à mesure, je compris qu'ils étaient Serxetî [ceux au-dessus de la ligne]. Souvent, ils nous apportaient des raisins secs, du cuir de fruit et de pois chiches. […]

De nombreuses nuits, nous perdions le sommeil à cause de l'orage qui durait jusqu'au petit matin, je n'étais pas surpris d'entendre une mine exploser, à ce moment-là le sommeil et la patience n'étaient pas des invités chez mon père, il fumait cigarette sur cigarette, jusqu'à l'aube et il disait devant nous : sur qui cette mine a explosé ? Il a été tué ou blessé. […]

[…] Après la mort d'Ibrahîm Paşa en 1908, les accords de Sykes-Picot en 1916, l'établissement de la frontière et de bases militaires le long de la frontière syrienne et turque, les relations entre les *Serxetiyan* [ceux·celles au-dessus de la ligne] et les *Binxeteyan* [ceux·celles en-dessous de ligne] devinrent faibles et fragiles ; chaque tribu devint deux tribus, chaque maison devint deux maisons, une au-dessus de la ligne, une en-dessous de la ligne et ainsi les frères des frères, les *xal* [oncle maternel] des *xwarzî* [fils de la sœur], les *ap* [oncle paternel] des *birazî* [fils du frère] furent séparés. […][761]

[761] Konê Reş (2011), *Beriya Mêrdînê û Qaçaxî*, [en ligne], https://www.newroz.com/en/users/kone-res

Même si la frontière a connu un moment de relative ouverture entre 2005 et 2011[762] – nombreux sont les témoignages qui me racontaient comment avant la révolution une tante ou un cousin d'un village du Bakur venait à pied rendre visite –, ce tracé, qui sera totalement finalisé seulement en 1939[763], redevint ces dernières années une source de crainte pour les populations locales. Durant mes années de terrain, plusieurs personnes furent fusillées par les gardes turcs alors qu'elles tentaient de la traverser[764]. Je me souviens avoir été particulièrement choqué lorsqu'ils abattirent un jeune adolescent près de Derbesiyê.

Souvent, mes interlocuteurs relataient un passé sans frontières : *« ev demê, sînor tûnebû »* (« à cette époque, il n'y avait pas de frontière »). Il n'y avait pas besoin, car, selon le sheikh al-Bo Shabaan, *« les aşîra coexistent entre elles et n'ont pas besoin de frontières, les espaces [de chacun] sont connus entre eux ».* Même si les populations arabes le long de la frontière syro-irakienne n'entretiennent pas les mêmes liens avec celle-ci pour des raisons historiques[765], elles se référaient tout de même au politique en tant que contrôle de mouvement. Ainsi, selon le sheikh al-Sheitat, *« le rôle du régime a été de créer des frontières, des checkpoints et des barrières ».* Mr. Habi exprimerait une idée similaire : *« avec Sykes-Picot, les checkpoints ont commencé ».* Ces expressions rendent compte de la manière dont l'oppression est articulée au travers de l'histoire. Cette phrase qui comporte un anachronisme – replacer les checkpoints actuels pour définir Sykes-Picot – permet de comprendre que la politique en tant que source de *ẓulm* déborde d'une temporalité qui pourrait être définie. Pour Mr. Habi, ces divisions territoriales, enserrées dans les checkpoints et ses fils d'attente, les contrôles d'identité et la violence étatique qu'elle incarne, amènent à offrir une nouvelle signification à ces accords : légitimes ou non à l'époque, ces frontières au départ imaginées ont matérialisé la violence démesurée des enjeux de pouvoir et ne peuvent être regardées autrement. Comme me le signalera le sheikh al-Sheitat, *« durant la guerre entre l'Iran et l'Irak, même les oiseaux ne pouvaient pas rentrer en Irak »* : ici, le sheikh montre la démesure d'une frontière qui souhaite contrôler jusqu'au vol des oiseaux pour des raisons de sécurité.

Enfin, je pense qu'un aspect qui se réfère à la politique comme source de *ẓulm* réside dans le sentiment que les vies sont malléables selon un projet d'ingénierie démographique. Les

---

[762] Roussel C. (2014), « Frontières et circulations au Moyen-Orient en période de conflits », *Reconfigurations entre phases d'ouverture et de fermeture*, Cahiers CEMCA.
[763] Ghaderi S. M. (2002), « Le tracé de la frontière entre la Syrie et la Turquie (1921-1929) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 207, n°3, p. 125-138.
[764] Quelques récents exemples : Al-Yaziji S. (2024), « Turkish border guards kill Syrian, injure another in Qamishli », North Press Agency, https://npasyria.com/en/114610/ ; Youssef T. (2024), « Turkish border guards kill child near Syria's Kobani », North Press Agency, https://npasyria.com/en/116133/
[765] Pursley S. (2015), « Lines Drawn on an Empty Map : Iraq's Borders and the Legend of the Artificial State », Jadaliyya, https://www.jadaliyya.com/Details/32153

existences sont ainsi considérées comme des objets modifiables et déplaçables. Alors que le discours porté par le gouvernement turc relatif à la sécurité de la frontière prône la mise en place d'une *buffer zone*, la grande majorité des villes et villages kurdes sont situés dans cette bande de 30 km de profondeur. Les vies et la mémoire des générations qui s'y rattachent sont dans le projet national turc considérées comme dangereuses et donc éradicables. Le changement démographique réalisé sur les territoires occupés d'Afrin, Serêkaniyê et Tel Abyad vont dans ce même ordre d'idées. 60 ans plus tôt, la Jazira avait déjà connu des plans de modifications démographiques, sous la coupe du Lieutenant Muhammad Talab al-Hilal, ancien président des services secrets à Hasakê. Celui-ci avait rédigé un rapport en 1963 qui désignait les Kurdes comme un peuple sans histoire et aculturé ; en parallèle, et de manière assez antagoniste, il stipulait l'inexistence du peuple kurde. Au sein de cet écrit, les Kurdes furent dépeints comme une véritable menace pour la sécurité du projet national syrien ; il proposait en conséquence la mise en place d'une série de recommandations pour l'anéantir. Parmi celles-ci figuraient l'instauration d'une politique de division contre les Kurdes, la création d'une ceinture arabe et la déportation de familles kurdes de cette zone. Ce n'est cependant qu'après 1973, dans la logique du mouvement correctif[766] (*al-ḥarakat al-taṣḥiḥiya*) - comme s'y réfèrent mes interlocuteurs -, que le projet fût implémenté. La stratégie consistait à utiliser les 4000 familles déplacées suite à l'inondation de leurs terres engendrée par la construction du barrage Assad. Ces familles, principalement issues de la *aṣîra* Wulda, furent installées le long de la frontière syro-turque dans la région de la Jazira. 41 villages arabes furent construits sur les terres de grands propriétaires kurdes dorénavant expropriés[767].

> *Entretien avec un* ayan *des Wulda, janvier 2022.*
>
> Le parti Baath détenait deux objectifs principaux avec la ceinture arabe. En premier lieu, les *aṣîra* étaient très fortes, le parti n'avait pas de pouvoir sur eux. La création du barrage leur a permis de couper les liens, de diviser. Cela a permis de renforcer le pouvoir du parti dans la Jazira, car ils ont construit un village arabe entre deux villages kurdes.

Les témoignages de personnes issues de la *aṣîra* al-Wulda, principale *aṣîra* déplacée suite à la construction du barrage de l'Euphrate, permettent de comprendre comment leur vie a été considérée comme modifiable au gré des conjonctures politiques. Évidemment, mon objectif

[766] Doctrine politique portée par Hafez al-Assad durant son coup d'état en 1970.
[767] Ababsa M. (2005), « Frontières de développement en Syrie : l'adaptation du projet Ba`thiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazîra », A contrario, vol. 3, n°2, p. 11-25, Cairn.info, https://shs.cairn.info/revue-a-contrario-2005-2-page-11?lang=fr ; Tejel J. (2009), « Syria's Kurds », *op. cit.*

n'est pas de remettre sur un pied d'égalité les expériences des Wulda et des Kurdes, ces derniers ayant été sujets au racisme institutionnalisé du Baath. Je souhaite plutôt montrer le vécu de ces familles enserrés dans la mécanique démographique du parti Baath et ainsi mettre en lumière les dimensions qui sous-tendent ce chapitre.



83. Barrage de Tabqa, 2022.

J'étais parti rencontrer le sheikh al-Wulda dans son village à la lisière du mur turc qui dessine désormais la frontière. À cette époque, nous venions d'apprendre que l'État Islamique venait de fomenter un attentat contre la prison d'al-Ghuweiran. Nous ne savions pas encore que la situation dégénèrerait au point que 127 *şehîd* tomberaient. Je n'avais, pour ma part, pas encore été mis au courant que les gardes avaient été égorgés. Le calme du village en ce vendredi matin dénoteront des heures et jours de tumulte qui suivront. Le sheikh arriva avec quelques hommes qui se précipitèrent pour nous faire rentrer dans le petit *dîwan* du village. Des hommes allumèrent le *şūba* et y posèrent une grosse théière pour le *çaî* à venir.

Le sheikh al-Wulda parlait d'une voix calme en expliquant son enfance. Durant l'entretien, des hommes du village rentraient nous saluer pour s'installer plus loin et discuter en chuchotant.

Certains s'installèrent près du sheikh et l'écoutaient attentivement sans intervenir dans la conversation.

Entretien avec le Sheikh al-Wulda, janvier 2022.

Lorsqu'ils eurent l'idée de la ceinture arabe [*al-ḥizām al-ʿarabī*], mon père dit qu'il souhaitait s'installer dans la *bādiya* [région de steppes et de désert]. Ils [les autorités] envoyaient des employés dans les maisons […] ils visitaient tous les habitants et demandaient : *« Où veux-tu aller ? ».* Au bout d'un an, les services secrets sont arrivés à notre maison. […]

Des voitures arrivèrent en klaxonnant. Mon père leur demanda qui étaient-ils, et ils répondirent qu'ils représentaient la sécurité politique. Mon père les laissa entrer. Il a une tradition selon laquelle il honore l'invité et égorge le mouton pour lui. Mon père les invita à dîner mais ils répondirent qu'ils ne mangeraient pas. Lorsque mon père leur demanda de plus amples explications, ils répondirent : *« tu veux aller dans la* bādiya *? Tu veux prendre ton* aşîra*, les Wulda, jusqu'en Jordanie ! Tu veux partir de Syrie ! »* Mon père leur répondit qu'il avait été condamné à mort 3 fois et que malgré cela il était resté en Syrie : *« Je ne quitte pas la Syrie, je veux juste acheter des moutons et vivre dans la* bādiya *».* Ils menacèrent de refuser l'hospitalité s'il ne changeait pas d'avis. Mon père rétorqua : *« Vous nous avez envoyé vos employés dans le but d'enregistrer ceux qui veulent partir librement ! »* Mais ils restèrent sur leurs positions. […] Finalement, mon père dit à sa famille : *« préparez le dîner, nous n'irons pas dans la* bādiya *».*

Ils préparèrent à manger et après un an ou deux, l'idée de partir arriva. […] Mon grand-frère dit un jour à mon père : *« s'il te plait, ne pars pas. Ils veulent t'impliquer [dans ce projet] sans rien te donner. »* Mais mon père répondit : *« cela fait des années que nous résistons face à ces conditions, nous devons partir ».* Mon père est parti voir l'administration dire qu'il ne voulait pas aller dans la Jazira car des gens y habitaient. Ils ne nous donnèrent aucune compensation, et ils détruisirent les écoles avec leurs bulldozers. Ils nous ont assiégés pendant 5, 6 ans. Et tu sais qu'une personne a de l'énergie limitée. À la fin, mon père fut obligé de partir là-bas. Grâce à Allah, nous avons ce qu'il nous faut, mais la différence est que nous possédions énormément de terres et maintenant nous sommes ruinés. La superficie des terres sur les papiers ne correspond même pas à la réalité. […]

Il y a des personnes qui ont refusé de partir. Celui qui a créé le barrage a dit : *« libérez l'eau, les gens fuiront bien ».* Il y a des personnes qui sont mortes car elles ont refusé de

partir. Mais l'opinion des Russes[768] était de libérer l'eau. Quand l'eau est arrivée, les gens fuirent avec presque rien sur eux. D'autres étaient endormis car l'eau est arrivée durant la nuit et ils sont morts.

Au sein de ce récit, le Sheikh al-Wulda raconte ce non-choix qui s'est imposé à eux : partir ou mourir. L'État se présente à lui sous la forme des services secrets, figure emblématique de l'appareil sécuritaire syrien. Il est ainsi accusé de traitrise car il ne souhaite pas participer aux aspirations nationales en préférant la *bādiya* plutôt que la Jazira (kur. Cezîre). Sur les accusations des services de renseignements internes (ar. *al-ʾistiḫbarāt*) plane la figure du dissident, caricature du citoyen présente au sein des discours de la famille Assad et dont la ferveur patriotique se présente comme dysfonctionnelle[769].

Ils imposent alors à son père deux scénarios : commettre une entorse aux traditions familiales et déshonorer l'invité et donc lui-même, ou céder à son désir de partir avec sa famille. Par la connaissance des obligations sociales et des affects qui leurs sont liés, les *ʾistiḫbarāt* ont réussi à forcer la main au sheikh. Margold parle de *« brutalisation de croyances profondément ancrées »*[770] pour désigner les pratiques d'intimations opérées sur les sensibilités culturelles locales. Tiraillé entre l'honneur de sa famille et les harcèlements du régime, il choisit de rester. Cependant, après des années de pression de la part du régime, ils décidèrent de partir pour la Jazira, laissant derrière eux leurs terres qui finirent englouties. L'idée de ruine, notamment au travers de la perte des terres agricoles, se révèle être fortement présente dans les discours relatifs au parti Baath[771].

Les personnes dont les terres ont été submergées furent historiquement appelées les *ġamar*, soit « les immergés ». Le terme n'est plus vraiment utilisé mais semble encore significatif puisque les personnes rencontrées sur le terrain savaient à qui il renvoyait.

Malgré des années de résistance – un *ayan* des Wulda me dira un jour : *« nous avons résisté jusqu'à ce que l'eau arrive à nos fenêtres »* -, ils arrivèrent en Jazira. Là-bas, malgré l'imposition d'un projet politique qui les dépassaient largement, dont l'objectif était l'effritement du tissu social, les habitants s'affairèrent à penser le vivre-ensemble malgré le contexte politique.

---

768 Le barrage a été financé par un prêt accordé par l'Union Soviétique. Elle a notamment fourni une expertise technique. Shapland G. (1997), « Rivers of discord : international water disputes in the Middle East », New York, Palgrave Macmillan.
769 Ismail S., *op. cit.*
770 Margold J. A., *op. cit.*, p. 83.
771 Ismail S., *op. cit.*

Entretien avec le Sheikh al-Wulda, janvier 2022.

Il y avait Abdul Qadir Juli, un de nos frères kurdes. Il avait des terres mais l'État les lui a confisqués, […] il est cependant resté dans la région – sa maison est ici, ses cousins sont ici aussi. Il a rassemblé les Sheikh et *ayan* des *aṣîra* kurdes et a envoyé une invitation à mon père […] [Le père a accepté l'invitation].

Un jour, un homme âgé kurde vint voir mon père et lui a demandé : *« sheikh, comment allons-nous vivre ? »* Mon père a répondu : *« celui qui nous salue alors nous le saluons, et celui qui nous ignore, nous l'ignorons – nous ne le confronterons pas. L'État nous a pris nos terres et nous a amenés ici, dans ces fermes. Nous ne sommes pas venus sur vos terres par notre volonté. »*

Le villageois, prudent, le met en garde : *« nous avons un marché à Amûda, et peut être qu'un de vos hommes nous volera ou essayera de commettre quelques fraudes ».* Mon père l'a alors rassuré : *« Si quelqu'un vous prend de vos biens ou commet une fraude, venez me voir et je vous rendrai ce qu'il vous aura pris. Nous ne sommes pas venus pour vous voler. […] Nous ne connaissions pas ces terres, et nous pensions que ces fermes étaient des fermes d'État, pas à des propriétaires kurdes. […] Si vous vous voulez que nous partions, alors nous partirons. »*

Englués dans les conséquences de décisions politiques qui les dépassent, le sheikh Wulda montre ainsi comment ils se dépêtrèrent de cette situation complexe ; et ce, malgré les craintes. Les sheiks et *ayan* tentèrent de créer une solution et invitèrent son père, tandis qu'il essayait de rassurer les suspicions à leur encontre. Encore une fois, il ne s'agit pas de découvrir la vérité quant à l'arrivée de cette famille – il s'agit évidemment d'une version édulcorée du passé. Je pense que l'important ici est de montrer comment mes interlocuteurs interprètent le rapport entre vie et politiques de l'État et comment la vie commune n'a pu être bâtie qu'en tentant de s'extirper de ces dernières.

6.3. Tûnebûnê

6.3.1. Entre les solidarités mémorielles

Des personnes siégeant au conseil des Sages m'avaient conseillé d'aller rendre visite à Mr. Rameel, un homme d'une septantaine d'années dont le culte est lié à l'église orthodoxe syriaque. Je me retrouvai ainsi, quelques jours plus tard, à parcourir les photos sur les murs de son salon tandis qu'il m'échangeait quelques anecdotes sur son passé :

> *Cahier de terrain, février 2022.*
>
> Près de la porte d'entrée de la maison de Mr. Rameel se trouve une statue d'un *Lamassu*. Penché sur sa canne, l'homme m'invite à rentrer dans son salon. De grands divans sont disposés autour d'une table basse et font face à un énorme tableau représentant la scène du nouveau testament où Jésus chasse les marchands du Temple.
> Dès que nous sommes installés dans les divans, Mr. Rameel commence à parler des affaires sociales et religieuses actuelles. Très vite, il avertit : *« l'histoire s'oublie à travers les générations. Il faut apprendre l'histoire. Pour qu'elle ne se répète pas. »* Il parle de *Sayfo*, le génocide de 1915. *« Les gens ont peur que cela recommence »* continua-t-il.
> J'essaye de mieux comprendre et lui demande de plus amples explications : cette peur est-elle dirigée ? Le rôle de groupes kurdes dans le génocide impacte-t-elle les relations locales actuelles ? Il me répond que rien ne peut être généralisé, *« certains prennent le génocide à la légère, d'autres pas du tout »*. Mr. Rameel continue à parler pendant plus de deux heures. À la fin de l'entretien, alors qu'il me parle de l'exil des populations chrétiennes locales vers l'Europe, il conclut : *« Tu sais, les Allemands ont aidé l'Empire ottoman pendant la 1ère guerre mondiale*[772]*. Ils ont donc contribué indirectement aux massacres des populations chrétiennes locales. Pourtant, eux aussi étaient chrétiens. Les Français en 1936 ont bombardé Amûda. Pourtant les Français sont chrétiens, et ils ont tués des chrétiens locaux avec ces frappes. »*
> La femme de Mr. Rameel passe sa tête timidement par la porte : les petits-enfants sont arrivés. C'est le signe pour moi de prendre congé. Mr. Rameel me raccompagne. Il me teste avant de partir : *« et donc, c'est quoi la solution ? »*. Je ne comprends pas de quoi il

[772] Sur les liens idéologiques et militaires entre les Jeunes Turcs et les pays de l'Europe occidentale de cette période, voir Baer M. D., *op. cit.*

parle et il répond à sa propre question : *« se souvenir »*. J'acquiesce et jette un dernier regard vers le *Lamassu*, gardien des portes.

Au final, tout le monde a sa part de responsabilité dans ce qui s'est passé.

Le génocide des syriaques, assyrien·ne·s et arménien·ne·s de 1915 transparaissait souvent au sein des discours récoltés. Sur le terrain, il était désigné sous l'appellation de *firman*, « ordre », terme qui met en exergue la responsabilité politique de l'Empire, ou *Sayfo*, une abréviation de *shato d'Sayfo* qui, dans le dialecte occidental araméen, se rapporte à *« l'année de l'épée »*. Deir al-Zor était la destination finale des lignes de déportations, tandis que des camps de concentrations furent établis le long de ces routes, notamment à Ras al-Ayn/Serê Kaniyê et Tal Abyad/Girê Spî. Rien que pour l'année de 1916, 200 000 arménien·ne·s furent éxécuté·e·s à Deir al-Zor[773]. La plupart des personnes chrétiennes rencontrées sur le terrain se présentaient comme les descendant·e·s des rescapé·e·s de ce massacre planifié et de masse.

Mr. Rameel, au travers de ses mots, touche à la possibilité de la reproduction d'un génocide. Pour lui, la mémoire de 1915 est l'unique manière qu'une justice historique et que l'assurance que cela ne se reproduise plus soit établi, comme s'il possédait la certitude que *« la mémoire guérira les blessures de la société et ouvrira un chemin qui surmonte la guerre et la destruction »*[774].

Je compris très vite que des formes de solidarité se créaient au travers de la mémoire du génocide. Il était effectivement commun que des parallélismes soient effectuées entre différents génocides et massacres subis. Par cela, je pense que mes interlocuteurs attestaient leur reconnaissance de la souffrance d'autrui et de logiques communes qui sous-tendent l'extermination subie. Un jour, alors que je discutais avec un *ayan* assyrien, il termina ses propos en me déclarant : *« au final, notre souffrance est comme le reste du peuple syrien. Nous avons tous souffert de l'État Islamique »*. Celui-ci avait abordé le génocide pour ensuite relater la période où Daesh contrôlait une large partie du territoire du nord de la Syrie. Bien entendu, il ne s'agit pas de nier les violences spécifiques qui ont été perpétrées par l'État Islamique sur les populations chrétiennes. Je pense plutôt qu'il s'agit de montrer que tous·tes, avec cette guerre, ont connu à des degrés différents un rapport à l'extermination, qu'elle soit physique, matérielle, intellectuelle ou culturelle. C'est que ce nous développerons au sein de cette section.

Je pus constater que le contexte de guerre actuel ravivait la mémoire du génocide chez mes différent·e·s interlocuteur·trice·s, et pas exclusivement au sein des populations chrétiennes.

[773] Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*
[774] Hermez S., *op. cit.*, p. 146.

Comme l'indique Hakobyan et Mollica au sujet des Kurdes et Arménien·ne·s : *« Durant la guerre, les discours et mémoires sur le génocide arménien ont été propagées largement chez les Kurdes et cercles pro-kurdes en Turquie, ce qui a provoqué une réaction turque. D'un côté, les Kurdes utilisaient le génocide arménien comme modèle pour décrire les opérations turques, incluant la violence et les changements démographiques. D'un autre côté, les Arménien·ne·s syrien·ne·s décrivaient les opérations militaires turques dans le nord de la Syrie comme une répétition du génocide arménien. Pour nos informateur·trice·s, il s'agissait du même ennemi perpétrant les mêmes crimes après un siècle. »*[775] En outre, pour rappel, les *çete* utilisent des noms de sultans ottomans, envenimant ce sentiment de poursuite continue[776].

La mémoire du génocide fût utilisée par les parents de *şehîd* Issam Abdallah, journaliste tombé martyr le 20 novembre 2022 à Taqel Baqel de suite aux bombardements turcs. Alors que j'arrivai chez eux afin de les rencontrer, un membre de leur famille me tendit une lettre. *« Tu es journaliste non ? »* Je répondis que j'essayerai de la partager le plus possible. La déclaration avait pour titre *« à l'opinion publique »*, et décrivait les événements et crimes de guerre commis par l'État turc :

> Nous attestons qu'aujourd'hui, le 19 novembre 2022 après minuit, l'état turc a bombardé toutes les régions du nord-est de la Syrie, de Şehba à Kobanê et Hasake, en passant par Dêrîk et Ain Diwar. [Des bombardements ont eu lieu] sur la frontière irakienne et turque [ainsi que sur] la station électrique numéro 4 de Taqel Baqel. Cette station électrique donnait de l'électricité à 14 villages. Ce bombardement a amené au martyr de 11 civils dont le journaliste Issam Abdallah. Il avait accouru dans cette zone afin d'accomplir son devoir en tant que journaliste. Il souhaitait montrer que ces bombardements visaient les civils avec leurs infrastructures publiques. Après les premiers bombardements, des civils sont arrivés pour sauver les blessé·e·s et prendre les martyr·e·s. Le régime turc n'a pas accepté qu'ils sauvent les blessé·e·s : les avions ont encore bombardé les civils, ce qui a amené au martyr d'autres personnes. La Turquie a évacué sa haine contre les fils et filles des villages aux alentours de cette station, qui sont arrivé·e·s avec les outils qu'ils possédaient : motos, voitures, …. Après ce bombardement, les médias turcs ont diffusé comme information que cette attaque visait les cadres du PKK, que ces personnes étaient des terroristes et non des civils. Nous souhaitons montrer la vérité derrière les mensonges et les campagnes de désinformation que le régime turc a fait, puisqu'un de ces martyrs appartient à notre

[775] Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*, p. 275.
[776] *Idem.*

famille et n'avait aucun lien avec le PKK et exerçait son métier de journaliste pour montrer la vérité à l'opinion publique.

Dans le salon de la famille de *şehîd* Issam, les personnes défilaient afin de présenter leurs condoléances à la famille. Les parents étaient dans la pièce d'à côté entrain de faire un interview avec un journaliste européen. Les sœurs de *şehîd* Issam recevaient les *mêvan*[777] en leur offrant du thé et des biscuits. Une fois que le journaliste européen prit congé, le père et la mère d'Issam s'assirent par terre à côté de moi. Seuls quelques membres de la famille étaient encore là et entouraient le portrait de *şehîd* Issam qui trônait dans un coin près d'un bouquet de fleurs. Sa mère m'adressa un large sourire.

« Je commence ? » me demanda le père. J'hochai de la tête et n'eut pas le temps de poser une question qu'Hassam, le père d'Issam, débuta le récit de son fils. Il commença en évoquant le village d'où ils sont originaires : *« Nous venons du village d'Avrê. Cela fait 200 ans que 5 de mes pères sont nés dans ce village* [cela fait 5 générations que nous habitons dans ce village]. *»* Il évoque ensuite le parcours de son fils, un brillant journaliste trentenaire qui avait déjà beaucoup d'expérience dans le métier :

Entretien avec Hassam, décembre 2022.

Après les premiers bombardements à Taqil Baqil, il était parti prendre en photos les infrastructures qui avaient été visées. Il est tombé *şehid* vers 3h, 4h du matin. Il disait qu'il voulait montrer la vérité sur l'oppression (ar. *al-ẓulm*) que la Turquie exerce dans la région. C'était un journaliste, un civil. Parfois, lors d'occasions spéciales dans les mosquées, il partait photographier - bien entendu, il ne demandait rien en retour. Ou encore, lors de fêtes religieuses chrétiennes, il allait dans les églises pour photographier et puis il donnait les photos. C'était une personne affectueuse et il détestait l'injustice (ar. *al-ẓulm*).

Le ton d'Hassam change :

Entretien avec Hassam, décembre 2022.

Cela fait des années qu'Erdogan commet ces meurtres. Avec ses avions, ses chars d'assaut. Les meurtres ne s'arrêtent jamais. Ils ont occupé Afrin. Ils ont occupé Serê Kaniyê. Ils ont occupé Azaz. Tous ces mercenaires qui vont chez Daesh et Jabhat al-

[777] Invité·e·s.

> Nosra … ils disent que nous sommes de *kafir*. Mais leur objectif est politique : il faut que les Kurdes n'existent plus. Comment cela a été fait sur les Arménien·ne·s et Syriaques, cela doit se passer sur les Kurdes aussi. Ceci est l'histoire d'Erdogan, cela fait 1000 ans que la Turquie oppresse la région. Et pas simplement le peuple Kurde. Les Arménien·ne·s … ils [l'administration ottomane] ont tué 1 million et demi d'entre eux·elles. Et 100 ans plus tard il n'y a toujours pas de reconnaissance [du génocide des Arménien·ne·s, Syriaques, Assyrien·ne·s et Grec·que·s Pontiques par l'État turc].
> Et ces pays [la « communauté internationale »], pourquoi ils restent les yeux fermés après 100 ans alors qu'il y a des preuves et que leurs crimes sont découverts ? Cela ne devrait pas être comme ça.
> Cela fait 10 ans que ces meurtres se passent, 10 ans que l'eau potable manque. Jusqu'à Aluk[778]. Deux millions de personnes dépendent de cette eau. Le gouvernorat d'Hasake, jusqu'au villages près de l'Irak dépendent de cette station. Les barrages ont été mis sur le fleuve du Tigre et de l'Euphrate pour que les personnes qui en dépendent n'existent plus. L'électricité produite par les fleuves est arrêtée. L'eau nécessaire pour l'agriculture, le blé et le *pambû* est réduite … même l'eau dont les animaux dépendent est arrêtée.
>
> Le génocide des Arménien·ne·s, ils le souhaitent sur les Kurdes.
>
> Sa guerre [à Erdogan] n'est pas juste par les armes. Sa guerre est une guerre d'annihilation[779].

Hassam avait ici mis le doigt sur plusieurs thématiques récurrentes de la vie quotidienne dans le nord-est de la Syrie. Le génocide, les massacres passés – le massacre de Dersîm fin des années 30, les purges qui suivirent la révolte de Sheikh Said en 1925, ou encore la révolte à Qamîşlo de 2004 -, et les années d'oppression – de l'Empire ottoman, du mandat français, de la République turque et du régime Baath – semblaient ici dater d'hier. Une idée sous-jacente à ses remémorations, sous formes de souvenirs personnels ou d'héritage de la mémoire, se

[778] La région d'Hasake subit de nombreuses coupures d'eau depuis que les *çete* ont mis la main en 2019 sur la station de distribution d'eau d'Aluk. Cette dernière alimentait la ville d'Hasake et ses environs. Depuis l'occupation de Serê Kaniyê, cette station fût plusieurs fois détruite et reconstruite. Elle fût, en parallèle, l'objet de négociations entre l'administration autonome et les *çete*. Pour exemple, en 2020, la remise en marche de la station fût échangée contre des KW d'électricité, selon Mr. Barûdo, alors *hevserok* de l'économie du nord-est de la Syrie. De tels arrangements furent cependant de courtes durées, la station d'Alouk ayant été plusieurs fois arrêtée durant mes années de terrain.

[779] « Şerê wî na bi silah tenê ye, şerê wî tunebûnê ye. »

cristallisait de manière assez explicite : si cela c'était déjà produit, cela pouvait tout à fait se reproduire.

Hassam emploie ici le mot kurmanc *tûnebûnê*, contraction de *tûne*, qui signifie l'absence ou l'inexistence d'un être ou d'une chose, avec *bûn*, le verbe être. J'ai ici traduit *tûnebûnê* par « annihilation », mais le terme en français ne spécifie pas la position du sujet par rapport à l'action, tandis que le mot kurde dans ce contexte se rapporte clairement à celui qui subit l'acte. Par ce mot, Hassam invite à regarder la guerre (*şer*) à travers ses yeux : Erdogan utilise une panoplie d'armes (avions/drones et chars d'assaut) dont les Forces Démocratiques Syriennes ne disposent pas ; il fait appel à un mercenariat qui a mis en place différents régimes de terreur dans la région ; il détient comme objectif politique l'oblitération d'une population avec son environnement ; et, pour ce faire, il emploie différents stratagèmes (opérations terrestres, assoiffement de la population et anéantissement de ses ressources) ; enfin, il sait qu'il restera impuni pour ses actes (cf. chapitre 3).

Le fait de cesser d'exister en tant que groupe – ici, les Kurdes pour Hassam – se montre comme une éventualité du fait de l'oppression (ar. *al-ẓulm*) vécue. Le génocide de 1915 lui offre un cadre d'entendement pour décrire ce sentiment d'être pourchassé dans son existence même et dans tout ce qui lui est lié : son eau, sa terre et ses ressources, et surtout, son fils. Les comparaisons entre les différents massacres étaient souvent réalisées par mes interlocuteur·trice·s ; par exemple, un *ayan* yézidi me déclara lors d'un entretien que *« leur meurtre* [aux chrétien·ne·s] *est le même que le nôtre ».*

Un jour, tandis que je discutais avec plusieurs *ayan* dans un petit village à la lisière d'Hasake, l'un d'eux aborda les massacres commis par Abdul Hamid II sur les populations chrétiennes et yézidies. Il mit en lumière la situation politico-militaire actuelle avec les massacres passés, n'hésitant pas à comparer le Sultan avec l'État Islamique dans sa capacité à décider et mettre en place l'extermination d'une population :

> *Entretien avec un* ayan *yézidi, juin 2022.*
>
> [Abdul Hamid] est comme Daesh. En soit, à chaque fois qu'il y a eu des *ferman*[780] c'était dirigé ou contre les yézidi·e·s ou contre les chrétien·ne·s. Ou les yézidi·e·s ou les chrétien·ne·s. Les *ferman* n'ont vu personne d'autre. À chaque fois les yézidi·e·s ont été

[780] Concernant l'Empire Ottoman, il s'agit d'un ordre émis par le Sultan. Lorsqu'il est utilisé sur le terrain, se réfère au massacre d'une population commandité par l'Empire.

> tué·e·s, ou les chrétien·ne·s. Jusqu'à Serê Kaniyê. Les chrétien·ne·s ont été jusqu'à Serê Kaniyê [après avoir fui le génocide], et voilà qu'Erdogan a pris Serê Kaniyê.

Pour cet homme, le contexte de guerre actuel se révèle être une continuité de ce qui a déjà été réalisé par le passé. L'invasion de Serê Kaniyê est ainsi perçue comme en lien direct avec le génocide – il en établit une continuité dans la violence : ce sont les descendant·e·s des survivant·e·s du génocide qui furent encore une fois attaqué·e·s un siècle plus tard. Tandis que le Sultan et Daesh sont comparés dans leur capacité monstrueuse à tuer, Erdogan est présenté au travers de sa volonté de continuer la violence exercée par l'Empire Ottoman. En effet, au sein de ce récit, il est dépeint comme pourchassant les chrétien·ne·s au travers des générations.

Au travers des échanges, je compris que les histoires relatives à l'annihilation était incrustée au sein des mémoires collectives au point qu'il était impossible de ne pas les aborder. En fait, très souvent, il arrivait que lorsque je pose des questions d'ordre factuel sur des événements historiques précis, mes interlocuteurs se mettent à aborder les souffrances vécues personnellement ou par leur communauté au long de l'histoire. Je fus surpris de constater que les personnes rencontrées sur le terrain, lorsqu'elles me racontaient leurs horreurs vues et entendues, cristallisées dans les mémoires par le témoignage direct de l'acte violent ou par sa transmission, me détaillaient celles-ci. Généralement, je ne posais qu'une question de temps en temps pour faire rebondir la conversation, mais dès qu'il s'agissait de *tûnebûnê*, ils·elles parlaient facilement une à deux heures d'un épisode de violence subi dans leur vie. Je restai ainsi silencieux et leur prêtais mon oreille pendant que les mots fusaient. Ils·elles tentaient désespérément de me faire comprendre la réalité vécue, sale, écœurante, comme si par ces mots, ils·elles souhaitaient me montrer que ce qui avait été commis n'était plus pour elles·eux de l'ordre de l'inimaginable. Je devais parfois adhérer aux mots, prendre le temps d'entamer l'exercice mental de me dire que ce que j'entendais était effectivement leur expérience, individuelle ou collective.

> *Entretien avec un* ayan *yézidi de Tirbespî, mars 2022.*
>
> Nous avons vu le régime de Daesh. Ils sont arrivés pour le meurtre, pour prendre les femmes, pour violer les filles devant toi ; ils ont pris les enfants – c'est la vérité -, ils les ont décapités, ont cuit la tête et l'ont donné à leur mère. Et t'étais obligé de manger.
>
> Ils ont décapité les enfants, ont cuit leur tête, l'ont donné à leur mère et tu étais obligé de manger.

Mon interlocuteur me répéta plusieurs fois la phrase, comme s'il savait que j'aurais du mal au début – de manière assez évidente -, à réaliser ses propos. Je n'essayais même plus de ne pas imaginer ces expériences : dans le nord-est de la Syrie, cela est tout simplement impossible. Tout le monde baigne dans les souvenirs et mémoires de tout le monde, peut-être à différents niveaux, peut-être au travers de différentes perspectives, mais j'avais cette étrange impression qu'au final, nombreux·ses savaient les bagages portés par les un·e·s et les autres. J'appris à accepter les haut-le-cœur que j'éprouvais lorsque j'entendais les descriptions crues de violence. *« Ce que j'ai vu … »* me dit-un jour un jeune homme à propos de son expérience du front, *« j'ai vu une camarade coupée en deux. J'ai tout vu. J'ai vu un camarade déchiqueté en pièces. On aurait dit … »* Il commença alors à émettre des comparaisons pour m'exposer à cette expérience, mais sa sœur assis à côté de lui le coupe. Elle le sermonne de ne pas expliquer de long en large son vécu car je ne suis peut-être pas à mon aise avec ces mots. Mais après des années passées sur le terrain, il était difficile de ne pas y être un tant soit peu exposé. Les images montrées au journal télévisé ou sur les groupes Whatsapp d'information étaient sans filtre et les photos de cadavres, d'enfants blessés pleurant à l'hôpital était courant. Le rapport à la violence dans le nord-est de la Syrie se dévoile de la même manière que ces images : elles sont sans filtres, sans nécessité de passer par quatre chemins. Une expérience lors d'un entretien concrétisa ce phénomène :

> *Cahier de terrain, février 2022.*
>
> J'ai pris rendez-vous avec le Pr. Esso à la *desteya dînê*, la structure politico-administrative qui s'occupe des affaires religieuses dans le nord-est de la Syrie. Je connais bien cet endroit car j'y ai passé beaucoup de temps à discuter avec différentes personnes de l'Administration autonome, dont l'ancien représentant de la religion islamique[781] dans la *desteya dînê*, un Sheikh issu de la confrérie soufie Qadiri – souvent appelé *şexê kesk*, « le sheikh vert ».
>
> Le Pr. Esso enseigne à l'université du Rojava au sein du département des sciences religieuses et a accepté de me rencontrer dans le cadre de ma thèse. Alors que nous discutions de son histoire familiale et de l'histoire des yézidi·e·s dans la région, la conversation décline sur les massacres subis au long de l'histoire. Je souhaite lui parler d'un épisode en particulier mais ne revient plus sur la date.

[781] La desteya dînê, « le conseil des religions », comporte trois représentant·e·s : un·e pour l'Islam, un·e pour le christianisme, une pour le yézidisme.

> Il me répond alors : *« lequel ? Nous en avons eu 161 de massacres »*. Je reste pendant deux secondes interloqué et essaye de rapidement reprendre mes esprits pour ne pas laisser transparaitre ma surprise.

Le Pr. Esso se réfère ici aux 161 *firman* que le Pr. Dawood Murad Khatari a répertorié le long de l'histoire des yézidi·e·s jusqu'à la fin de la 1ère guerre mondiale[782]. Peut-être s'agit-il d'une erreur, mais le Pr. Esso ne compte donc pas les *firman* postérieurs à la première guerre mondiale. 74 fût un autre chiffre qui me fût présenté dans d'autres entretiens, le 74ème se référant au génocide perpétré par Daesh[783]. La différence entre ses chiffres peut déprendre de la méthodologie utilisée pour identifier les *firman*. Selon Rodziewicz, le chiffre 74 attribué au nombre de massacres se rapporte à la cosmogonie yézidie[784]. Au sein de cette dernière, les yézidi·e·s descendraient d'Adam seulement, tandis que les 72 autres *millet* [nation ou religion] viendraient d'Adam et Ève. Même si sur le terrain il était surtout question du chiffre 74 pour m'indiquer les pogroms subis, d'autres récits peuvent faire état de 72 à 74. L'expression des 74 génocides (ou 72 et 73) pourrait donc symboliser le fait que les 72 *millet* [nation ou religion] provenant du mythe originel des yézidi·e·s auraient perpétrés des violences de masse sur ces dernier·ère·s.

[782] ANHA (2020), « Extermination massacres.. Ottomans the most notorious perpetrators-2 », Hawar News Agency, https://hawarnews.com/en/160436496020347

[783] Six-Hohenbalken M. (2019, publié en ligne en 2018), « May I be a sacrifice for my grandchildren—transgenerational transmission and women's narratives of the Yezidi ferman », Dialectical Antropology, n°43, p. 161-183, https://link.springer.com/article/10.1007/s10624-018-9506-9

[784] Rodziewicz A. (2018), « Milete min Êzîd », *The Uniqueness of the Yezidi Concept of the Nation*, Securitologia, vol. 27, n°1.



84. Cimetière yézidi sur les flancs du Tigre, 2023.

Sortir l'horreur de l'inimaginable, c'est aussi se rendre compte que la certitude passée que cela n'arriverait pas a été éradiquée. La relative confiance que certains de mes interlocuteurs pouvaient ressentir envers une entité politique – un état ou un chef coutumier par exemple – était réduite à néant par l'acte d'abandon subi lors de leur moment de détresse :

> *Cahier de terrain, juin 2022.*
>
> J'ai échangé avec le sheikh al-Sheitat sur quelques événements en lien avec l'histoire de son *aṣîra*. Je lui demande s'il souhaite partager des mots par rapport à ce qu'il s'est passé avec l'État Islamique. Le sheikh acquiesce. Même le sheikh assis à côté de lui, qui l'a taquiné tout le long de l'entretien, se tait.

L'*aṣîra* al-Sheitat est tristement connue pour avoir été victime d'un massacre perpétré par l'État Islamique en 2014. Les vidéos de jeunes hommes de la *aṣîra* al-Sheitat, agenouillés en file, se faisant décapiter l'un après l'autre pendant que des membres de Daesh se moquaient d'eux, avaient créé une onde de choc dans la population syrienne.

> *Entretien avec le Sheikh al-Sheitat, juin 2022.*
>
> Ils [les membres de l'État Islamique] sont arrivés dans la région et ont pris Shuail et Dhiban [des villages de la région]. Et les gens ont commencé à les joindre, mais al-

Sheitat n'a rien à voir avec l'État Islamique. Les Sheitat sont des révolutionnaires, ils veulent la liberté et ils ont affrontés le régime. […]

L'État Islamique a apposé une fatwa sur les Sheitat : chaque homme de plus de 15 ans devait être tué. Une autre fatwa disait que leurs terres et leur argent pouvait être confisqué, leurs maisons démolies, et leurs femmes et leurs enfants abandonnés à Shamiya ou au Sinjar. […] Une bataille féroce a commencé entre l'EI et al-Sheitat. L'Irak est tombé en 4 jours, et nous avons résisté pendant 18 jours. J'ai appelé le régime pour demander de l'aide. La bataille avait commencé depuis l'aéroport. Nous leur [au régime] avons dit qu'ils devaient bouger leurs forces de l'autre côté. […] Mais le régime ne nous a en rien aidé. Pendant 18 jours nous sommes restés sur nos positions ; mais nous n'avions plus de munitions, et les blessés ne recevaient pas de traitement. Nous étions encerclés de tous les côtés. Nous ne pouvions pas aider les blessés, il n'y avait même plus de nourriture. Durant la bataille, nous avons perdus 35 martyrs, mais l'EI plus de 400 ! Si un groupe nous avait aidé, ils n'auraient pas pu rentrer, mais de toute manière, personne ne nous a supporté. […] Ils ont tué tout le monde, pas une personne n'a été exceptée. Ils ont pris les maisons, l'argent. Nous continuions de négocier avec eux, j'étais un des négociateurs. Nous négocions pour essayer de réduire les pertes. Mais ils étaient insensibles et nous avons perdu plus de 1000 martyrs. Nous avons perdu 35 martyrs dans la bataille mais après ils ont tués tout le monde dans la rue, chaque personne des Sheitat a été tuée.

Le meurtre est devenu leur identité[785]. […]

Nous avons perdu plus de 1000 martyrs et encore d'autres sont manquantes. Nous ne savons pas où elles sont.

Assis dans le *dîwan* de la *majlis ayan* de Qamîşlo, le sheikh al-Sheitat se tut. Je le remerciai poliment. Quelques mois auparavant, une nouvelle fosse commune venait d'être retrouvée dans la région de Deir-al-Zor. Il avait vu l'inimaginable et avait été laissé pour compte par le régime. Je retrouvai ce sentiment qui guettait la plupart des personnes rencontrées sur le terrain : ce sentiment qu'ici, le pire pouvait se produire (cf. chapitre 3).

Au début de la guerre civile, les membres de la *aşîra* al-Sheitat avaient formé leur propre groupe armé et avaient réussi à éjecter les forces du régime hors de leurs villages. Suite à l'expansion

[785] الكتل صار هويتهم

territoriale de l'État Islamique, les Sheitat combattirent au côté de Jabhat al-Nosra contre l'EI, mais leurs villages furent finalement capturés. Les villages se rebellèrent au point que le 30 juillet, des membres de la *aşîra* al-Sheitat incendièrent les quartiers généraux de l'État Islamique et plusieurs attaques contre ceux-ci furent effectués. L'EI entama en réaction une opération militaire contre ceux-ci, comme le sheikh le décrit dans ce récit. Ils procédèrent à l'exécution systématique pendant un mois de tous les hommes des villages environnants, jusqu'à décimer les malades et blessés dans les hôpitaux. Selon Dukhan, *« le massacre était un message aux autres tribus de l'est de la Syrie que toute tentative de résistance ou de révolte serait affrontée avec sévérité »*[786]. Toujours selon Dukhan, le sheikh al-Sheitat aurait lancé un appel à l'aide aux Ageydat, mais aucune aide ne fût apportée. Dans le récit collecté auprès de mon interlocuteur – qui n'est pas la même personne -, il déclare qu'il s'agit du régime. Encore une fois, l'objectif n'est pas d'essayer de déceler une vérité derrière les propos de mes interlocuteurs mais plutôt de comprendre ce que les différentes perspectives mettent en lumière : dans tous les cas, ils ont été abandonnés.

Cette fracture sociale, je pu la retrouver au travers de discours pourtant très différents. Alors que je parlais avec un *ayan* yézidi de Derwîş Evdo, un célèbre personnage épique de l'histoire yézidie, puis d'Ibrahîm Paşa Mîlan, il semblait un peu ennuyé. Il me rétorqua alors : *« oui, oui, Derwîş Evdo, il était des Mîlan*[787]*. Il y a des yézidi·e·s chez les Mîlan. Ça n'a pas empêché les* firman *et les* tadel [persécution] *des yézidi·e·s de continuer* [notamment de la part de la cavalerie d'Ibrahîm Paşa Mîlan] *»*. Je fus un peu bouche bée car je ne m'attendais pas à une réponse pareille. Je compris alors que j'abordai le sujet avec une certaine naïveté, comme si aborder des récits épiques pouvait effacer les *firman*, ainsi que les silences et les trahisons qui les entouraient. Pour lui, les solidarités liées à l'*aşîra* n'avaient pas permis de changer l'histoire : les *firman* s'étaient succédés et le fait d'être Mîlan ou non ne les avaient pas protégés.

J'avais parfois l'impression de devoir faire le grand écart entre les différentes interprétations du passé que mes interlocuteurs me partageaient. Ainsi, comme nous le verrons, la protection des minorités était un sujet récurrent au sein des récits. En même temps, la douleur d'avoir dû être seul face à l'adversité pouvait aussi transparaitre. Comme Lacher stipule, *« la violence crée des divisions dans la structure sociale ; soit elle renforce la cohésion, soit elle provoque une fragmentation entre des*

[786] Dukhan H. (2023), « The ISIS Massacre of the Sheitat Tribe in Der ez-Zor, August 2014 », Journal of Genocide Research, vol. 25, n°1, p. 120, https://doi.org/10.1080/14623528.2021.1979912

[787] Pour rappel, les Mîlan sont une *aşîra* principalement kurde et sunnite, très influence surtout dans la deuxième moitié du 19ème siècle.

groupes qui comptent sur la solidarité entre leurs membres pour se défendre contre les menaces »[788]. Une défiance pouvait encore se percevoir dans le quotidien. En effet, la peur de l'annihilation était omniprésente chez tous·tes. Ainsi, alors que je rendais visite à deux amies de culte syriaque orthodoxe, elles me firent part que, pour elles, la potentialité de politiques d'extermination à leur encontre était toujours bel et bien présente. La transmission de la mémoire du génocide de 1915 avait amené à concevoir la situation politico-militaire actuelle comme la source d'une possible reproduction des pogroms. Dans les mots de cette femme de 27 ans, le génocide apparaissait comme un événement récent qui dominait telle une chape de plomb les liens sociaux actuels :

> *Cahier de terrain, mai 2020.*
>
> Je restai estomaqué lorsque je rentrai dans le jardin de la famille de Zeynep. Il était effectivement rare de voir autant de végétations, l'eau étant ici un luxe. La cadette de Zeynep était assise près de la table à l'ombre d'un arbre, et nous attendait avec un perroquet blanc accroché à ses doigts. Leur père s'occupait des plantes dans le jardin pendant qu'elles me servirent le thé.
> La vie de Zeynep et de sa petite sœur, Mara, était impressionnante : en plein siège d'Alep par la Russie en 2017, elles avaient continué les cours à l'université de la ville. Zeynep étudiait l'ingénierie agricole, tandis que Mara suivait un cursus en biologie.
> Au détour de la conversation, elles commencèrent à m'expliquer les politiques réalisées par Bachar al-Assad vis-à-vis des chrétiens[789] ; ensuite, elles abordèrent le contexte de défiance dans lequel elles vivaient : *« il faut comprendre que les Kurdes, ils ont participé au génocide »* me rappelle Zeynep. *« Nous comprenons qu'ils ont énormément souffert. Mais nous sommes une minorité. Ce qui a été commis pourrait tout à fait être refait. »*

Des groupes armés kurdes furent effectivement des *« instruments de violence »*[790] durant le génocide de 1915. Il semble cependant important de clarifier que ce sujet n'est pas un tabou dans le nord-est de la Syrie – je pus d'ailleurs assister à une scène ou un *ayan* syriaque rabroua de manière magistrale son ami car celui-ci lui avait demandé *« de ne pas être trop dur sur nous [les*

[788] Lacher W. (2020), « Libya's Fragmentation : Structure and Process in Violent Conflict », London, I. B. Tauris, *cité dans* Dukhan H., *op. cit.*, p.120.
[789] Les chrétiens en Syrie disposaient de postes-clés au sein de l'administration et du gouvernement de Bachar al-Assad. De plus, même si le noyau des services secrets et de la garde présidentielle était maintenu par les alaouites, les chrétiens ont aussi eu leur rôle dans ces secteurs pourtant sensibles. Le régime syrien s'est présenté comme le protecteur des chrétiens, notamment grâce à la défense de certains principes sécularistes. Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*
[790] Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*, p. 290.

Kurdes] », tandis qu'il parlait du génocide. De plus, de nombreuses familles chrétiennes se réfugièrent dans les zones contrôlées par les YPG après les attaques de Daesh qui visaient les populations chrétiennes, ce qui peut supposer que les YPG ont su construire un certain sentiment de sécurité[791].

6.3.2. Désertification humaine, intellectuelle et climatique

J'ai souhaité montrer au travers de cette analyse des récits récoltés que la guerre apparait comme l'apogée de la politique. L'annihilation ne concerne pas uniquement la destruction physique de l'individu et de sa communauté mais les processus politiques qui ont amené à sa dite destruction. Pour mes interlocuteurs, politique et guerre sont intrinsèquement liés : l'implication des vies locales au sein d'enjeux géopolitiques internationaux, l'ethnicisation des conflits, la création de divisions matérielles illégitimes et le modelage des vies dans l'objectif d'attiser les tensions ne sont pas conçues pour mes interlocuteurs de manière séparée. Même si la source de l'annihilation est différente, mes interlocuteurs me dressent le portrait d'une oppression qui s'est développée historiquement en gangrénant le tissu social.

Lorsque mes interlocuteurs se référaient au *tunebûnê*, il ne s'agissait pas uniquement d'annihilation physique d'une communauté qui serait exécutée dans un moment définit. Comme me décrit le père de *şehîd* Issam, le *tunebûnê*, c'est savoir l'eau potable se réduire, c'est vivre sous les drones, c'est l'angoisse d'une nouvelle invasion hantée par les souvenirs de Serê Kaniyê et la mémoire du génocide. Le *tûnebûnê*, c'est assister à l'exécution systématique de son *aşîra* dans un silence assourdissant, c'est continuer avec ses images crues de l'expérience du front inscrites dans la rétine, c'est s'entendre dire qu'une mère a du manger son enfant dans l'espoir de sauver les frères et sœurs de ce dernier. Par l'interprétation rétrospective de l'histoire, mes interlocuteurs perçoivent *la* politique comme la quête sans limites du pouvoir qui amène à percevoir les sociabilités humaines comme modifiables à leur guise.

Avant de passer à la dernière section de ce chapitre, je souhaiterais me pencher sur un dernier aspect du concept de *tûnebûnê*. Comme énoncé préalablement, l'annihilation ne concerne pas uniquement la destruction physique de l'individu et de sa communauté.

En effet, l'idée d'avoir été forcé à ne plus être soi-même se manifestait au sein des discours par plusieurs phénomènes. La perte de la connaissance de soi, thématique courante au sein des

[791] Ihsan M. (2017), « Nation Building in Kurdistan », *Memory, Genocide and Human Rights*. New York, Routledge, *cité par* Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*

discours, s'exemplifiait sous sa forme la plus radicale dans la peur de l'effacement subie par les minorités religieuses locales. Alors que je discutais avec un groupe de personnes yézidies dans un village à la lisière d'Hasakê, la conversation tourna très vite autour de l'exil. Plusieurs des *ayan* autour de moi avaient résidé au moins un an en Allemagne pour échapper au génocide perpétré par Daesh. Je ne savais pas exactement leur situation actuelle par rapport à leur statut accordé, mais dans tous les cas, ils avaient été interrogés par les services de l'immigration allemande dans le cadre de l'obtention du statut de réfugié. Mr. Remo, l'un des *ayan*, m'expliqua que l'interrogateur testa la véracité de ses propos en lui tendant un piège vis-à-vis de ses coutumes. Il brandit à Mr. Remo une Barat, une petite bille d'argile provenant du temple sacré de Laleş. Chaque yézidi·e possède une Barat et s'avère être un élément central des rituels entourant certains événements sociaux, tels que le mariage ou la résolution des conflits. Selon Mr. Remo, l'interrogateur lui aurait demandé de donner la Barat à sa femme, ce qu'il refusa. En effet, dans la tradition yézidie, mari et femme ne peuvent s'échanger directement la Barat. Alors que Mr. Remo me racontait cet incident d'un ton un peu énervé, j'avais déjà entendu, raconté d'une manière plus enjouée, le même scénario réalisé chez d'autres familles yézidies. Le père d'une famille yézidie de Tirbespî m'avait effectivement expliqué qu'il s'agissait d'une tactique pour les services d'immigration allemands de savoir la véracité des propos par rapport aux demandeur·se·s d'asile qui se déclaraient yézidi·e·s. Mr. Remo, lui, détenait un air sombre lorsqu'il me fit part de son expérience. Pour lui, il s'agissait du sapement de la connaissance de soi par les autorités étrangères alors même que les populations yézidies avaient subi ces derniers siècles des conversions forcées et massacres qui avaient amenés sur la route de l'exil et à l'effacement culturel. Le fait que leurs pratiques religieuses yézidies sont historiquement restées secrètes suite aux persécutions subies peut envenimer ce sentiment d'accaparation de la connaissance de soi par une force étrangère. En outre, Stuewe remarque dans sa thèse sur la diaspora yézidie en Allemagne : *« la pression de s'assimiler en Allemagne est vécue par beaucoup de mes contacts réfugiés yézidis irakiens comme une continuation des campagnes violentes passées visant à éliminer les Yézidis »*[792].

Entretien avec Mr. Remo, juin 2022.

Notre livre noir[793] est en Allemagne. Nos coutumes et traditions … Maintenant en Allemagne ils savent mieux sur nous [que nous-mêmes]. Notre livre noir est chez

[792] Stuewe A. T., *op. cit.*
[793] Le livre noir est un des deux livres sacrés du Yézidisme.

> eux·elles. J'ai été en Allemagne, un an. Chez nous il y a la Barat[794]. Ils [les services de l'immigration] m'ont demandé : *« ça c'est quoi ? »* J'ai répondu que c'était la Barat. Ils m'ont dit : *« donne-le à ta femme »*, j'ai dit *« non, je ne peux pas »*. Il m'a demandé pourquoi. Je lui réponds : *« tu as appris [mes coutumes] de mon livre. Tu sais que je peux te donner la Barat, mais je ne peux pas lui donner »*. Je lui ai dit de ne pas me parler de ma religion. Il m'a demandé pourquoi et je lui ai dit que notre livre caché était à présent perdu. Mais ce n'est pas parce que tu sais des choses sur le yézidisme que cela fait de toi un yézidi.

Pour Mr. Remo, la situation d'exil de masse apparue avec la guerre et le génocide s'intègre dans une continuité historique d'effacement suite aux persécutions. C'est *« une connaissance ontologique de soi et une connaissance sociologique de nous-mêmes »*[795] qui est ici rappelée. Fait intéressant, il m'avait expliqué que l'origine sémantique du nom de son *aşîra* provenait du mot *duniyā*, « monde » en arabe. Selon lui, la source de leur nom se réfère à leur multitude, *« au fait qu'ils étaient comme un monde […] où que tu allais ils étaient là »*. Dans son récit, le mythe entourant leur abondance passée contraste avec la description de la réalité actuelle. En effet, alors qu'il aborde ses voyages dans les autres régions de Syrie, il m'affirme que les villages dans lesquels il a séjourné sont d'anciens villages yézidis mais que les habitant·e·s eux·elles-même ne savent pas que leurs ancêtres ont été converti·e·s.

> *Entretien avec Mr. Remo, juin 2022.*
>
> Nous avions pleins de villages. Et maintenant tu vas chez eux [ces villageois], ils ne se connaissent même pas. Dès que nous voulons rentrer dans le sujet, on remarque que beaucoup de mal a été perpétré. Le peuple yézidi a connu 74 génocides. Maintenant à Idleb, Hama, Alep, les villages de ce côté, j'ai été voir … ils·elles ont fortement été assimilé·e·s.

Il poursuivit avec quelques mots, puis s'arrêta. Un autre *ayan* près de lui, habitant dans le même *gûnd*, poussa un long soupir. Il conclut alors : *« Nous devenons un peuple disparu »*. Pour mes interlocuteurs, la guerre avait amené à l'érosion des codes culturels passés engendré par la guerre – ici, cacher les coutumes yézidies. À travers ces mots, c'est presque comme si la guerre avait brisé la capacité de se connaitre – *« maintenant en Allemagne ils savent mieux sur nous [que nous-mêmes] »*.

---

[794] La Barat est une petite bille d'argile provenant du temple sacré de Laleş. Chaque yézidi·e possède une Barat. Mari et femme ne peuvent se l'échanger directement et doivent d'abord déposer la Barat et puis seulement la prendre.
[795] Dzenovska D., *op. cit.*, p. 164.

Néanmoins, malgré les souffrances liées à des violences historiques spécifiques, l'exil s'avérait être un phénomène généralisé. En effet, le contexte de guerre avait amené à ce qu'il soit préférable de prendre le risque d'effectuer la traversée des frontières plutôt que de rester. Il arrivait ainsi que des *ayan* se présentent en tant que « déplacés », ou me disent qu'ils étaient *« parmi ce qu'il reste »*. Par cela, ils me montraient leurs expériences de l'exil en tant que déplacés internes mais aussi en tant que personnes qui témoignent de l'exil d'autrui. Les discussions étaient jonchées d'expressions telles que *« pleins de chrétien·ne·s habitaient ici avant »* ou *« maintenant il n'y a plus personne »,* ou encore *« nos villages sont vides »*. La perte de son environnement et de son entourage créait un *« sens quotidien de vide »*[796]. La dispersion dans le monde pour la survie envenimait cette sensation d'effacement, d'érosion d'une présence physique qui, petit à petit, hantait la plupart des villages.

L'idée d'effacement de soi se cristallise de différentes manières autour du sentiment de ne pas avoir pu être soi-même. Comme me dira un *ayan* originaire de Raqqa à propos de la dictature du Ba'ath : *« même l'hospitalité était criminalisée »*. Pour lui, l'oppression subie s'insinuait dans le tissu social au point que l'acte culturel de l'hospitalité, code culturel très important pour mes interlocuteurs, devienne hors-la-loi. Par la métaphore de la prohibition de l'hospitalité, mon interlocuteur m'indique le régime d'humiliation et d'insécurité que le Baath a instauré. Dès lors, le sheikh était non seulement dépourvu des codes d'honneur propres à la réception de l'invité, mais il était incapable de cadrer la rencontre avec les rituels hospitaliers. L'hospitalité se dresse effectivement comme une mise en contrôle de l'exception, elle est une situation politique et un signe de prudence qui permet d'assurer la gestion pacifique de la méfiance envers autrui[797]. En clamant que l'hospitalité fût criminalisée par le Baath, le sheikh vise à m'illustrer le poids du régime sur les vies quotidiennes au point que les codes d'honneurs et pratiques de sécurité soient évincées. En parallèle, la situation économique désastreuse rend difficile, à l'heure actuelle, ces dites pratiques : souvenons-nous du sheikh qui s'excusait du goût du pain alors qu'il me recevait en tant qu'invité. La violence de *la* politique, illustrée au travers de l'exubérance du régime dictatorial du Baath à détenir la capacité de prohiber l'hospitalité, mais aussi au travers de la pauvreté engendrée par les conflits armés, l'enclavement, la destruction des infrastructures civiles par la Turquie et l'assoiffement stratégique des populations par celle-ci, amène à effriter la possibilité du don par l'hospitalité.

---

[796] *Idem*, p. 155.
[797] Boudou B. (2012), « Éléments pour une anthropologie politique de l'hospitalité », Revue du MAUSS, n°40, p.267-284, La Découverte, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2012-2-page-267?lang=fr



85. Repas partagé avec des ayan à Tabqa. Photo d'Ali Ali, 2022.



86. Repas partagé avec des ayan à Tabqa. Photo d'Ali Ali, 2022.

Je retrouvai cette idée, lors de ma conversation avec un sheikh originaire de Tal Abyad et réfugié à Raqqa, de sapement de soi. Ici, il monte en abstraction et met en parallèle ce sentiment particulier avec la volonté politique d'écraser les possibilités de vivre-ensemble :

> *Entretien avec un sheikh originaire de Tal Abyad, mai 2022.*
>
> Les coutumes des Arabes étaient d'honorer l'invité, d'aider le nécessiteux, de supporter l'opprimé, de renoncer à la violence, de co-exister en paix, de respecter le voisin, de respecter l'ainé et de faire preuve de gentillesse avec le jeune. Les règles semi-légales qui étaient en place même avant le Code d'Hammurabi[798], étaient des règles strictes contre le coupable, cependant, chaque bonne action était récompensée. Mais les régimes politiques ont modifié ces concepts à la suite de pressions et d'assassinats. Finalement, ils ont affecté l'issue de ce que deviendra l'Empire ottoman et ont affecté le concept de l'Arabe.

Au sein de cet extrait, le sheikh soulève l'inexistence de toute forme de justice au point que les concepts identitaires qui maintenaient la bonne cohésion au sein de la population – car pour mon interlocuteur, sont des véhicules de valeurs positives – en soient modifiés. Ainsi, même si le sheikh se réfère à la cruauté du Code – *« les règles étaient strictes contre le coupable »* -, elle détenait une logique qui permettait d'établir une morale en gratifiant les bonnes œuvres. Dans cette perspective, se furent les *« régimes politiques »* qui amenèrent à imposer une violence gratuite systématisée. *« Que ce soit l'Empire ottoman ou le régime, ils ont essayé de changer nos valeurs »* continue le sheikh. Cette vision de l'identité – ici, arabe - semble surtout importante pour ce à quoi elle renvoie : le fait que des systèmes politiques aient érodé le tissu social.

La perte de la connaissance de soi est donc synonyme de perte et de dépravation. Ainsi, le sujet de l'éducation revint plusieurs fois dans des entretiens :

> *Cahier de terrain, décembre 2021*
>
> Cela fait bien une heure que je discute avec le fils du sheikh al-Majadna sur leur histoire familiale. Il est patient malgré les difficultés à se comprendre suite à la barrière de la langue. Une amie kurde est heureusement là pour m'aider. Le sheikh arrive et nous nous levons pour les salutations. Grand, drapé de son *bišt*[799] et le visage paisible, il s'assied en face de nous et m'écoute me présenter d'une oreille attentive. Un homme

[798] Texte juridique rédigé en 1750 avant J. C par le roi Hammurabi, roi de Babylone.
[799] Long manteau traditionnel prestigieux, portés par des personnes disposant d'un statut social élevé. Il est souvent de couleur noire et dispose d'une broderie dorée de son long.

vient discrètement nous remplir nos tasses de thé tandis que le sheikh nous remercie pour notre arrivée et nous invite à déjeuner après la discussion. J'acquiesce volontiers et le remercie pour son hospitalité. Il commence alors : *« avant tout, il faut que vous compreniez que les Empires ont laissé des marques. Pendant des siècles et des générations, nous n'avons reçu aucune éducation ».*

Il est intéressant que le sheikh parle ici d'Empires. Cela lui permet de parler de manière générale d'entités politiques sans vraiment les nommer, et il aborde dans son discours des contextes politiques plus ou moins récent. Par cela, le sheikh rallie d'un côté perte de soi par le manque d'éducation, de l'autre, sapement d'une souveraineté populaire qui désire l'éducation ; et ce, dans un contexte historique imprécis au point que les marques soient encore vivaces. Durant une autre rencontre, cette fois-ci avec Mr. Bedir Xan, celui-ci aborde aussi la difficulté de transmission des savoirs et met en exergue la complexité à se reconstruire :

Entretien avec Mr. Bedir Xan, novembre 2021.

J'ai deux garçons et une fille, le premier est né en 2002. Il parle bien anglais ! Le deuxième est né en 2005, et ma fille est née en 2008. Nous pensons aller en Europe. Nous voulons aller étudier et puis revenir aider notre peuple ici. Un missile a été tiré sur l'école où mes enfants étaient pendant qu'ils faisaient leurs examens – c'était à Damas. J'ai un fils qui avait 13 shrapnels dans son corps et pour mon autre fils, on vient de lui retirer le dernier shrapnel un mois auparavant. Mais nous sommes comme le reste du peuple syrien qui est aussi passé par là.



87. "L'espoir de l'avenir" écrit sur un mur d'une école bombardée par la Turquie, Zirgan, 2023.

Cet extrait tragique matérialise le concept d'annihilation en tant que destruction intellectuelle de la société. Des enfants ont été victimes de tirs de missiles alors même qu'ils présentaient leurs examens, cap nécessaire pour évoluer au sein du cursus. Pour offrir un futur à son pays au travers de l'éducation de ses enfants, Mr. Bedir Xan pense à l'exil vers l'Europe. Par la destruction de l'école, symbole de la transmission et donc de la construction du futur, Mr. Bedir Xan rend compte du caractère collectif de la perte : *« nous sommes comme le reste du peuple syrien qui est aussi passé par là »*. Il s'agit ainsi d'un sentiment de perte de soi mais aussi du nous en tant que collectivité future – les enfants -, ceux-ci étant rendus incapables de reconstruire le pays sans devoir le quitter.

Ce sentiment d'avoir perdu du temps, de ne pas avoir eu la possibilité de pleinement s'épanouir intellectuellement à cause de ce qui était dénommé « politique » pour mes interlocuteurs – soit *la* politique -, je pouvais le retrouver au sein de récits qui abordaient cet état d'abjection[800] qu'avait amené le régime du Ba'ath : *« il y avait peu d'infrastructures [dans la région de Cezîre]. C'était vraiment … Il n'y avait presque pas d'hôpitaux ni d'école »*. Un jour, alors que je me baladais dans les rues de Qamîşlo, je fis part à l'ami qui m'accompagnait de ma surprise face à ces buildings de plusieurs étages qui commençaient à strier le ciel de la ville. Les bâtiments poussaient

[800] Ismail S., *op. cit.*

effectivement comme des champignons et de vastes façades en dorures aux portes somptueuses apparaissaient dans les rues en seulement quelques mois. Mon ami me fit remarquer que sous le Baath, il était interdit au Rojava de construire des bâtiments avec de nombreux étages – la majorité n'excédaient pas deux ou trois paliers. C'est une donnée qui reviendra plusieurs fois sur le terrain : aucun permis de construire n'était accordé à des projets de hauts bâtiments. Pour mes interlocuteurs, il s'agissait évidemment d'une volonté politique de contrer toute possibilité de développement des régions à majorité kurde. Cette image se dresse aujourd'hui presque comme une métaphore : le Baath avait tenté d'écraser une population qui aujourd'hui est capable de bâtir et gravir ses propres tours.

Un autre exemple de ce sentiment d'abjection s'illustre au travers de la désertification de la Syrie. Ce sujet revint plusieurs fois dans les conversations durant mes années de terrain : pour mes interlocuteur·trice·s, la désertification de la région résultait des politiques catastrophiques du Baath vis-à-vis de l'environnement et de la gestion de l'eau. Un ami m'avait un jour expliqué que la ville d'Hasakê, disposant d'un climat semi-aride et aujourd'hui frappée fortement par les pénuries en eau, disposait, quelques dizaines d'années auparavant, d'une végétation et de nappes phréatiques remplies. *« Maintenant regarde, ce n'est que du désert »* rajouta-t-il. Les régions nord et surtout nord-est de la Syrie ont en effet été frappées de plein fouet par le phénomène de désertification. Durant certaines périodes de l'année, mes yeux larmoyaient constamment et il m'était difficile de respirer correctement sans ensevelir mon visage sous un voile à cause de la poussière. Les tempêtes de sable advenaient parfois et je fus d'ailleurs surpris par une d'elles lors d'un de mes voyages vers Raqqa. Même si les sécheresses sont des phénomènes normaux pour le climat aride et semi-aride du nord de la Syrie, et même si le changement climatique joue indéniablement un rôle dans la détérioration de l'environnement, c'est la très mauvaise gestion politique des ressources naturelles par le Baath qui ont amené à une situation pareille. Selon de Châtel, le Baath demeurait obstinément dans l'objectif d'étendre les zones agricoles et d'augmenter leur production, buts irréalistes au vu des ressources naturelles à disposition[801]. En plus de disposer de systèmes d'irrigation produisant des pertes en eau énormes, les pompes au diesel implémentées dès les années 60 ont provoqué une chute drastique du niveau d'eau au sein des nappes phréatiques. Le Baath a supporté pendant des dizaines d'années l'usage intensif de ces pompes, notamment pour la culture du coton, pour finalement tenter de restreindre leur utilisation dans les années 2000 ; sans grand succès au vu

[801] De Châtel F. (2014), « The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising », *Untangling the Triggers of the Revolution*, Middle Eastern Studies, Vol. 50, N°4, p. 521-535, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/24583514

du clientélisme et de la corruption qui gangrène l'administration syrienne. Le ministère des eaux comportait peu d'employé·e·s qualifié·e·s, ne proposait aucune stratégie à long-terme et ne disposait même pas de données nationales correctes. L'arrêt des subsides de l'État en 2008-2009 accordés aux agriculteurs, dans une logique de libéralisation de l'économie syrienne, fit effondrer le secteur agricole alors qu'il était à cette période confronté à une sécheresse. Les régions du nord-est de la Syrie, déjà les plus précaires du pays, furent donc touchées par une pauvreté décuplée et à un assèchement agressif de leurs nappes phréatiques et rivières[802].



88. Tempête de sable sur Raqqa, 2022.

[802] *Idem.*

La *jiyanê hevbeş*

Cette dernière section sera consacrée à la conception du vivre-ensemble basée sur le concept de *reng* et véhiculée au travers des discours. J'aborderai les connivences entre aspirations politiques locales et idéologie *apojî*, et développerai le rôle des solidarités mémorielles dans l'élaboration du vivre-ensemble.

> *Cahier de terrain, mars 2022.*
>
> L'Imam Xerzanî m'a reçu à l'Académie de l'Islam Démocratique[803]. Cette dénomination m'avait interpellé et j'avais demandé à l'Imam Xerzanî s'il avait du temps pour discuter sur le sujet. Il a bien entendu accepté et me fit visiter l'académie. Nous nous installons ensuite dans une des classes de l'académie pour discuter. Il tend sa main en écartant ses doigts et débute sa pensée comme suit : *« beaucoup de peuples, mais une main ».*
>
> *Entretien avec l'Imam Xerzanî, mars 2022.*
>
> Nous devons nous concentrer sur ce travail qui se fait avant la mort [la vie terrestre]. Ce travail se fait ensemble. Ce travail de construction du monde, de rendre meilleur ce monde, d'amener la paix, la fraternité, l'amour, c'est quelque chose qui se construit. Si la croyance d'une personne pour ce travail provient de Dieu ou non, ce n'est pas mon affaire. […]
>
> Si Dieu avait voulu, il aurait mis sa rectitude sur une seule religion. Si Dieu avait voulu, nous serions tous·tes chrétien·ne·s, ou musulman·e·s, ou juif·ve·s. Il aurait pu faire cela. Mais il nous a offert la liberté de penser, c'est-à-dire que c'est dans mon droit de dire mon point de vue, et c'est dans ton droit de partager le tien, mais nous devons, ensemble, construire la paix et une vie commune [*jiyanê hevbeş*].

L'Imam Xerzanî met ici en avant plusieurs concepts clés qui m'accompagneront tout le long du terrain. Le concept kurde de *reng* (« couleur ») semble ici important afin de comprendre celui

[803] Selon l'Académie de l'Islam Démocratique, l'appellation « islam démocratique » permet de mettre l'emphase sur le message intrinsèquement démocratique du Prophète (صلى الله عليه وسلم) et de se distancer des groupes radicaux – selon les mots du terrain – qui ont sévis dans la région. Ceci permettait en outre de rassurer des populations déchirées par l'État Islamique et les *çete*, dont les actions ont été portées par des discours religieux. Je pus effectivement constater au travers de mes années de terrain les inquiétudes provenant de personnes - surtout mais pas que - issues de familles non-musulmanes vis-à-vis de la religion islamique. Il ne s'agit donc aucunement de prôner une autre forme d'Islam mais plutôt de revenir aux valeurs portées par le Prophète (صلى الله عليه وسلم).

de « vie commune » (kur. *jiyanê hevbeş*, ar. *ḥayāt al-muštarika*) mis en exergue au sein des discours. Comme expliqué précédemment, *reng* se réfère à la particularité d'un individu : celle-ci peut être idéologique, sociale, culturelle, linguistique ou religieuse. La cohésion sociale est ici perçue sur la base d'une visibilité des différences et de la prise en compte de celles-ci. D'ailleurs, lorsque les personnes rencontrées sur le terrain parlaient de démocratie, il s'agissait moins de parler du processus politique qui garantit la participation individuelle à la vie politique – ex. des élections – que d'un système politique basé sur une multiplicité de structures qui représentent ces différences. La démocratie se réfère donc, sur le terrain, à la mise en place d'un système politique capable d'assurer la *jiyanê hevbeş/ḥayāt al-muštarika.*

Il ne sera pas question dans cette section de présenter la gestion des affaires religieuses par l'administration autonome – pour cela, voir l'article de Pierret et Alrefaai[804] -, mais plutôt de comprendre la conception d'une société particulière mise en avant par mes interlocuteurs. Ici, l'imam se réfère aux différentes *reng* de la société en tant que volonté de Dieu. Il pousse cette réflexion au point d'accepter les athé·e·s, du moment que ceux·celles-ci se tournent vers *« ce travail de construction du monde »* - *« Si la croyance d'une personne pour ce travail provient de Dieu ou non, ce n'est pas mon affaire ».*

Il pourrait être tentant de tomber dans une interprétation qui considérerait ce discours comme une simple répétition du discours officiel de l'Administration autonome. Il est vrai que le discours de l'administration autonome, basé sur la mise en valeur des particularités linguistiques, culturelles et sociales de chacun·e pouvait donner le tournis à force de l'entendre.

[804] Pierret T. & Alrefaai L., « Religious Governance in Syria Amid Territorial Fragmentation », *in* Wehrey F. (éd.) (2021), « Islamic Institutions in Arab States: Mapping the Dynamics of Control, Co-option, and Contention », Carnegie Endowment for International Peace, https://carnegieendowment.org/research/2021/06/islamic-institutions-in-arab-states-mapping-the-dynamics-of-control-co-option-and-contention?lang=en



89. Des Sheikhs de la confédération soufie Qadiri rendent visite au prêtre de l'église chaldéenne de Qamişlo lors de la messe de noël de 2022.

Pour rappel, dans le nord-est de la Syrie, l'administration autonome prône l'idéologie du confédéralisme démocratique, idéologie théorisée par Abdullah Öcalan. Tirant sa source du marxisme-léninisme, la base de l'idéologie du PKK pendant plus de vingt ans, sa pensée présentera une évolution significative lors de la publication de son livre en 2004 intitulé « le confédéralisme démocratique ». Le confédéralisme démocratique se base sur plusieurs piliers, notamment le rôle des femmes dans l'avant-garde révolutionnaire : selon Öcalan, la révolution ne peut se réaliser sans la libération des femmes – elle n'est donc plus considérée comme un phénomène sociologique qui découlerait de la lutte des classes, mais bien comme sa condition déterminante. Ensuite, Öcalan théorise un modèle de société basé sur une nouvelle conception du rapport humain-nature. L'être humain ne semble plus considéré comme un *homo economicus* qui serait définit au travail de son travail salarié – la nature devenant ainsi un simple outil pour le développement de l'humain -, mais bien au travers de sa contribution au travers d'une société morale[805] et politique[806]. Il émet ainsi une vive critique du positivisme et de son rôle dans la création d'une forme de métaphysique qui a divinisé l'État-Nation. Depuis la publication de cet ouvrage, le PKK ne revendique plus la mise en place d'un État kurde mais au contraire en

[805] La morale est la tradition de la pensée collective. *« Elle représente le plus grand trésor de la société, l'accumulation de son expérience, la raison de sa survie et la base de son développement et de la poursuite de son existence ».* Öcalan A. (2004), « Manifeste pour une civilisation démocratique », *Volume III : Sociologie de la Liberté*, Éditions du Croquant, p. 106.
[806] Le politique est la mise en discussion et la prise de décision vis-à-vis *« des tâches collectives quotidiennes ».* Le pensée politique se base sur la morale. Öcalan A., *op. cit.*

appelle à l'éradication de l'État, l'État-Nation amenant indéniablement, selon Abdullah Öcalan, au fascisme.

Ce qui nous intéresse ici réside dans la conception du tissu social prôné par le confédéralisme démocratique : il est hétéroclite, voire contradictoire. Le système politique préconisé par cette idéologie se base sur la libre association des individus, qui formeraient des entités politico-sociales pouvant s'associer ou se contredire sur différentes thématiques. Pour exemple, comme développé dans la section sur l'organisation des *ṣulh* par les *majlis ayan*, les problèmes de la vie quotidienne peuvent être résolus via la *mala jin* (maison des femmes), la *mala gel* (maison du peuple) ou les *majlis ayan*. Je pus ainsi témoigner de rencontres incongrues entre des membres du Kongra Star[807] et des membres des *majlis ayan*. Je ne pouvais que sourire en voyant que les *ayan*, représentations historiques de la gestion gérontocratique des affaires sociales, devaient discuter avec des structures gérées par des femmes pour trouver une solution aux problèmes qui leurs avaient été exposés.

Je pense qu'il est important d'émettre un regard sur ses discours qui certes, ne tombe pas dans la naïveté en faisant fi des rapports de pouvoir dans la région. Peut-être que, comme le notent Pierret et Alrefaai, *« les dirigeants de l'administration autonome sont confrontés au même problème que les dirigeants laïcs du XXe siècle dans toute la région, y compris le régime baathiste syrien : son adhésion à l'islam est purement tactique, mais son contrôle du domaine religieux repose sur des partenaires qui, contrairement à leurs dirigeants politiques, prennent la religion au sérieux »*[808]. Cependant, je souhaite prendre en considération les discours de mes interlocuteurs au travers de la signification qu'ils accordent à leur expérience de vie. Au sein de ce travail, je ne me soucie guère de savoir si l'Administration autonome détient un intérêt à promouvoir ce genre de discours ; l'important est de comprendre la signification que mes interlocuteurs portent à l'idée d'une vie commune, c'est-à-dire débarrassée de la politique en tant que source de *ẓulm*. Dans l'exemple que j'ai illustré avec l'imam Xerzani, il semble simple de se dire qu'il s'agisse d'un discours officiel répété, *« s'appuyant sur l'argument selon lequel la vision du monde marxiste et laïque et la religion ne peuvent coexister »*[809]. Néanmoins, sur le terrain, il n'y avait rien de plus commun que de rencontrer des *apoji* qui pratiquent la *ṣalāt*[810]. L'objectif ici n'est pas d'étudier le lien entre le marxisme, le confédéralisme démocratique et la religion – il faudrait pour cela écrire une autre thèse -, mais

[807] Pour rappel, le Kongra Star est une organisation parapluie qui coordonne les différentes structures liées aux femmes. Ces structures sont issues de différents domaines, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou culturels.
[808] Pierret T. & Alrefaai L., *op. cit.*, p. 69.
[809] Türkmen G. (2021), *op. cit.*, p. 87.
[810] Prière islamique.

de montrer la volonté de retisser ce lien social déchiré au travers de 14 années de guerre, précédés par une suite d'autorités politiques illégitimes. Fait intéressant, le mouvement autonomiste de la Jazira à l'époque du mandat français mettait déjà en exergue le caractère pluriel de la région et du mouvement autonomiste en termes de *reng*. Il est donc important de prendre en compte ses discours dans la complexité des processus historiques et non simplement comme l'apanage du confédéralisme démocratique.

Sur le terrain, il semble évident que tout le monde n'adhère pas à tous les principes idéologiques qui définissent le confédéralisme démocratique. Cependant il est moins question de répondre à une idéologie commune que de faire face au même ensemble de dilemmes politiques et questionnements : comment malgré les politiques d'annihilation et la guerre, peut se construire un système politique qui fait sens ? Comment assurer l'implication politique des différentes *reng* ? Gordy, lorsqu'elle analyse les corrélations qui lient les penseurs cubains du 19ème siècle et l'idéologie socialiste cubaine, parle de principes spécifiques à la culture politique cubaine sur lesquelles l'idéologie socialiste s'est appuyée[811]. En outre, cette dernière organise ces dits principes afin de mettre en exergue les éléments socialistes qui les composent. Margold quant à elle, dans son étude sur les pratiques d'intimidation mises en place par le gouvernement philippin sur les villageois de la région Ilocos, note comment la guérilla communiste de Bagong Hukbong Bayan a ravivé et alimenté des traditions culturelles locales[812]. La *jiyanê hevbeş/ḥayāt al-muštarika* rend ainsi compte d'un élément propre à la culture politique locale qui répond à une historicité particulière.

Comme présenté en début de ce chapitre, le fait que mes interlocuteurs abordent une gestion du vivre-ensemble au travers de la religion, de la culture, de la *aşîra* n'a que peu d'importance comparé au fait qu'il s'agit surtout de retrouver des points d'entendement en dehors de ce qui a divisé pendant des décennies. Pour exemple, les membres de la *majlis ayan* d'Hasakê se présentèrent en tant que *«* aşîra *arabes, kurdes, syriaques et assyriennes »*[813] :

> *Entretien avec un* ayan *siégeant à la* majlis ayan *d'Hasakê, janvier 2022.*
>
> La situation politique est nulle, mais les relations entre les *aşîra* sont bonnes.

[811] Gordy K., *op. cit.*
[812] Margold J. A., *op. cit.*
[813] Pour rappel, sur le terrain, il était fréquent qu'une division soit effectuée entre « syriaque » (kur. *sûriyanî*, ar. *suriyāni*) et « assyrien » (kur. *aşûrî*, ar. *ašūri*). Cependant, elle se rapporte simplement à une différence de culte et aux traditions linguistiques et culturelles qui s'y réfèrent, et aucunement à une distinction historique originelle entre ces populations. Comme me déclarera un *ayan* dont le culte est lié à l'Église de l'est : *« nous sommes un seul peuple »*. Voir à ce sujet Atto N. & Immerzeel M. & Snelders B. & Ter Haar Romeny B. & Van Gingel J. J., *op. cit.*

Ici, les membres de la *majlis ayan* d'Hasake souhaitaient me montrer leur capacité à surmonter les différences. Le concept de *jiyanê hevbeş/ḥayāt al-muštarika* n'est donc pas un simple concept provenant de la hiérarchie politique qui serait agiter inlassablement pour essayer d'assoir une autorité – encore une fois, si celle-ci est utilisée à des fins politiques, là n'est pas le problème de ce travail -, mais provient des tensions et débats quotidiens vécus sur le terrain. Le concept de *jiyanê hevbeş/ḥayāt al-muštarika* provient de la nécessité de survie, de la réalisation de la violence d'une politique qui n'en a eu que faire des vies locales et qui a amené à l'annihilation physique, matérielle, culturelle et intellectuelle de pans entiers de la population.

Comme le note Cotte lorsqu'il parle des défis méthodologiques liés à l'étude du rapport entre l'humour et la souffrance, il s'agit moins *« d'adhérer à un utopisme naïf »*[814] que de prendre en compte *« une sensibilité à l'égard des contradictions individuelles et sociales qui génèrent la souffrance. Il s'agit d'un désir bien senti de les surmonter sans pour autant avoir l'assurance d'y parvenir ou de trouver de solution définitive. »*[815].

Donner sens à ce qui s'était passé et concevoir l'avenir au travers de celles-ci faisaient ainsi partie du quotidien. Je peux par exemple citer l'après-midi où Mustafa, un *ayan* d'origine kurde et résidant dans les pourtours de Dêrîk, m'avait invité à discuter avec un de ses vieux ami, Georges, un *ayan* de culte syriaque orthodoxe. Leur famille se connaissent depuis des années, le grand-père de Mustafa aillant accueilli la famille de Georges lorsqu'ils s'étaient exilés de leur région d'origine pour fuir le génocide de 1915. Selon Mustafa, les familles étaient tellement liées que celle de Georges se mit à porter le même nom de famille[816]. Ce jour-là, la conversation devint très vite un débat sur la possibilité de construire une *jiyanê hevbeş*. Georges, très sanguin, s'exprimait vivement et accusait l'islam d'être la source de nombreux massacres de chrétiens. Mustafa tempérait l'échange et souhaitait lui prouver le contraire en parlant des solidarités historiques entre populations musulmanes et chrétiennes. Il cita ainsi Margaret George Shello[817] et Franso Hariri[818] comme exemples de personnalités historiques qui furent des figurent importantes dans les luttes kurdes – dont les populations sont à majorité musulmane.

814 Cotte J., *op. cit.*, p. 5.
815 *Idem.*
816 Il semble cependant nécessaire de prendre en compte le contexte de l'époque, où la plupart des chrétiens étaient politiquement dominés et économiquement exploités par des *axa* kurdes. Ceci peut donc être une interprétation de mon interlocuteur. Van Bruinessen M., *op. cit.*
817 Combattante et commandante assyrienne au sein des Peshmergas dans les années 60. Elle fût assassinée en 1969. Même si plusieurs hypothèses purent être établies, les circonstances du meurtre ne furent jamais élucidées.
818 Politicien assyrien impliqué au sein du Parti Démocratique du Kurdistan. Il fût assassiné par des membres d'Ansar al-Islam en 2001.

Entretien avec deux amis de Dêrîk, juin 2022.

Georges : Oui, mais les deux sont tombés *şehîd*.
Mustafa : Mais ils croyaient ! Ils n'ont pas participé avec le glaive [par force]. […] Ils ont fait ça avec la croyance et pas par contrainte. […] Que je sois aujourd'hui musulman, et que demain je sois chrétien, qu'est-ce que ça fait … Chaque langue a sa morale et chaque temps a un nouveau cerveau [chaque peuple a sa morale qui progresse avec le temps]. Il y a des choses, à l'époque, c'est vrai … Mais maintenant, le domaine politique, avant ça se faisait par le poignard. […] *Yanî* aujourd'hui nous sommes dans un endroit. […] Nous ne tuons personne en tant que musulmans. Je ne vais pas dire viens on va aller tuer quelqu'un, on prend nos armes et on y va. Car nous sommes frères, il y a des liens entre nous. Nous nous sommes rapprochés, et mon père avant, et mon grand-père.

Mes interlocuteurs insistaient souvent sur la fraternité des peuples. Ils pouvaient s'appuyer, pour ce faire, sur une perspective générale de l'histoire régionale ou s'attarder sur des récits plus personnels ou familiaux, comme ce fût le cas pour Bandar al-Hamidi. Ce dernier, commandant des Forces Sanadid, composante des Forces Démocratiques Syriennes, avait souhaité souligner une forme de solidarité historique entre son *aşîra* et les populations kurdes :

Entretien avec Bandar al-Hamidi de la aşîra *Shamar, juin 2020.*

Quand le chaos est arrivé dans la région, nous étions côte à côte. Nous étions alliés avant l'arrivée de l'État Islamique : contre le régime syrien, ou contre Ahrar al-Sham. Nos alliances étaient réalisées principalement pour préserver la région. Nous nous sommes battus deux ans avant que la coalition soit née. […] Même à l'époque de l'Empire Ottoman, nous avions un ennemi commun. Les Ottomans ont tué mes ancêtres. Nous entretenons des relations avec les Kurdes, pas les partis politiques. Les partis politiques peuvent s'allier et se faire la guerre ; nous, nos relations avec les Kurdes sont un tout. […] Lorsqu'il y a eu ce problème au stade, les Arabes ont combattu les Kurdes - sauf les Shammars ! Durant les événements de 2004, nos amis Kurdes avaient ouvert les restaurants pour cette personne des Shammar. Pendant trois jours, il a pu boire et manger !

Chacun définit les événements constitutifs de leur fraternité. Ici, Bandar al-Hamidi se réfère aux soulèvements de Qamîşlo en 2004. En effet, le 12 mars 2004, alors qu'un match de football entre l'équipe de Deir ez-Zor et l'équipe de Qamîşlo s'apprêtait à débuter, de violentes émeutes

éclatent dans les gradins. Les fans de l'équipe de Deir al-Zor auraient proclamé des insultes envers les leaders kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani et auraient brandi des portraits de Saddam Hussein[819]. Les altercations s'embrasèrent rapidement en affrontements violents et les forces de sécurité ouvrirent le feu sur les supporters kurdes. Plusieurs d'entre eux seront tués, dont des enfants. De ceci, suivront des révoltes populaires qui seront-elles aussi violemment réprimées par la police syrienne[820].

Pour Bandar al-Hamidi, la solidarité qui les unit dans cette période d'injustice est ainsi présentée par la particularité de leur relation historique, renforcée par la défense du territoire commun. Les relations sont promues comme sincères, purifiées par la distanciation émise envers les partis politiques, synonymes d'entités perturbatrices du lien social. L'authenticité de leurs liens est attestée par le fait qu'ils ne sont pas mus par des intérêts politiques, et donc, égoïstes et stratégiques. Les discours pouvaient aussi se tourner vers l'expérience du quotidien, la normalité de cette vie commune qui a réussi à braver les guerres – comme me décrira un réfugié originaire de Tal Abyad, il y avait, avant l'invasion *« une maison kurde et une maison arabe »*.

[819] Selon un témoignage récolté par le conseil des réfugiés danois, un match entre les deux équipes avait été réalisé deux semaines auparavant, cette-fois à Deir al-Zor ; les supporters de Qamîşlo auraient montré des expressions de sympathie pour le gouvernement kurde d'Irak et auraient proféré des insultes envers Saddam Hussein – dans un contexte marqué par l'invasion de l'Irak par les USA. Le 12 mars, les fans de l'équipe de Deir al-Zor seraient arrivés armés de bâtons et de couteaux et auraient insultés à leur tour les leaders kurdes tandis que les fans du club de Qamîşlo auraient répondu en chantant des slogans en l'honneur de Georges Bush. Danish Refugee Council & Danish Immigration Service (2007), « Syria: Kurds, Honour-killings and Illegal Departure », Report from a fact finding mission to Damascus, n°5, https://www.refworld.org/reference/factfinding/dis/2007/en/47160

[820] Tejel J. (2009), « Syria's Kurds », *op. cit.*



90. Tous les ans le 12 mars, un match de football entre l'équipe de Deir al-Zor et de la Cezîre est reconstitué avec les équipes actuelles. Le match est précédé de démonstrations d'aptitudes sportives des enfants de la région. Mars 2022.



91. Ouverture du match. Celui-ci est réalisé à Qamişlo, dans le même stade où les révoltes éclatèrent en 2004. Mars 2022.

Les récits par rapport à cette vie commune pouvaient aussi utiliser figures historiques ou des mythes afin de décrire les solidarités actuelles comme presque incarnées dans l'histoire du groupe. Pour exemple, la *aşîra* des bergers d'Awja, dont les membres, originaires d'al-Salamiya sont d'obédience ismaélienne, me contèrent l'origine de leur nom et établir un lien direct avec la solidarité actuelle face à l'État Islamique et *çete* :

> *Entretien avec un* ayan *de la* aşîra *des bergers d'Awja, juin 2022.*
>
> Ceci est une vieille histoire. Dans le temps, il y eu une invasion de clans arabes sur les terres près de Salamiya. Les *aşîra* sur ses terres avaient des princes. Les princes étaient sous la protection du peuple de Salamiya, et ils demandèrent l'aide du peuple de Salamiya. Ils prirent tous les combattants et repoussèrent les attaques des clans arabes. Il y avait une femme qui était Sheikh : dans son *aşîra*, son père était mort et elle n'avait pas de frère. Alors elle donna une jument au Prince de Salamiya. La jument s'appelait Awja. Ils dirent [les habitants de la région] : *« nous sommes les bergers de cette jument, nous sommes les bergers d'Awja »*. Et ce nom devint notre histoire. […]

Les invasions d'*aşîra* arabes environnantes furent repoussées par les forces unies de la région d'al-Salamiya. Afin de remercier le Prince d'avoir coordonné la contre-attaque, la Sheikh offrit à celui-ci une jument qui deviendra le symbole de l'identité du groupe. Mes interlocuteurs émirent un lien direct entre l'histoire de l'origine de leur *aşîra* et le conflit armé actuel :

> *Entretien avec un* ayan *de la* aşîra *des bergers d'Awja, juin 2022.*
>
> Ceci est en relation avec le fait d'être magnanime. Quand les *heval* ont pris le pouvoir, ils sont venus nous demander de l'aide. Ils ont dit : *« nous sommes dans un état d'invasion par Jabhat al-Nosra dans la région de Yusufiah*[821]*. Nous avons besoin d'aide. »* Nous sommes un groupe pacifique, si quelqu'un nous demande de l'aide, nous devons accepter sa requête. Directement, 130 personnes de notre village se sont portées volontaires en 2012 contre l'État Islamique. Ils ont combattus jusqu'à Deir-al-Zor et Raqqa !

L'interprétation de l'histoire est ici fédératrice : la source des solidarités actuelles est ancrée dans le mythe originel de leur *aşîra.* Comme à l'époque de leurs ancêtres, ils se sont fédérés avec d'autres groupes pour vaincre la menace ennemie. De cette solidarité passée et de la reconnaissance de cette solidarité par le don de la jument, les bergers d'Awja ont vu le jour. Ne pas accéder à la requête des *heval* aurait été tourner le dos à leur histoire.

[821] Petite ville située dans la région de Cezîre, près de la frontière syro-irakienne.

En lien avec la création de la solidarité au travers de l'interprétation de l'histoire, un sujet extrêmement récurent fût la protection des minorités. Une des histoires les plus frappantes fût racontée par un *ayan* yézidi résidant non loin d'Hasake :

> *Entretien avec un* ayan *yézidi de la aşîra Denan, juin 2022.*
>
> Le *firman* pour les Arménien·ne·s arriva. Nous étions dans la région du mont Mazî[822]. Les Arménien·ne·s furent nos invité·e·s, nous les avons caché·e·s dans nos maisons jusqu'à ce que leur amnistie soit arrivée. Il est dit que dans la maison de Resqala Musa Derika, ils avaient caché jusqu'à 3 maisonnées ! Les Arménien·ne·s avaient été jusqu'au Mont Şengal[823], il y avait Hamê Şexo, à cette époque c'était un jeune homme. Il a rassemblé les Arménien·ne·s dans son village, encore à l'heure actuelle il y en a, ils meurent là-bas [ils atteignent l'âge de la vieillesse et terminent leur vie au Şengal]. Ils ont ouvert des industries et des magasins là-bas et n'ont plus peur. Mais les Turcs ottomans [turka osmaliya] arrivèrent et demandèrent [à Hamê Şexo] qu'il donne les Arménien·ne·s. Il dit : *« je ne donnerai rien »*. Une confrontation s'en suivit au nord du Şengal entre l'armée d'Hamê Şexo et l'armée ottomane. Les ottomans perdirent et les Arménien·ne·s attendirent que leur amnistie arrive. Cependant, les Arménien·ne·s étaient nombreux·ses. Hamê Şexo partit voir les *mezîn*[824] de la *aşîra* Şamar et leur dit : *« cela fait un an qu'il ne pleut plus. Nous avons besoin de faire paître nos moutons. […] Il y a beaucoup d'Arménien·ne·s chez nous. Laissez-nous paître nos moutons sur ces terres [des terres] jusqu'à ce que le printemps termine. »* Les *mezîn* des Şammar acceptèrent.
>
> Plus tard, les Anglais sont arrivés, ils voulaient un évêque [*maṭrān*]. Ils dirent à Hamê Şexo : *« combien d'argent souhaites-tu en échange de ce prêtre ? »*. Hamê Şexo répondit : *« Une personne qui vend ceux sous sa protection … Les Arménien·ne·s sont sous ma protection, je suis leur père et leur oncle. Tu pourrais remplir la montagne du Şengal d'or, je ne vous les donnerai pas. Je ne vends pas mon honneur. »* […] Le nom d'Hamlê Şexo ne meurt pas.
>
> Un autre fois, ils ont dû partir une nuit [à cause d'une attaque]. Il eut alors une idée : *« mettons des sucreries dans la poche des petits enfants, comme ça s'ils pleurent, nous pourrons leur donner [ainsi ils arrêteront de pleurer et ne se feront pas repérer] et atteindre la frontière des Şamar »*.

[822] Mont situé près de la ville de Mardîn dans la région du Kurdistan en Turquie.
[823] Le Şengal, ou Sinjar en arabe, est une région montagneuse située dans l'actuel Irak. Le Şengal y abrite une population yézidie et fût tristement rendue célèbre par le génocide qui y fût commis par l'État Islamique en 2014.
[824] Aînés de familles.

> Ils prirent la route et rien ne leur arriva. Ceci est l'histoire des Arménien·ne·s et d'Hamlê Şêxo du Şengal.

Dans la version recueillie par Kaso et Mandoo[825], quelques éléments diffèrent mais l'histoire reste globalement similaire : lorsque la famine frappe le Mont Şengal, Hamlê Şêxo demande de la nourriture aux Tay, alors que dans le récit recueilli chez les Denan, Hamlê Şêxo fît paitre les moutons sur les terres des Şamar. Aussi, ce furent les ottomans qui demandèrent deux femmes arméniennes, tandis que dans la version écoutée chez les Denan, il s'agissait d'un évêque. De plus, dans la version écrite par Kaso et Mandoo, Hamlê Şêxo demanda des armes aux Anglais pour combattre l'armée ottomane ; ils refusèrent mais donnèrent de l'argent qu'Hamlê Şêxo refusa. Dans la version récoltée dans le nord-est de la Syrie, ce sont les Anglais et non les ottomans qui demandèrent le prêtre (ou les deux femmes arméniennes, selon la version) et souhaitèrent donner de l'or en compensation – qu'Hamlê Şêxo refusa. Enfin, lorsque l'armée ottomane envahit par le nord le Mont Şengal, les habitant·e·s se réfugièrent dans les terres des Tay – dans le récit que je récoltai, il s'agissait encore une fois des Şamar.

Dans les deux cas, les Arménien·ne·s furent protégés par Hamlê Şêxo et se fût la solidarité entre les yézidis et les *aşîra* environnantes qui permit leur protection face à l'invasion ottomane. Aussi, au sein des deux histoires, les Anglais sont dépeints comme sournois et étant incapables de négocier qu'au travers de l'or.

Bien entendu, le fait que le travail actuel pour construire une vie commune (*jiyanê hevbeş/ḥayāt al-muštarika*) s'appuie sur des récits épiques ne signifie pas que ces solidarités sont omnipotentes. Comme déjà cité, un ayan m'avait averti que quel que soit les personnalités historiques mises en avant, *« cela n'avait pas empêché les massacres »*. Mais, comme j'ai tenté de montrer, il s'agit surtout d'une mise en débat, d'une réflexion quotidienne sur ce que la guerre est capable de créer. Dans le nord-est de la Syrie, les expériences de la guerre et de l'annihilation s'enracinaient dans ce rapport à la politique entretenu depuis des années. Par la mémoire des moments de solidarité et son partage, mes interlocuteurs reflètent comment la quête de cette vie commune faisait échos au passé. La guerre avait ainsi créé sa propre temporalité.

Par la mémoire, mes interlocuteurs négocient les contours de la vie commune. Entre tensions et entraide, la mémoire offre des cadres d'entendements du présent et permet de définir le

[825] Kaso K & Mandoo F. (2021), « Yazidis' Position on Armenian Genocide in 1915-1918 », Eagle's Watch Foundation, ResearchGate, https://www.researchgate.net/publication/352764063_Yazidis_Position_on_Armenian_Genocide_in_1915-1918

projet politique à exercer dans le nord-est de la Syrie. Les souffrances et solidarités passées d'un côté, le sapement du politique par la politique de l'autre, a amené mes interlocuteurs à formuler par la mémoire leurs aspirations politiques propres au vivre-ensemble. Par le rejet de la politique mais en parallèle leur insistance sur la vie commune (*jiyanê hevbeş/ḥayāt al-muštarika*), mes interlocuteurs tentent de rétablir une forme de souveraineté populaire exprimée au travers de leur capacité à définir le projet politique local. Il s'agit d'un travail politique qui se base sur la recherche de ce qui crée le lien et sur la négociation de ce qui nous lie. Comme dit précédemment, le terme « paix » (ar. *salām*, kur. *aşitî*) est surtout utilisée pour les *ṣulh*, car la paix est avant tout une construction. C'est la vie commune qui est surtout mise en avant, elle est ce qui est à préserver et ce qui a été érodé par la politique en tant qu'arène de confrontations. Le travail constant pour cette vie commune est enraciné dans la volonté de se différencier des politiques de guerre et d'annihilation. Ainsi, au travers de la guerre, il ne s'agit pas juste de survivre mais de créer un politique qui fait sens. Comme me le soulignera Mr. Habi : *« même s'ils [la Turquie et les* çete*] bombardent, c'est la population qui règne ».*

Après 12 554 *şehîd* donnés[826], la vie continue dans le nord-est de la Syrie. Le Pr. Esso sort la Barat de sa main, et m'indique qu'une va être disposée au sein de la cour de justice du nord-est de la Syrie pour que chaque yézidi·e puisse jurer sur celle-ci face à la cour. Le Coran et la Bible y sont bien entendu présent·e·s. Jamais la Barat n'avait été reconnue par aucun système judiciaire.

> *Entretien avec un* ayan *yézidi de Tirbespî, mars 2022.*
>
> J'ai écrit à la cour [par rapport aux coutumes yézidies]. Je leur ai donné une Barat[827]. Comme ça il y a la Bible et le Coran et maintenant la Barat. Nous leur avons donné une belle, une colorée, une rouge et or. Nous l'avons créée [à Laleş] et leur avons donnée. Comme ça, quand une personne yézidie se présente devant la cour de justice, il peut témoigner sur la Barat. Et toute personne yézidie et juste ne pourra mentir face à la Barat.
>
> *Entretien avec le Pr. Esso, février 2022.*

[826] Chiffre ayant pu être recensé par la structure des familles des martyr·e·s pour le nord-est de la Syrie.
[827] Pour rappel, la Barat est une petite bille d'argile provenant du temple sacré de Laleş. Chaque yézidi·e possède une Barat.

> Le Pr. Esso m'indique qu'une Barat va être déposée à la cour de justice du nord-est de la Syrie. Une première dans l'histoire des yézidi·e·s. Il en tenait une dans la paume de sa main et la regardait fixement.

Il dit ensuite une phrase, qui, je pense, peut conclure cette thèse car elle en est son résumé :

> *Ji tunebûne, hebûn çêbû. [De l'annihilation, l'existence s'est réalisée].*

7. *Post-Scriptum* : un dernier détour épistémologique

En 2019, avant même de poser mon sac sur le sol du nord-est de la Syrie, je réalisai que j'étais attendu à « dire une vérité » en tant qu'anthropologue. Sortir l'Administration autonome de son vernis diplomatique semblait devoir être une étape-clé au sein de ma méthodologie. À force d'entendre des rumeurs quant au nord-est de la Syrie, j'en était presque arrivé à remettre en question le bien fondé de mon terrain. J'avais l'impression qu'une couche de vernis y avait été apposée et qu'y mettre un pied ferait écrouler le subterfuge tel un château de cartes. M'étais-je trompé depuis le début ?

Ainsi, avant même d'y être, j'étais déjà balloté entre différentes représentations de mon terrain de recherche, tantôt idéalisé, tantôt méprisé. En Belgique, je connaissais énormément de personnes dont les yeux brillaient lorsque nous parlions du Rojava, mais peu étaient de ceux·celles qui avaient une vision assez nette du système politique en place et des composantes sociales, culturelles et religieuses spécifiques à la région. Ces mêmes personnes furent pour moi un miroir intéressant, qui me permit de reconsidérer mes attentes vis-à-vis de cette recherche.

Au contraire, l'idée de leurre ou de « façade » se percevait souvent en filigrane dans les discours avant mon arrivée sur le terrain - *« ce n'est pas comme tu crois »*, *« ils te montrent que ce qu'ils veulent que tu voies »*. Le concept de façade démocratique dans les régimes semi-autoritaires est développé par Hilgers et Mazzocchetti par leur analyse de la situation politique au Burkina Faso sous le régime de Compaoré[828]. La façade démocratique se caractérise par la mise en place d'éléments assurant un pluralisme démocratique, tel que la présence d'une opposition politique, la mise en place d'élections et la décentralisation du pouvoir. Cependant, cette ouverture politique permet paradoxalement de maintenir une élite dans les organes décisionnels, de fortifier la légitimité du régime et de corrompre les partis d'opposition. Étrangement, ce même concept me sera brandit pour décrire le nord-est de la Syrie et les structures politico-militaires qui lui sont liées, mais, ici, sans prendre en compte le rapport qu'entretiennent les individus avec le politique. Pour exemple, sur le terrain, lorsque mes interlocuteur·trice·s abordaient la notion de démocratie, il était moins question de la tenue

[828] Mazzocchetti J. & Hilgers M. (2006), « L'après-Zongo : Entre ouverture démocratique et fermeture des possibles », Politique Africaine, Karthala, vol. 1, n°101, p. 5-18, Cairn.info [en ligne], https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2006-1-page-5?lang=fr

d'élections[829] que de la capacité à participer à la vie politique au travers de différentes *reng*, « couleur » en *kurmancî*. Sur le terrain, le terme est usité pour désigner les spécificités d'un individu, qu'elles soient religieuses, sociales, linguistiques ou culturelles. Gordy remarque également que les études sur l'idéologie, surtout lorsque celle-ci est socialiste, tendent généralement à la penser *« comme un rideau derrière lequel se cache le pouvoir d'État et qui perd son sens une fois son mécanisme révélé »*[830]. Dans cette perspective, l'idéologie socialiste se présente comme opportuniste et détiendrait pour objectif premier la fortification du pouvoir. Ainsi, sur son terrain à Cuba, Gordy rend compte d'une *« recherche fanatique de découvrir un Cuba non aseptisé »*[831] de la part de membres d'une délégation à laquelle elle participait.

Le caractère hétérogène du discours politique de l'Administration autonome – par exemple, rejet du nationalisme et, en parallèle, emploi de la mythologie pour légitimer les revendications présentes[832], auto-défense par la lutte armée et dialogue au travers de processus diplomatiques avec les puissances internationales – peut-être, certes, un facteur de cette méfiance. Toutefois, la systématicité de ces discours m'a amené à m'interroger sur l'imposition d'un certain système de représentations quant à une idéologie originellement ancrée et encore aujourd'hui fortement influencée par le marxisme-léninisme. Ces suspicions sont, il me semble, liées aux imaginaires développés autour de l'anticommunisme, brossant le portrait d'individus disposant de peu d'esprit critique au sein d'une société hyper contrôlée et essentiellement menaçante. En outre, le culte de la personnalité vis-à-vis d'Öcalan, incarné par des milliers de personnes marchant dans la rue et chantant le slogan *« bê serok jiyan nabe »* [« sans le leader, il n'y a pas de vie »] peut, vu de l'extérieur, facilement attirer quelques émois et incompréhensions. Il semble effectivement compliqué de comprendre *« l'univers cognitif et symbolique »*[833] du PKK sans

[829] Pour information, le 13 mars 2015 eurent lieu les premières élections du nord-est de la Syrie. Il s'agissait, par celles-ci, de désigner les *hevserok* (co-président·e·s) des municipalités (un comité au sein des conseils régissant la distribution des ressources). Les élections des *hevserok* des communes se sont déroulés le 22 septembre 2017, suivi le 1er décembre 2017 des élections pour les conseils des régions, cantons, districts et sous-districts. La région de Cezîre rassemblait en 2020 2633 communes. Toute personne majeure put voter à travers une commune qui lui est assignée. Les personnes déplacées eurent la possibilité de voter durant ces élections. La région de Cezîre compta 439 604 électeur·trice·s et 5126 hevserok élu·e·s. Les élections des communes et des conseils furent organisées dans la région de Cezîre, du Ferat et d'Afrîn ; les quatre autres régions - soit Deir al-Zor, Manbij, Tabqa et Raqqa – ne furent que nouvellement libérés ou libérés bien plus tard. Fait intéressant, se présenter aux élections communales s'opère de manière indépendante à l'affiliation partisane. Concernant les élections des conseils, trois listes électorales ont été mises en place dans la région de Cezîre.

[830] Gordy K. (2015), « Living Ideology in Cuba », *Socialism in Principle and Practice*, University of Michigan Press, p.1.

[831] *Idem*, p.8.

[832] Casier M. (2011), « Beyond Kurdistan ? The Mesopotamia Social Forum and the appropriation and re-imagination of Mesopotamia by the Kurdish movement », Journal of Balkan and Near Eastern Studies, vol.13, n°4, 417-432.

[833] Bozarslan H., *op. cit.*, p. 114.

appréhender le contexte spécifique dans lequel ce culte est né, soit un contexte où la mort est omniprésente.



92. Manifestation du "vendredi noir", jour d'anniversaire de la date d'arrestation d'Öcalan, 2022.



93. Manifestation du "vendredi noir", jour d'anniversaire de la date d'arrestation d'Öcalan, 2022.



94. Manifestation contre les attaques turques. Une femme porte la veste de la protection civile des femmes, 2021.

Dans cette perspective, idéologie et population sont pensées séparément : l'idéologie tient la place d'étendard pour les partis et institutions afin de cacher des intérêts officieux. Les règles et normes propres à l'idéologie seraient donc imposées sur des sujets préconstitués. Néanmoins, sur le terrain, l'idéologie du confédéralisme démocratique ne se présente pas comme un ensemble abstrait de principes mais bien comme une pratique quotidienne. Pour Gordy, *« une idéologie […] vit parce que les personnes l'utilisent et réfléchissent à son sens […]. Elle vit parce que son sens compte. Sa signification est importante parce que les principes qu'elle défend sont importants et parce qu'elle fournit un cadre convaincant à travers lequel les gens comprennent le monde. »*[834] J'étais d'ailleurs fasciné de voir la limite floue entre institutions et population sur le terrain. Tout le monde possède en effet un membre de sa famille impliqué quelque part : au sein des *asayîş*[835], des Forces Démocratiques Syriennes, d'une commune ou d'une coopérative. *« Em hemî di xweparastinê de ne »* (« nous sommes toustes impliqué·e·s dans l'auto-défense[836] ») me dit un jour une commandante de la première académie militaire pour les femmes. Elle rajouta : *« S'il y a besoin dans le secteur civil, nous allons dans le secteur civil, s'il y a besoin dans le secteur militaire, nous allons dans le secteur militaire. Ma mère est investie dans le* Kongra star[837] *par exemple. »* La *hevserok* d'une commune de la ville me fit la même remarque : *« Cela fait plus de 5 ans que je suis investie au sein des communes. En 2015, j'étais* serok[838]*, le système d'*hevseroketî[839] *n'ayant pas encore été standardisé. Je suis devenue* hevserok *après les élections de 2017.* […] *Je me suis investie parce que je voyais tout le monde se trouver une place dans la politique, ou dans le secteur militaire. Mais j'ai des enfants, et mon mari travaille dans le secteur militaire* [il est souvent absent]. *J'ai donc décidé de rejoindre un secteur qui me convient mieux au niveau des horaires : je travaille entre 8heures et 14heures. »*

J'espère ainsi, par ce travail, avoir réussi à montrer comment les acteurs·trice·s font sens d'eux·elles-mêmes, de leur environnement, de leurs intérêts et de ceux d'autrui[840]. J'espère notamment avoir permis de repenser les singularités au travers d'une logique situationnelle locale[841]. Car donner place aux subjectivités permet de comprendre *« les visions du monde à travers*

---

[834] Gordy K., *op. cit.*, p. 9.
[835] Forces de sécurité interne.
[836] Ici, mon interlocutrice parle d'auto-défense en tant que concept politique : il s'agit d'une auto-défense militaire et physique mais aussi intellectuelle, psychologique, culturelle, politique et économique.
[837] Le Kongra Star est une organisation parapluie qui coordonne les différentes structures liées aux femmes. Ces structures sont issues de différents domaines, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou culturels.
[838] (kur.) Présidente.
[839] Le fait que chaque fonction liée à l'administration autonome est divisée entre un homme et une femme.
[840] Jongerden J. (2016), « Making sense : research as active engagement », Kurdish Studies, vol. 4, n°1, p. 94-104, https://kurdishstudies.net/journal/ks/article/view/408/401
[841] Rachik H. (2016), « L'esprit du terrain », *Études anthropologiques au Maroc*, Centre Jacques-Berque, Open Edition [en ligne], https://books.openedition.org/cjb/752

lesquels la violence est vécue et produite »[842] et, par cela, d'adopter un regard qui conçoit les intérêts au-delà d'une dimension purement utilitariste. Il faut dès lors *« considérer les perceptions subjectives des relations sociales […], qui peuvent amener les acteurs étatiques et non étatiques à choisir une stratégie qui peut être perçue comme « incroyable » de « l'extérieur » »*[843].

En outre, considérer la logique d'insécurité extrême du nord-est de la Syrie peut permettre de se détacher, comme présenté ultérieurement, d'une perspective qui pense l'idéologie comme vectrice d'actions mais qui, pourtant, ne serait pas productrice de sens. C'est le caractère pragmatique de la violence quotidienne, en tant que phénomène particulier et ressenti[844], qui invite à appréhender les individus comme des acteur·trice·s qui participent à la vie politique, qui possèdent une conscience vis-à-vis de cette dernière, ainsi que des pratiques et discours qui l'entourent[845]. J'ai, dans cette perspective, montré ce à quoi renvoie la « vie commune » : ce discours ne peut être appréhendé en dehors de la douleur de la perte, de la mémoire de l'annihilation, de la peur de la répétition de la violence, de la crainte d'être effacé. Vu de cet « extérieur », comme dit Jongerden[846], ce discours pourrait pourtant sembler édulcoré, alors même qu'il s'est bâti sur l'expérience de la guerre et la réalisation de ce qu'elle est capable d'amener. Ceci vaut également pour les autres concepts qui ont alimenté ce travail : comment comprendre que, dans le nord-est de la Syrie, les martyr·e·s ne meurent pas, sans prendre conscience de l'injustice et de l'oppression qui font tanguer les vies ?

[842] Makaremi C. (2016), « États d'urgence ethnographiques », *Approches empiriques de la violence politique*, Cultures et Conflits, n°103-104, p. 16, Cairn.info, https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2016-3-page-15.htm
[843] Jongerden J., *op.cit.*, p. 259.
[844] Mignolo W. (2013), « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique », Mouvements, vol. 73, n°1, p. 181-190, https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-1-page-181.htm
[845] Giddens A. (1979), « Central Problems in Social Theory: Action, Structure and Contradiction in Social Analysis », Berkeley, University of California Press, *cité par* Jongerden J., *op cit.*
[846] *Idem.*

Conclusion

Cette thèse s'est axée sur l'étude des dynamiques propres au quotidien dans la guerre au nord-est de la Syrie. L'autonomie politique et militaire *de facto* de la région s'est bâtie au sein de la lutte contre l'État Islamique, en parallèle des chantages russo-iraniens et américains, ainsi que des incursions terrestres et campagnes aériennes turques. Par une étude de terrain effectuée entre 2019 et 2023, j'ai analysé dans ce contexte révolutionnaire les vies au milieu des jeux d'influence géopolitiques, de la terreur créée par les invasions et le drone armé ; et ce, au travers des mémoires collectives qui rendent compte de ce présent.

Ce travail dispose de forces qui, je pense, mettent en lumière le quotidien dans le nord-est de la Syrie. Tout d'abord, il semble important de rappeler que l'accès au terrain fût extrêmement limité et qu'y séjourner a équivalu à prendre des risques. Malgré cela, j'ai effectué un terrain ethnographique de presque trois ans, qui, avec un regard *a posteriori*, me semble sans conteste indispensable pour comprendre la réalité des vécus. Cette thèse détient l'ambition d'articuler différentes échelles dans l'objectif d'ancrer les vies au sein des stratégies politico-militaires qui sont implémentées en Syrie. Par une ethnographie du dessous des drones, elle amène à démystifier le discours « d'une guerre propre » relatif à ces technologies de l'armement pour les concevoir comme un instrument de terreur. De plus, elle montre comment la guerre actuelle se fond, dans les perceptions individuelles et collectives, avec les épisodes passés de violences. De ceci, elle rend compte de l'ingéniosité et de la force (kur. *hêz*, ar. *quwa*) nécessaire pour faire politique au travers de l'aspiration à une vie commune (kur. *jiyanê hevbeş*, ar. *ḥayāt al-muštarika*).

Au sein de cette thèse, il a été vu que la compétition entre différents ordres politiques empêche la reconnaissance juridique de la violence exercée et questionne la mise en application d'une forme de protection par le domaine du droit. Ce sentiment de vulnérabilité face aux politiques de guerre et impériales se mêle avec l'espoir toujours présent d'une reconnaissance par une structure objective de l'oppression et de l'injustice subie. Le concept de *zilm* rend compte des rapports de pouvoir écrasants et de l'absence de justice sociale qui les incombe ; il amène notamment à penser la réalité du terrain au travers des vies qui se construisent au sein d'une arène de confrontations violentes entre différentes forces extérieures.

Les acteur·trice·s du terrain réalisent, par l'analyse prospective de la situation géopolitique, une cartographie de zones de sécurité en fonction des probabilités d'une future invasion. Ceci est alimenté par la peur du retrait des troupes étatsuniennes, qui fait échos à l'expérience

douloureuse de l'invasion de Serê Kaniyê par la Turquie. Aucune confiance n'est accordée aux forces extérieures mais les vies locales sont dépendantes d'un jeu politique où elles se conscientisent en tant que monnaie interchangeable d'intérêts qui les dépassent largement. Le concept d'impérialisme biopolitique permet de penser la hiérarchisation des vies en fonction des rapports de domination entre États. Les populations sont ainsi protégeables car elles remplissent des objectifs militaires et politiques spécifiques ; elles sont cependant sacrifiables si elles ne s'alignent plus avec les intérêts impériaux.

En outre, les vies sont rythmées par le caractère aléatoire de l'application de la violence. Les allégeances politiques supposées, liées au hasard de la situation géographique, cristallisent les insécurités, d'autant plus que les territorialités sont mouvantes au sein d'une Syrie fragmentée. Le blocus de Tel Rifaat met en lumière ces logiques : les populations y sont étouffées afin d'obtenir des concessions. Le checkpoint matérialise la capacité à bloquer et réguler les mouvements de la population et est constitutif d'autorités plurielles dans cette économie transnationale de la violence.

La fragmentation des espaces s'est étudiée notamment au travers des zones de démarcation au sein de la ville de Qamîşlo. Aucune territorialité n'est ici comprise comme acquise car changeante en fonction de la conjoncture politique, alors même que les découpes territoriales renvoient pour beaucoup à des possibilités d'être. Les ruines et restes de déflagration s'avèrent rappeler les potentialités qui peuvent survenir par les souvenirs et mémoires collectives incrustées au travers de celles-ci. La ligne de front, elle, marque l'instabilité constante de l'espace.

Le concept de martyr, les commémorations ainsi que la culture visuelle qui lui est lié permet d'appréhender la gestion de l'insupportable dans ce contexte de guerre. Le martyr met en évidence l'acharnement de l'État turc à détruire les éléments sociaux et symboliques importants pour la population du nord-est de la Syrie et permet de créer une mémoire collective autour du sentiment d'injustice. Les martyr·e·s, considéré·e·s comme l'avant-garde révolutionnaire, s'avèrent être une arme politique en rendant la souffrance publique.

La notion de guerre apparait comme polysémique. Elle se montre comme un repère historique et spatial et désigne clairement une rupture entre un avant et un après. En ce sens, elle se réfère à une période intense de confrontations armées. La guerre s'avère cependant plurielle, elle se pense au travers de catégories descriptives et relève plus d'une affaire d'intensité que de simples moments spécifiques disposant d'un début et d'une fin. La notion de guerre se réfère donc aussi au contexte d'insécurité généralisé qui s'incarne au travers de différentes sphères de la

vie. La guerre régule les manières de concevoir le monde et amène à normaliser la conscience de la possibilité de se voir mourir ou mutilé. La peur accompagne le quotidien mais celle-ci n'est pas totalisante : d'un côté, la camaraderie et la confiance se montre comme un aspect crucial de la vie dans le nord-est de la Syrie, d'un autre côté, l'imposition de la terreur et les techniques d'intimidation vécues sont considérées comme des stratégies différentes par les acteur·trice·s du terrain.

Le quotidien est rythmé par la crise économique et ses conséquences : pénuries d'hydrocarbures et des biens essentiels, volatilité de la devise et coupures d'électricité. L'eau est de plus utilisée comme une arme par la Turquie. L'attente qui caractérise les journées dans le nord-est de la Syrie crée des ordres socio-politiques foncièrement différent entre d'un côté cet espace enclavé, de l'autre l'extérieur : ce dernier, au contraire, représente la mobilité, la rapidité et l'accès à un réseau international. La différence matérielle qu'incarne la frontière s'avère radicale : d'une part l'état de guerre, de l'autre un état de paix. Le mur matérialise la menace de l'invasion et incarne le danger telle une ligne de front. Par son incursion à l'intérieur de la frontière, la Turquie assène une violence symbolique sur les populations, leur rappelant sa capacité à rentrer et à transformer l'espace. En parallèle, dans le nord-est de la Syrie, la matérialité de l'international se cantonne à la sphère militaire et sécuritaire. Les forces extérieures en présence détiennent la capacité de signifier, par une technologie militarisée, qu'ils sont détenteur d'une forme de pouvoir par leur capacité à décider quelles sont les populations protégeables.

Il a ensuite été analysé que la Turquie utilise les *çete* pour mettre en place des politiques de terreur dans les régions occupées dans l'objectif d'effectuer un changement démographique. Les *çete* sont inscrit dans l'histoire de la doctrine militaire turque et sont des éléments essentiels de la guerre non-conventionnelle utilisée par l'Empire Ottoman. Ils sont aujourd'hui centraux dans la stratégie militaire turque et utilisent des symboles propres à l'Empire comme outil de domination sur les populations du nord-est de la Syrie. En effet, ils se dressent comme le reflet de la domination impériale passée et amènent à être perçus comme les vecteurs de la reproduction des violences antérieures. En parallèle, Hayat Tahrir al-Sham se présentait durant mes années de terrain déjà comme un moindre mal face au régime Assad dans la stratégie portée par les États-Unis. Le groupe est pourtant aussi considéré comme un *çete* suite à son idéologie salafiste et les politiques mises en place qui s'y réfèrent, mais aussi suite à la violence exercée sur les populations, ses liens de dépendance avec la Turquie et ses relations entretenues avec les autres *çete*.

Au sein des récits de vie récoltés auprès des déplacé·e·s internes, les acteur·trice·s mettent en mots une nostalgie de l'avant-rupture où aspects environnementaux et relationnels sont associés mais où les transformations opérées sur ceux-ci par l'invasion sont conscientisées. La volonté du retour s'inscrit dans la pragmatique de l'exil, dans une volonté de vivre quitte à en défier l'entendement. Les récits abordent les instabilités spatiales et temporelles qui s'entremêlent avec les guerres et exils précédents et montrent in fine que ce qui a été perdu, ce sont ces sociabilités imprégnées dans ces espaces.

Dans le chapitre 5, les frappes de drones perpétrées par la Turquie dans le nord-est de la Syrie ont été analysées au travers du concept de terrorisme d'État. L'objectif pour l'État turc réside dans la mise en place d'une forme de coercition sur les populations du nord-est de la Syrie par les effets psychologiques engendrés. Le drone armé s'inscrit dans la continuité d'une doctrine militaire de l'aéronautique basée sur le ciblage des populations civiles. Dans cette perspective, la Turquie effectue une politique de « dégâts collatéraux » où toute personne devient une cible potentielle ou peut subir une frappe en étant à proximité d'une cible. De plus, le drone donne la possibilité aux opérateurs d'analyser des schémas de vie et de détecter ainsi des comportements considérés comme suspects. Les opérateurs ont donc accès à une proximité visuelle univoque constante sur les populations locales. Ceci permet de catégoriser les conduites et de décider de la mort des individus en fonction de celles-ci. Les télétechnologies visuelles amènent à renforcer un cadre moral sur le terrorisme alimenté par des schémas de pensée coloniaux sur les populations surveillées. Du-dessous, l'identification de la présence du drone s'avère complexe et l'effet de surprise de la frappe alimente la conscientisation d'être scruté et pris en chasse. La vie sous les drones implique donc de s'invisibiliser par le camouflage, en essayant d'appréhender comme nous pourrions être perçus par les opérateurs. Au vu des nombreux assassinats commis durant mes années de terrain, il semble que la Turquie favorise le ciblage de personnes issues de secteurs-clés de l'Administration autonome, de la sphère militaire mais aussi des personnes reconnues socialement ainsi que des personnes dont l'assassinat se présente comme extrêmement douloureux pour la population – par exemple, des jeunes filles civiles.

Les imaginaires autour des drones armés turcs concernent la mythologie et l'histoire propre au nationalisme turc et au panturquisme. Ainsi, les drones de la société Bayraktar, figure de proue de l'aéronautique turque, se réfèrent à l'expansion territoriale ottomane. Il s'agit pour la Turquie d'ancrer le drone armé dans une continuité historique nationale où celui est constitué en tant que suite logique aux prouesses militaires passées. Il incarne le mythe de l'expansionniste porté par le récit national : il est ce qui permet de s'étendre et d'atteindre les

objectifs des générations passées. Succès technologique se mêle ici avec déterminisme historique. Il apparait important de considérer à l'inverse la vue du dessous, où les frappes sont constamment reliées avec une organisation politique et militaire et ne sont aucunement mythologisées.

Même si la recherche de l'auto-suffisance militaire prend ses racines dans l'histoire de la Turquie et des embargos militaires effectués à son encontre, c'est l'AKP qui réalisera un tournant majeur dans l'industrie de l'armement du pays, plus spécifiquement grâce au développement des drones armés. Le TB2 se montre un succès et permet de supporter un discours nationaliste prônant l'autonomie technologique. Ceci cristallise un récit national d'une Turquie capable de se hisser parmi les plus grands exportateurs de drones au monde malgré les difficultés, et inscrit le complexe militaro-industriel en tant que composante importante de la société turque. En outre, les conflits armés au sein desquels la Turquie a participé fût une opportunité pour celle-ci de tester son armement et de faire augmenter la couverture médiatique sur celui-ci.

L'utilisation du drone armé dans les conflits a amené à effectuer un changement de paradigme dans la manière de concevoir l'ennemi : la seule solution devient son élimination. Dans le cas turc, même si ce n'est pas le drone qui a amené à apposer le cadre du terrorisme sur les luttes portées par le PKK et l'Administration autonome, la plateforme offre une solution technique radicale à grande échelle et permet de mobiliser des symboles et imaginaires qui cristallisent un rapport de pouvoir asymétrique.

Le dernier chapitre a permis de se pencher sur les assemblées des Sages ; ceux-ci détiennent un rôle important dans la résolution des conflits locaux. Ces assemblées ont pour spécificités d'institutionnaliser la présence des différentes *reng* locales en son sein. L'apparent rejet de la politique de la part de mes interlocuteurs, alors même qu'ils sont impliqués dans la gestion du vivre-ensemble, tient d'une volonté de se distancier par-dessus tout des politiques de guerre qui ont sévit dans la région. Les discours gravitent autour de la souveraineté populaire, soit la capacité à pouvoir exercer le politique, et ce, au milieu d'un contexte où de multiples sources d'autorité sont en compétition. Par la mémoire, mes interlocuteurs reconstruisent un politique qui fait sens. La création du lien, notamment par le don et la recherche de la réciprocité transparait au sein des récits récoltés. L'opulence du passé, la capacité à pouvoir subvenir aux besoins d'autrui s'adjoint au sentiment d'abjection ressenti par rapport à la situation présente. Les différentes périodes historiques s'entremêlent au sein des discours au travers des thématiques qui les traversent : l'absence de légitimité de celui applique la violence, son

caractère étranger, la résistance qui la contrée, mais aussi les politiques de division qui ont fragmenté le tissu social. L'objectif ici est moins de démasquer la vérité des faits que de comprendre comment les politiques de guerre ont modifiés le rapport à autrui et comment les mémoires réhabitent le présent. En effet, les jeux d'influence d'antan sont réanimés par la situation politico-militaire actuelle.

Les politiques de guerre renvoient à la déchirure familiale ancrée dans les intérêts des parties belligérantes. Ne pas parler de politique se montre pour certains une manière de conserver les liens familiaux malgré les divergences ; pour d'autres, les liens sont fortifiés par la reformulation des traditions pour affronter les problématiques actuelles et s'orienter vers les espoirs vis-à-vis de l'avenir. La coupure du lien transparait notamment par la frontière, perçue comme illégitime et dangereuse. Les politiques de guerre sont ici formulées par le contrôle du mouvement et une oppression qui déborde d'une temporalité spécifique. L'effritement du lien social et le sentiment d'abjection se fonde sur l'idée que les vies sont malléables, ont été brutalisées au plus profond de leurs croyances. Malgré cette sensation de ruine, les discours montrent la recherche d'une solution et ce, en dépit de l'autorité écrasante de l'État.

Il a pu notamment être constaté que des formes de solidarité se construisent au travers de la mémoire alors même que le contexte de guerre actuel réactualise les souffrances passées. La guerre d'annihilation portée par l'État turc amène à penser celle-ci au travers des différentes dispositions employées et l'impunité qui les accompagne. L'horreur devient de l'ordre de l'imaginable et la potentialité du pire semble toujours présent. La défiance se retrouve ici dans le fait que certaines solidarités n'ont pas permis de changer le cours des massacres.

Le *tûnebûnê* se réfère aussi à la perte de connaissance de soi et à l'impossibilité d'avoir pu être réellement soi-même. Dans cet ordre d'idées, l'exil se présente comme le sapement de la connaissance de soi et une continuité historique d'effacement. L'exil brise ainsi la capacité à se connaitre. Le *tûnebûnê* se réfère en outre à l'humiliation et à un état d'abjection telle que les concepts identitaires en soient modifiés. L'état d'abjection se formule notamment par l'impossibilité de la transmission et par la dépravation de l'environnement et de l'incapacité à se développer.

Enfin, il a été vu que l'idée de démocratie se réfère à la mise en place d'un système capable d'assurer la vie commune. La vie commune provient d'une nécessité de survie et d'un désir de surmonter les souffrances, mais sans assurance d'y parvenir. Chacun·e au final détient les éléments constitutifs de sa fraternité. En outre, les figures historiques ou les mythes permettent de décrire les solidarités actuelles par l'interprétation d'une histoire fédératrice. La mémoire

offre un cadre d'entendement du présent qui permet de définir le projet politique souhaité. Ainsi, de la mémoire des politiques de guerre, mes interlocuteurs mettent en débat les contours de la vie commune et tentent de définir un politique qui fait sens.

Mon objectif au travers de cette thèse est d'offrir une nouvelle perspective au conflit en Syrie. Ce dernier ne s'avère malheureusement pas encore conclu et s'enlise dans de nouveaux jeux d'influence enracinés dans l'augmentation de la dépendance vis-à-vis des forces extérieures – surtout les Forces Démocratiques Syriennes avec les USA -, dans l'arrivée de nouveaux acteurs – France et Allemagne – mais aussi dans le renforcement de la position d'autres acteurs – l'État israélien. Les Forces Démocratiques Syriennes semblent cependant avoir accru leurs capacités militaires, notamment avec l'incorporation de drones FPV (First Person View), des drones kamikazes et des systèmes de défense.

La tournure radicale des évènements en décembre 2024, avec la chute du régime Assad et l'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Sharaa, connu lors de ma période de terrain sous son nom de guerre al-Jawlani, a changé considérablement le paysage politique présenté lors de cette thèse. Les prochains mois seront décisifs pour le nord-est de la Syrie. Les Forces Démocratiques Syriennes et l'Administration autonome tentent de conserver leur autonomie face au nouveau régime contrôlé par al-Jawlani, reste à savoir à quel prix. Il se pourrait qu'un rapprochement avec l'État sioniste cristallise des divisions et rancœurs et amène à une ethnicisation du conflit dans cette région. Dans tous les cas, les questions développées dans ce travail resteront les mêmes : quels seront les sacrifices qui devront encore être réalisés dans les futurs accords stratégiques ? Comment les populations vont vivre entre d'un côté les nécessités économiques, l'espoir d'un marché revitalisé, l'attente et les pénuries, et, de l'autre, de potentielles nouvelles confrontations militaires et la peur de l'invasion toujours présente ? Comment baser un système politique qui conserve la *jiyanê hevbeş/al-ḥayāt al-muštarika* dans cette arène de confrontations violentes ? Mais, aussi, comment développer une souveraineté populaire lorsque, dans un pays ruiné par la guerre, la chute d'une influence impériale laisse la place à une autre ?

J'espère que ce travail offre des clés de compréhension vis-à-vis de la situation politico-militaire actuelle et donne l'opportunité de penser cette dernière au travers de l'expérience du terrain. J'espère ainsi avoir eu la capacité de montrer, par l'ethnographie mais aussi par ces longs entretiens où les peurs se déversaient, les subtilités du quotidien et les rapports ambivalents avec le contexte de guerre et les éléments qui lui sont liés. J'espère en outre avoir réussi à

apposer des visages au sein d'un conflit dont les analyses géopolitiques peuvent parfois faire oublier les principaux intéressés. J'espère, notamment et surtout, avoir pu faire honneur au courage et prouesses du quotidien dont j'ai été témoin durant ces années de terrain.

Cahier de terrain, avril 2021, Belgique.

Zozan, une amie rencontrée à Amûda, m'a appelé hier soir. Son jeune cousin a mis fin à ses jours après que son statut de réfugié en Belgique lui a été refusé. Il avait essuyé différents refus, notamment en Allemagne et en Islande, avant de se tourner vers la Belgique. Zozan pleure. Elle me demande pourquoi mon pays ne l'a pas accepté. Je ne sais pas quoi lui répondre. Elle m'envoie alors des photos de lui en tenue militaire YPG, elle me raconte qu'il a vaillamment combattu contre l'État Islamique dans plusieurs offensives. Elle continue, les explications débordent, comme si elle devait me prouver ses expériences que je sais pertinemment. J'essaye de la réconforter, mais à vrai dire, je ne sais pas comment faire. Elle me demande pourquoi il n'a pas reçu le statut de réfugié alors même qu'il a donné sa vie pour le monde entier en combattant contre Daesh.

J'ai honte. Il était jeune, très jeune, et abordait un sourire brillant sur une des photos envoyées.

Je reste silencieux un moment et essaye de peser mes mots :

« Les gens ici ne se rendent pas compte » lui dis-je.

Je repense aux propos d'un de mes amis lors d'un de nos appels téléphoniques :

Entretien avec un journaliste kurde du Rojava, décembre 2024.

Si aujourd'hui nous pouvons vivre normalement, c'est grâce aux *şehîd*. Nous avons donné 15 000 *şehîd*[847]. Nous avons 20 000 *birîndar*[848], avec des traumatismes qui changent une vie : certain·e·s n'ont plus de jambes, ont perdu la vue, d'autres sont dans le coma … Tous·tes ces *şehîd*, ces *birîndar*, ce n'est pas juste pour les Kurdes, ou les Chrétiens, ou les Arabes. C'est pour le monde entier.
Ils·elles sont parti·e·s au front et ont résisté·e·s pour défendre ce monde contre celui que Daesh voulait construire. C'est la force des FDS qui les ont arrêtés. J'espère que chaque personne sur cette planète pourra un jour venir visiter nos cimetières, afin de se rendre compte, de connaitre ces personnes tombées et d'apprendre leur histoire.

[847] La structure des familles des martyr·e·s a pu recenser 12 554 martyr·e·s pour le nord-est de la Syrie.
[848] (kur.) Blessé·e·s.

Comprendre que pour eux et elles, leurs rêves se sont arrêtés dès qu'ils·elles sont parti·e·s sur le front.

Pour moi, pour toi, et pour le monde.



95. "Tout pour la liberté", arcade sur la route à l'entrée de Tirberspî, 2021.

Bibliographie

Ababsa M. (2005), « Frontières de développement en Syrie : l'adaptation du projet Ba`thiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazîra », A contrario, vol. 3, n°2, p. 11-25, Cairn.info, https://shs.cairn.info/revue-a-contrario-2005-2-page-11?lang=fr

Ababsa M. (2017), « Raqqa, capitale de la révolution puis de l'État islamique : les frontières contestées d'une ville syrienne », Confluences Méditerranée, vol. 2, n°101, p. 53-65, Cairn.info, https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-2-page-53?lang=fr&tab=texte-integral

Adar S. & Asseburg M. & Azizi H. & Klein M. & Steinberg G. (2025), « The Fall of the Assad Regime: Regional and International Power Shifts », Stiftung Wissenschaft und Politik Comment, n°9, https://www.swp-berlin.org/publikation/the-fall-of-the-assad-regime-regional-and-international-power-shifts

Abdurrahman O. (2022), « SDF releases 16 former ISIS suspects in Syria's Deir ez-Zor », https://npasyria.com/en/89345/

Abu Saif A. (2014), « The Drone Eats with Me », *A Gaza Diary*, Beacon Press, Boston, Massachusetts.

Açıksöz S. C. (2014), « Ghazis and Beggars », *The Double Life of Turkish Disabled Veterans*, Ethnologie Française, vol. 44, n°2, p. 247-255, https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2014-2-page-247.htm

Adesnik D. (2018), « Treasury Imposes Sanctions on Assad's Oil Traders », Foundation for Defence of Democracies, https://www.fdd.org/analysis/2018/09/07/treasury-imposes-sanctions-on-assads-oil-traders/

Adraee A. (2024), Twitter, https://x.com/AvichayAdraee/status/1763175683528814813?s=20

AFP (2023), « En Syrie, la grande détresse des pêcheurs de l'Euphrate », La Croix, https://www.la-croix.com/En-Syrie-grande-detresse-pecheurs-Euphrate-2023-07-26-1301276921

Afxentiou A. (2018), « A history of drones : moral(e) bombing and state terrorism », Critical Studies on Terrorism, vol. 11, n°2, p. 301-320.

Agamben G. (1998), « Homo Sacer », *Sovereign Power and Bare life*, Meridian.

Agamben G. (2005), « State of exception », The University of Chicago Press.

Aiesi M. J. (2019), « The Jus in Bello of White Phosphorus : Getting the Law Correct », The Lawfare Institute, https://www.lawfaremedia.org/article/jus-bello-white-phosphorus-getting-law-correct

Aita S. (2020), « The Unintended Consequences of U.S. and European Unilateral Measures on Syria's Economy and Its Small and Medium Enterprises », The Carter Center, https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/peace/conflict_resolution/syria-conflict/syria-unintended-consequences-aita-12-20.pdf

Akin S. (2022), « Glottopolitique et autogestion langagière en situation de minoration linguistique : le cas des locuteurs du berbère et du kurde », Glottopol, n°36, OpenEdition Journals, https://journals.openedition.org/glottopol/724

Al-Ahmed S. & Hassan M. (2023), « Syria is where the conflict between Wagner and the Russian government began », Middle East Institute, https://www.mei.edu/publications/syria-where-conflict-between-wagner-and-russian-government-began

Aldoughli R. & Al Kassir A. (2021), « Empower Syrians not Warlords : Against the re-branding of Hayat Tahrir al-Sham », Atlantic Council, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/empower-syrians-not-warlords/

Al-Hilu K. (2021), « The Turkish Intervention in Northern Syria : One Strategy, Discrepant Policies », Middle East Directions (MED), European University Institute, https://cadmus.eui.eu/handle/1814/69657

Al-Issa J. & Rahima D. (2021), « Caught between rigid beliefs and toxic masculinity: Women in northwestern Syria », Enab Beledi, https://english.enabbaladi.net/archives/2021/11/caught-between-rigid-beliefs-and-toxic-masculinity-women-in-northwestern-syria/

Alisson J. (2015), « The Necropolitics of Drones », International Political Sociology, n°9, p. 113-127, Oxford Academic, https://academic.oup.com/ips/article-abstract/9/2/113/1799789?redirectedFrom=fulltext

Al-Jabassini A. & Ezzi M. (2021), « Tribal "Sulh" and the Politics of Persuasion in Volatile Southern Syria », European University Institute, War Time and Post-Conflict in Syria, n°4.

Al-Jazeera (2020), « Azerbaijan arrests soldiers suspected of war crimes », https://www.aljazeera.com/news/2020/12/14/azerbaijan-arrests-soldiers-suspected-of-war-crimes

Alkan H. (2018), « The Sexual Politics of War: Reading the Kurdish Conflict Through Images of Women », Les cahiers du CEDREF [en ligne], n°22, https://doi.org/10.4000/cedref.1111

Al-Khalidi S. & Gebeily M. (2023), « Syria brought Wagner fighters to heel as mutiny unfolded in Russia », Reuters, https://www.reuters.com/world/syria-brought-wagner-group-fighters-heel-mutiny-unfolded-russia-2023-07-07/

Al-Lami M. (2025), « Explainer : New militant group in Syria targets Alawites, Assad loyalists », BBC Monitoring, https://monitoring.stage.bbc.co.uk/product/b0003bt5

Al-Modon (2025), « Israel's Strategic Ambitions in Syria », *Fragmentation, the « David Corridor », and Confrontation with Turkey*, The Syrian Observer, https://syrianobserver.com/foreign-actors/israels-strategic-ambitions-in-syria-fragmentation-the-david-corridor-and-confrontation-with-turkey.html

Al Nofal W. (2023), « 'Worst since the beginning of the 20th century': What does 2024 hold for Syria's economy in freefall? », Syriadirect, https://syriadirect.org/worst-since-the-beginning-of-the-20th-century-what-does-2024-hold-for-syrias-economy-in-freefall/

Alsheikh E. A. (2011), « Distinction between the Concepts Mediation, Conciliation, Sulh and Arbitration in Sharī'ah Law », *Arab Law Quarterly*, vol. 25, n°4, p. 367-400.

Altuğ S. (2024), « Refugees, Labour and Sectarianism in Syria under the French mandate (1921-1950) », Remmm, vol. 156, n°2, http://journals.openedition.org/remmm/21593

Al-Yaziji S. (2024), « Turkish border guards kill Syrian, injure another in Qamishli », North Press Agency, https://npasyria.com/en/114610/

Amnesty International (2019), « Syria : Damning evidence of war crimes and other violations by Turkish forces and their allies », https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2019/10/syria-damning-evidence-of-war-crimes-and-other-violations-by-turkish-forces-and-their-allies/

Amnesty International (2019), « Syrie. Une enquête sans précédent révèle que la coalition dirigée par les États-Unis a tué plus de 1 600 civils pris au piège dans Raqqa », https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2019/04/syria-unprecedented-investigation-reveals-us-led-coalition-killed-more-than-1600-civilians-in-raqqa-death-trap/

ANF (2014), « YPG and FSA set up « joint action center » », https://anfenglishmobile.com/news/ypg-and-fsa-set-up-joint-action-centre-9159

ANF (2015), « Declaration of establishement by democratic syrian forces », *publication de l'ANF republiée par le site KurdishQuestion et archivé sur web.archive.org*, https://web.archive.org/web/20160224085811/http://kurdishquestion.com/index.php/kurdistan/west-kurdistan/declaration-of-establishment-by-democratic-syria-forces/1179-declaration-of-establishment-by-democratic-syria-forces.html

ANF (2024), « HPG says it downed 15 Turkish drones over South Kurdistan », ANF News, https://anfenglishmobile.com/features/-72330

ANF (2025), « Internal Security Forces take over security in Sheikh Maqsoud and Ashrafiyah neighborhoods of Aleppo », https://anfenglish.com/rojava-syria/internal-security-forces-take-over-security-in-sheikh-maqsoud-and-ashrafiyah-neighborhoods-of-aleppo-78747

ANHA (2020), « Extermination massacres.. Ottomans the most notorious perpetrators-2 », Hawar News Agency, https://hawarnews.com/en/160436496020347

Argano M. E. (2018), « The Turkish operation in Afrin and the possible impact on relations with the European Union (Part II) », Instituto Mediterraneo Studi Internazionali, http://www.imesi.org/2018/04/19/the-turkish-operation-afrin-and-the-possible-impact-relations-with-the-european-union-part-ii/

Asharq Al-Awsat (2023), « AANES Utilizes Half of Syrian Oil Wells, Traders Sell to Damascus at Symbolic Rates », https://english.aawsat.com/interviews/4490431-aanes-utilizes-half-syrian-oil-wells-traders-sell-damascus-symbolic-rates

Assemblée générale des Nations-Unies (2020), « Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne », Conseil des droits de l'Homme, 45ème session, A/HRC/45/31, https://bit.ly/3omsJPG

Assemblée générale des Nations-Unies (2024), « Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne », Conseil des droits de l'Homme, 55ème session, A/HRC/55/64, https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g24/012/73/pdf/g2401273.pdf?token=ZNx82S7CiywBd4cQ9g&fe=true

Astourian S. T. & Kévorkian R. H. (dir.) (2021), « Collective and State Violence in Turkey », *The Construction of a National Identity from Empire to Nation-State*, Berghahn Books.

Suciyan T., « A History of Armenians Remaining in Turkey », *Survival and Denial*, p. 254-276.

Atto N. & Immerzeel M. & Snelders B. & Ter Haar Romeny B. & Van Gingel J. J. (2009), « The Formation of a Communal Identity among West Syrian Christians », *Results and Conclusions of the Leiden Project*, Church History and Religious Culture, vol. 89, n°1, Brill Academic, p. 1-52.

Atwood K. & Browne R. (2020), « Former Army Delta Force officer, US ambassador sign secretive contract to develop Syrian oil fields », CNN, https://edition.cnn.com/2020/08/05/politics/syria-secretive-oil-contract-delta-force-ambassador/index.html

Ayden D. (2020), intervention à la conférence « Research on the ground reflexivity and positionality in Kurdish studies », organisé par le Kurdish Women's Studies Network.

Baarda T. C. (2023), « Missionary involvement with the Simele massacre in 1933 : the end of American sympathy for the Assyrians », British Journal of Middle Eastern Studies, p. 1-19, Taylor & Francis online, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13530194.2023.2233218#abstract

Baczko A. & Dorronsoro G. (2022), « Le régime milicien en Afghanistan », *Anthropologie imaginaire, économie transnationale de la violence et fragmentation de l'État*, Cultures & Conflits, n°125, p. 53, Open Editions [en ligne], https://journals.openedition.org/conflits/23588

Badie B. & Vidal D. (dir.) (2016), « Nouvelles guerres », *Comprendre les conflits du XXIe siècle*, La Découverte.

Baer M. D. (2021), « The Ottomans », *Khans, Caesars and Caliphs*, Basic Books.

Balanche F. (2011), « Géographie de la révolte syrienne », Outre-Terre, vol. 3, n°29, p. 437-458, https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-3-page-437?lang=fr

Balanche F. (2022), « How to Preserve the Autonomy of Northeast Syria », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/how-preserve-autonomy-northeast-syria

Balanche F. (2023), « Irak et Syrie : les autonomies kurdes menacées », École Normale Supérieure, Groupe d'études géopolitiques, https://geopolitique.eu/2023/02/12/irak-et-syrie-les-autonomies-kurdes-menacees/

Barfi B. (2018), « Containing the Afrin Crisis: Turkey's Goals and Military Challenges », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/containing-afrin-crisis-turkeys-goals-and-military-challenges

Barrelet S. (2017), « Sentiments de rater sur un terrain ethnographique : de la « prise » à la « reprise » », SociologieS [en ligne], La recherche en actes, https://journals.openedition.org/sociologies/6135

Bartu P. & Ruttimann M. (2021), « North East Syria : The Good, the Bad & the Oil », Australian Institute of International Affairs, https://www.internationalaffairs.org.au/australianoutlook/north-east-syria-the-good-the-bad-the-oil/

Bashour M. & Durgham N. (2025), « Jaramana: The Damascus suburb targeted by Israel », *In this cosmopolitan city, Netanyahu's divisive courtship of Syrian Druze is being firmly rejected*, Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/jaramana-damascus-suburb-targeted-israel

Bastian J. (2024), « Turkey : An Emerging Global Arms Exporter », *Growing Competitiveness and Strategic Recalibration of the Turkish Defence Industry*, Stiftung Wissenschaft und Politik, n°6, https://www.swp-berlin.org/10.18449/2024C06/

Baykar, « Bayraktar TB2 », https://baykartech.com/en/uav/bayraktar-tb2/

Bayraktar H. (2023), Twitter, https://x.com/haluk/status/1725844814548160994

« Benedleb » - compte Youtube, « Idleb, le massacre de Mastoumah », vidéo YouTube, https://www.youtube.com/watch?v=dPOfSIzyBAw

Becker H. (1967), « Whose side are we on ? », Social Problems, vol. 14, n°3, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/799147

Bedić Ž. & Novak M. & Šlaus M. & Vyroubal V. (2009), « The Harsh Life on the 15th Century Croatia-Ottoman Empire Military Border : Analyzing and Identifying the Reasons for the Massacre in Cepin », American Journal of Physical Anthropology, n°141, vol. 3, p. 358-372.

Ben Hounet Y. (2010), « La tribu comme champ social semi-autonome », L'Homme, n°194, Éditions EHESS, Open Edition [en ligne], http://journals.openedition.org/lhomme/22373

Biner Z. Ö. (2020), « States of dispossession », Violence and precarious Coexistence in Southeast Turkey, University of Pennsylvania Press.

Bogomolov A. (2016), « Injustice (*Ẓulm*) as the Cause of Revolution in the Discourse of the Egyptian Arab Spring: a Cognitive Semantics Analysis », The Oriental Studies, N°73-74, p. 63-103, https://skhodoznavstvo.org.ua/index.php/journal/article/view/99

Bouvier É. (2019), « La destruction par le feu des exploitations agricoles en Syrie et en Irak », Les clés du Moyen-Orient, https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-destruction-par-le-feu-des-exploitations-agricoles-en-Syrie-et-en-Irak.html

Bouvier É. (2020), « La crise hydrique en Syrie », *Un vecteur croissant de conflits, actuels comme futurs*, Les clés du Moyen-Orient, https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-crise-hydrique-en-Syrie-un-vecteur-croissant-de-conflits-actuels-comme.html

Borger J. & McKernan B. (2019), « Trump's shock Syria retreat reverberates as Turkish troops mass », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2019/oct/07/us-withdrawal-from-syria-leaves-fate-of-isis-fighters-and-families-in-detention-uncertain

Borsari F. (2025), « The Evolution of the SDF's Drone Operations », *Tactical Refinement in Modern Non-State Warfare*, Militant Wire, https://www.militantwire.com/p/the-evolution-of-the-sdfs-drone-operations

Borshchevskaya A. (2024), « Did Assad's Fall in Syria Really Weaken Russia ? », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/did-assads-fall-syria-really-weaken-russia

Boudou B. (2012), « Éléments pour une anthropologie politique de l'hospitalité », Revue du MAUSS, n°40, p.267-284, La Découverte, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2012-2-page-267?lang=fr

Boursier J.-Y. (2001), « Le monument, la commémoration et l'écriture de l'Histoire », Socio-anthropologie, n°9, OpenEditions Journal, https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/3?lang=en

Bozarslan H. (2003), « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », Critique Internationale, vol. 4, n°21, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2003-4-page-93?lang=fr

Bozkurt A. (2021), « Erdoğan's family venture brought back the man who set up illicit Kurdish, ISIS oil scheme », Nordic Monitor, https://nordicmonitor.com/2021/03/erdogans-family-venture-brought-back-the-man-who-allegedly-set-up-kurdish-isis-oil-scheme/

BP statistics (2019), « BP Review of World Energy », https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2019-full-report.pdf

Braumoeller B. F. (2019), « Only the Dead », *The persistence of War in the Modern Age*, Oxford University Press.

Braverman A. & Campa K. & Reddy R. & Moorman C. & Rezaei B. & Kishore S. & Wells K. & Parry A. & Warren C. & Carter B. (2025), « Iran Update, April 11, 2025 », Institute for the Study of War, https://understandingwar.org/backgrounder/iran-update-april-11-2025

Broudehoux A.-M. & Cheli G. (2021), « Panser les blessures en soignant la mémoire », *Stratégies de mise en espace des lieux de mémoire d'atrocités*, Sciences du Design, n°14, Cairn.info, https://shs.cairn.info/revue-sciences-du-design-2021-2-page-14?lang=fr

Bryant R. & Reeves M. (éd.) (2021), « The Everyday Lives of Sovereignity », Cornell University Press.

Reeves M., « Signs of Sovereignity », *Mapping and Countermapping at an « unwritten » border*, p. 217-239.

Dzenovska D. (2021), « Existential Sovereignity », *Latvian People, Their State, and the Problem of Mobility »*, p. 154-174.

Buckner E., Khatib L. (2014), « The Martyrs Revolutions », *The Role of Martyrs in the Arab Sping*, British Journal of Middle Eastern Studies, vol. 41, n°4, p. 368-384.

Cafarella J. & Dunford J. & Land M. & Wallace B. (2020), « Turkey commits to Idleb », Institute for the Study of the War [en ligne], https://www.understandingwar.org/backgrounder/turkey-commits-idlib

Calarco M. & De Caroli S. (2007), « Giorgio Agamben : Sovereignty and Life », Stanford, Stanford University Press.

Laclau E., « Bare Life or Social Indeterminacy? », p. 11–22.

Calcara A. & Gilli A. & Gilli M. & Marchetti R. & Zaccagnini I. (2022), « Why Drones Have Not Revolutionized War », *The Enduring Hider-Finder Competition in Air Warfare*, International Security, n°46, vol. 4, p. 130-171, https://direct.mit.edu/isec/article/46/4/130/111172/Why-Drones-Have-Not-Revolutionized-War-The

Candau J. (2005), « Anthropologie de la mémoire », Armand Colin.

Candau J. (2011), « La métamémoire ou la mise en récit d'une mémoire partagée », Conférence à l'Université Catholique de Louvain, https://www.uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iacchos/laap/joel-candau-la-metamemoire

Cartwright M. (2018), « Battle of Manzikert », World History Encyclopedia, https://www.worldhistory.org/article/1189/battle-of-manzikert/

Casier M. (2011), « Beyond Kurdistan ? The Mesopotamia Social Forum and the appropriation and re-imagination of Mesopotamia by the Kurdish movement », Journal of Balkan and Near Eastern Studies, vol.13, n°4, 417-432.

Ceasefire & YASA (2020), « Cultivating Chaos : Afrin after Operation Olive Branch », https://www.ceasefire.org/turkey-orchestrating-destruction-demographic-change-in-northern-syria-new-report/

Cengiz S. (2020), « Assessing the Astana Peace Process for Syria : Actors, Approaches, and Differences », Contemporary Review of the Middle East, vol. 7, n°2, p. 200-214.

Chamayou G. (2013), « Théorie du drone », La Fabrique.

Cite Becker J. & Shane S. (2012), « Secret "Kill List" Proves a Test of Obama's Principles and Will », New York Times.

Cite Dunlap C. J. (2007), « Air-Minded Considerations for Joint Counterinsurgency Doctrine », Air & Space Power Journal.
Cite Monahan T. & Wall T. (2011), « Surveillance and violence from afar : The politics of drones and liminal security-scapes », Theoretical Criminology, n°15, vol. 3.

Chehayeb K. (2021), « Water crisis plagues tens of thousands in northeast Syria: NGOs », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2021/10/19/water-crisis-plagues-tens-of-thousands-in-northeast-syria-ngos

Chulov M. (2020), « Deadly clash in Syria a vivid reminder of US troops' ill-defined mission », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2020/feb/13/syria-us-troops-mission-qamishli-quagmire

Cienski J. & Mackenzie L. & Posaner J. (2023), « In Ukraine war arms race, US stalls as Israel, Turkey and South Korea surge », Politico, https://www.politico.eu/article/israel-turkey-and-south-korea-big-winners-in-the-ukraine-war-arms-race/

Cimino M. (2015), « Une mobilité transfrontalière sous contrôle ? Le cas turco-syrien en temps de guerre 2011-2015 », L'espace politique [en ligne], vol.27, n°3, https://journals.openedition.org/espacepolitique/3613

Cite Makaremi C. (2008), « Pénalisation de la circulation et reconfigurations de la frontière : le maintien des étrangers en « zone d'attente » », Cultures et Conflits [en ligne], n°71, p.55-73, https://doi.org/10.4000/conflits.16133

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (2014), « Syrie : information sur le service militaire obligatoire, y compris l'âge de recrutement et la durée du service; les circonstances dans lesquelles une personne doit prouver qu'elle a satisfait à ses obligations militaires; information indiquant si le gouvernement peut rappeler les personnes qui ont déjà fait le service militaire obligatoire; information sur les peines pour les réfractaires (2008-juillet 2014) », Refworld [en ligne], SYR104921.E, https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=540422b04

Conflict Armament Research (2016), « Tracing the supply of components used in islamic state IEDs », *Evidence from a 20-month investigation in Iraq and Syria*, https://www.conflictarm.com/wp-content/uploads/2016/02/Tracing_The_Supply_of_Components_Used_in_Islamic_State_IEDs.pdf

Conseil Démocratique Syrien (2025), Publication sur Twitter, https://x.com/SDCPressT/status/1900460888781439061

Constitution syrienne, « Constitutional Declaration of the Syrian Arab Republic », Traduction non-officielle, https://constitutionnet.org/sites/default/files/2025-03/2025.03.13%20-%20Constitutional%20declaration%20%28English%29.pdf?ref=syriaaccountability.org

Convention (1907), « Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe : Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. La Haye, 18 octobre 1907. », Deuxième Conférence internationale de la Paix, Vol. 1, p. 626-637, https://www.legal-tools.org/doc/970398/pdf

Costa L. (2019), « Language and ethnography : a reply to Allard », Journal de la Société des américanistes, vol. 105, n°1, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/26709924

Cotte J. (2018), « L'humour : de l'oubli de notre fragilité commune à l'éthique », Frontières, vol. 30, n°1, Érudit, https://id.erudit.org/iderudit/1049460ar

Cumhuriyet, « Cizre'de bodrumda mahsur kalan Derya Koç : Yaralıları benzin döküp yaktılar », https://www.cumhuriyet.com.tr/video/cizrede-bodrumda-mahsur-kalan-derya-koc-yaralilari-benzin-dokup-yaktilar-478893

Daher-Nashif S. (2020), « Colonial management of death », *To be or not to be dead in Palestine*, Current Sociology, vol. 69, n°7, 945-962. https://doi.org/10.1177/0011392120948923

Danforth N. (2022), « A New History for a New Turkey: What a 12th-grade textbook has to say about Turkey's future », ELIAMEP (Hellenic Fondation for European and Foreign Policy), https://www.eliamep.gr/en/publication/%CE%BC%CE%B9%CE%B1-%CE%BD%CE%AD%CE%B1-%CE%B9%CF%83%CF%84%CE%BF%CF%81%CE%AF%CE%B1-%CE%B3%CE%B9%CE%B1-%CE%BC%CE%B9%CE%B1-%CE%BD%CE%AD%CE%B1-%CF%84%CE%BF%CF%85%CF%81%CE%BA%CE%AF%CE%B1-%CE%B4%CE%B9%CE%B4/#_ftn16

Danish Refugee Council & Danish Immigration Service (2007), « Syria: Kurds, Honour-killings and Illegal Departure », Report from a fact finding mission to Damascus, n°5, https://www.refworld.org/reference/factfinding/dis/2007/en/47160

De Châtel F. (2014), « The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising », *Untangling the Triggers of the Revolution*, Middle Eastern Studies, Vol. 50, N°4, p. 521-535, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/24583514

De Courtois S. (2015), « Regards croisés sur le patrimoine culturel des communautés syriaques de Turquie », Anatoli, n°6, p. 139-154, CNRS Éditions, https://journals.openedition.org/anatoli/296

Dee S. & Lucas R. (2024), « Crowning Achievement? Kaan and the Turkish Defense Industry », War on the Rocks, https://warontherocks.com/2024/05/crowning-achievement-kaan-and-turkeys-defense-industrial-achievements/

Defensemirror.com bureau (2024), « Syrian Democratic Forces Claim Downing Turkish Bayraktar TB2 Drone », *Turkish military buildup near Kobani raises fears of large-scale incursion*, Defense Mirror, https://www.defensemirror.com/news/38423/Syrian_Democratic_Forces_Claim_Downing_Turkish_Bayraktar_TB2_Drone

Delage P. (2017), « De l'obstacle méthodologique au levier analytique. Retour sur une comparaison asymétrique », SociologieS [en ligne], La recherche en actes, Penser les ratés de terrain, https://journals.openedition.org/sociologies/6083

Delanoë I. (2025), « Trump, Syria, Lukashenko : What Strategy for Russia ? », Institut de Relations Internationales et Stratégiques, https://www.iris-france.org/en/trump-syrie-loukachenko-quelle-strategie-pour-la-russie/

Demiryol T. & Soyaltin-Colella D. (2023), « Unusual middle power activism and regime survival : Turkey's drone warfare and its regime-boosting effects », Third World Quarterly, vol. 44, n°4, p. 724-743, Taylor & Francis, https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2022.2158080#d1e183

Deutscher Bundestag - Wissenschaftliche Dienste (2021), « Zum Drohneneinsatz im Krieg um Bergkarabach im Jahre 2020 », WD 2 - 3000 - 113/20, https://www.bundestag.de/resource/blob/825428/5b868defc837911f17628d716e7e1e1d/WD-2-113-20-pdf-data.pdf

Devron J. & Haenni P. (2021), « How Global Jihad Relocalises and Where it Leads », *The Case of HTS, the Former AQ Franchise in Syria*, European University Institute, https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/69795/RSC%202021_08-EN.pdf

Directeur de la communication de la République de Turquie (2020), « Kızıl Elma », https://www.youtube.com/watch?v=lTQ-KD-RMiA

Djokic K. & George M. & Hussain Z. & Wezeman P. & Wezeman S. (2024), « Trends in International Arms Transfers », Stockholm International Peace Research Institute, https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-03/fs_2403_at_2023.pdf

Dorraj M. (1997), « Symbolic and Utilitarian Political Value of a Tradition », Martyrdom in the Iranian Political Culture, The Review of Politics, vol. 59, n°3, Cambridge University Press, p. 489-521.

Cite Geertz C. (1973), « The Interpretation of Cultures », New York, Basic Books.

Doswald-Beck L. & Henckaerts J.-M. (2005), « Customary International Humanitarian Law », *Volume I : Rules*, International Committee of the Red Cross, Cambridge University Press.

Drwish S. M. (2018), « Turkey's Operation Olive Branch Treathens to Worsen Arab-Kurdish Relations », Atlantic Council, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/turkey-s-operation-olive-branch-threatens-to-worsen-arab-kurdish-relations/

Duclert V. (2002), « Archives orales et recherches contemporaines », *Une histoire en cours*, Sociétés et Représentations, vol.1, n°13, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-societes-et-representations-2002-1-page-69?lang=fr

Duguit C. (2020), « Le Nizam-i'Alem. La vision du monde universaliste de l'Empire ottoman », Les clés du Moyen-Orient, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Nizam-i-Alem-La-vision-du-monde-universaliste-de-l-Empire-ottoman-1-2.html

Dukhan H. (2014), « Tribes and tribalism in the Syrian uprising », Syria Studies, vol. 6, n°2, https://ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/article/view/897

Dukhan H. (2023), « The ISIS Massacre of the Sheitat Tribe in Der ez-Zor, August 2014 », Journal of Genocide Research, vol. 25, n°1, https://doi.org/10.1080/14623528.2021.1979912

Cite Lacher W. (2020), « Libya's Fragmentation : Structure and Process in Violent Conflict », London, I. B. Tauris.

Duman Y. (2017), « Peace building in a Conflict Setting : Peace and Reconciliation Committees in De Facto Rojava Autonomy in Syria », Journal of Peacebuilding & Development, vol. 12, n°1, p.85-90, https://doi.org/10.1080/15423166.2017.1285245

Enab Baladi (2024), « Ceasefire Agreement Between SDF and Turkey Collapses », The Syrian Observer, https://syrianobserver.com/foreign-actors/ceasefire-agreement-between-sdf-and-turkey-collapses.html

Enab Baladi (2024), « Shutdown of al-Suwaydiya plant pushes residents in northeast Syria towards gas alternatives », https://english.enabbaladi.net/archives/2024/01/shutdown-of-al-suwaydiya-plant-pushes-residents-in-northeast-syria-towards-gas-alternatives/

Egeli S. & Güvenç S. & Kurç Ç. & Mevlütoğlu A. (2024), « From Client to Competitor : The Rise of Turkiye's Defence Industry », The International Institute for Strategic Studies, https://www.iiss.org/research-paper/2024/05/from-client-to-competitor-the-rise-of-turkiyes-defence-industry/

Ergene O. (2014), « The Comparison of the Turkish Dictionaries in terms of the Source Language for the Loan Words and their Original Orthography », Journal of Turkish studies, vol. 9, n°3, p. 647-674.

Esin A. & Altundağ M. Y. (2024), « Techno-nationalist rethoric consolidates Erdoğan's power in Turkey », The Loop (European Consortium for Political Research, ECPR), https://theloop.ecpr.eu/techno-nationalist-rhetoric-consolidates-erdogans-power-in-turkey/

Espinoza M. (2018), « State terrorism : orientalism and the drone programme », Critical Studies on Terrorism, vol. 11, n°2, p. 376-393.

Evangelista M. & Shue H. (dir.) (2014), « The American Way of Bombing », *Changing Ethical and Legal Norms, from Flying Fortresses to Drones*, Cornell University Press.

Gusterson H., « Towards an Anthropology of Drones », *Remaking Space, Time and Valor in Combat*, p. 191-206.

Fassin D. & Pandolfi M. (dir.) (2010), « Contemporary states of emergency », The Politics of Military and Humanitarian Interventions, Zone Books.

Fassin D. & Pandolfi M., « Introduction : Military and Humanitarian Government in the Age of Intervention », p. 5-18.
Cite Agamben G. (2005), « State of Exception », Chicago, University of Chicago Press.

Fatah K. (2019), « Children Born of ISIS Violence Stuck in Religious and Legal Limbo », Navanti, https://navantigroup.com/iraq/2019-7-10-a-generation-without-identity/

Favre P. (2005), « Naissance de la Science Politique », Fayard (1ère éd. 1989).

Favret Saada J. (1977), « Les mots, la mort, les sorts », *La Sorcellerie dans le bocage*, Paris, Gallimard.

Fevzi Ö. (1909), « Muhafaza-i Asayişe Memur Zabitanın Vezaifi », *Usûl-i Takib-i Eşkıya ve Çete Muharebeleri*, İstanbul, Matbaa-i İkbal.

Fevzi Ö. (1909), « Osmanlı Gayrinizami Harp Doktrini », Eşkıya Takibi ve Çete Muharebeleri Talimnamesi (1909) » *édité par* Güneş A. (2016), Dergâh.

Flusin B. (2018), « La civilisation byzantine », Presses Universitaires de France.

France 24 (2004), « Kobané, l'EI massacre plus d'une centaine de civils », https://www.france24.com/fr/20150626-syrie-kobane-offensive-ei-organisation-etat-islamique-massacre-civils

Frantzman S. (2023), « La guerre des Drones », *L'incroyable révolution technologique qui a totalement bouleversé les combats sur terre, air et mer*, Le Jardin des Livres.

Freitag U., Fuccaro N. & Ghrawi C. & Lafi N. (2015), « Urban Violence in the Middle East », *Changing Cityscapes in the Transition from Empire to Nation State*, Berghahn, New York.

Ghrawi C. & Masjedi F. & Fuccaro N. & Freitag U., « Introduction », p. 1–25.

Frontex (2018), « Frontex begins testing unmanned aircraft for border surveillance », https://www.frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/frontex-begins-testing-unmanned-aircraft-for-border-surveillance-zSQ26A

Galtung J. (1969), « Violence, Peace, and Peace Research », Journal of Peace Research, vol. 6, N°3, p.167-191.

Gaveriaux L. M. (2016), « La silencieuse destruction des villes kurdes en Turquie », Orient XXI, https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/la-silencieuse-destruction-des-villes-kurdes-en-turquie,1277

Ghaderi S. M. (2002), « Le tracé de la frontière entre la Syrie et la Turquie (1921-1929) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 207, n°3, p. 125-138.

Giddens A. (1979), « Central Problems in Social Theory: Action, Structure and Contradiction in Social Analysis », Berkeley, University of California Press, *cité par* Jongerden J., *op cit.*

Goupy M. (2018), « Le non-droit, l'état d'exception et l'incertitude juridique comme outils de domination politique », Astérion, vol. 19, https://journals.openedition.org/asterion/3683

Godelier M. (2015), « L'imaginé, l'imaginaire et le symbolique », Paris, Éditions CNRS.

Goodwin G. (2006), « The Janissaries », Saqi Books.

Gordy K. (2015), « Living Ideology in Cuba », *Socialism in Principle and Practice*, University of Michigan Press.

Gökalp A. (2012), « Turquie : tous les chemins mènent à Istanbul », Anatoli, vol. 3, https://journals.openedition.org/anatoli/418

Graae A. I. (2019), « The Cruel Drone : Imagining Drone Warfare in Art, Culture, and Politics », Syddansk Universitet, Institut for Kulturvidenskaber, https://findresearcher.sdu.dk/ws/portalfiles/portal/173398195/Graae_PhD_Diss_The_Cruel_Drone.pdf

Gregory D. (2014), « Drone Geographies », Radical Philosophy, n°183, vol. 3, p. 15, https://www.radicalphilosophy.com/article/drone-geographies

Gusterson H. (2019), « Drone Warfare in Waziristan », Current Anthropology, vol. 60, n°19, The University of Chicago Press Journals, https://www.journals.uchicago.edu/doi/full/10.1086/701022

Cite Rohde D. & Mulvihill K. (2010), « A Rope and a Prayer », *A kidnapping from two sides*, Viking.

Cite Klaidman D. (2012), « Kill or capture : the War on Terror and the soul of the American Presidency », New York, Houghton Mifflin Harcourt.

Gramer R. (2016), « Latest Wikileaks Dump Sheds New Light on Erdogan's Power In Turkey », Foreign Policy, https://foreignpolicy.com/2016/12/07/latest-wikileaks-dump-sheds-light-erdogan-turkey-berat-albayrak-redhack-hackers-oil/

Grosjean O. (2006), « Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan », Cultures et Conflits [en ligne], vol. 63, p. 101-112, http://journals.openedition.org/conflits/2108

Guyon A. (2022), « Les tirailleurs sénégalais », *De l'indigène au soldat, de 1857 à nos jours*, Perrin, Ministère des Armées.

Hakobyan A. & Mollica M. (2021), « Syrian Armenians and the Turkish Factor », *Kessab, Aleppo and Deri ez-Zor in the Syrian War*, Palgrave Mac Millan.

Cite Dadrian V. (1995), « History of the Armenian Genocide : Ethnic Conflict from the Balkans to Anatolia to the Caucasus », Oxford, Berghahn Books.

Hassan H. (2017), « The Battle for Raqqa and the Challenges after Liberation », Combating Terrorism Center, vol. 10, n°6, https://ctc.westpoint.edu/the-battle-for-raqqa-and-the-challenges-after-liberation/

Haman S. (2020), « *Madrasa* et réislamisation au Cameroun septentrional », *Anthropologie politique d'une instance de changement social*, Thèse de doctorat, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.

Hashemi N. & Postel D. (2017), « Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East », Oxford University Press.

Hilu Pinto P., « The Shattered Nation. The Sectarianization of the Syrian Conflict », p123-142.

Hasan H. (2019), « A Hollow Victory over the Islamic State in Syria ? The High Risk of Jihadi Revival in Deir ez-Zor's Euphrates River Valley », vol. 12, n°2, https://ctc.westpoint.edu/hollow-victory-islamic-state-syria-high-risk-jihadi-revival-deir-ez-zors-euphrates-river-valley/

Hassan H. & Weiss M. (2024), « The Backstory Behind the Fall of Aleppo », New Lines Magazine, https://newlinesmag.com/reportage/the-backstory-behind-the-fall-of-aleppo/

Hermez S. (2017), « War is coming », *Between Past and Future Violence in Lebanon*, University of Pennsylvania Press.

Hilgers M. (2007), « Les conflits autour de l'histoire de Koudougou (Burkina Faso) », Cahiers d'études africaines, vol.1, n°186, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2007-2-page-313?lang=fr

Hilldenbrand C. (2022), « Islam and the Crusades », *Collected Papers*, Edinburgh University Press.

Hippler T. (2014), « Le gouvernement du ciel », Histoire globale des bombardements aériens, Les Prairies ordinaires.

Hoffman S. (2023), « Shahba Gathering : is HTS organizing its own militia in north Aleppo ? », https://npasyria.com/en/97257/

Holmes A. A. (2019), "SDF's Arab majority rank Turkey as the biggest threat to NE Syria", Wilson Center [en ligne], Washington DC, https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/sdf_arab_majority_rank_turkey_as_biggest_threat.pdf

Holmes A. A. (2020), « Arabs Across Syria Join the Kurdish-Led Syrian Democratic Forces », Middle East Research and Information Project, n°295, https://merip.org/2020/07/arabs-across-syria-join-the-kurdish-led-syrian-democratic-forces/

Holtz M. (2023), « Examining Extremism : Hayat Tahrir al-Sham (HTS) », Center for Strategic and International Studies, https://www.csis.org/blogs/examining-extremism/examining-extremism-hayat-tahrir-al-sham-hts

Human Rights Council (2016), « « They came to destroy » : ISIS Crimes Against the Yazidis », A/HRC/32/CRP.2, https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A_HRC_32_CRP.2_en.pdf

Human Rights Watch (2020), « Azerbaijan: Attack on Church Possible War Crime », https://www.hrw.org/news/2020/12/16/azerbaijan-attack-church-possible-war-crime

Human Rights Watch (2021), « Illegal Transfers of Syrians to Turkey », https://www.hrw.org/news/2021/02/03/illegal-transfers-syrians-turkey

Human Rights Watch (2022), « Syrie : Les parties au conflit aggravent l'épidémie de choléra », https://www.hrw.org/fr/news/2022/11/07/syrie-les-parties-au-conflit-aggravent-lepidemie-de-cholera

Hussain N. (2013), « The Sound of Terror », *The phenomenology of a drone strike*, Boston Review, https://www.bostonreview.net/articles/hussain-drone-phenomenology/

Hürriyet Daily News (2014), « Turkey opposition accuses govt of protecting ISIS militants », *publié en français par* France 24, https://www.france24.com/en/20140617-hurriyet-turkey-government-protecting-isis-militants-photo

Ihsan M. (2017), « Nation Building in Kurdistan », *Memory, Genocide and Human Rights*. New York, Routledge, *cité par* Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*

Illingworth A. (2018) , « Assad, Iran support Kurdish forces against Turkey in Syria's Afrin with key weapon systems – reports », Al-Masdar News, *archivé en 2020*, https://web.archive.org/web/20200811140124/https://www.almasdarnews.com/article/assad-iran-support-kurdish-forces-turkey-syrias-afrin-key-weapon-systems-reports/

Internal Displacement Monitoring Center (2024), « Syrian Arab Republic », https://www.internal-displacement.org/countries/syria/

International Crisis Group (2017), « Fighting ISIS : The Road to and beyond Raqqa », Crisis Group Middle East Briefing N°5, https://www.refworld.org/reference/countryrep/icg/2017/en/116540

International Crisis Group (2023), « Türkiye's Growing Drone Exports », https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkiye/turkiyes-growing-drone-exports

Ismail A. & Masri L. (2023), « Western firms have supplied critical components for Turkish drones », Reuters, https://www.reuters.com/world/western-firms-have-supplied-critical-components-turkish-drones-2023-10-10/

Ismail S. (2018), « The Rule of Violence », *Subjectivity, Memory and Government in Syria*, Cambridge University Press.

Jabri V. (2007), « War and the Transformation of Global Politics », Palgrave MacMillan.

Jansen S. & Löfving S. (ed.) (2009), « Struggles for home », *Violence, hope and the movement of people*, Berghahnbooks.

Barrett M., « The social significance of crossing state borders », *Home, mobility and life paths in the Angolan-Zambian borderland*, p. 85-107.

Jawad N. (2013), « Democracy in Modern Islamic Thought », British journal Of Middle Eastern Studies, vol.40, N°3, pp. 324-339, https://www.jstor.org/stable/23525769

Jongerden J. (2016), « Making sense : research as active engagement », Kurdish Studies, vol. 4, n°1, p. 94-104, https://kurdishstudies.net/journal/ks/article/view/408/401

Jongerden J. & Verheij J., (2012) « Social Relations in Ottoman Diyarbekir, 1870-1915 », BRILL, Leiden, Boston.

Joscelyn T. (2017), « Pro-al-Qaeda ideologue criticises joint bombings by Russia and Turkey in Syria », The Long War Journal [en ligne], https://www.longwarjournal.org/archives/2017/01/pro-al-qaeda-ideologue-criticizes-joint-bombings-by-russia-and-turkey.php

Kabalan M. (2019), « How Turkey's 'Peace Spring' changed the dynamics of Syria's war », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/opinions/2019/10/14/how-turkeys-peace-spring-changed-the-dynamics-of-syrias-war

Kaso K & Mandoo F. (2021), « Yazidis' Position on Armenian Genocide in 1915-1918 », Eagle's Watch Foundation, ResearchGate, https://www.researchgate.net/publication/352764063_Yazidis_Position_on_Armenian_Genocide_in_1915-1918

Kenez L. (2024), « Erdoğan's son-in-law, manufacturer of military drones, joins billionaires list », Nordic Monitor, https://nordicmonitor.com/2024/04/erdogans-son-in-law-manufacturer-of-military-drones-joins-billionaires-list/

Khalidi A. (2018), « Erdogan invokes pan-Turkic myth of conquest as army attacks Kurdish Afrin », Kurdistan24, https://www.kurdistan24.net/public/en/story/14350-Erdogan-invokes-pan-Turkic-myth-of-conquest-as-army-attacks-Kurdish-Afrin

Khatib L. & Sinjab L. (2018), « Syria's Transactional State », *How the Conflict Changed the Syrian State's Exercise of Power*, Chatham House.

Khosravi S. (2017), « Precarious Lives », *Waiting and Hope in Iran*, University of Pennsylvania Press.

Ayuero J. (2011), « Patients of the State : An Ethnographic Account of Poor People's Waiting », Latin American Research Review, vol. 46, n°1.
Lefebvre H. (2003), « The urban revolution », Mineapolis, University of Minnesota Press.

Kiprovska M. & Schmitt O. J. (2022), « Ottoman Raiders (*Akıncı*s) as a Driving Force of Early Ottoman Conquest of the Balkans and the Slavery-Based Economy », Journal of the Economic and Social History of the Orient, n°65.

Kelly M. G. E. (2015), « Biopolitical Imperialism », Zero Books.

Konê Reş (2011), *Beriya Mêrdînê û Qaçaxî*, [en ligne], https://www.newroz.com/en/users/kone-res

Kronika24.pl (2022), « Bayraktar - Ukrainian War Song », https://www.youtube.com/watch?v=S3FGWPMjl6M

Kurda D. (2025), « SDF says Ocalan's call for PKK disarmament, dissolution does not apply to them », Rudaw https://www.rudaw.net/english/middleeast/270220252

Lange K. (2015), « "Bedouin" and "Shawaya" : The Performative Constitution of Tribal Identities in Syria during the French Mandate and Today », Journal of the Economic and Social History of the Orient, vol. 58, N°1/2, Brill, p. 200-235, https://www.jstor.org/stable/43919241

Langloit P. (2023), « Drones tactiques : le triomphe du Bayraktar », DSI hors-série, n°87, Aerion24 news, https://www.areion24.news/2023/05/16/drones-tactiques-le-triomphe-du-bayraktar/2/

Laplantine F. (2020), « Penser l'intime », Paris, Éditions CNRS.

Laurent P.-J. (2007), « L'offre de guérison des Assemblées de Dieu du Burkina Faso », *Un bricolage en train de se faire entre la société mythique et la modernité globalisée*, Ethnographiques.org, n°14, https://www.ethnographiques.org/2007/Laurent

Le Breton D. (2010), « Éclats de rire : fragments d'une anthropologie du rieur », Revue des Sciences Sociales, n°43, Persée, https://www.persee.fr/doc/revss_1623-6572_2010_num_43_1_1268

Levitt M. (2021), « The Role of the Islamic State in the Assad Regime's Strategy for Regime Survival : How and Why the Assad Regime Supported the Islamic State », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/role-islamic-state-assad-regimes-strategy-survival

Lêlûn & Syrians for Truth and Justice (2023), « Curricula in Afrin : Between « Turkification » and Restrictions on the Kurdish Language », https://stj-sy.org/en/curricula-in-afrin-between-turkification-and-restrictions-on-the-kurdish-language/

MacDonald A. (2025), « Syria reveals new religiously diverse interim government », Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/syria-reveals-new-religiously-diverse-interim-government

Mackenzie J. & Al-Khalidi S. (2024), « Israel says its air strikes destroyed most of Syria's strategic weapons stockpiles », Reuters, https://www.reuters.com/world/middle-east/israeli-incursion-into-syria-reaches-25-km-southwest-damascus-security-sources-2024-12-10/

MacLoughlin P. (2025), « On the frontlines of Israel's new war on Syria », The New Arab, https://www.newarab.com/analysis/frontlines-israels-new-war-syria

MacLoughlin P. (2025), « The Sheikh Al-Aql : How Suweida's kingmakers could decide Syria's future », The New Arab, https://www.newarab.com/analysis/sheikh-al-aql-suweidas-kingmakers-could-decide-syrias-future

Maginot C. (2015), « Untranslatable Text : Myth, Reality, or Something else ? », The ATA Chronicle, https://www.ata-chronicle.online/wp-content/uploads/4405_19_maginot.pdf

Majidyar A. (2018), « Report claims Iran deploys military personnel to Afrin to counter Turkish offensive », Middle East Institute, https://www.mei.edu/publications/report-claims-iran-deploys-military-personnel-afrin-counter-turkish-offensive

Makaremi C. (2016), « États d'urgence ethnographiques », *Approches empiriques de la violence politique*, Cultures et Conflits, n°103-104, p. 16, Cairn.info, https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2016-3-page-15.htm

Mansourian A. (2020), « Usage du phosphore blanc au Rojava : Rapport médical », Conférence de presse, Fondation Institut Kurde de Paris, https://www.institutkurde.org/info/quot-usage-de-phosphore-blanc-au-rojava-quot-rapport-medical-1232551767

Margold J. A. (1999), « From 'Cultures of Fear and Terror' to the Normalization of Violence », *An Ethnographic Case*, Critique of Anthropology, vol. 19, n°1.

> *Cite* Feldman, « Ethnographic States of Emergency », *in* Nordstrom C., Robben A. C. G. M. (éd.) (1996), « Fieldwork under Fire », *Contemporary Studies of Violence and Survival*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London.

Martin S. (2021), « François Laplantine, Penser l'intime », Lectures [en ligne], Les compte rendus, https://doi.org/10.4000/lectures.44742

Markowitz F. (2011), « Tense and Tension in Long-Term Fieldwork: How Postwar Is Postwar Sarajevo ? », Anthropology and Humanism, vol. 36, n°1, p. 66-77, AntroSource, https://anthrosource.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1548-1409.2011.01080.x

> *Cite* Burawoy M. & Verdery K. (1999), « Introduction », *in* Burawoy M. & Verdery K. (éd.), « Uncertain Transitions : Ethnographies of Change in the Post-socialist World », Lanham, MD: Rowman and Littlefield, p. 1-17.

Marszewski M., Chudziak M. (2018), « The Turkish military operation in Afrin, northern Syria », Center for Eastern Studies, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2018-01-24/turkish-military-operation-afrin-northern-syria

Mauss M. (2021), « Essai sur le don », *Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Flammarion, 1ère éd. 1925.

Mazlumder Conflict Investigation and Resolution Group (2016), « Cizre investigation and monitoring report on developments during the round-the-clock curfew imposed on the town between december 14, 2015 and march 2, 2016 », https://www.mazlumder.org/fotograf/yayinresimleri/dokuman/MAZLUMDER_CIZRE_REPORT_20162.pdf

Mazzocchetti J. & Hilgers M. (2006), « L'après-Zongo : Entre ouverture démocratique et fermeture des possibles », Politique Africaine, Karthala, vol. 1, n°101, p. 5-18, Cairn.info [en ligne], https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2006-1-page-5?lang=fr

Mazzocchetti J. & Piccoli E. (2016), « Défis méthodologiques, éthiques et émotionnels d'une ethnographie de l'intime, des silences et des situations de violence », Parcours anthropologiques, vol. 11, http://pa.revues.org/471

Mehchy Z. (2019), « The Syrian Pound Signals Economic Deterioration », Chatham House [en ligne], https://www.chathamhouse.org/2019/09/syrian-pound-signals-economic-deterioration

Mbembe A. (2016), « Politiques de l'inimitié », Paris, La Découverte.

Mesthrie R. (éd.) (2011), « The Cambridge Handbook of Sociolinguistics », Cambridge University Press, https://www.cambridge.org/core/books/cambridge-handbook-of-sociolinguistics/multilingualism/5B42AF38BD6783235862316638FBC7F8

Deumert A., « Multilingualism », p. 261-282.
Duranti A. « Linguistic anthropology : the study of language as a non-neutral medium », p. 29-46.

Middle East Eye (2024), « Jolani : Syria too 'exhausted' to enter new conflicts », https://www.middleeasteye.net/live-blog/live-blog-update/jolani-syria-too-exhausted-enter-new-conflicts

Mignolo W. (2013), « Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique », Mouvements, vol. 73, n°1, p. 181-190, https://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-1-page-181.htm

Ministère des Affaires Étrangères - République de Turquie, « Relations between Türkiye–Syria », https://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkiye%E2%80%93syria.en.mfa

Mohammed D. (2025), « SDF's Drone Warfare: A Tactical Shift in Syria's Ongoing Conflict », Kurdistan 24, https://www.kurdistan24.net/en/story/826235/sdfs-drone-warfare-a-tactical-shift-in-syrias-ongoing-conflict

Mohia N. (2014), « Le récit de vie : une approche anthropologique heuristique ? », L'autre, vol.1, n°2, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-l-autre-2000-2-page-259?lang=fr&tab=texte-integral

Monroy M. (2021), « Missiles and sensors: German technology for the Turkish drone war », digit.site36, https://digit.site36.net/2021/10/08/missiles-and-sensors-german-technology-for-the-turkish-drone-war/

Muir J. (2011), « Syria unrest: Hamza al-Khatib a symbol of uprising », BBC News, https://www.bbc.com/news/world-middle-east-13621449

Müller B. (2006), « Archives orales et entretiens ethnographiques », *Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller*, Genèses, n°62, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-geneses-2006-1-page-93?lang=fr

Mwambari D. (2019), « Local Positionality in the Production of Knowledge in Northern Uganda », International Journal of Qualitative Methods, vol. 18, p. 1-12.

Naser Z. (2023), « Death From the Skies », The Role of Visual Technology in Drone Politics, Research Centre in International Relations, https://kclrcir.org/2023/09/15/death-from-the-skies-the-role-of-visual-technology-in-drone-politics/

Nations-Unies (1977), « Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) », Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire

applicable dans les conflits armés, https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/protocol-additional-geneva-conventions-12-august-1949-and

Nations-Unies (1980), « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (avec Protocoles I, II et III). Genève, 10 octobre 1980. », Recueil des Traités, vol. 1342, p. 137, https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?chapter=26&clang=_fr&mtdsg_no=XXVI-2&src=TREATY

Nations-Unies (1980), « Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III). Genève, 10 octobre 1980. », Comité International de la Croix-Rouge, https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/ccw-protocol-iii-1980/state-parties

Nazish K. (2016), « Cizre in ruins as Turkey lifts curfew on Kurdish towns », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2016/3/13/cizre-in-ruins-as-turkey-lifts-curfew-on-kurdish-towns

Nicolaus P. (2017), « Sex-Slavery : One Aspect of the Yezidi Genocide », Iran and the Caucasus, n°21, 196-229, https://brill.com/view/journals/ic/21/2/article-p196_5.xml

Noël J-C. (2013), « Occuper sans envahir : drones aériens et stratégie », *Politique étrangère*, n° 3, p. 105-117.

Nordstrom C. & Robben A. C. G. M. (éd.) (1996), « Fieldwork under Fire », *Contemporary Studies of Violence and Survival*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London.

Green L., « Living in a State of Fear », p. 105-127.

Nordstrom C. & Robben A. C. G. M., « The Anthropology and Ethnography of Violence and Sociopolitical Conflict », p. 1-23.
Cite Feldman A. (1991), « Formation of Violence : The Narrative of the Body and Political Terror in Northern Ireland », University of Chicago Press, Chicago.
Cite Spivak G. (1988), « Can the Subaltern Speak ? », Marxism and the Interpretation of Culture, University of Illinois Press, p. 271-313.

Swedenburg T., « With Genet in the Palestinian Field », p. 33-34.

Observatoire des drones (2024), « Industrie turque des drones », *Étude spécifique n°1*, consortium d'Affinis Défense et Eurocrise pour le Ministère des Armées (DGRIS).

OHCHR, « Persecution and Discrimination against Kurdish Citizens in Syria », *accès via* https://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/session12/SY/KIS-KurdsinSyria-eng.pdf

OPCW (2023), « Third Report by the OPCW Investigation and Identification Team Pursuant to Paragraph 10 of Decision C-SS-4/DEC.3 "Addressing the Threat from Chemical Weapons Use", Douma (Syrian Arab Republic) - 7 April 2018 », S/2125/2023, https://www.opcw.org/media-centre/news/2023/01/opcw-releases-third-report-investigation-and-identification-team

Öcalan A. (2004), « Manifeste pour une civilisation démocratique », *Volume III : Sociologie de la Liberté*, Éditions du Croquant.

Öktem K. (2008), « The Nation's Imprint : Demographic Engineering and the Change of Toponymes in Republican Turkey », European Journal of Turkish Studies, n°7, https://journals.openedition.org/ejts/2243

Özcan A. (2013), « Les derniers bandits kurdes de la Turquie moderne », *Analyse des soulèvements individuels « spontanés » kurdes ou le banditisme contre l'État-nation turc*, L'Homme & la Société, Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH), vol. 1-2, n°187-188.

Öztan R. H. & Yenan A. (*dir.*) (2021), « Age of Rogues », *Rebels, Revolutionaries and Racketeers at the Frontiers of Empires*, Edinburgh University Press.

Öztan R. H. & Yenan A., « Age of Rogues », *Transgressive Politics at the Frontiers of the Ottoman Empire*, p. 3-52.

Pandolfi M. (2008), « Théâtre de guerres », *Passions politiques et violences*, Anthropologie et Sociétés, vol.32, n°3, Érudit, https://www.erudit.org/fr/revues/as/2008-v32-n3-as2914/029718ar/

Park J. (2020), « Voices from War's Legacies : Reconciliation and Violence in Inter-Korean Family Reunions », Anthropology and Humanism, vol. 45, n°1, AnthroSource, https://anthrosource.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/anhu.12260

Pasquier O. (2019), « L'économie syrienne : bilan après 9 ans de guerre civile », BSI Economics, p. 2, https://www.bsi-economics.org/images/Eco-Syrienne%20-%20Bilan-%20guerre.pdf

Petchenik I. (2024), « Nearly 3 million people track Turkish UCAV SAR mission in Iran », FlightRadar24, https://www.flightradar24.com/blog/turkish-akinci-iran/

Pezeril C. (2008), « Place et intérêt de la photographie dans une étude anthropologique sur l'islam au Sénégal », ethnographiques.org, n°16, https://www.ethnographiques.org/2008/Pezeril

Pierret T. (2014), « Evolution and Outlook of the Syrian Crisis », Institut Europeu de la Mediterrània, https://www.iemed.org/publication/evolution-and-outlook-of-the-syrian-crisis/?lang=ca

Pinto P. G. & Dumovich L. (2021), « Introduction : Ritual Performance and Religious Identity », *Reshaping Traditions in Contemporary MENA and its Diasporas*, Anthropology of the Middle East, vol. 19, n°1.

Pisani E. (2015), « La Violence dans le Coran », La Croix, https://www.la-croix.com/Abonnes/Theologie/Les-autres-religions/La-violence-dans-le-Coran

Pring C. (2015), « Kurdistan Region of Iraq: Overview of corruption and anti-corruption », U4 Expert Answer n°7, Transparency International, https://www.u4.no/publications/kurdistan-region-of-iraq-overview-of-corruption-and-anti-corruption

Pursley S. (2015), « Lines Drawn on an Empty Map : Iraq's Borders and the Legend of the Artificial State », Jadaliyya, https://www.jadaliyya.com/Details/32153

Pusane O. K. (2020), « Turkish public diplomacy and operation peace spring », War on the Rocks, https://warontherocks.com/2020/01/turkish-public-diplomacy-and-operation-peace-spring/

Rachik H. (2000), « Les usages politiques des notions de tribu et de nation au Maroc », Identity, Culture and Politics, vol. 1, n°1.

Rachik H. (2016), « L'esprit du terrain », *Études anthropologiques au Maroc*, Centre Jacques-Berque, Open Edition [en ligne], https://books.openedition.org/cjb/752

Razek S. A., Wahed T. A. (2018), « Airstrikes Pound Syria's Afrin As Turkey Launches « Operation Olive Branch » », Asharq Al-Awsat, https://english.aawsat.com/home/article/1150136/airstrikes-pound-syrias-afrin-turkey-launches-operation-olive-branch

Refik Tekin (2016) *(vidéo filmée par)*, « Turkish Security Forces Open Fire on Kurds », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/video/2016/apr/28/turkish-security-forces-open-fire-on-kurds-video

Reuter C. (2014), « Escaping the Islamic State in Iraq », Der Spiegel, https://www.spiegel.de/international/world/pkk-assistance-for-yazidis-escaping-the-jihadists-of-the-islamic-state-a-986648.html

Reuters (2022), « Russia asks Turkey to refrain from full-scale Syria offensive », https://www.reuters.com/world/russia-asks-turkey-refrain-full-scale-syria-offensive-2022-11-23/

Reuters (2024), « Syrie : "Il a laissé ses partisans affronter leur propre destin", les proches de Bachar el-Assad racontent ses dernières heures à la tête du pays et sa fuite vers la Russie », L'indépendant, https://www.lindependant.fr/2024/12/14/syrie-il-a-laisse-ses-partisans-affronter-leur-propre-destin-les-proches-de-bachar-el-assad-racontent-ses-dernieres-heures-a-la-tete-du-pays-et-sa-12390165.php

Rey M. (2014), « Ce que révèle la bataille de Kobané », OrientXXI, https://orientxxi.info/magazine/ce-que-revele-la-bataille-de-kobane,0746

Robben A. C. G. M. (2010), « Iraq at a distance », *What Anthropologists Can Teach Us About the War*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Robben A. C. G. M., « Ethnographic Imagination at a Distance », *An Introduction to the Anthropological Study of the Iraq War,* p. 1-23.

Rodier A. (2016), « Syrie : Que se cache t'il derrière l'offensive sur Manbij ? », Centre Français de Recherche sur le Renseignement, https://cf2r.org/actualite/syrie-que-se-cache-til-derriere-loffensive-sur-manbij/

Rodziewicz A. (2018), « Milete min Êzîd », *The Uniqueness of the Yezidi Concept of the Nation*, Securitologia, vol. 27, n°1.

Rojava Information Center : Rojava Information Center (2019), « Beyond the Frontlines », *The building of the democratic system in North and East Syria*, https://rojavainformationcenter.org/2019/12/report-beyond-the-frontlines/

Rojava Information Center (2020), "The coronavirus in North and East Syria: briefing", [en ligne] https://rojavainformationcenter.com/2020/04/coronavirus-crisis-in-north-and-east-syria-briefing/

Rojava Information Center (2021), « The State of the occupation Q3 », Documenting rights abuses in the Turkish occupied regions of north and east Syria », https://rojavainformationcenter.com/2022/02/state-of-the-occupation-q3-uptick-in-rights-violations-increased-infighting-throughout-the-summer/

Rojava Information Center (2022), « The Rojava Revolution – A Decade On », https://rojavainformationcenter.org/2022/07/10-years-of-the-rojava-revolution-much-achieved-still-much-to-come/

Rojava Information Center (2022), « The Syrian National Army », *The Turkish Proxy militias of Northern Syria*, https://rojavainformationcenter.com/2022/07/the-syrian-national-army-the-turkish-proxy-militias-of-northern-syria/

Rojava Information Center (2023), « When jihadism learns to smile », *HTS' evolution and its current presence in north and north-western Syria*, https://rojavainformationcenter.com/2023/06/when-jihadism-learns-to-smile/

Rolandsen Ø. H. & Kjetil Selvik (2023), « Disposable rebels: US military assistance to insurgents in the Syrian war », Mediterranean Politics, vol. 29, n°4, p. 528 – 549, https://doi.org/10.1080/13629395.2023.2183664

> *Cite* Chivers C. J. & Schmitt E. (2013), « Arms airlift to Syria Rebels Expands, with Aid from C.I.A », The New York Times, https://www.nytimes.com/2013/03/25/world/middleeast/arms-airlift-to-syrian-rebels-expands-with-cia-aid.html
>
> *Cite* Schmitt E. (2012), « C.I.A. Said to Aid in Steering Arms to Syrian Opposition », The New York Times, https://www.nytimes.com/2012/06/21/world/middleeast/cia-said-to-aid-in-steering-arms-to-syrian-rebels.html

Roussel C. (2014), « Frontières et circulations au Moyen-Orient en période de conflits », *Reconfiguration entre phases d'ouverture et de fermeture*, Cahier du Cemca [en ligne], n°8, http://cemca.org.mx/wp-content/uploads/FMig-08-Frontieres-et-circulations.pdf

Roussel C. (2014), « Frontières et circulations au Moyen-Orient en période de conflits », *Reconfigurations entre phases d'ouverture et de fermeture*, Cahiers CEMCA.

Roussel C. (2014), « Kobané, victime du grand jeu turc », OrientXXI, https://orientxxi.info/magazine/kobane-victime-du-grand-jeu-turc,0719

Rubin M. (2003), « Are Kurds a Pariah Minority ? », Social Research, vol. 70, n°1, p. 295–330.

Rudaw (2024), « SDF accuses SNA of violating ceasefire in Kobane », https://manage.rudaw.net/english/middleeast/syria/181220244

Rudaw (2025), « SDF, Syrian forces begin joint oversight of Kurdish-majority neighborhoods in Aleppo », https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/130420251

Sabbagh D. (2019), « Investigation into alleged use of white phosphorus in Syria », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2019/oct/18/un-investigates-turkey-alleged-use-of-white-phosphorus-in-syria

Sabr S. F. (2018), « Turkey's snap elections : a level playing field ? », Open Democracy, https://www.opendemocracy.net/en/turkey-s-snap-elections-level-playing-field/

Safi P. (2012), « Üç Tarz-ı Çete », Kebikeç, n°34, p. 85-105.
Saillant F. (2012), « Enjeux et perspectives d'une anthropologie non-hégémonique », *Table ronde tenue à l'UCL (Université Catholique de Louvain, Belgique) à l'invitation du Laboratoire d'Anthropologie Prospective (LAAP), autour du Manifeste de Lausanne,* Louvain-la-Neuve, [Vimeo] https://vimeo.com/38840224

Sampson E. (2024), « With Syria in Flux, Turkish Forces Attack U.S.-Backed Forces », The New York Times, https://www.nytimes.com/2024/12/08/world/middleeast/syria-turkey-kurds.html

Samsun Haber (2018), « İstikamet Kızıl Elma diyen Samsunlu askerin tam videosu », https://www.youtube.com/watch?v=KgF3KkKqeHI

Sarukhanyan V. (2021), « American Parts on Turkish Bayraktar Drones: U.S. Congressmen Urge Biden Administration to Examine the Evidence », Hetq, https://hetq.am/en/article/134966

Sayigh Y. (2024), « Anatomy of a Military Fall », *Why did Bashar al-Assad's armed forces fail to act, unlike those in Egypt, Libya, Algeria, and Sudan ?*, Carnegie Endowment for International Peace, https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2024/12/anatomy-of-a-military-fall?lang=en

Scalbert-Yücel C. (2006), « Les langues des Kurdes de Turquie : la nécessité de repenser l'expression « langue kurde » », Langage et société, n°117, Cairn.Info, https://shs.cairn.info/revue-langage-et-societe-2006-3-page-117?lang=fr

Schiavi F. S. (2025), « Ahmed al-Sharaa's deal with the SDF : A new chapter for Syria's Kurds or a temporary arrangement ? », The New Arab, https://www.newarab.com/analysis/ahmed-al-sharaas-deal-sdf-new-chapter-syrias-kurds

Secrétariat Général du Conseil de Sécurité Nationale, « 30 Kasım 2016 Tarihli Toplantı », https://www.mgk.gov.tr/index.php/30-kasim-2016-tarihli-toplanti

Shafrir A. (2015), « Biblical names for military weapons in modern hebrew », Redifining community in intercultural context, Vol. 4, N°1, « Henri Coandă » Air Force Academy, p. 353-358, https://www.afahc.ro/ro/rcic/2015/rcic%2715/IEL/Shafrir.pdf

Shapland G. (1997), « Rivers of discord : international water disputes in the Middle East », New York, Palgrave Macmillan.

Siccardi F. (2021), « How Syria Changed Turkey's Foreign Policy », Carnegie Endowment for International Peace, https://carnegieendowment.org/research/2021/09/how-syria-changed-turkeys-foreign-policy?lang=en

Simon S. (2016), « Co-temporalité et perception de la violence », Parcours anthropologiques, vol. 16, http://journals.openedition.org/pa/503

Sirkeci I. & Cohen J. H. & Yazgan P. (éd.) (2016), « Conflict, Insecurity and Mobility », Transnational Press London.

Hanifi B., « A History of deliberate and reactive statelessness », p. 89-100.

Sirri O., « Checkpoint as Paradox », *Notes from Baghdad*, Project on Middle East Political Science [en ligne], https://pomeps.org/checkpoint-as-paradox-notes-from-baghdad

Timothy Mitchell (1991), « The Limits of the State: Beyond Statist Approaches and Their Critics », *American Political Science Review* 85, n° 1, p. 77-96.

Six-Hohenbalken M. (2019, publié en ligne en 2018), « May I be a sacrifice for my grandchildren—transgenerational transmission and women's narratives of the Yezidi ferman », Dialectical Antropology, n°43, p. 161-183, https://link.springer.com/article/10.1007/s10624-018-9506-9

Smith M. (2021), « Interview : James Jeffrey », Frontline, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/interview/james-jeffrey

Solomon C. (2022), « HTS : Evolution of a Jihadi Group », Wilson Center [en ligne], https://www.wilsoncenter.org/article/hts-evolution-jihadist-group

Soylu R. (2024), « Turkey's Erdogan backs rebel offensive in Syria », *Turkish president calls for dialogue between the Syrian government and the opposition*, Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/turkey-erdogan-backs-rebel-offensive-syria

Soylu R. (2025), « Turkey offers military aid to Syria for counterterrorism during unprecedented Ankara visit », Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/turkey-offers-military-aid-syria-counterterrorism-unprecedented-visit

Soylu R. & MEE correspondent (2025), « Turkey moves to take control of Syria's strategic T4 air base : Sources », Middle East Eye, https://www.middleeasteye.net/news/turkey-moves-take-control-syrias-strategic-t4-air-base-sources

Spicer J. (2024), « Exclusive: Canada to re-start Turkey arms exports after Sweden NATO backing-sources », Reuters, https://www.reuters.com/world/canada-re-start-turkey-arms-exports-after-sweden-nato-backing-sources-2024-01-26/

Sriram C. L. & King J. C. & Mertus J. A. & Martin-Ortega O. & Herman J. (éd.) (2009), « Surviving Field Research », *Working in violent and difficult situations*, Routledge.

Fujii L. A., « Interpreting truth and lies in stories of conflict and violence », p.147-162.

Stein A. (2022), « The TB2 : The value of a cheap and "good enough" drone », Atlantic Council, https://www.atlanticcouncil.org/content-series/airpower-after-ukraine/the-tb2-the-value-of-a-cheap-and-good-enough-drone/

Stern S. J. (2010), « Reckoning with Pinochet », *The Memory Question in Democratic Chile, 1989–2006*, Duke University Press.

Stockholm International Peace Research Institute (2023), « The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world, 2022 », https://www.sipri.org/visualizations/2023/sipri-top-100-arms-producing-and-military-services-companies-world-2022

Stuewe A. T. (2025), « Marrying Against Erasure : Marriage Decisions of Iraqi Yezidi Refugees in Germany Amidst the Contradictions of Assimilation and Continuity », Thèse de doctorat, University of Arizona, https://repository.arizona.edu/bitstream/handle/10150/675804/azu_etd_21999_sip1_m.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Sullivan S. & Baussant M. & Dodd L. & Otele O. & Dos Santos I. (2022), « Disrupted Histories, Recovered Pasts », Conserveries mémorielles, n°25, Cairn.Info, https://journals.openedition.org/cm/5642

Sullivan S. & Baussant M. & Dodd L. & Otele O. & Dos Santos I., « Introducing « Disrupted Histories, Recovered Pasts » », *A Cross-Disciplinary Analysis and Cross-Case Synthesis of Oral Histories and History in Post-conflict and Postcolonial Contexts*,

Suny R. G. (2015), « They Can Live in the Desert but Nowhere Else : A History of the Armenian Genocide », Princeton, Princeton University Press *in* Hakobyan A. & Mollica M., *op. cit.*

Sünnetci I. (2020), « Transformation of UAVS from a Reconnaissance Surveillance Platform to a Force Multiplier in Turkey », Defence Turkey, vol. 15, n°101, https://www.defenceturkey.com/en/content/transformation-of-uavs-from-a-reconnaissance-surveillance-platform-to-a-force-multiplier-in-turkey-4231

Syrian Observatory for Human Rights (2020), « U.S. forces intercept Russian patrol in rural Maabada preventing it from reaching Smelka border crossing », https://www.syriahr.com/en/153486/

Syrian Observatory for Human Rights (2021), « Al-Hasakah : Turkish soldiers remove graffiti written on border wall against "Erdogan" and Turkey during joint patrol with Russian forces », https://www.syriahr.com/en/226008/

Syrian Observatory for Human Rights (2022), « Dispute over Al-Hamran crossing », *National Army Faction put on alert in Aleppo countryside*, https://www.syriahr.com/en/265055/

Syrian Observatory for Human Rights (2023), « al-Shahbaa Gathering », *Several Turkish-backed factions announce new military formation in Aleppo*, https://www.syriahr.com/en/287218/

Syrian Observatory for Human Rights (2024), « Having been besieged by faction », *Injured combatants of "Manbij Military Council Forces" extrajudicially executed in eastern Aleppo*, https://www.syriahr.com/en/351099/

Syrian Observatory for Human Rights (2025), « Highest annual toll ever », *Israel attacks Syria on 373 occasions in 2024, destroying over 1,000 targets and killing and injuring nearly 845 combatants and civilians*, https://www.syriahr.com/en/352978/

Syrians for Truth & Justice (2019), « The "Midnight Ghost" Devours "Sharazad" and Her Little Ones! », https://stj-sy.org/en/the-midnight-ghost-devours-sharazad-and-her-little-ones/#_ftn2

Syrians for Truth and Justice (2019), « Syria : Turkish Identification Cards Obliterate Identity of Natives and Displaced populations Alike », https://stj-sy.org/en/syria-turkish-identification-cards-obliterate-identity-of-natives-and-displaced-populations-alike/

Syrians for Truth and Justice (2020), « HTS did not spare women detention or physical abuse », https://stj-sy.org/en/hts-did-not-spare-women-detention-or-physical-abuse/

Syrians for Truth and Justice (2021), « Ongoing Violations Without Accountability », *Islamic State Members in the Syrian National Army*, https://stj-sy.org/en/ongoing-violations-without-accountability-islamic-state-members-in-the-syrian-national-army/

Syrians For Truth & Justice (2022), « How is « Abu Amsha » Making Millions of Dollars Every Year ? », https://stj-sy.org/en/how-is-abu-amsha-making-millions-of-dollars-every-year/

Syrians for Truth and Justice (2022), « Northern Syria : three Syrians arrested after Turkey Forcibly Deported Them to Alleged Safe Zone », https://stj-sy.org/en/northern-syria-three-syrians-arrested-after-turkey-forcibly-deported-them-to-alleged-safe-zone/

Syrians for Truth and Justice (2022), « Turkey Continues to Forcibly Return Refugees, Ignoring International Warnings that Syria is Still Unsafe », https://stj-sy.org/en/turkey-continues-to-forcibly-return-refugees-ignoring-international-warnings-that-syria-is-still-unsafe/

Syrians for Truth and Justice (2022), « Turkey Forcibly Returns Refugees to Syria Daily », https://stj-sy.org/en/turkey-forcibly-returns-refugees-to-syria-daily/

Syrians for Truth and Justice & Lêlun association & Pêl – Civil Waves & Synergy Association (2023), « Five Years of Injustice are Enough! », *Investigative Study on Violations Against Kurds and Yazidis in Northern Syria*, https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/five-years-injustice-are-enough-investigative-study-violations-against-kurds-and-yazidis-northern-syria-enar

Taussig M. (1984), « Culture of Terror – Space of Death », *Roger's Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture*, Comparative Studies in Society and History, vol. 26, n°3, Cambridge University Press, p. 467-497, JSTOR, https://www.jstor.org/stable/178552

T.C. Millî Savunma Bakanlığı (2024), Twitter, https://x.com/tcsavunma/status/1789212591492887016

Tejel J. (2009), « Syria's Kurds », *History, Politics and Society*, Routledge.

Tejel J. G. (2009), « The Shared Political Production of « the East » as a « Resistant » Territory and Cultural Sphere in the Kemalist Era, 1923–1938 », European Journal of Turkish Studies, n°10, https://journals.openedition.org/ejts/4064

The Kyiv Independent news desk (2022), « Baby lemur born in Kyiv zoo named Bayraktar, after Turkish-made drone used by Ukrainian military », https://kyivindependent.com/baby-lemur-born-in-kyiv-zoo-named-bayraktar-after-turkish-made-drone-used-by-ukrainian-military/

The New Arab (2018), « Russian forces withdrawn from Afrin, as Turkey begins ground operations », https://www.newarab.com/news/russian-forces-withdrawn-afrin-turkish-forces-attack

The New Arab (2025), « Ahmed al-Sharaa slams Israel over Katz, Saar attacks on Syria government », https://www.newarab.com/news/sharaa-slams-israel-over-katz-saar-attacks-syria-government

Tornay S. (1991), « Photographie et traitement d'autrui : réflexions d'un ethnographe », L'ethnographie, n°109, vol. 87, n°1, p. 97-104 *in* Pezeril C., *op. cit.*

Toruntay M. A. & Usul A. S. (2022), « İçişleri Bakanı Soylu: 2023'te içeride hiçbir terörist kırsalda kalmayacak », Anadolu Ajansi, https://www.aa.com.tr/tr/gundem/icisleri-bakani-soylu-2023te-iceride-hicbir-terorist-kirsalda-kalmayacak/2664605

TRT Haber (2018), *« İçişleri Bakanı Soylu: PKK denilen böcek yuvasını da tarihe gömeceğiz »*, https://www.trthaber.com/haber/gundem/icisleri-bakani-soylu-pkk-denilen-bocek-yuvasini-da-tarihe-gomecegiz-369900.html

Tsurkov E., « Hayat Tahrir al-Sham », European Council on Foreign Relations, https://ecfr.eu/special/mena-armed-groups/hayat-tahrir-al-sham-syria/

Tsurkov E. (2022), « The Gangs of Northern Syria : Life Under Turkey's Proxies », New Lines Institute for Strategy and Policy, https://newlinesinstitute.org/syria/the-gangs-of-northern-syria-life-under-turkeys-proxies/

Ulgen S. & Kasapoğlu C. (2017), « Operation Euphrates Shield : Aims and Gains », Anadolu Agency, https://www.aa.com.tr/en/analysis-news/operation-euphrates-shield-aims-and-gains/730531

Türkmen G. (2021), « Under the Banner of Islam », *Turks, Kurds, and the Limits of Religious Unity*, Oxford University Press.

Uras U. (2019), « Turkey, Russia reach deal for YPG move out of Syria border area », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2019/10/23/turkey-russia-reach-deal-for-ypg-move-out-of-syria-border-area/

US Central Command (CENTCOM), « CENTCOM Forces Partner with Syrian Democratic Forces to Capture ISIS Leader and Assist in Operation to Recapture Escaped ISIS Fighters », Communiqué de presse, https://www.centcom.mil/MEDIA/PRESS-RELEASES/Press-

Release-View/Article/3891985/centcom-forces-partner-with-syrian-democratic-forces-to-capture-isis-leader-and/

Van Bruinessen M. (1992), « Agha, Shaikh and state », *The Social and Political Structures of Kurdistan*, Zed Books, London, New-Jersey.

Vedeng (2021), « بدأت بهجوم وانتهت بالخروج من الحي...الدفاع الوطني خارج حارة طي », Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=qbkvoHu9TFE

Vignal H. (2017), « Ordres de paix et ordres de guerre à la frontière syrienne », L'espace politique [en ligne], n°33, vol. 3, https://journals.openedition.org/espacepolitique/4445

Violations Documentation Center (2019), « Idlib Governorate … The Ongoing Massacre », *Special report on the attacks in Idlib governorate. 01 Sep 2019-31 Dec 2019*, https://vdc-sy.net/idlib-governorate-ongoing-massacre/

Von Bieberstein A. (2017), « Treasure/Fetish/Gift : Hunting for 'Armenian Gold' in Post-Genocide Turkish Kurdistan », Subjectivity, vol. 10, n°2, p. 170–189.

Vuillement A. M. (2020), « La raison analytique des gaffes ethnographiques », ethnographiques.org, n°39, https://www.ethnographiques.org/2020/Vuillemenot

War Noir (2025), « Weapons Used by Syrian Democratic Forces », *Drones, Guided Missiles, and Other Arms*, Military Wire, https://www.militantwire.com/p/weapons-used-by-syrian-democratic

Wehrey F. (éd.) (2021), « Islamic Institutions in Arab States : Mapping the Dynamics of Control, Co-option, and Contention », Carnegie Endowment for International Peace, https://carnegieendowment.org/research/2021/06/islamic-institutions-in-arab-states-mapping-the-dynamics-of-control-co-option-and-contention?lang=en

Pierret T. & Alrefaai L., « Religious Governance in Syria Amid Territorial Fragmentation », p. 53-71.

Weizman E. (2017, 2ème éd.), « Hollow Land », *Israël's Architecture of Occupation*, Verso, Londres & New-York, 1ère éd. 2007.

Wilder C. & Rosen K. R. (2021), « Delta Crescent Energy : Refining U.S. Stabilization Strategies in Northeast Syria », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/delta-crescent-energy-refining-us-stabilization-strategies-northeast-syria

Wilson A. (2016), « Sovereignity in Exile », *A Saharan Liberation Movement*, University of Pennsylvania Press.

Winter S. (2006), « The other « Naḥda » : The Bedirxans, the Millîs and the tribal roots of Kurdish nationalism in Syria », Oriente Moderno, Anno 25, vol. 86, n°3, p. 461-474, https://www.jstor.org/stable/25818086

Witt S. (2022), « The Turkish Drone that changed the nature of Warfare », The New Yorker, https://www.newyorker.com/magazine/2022/05/16/the-turkish-drone-that-changed-the-nature-of-warfare

Woodward M. & Umar M. S. & Rohmaniyah I & Yahya M. (2013), « Salafi Violence and Sufi Tolerance ? Rethinking Conventional Wisdom », Perspectives on Terrorism, vol. 7, n°6, p. 58-78, Jstor, https://www.jstor.org/stable/26297065

Yaghi M. (2025), « David's Corridor: Israel's shadow project to redraw the Levant », The Cradle, https://thecradle.co/articles/davids-corridor-israels-shadow-project-to-redraw-the-levant

Yayla A. S. & Clarke C. (2018), « Turkey's Double Standard: How Ankara's Actions Contradict Its Claims of Opposing the Islamic State », RAND, https://www.rand.org/pubs/commentary/2018/04/turkeys-double-standard-how-ankaras-actions-contradict.html

Yildiz G. (2014), « Kobane : US drops arms and aid to Kurds battling IS », BBC, https://www.bbc.com/news/world-middle-east-29684761

Youssef T. (2024), « Turkish border guards kill child near Syria's Kobani », North Press Agency, https://npasyria.com/en/116133/

Yüksel E. (2019), « Strategies of Turkish proxy warfare in northern Syria », *Back with a vengeance*, Clingendael Institute, https://www.clingendael.org/pub/2019/strategies-of-turkish-proxy-warfare-in-northern-syria/

Zaman A. (2024), « Turkey-backed Syrian factions end US-mediated ceasefire with Kurdish-led SDF », Al-Monitor, https://www.al-monitor.com/originals/2024/12/turkey-backed-syrian-factions-end-us-mediated-ceasefire-kurdish-led-sdf

Zelin A. Z. (2022), « The age of political jihadism », *A study of Hayat Tahrir al-Sham*, Washington Institute for Near East Policy [en ligne], https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/age-political-jihadism-study-hayat-tahrir-al-sham

Zelin A. (2025), « Syria's Transitional Honeymoon Is Over After Massacres and Disinformation », The Washington Institute for Near East Policy, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/syrias-transitional-honeymoon-over-after-massacres-and-disinformation

Zubaida S. (2000), « Contested Nations : Iraq and the Assyrians », Nations and Nationalisms, vol. 3, n°6, p. 363-382.

« **بیانات در دیدار هزاران نفر از اقشار مختلف مردم درباره تحولات منطقه** », Déclaration d'Ali Khamenei, Khamenei.ir, https://farsi.khamenei.ir/speech-content?id=58558